

Libération

Edition spéciale



L'AFFAIRE ALLEMANDE

De l'enlèvement de H.M. Schleyer à la mort d'Andreas Baader



bazooka

10



1968 : Gudrun Ensslin et Andreas Baader lors de leur premier procès

(AP)



Le chemin de ronde de Stammheim

(AP)

Peu d'événements, ces dernières années, ont provoqué autant d'émotions, et eu autant de répercussions dans les esprits et l'évolution des institutions que l'échec du défi lancé par la RAF à l'Etat ouest-allemand en septembre-octobre derniers.

Pourtant voisine, l'Allemagne fédérale est une inconnue qui aujourd'hui fascine et inquiète tout à la fois. L'Allemagne de Schmidt et celle de Baader divisent au moins autant l'opinion l'une que l'autre, interrogent également sur la nature des Etats démocratiques modernes et sur le sens de toute action révolutionnaire.

C'est cette histoire et cette affaire que *Libération* raconte, avec la publication de la première de ses éditions spéciales, fabriquée par l'équipe du journal. Plusieurs fois par an, sur un grand sujet d'actualité et quand la nécessité s'en imposera, *Libération* rassemblera le meilleur de ses reportages, de ses interviews, de ses commentaires, de son courrier, pour offrir à ses lecteurs, matière à réflexions et à combats.



SOMMAIRE

L'AFFAIRE ALLEMANDE 4	— La criminalisation des avocats de la RAF	56	
	— La défense de la défense et du droit d'asile	58	
RAF CONTRE RFA : 43 JOURS DE « GUERRE » 6	— L'audience du 2 novembre	60	
— L'enlèvement à Cologne du patron des patrons allemands	7	— L'extradition	62
— Le détournement d'un Bœing de la Lufthansa	12	LE MAL ALLEMAND	65
— L'assaut de Mogadiscio	15	— Le modèle allemand	66
— La mort de Baader, Ensslin et Raspe dans leurs cellules de la prison de Stammheim	17	— Les Allemagne de Dany Cohn-Bendit	71
— Le cadavre de Schleyer, retrouvé à Mulhouse	24	— Les interdictions professionnelles	75
— Spécial Police	25	— La social-démocratie reconduite	78
— Chronologie de Cologne à Stammheim	26	— Paranoïa sociale	81
RAF : 10 ANNEES DE GUERRILLA ET DE MORT 29	— Les libertés, les sorcières et leurs chasseurs	85	
— Une histoire de ces dix dernières années	30	L'AFFAIRE	93
— « La guérilla de l'individu métropolitain »	35	— Commentaires sur la RAF et le terrorisme	94
— Leurs prisons	37	— Le courrier des lecteurs	107
— La mort d'Ulrike Meinhof	44	— L'occupation de Libération	111
— Un procès de 23 mois	47	AUTRES ALLEMAGNE	117
— Deux témoignages sur la guérilla urbaine	51	— Pendant ce temps à Kalkar	118
KLAUS CROISSANT ET LA JUSTICE FRANÇAISE 54	— Contestataires	112	
— Arrestation à Paris d'un avocat allemand qui avait choisi l'asile français	55	— Adresse à toutes les femmes	127
		— Le sens d'un échec	128
		BIBLIOGRAPHIE	130

L'affaire allemande

L'affaire allemande. Le modèle allemand. L'Etat fort. Le néo-nazisme. Springer. Chacun a son idée sur l'affaire allemande : les bons Allemands et les mauvais. L'Allemagne éternelle. La discipline. L'Allemand, c'est l'autre, celui qui vous renvoie l'image tranquillisante du mal. Les clichés sont à ce point ancrés dans les têtes, le germanophile qui sommeille en nous est à ce point prêt à se réveiller, qu'écrire sur l'Allemagne devient un véritable casse-tête. Comment expliquer à ceux qui ne la connaissent qu'à travers les films ou les souvenirs de la guerre que la langue allemande n'est pas guturale ? Que l'image qu'ils ont de la Prusse n'est pas toute l'Allemagne et que ceux qui la peuplent ne sont pas tous des mangeurs de choucroutes qui pensent à l'unisson, pas plus que les Français ne ressemblent tous aux « beaufs » dessinés par Cabu.

L'Allemagne n'est pas éternelle, au contraire. Ce qui la laisse croire éternelle, c'est, paradoxalement, le poids d'une histoire ancrée dans sa géographie comme dans ses têtes. Notre histoire à nous peut paraître légère comme l'air, comparée à celle de l'Allemagne. Mais imaginez la France aux couleurs de cette histoire. Imaginez les bases américaines et les GI's dans les rues de Toulouse et de Lyon. L'Armée rouge à Orléans et à Nancy. Imaginez aussi Paris à Berlin : le Quartier latin séparé du Châtelet par un mur de béton et des miradors. Et des morts à la traversée de la Seine, tirés comme des lapins.

AU CŒUR DE LA GUERRE FROIDE

Quoi qu'on en pense, c'est cette réalité de l'Allemagne qui a modelé ces trente dernières années. Le fascisme vaincu de l'extérieur par les armées alliées et le peuple allemand choisissant la soumission aux vainqueurs plutôt que la liberté surveillée. L'Allemagne de l'Ouest put ainsi devenir, pendant vingt ans, la tête de pont de la guerre froide. Vingt ans, ça marque, surtout après 10 ans d'histoire refoulée, car jamais maîtrisée. Oubliée au profit de la nouvelle croisade contre l'Est qui, sans transition, devint pour l'Allemagne de l'Ouest la tâche principale. Les combats de ceux qui cherchèrent à s'opposer à cette logique, furent des combats inégaux et perdus d'avance. Tout le monde, d'ailleurs, les a oubliés, les conseils ouvriers qui fleurirent après la Libération ou les batailles contre le réarmement, au beau milieu de la guerre froide. Dans ce grand affrontement, chaque Allemagne jouait son rôle et il n'était pas question, dans l'une comme dans l'autre, de dévier du texte.

L'aide économique américaine était venue apporter la prospérité et, du même coup, la bonne conscience. L'Allemagne fédérale était devenue la pointe avancée de la démocratie et de l'Occident. Alors que les avions américains venaient fournir les vitrines de Berlin-Ouest en fruits exotiques, la RDA — que l'on appelait toujours, à l'Ouest, la zone d'occupation soviétique — n'arrivait pas à se relever des punitions économiques infligées par les Soviétiques. La RDA offrait à l'autre partie de l'Allemagne une image grimaçante du

socialisme qui, à l'Ouest, suffisait à réduire au silence toute velléité de contestation de l'ordre social. Il fallut attendre les années 60, la fin du « miracle économique » et les premiers pas de la coexistence pacifique, pour que ce climat de guerre froide intérieure, devenu désuet, cède la place à autre chose. Les convulsions de l'Allemagne n'étaient pas pour autant à leur terme. C'est à cette préhistoire que s'accroche ce « carrousel de la mort » qui commença, voilà 10 ans, un soir de juin 1967.

LE 2 JUIN : BENNO OHNESORG

2 juin 1967. Ce soir-là, le Shah d'Iran, en visite officielle à Berlin-Ouest, est à l'Opéra. On joue pour lui « la Flûte enchantée ». A l'entrée, deux mille étudiants protestent contre le soutien de Bonn au régime iranien ; la police charge brutalement. Quelques minutes plus tard, l'étudiant Benno Ohnesorg est froidement abattu, à bout portant, par le policier Karl Heinz Kurras. Ce 2 juin restera désormais dans les mémoires de toute une génération, déchirant le voile de ses illusions et sanctionnant sa rupture définitive avec la société politique ouest-allemande. Jusque là, ces étudiants avaient pris au sérieux les proclamations démocratiques de la République fédérale. C'étaient, en fond, des libéraux qui étaient tout juste en train de découvrir le marxisme. Des démocrates pour qui la démocratie voulait encore dire quelque chose. Quelques-uns parmi les plus vieux, comme Ulrike Meinhof, avaient connu les dures années 50. Mais la plupart sortait tout juste de l'étouffoir familial. Le choc de la mort de Benno Ohnesorg précipite alors le développement, autour du mouvement étudiant, d'une nouvelle gauche : c'est l'acte de naissance officiel de ce que l'on appellera l'opposition extraparlamentaire (1).

Pour l'Allemagne, c'était un tournant. Depuis 1966, les Chrétiens-démocrates d'Adenauer, véritables artisans de la restauration de la vieille classe politique, avaient dû s'allier aux Sociaux-démocrates qui, depuis les fameux congrès de Bad Godesberg, s'étaient faits une nouvelle respectabilité politique en abandonnant toute référence au marxisme. Les deux principaux partis étant désormais au pouvoir, l'Allemagne n'avait plus d'opposition.

Avec l'irruption du mouvement étudiant, elle en retrouvait une, inattendue, vivante et radicale. La génération née de l'après-guerre, s'engouffrant dans l'espace libre, laissé par les parties au pouvoir, était en train de redécouvrir l'idée de révolution. Et l'Allemagne retrouvait du même coup un spectre qu'elle avait cru définitivement enterré. Cette révolte universitaire qui anticipait sur le mouvement de 68, se nourrissait de deux découvertes : celle du caractère factice du libéralisme universitaire et celle de la guerre américaine au Vietnam. Ce qui se passait dans le Sud-Est asiatique était venu montrer que la démocratie occidentale n'excluait pas la barbarie. Le refus du génocide américain, de l'autoritarisme de la société comme de l'administration universitaire, débouchaient sur une mise en question radicale et globale. Dans toute l'Europe occidentale, la même

génération découvrait la politique à travers les guerres coloniales et l'agression américaine. Mais en Allemagne fédérale, cet engagement était d'autant plus décisif qu'il se heurtait au mode dominant de cohésion sociale. La reconstruction de la « démocratie » allemande avait été un pur produit américains. L'Allemagne et Berlin, pointes avancées du monde libre, apparaissaient tout d'un coup comme l'autre face de la médaille vietnamienne. La paix sociale et le bien-être des « métropoles », comme l'autre face de l'oppression du tiers-monde.

Le traumatisme vietnamien venait se superposer au traumatisme du nazisme. Tous ceux, ou presque, qui avaient eu vingt ans en ce milieu des années 60, savaient que leurs pères avaient été les soutiens — passifs ou actifs — du troisième Reich.

Avec le Vietnam, le passé refoulé de l'Allemagne ressurgissait derrière sa façade ravagée. Pour toute une génération. Il n'était pas possible d'être à nouveau complice.

Ce que Che Guevara appelait « la solitude tragique » du peuple vietnamien imposait que l'on ouvre, partout, d'autres fronts. Qui n'a pas rêvé, alors, de répondre à son appel bolivien et de participer, à sa mesure, à la création de « deux, trois, plusieurs Vietnam ». Face aux abandons et aux calculs tactiques, le guévarisme parlait le langage apparemment simple de la solidarité et de la lutte. Le révolutionnaire, c'était celui qui faisait la révolution. Cette tautologie faisait figure de défi : les actes devaient précéder les mots. C'est là que prend ses sources le « guévarisme » de la RAF, ce sentiment qu'il ne faut pas attendre, mais donner l'exemple et payer de sa personne.

LE VIETNAM

Quelques jours après l'incendie accidentel du grand magasin « Innovation » de Bruxelles, dont les morts en 1967, avaient plus ému les foules européennes que tous les raids américains sur Hanoï, « les communards » de Berlin écrivaient ces phrases provocatrices : « Si ça brûle quelque part dans les prochains jours, si quelque part une tribune s'effondre sur un stade, s'il vous plaît, ne soyez pas surpris. Pas moins surpris que lorsque le centre de Hanoï est bombardé. Bruxelles nous a donné la seule réponse : Burn, ware house, burn » (Brûle, magasin, brûle).

Lorsqu'en avril 68, en pleine nuit, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et deux autres pénétrèrent dans les deux magasins Kaufhof et Schneider, pour les incendier spectaculairement, c'est du même dégoût qu'ils s'inspirent. Pendant l'été 68, à Munich, des objecteurs de conscience annoncèrent qu'ils allaient brûler un chien pour protester contre la guerre du Viet-nam. Les amis des bêtes se mobilisèrent massivement pour empêcher l'holocauste. CQFD : si la guerre du Viet-nam avait été menée contre des chiens, les amis des bêtes auraient réussi à l'arrêter. Andreas Baader, Gudrun Ensslin et trois autres qui n'étaient pas des amis des bêtes, furent condamnés à trois ans de prison. L'Etat, ce jour-là, venait de leur indiquer la route.

Avec la fin du miracle allemand et la naissance du mouvement étudiant, les valeurs clés sur lesquelles cette société croyait s'être solidement construite, avaient commencé à vaciller. A sa manière, l'Allemagne n'était pas épargnée par le mouvement qui déferlait sur toute l'Europe. Pourquoi, d'ailleurs, l'aurait-elle été ? Les manifestations qui suivirent la tentative d'assassinat contre Rudi Dutschke entraînaient dans les rues, des milliers de jeunes travailleurs qui retrouvaient dans ces actions violentes, une expression de leur révolte. Des enquêtes réalisées à cette période indiquaient d'ailleurs que 65 % des apprentis et des jeunes ouvriers appréciaient ces manifestations.

L'ALLEMAGNE DE WILLY BRANDT

Le 2 septembre 1969, 3 000 travailleurs de Hoesch s'insurgèrent contre les effets salariaux de la récession, donnaient le signal du plus important mouvement de grève sauvage qu'ait connue la République fédérale. Dès la fin des années 60, ces cassures nouvelles trouvèrent une expression politique dans une avancée impressionnante des Sociaux-démocrates de Willy Brandt. Après 20 ans de régime incontesté de la droite, la figure du nouveau chancelier représentait, notamment dans la classe ouvrière, un espoir de changements effectifs, à l'heure où, la crise aidant, les inégalités de la société allemande apparaissaient plus nettement que par le passé. Lorsqu'elles n'étaient pas bloquées par l'opposition, les réformes promises furent souvent oubliées dans les cartons. Une fois normalisés, les rapports avec l'autre Allemagne, l'Ost-politik montra des signes d'essoufflement. Brandt n'arriva pas vraiment à discipliner les travailleurs et à endiguer leurs revendications économiques : en 1974, une grande grève des services publics impose une augmentation des salaires de 10 %. Cette année 74 marque d'ailleurs la fin du règne de Brandt. Les remous de l'affaire Guillaume (1) l'obligent à précipiter sa démission. Deux ans avant, en 72, un « coup d'Etat à froid », managé par l'opposition, avait déjà failli le détrôner. Fait unique, des dizaines de milliers de travailleurs étaient alors descendus dans la rue pour manifester leur soutien au chancelier. Deux ans plus tard, personne ne bougera pour le retenir.

En cinq ans, les Socialistes allemands au pouvoir n'avaient rien fait d'autre que ce que font généralement les socialistes au pouvoir : discipliner la contestation en promettant des réformes. Au sortir du règne de Brandt, l'Allemagne n'avait pas de réforme, mais elle n'avait pas non plus de mouvement. Déjà entre 68 et 69, plus de 10 000 procès avaient été engagés contre l'opposition extra-parlementaire. Karl-Heinz Kurras, le policier qui avait abattu Benno Ohnesorg, avait été purement et simplement acquitté. Pendant ce temps, l'étudiant Reinhard Wetter était condamné à un an de prison pour avoir jeté « une chose dure » sur le consulat grec. Rolf Pohle, futur membre du Mouvement du 2 juin, à 15 mois pour avoir attenté à « la paix du pays ». G. Schmiedel à 21 mois pour avoir donné un coup de pied « douloureux » contre la jambe d'un policier et pour avoir traité ce dernier de « porc ». Schmiedel, il est vrai, était ouvrier et il s'agissait à travers lui de décourager ses semblables de se mêler aux étudiants. Les trois coups étaient donnés pour le lancement du « modèle allemand ». En réduisant la contestation au silence sous prétexte de créer le consensus, l'Etat choisit le terrorisme. Dès le début des années 70, plusieurs dizaines de militants choisissent la clandestinité. C'est le début de la RAF.

L'étouffement de l'opposition extra-parlementaire n'a pas, bien sûr, réussi à purger la société allemande de ses contradictions. La



Décembre 1970 : Le chancelier Willy Brandt s'agenouille à Varsovie, devant le mémorial aux 500.000 victimes du ghetto de Varsovie. (DR).

quasi-intégration de la machine syndicale à l'appareil de l'Etat n'a pas empêché que se développe ici et là des grèves sauvages. Quant aux inégalités sociales persistantes, elles trouvent leur compensation dans l'accroissement des « vols et des atteintes à la propriété ». La contestation, elle, reparait où l'on ne l'attendait pas, sous la forme des comités de citoyens.

LE TERRORISME TERRORISE DE L'ETAT

Les attaques contre l'ordre, explique Ernst Benda, « recourent une mauvaise humeur qui se répand lentement dans la population et qui, chez les plus vieux, se traduit par de l'indifférence, chez beaucoup de jeunes par le scepticisme, le refus ouvert ou l'attachement romantique aux idéaux d'une autre société » (2). Pour répliquer, il s'agit de « s'équiper ». Matériellement (le programme fédéral de sécurité intérieure s'est fixé pour objectif des effectifs policiers correspondant à 1 pour 400 habitants...) et idéologiquement : « Nous avons besoin de la mobilisation idéologique des citoyens » (Dregger, CDU).

L'application des Berufsverbote — une tradition bismarkienne renouée par Adenauer et endossée par Brandt — constitue une pièce maîtresse de cette construction : fonctionnant comme moyen d'intimidation, les interdictions professionnelles visent à épurer de l'administration la génération de la contestation, désormais entrée dans la vie active. L'enjeu est clair : il s'agit de restituer à l'Etat le monopole de la violence et de l'autorité. « C'est notre tâche à tous de mettre un coup d'arrêt à la crise de légitimité de l'Etat qui se dessine » (Kohl, candidat CDU à la Chancellerie).

Dans cette entreprise de mobilisation idéologique, la presse, et singulièrement celle de Springer, joue un rôle essentiel. Elle rend la menace permanente, désignant au lecteur des adversaires de remplacement qui mettent en péril son bonheur durement gagné. L'anticapitalisme spontané est transformé en un poujadisme inoffensif : le ressentiment contre la bureaucratie de l'Etat, la colère vis-à-vis du mode de vie parasitaire des riches, l'impression que la richesse sociale est gaspillée, tous ces sentiments sont pris en compte de telle sorte que les gens ne puissent les prendre en charge eux-mêmes et que leurs frustrations soient dirigées vers ces boucs-

émissaires que sont les ennemis extérieurs (la RDA, Moscou...) et intérieurs (les terroristes, mais aussi les chevelus ou les immigrés). Le sentiment d'isolement et l'impuissance des individus peut ainsi être utilisé comme fixation à l'autorité de l'Etat.

Les terroristes et leurs alliés objectifs sont partout. Partout où il faut qu'ils soient. La RAF, dit-on, veut empoisonner l'eau d'une grande ville ou lancer des fusées sur un stade. La RAF dément. Peu importe.

L'épouvantail terroriste sert ainsi à reconstruire, au-delà des classes, le ciment de la « communauté nationale », mangé par la crise. Car malgré sa prospérité économique, l'Allemagne n'a pas été épargnée. Et la crise, dans ce pays, épouvante plus que dans aucun autre. Parmi une population que ces trente dernières années ont exclusivement orientée vers la satisfaction de ses besoins de consommation, la persistance de la crise a été vécue comme une véritable menace. Une menace d'autant plus grave que l'expression collective de ses intérêts est rendue impraticable. « Nous autres Allemands, nous savons que nous avons plus de difficultés que quiconque avec nos agressions rentrées, parce que nous n'avons jamais le droit de haïr tous ceux que nous devrions haïr et nous ont obligés à refouler nos agressions : nos parents, nos chefs et tous ceux qui nous dominent, écrivait déjà en 1968 Ulrike Meinhof. Nous avons haï les juifs et les communistes. Les juifs ce n'est pas possible. Et les communistes non plus apparemment. (...) Alors on nous propose de haïr les criminels. On en fait des boucs émissaires de notre présent, grâce auxquels le malaise politique ambiant peut se dévouler ».

Aujourd'hui les terroristes sont les criminels. La criminalisation de toute opposition, son assimilation au terrorisme, sont devenus le maître-mot d'une nouvelle manière de gouverner. Le danger est là, dans cet Etat futuriste qui fait figure de modèle. Et non dans les images rétros d'une Allemagne éternelle.

Jean-Marcel BOUGUEREAU

(1) Voir chronologie page 30.

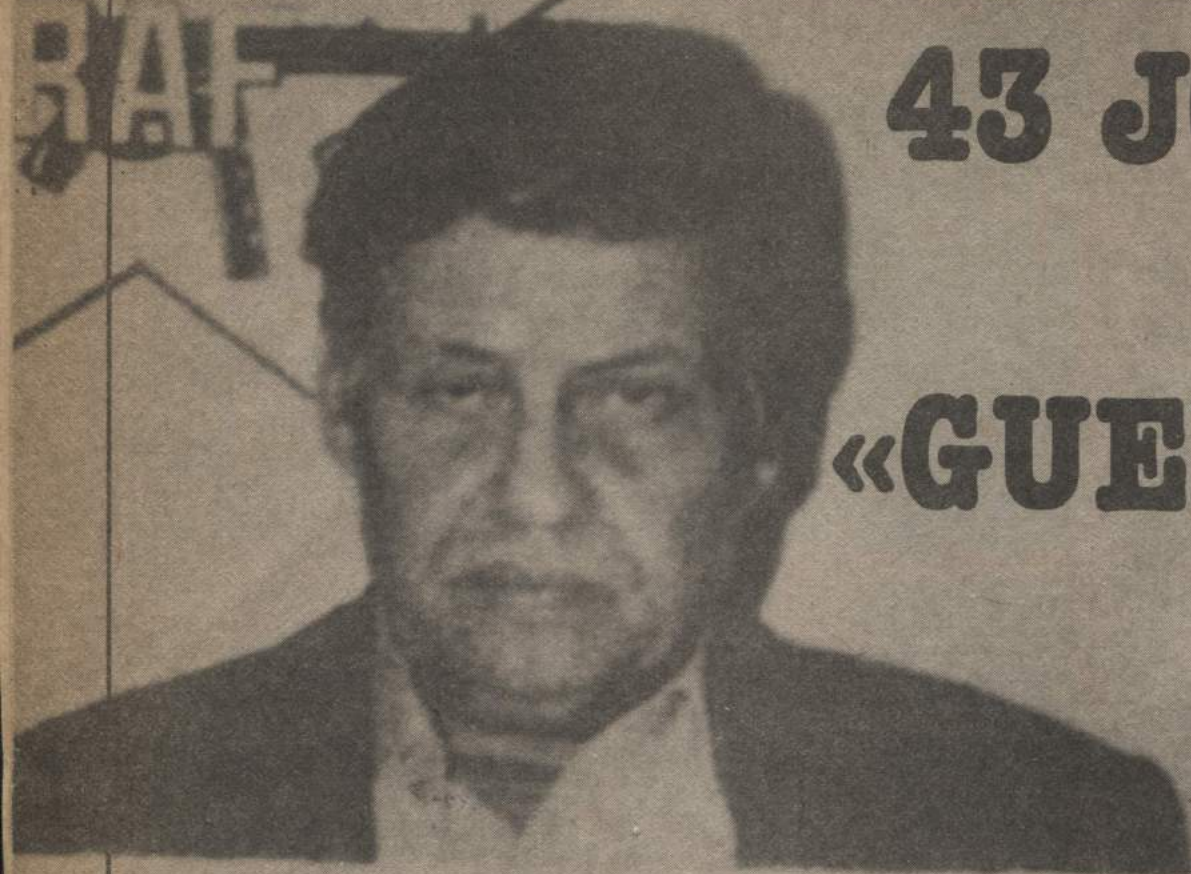
(2) Cité par Sebastian Cobler. *Die Gefahr geht von den Menschen aus*. (Rotbuch Verlag).

RAF CONTRE RFA:

43 JOURS

DE

«GUERRE»



**20 TAGEN
FANGEN
ER R.A.F.**

L'enlèvement à Cologne du « patron des patrons » allemands

5 septembre 1977. 4 morts : les 3 gardes du corps et le chauffeur de Hans Martin Schleyer

Il était 18h30 lundi après-midi. Escorté par deux voitures de police, Schleyer rentre chez lui, empruntant un itinéraire dit de secours (se sachant visé, le président du patronat allemand variait souvent ses parcours). Soudain, le cortège est contraint de ralentir. Certains disent qu'un landau a été lancé devant la Mercedes de Schleyer, d'autres que c'est une voiture qui lui a barré la route. Toujours est-il qu'instantanément, plusieurs rafales de mitraillettes partent d'un combi Volkswagen garé à proximité.

Les deux policiers et le gorille qui accompagnaient Schleyer sont tués sur le coup ainsi que son chauffeur. Le PDG, lui, est extirpé de sa voiture, enfourné dans le combi qui démarre en trombe, poursuivi par deux voitures de police. La chasse à l'homme proprement dite s'arrêtera là, les policiers se faisant vite semer. Les bruits les plus divers circuleront alors sur la destination du commando, jusqu'à ce qu'on retrouve le combi, vide, dans le parking d'un immeuble de Cologne.

La télévision et les radios ont interrompu tous leurs programmes, les radios ne diffusant plus que de la musique et des informations sur l'enlèvement. Le Chancelier Schmidt a réuni dans la nuit de lundi à mardi un conseil restreint ne comprenant que le ministre de l'Intérieur, Werner Maihofer, et celui de la Justice, Hans Jochen Vogel.

Auparavant, il avait lancé un appel sur les deux chaînes de télévision, appel qui en dit long sur la situation en Allemagne de l'Ouest. Invitant la population à fournir à la police toute information susceptible de faire progresser l'enquête, Helmut Schmidt ajoutait : « Cela constitue un devoir moral pour tout citoyen de l'Etat démocratique ». Il a été entendu : la police a été submergée d'appels, conformément à ce qui est d'ailleurs devenu une habitude Outre-Rhin.

Le chancelier ouest-allemand a également eu une phrase qui est tout un programme : « L'Etat doit répondre avec toute la dureté nécessaire aux provocations du terrorisme ». Quand on sait le stade repressif déjà atteint en RFA, on voit ce que cela peut signifier. Il s'agit d'autant moins d'une phrase en l'air qu'il apparaissait dès hier que c'était en fait le sort du gouvernement social-démocrate qui est en jeu dans cette affaire. Les commentai-

res de la presse étaient très alarmistes. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estimant que l'attentat de Cologne « rappelle le Chicago des années vingt » la *Ruhr Nachrichten* voyant là « un sommet de la violence terroriste » et le *Morgenpost* de Hambourg écrivant carrément : « il ne faut pas se leurrer ; les organes de notre Etat sont actuellement impuissants ; la sécurité intérieure a été démontée dans les faits ».

Dans ces conditions, on voit mal comment les divers projets de renforcement de la lutte « anti-terroriste » pourrait ne pas passer comme une lettre à la poste lors de la prochaine session parlementaire. On parle déjà de recruter 5.000 nouveaux policiers, de créer une sorte de FBI ouest-allemand et surtout, de restreindre encore les droits de la défense pourtant déjà réduits à la portion congrue depuis le vote de la fameuse « loi Baader ». Ainsi, les avocats pourraient être exclus des débats sur une simple présomption de « conspiration » alors que, jusqu'à présent, une « suspicion justifiée » était nécessaire.

L'issue de l'affaire en cours déterminera bien sûr la rapidité avec laquelle ces mesures seront adoptées. (...)

Dominique FROT.

(7 septembre 1977)

La spirale de l'écrasement

Les coups de pistolets mitrailleurs qui ont tué les trois garde-du-corps et les chauffeurs de Hans-Martin Schleyer, le « Ceyrac » allemand, représentent sans doute dans l'histoire de la RFA un tournant décisif dont on ne peut savoir aujourd'hui ce qu'il augure car il ne ressemble à rien de ce que l'on connaissait jusque là. Seuls les moyens employés de part et d'autre évoquent irrésistiblement la guerre. Pour le reste, il n'est possible de recourir à aucune comparaison. Ni à l'Irlande, dont la

guerre civile s'enracine dans une longue histoire, ni à l'Italie où les affrontements armés ne sont pas coupés d'une société civile traversée de conflits multiples. Ni même non plus à l'Uruguay, dont la situation serait pourtant la plus proche - ni a fortiori à aucun pays du Tiers-monde.

Ces développements étaient pourtant prévisibles, lorsqu'il y a quelques jours, la totalité des détenus politiques allemands ont décidé de cesser la grève de la faim qu'ils avaient entamée un mois plus tôt dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de détention. Face à un pouvoir qui avait montré sa détermination à ne pas céder, les détenus n'avaient que ce choix : la défaite ou la mort. C'est du moins ce qu'a cru le gouvernement fédéral. Une fois de plus, il s'est trompé et se trouve sérieusement menacé dans son existence.

Sûr de compter sur une opinion publique mobilisée contre le terrorisme et prête à accepter la mort d'un ou plusieurs grévistes, les autorités fédérales ont misé sur la défaite en sachant qu'elles pouvaient risquer la mort. Un calcul « technique » cynique qui les a décidées, très rapidement, à nourrir artificiellement, contre leur gré, la plupart des grévistes, dans l'espoir de prolonger l'affrontement. Lorsque ceux-ci ont peu à peu abandonné leur grève, la presse allemande a cru que le front des détenus était cette fois brisé puisque leur arme ultime - leur corps - s'était révélé inefficace.

Mais il n'y a pas d'arme ultime. Réduite à ses derniers retranchements, la Fraction armée rouge a, elle aussi, monté les enchères en sachant que c'était la condition pour obliger les dirigeants sociaux-démocrates à céder. Enlever le président du patronat leur est sans doute apparu comme le meilleur moyen de prendre à son propre piège un gouvernement « socialiste ». C'est un calcul analogue qui avait présidé, voilà plus de deux ans, à l'enlèvement du dirigeant de l'opposition chrétienne démocrate, Peter Lorenz, et qui avait alors réussi à provoquer en échange la libération de plusieurs prisonniers. C'est sans doute le même calcul qui, au début août était à l'origine de l'enlèvement raté - et finalement du meurtre - du président de la Dresdner Bank, Jurgen Ponto. Après Lorenz et Ponto, après le meurtre du procureur

fédéral Buback, au printemps dernier, après Schleyer, les enchères sont-elles à leur maximum ?

Ce tourbillon sans fin où le « terrorisme » est secrété par des tendances autoritaires, dont il nourrit en même temps le développement, est le produit de l'illusion totalitaire selon laquelle on peut venir à bout de tous les conflits. Une illusion qui règle depuis longtemps les conceptions sociales dominantes en République fédérale. Ce sont déjà elles qui se profilaient au tout début des années 60 lorsque le futur chancelier fédéral, Ludwig Ehrhard, le père du « miracle économique » parlait de construire une société « intégrée » où les sujets sociaux refusant toute conflictualité s'engageraient chacun à leur place dans des rapports uniquement « fonctionnels », mais par la même conception de « l'intérêt général ».

Dans cette Allemagne où l'essentiel des ferments d'opposition avait été éliminé, où le Parti communiste avait été démantelé et interdit, dans ce pays dont le Wohlstand - bien vivre - faisait figure de modèle, les dirigeants politiques pouvaient croire qu'ils étaient en passe de réussir une construction sociale idéale, où les classes en présence fonctionneraient comme « partenaires ».

Avec la récession de 1967 et l'arrivée de la nouvelle génération des années 60, ce modèle prit ses premiers coups. Le mouvement étudiant fit ressurgir pour un temps le spectre de la révolution et du changement : les fils et les filles de ceux qui avaient rendu le fascisme possible refusaient cette société plane et oppressive. Contrairement à la plupart des pays européens, qui cherchent à intégrer 68 pour en faire un moteur de « changement », la République fédérale choisit d'écraser le mouvement étudiant, poursui-

vant ensuite ses protagonistes jusque dans leur avenir professionnel en les éliminant de leur travail, grâce aux interdictions professionnelles.

Le déclenchement des premières actions de la RAF, au début des années 70, fut l'occasion d'une sophistication accrue de l'arsenal judiciaire et policier qui devait permettre à « l'Etat de droit » ouest-allemand de maintenir sa domination contre tout nouvel embryon d'opposition.

Depuis, rien n'est venu arrêter cette spirale de l'étouffement. Et les nouvelles qui parviennent aujourd'hui sur le climat de la RFA n'indiquent pas qu'on en prend le chemin. Alors que tout est focalisé sur la chasse à l'homme, on parle à nouveau d'apporter d'autres perfectionnements à la machine de l'Etat. Cette machine « menacée » dispose pourtant de la plus forte assise sociale que puisse espérer un Etat dans un pays industriellement développé. Ce paradoxe est sans doute à lui seul la clé du problème.

Même si Hans Martin Schleyer était libéré et les membres du commando capturés, les coups de feu de Cologne n'arrêteront pas de résonner pour autant. Le renforcement considérable des moyens d'intervention de la police, le recours massif à une population prête à la collaboration et à la dénonciation, l'intimidation de la gauche et de l'opinion publique libérale n'en viendront pas à bout. Il n'y a pas de « solution finale » à ce « terrorisme », il y aura toujours une faille dans le meilleur dispositif de sécurité, et toujours dix personnes décidées pour prendre les armes et tirer.

Jean Marcel BOUGUERAU.

(7 septembre 1977)

L'itinéraire du SS numéro 227014

La reconversion exemplaire d'un nazi convaincu

Exemplaire carrière que celle d'une bonne partie des membres de la classe dirigeante ouest-allemande.

Né le premier mai 1915 à Offenbourg (Bade), H.M.S., fils de juge, entre à 16 ans, de son gré, dans la jeunesse hitlérienne. Cela se passe en 1931, au lycée de Rastatt. Lorsqu'il commence ses études de droit à la prestigieuse université de Heidelberg, en 1934, il peut se vanter, et le fait d'ailleurs, d'être malgré ses 19 ans, un « vieux combattant nazi ». Il revêt bientôt l'uniforme noir de la SS, où il est inscrit sous le numéro de membre 227014, agrémenté d'une importante distinction nazie, le « goldene Ehrenzeichen » (insigne doré d'honneur). Il est en même temps membre d'une « schlagende Verbindung », c'est-à-dire une association de cogneurs nazis étudiants, le « Korps suevia ».

Mais bientôt, son activité va se concentrer sur d'autres organisations étudiantes, dont le but est de nazifier les universités. Il devient dirigeant du « Reichsstudentenwerk », l'office des étudiants du Reich, d'abord à Heidelberg, puis à Innsbruck et enfin, à Prague.

Le 29 mai 1937, « l'administrateur étudiant » Schleyer remet à ses supérieurs un rapport dénonçant l'attitude anti-nazie du recteur de l'université de Fribourg, le professeur Metz. Ce dernier ne sera licencié que le 31 mars 1938, se survis d'un an étant dû à ses précédentes sympathies nazies.

Le 15 juin 1937, le chef de troupe (« Scharführer ») Schleyer est nommé à peu près commissaire politique du treizième régiment de cavalerie SS.

Début 1938 : reçu à ses premiers examens, nommé stagiaire de tribunal, il reçoit un « congé spécial » de la SS et du tribunal supérieur de Karlsruhe pour une « opération à l'étranger ». Il s'agit cette fois-ci pour lui de continuer à Innsbruck (Autriche) le travail de nazification universitaire commencé à Heidelberg. L'Autriche, occupée, rebaptisée « Ostmark » par les nazis, est le nouveau terrain d'action de H.M.S. Il ouvre une filiale du « Reichsstudentenwerk », dont il devient le chef. Epurations d'éléments non-nazis, et autres saloperies. Une correspondance de l'été 38 révèle ses bonnes relations avec la direction, nazie, de la police d'Innsbruck.

La guerre. Annexion des Sudètes, puis de toute la Tchécoslovaquie. Les Sudètes deviennent une partie du Reich, le reste du pays est rebaptisé « protectorat de Bohême et Moravie ». Schleyer, entre-temps promu docteur en droit (sic), reçoit une nouvelle mission : exercer sa spécialité à Prague. Il ne quittera cette ville qu'en 1945, quelques jours avant l'arrivée de l'Armée rouge, dans l'un des derniers convois allemands vers l'ouest.

Ayant pu éviter d'être envoyé au front grâce à ses hautes relations qui vont jusqu'à

Goebbels, il se retrouve bientôt à la tête de l'organisme chargé de « nettoyer » les universités tchécoslovaques. Il a 160 hommes sous ses ordres et un budget annuel de 10 millions de Reichsmarks.

Cet homme qui avait assez de pouvoir pour choisir lui-même le « travail » qu'il voulait faire à l'intérieur de la machine nazie, arguant de sa qualité d'« ancien combattant » dans les lettres aux autorités centrales assez insolentes, découvre bientôt un autre domaine où exercer ses talents et... se remplir les poches.

Il se retrouve en pleine guerre à la tête du « Zentralverband der Industrie für Boehmen und Maehren », en d'autres termes, il s'occupe d'une des activités les plus lucratives auxquelles pouvaient se livrer les chefs SS dans les territoires occupés : la soi-disant « mobilisation des forces économiques pour la guerre », c'est-à-dire donc, entre autres, le vol des entreprises juives, tchèques, polonaises etc... L'utilisation des esclaves envoyés à Auschwitz et autres camps lorsqu'ils étaient devenus trop faibles pour produire, le rapatriement, au fur et à mesure que la défaite approchait, de richesses gigantesques, vers des zones sûres (future RFA, Espagne, etc...)

Au cours de ces années décisives, H.M.S. fera la connaissance d'hommes et de femmes dont il partage encore aujourd'hui les idées, les intérêts, les intrigues, les saloperies. Tous ces gens, regroupés dans la pénombre derrière l'ex-candidat à la chancellerie, Helmut Kohl, tirent bien des ficelles. Ils ont nom Fritz Ries, qui a préféré se suicider il y a quelques mois, Arthur Missbach, organisateur de la campagne qui conduisit à la chute du cabinet Brandt en avril 1972, Eberhardt Taubert, conseiller de Goebbels et inventeur de la formule électorale de la CDU-CSU dans la campagne électorale de 76 : « Liberté ou socialisme »...

Toutes ces relations se reconstituent dès l'aube de la proclamation de la République fédérale en 1949. Après trois ans d'emprisonnement dit « automatique » chez les alliés (c'est-à-dire sans jugement) puisqu'il avait été haut-fonctionnaire nazi, l'irrésistible ascension de Hans-Martin Schleyer continue.

RECONVERTI CHEZ DAIMLER

En 1951 commence sa carrière chez Daimler-Benz, à Stuttgart. Il arrive au sommet de la hiérarchie de l'entreprise en douze ans, après une période où il a été chef du personnel, et en 1963, il entre au conseil de direction de cette multinationale d'origine allemande dont le directeur général, pour ne citer que lui, le Dr Joachim Zahn, ancien chef de troupe des SA, peut se vanter d'être devenu membre du NSDAP avant Schleyer, sous le numéro 350 194.

Connu des « partenaires sociaux » comme un « dur », il connaît son apothéose en 1973 lorsqu'il cumule, à côté de nombreux postes dans divers conseils d'administration de grosses entreprises, ceux des deux confédérations patronales de RFA, le BDA et le BDI.

L'homme dont la carrière va peut-être prendre fin était pressenti à un important poste à Bonn, en cas de victoire de la CDU-CSU, le 3 octobre dernier. Mais cinq jeunes Allemands, dont il pourrait être le père, sont venus troubler cette carrière, très exemplaire.

Source : « Strauss, Kohl and Co » par Bernt ENGELMANN, Cologne 1976.

(7 septembre 1977)



Hans-Martin Schleyer (Lynx)

Kojak cherche Schleyer

Promenade dans Cologne

Frontière : le bonhomme en vert refait le même geste pour la millième fois. Main gauche : ouvrir la porte du compartiment, allumer la lumière, prendre le passeport. Main droite : appuyer sur le bouton du talkie, épeler les noms : « Anton, Emil, Ida... », donner la date de naissance. Dans un bâtiment, sur le quai, un collègue tape les données, les listes sont confrontées avec celles des personnes recherchées, puis stockées en ordinateur. Toute personne passant une frontière allemande est ainsi théoriquement enregistrée. L'utilité de la chose apparaîtra lorsqu'on saura que chaque Land a son propre système d'ordinateur, qui IBM, qui Siemens, et que la coordination est une véritable pagaille.

Hambourg-Cologne : les bonshommes en bleu ont pris la relève. Tous les passagers sont contrôlés. Les bonshommes sont par deux : l'un prend ton passeport, l'autre feuillette le gros bouquin blanc : « Fahndungsbuch ». Tous les recherchés de RFA y sont, par ordre alphabétique. Réaction des gens : petits sourires figés, gêne. Dès qu'ils se sont éloignés, un voyageur lance : « C'est pas ici qu'ils vont le trouver leur Schleyer ». La retraitée à mes côtés ne comprend pas. Elle se replonge dans son journal « professionnel ». Ce qu'elle y lit l'inquiète : la crise,

ici, c'est aussi la dégringolade des conditions de survie des retraités, dont la colère a explosé l'année dernière, contraignant « leur » ministre à démissionner. Le problème est simple : les caisses de retraite ont de gros trous. Problème simple mais irrésolu jusqu'à présent. Sur les quais de toutes les villes que nous passons, des couples de policiers qui se relaient. Sur les autoroutes, des bouchons. On sent une lassitude chez les policiers, une douce ironie chez les gens. Pas grand'chose d'autre. Lui et elle, qui me font face, s'en foutent : ils prennent l'avion pour la Costa del Sol dans une heure.

Cologne, ses nonnes, ses clochards. Cologne la Catholique, ville présente dans tous les romans de Böll, de *Billard à huit heures et demie* à *Katharina Blum*. La masse de la cathédrale à la sortie de la gare m'avait coupé le souffle il y a douze ans. Le contact avec le gothique est définitivement rompu. Au bureau de poste : que pensent-ils, ce Turc, ce Marocain qui lisent attentivement le journal ? Tout n'y cause que de terroristes. Drôles d'histoires à raconter quand on rentrera au pays. Lui et elle, ils reviennent d'Hamamet, bronzés. Prolos. Lui, Italien, elle Allemande. Le bébé, la belle-mère. Ils ont rapporté de Tunisie 25 pellicules Kodachrome. Il donne son paquet à l'employé avec la

Le commando Siegfried Hausner demande la libération de 11 détenus de la RAF

Andreas Baader : âgé de trente-quatre ans, est un des dirigeants de la *Fraction Armée Rouge* (RAF). Il rompt en 68 avec l'opposition extra-parlementaire en tentant d'incendier un grand magasin de Francfort. Condamné à trois ans de prison, il est délivré en mai 70, à Berlin-Ouest, par un commando de la RAF. Après un bref séjour dans les camps palestiniens, il revient en RFA où il est arrêté en juin 72. Il a été condamné, en avril dernier à la prison à vie pour avoir plastiqué des installations de l'armée américaine à Heidelberg et à Francfort. Quatre Soldats américains trouvèrent la mort lors de ces attentats.

Guhrn Ensslin : âgé de trente sept ans, elle a été condamnée à la prison à vie en même temps que Baader pour l'attentat contre les bases de l'armée américaine.

Jan Carl Raspe : âgé de trente trois ans, cet ancien sociologue est considéré comme le spécialiste des finances de la RAF. Il a été lui aussi condamné à perpétuité pour le plasticage des bases US après un procès qui dura 23 mois.

Guenter Sonnenberg : âgé de vingt trois ans, il a été arrêté en compagnie de Verena Becker en mai 77. Il doit répondre de six tentatives d'assassinats. Selon la police il est le suspect numéro un dans l'assassinat du procureur Buback. Sonnenberg est détenu dans un hôpital prison près de Stuttgart, où il est soigné pour des blessures à la tête reçues au cours de son arrestation.

Ingrid Schubert : âgée de trente trois ans, elle purge une peine de treize ans de prison pour tentative d'assassinat et participation à association criminelle.

Irmgard Moeller : âgée de trente ans, elle doit être jugée pour deux attentats : celui contre le quartier général de l'armée américaine en Europe, à Heidelberg en mai 72 et celui contre le quartier général de la police à Augustsburg.

Karl-Heinz Dellwo : âgé de vingt cinq ans, il a été condamné à la prison à vie en juin dernier pour l'attaque, le 24 avril 75, des locaux de l'ambassade de la République Fédérale Allemande à Stockholm. Au cours de cette attaque deux diplomates et un membre du commando furent tués.

Hanna Elise Krabbe : âgée de trente et un ans, elle a été condamnée à la prison à perpétuité pour l'attaque de l'ambassade allemande à Stockholm.

Verena Becker : âgée de vingt-cinq ans, elle est détenue dans le quartier de haute surveillance de la prison de Stammheim près de Stuttgart avec Baader, Ensslin et Raspe. La police l'accuse d'avoir participé à l'assassinat de Buback. Becker fut une des cinq membres de la RAF à être libérée en mars 75, en échange de la vie de Peter Lorenz enlevé à Berlin par la RAF. Réfugiée dans un premier temps au Yémen, elle est arrêtée à nouveau, dans le sud de l'Allemagne en mai dernier.

Werner Hoppe : âgé de vingt-sept ans, il a été condamné à dix dix ans de prison pour tentative de meurtre contre des officiers de police.

Bernard Roesner : âgé de trente ans, il a été condamné à dix ans de prison pour avoir participé à l'attaque de Stockholm.



Cologne, 6 septembre : après la fusillade

Photo DR

plaisanterie désormais consacrée : « T'as peur des bombes ? » Rires. Devant la consigne automatique : deux flics contrôlent les gens et les valises avec une préférence marquée pour les gens bien habillés. Il semble désormais que si on est jeune, on est aussi suspect en costume anglais-cravate-tailleur qu'en jeans-henné-patchouli. On ne peut plus se fier à personne. Le couple qui avait loué l'appartement ayant servi de base aux kidnappeurs, était très poli, très élégant...

LA VILLE

Braunsfeld : un quartier select. Au coin de la rue où ça s'est passé, la pluie efface les dernières traces : des cercles à la craie autour des impacts de balles. On a jeté du sable sur les tâches de sang. Villas, grand parc avec chevreuils en semi-liberté, la rue du crime, déserte toute la journée, s'anime brièvement matin et soir quand ces messieurs partent ou rentrent de leurs bureaux. Les enfants, ici, ne traînent pas dans la rue.

Nippes est à Braunsfeld ce que Montreuil est à Neuilly. Scopitones, marchés, maisons délabrées, gosses turcs sur le trottoir. Au bureau de chômage, ça discute : les jeunes sont sûrs que Schleyer est encore dans la ville. L'idée qu'il est détenu dans une cave près d'ici les excite. L'imagerie de la « guérilla urbaine », c'est cela : il n'y a pas de tranchées, pas de front. On aimerait repeupler de patrons les caves où l'on a joué petit. La « réalité » dépasse la télé. Le spectacle est permanent, avec les grosses cylindrées, les flingues, les avis de recherche. Kojak cherche Schleyer. Kilroy was here. Baader wants you.

Les jeux de mots fusent, circulent. A Heidelberg, une main a écrit dès lundi sur un banc public : « Warum Freude ver-Schleyer-n ? » Pourquoi cacher sa joie ? (Schleyer signifie aussi voile). Le maire a officiellement condamné ce jeu de mots et a ordonné que le banc soit repeint et rendu à sa dignité muette. A Hambourg, un mot sur une méga-affiche dans une fac a provoqué des bagarres. Le kidnappé y était qualifié de porc. A Munich, lundi soir, un ministre a cru bon de faire un discours à une fête populaire organisée par son parti libéral. Il commençait : « Ceux qui tuent doivent être traités comme des tueurs et supporter les conséquences ». Pas de réactions. Il continue : « Après toutes ces morts occasionnées par le terrorisme, celui qui n'a pas encore compris cela se rend complice des criminels ». Eclats

de rire, sifflets, le reste du discours se perd dans le cliquetis des verres de bière. Le ministre se fâche et, selon le journal dit : « Nous ne permettrons pas que les consommateurs mettent en question notre Etat ». Ver-brauscher (consommateur), ver-brecher (criminel). Qui a fait le lapsus, le ministre, le journaliste ou le typo ?

LAMACHINE FOLLE

Le discours de l'Etat semble quelque peu perturbé ces jours-ci.

Schmidt d'abord. Il parle à la nation par la télé, d'une « relativement petite minorité ». Tout est dans le chiffre du relatif. Un député de son parti, chef de la commission parlementaire à l'Intérieur, est sûr de lui : les éléments directement dangereux sont 1200, les sympathisants 6.000. Il y a un mois, ils étaient 5.000, selon le chef de la police fédérale. Il y a cinq ans, ils étaient 500, selon le même. Données sûres : il y a 123 terroristes et assimilés détenus, 250 sont recherchés.

Mais on n'est plus sûr de rien. Un vieillard important l'a dit à la télé : « Avec toutes ces librairies de gauche, la petite fille de 13 ans, avec ses tresses et son doux regard est en danger. Un de ces livres lui tombe entre les mains et c'est foutu pour la démocratie ». Il y a en effet de quoi s'inquiéter quand des petites filles de 13 ans écrivent en rédaction : « Quand il a vu que le Sème Reich, ça marchait pas, Hitler a dit : Bon je vais appeler ça République fédérale ».

Concert de monologues vengeurs : Golo Mann, historien, avait fui avec son papa Thomas Mann l'Allemagne en 33. En 77, un des persécuteurs de son papa est kidnappé. Golo sent l'appel de l'histoire. « Usque tandem Catilina, abuteris patientiam nostram ? »* lance-t-il, à la une de *Die Welt*, aux successeurs du terroriste romain. Notre nouveau Cicéron, fort de 2.000 ans d'histoire, met en garde les Catilina modernes. Ils sont voués à l'échec. Faut ce qu'il faut pour retourner les années 33 à 45. Le pauvre papa doit se retourner dans sa tombe.

M. Sholl-Latour, lui, parle dans le petit écran devant une photo de la tour Eiffel. Le correspondant de l'ARD à Paris est hors de lui : (citations de mémoire) « Oui, mesdames et messieurs, vous qui croyez que la police française était occupée à la recherche pour l'arrêter, eh bien, mesdames et messieurs,

l'avocat Croissant de la bande à Baader a même parlé aujourd'hui à la télévision française ! ». Flash : deux phrases de Croissant, dans un français hésitant : « La RAF est socialiste, la RFA est fasciste ». Coupez. Le correspondant commente : « Les Français feraient bien de se rappeler les coups de poignard dans le dos des démocrates allemands sous Weimar, ils doivent se rappeler que les terroristes d'aujourd'hui sont les mêmes que les assassins de Rathenau hier » (citation de mémoire). Je n'y comprends plus rien sinon que, encore une fois, on conjure l'ennemi intérieur avec un ennemi extérieur qui n'en est plus un. Vieilles histoires. Les plus beaux discours de l'époque de la Restauration (de Gaulle-Adenauer) au panier. Interpellés sur la jeunesse par « les enfants de Hitler et de Coca-Cola » leurs papas leur parlent des ancêtres, mais pas d'eux-mêmes. Tout est bon pour faire illusion : Jean Genêt a écrit dans *Le Monde*. Malheur. Réponse d'un grand journal bavarois : pas étonnant, aujourd'hui il admire la RAF, comme hier il admirait la SS, « fasciné qu'il a toujours été par le mal ». Schleyer lui, n'admirait pas la SS, il y était. Cela, malheureusement, le public allemand l'apprend par un canal pervers : « c'est la télévision tchécoslovaque qui le dit ». Alors, tu m'as compris.

Dans ce concert, le solo de Brandt. D'abord une remarque : les révélations US sur l'argent qu'aurait versé la CIA à l'ex-chancelier effleurent à peine son image. Il est resté « Willy-le-rouge ». Il a sa colonne dans le *Vorwärts* comme Mitterrand a la sienne dans *L'Unité*. Brandt ne monologue pas, il dialogue. Il demande à l'intelligentsia critique « qui a été à tort suspectée » (allusion aux interdictions professionnelles, décrétées par Brandt en 72) de se ressaisir, de ne pas faire le jeu de la sombre réaction, des néo-nazis, de revenir au bercail. (Le mouvement étudiant de 67-68 était animé par le SDS, exclu du parti de Brandt en 65). « J'en appelle aux jeunes travailleurs, aux étudiants, aux jeunes technologues, enseignants, médecins, journalistes et écrivains : aidez-nous résolument, maintenant, à ôter tout terrain à la terreur ! Contribuez à ce que notre pays ne soit pas contraint de devenir un Etat policier ». Si tous deviennent policiers, plus personne ne le sera : une contribution pas peu originale à la théorie du dépérissement de l'Etat.

Décidément, le discours de l'Etat a encore beaucoup de pain sur la planche en Allemagne de l'ouest. On a travaillé plus vite et mieux dans l'autre Etat allemand. Quant à l'Ouest, on rappelle les égarés à la raison d'Etat, à l'Est on les expulse vers l'Ouest. Pas pour des prunes. Les « dissidents » est-allemands expulsés le sont contre espèces sonnantes et trébuchantes payées par la RFA, qui a ainsi cette année acheté 45 « dissidents ».

En attendant, à Cologne, les braqueurs s'en donnent à cœur joie : trois banques en deux jours. Et dans les trams, plus de contrôleurs de billets : sont-ils occupés ailleurs ? Daimler-Benz augmentera sa production de Mercedes blindées et dans les résidences le long du Rhin, on se met au régime. Toutes les réceptions, fêtes, « parties » prévues cette semaine et la semaine prochaine sont renvoyées à une date ultérieure. Les terroristes, cachés dans les buissons, filmaient les personnalités pour pouvoir étudier leurs habitudes. Le monopole de la télévision était en danger.

Félix GERMAIN

*« Jusques à quand, Catilina, abuseras-tu de notre patience » : phrase célèbre de Cicéron dans son discours contre les factieux.



H.M.Schleyer « depuis 20 jours prisonnier de la RAF » (D.R.)

20ème jour : une photo de H.M. Schleyer

« Depuis 20 jours, prisonnier de la RAF » indique la pancarte portée, sur cette photo, par le président du patronat allemand, H.M. Schleyer. Envoyée le 26 septembre à Libération par le commando Sigfried Hausner, cette photo a été reçue hier. Elle est la première rendue publique depuis plusieurs semaines, et était accompagnée du communiqué suivant : « Si le gouvernement fédéral tient encore à la vie de Schleyer, il doit immédiatement faire en sorte que s'arrêtent les recherches entreprises en République Fédérale ainsi que celles qu'il a engagées en France, en Hollande et en Suisse. Notre revendication d'une suspension de toutes les opérations de recherches vaut comme par le passé. Nous avertissons le gouvernement fédéral de ne pas chercher à repérer, sous quelque forme que ce soit, les communications téléphoniques avec Payot (l'avocat genevois qui sert d'intermédiaire avec le gouvernement fédéral NDLR).

Nous ne continuerons à négocier avec le gouvernement fédéral par le seul intermédiaire de Me Payot, que si le gouvernement abandonne sa tactique, visant à gagner du temps avec des communications téléphoniques sans intérêt et que s'il nous apparaît qu'il se prépare effectivement à libérer les onze prisonniers demandés.

Il n'y aura de nouveaux signes de vie de Schleyer qu'en relation avec des indications concrètes concernant l'échange.

Même si le gouvernement fédéral nous cache les résultats des négociations avec Wischniewski (l'envoyé spécial de Helmut Schmidt qui serait chargé de prendre contact avec les pays susceptibles de recueillir les 11 prisonniers NDLR), nous ne pouvons que dire que nous savons, avec certitude, qu'il y a des pays qui seront prêts à recevoir les onze prisonniers. »

Ce communiqué, qui vient rompre le silence observé depuis plusieurs jours par le commando, intervient alors que les recherches semblent s'intensifier aussi bien en RFA que dans les pays limitrophes, où l'on affirme que Schleyer serait détenu.

(28 septembre 1977)

31ème jour : une lettre de H.M. Schleyer à sa femme

Le patron des patrons allemands enlevé par le commando de la RAF demande au gouvernement de Schmidt de prendre une décision

32 jours après l'enlèvement de Hans Martin Schleyer, le « Commando Sigfried Hausner » de la Fraction armée rouge s'est manifesté de nouveau hier par une lettre postée à 10h45 à Paris, au bureau de poste 128 et destinée à Libération. Une photo en couleur accompagnait les photocopies d'une lettre manuscrite, en trois feuillets de Hans Martin Schleyer, adressée à sa femme et critiquant l'indécision des autorités allemandes en ce qui concerne les négociations. Cette photocopie est signée en propre, au stylo à bille, de la main de Hans Martin Schleyer. Cette lettre vient rompre le silence que la RAF observait depuis la précédente photo qu'elle nous avait adressée, au 20ème jour de la détention, et dans lequel le commando déclarait : « Nous ne continuerons à négocier avec le gouvernement fédéral par le seul intermédiaire de Me Payot, que si le gouvernement abandonne sa tactique visant à gagner du temps ». Plus loin, ils affirmaient : « Il n'y aura de nouveaux signes de vie de Schleyer qu'en relation avec des indications concrètes concernant l'échange ». Cette lettre de Schleyer pourrait signifier que le gouvernement a fait un pas en avant dans les négociations, à moins, comme semble l'indiquer le ton de Schleyer, que les membres de la RAF ne puissent prolonger cette situation d'expectative plus longtemps, et ce texte aurait alors valeur d'avertissement, de pression supplémentaire sur la classe politique allemande, avant une échéance à laquelle la RAF semble déterminée.

« J'ai obtenu la possibilité de remercier ma femme pour sa lettre rassurante parue dans Bild am Sonntag, le 21 septembre. Je peux assurer ma femme que je vais bien physiquement, autant que cela est possible dans les circonstances présentes. L'incertitude est ce qui me pèse le plus.

J'ai déclaré dans une première explication, après l'enlèvement, que la décision concernant ma vie est aux mains du gouvernement fédéral, et j'ai ainsi accepté cette décision. Mais je parlais de décision et je ne pensais pas à cette incertitude continue dans laquelle je végète depuis maintenant un mois.

Le procédé des Japonais dont je connais les détails montre la vérité de l'affirmation de mes ravisseurs, à savoir que des pays soient prêts à les accueillir. Naturellement, ces pays ne signeront pas un accord d'Etat, même si un ministre d'Etat allemand se déplace, ministre dont je ne voudrais pas ici contester le sérieux des intentions ; ces pays fonderont leur acte sur des principes uniquement humanitaires, et décideront selon leur situation particulière.

La déclaration produite dans le Al Watan al arabi de mercredi démontre également que ces pays sont prêts à les accueillir, pour peu que l'on veuille de cet échange. Au stade actuel, l'intervention de Me Payot ne peut plus servir - du moins tant qu'elle ne peut apporter de résultat concret.

Ma famille et mes amis savent que je ne suis pas si facile à abattre et que je dispose d'une santé robuste. Mais ces attermoissements désormais incompréhensibles, je ne pourrai plus les supporter longtemps, surtout après la décision du gouvernement japonais et son attitude conséquente, il s'est révélé co-responsable du détournement et n'a arrêté des mesures qu'après le dénouement non sanglant de cette affaire. En définitive, il faut prendre en considération les conditions dans lesquelles je vis.

C'est pourquoi une décision du gouvernement fédéral, comme je l'ai réclamée au premier jour, est devenue pressante. Cela d'autant plus que mes ravisseurs, j'en suis convaincu, ne vont plus poursuivre ainsi longtemps. Leur détermination ne peut pas être mise en doute après les assassinats de Buback et de Ponto.

Je partage avec ma femme la confiance dans la haute conscience de leur responsabilité des dirigeants politiques, et j'espère toujours pouvoir bientôt être à nouveau auprès d'elle.

Hans Martin SCHLEYER
(Traduction Libération)

(8 et 9 octobre 1977)

La loi du silence

On vit une drôle d'époque. Aurait-on pu imaginer qu'un ancien nazi, devenu patron des patrons allemands, l'un des principaux dirigeants de l'économie ouest-allemande, « utilise » Libération pour s'adresser à sa femme. A l'origine de ce paradoxe, la médiation de la Fraction Armée Rouge, qui détient Hans Martin Schleyer depuis aujourd'hui 33 jours. C'est la seconde fois que les ravisseurs s'adressent à Libération pour communiquer avec les autorités allemandes, sans que leurs messages ne soient interceptés, censurés totalement ou partiellement dans les rédactions de la presse écrite, toujours soumise en ce qui concerne cette affaire à une collaboration directe avec le gouvernement. Cette situation qui met l'Information dans la dépendance même relative du pouvoir politique, interdit à la presse d'Outre Rhin de jouer son rôle. C'est donc tout à fait librement que nous publions ces documents relatifs à une affaire où le secret ne peut que nuire à un dénouement non-sanglant. A l'inverse, le secret ici, comme ailleurs, est l'arme de tous ceux qui souhaitent une solution de force.

Serge JULY
(8 et 9 oct. 1977)

Détournement d'un Boeing de la Lufthansa

13 octobre 1977

Le détournement du Boeing de la Lufthansa qui assurait la liaison Palma de Majorque-Francfort par le commando « Martyr Halimeh » avec 91 otages à bord était coordonné avec l'enlèvement de H.M. Schleyer. Les quatre hommes qui sont maîtres du boeing depuis jeudi 14 heures, demandent la libération de Andreas Baader et

de ses dix compagnons ainsi que celle de deux palestiniens incarcérés en Turquie.

Les nouveaux communiqués fixent un dernier ultimatum pour la libération des détenus de la RAF : dimanche 9 heures (GMT).



Les 5 documents de la RAF envoyés à « Libération »

Communiqué de la RAF

Nous avons laissé suffisamment de temps à Helmut Schmidt pour faire son choix entre la stratégie américaine d'anéantissement des mouvements de libération en Europe de l'Ouest/le Tiers-monde et le désir du gouvernement fédéral de ne pas sacrifier le plus important magnat actuel de l'industrie-même pour cette stratégie impérialiste.

L'ultimatum de l'opération Kofr Kaddum du commando « Martyr Halimeh » et l'ultimatum du commando « Siegfried Hausner » de la RAF sont identiques.

L'ultimatum expire le 16 octobre 1977 à 8 h GMT.

Si à ce moment, les prisonniers demandés n'ont pas atteint leur destination, Hans-Martin Schleyer sera exécuté.

Après quarante jours d'emprisonnement de Schleyer, il n'y aura pas de prolongation de l'ultimatum ni d'autre prise de contact.

Tout atterroissement signifie la mort de Schleyer.

Pour gagner du temps, il n'est pas nécessaire que le pasteur Niemöller et l'avocat Payot accompagnent les prisonniers.

Nous aurons confirmation de l'arrivée des prisonniers même sans confirmation de leurs accompagnateurs.

Schleyer sera libéré 48 h après que nous aurons reçu confirmation.

Liberté par la lutte armée anti-impérialiste.
Commando Siegfried Hausner.

L'appel de Schleyer transmis par vidéo

La bande vidéo transmise par la RAF et destinée aux télévisions est un petit film particulièrement dramatique de 115 secondes. Plan fixe sur le sigle de la RAF, zoom arrière sur le visage éprouvé de Hans-Martin Schleyer pendant lequel le patron allemand lit sa déclaration. Nouveau zoom avant sur le visage. Un silence. Nouveau plan fixe sur une affiche placée derrière Schleyer et sur laquelle sont inscrites les appellations des deux commandos. Le film s'achève sur l'emblème de la RAF : un pistolet mitrailleur enserré dans une étoile à cinq branches.

« J'ai eu sous les yeux un article d'Herbert Kremp, paru dans *Die Welt* le jeudi 13 fédéral des Affaires étrangères à Pékin dont le titre est : « Sagesse chinoise : miel dans la bouche et bile dans le cœur ».

Je profite de cette occasion pour remercier ma famille, mes amis et mes collègues du soutien qu'ils m'ont apporté. Notamment les quatre messieurs qui ont intercedé en ma faveur devant le chancelier fédéral, mardi. Face à la situation actuelle, je me demande maintenant ce qui devrait se passer encore pour qu'une décision intervienne.

Je suis depuis 5 semaines détenu par les terroristes parce que j'ai toujours exprimé publiquement mon soutien à l'ordre démocratique et libéral. Depuis un certain temps, beaucoup de choses ont été dites sur cette affaire, notamment du côté politique, et j'ai l'impression qu'on se moque de moi. »

R.A.F.

(15 et 16 oct 1977).

(15 et 16 octobre 1977)

L'ultimatum du commando « martyr Halimeh »

Au chancelier de la
République
fédérale d'Allemagne

Au Chancelier de la République fédérale de
l'Allemagne de l'Ouest.

Nous vous informons par la présente que les passagers de l'équipage de l'avion 737 de la Lufthansa, vol N° LH 181 sont sous notre contrôle et responsabilité complète. La vie des passagers et de l'équipage, de même que la vie de M.Hans-Martin Schleyer, dépendent de votre accord sur les points suivants.

1) Libération des camarades de la RAF emprisonnés en Allemagne de l'Ouest dont les noms suivent : Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, Verna Becker, Werner, Hoppe, Karl-Heinz Dellwo, Hanna Krabe, Bernd Roesner, Ingrid Schubert, Irmgard Moeller, Guenter Sonnenberg. Chacun d'eux étant porteur de la somme de 100 000 Deutschmarks.

2) Libération des camarades du F P dont les noms suivent, d'une prison d'Istanbul : Mahdi et Hossein.

3) Paiement de la somme de 15 millions de dollars US selon les instructions données.

4) Accord avec un des pays dont les noms suivent afin d'accepter de recevoir les camarades relâchés de prison : République Démocratique du Vietnam, République de Somalie, République Démocratique du peuple du Yemen.

5) Les prisonniers allemands seront transportés par des avions que vous fournirez jusqu'à leur destination. Ils devront voler via Istanbul afin de prendre les deux camarades palestiniens relâchés de la prison d'Istanbul. Le gouvernement turc est bien informé de nos demandes. Les prisonniers doivent tous attendre leur destination avant le dimanche 16.10.77 à 8.00 a.m. GMT. L'argent doit être délivré selon les instructions données dans la même période de temps.

6) Si tous les prisonniers ne sont pas relâchés et n'atteignent pas tous leur destination, et que l'argent n'est pas livré selon les instructions, dans le temps spécifié, alors M. Hans-Martin Schleyer et tous les passagers et l'équipage de l'avion de la Lufthansa, vol N° LH 181 seront tués immédiatement.

7) Si vous vous soumettez à nos instructions, tous seront relâchés.

8) Nous ne vous contacterons plus. Ceci est notre dernier contact avec vous. Vous porterez l'entière responsabilité pour toute erreur ou faute dans la mise en liberté des camarades emprisonnés ci-dessus nommés ou dans la livraison de la rançon selon les instructions spécifiées.

9) Toute tentative de votre part pour prendre du retard ou nous tromper signifiera la fin immédiate de l'ultimatum et l'exécution de M.Hans-Martin Schleyer et de tous les passagers et de l'équipage de l'avion.

13/10/1977 S.A.W.I.O.

(15 et 16 oct 1977)



Dubaï : le ravitaillement du Landshut (Sygma)

Communiqué Opération Kofr Kaddum

A tous les révolutionnaires dans le monde.

A tous les Arabes libres.

A nos masses palestiniennes.

Aujourd'hui, jeudi 13 octobre 1977, un 737 de la Lufthansa partant de Palma de Majorque en route pour Frankfurt, vol N° LH 181, est passé sous le contrôle total d'une unité de commando « Martyr Halimeh ». Cette opération vise à libérer nos camarades des prisons de l'Alliance impérialiste réactionnaire-sioniste. Cette opération renforce les buts et les demandes de l'opération du commando « Siegfried Hausner », de la RAF, qui a commencé le 5 septembre 1977.

Les révolutionnaires et les combattants de la liberté du monde entier sont confrontés avec le monstre de l'impérialisme mondial, la guerre barbare contre les peuples du monde, sous l'hégémonie des USA.

Dans cette guerre impérialiste des sous-centres comme l'entité sioniste et l'Allemagne de l'Ouest ont la fonction exécutive d'opprimer et de liquider tout mouvement révolutionnaire dans leurs aires spécifiques.

Dans notre terre occupée, l'ennemi impérialiste, sioniste, réactionnaire démontre le très haut niveau de son hostilité, de son agressivité sanglante contre notre peuple et révolution, contre toutes les masses arabes et leurs forces progressistes et patriotiques. La nature expansionniste et raciste de l'entité sioniste est avec Menachem Begin au sommet de cet ensemble d'intérêts impérialistes, plus claire qu'elle n'a jamais été auparavant.

Sur ces mêmes intérêts impérialistes, l'Allemagne de l'Ouest a été construite en 1945 comme une base US. Sa fonction est l'intégration réactionnaire des pays de l'Europe de l'Ouest par l'oppression économique

et le chantage. Aussi loin que les pays sous-développés du monde sont concernés, l'Allemagne de l'Ouest donne des supports financiers, techniques et militaires aux régimes réactionnaires à Tel-Aviv, Prétoria, Salisbury, Santiago du Chili, etc ...

Il y a entre les deux régions à Bonn et Tel-Aviv, une coopération étroite et spéciale qui s'étend aussi bien sur des champs militaires et économiques que sur des positions politiques communes. Les deux régimes hostiles font conjointement face à des mouvements patriotiques et révolutionnaires de libération dans le monde en général et dans l'aire arabe, africaine et latino-américaine en particulier. Les deux régimes participent également à chaque tentative de liquidation du combat armé en Afrique. Ceci se manifeste par leur approvisionnement des régimes racistes et minoritaires de Prétoria et Salisbury avec des armes, et une technologie atomique et militaire, en leur délivrant des mercenaires et des crédits, en ouvrant des marchés pour leurs produits, en cassant le boycott et le siège économique autour d'eux.

Un exemple significatif de l'étroite coopération entre le Mossad et les services de renseignements allemands, avec la CIA et la DST a été la sale piraterie de l'alliance impérialiste réactionnaire : l'invasion sioniste d'Entebbe.

Actuellement, le caractère identique du néo-nazisme en Allemagne de l'Ouest et du sionisme en Israël est lui aussi en train de devenir plus clair dans les deux pays :

— L'idéologie réactionnaire est dominante.

— Les lois de travail fascistes, discriminatoires et racistes sont renforcées.

— Les pires méthodes de tortures psychologiques et physiques et le meurtre sont employés contre les combattants pour la liberté et la libération nationale.

— Des formes collectives de punissement sont pratiquées.

— Toutes les garanties du droit international comme les droits de détenus pour le traitement humain, un juste procès et une défense sont complètement abolies.

Tandis que le régime sioniste est la continuation du nazisme la plus authentique et pratique, le gouvernement de Bonn et les partis de son parlement font de leur mieux pour renouveler le nazisme et le racisme expansionniste en particulier parmi le personnel militaire et dans d'autres institutions de l'Etat.

Les cercles économiques et les magnats des compagnies multinationales en Allemagne de l'Ouest jouent un rôle effectif dans ces efforts.

Ponto, Schleyer et Buback sont de simples exemples de personnes qui ont bien servi l'ancien nazisme et qui exécutent pratiquement maintenant les buts des nouveaux nazis à Bonn et des sionistes à Tel-Aviv, tous deux localement et internationalement.

Une partie de la stratégie anti-guérilla de ces ennemis est le non-acquiescement des demandes légitimes afin de rendre libres nos révolutionnaires emprisonnés qui souffrent des formes les plus cruelles de torture avec la connaissance silencieuse du public international. Nous déclarons que cette doctrine ne réussira pas. Nous forcerons l'ennemi à libérer nos prisonniers qui quotidiennement le défient en allant combattre l'oppression, même en prison.

Victoire à toutes les unités de toutes les forces révolutionnaires dans le monde.

Struggle Against World
Imperialism Organisation (SAWIO).

(15 et 16 oct 1977)

Les commandos anti-terroristes ouest-allemands à la poursuite du Boeing

En détournant jeudi dernier le vol LH 181 de la Lufthansa, le commando « Martyr Halimeh » a déclenché une formidable course poursuite. En effet, le Boeing de la Lufthansa est devenu presque immédiatement la cible des équipes anti-terroristes allemandes qui ont tenté à plusieurs reprises une opération de force alors que l'avion était au sol.

Dès que l'avion atterrit jeudi à Rome, le ministre de l'Intérieur, Maihoffer, téléphone à son homologue italien en lui demandant de retenir l'avion à Fiumicino. Cossiga répond favorablement, mais l'avion décolle sans même demander l'autorisation. Entre temps, le gouvernement allemand a affrété un avion spécial de la Lufthansa afin de transporter un commando anti-terroristes et le lance aux troupes du vol LH 181.

Le commando comprend une trentaine de tireurs d'élite équipés d'armes de précision et d'armes automatiques à tir rapide. Le noyau de ce commando est formé par des membres de GSG9, la brigade anti-terroristes allemande. Le GSG9 est composé d'unités spéciales de la police des frontières. Il a été créé au lendemain de la prise d'otage de Munich et n'est intervenu officiellement qu'en 1975, lors de l'attaque d'un commando

de la RAF, contre le consulat d'Allemagne fédérale à Stockholm. Le GSG9 dépend du ministère de l'Intérieur et travaille en étroite liaison avec la police politique allemande, le *Sicherheitsgruppe*.

Le commando anti-terroristes lancé à la poursuite du Boeing comprenait aussi des membres du Bureau fédéral de police criminelle et des techniciens. Après le rendez-vous manqué de Rome, il se lance sur les traces du Boeing et se dirige vers Chypre. Mais là encore, il ne pourra intercepter l'appareil détourné. On ne sait pas encore ce qui a fait échouer cette rencontre. On affirme toutefois, dans les milieux journalistiques de Bonn, que les gouvernements chypriote et anglais n'auraient pas autorisé l'atterrissage de l'avion transportant le commando anti-terroristes à Larnaca. L'appareil se rend donc à Ankara où il attend les ordres sous la protection de blindés turcs. Selon l'Agence France Presse, un avion semblable s'est posé sur l'aéroport Yesilhoy d'Istanbul et un troisième a été envoyé sur Téhéran dans l'éventualité où les membres du commando Martyr Halimeh décideraient de se diriger sur une de ces trois villes. Arrivé vendredi soir vers dix heures GMT à Ankara, le premier avion devait

quitter l'aéroport d'Esenboga samedi vers dix heures du matin. La radio turque annonce alors que le but des « spécialistes était de sauver les otages à bord du Landshut et de capturer les pirates de l'air ». Le premier avion se pose samedi soir à 20 h 45 à l'aéroport civil de Bonn/Cologne. Lundi après midi, les équipes spéciales anti-terroristes y étaient encore.

Entre temps, un premier avion avait été remplacé par celui du ministre ouest-allemand chargé des affaires spéciales, Hans Juergen Wischnewski qui est, selon des rumeurs circulant à Bonn, accompagné par un commando de la police ouest-allemande spécialisé dans les actions anti-détournements. L'avion de Wischnewski arrive à Dubaï samedi. C'est là qu'un deuxième commando tente d'intercepter le Boeing. Selon le *Figaro*, une trentaine de tireurs d'élite se sont approchés dimanche matin de l'avion, profitant de la nuit et du brouillard, ils sont obligés de battre précipitamment en retraite, car le brouillard s'est dissipé d'un coup et le jour se lève. Le commando se retire suivi d'une ambulance qui contenait dix autres soldats et de trois jeeps, armées de mitrailleuses. Selon un journaliste en poste à Bonn, les membres du commando Halimeh ouvrent alors le feu. Après le décollage du Boeing de la Lufthansa, l'avion du ministre ouest-allemand part à son tour et essaie, lui aussi, de se poser à Aden. N'obtenant pas l'autorisation des autorités, il se rend à Djeddah pour finalement rejoindre le Boeing à Mogadiscio.

De plus, selon le correspondant du *Monde* à Bonn, un appareil de la Luftwaffe, chargé lui aussi de spécialistes armés, aurait pris lundi le chemin du Proche-Orient.

F.C.

(18 oct 1977).



Un membre des GSG9 à l'exercice avec un fusil à infra-rouge (UPI)

L'assaut de Mogadiscio

17 octobre 1977



La seule survivante du commando, grièvement blessée, fait le « V » de la victoire. (Ph. Gamma)

L'anti-terrorisme allemand : « le travail est effectué »

Trois morts et des blessés

« Le travail est effectué ». C'est par ces quatre mots que le ministre ouest-allemand à la Chancellerie, Hans Jurgen Wischnewski, apprend lundi soir au chancelier Helmut Schmidt que le commando anti-terroristes avait libéré les 86 otages du Boeing « Landshut ». Il est 23 h 12 GMT.

Cinq minutes auparavant, le silence qui entourait l'avion de la Lufthansa immobilisé depuis plus de vingt-quatre heures sur une piste de l'aéroport de Mogadiscio, était brusquement interrompu par plusieurs claquements sourds suivis d'une trentaine de coups de feu et d'éclairs lumineux. Les hommes du GSG9 venaient de se lancer à l'assaut du vol LH 181. Bilan de l'opération : trois morts (membres du commando « Martyr Halimeh ») et une dizaine de blessés. Le commando chargé de l'attaque est arrivé lundi après midi à 16 h 30 via la Crète. Sa présence était signalée peu de temps après par les services secrets israéliens qui avaient intercepté des conversations en allemand. Elle est confirmée à 19 h GMT par les services d'écoutes de la télévision israélienne. Pourtant le silence le plus total entoure les faits et gestes du mystérieux commando : le gouvernement ouest-allemand a en effet demandé à la presse internationale de ne pas faire état de sa présence. Depuis, le voile s'est levé et les Allemands se sont découverts de nouveaux héros : les commandos anti-terroristes formés par des unités de la police des frontières, les GSG9 désormais plus connus par les Allemands sous le nom des « bérets verts ». Le GSG9 (*Bundes Grenzschutz Grup-*

pe, groupe spécial de la garde frontière dont tous les membres sont volontaires) a été formé au lendemain de la prise d'otages de Munich. Agissant par groupes de trente, les 180 hommes du GSG9 sont équipés de voitures blindées, d'hélicoptères. Ils disposent de plus d'une panoplie d'armes très perfectionnées (armes à tirs rapides avec système de visée à infra-rouge, radio miniaturisée, grenades aveuglantes). Ils sont soumis à un entraînement intensif. Après l'enlèvement de Schleyer, deux d'entre eux sont chargés de la protection personnelle du président Scheel. Ils n'étaient intervenus qu'une fois en 75 lors de l'attaque de l'ambassade de la République fédérale allemande à Stockholm par un commando de la RAF.

« 28 HOMMES A L'ASSAUT »

Depuis le 13 octobre, les GSG 9 traquaient le vol LH 181 détourné par le commando « Martyr Halimeh ». Après le rendez-vous manqué de Fiumicino et de Larnaca (*Libération* du 18 octobre) après l'attente d'Ankara et le retour sur Bonn, un commando de 60 GSG9 attendaient à bord d'un ou deux avions de la Lufthansa sur l'aéroport de Bonn/Cologne. Pendant ce temps, le gouvernement allemand entamait des négociations avec le Premier ministre grec, Karamanlis afin de pouvoir disposer d'une base en Crète. Karamanlis accepte. C'est donc de Crète que le ou les avions avec à leur bord les soixante hommes du GSG9 chargés d'intercepter le

vol LH 181 partent. Le ministre Wischnewski arrive à Mogadiscio peu de temps avant leur arrivé. Quand le commando débarque, les abords du *Landshut* viennent d'être évacués et l'avion est entouré par un cordon de policiers et de soldats qui repousse la foule des curieux. Il est 16 h 30 GMT, les services secrets israéliens interceptent les premières communications entre le commando et les responsables de l'opération : le chef de l'Agence fédérale contre le crime Gerd Bueden et le commandant des « bérets verts », Ulrich Wegener dont le QG se trouve à l'aéroport de Mogadiscio. A 23 h 07 GMT, le commando donne l'assaut. D'après les premières indications, vingt hommes sont entrés dans le *Landshut*, tandis que le reste se déployait sur la piste.

Après avoir fait sauter les portes, les 28 hommes jettent des grenades d'un type nouveau dans l'avion. Selon un journaliste en poste à Bonn, il s'agirait « d'une arme secrète, une grenade qui emprisonne la lumière et les sons ». Cette version améliorée de la grenade aveuglante paralyse les membres du commando *Martyr Halimeh* et les otages pendant un court laps de temps. Les hommes du GSG9 font alors irruption dans l'avion tuent trois pirates de l'air et blessent grièvement le quatrième. Une dizaine de personnes (dont deux bérets verts seront elles aussi hospitalisées). Les premiers blessés sont aussitôt acheminés dans une des salles de l'aéroport transformée en hôpital. Dès son arrivée, chaque blessé est pris en charge par une équipe de médecins. « *Soudain*, rapporte l'envoyé spécial de l'AFP, la salle retentit de gémissements aigus. Grièvement blessée, une jeune femme est transportée sur un brancard. C'est l'une des pirates. Cheveux longs châtain foncé, elle est vêtue d'un pantalon noir et d'un tee shirt à l'effigie de Che Guevara, aux couleurs vives rouge et vert, ses vêtements sont maculés de sang. Jusqu'à son évacuation de la salle pour l'hôpital et malgré ses blessures, elle a la force de faire avec les deux doigts de la main droite le « V » de la victoire. »

F. CALVI.

(19 oct 1977).

Une nouvelle « solidarité » internationale

Le chancelier ouest-allemand, Helmut Schmidt, dès le début de l'affaire du détournement du Boeing 737, a pu compter, selon ses propres propos, sur l'« aide active » de la Grande-Bretagne, de la France, des Etats-Unis, de la Grèce, de l'URSS, de la RDA, de l'Arabie Saoudite et de la Somalie. Indiscutablement, le fait est sans précédent. Lors de l'« Opération Tonnerre » du gouvernement israélien à Entebbé, en juin 1976, certains pays occidentaux avaient été mis en cause (notamment la France), et on avait parlé également de la complicité de certains pays africains, à commencer par le Kenya. Mais, lors du raid sur Entebbé, toute participation ou complicité avaient été plus que discrète, et personne n'avait parlé d'une éventuelle « complicité » des pays de l'Est.

Dans l'affaire de Mogadiscio, en revanche, tout (ou presque) s'est fait à la lumière du jour. Ainsi, le porte-parole de l'Elysée, Jean Philippe Lecat, pouvait annoncer hier que le gouvernement allemand avait demandé la veille au gouvernement français de faciliter une éventuelle escale à Djibouti de l'avion transportant le groupe d'intervention qui devait libérer les otages. « Le président de la République », a ajouté M. Lecat, « immédiatement fait demander au président de la République de Djibouti, Hassan Gouled, les autorisations nécessaires qui ont été accordées aussitôt ». D'autre part, selon la chaîne de télévision commerciale britannique, ITV, des spécialistes du SAS (Special Air Service) ont apporté une aide technique aux experts allemands, qui ont opéré à Mogadiscio, en fournissant au commando anti-terroristes, les grenades à effet paralysant employées lors de l'attaque-éclair. En outre, l'Italie, la Grèce et la Turquie ont autorisé l'atterrissage de l'avion transportant le premier groupe d'intervention, qui a tenté d'intervenir à Rome et à Chypre, lors des deux premières escales du Boeing détourné. D'ailleurs, la presse allemande ne s'est pas trompée : dès lundi matin, elle soulignait le caractère international de la solidarité agissante des pays directement ou indirectement touchés par le problème du « terrorisme » politique en Europe : « Quelles que soient les différences des systèmes politiques du monde, tous les gouvernements ont dû comprendre cette fois-ci que la violence lâche et cynique et le mépris de la vie des gens n'est pas un moyen pour atteindre des buts politiques », a écrit hier la *Frankfurter Rundschau* (libéral).

UNE « NOUVELLE » SOLIDARITE

Signe d'un changement de « solidarité » qui ne manquera pas de poser de problèmes à ceux-là mêmes qui l'ont requise, le gouvernement allemand a demandé (et obtenu) lundi soir à 21 h 40 que l'ensemble des organes de presse internationaux n'utilisent pas l'information en provenance de Tel Aviv faisant état de la présence sur l'aéroport de Mogadiscio d'un commando anti-terroristes ouest-allemand. Une telle information aurait, en effet, pu être captée par le commando de la RAF et enlever par là tout effet de surprise à l'attaque lancée quelques heures plus tard par le commando anti-terroristes. Ce qui éclaire d'un jour inattendu l'indépendance affichée par la plupart des moyens de communication internationaux, tout en les engageant un peu plus dans l'engrenage de la solidarité dans la lutte contre le terrorisme.

LE CAS SOMALIEN

Mais la principale nouveauté vient du côté des pays moyen-orientaux et du Golfe, dont certains étaient considérés — à tort ou à raison — comme des sanctuaires du « terrorisme international ». Beyrouth, Bagdad, Aden et Mogadiscio, ont tous voulu éviter d'être le théâtre du dénouement du dernier en date des détournements d'avions. Et même des pays que personne peut tenir pour proches des « terroristes » — c'est le cas de l'Iran — ont tout fait pour empêcher que le Boeing atterrisse chez eux. A Téhéran, des avions chasseurs ont même pris l'air pour barrer à l'appareil de la Lufthansa la route de l'Iran et notamment de l'île de Kharg Cun (terminal pétrolier situé à 40 km de la côte), où, selon des informations parvenues à Téhéran, le commando de la RAF aurait songé à se poser avant Aden.

C'est à Aden que, paradoxalement, le chancelier Schmidt a trouvé une aide inattendue. En obligeant le Boeing détourné à décoller et en refusant l'autorisation d'atterrir à l'avion de l'envoyé spécial ouest-allemand, le gouvernement sud-yéménite a choisi à son tour de ne pas se laisser entraîner dans une affaire qui aurait pu marquer un coup d'arrêt dans sa politique de rapprochement vers certains pays arabes « modérés » (Arabie Saoudite en tête). A cela, faut-il ajouter qu'Aden n'aurait sûrement pas vu d'un mauvais œil que la République de Somalie reçoive un « cadeau empoisonné » (Le Boeing détourné) : en effet, depuis le début de la guerre de l'Ogaden, les deux Républiques socialistes sont opposées, celle du Yemen du sud ayant pris fait et cause pour l'Ethiopie de Mengistu.

Du coup, Mogadiscio s'est trouvé face à un choix difficile : laisser atterrir le Boeing ou ouvrir le feu et mettre en danger la vie des otages. « Pour des raisons humanitaires », le gouvernement de Syad Barre a opté pour la première hypothèse, tout en dénonçant l'« agression » et la « violation des frontières » de la part du Boeing détourné. Puis, le refus de toute négociation et surtout l'apparition inattendue du cadavre du pilote de la Lufthansa sur le tobogan de l'avion, a rappelé au gouvernement de Mogadiscio la détermination du commando de la RAF, tout en mettant la Somalie dans une situation « insoutenable ». Du coup, la proposition ouest-allemande de monter une opération-éclair est acceptée par Mogadiscio comme la seule issue possible, et Bonn le soulignera dans le télégramme envoyé par Schmidt à Syad Barre, pour le remercier « de son appui dans l'action entreprise pour libérer les otages... Nous ne l'oublierons jamais ». Sans l'aide et l'accord du gouvernement somalien, les membres du groupe anti-terroristes « GSG9 » n'auraient pas pu entreprendre leur action, devait ajouter plus tard le porte-parole du gouvernement ouest-allemand.

On ignore encore quelles tractations et quelles assurances ont pu conduire le gouvernement de Mogadiscio à apporter ainsi son concours au dénouement de l'affaire. Personne ne peut dire aujourd'hui si on les connaîtra un jour. Ce qui est certain, par

contre, c'est que l'époque d'Entebbé est révolue : alors que l'« Opération Tonnerre » a été une opération quelque peu « privée » dont le côté illégal a été savamment « oublié » au profit d'un exploit personnel à Mogadiscio, la lutte contre le terrorisme s'est appuyée sur une certaine solidarité internationale.

E.COMARIN

(19 oct 1977).

La lère sortie militaire de la RFA

depuis la 2^{ème} guerre mondiale

Pour sa première « sortie militaire » depuis la deuxième guerre mondiale, le gouvernement allemand n'a oublié aucune précaution ni aucune « solidarité ». A commencer par l'Est, et surtout par l'Union Soviétique qui, contactée par Bonn, est intervenue auprès du gouvernement sud-yéménite, afin que celui-ci accepte que l'avion détourné de la Lufthansa puisse atterrir à Aden. L'agence Tass, tout en ne précisant pas les modalités, a fait état hier de l'« assistance efficace » que l'URSS et la RDA ont assuré au gouvernement allemand « dans la libération des otages retenus par les terroristes ». Face au « terrorisme », l'Est et l'Ouest n'ont pas eu trop de mal à se retrouver, d'autant que l'opération militaire ouest-allemande aurait pu provoquer des problèmes internationaux nouveaux et mettre en danger l'ainsi-dite détente. Vient ensuite la Grande-Bretagne qui ne s'est pas limitée à fournir les grenades à effet paralysant, mais à détacher deux de ses ressortissants membres du Special Air Service (SAS), très vraisemblablement pour les lancer. Quant au chef du groupe d'intervention « GSG9 », il s'était entraîné en Israël, si l'on en croit le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine*. Dans les milieux militaires israéliens, on se refuse à confirmer ou à démentir cette information, ce qui signifie (le plus souvent) que l'information est vraie. Enfin, nous connaissons mieux aujourd'hui les raisons qui ont poussé le gouvernement somalien à accepter que le commando ouest-allemand intervienne à l'aéroport de Mogadiscio. Le « Deus ex machina » du raid sur Mogadiscio, le ministre chargé de missions spéciales, M. Wischniewski (appelé l'Arabe dans son entourage), a en effet déclaré hier à Bonn qu'il lui avait fallu négocier plusieurs heures pour obtenir du président Syad Barre l'accord pour que les hommes du « GSG9 » donnent l'assaut : « Il y a trois raisons (qui ont poussé la Somalie à donner son accord) : tout d'abord des raisons humanitaires : sauver la vie des otages. La deuxième est la collaboration qui dure depuis des longues années entre les polices somaliennes et ouest-allemandes. Enfin, l'attitude intransigeante des terroristes auxquels la Somalie a proposé par trois fois de leur accorder la liberté s'ils abandonnaient l'avion ».

Elio COMARIN.

(20 oct 1977).

La mort de Baader, Ensslin et Raspe dans leurs cellules de la prison de Stammheim

18 octobre 1977: Andreas Baader est mort d'une balle tirée dans la nuque.

Irmgard Moeller, la quatrième « suicidée » vivra.

Le soupçon

L'autopsie a désormais établi qu'Andreas Baader, Jan Carl Raspe et Gudrun Ensslin étaient morts depuis six ou sept heures déjà, lorsque les gardiens découvraient leurs corps, mardi matin, entre six et sept heures. Leur décès nous ramène donc au moment où était donné l'assaut du Landshut à Mogadiscio. Or, les gardiens ont affirmé avoir, à deux heures du matin, apporté des médicaments à Andreas Baader et Jan Carl Raspe. Et là n'est que la première contradiction d'une histoire dont les fils sont d'heure en heure plus compliqués à démêler. Ce qui s'est passé cette nuit-là derrière les murs de Stammheim, est paradoxalement plus mystérieux, à mesure que les informations se multiplient. Pour le gouvernement, la thèse du suicide ne fait plus aucune doute. Pour les avocats, au contraire cette thèse est de plus en plus douteuse. Et le parquet répond à leurs révélations, par une autre révélation: ainsi les enquêteurs découvraient hier, plusieurs heures après un premier ratissage un mini-poste de radio dans la cellule de Jan Carl Raspe et une cache de 17x8x7 centimètres qui aurait servi à cacher le pistolet; alors que les traces de poudre symptomatiques du suicide ont été découvertes sur la main droite de Baader et sur la blessure d'entrée de la balle, trois balles ont été trouvées dans sa cellule, l'une portant des traces de sang.

Suicidés ou assassinés, dans l'un ou l'autre cas, les morceaux du puzzle ne peuvent en aucun cas coller.

Mardi, les rues de Bonn grouillaient encore

d'une foule triomphante, massée devant les télévisions. Au sondage que *Panorama* (un journal libéral) faisait dans la rue sur les militants de la RAF, presque toutes les réponses tombaient comme un couperet: « Il faut les condamner à mort ». Vœu exaucé. Et la presse unanime entonnait son dernier chant de victoire sur les « suicidés » de Stammheim. Mais les lendemains ne chantent plus si forts et en Allemagne même, les radios se font maintenant l'écho, quoiqu'avec discrétion, des doutes qui vont grandissant au fil des heures. Mercredi soir, l'un des commentateurs de la télévision s'interrogeait sur l'interprétation du suicide. S'il est vrai que l'on a maintenant la certitude qu'Irmgard Moeller vivra, et qu'on voit mal les assassins ne pas achever leur travail, d'autres révélations faites à la suite des autopsies installent le doute avec de plus en plus d'insistance. Une balle dans la nuque pour Andreas Baader, ressemble davantage à une exécution qu'à un suicide. Les trois lettres laissées par Baader, Jan Carl Raspe et Gudrun Ensslin, visent, selon les termes du ministre de la Justice, Traugott Bender, « à faire croire par avance qu'ils seraient tués ». A moins qu'ils n'aient été jusqu'à leur dernier souffle, de machiavéliques comploteurs... « On peut pousser la perfidie au point de faire passer son propre suicide pour une exécution », déclarait le ministre ouest-allemand de l'Intérieur, Werner Maihofer.

UN CANON DE 18CM

Une partie des résultats des autopsies était communiquée mercredi au cours d'une conférence de presse donnée à Bonn par les avocats des trois militants. Les autopsies ont été pratiquées mercredi par cinq médecins légistes allemands et étrangers, deux procureurs, un juge, et un défenseur pour

chacun des condamnés: Otto Schilly pour Gudrun Ensslin, Hans Heldmann pour Baader et Jutta Jentges pour Jan Carl Raspe. Ces trois derniers ont immédiatement révélé de nouvelles contestations, alors que le rapport officiel ne sera publié et communiqué à la presse que d'ici une semaine. Pour Me Heldmann, « un suicide est difficilement imaginable, en ce qui concerne Baader pour le moins ». Le porte-parole du parquet de Stuttgart s'en tient fermement, quant à lui, à la thèse du suicide. Mais, dit-on, des rumeurs inquiètes circulent au parquet depuis que l'on sait de quelle manière Baader « s'est tué ».

La révélation de l'avocat de Baader, c'est qu'il s'est « suicidé » par une balle tirée à bout portant dans la nuque. Balle qui est ressortie au milieu du front, quasiment à la racine des cheveux. S'il est déjà peu courant que l'on puisse se suicider ainsi par derrière, il est également étonnant que l'on puisse y arriver avec un pistolet dont le canon atteint 18cm. A ce stade, le suicide devient acrobatique. Et l'on continue à mal comprendre le fait que les gardiens n'aient rien entendu bien qu'ils aient assuré que les portes étaient insonorisées... Mais alors, comment les prisonniers dans ces conditions, ont-ils pu communiquer et mettre au point un suicide collectif? Comment les gardiens n'ont-ils découvert les corps que six ou sept heures après le décès, alors que dans un régime de haute-surveillance, les rondes sont continues. (Rappelons que certains gardiens affirment avoir vu Gudrun Ensslin pour la dernière fois à 15 ou 16 h lundi... Voir *Libération* du 18). Que penser également de ses chaussures? Chaussures montantes et lacées portant des traces de sable alors que A. Baader avait l'habitude de porter des tennis?

Pour Jan Carl Raspe, la balle qui l'a tuée, a été « tirée de près mais pas à bout portant ».

CHEF !...
J'AI TROUVÉ LE BONHEUR!



selon le témoignage de Hans Heldmann. Entrée par le côté du crâne, mais derrière l'oreille, la balle n'a pas été tirée au niveau de la tempe. Jan Carl Raspe a-t-il, lui aussi, choisi un mode de suicide inhabituel ?

Reste encore la question de ces pistolets qui, avant-hier, portaient la marque « *Hec-ker und Koch* » et qui mercredi, n'en portaient plus aucune, selon les mêmes sources officielles. Plus encore, ce type de pistolets (de deux modèles différents) leur était devenu totalement inconnu...

Reste la grande question que tout le monde se pose : comment les armes sont-elles entrées à Stammheim, question qui vaut également pour le fil électrique avec lequel s'est pendue Gudrun Ensslin, et le couteau à pain, dont Irmgard Moeller a pu disposer. Rappelons une fois de plus que les fouilles étaient quotidiennes, qu'il y en a eu une dans la journée de lundi et qu'elles étaient extrêmement poussées, jusqu'à la fouille rectale. Les avocats affirment : « *Lors des contrôles, le personnel de la prison découvrait même le plus petit bout de papier contenant un message clandestin* ». Pour rendre visite à leurs clients, les avocats eux-mêmes avaient à subir la fouille en règle et l'inspection rectale valait également pour eux. La visite à leurs clients se faisait vêtus de peignoirs, fournis par la prison. Perchés au septième et dernier étage de la prison de Stammheim, isolés par des fenêtres garnies de verre-pare-balles et de grillages extrêmement serrés, il est impossible que les armes soient parvenues autrement que par la filière officielle. C'est là qu'on peut se poser bien des questions. En admettant la thèse du suicide, il aura bien fallu leur fournir pistolets, fil électrique ou couteau à pain. Seuls les gardiens avaient les moyens pour le faire. Pourtant triés sur le volet, ont-ils été dans ce cas, achetés par des amis des détenus ? Ou, si l'on a exécuté Baader et Raspe, y a-t-il eu des forces occultes qui ont agi indépendamment de l'Etat fédéral et avec la complicité des gardiens ? Dans tous les cas de figures, le personnel de la prison a trempé dans l'affaire. On sait pourtant que s'il y a eu exécution, ces cadavres, Helmut n'en avait nul besoin, parvenu qu'il était à un triomphe dépassant les frontières de l'Allemagne fédérale. Mais la pression des événements, l'hystérie anti-RAF, le cauchemar que vivait l'Allemagne, ont peut-être poussé — qui ? — à exaucer les vœux publics de mort contre les dirigeants de la RAF. En tout cas, le directeur de la prison a été relevé de ses fonctions.

De cette multitude de déclarations et de faits contradictoires, il sera peut-être difficile d'établir qui s'est suicidé, qui a été exécuté. Et il faudra attendre qu'Irmgard Moeller puisse parler.

Claire BRIERE
Gilles BRESSON.

(20 oct 1977)

« On trouve tout à Stammheim... »

L'histoire des militants de la RAF, toute entière inscrite dans un combat pour la mise à mort de l'« impérialisme » allemand, est — signe du destin ? — marquée désormais de ses propres morts successives.

Wittlich, novembre 74, c'est le corps martyrisé de Holger Meins, après sa longue grève de la faim. Le 9 mai 76, on retrouve Ulrike Meinhof pendue dans sa cellule. Le 18 octobre, à sept heures du matin, Baader et Raspe sont morts par balles (un pistolet de 7,65 et l'autre de 9mm), Gudrun Ensslin pendue à la fenêtre de sa cellule et Irmgard Moeller, blessée, ayant, selon la version officielle, tenté de se suicider avec un couteau à pain.

C'est tout d'abord le ministre de la Justice de Bade-Wurtemberg qui annonce les quatre

suicides, mardi matin. Mais on ne parle à ce moment que d'une seule arme : un 7,65. Le médecin de la prison de Stammheim-Stuttgart, le docteur Henck, confirme cette déclaration du ministre, précisant même que l'arme employée par Baader et Raspe est utilisée dans l'armée. Irmgard Moeller, dont on annonce qu'elle a tenté de s'entailler la gorge, dans la matinée, a finalement, dans la seconde déclaration du ministre de la Justice faite à 5 h, essayé de se suicider par un coup de couteau dans la poitrine. De même, dans cette seconde déclaration, apparaissent deux pistolets : un 7,65 et un 9mm (*). Pourtant les autorités ouest-allemandes décident de faire appel à une commission médicale internationale pour l'autopsie des corps (un médecin légiste autrichien, un suisse, un belge) et acceptent la présence d'un représentant d'Amnesty International.

La mort dans l'âme

Vivants, leur guérilla nous effrayait, morts leurs vies nous bouleversent comme des personnages sortis de la légende du siècle.

Ils ressemblent désormais à ces personnages façonnés par les révolutions manquées, dont parfois les idées nous font bondir, ou nous sont devenues tout simplement étrangères, mais qui les assumèrent jusqu'à leurs ultimes conséquences, sans jamais chercher à biaiser avec elles. Leurs vies ont eu le sens qu'ils avaient voulu leur donner de toutes leurs énergies, de toutes leurs volontés réunies ; et elles n'avaient pas attendu l'échec du détournement du boeing 737 pour être déjà des destins d'hommes et de femmes insensés jusqu'à vouloir faire l'Histoire et qui à chaque fin de parties les a broyés, leur a chié dessus, les a humiliés jusqu'à les détruire.

Destins tout à la fois extérieurs à nous, et en même temps totalement fascinants, parce qu'exemplaires d'une manière de rêver l'action révolutionnaire jusqu'à la faire dans le bruit et dans la fureur, en refusant d'entendre le silence qu'ils traversaient. D'autant plus fascinants dans leur cas que nous les avons croisés, dans les mêmes lieux, avec les mêmes désirs, aux mêmes âges.

La grande patrie sans frontières de tous les révoltés est peuplée de ces « héros » qui n'ont de cesse que de se tromper au prix de leur propre mort et de celles des autres.

Ils s'appellent Andreas Baader, Charles Tillon et tant d'autres anonymes, mais aussi Alvaro Cunhal. Celui-là par exemple a fait au moins autant de mal à la révolution portugaise que la tempête déchaînée par la RAF en Allemagne fédérale ; et pourtant on le rencontre toujours avec émotion : l'origine de ce sentiment se trouve dans cette fidélité existentielle à une idée, payée en années de prison et de tortures. Rien n'a modifié le cours de ce destin politique. Il est comme immuable : il va jusqu'au bout de sa raison. Et c'est toute la tragédie de sa déraison.

Même si, comme le groupe Baader, ils ont parfois poussé l'intolérance jusqu'au crime, il conviendrait de ne pas oublier qu'ils voulaient changer de vie à en mourir. La guérilla urbaine, cette guerre qu'ils ont voulu mener contre le géant étatique a été en quelque sorte la forme vivante, le désir incarné d'une aventure qui était tout simplement devenue une manière de vivre différemment, avec les bonheurs propres qu'elle engendrait.

Mais, aventuriers de leur existence, ils traînaient dans leurs pas, un sillage fait de terreur et de sacrifice qui introduisait dans chacun de leurs actes. Leur combat avait cessé d'être stratégique pour devenir effort de survie, pris qu'ils étaient dans un engrenage qui les enfermait un peu plus à chaque tentative dans un isolement qu'ils savaient à long terme mortel.

Serge JULY
(19 oct. 1977)

Pour l'ancien avocat de Baader, Hans Christian Stroebele, l'affaire paraît « très douteuse ». 17 avocats de Berlin-Ouest, ont envoyé un télégramme à Hans Jochen Vogel, ministre de la Justice. Dans ce télégramme, ils mettent en doute la thèse officielle du suicide et expriment leurs craintes pour la survie des autres prisonniers. Les signataires disent leur « appréhension » envers « l'éventualité d'une exécution de détenus politiques à titre de représailles ». Ces avocats exigent un droit de visite immédiate auprès de leurs clients. Otto Schilly, défenseur de Gudrun Ensslin, a demandé l'autorisation d'assister à l'autopsie, et à ce qu'Irmgard Moeller soit entendue comme témoin.

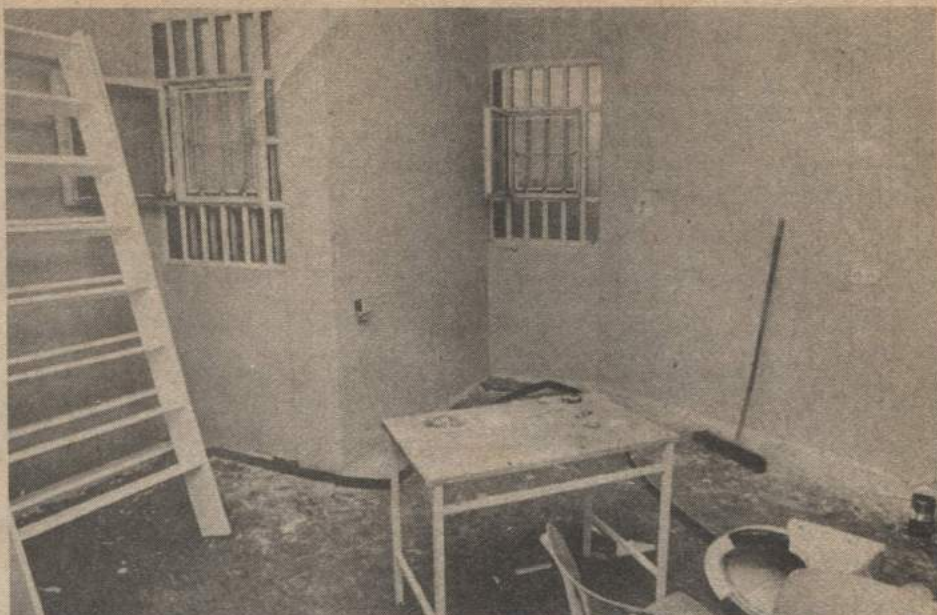
Ce qui apparaît, aux yeux de ceux qui s'interrogent, c'est la contradiction entre l'isolement total des prisonniers, la surveillance constante à laquelle ils étaient soumis, les fouilles quotidiennes y compris lundi, et le fait qu'ils aient pu disposer non seulement de deux pistolets, mais aussi d'un couteau à pain, lorsqu'on sait que dans la prison la plus libérale, on ne peut disposer du moindre canif. « Comment ont-ils pu se les procurer ? », demandent Hans Stroebele et les 17 avocats. Au cours de la conférence de presse du ministre de la Justice de Bade-Wurtemberg donnée hier après midi, il est pour le moins troublant que, selon le témoignage des gardiens, personne n'ait revu Gudrun Ensslin après lundi 15h, alors que les rondes du soir sont de mise dans chaque prison, surtout si l'on songe à ce que les prisonniers de la RAF représentaient. Comment ne pas être étonné du fait que les gardiens n'aient entendu « aucun bruit suspect » dans la nuit ? Ce que les avocats considèrent comme improbable. Ou alors se suicide-t-on avec un silencieux ? Comment un pistolet aurait-il échappé à la vigilance des gardiens alors que peu après l'enlèvement de Schleyer, on découvrait un minox dans la cellule d'Andreas Baader ? Il y a aussi cette lettre de Gudrun Ensslin transmise à ses avocats : « J'ai peur d'être trucidée de la même façon qu'Ulrike. S'il n'y a pas de lettre de ma part et qu'on me trouve morte ; dans ce cas, ce sera un assassinat ».

Comment, dans ces conditions, à la lumière des déclarations incohérentes des autorités judiciaires allemandes, comment ne pas douter de la thèse du suicide ? Et pourtant, on conçoit mal, qu'au matin même de son triomphe, au moment où les télégrammes affluent du monde entier pour féliciter le gouvernement de la RFA, ce dernier ait froidement prémédité un crime étatique qui ne peut que ternir sa victoire. D'autant plus que pour les militants de la RAF, l'affrontement armé s'était soldé par un échec, et finalement par un renforcement de l'Etat. Aujourd'hui, l'opinion est unanime en Allemagne « si demain Helmut Schmidt devait être réélu, il le serait et confortablement », alors qu'il y a quelques jours encore, son prestige et son pouvoir vacillaient. Comment ne pas imaginer qu'après six semaines d'isolement complet, après avoir espéré et mis en route ce gigantesque pari, les militants emprisonnés n'aient désespéré de tout ? Il y avait déjà eu dans la balance l'assassinat du procureur Buback, le 7 avril, celui de Jurgen Ponto, président de la Dresdner Bank, le 30 juillet, pour sauver la RAF des geôles allemandes... Une guerre sanglante et sans issue, dont on peut vouloir se retirer dans un dernier geste de refus. Mais les faits restent les faits et la thèse du suicide, pour l'instant, peut difficilement satisfaire.

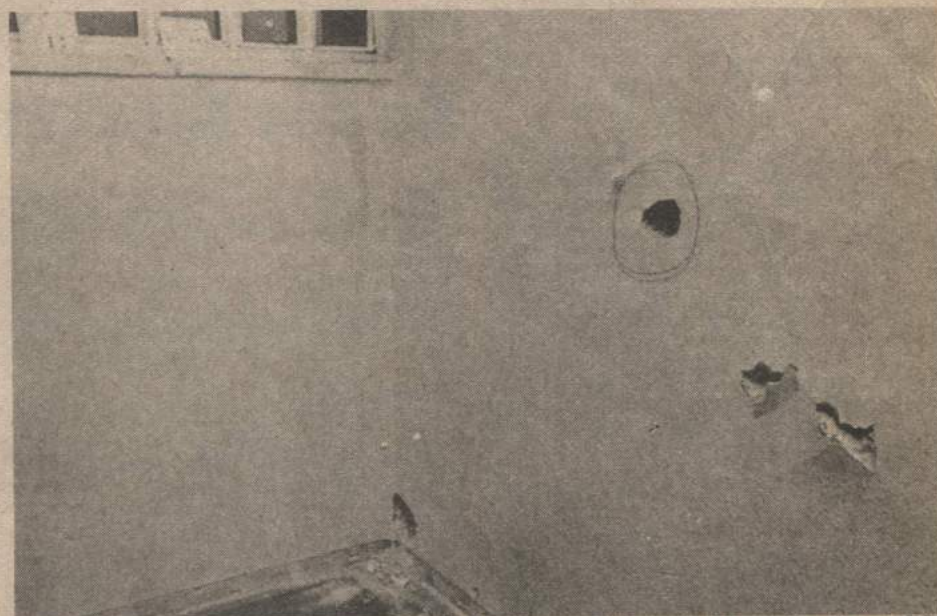
Claire BRIERE.

* Pistolets de la marque « Heckler und Koch ».

(21 oct 1977).



La cellule où Gudrun Ensslin a été retrouvée pendue (DR)



La cellule de Baader avec des impacts de balles dans le mur (DR)



La cellule de Raspe. Plinthe et cuvette des WC ont été arrachées (DR)

Les mystères du 7ème étage

Septième et dernier étage de la prison de Stuttgart-Stammheim. C'est là, dans cette aile qui leur était spécialement attribuée, afin qu'ils n'aient pas de contacts avec les autres détenus, qu'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe ont passé les dernières années de leur vie. C'est là aussi qu'est morte Ulrike Meinhof.

En dehors des avocats et des visiteurs qu'ils pouvaient, jusqu'au mois d'août, rencontrer dans une salle spécialement aménagée à l'étage, personne ou presque n'a pu pénétrer directement dans les cellules. Il n'est donc pas facile de disposer de descriptions exactes des lieux dans lesquels, mardi, sont morts les trois détenus de Stammheim. C'est d'autant plus difficile que la disposition interne semble avoir été modifiée dans la dernière période, alors que les détenus ne disposaient plus d'aucun contact avec l'extérieur, y compris avec leurs avocats, ces avocats qu'un des prisonniers avait un jour décrit de cette manière : « Ils sont nos bras, nos mains, nos yeux, nos oreilles et nos bouches ».

L'une des deux ailes du septième étage avait été spécialement aménagée pour les détenus de la RAF. Cette aile se partageait en deux grandes parties, comprenant chacune cinq ou six cellules d'inégale grandeur, séparées par un large couloir (6 mètres sur 18), dans lequel les détenus, jusqu'au début du mois d'août dernier, pouvaient se retrouver deux fois deux heures par jour. Cette disposition particulière, qui devait compenser l'absence de contact avec le reste de la prison, avait été conseillée par certains experts médicaux. Plusieurs gardiens, enfermés dans une sorte de guérite de verre blindé, surmontée de deux caméras, surveillaient à tout moment les détenus, lorsque ceux-ci se trouvaient dans le couloir.

De chaque côté de ce couloir, les cellules, chacune de 10,4 mètres carrés. Celle de Gudrun Ensslin et de Andreas Baader étaient des cellules doubles (20,8 mètres carrés) dont le mur de séparation avait été abattu. D'un côté du couloir, les cellules des hommes, de l'autre, celles des femmes. Les deux cellules de Baader et de Raspe étaient séparées par deux autres cellules vides, dont l'une d'entre elles, peu utilisée, avait été transformée en une salle de gym. Il n'était donc pas possible, théoriquement, de communiquer entre ces cellules, situées au bout de chaque aile. De l'autre côté de la cellule de Raspe, se trouvait la salle où les détenus pouvaient recevoir visiteurs et avocats, lorsqu'ils n'étaient pas contraints à l'isolement.

La disposition était à peu près similaire de l'autre côté du couloir où se trouvaient les cellules de Ensslin et Irmgard Moeller. Entre les deux, plusieurs cellules vides, dont l'une servait à entreposer les nombreux livres que les prisonniers s'étaient procurés. Depuis plusieurs semaines, peut-être même depuis le début du mois d'août, les détenus ne pouvaient plus se retrouver collectivement pendant une partie de la journée dans le grand corridor central. Cette possibilité, qui leur avait été accordée à la suite de l'une de leurs grèves de la faim, avait laissé place à un isolement complet qui fut peut-être interrompu, quelques jours, début septembre, entre l'arrêt de leur grève de la faim et l'enlèvement de Schleyer.

Dans chaque cellule se trouvait un WC et un lavabo, un matelas caché par un paravent — et deux matelas dans la cellule de Baader et d'Ensslin où un autre détenu du même sexe pouvait, pendant une période, passer la nuit — une table moderne, une chaise, une machine à écrire et une bibliothèque contenant les livres personnels de chaque détenu. Dans les périodes de non-isolement des détenus entre eux, ils pouvaient disposer d'une radio, d'un tourne-disques et d'une télévision dont la lumière, après l'extinction des feux de 23 heures, servait à certains prisonniers pour écrire et pour lire.

Michaël Oberwinder, qui fut un des avocats d'Ulrike Meinhof et qui, une seule fois (après la mort de celle-ci) a pu pénétrer dans sa cellule, explique que le mur donnant vers l'extérieur n'était pas plat, mais formait une sorte de zig-zag avec, au milieu, un étroit pan de mur perpendiculaire où se trouvait ce qui, dans chaque cellule, tenait lieu de fenêtre : « La fenêtre était constituée de blocs de verre transparent laissant juste passer un peu de lumière, mais ne permettant pas de voir à travers. Au milieu de ces blocs, une petite ouverture était aménagée. Mais lorsqu'on l'ouvrait, on se trouvait non seulement face à la grille normale, mais aussi face à deux grilles supplémentaires ».

Le ministère de la Justice de Bade-Wurtemberg vient de confirmer que les cellules étaient presque quotidiennement fouillées, en général lorsque les détenus étaient à la promenade sur une terrasse couverte et entourée de grilles, située sur le toit de la prison. Pendant les périodes de tension, les fouilles étaient plus approfondies. Au cours de ces derniers jours, de telles perquisitions, souvent faites avec des appareils de détection des métaux, ont eu lieu, permettant notamment de trouver, dans la cellule de Andreas Baader, un appareil photo « Minox », caché dans une cafetière.

Dans ces conditions, on ne s'explique toujours pas, en RFA, comment les détenus — dont tous les visiteurs dans la période où ils pouvaient les recevoir, étaient fouillés à trois reprises — ont pu se procurer et garder des pistolets dans leurs cellules. Face à ces questions, le ministre chrétien-démocrate de la Justice de Bade-Wurtemberg a donné sa démission jeudi. Parallèlement, l'isolement dans lequel les détenus politiques étaient maintenus, dans toutes les prisons de RAF, a été levé.

J.M. BOUGUEREAU
(21 octobre 1977)

La fée Electricité

Les mystères de la prison de Stammheim ne sont pas prêts d'être éclaircis. Des doutes continuent à subsister sur la thèse officielle du suicide collectif d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe et Irmgard Moeller. Certes, chaque jour apporte sa moisson de nouvelles révélations. Révélations qui se veulent preuves. Des preuves qui font penser à des morceaux d'un puzzle que les autorités fédérales tentent tant bien que mal de faire coller. Ainsi jeudi, on apprenait que la police avait retrouvé dans les cellules, des câbles électriques, des prises multiples et des piles dissimulées dans des sacs en plastique et des sachets de café en poudre.

Les détenus du 7^e étage auraient d'autre part manipulé les fils de branchement de leurs radios (qu'on leur avait supprimées) encastrées dans les murs de leurs cellules, un thermostat, retrouvé, et une pile faisant alors office d'émetteur de courant de faible tension. Ces découvertes tendraient à signifier, pour les milieux officiels, que les quatre détenus pouvaient correspondre en morse malgré leur isolement. D'où accréditation du suicide collectif après la nouvelle de l'assaut du Landshut à Mogadiscio.

Techniquement, un tel réseau de communication est plausible. Reste qu'il est difficilement réalisable. En effet, pour qu'un tel circuit puisse fonctionner, il faudrait qu'il soit isolé du reste du réseau d'alimentation. Sinon, c'est le court-circuit. Ce circuit électrique isolé ne doit pas, d'autre part, être coupé. En un mot, toutes les cellules doivent y être reliées sans interférence. Était-ce le cas ? Les autorités n'en disent rien. Elles laissent accréditer qu'un tel réseau existe. Un point c'est tout.

D'autre part, seul celui qui est à la source peut envoyer, grâce à son thermostat, une information. Les autres ne peuvent que la recevoir. Le centre d'émission est à sens unique. Comment les détenus recevaient-ils les informations ? Les autorités viennent d'annoncer qu'elles ont trouvé dans la cellule d'Irmgard Moeller un petit écouteur pour radio portable. Mais les autres ?

Les découvertes faites ces derniers jours

par la police laissent rêveur. Elle aurait retrouvé, entre autres, un petit paquet d'explosif commercial. Ce serait un pain de 270 g. de nitrate d'ammoniaque, long de 20 cm, large de 4, épais de 2. Le paquet était caché derrière la plinthe de la cellule de Rolf Pohle, transféré depuis le 12 août en Bavière, après un séjour à Stammheim. Depuis cette date, sa cellule était inoccupée et servait de débarras. Les détenus y avaient cependant accès avant leur mise en isolement complet.

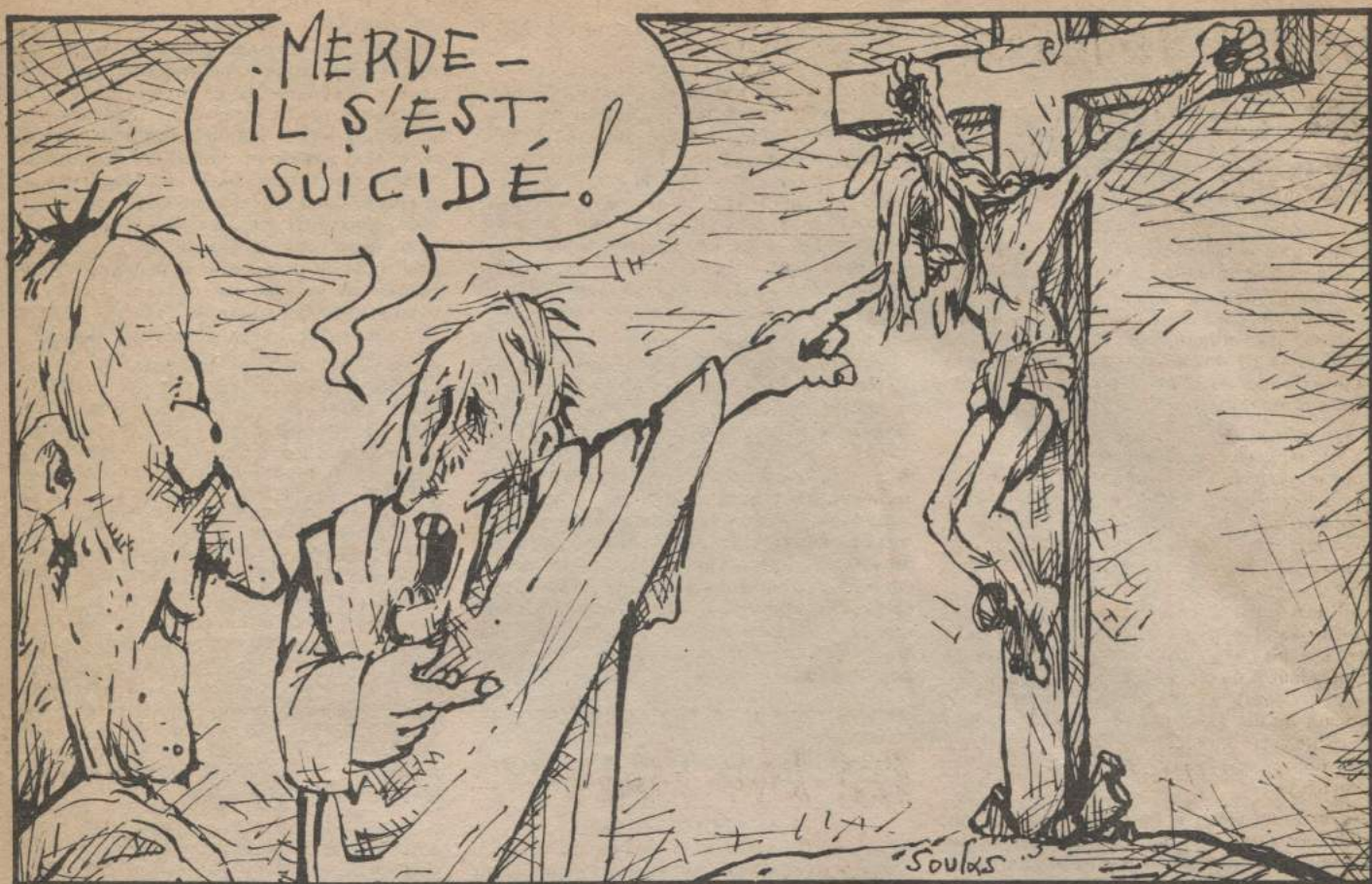
Les enquêteurs ont également établi que la carcasse d'un tourne-disques de Andreas Baader présentait un espace vide. Cette cache, selon eux, aurait pu permettre d'y placer un pistolet.

Seule Irmgard Moeller pourrait éclaircir les mystères de Stammheim. Hospitalisée à l'hôpital de Tübingen, elle se refuse à déclarer quoi que ce soit pour l'instant. Le fera-t-elle un jour ?

G.B.
(22, 23 octobre 1977)

La rencontre de Baader et d'un haut fonctionnaire de la Chancellerie

Le rébus de Stammheim se complique chaque jour de nouveaux éléments. Ce que l'on appelle en RFA le « scandale de Stammheim » n'a pas fini de faire parler de lui et il



est vraisemblable que tant qu'aucune commission internationale neutre n'aura enquêté sur les événements de la semaine dernière, la vérité sera difficile, voire impossible à cerner.

On savait, depuis plusieurs jours, que Andreas Baader avait demandé le 8 octobre, à rencontrer à Stammheim le secrétaire d'Etat Manfred Schüler. Cette demande avait été refusée, mais un haut fonctionnaire de la Chancellerie avait rencontré Baader. Le gouvernement fédéral vient de rendre public le compte rendu fait par ce fonctionnaire. Il faut bien sûr considérer ces témoignages avec une grande prudence. Maintenant que les trois accusés de Stammheim sont morts, il sera facile de leur faire dire ce que l'on veut. Andreas Baader n'aurait-il pas notamment affirmé « que si ce jeu sordide ne trouvait pas d'issue, les prisonniers eux-mêmes feraient la décision ».

Quelques jours plus tard, un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire aurait eu un dialogue similaire avec Gudrun Ensslin. Celle-ci aurait affirmé, à l'intention de la Chancellerie, que le gouvernement pouvait être assuré que « si nous étions libérés, nous ne retournerions pas en République fédérale, ni légalement, ni illégalement ». Gudrun Ensslin ayant tenu des propos semblables à ceux de Baader dans le cas où l'échange ne se ferait pas, l'employé aurait alors demandé quelle décision les prisonniers pouvaient prendre. Devant la réponse de Gudrun Ensslin — « Vous pouvez bien vous en douter » — le fonctionnaire aurait conclu qu'il s'agissait d'une menace de suicide.

Ce type de révélation, a posteriori, arrange bien on s'en doute, le gouvernement fédéral. On ne peut cependant manquer de s'étonner de l'absence de mesures prises par les autorités dès qu'elles furent au courant de semblables menaces.

Le 12 octobre, Gudrun Ensslin aurait de nouveau demandé à rencontrer le secrétaire

d'Etat Schüler. Devant le refus des autorités, elles se serait elle aussi refusée à ne rencontrer qu'un policier.

Après le détournement du Boeing, Andreas Baader aurait à son tour demandé une rencontre avec le secrétaire d'Etat. Un autre fonctionnaire de la Chancellerie se rendit alors à Stammheim où il eut, pendant 70 minutes, un entretien avec Baader. C'était le 17 octobre, la veille de sa mort. D'après un avocat d'Irmgard Moeller, celle-ci aurait confirmé avoir entendu des échos de cette rencontre par Baader lui-même qui, de sa cellule, aurait cherché, en criant, à en informer ses compagnons. Selon le fonctionnaire, la discussion aurait été « concrète et polie », Andreas Baader était nerveux et difficile à comprendre, souffrant visiblement de difficultés d'articulation.

Baader aurait longuement parlé des objectifs de la RAF. Dans le compte rendu rédigé par le fonctionnaire, ses propos sont ainsi retranscrits : « Le terrorisme, sous la forme actuelle d'actions brutales contre des civils non concernés, il ne l'a jamais cautionné et il ne le cautionne toujours pas. Le gouvernement fédéral doit savoir clairement que la deuxième ou troisième génération de la RAF va encore accroître sa brutalité... Ce serait un non-sens de croire, qu'eux-mêmes auraient organisé ces actions de leurs cellules (...). La raison profonde qui fut à la source des premières actions de la RAF, le soutien allemand à la guerre que menaient les Américains au Vietnam, lui semble encore aujourd'hui, rétrospectivement, une justification impérieuse de ces actions. De toutes manières, son groupe, lui aussi, aurait fait des erreurs. Si les détenus de Stammheim avaient été libérés plus rapidement, ils auraient assurément pu empêcher l'évolution actuelle vers une plus grande brutalité. Maintenant, il serait tard, peut-être trop tard. Il penserait cependant que son influence idéolo-

gique sur l'actuelle génération de terroristes serait assez grande pour les écarter de cette voie erronée. De toute manière, ceux qui agissent aujourd'hui lui sont peu, ou même pas du tout, connus (...). Après leur libération, ils tiendraient leur promesse de ne plus commettre d'attentats en RFA, à l'étranger ils n'engageraient que des actions civiles et non militaires ».

Il est impossible de faire autre chose que de répercuter ces informations avec toute la prudence nécessaire. Quelle en est la part de vérité ? Y en a-t-il seulement une ? Elles contiennent au moins un élément plausible : cette distinction entre les générations de la RAF. L'image paranoïaque répandue par les médias d'une organisation huilée trouvant son centre et sa pérennité dans les cellules de Stammheim, ne correspond pas à la vérité. Les générations de la RAF ne sont pas identiques. Les méthodes d'action ne le sont effectivement pas non plus. Et il est vrai que les objectifs de la première génération, celle de Baader, Ensslin et Raspe, étaient circonscrits et n'ont jamais inclus la prise d'otages.

Une autre information qui nous était parvenue la semaine dernière sous forme de rumeur, revient à la surface. Selon Maître Heldmann, l'un des avocats des prisonniers, Baader, lorsqu'il fut découvert mort, avait du sable sur les chaussures. Et l'on affirmerait parallèlement que Andreas Baader, après son entretien avec le fonctionnaire de la Chancellerie, aurait été transporté à Mogadiscio. C'est là qu'il aurait été tué, puis ramené immédiatement à Stammheim. Il ne s'agit pour le moment que d'une hypothèse, apparemment peu vraisemblable. Mais le rébus de Stammheim impose qu'on la prenne elle aussi en considération.

J.M. BOUGUEREAU

(29, 30, 31 octobre 1977)

Le récit d'Irmgard Moeller

Seule survivante de Stammheim,
elle accredit la thèse du meurtre

Irmgard Moeller, la prisonnière de la RAF découverte ensanglantée dans sa cellule de Stuttgart-Stammheim, a pu rencontrer son avocat, samedi en début de soirée, et lui a donné une version des événements de la nuit de lundi à mardi, qui accredit la thèse du meurtre. Pendant ce temps, les autorités allemandes continuent, plusieurs jours après, à faire des découvertes toujours plus étonnantes dans les cellules. Tellement étonnantes qu'elles en deviennent plus invraisemblables les unes que les autres.

Samedi soir, dans la clinique universitaire de Tübingen, Irmgard Moeller pouvait enfin rencontrer son avocat, Maître Jutta Bahr-Jendges. L'avocate qui avait en vain attendu toute la journée de vendredi l'autorisation de rencontrer Irmgard, a pu discuter avec elle pendant près de trente minutes. L'entretien, initialement fixé à 1 heure, a été écourté par un médecin qui y a assisté de bout en bout. Après cet entretien, Irmgard Moeller, qui souffre toujours d'une inflammation des poumons, consécutive à ses blessures, a été transférée de la clinique universitaire de Tübingen vers une destination inconnue. Compte tenu de son état de santé et de la version des faits qu'elle venait de donner, une certaine inquiétude s'est manifestée sur son sort jusqu'à ce que l'on apprenne lundi matin, qu'elle avait été transférée à l'infirmerie de la prison de Hohenasperg, près de Ludwigsbourg. Vu son état de santé, ce transfert n'en reste pas moins inquiétant : c'est une semblable opération qui, voilà deux ans, coûta la vie à Siegfried Hausner, seul survivant du commando de Stockholm, brûlé au troisième degré.

PERTE DE CONNAISSANCE

Selon Irmgard Moeller, tout aurait commencé vers 4 h 30 dans la nuit de lundi à mardi. Elle même aurait lu dans sa cellule jusque vers 4 heures du matin. Une demi-heure plus tard, elle aurait entendu comme deux coups assourdis. Les doubles portes des cellules étaient alors fermées et, depuis que les détenus sont à l'isolement, une paroi de bois est venue s'y ajouter, afin d'assourdir encore les bruits de l'extérieur.

Irmgard crie en direction de Raspe, dont la cellule se trouve en face de la sienne, de l'autre côté du large couloir qui sépare les femmes des hommes. Elle lui demande s'il est encore réveillé et elle entend un « Ja » qui la tranquillise. C'est à ce moment-là qu'elle a le sentiment d'avoir perdu connaissance pour se réveiller un peu plus tard, dans le couloir central, sur un brancard, la poitrine couverte de sang. Elle aurait alors entendu des voix disant : « Baader et Ensslin sont rétamés ». Irmgard Moeller perd une nouvelle fois connaissance pour se retrouver beaucoup plus tard à la clinique universitaire de Tübingen.

La survivante de Stammheim aurait aussi expliqué que, pendant toute cette période d'isolement, elle n'était pas au courant de ce qu'il se passait à l'extérieur, mais que le comportement agité des gardiens laissait soupçonner que des événements les concer-

nant étaient en train d'avoir lieu. Elle avait cependant pu apprendre l'enlèvement de Schleyer avant que les mesures d'isolement n'entrent en vigueur. Irmgard Moeller aurait également précisé que, pendant toute cette période d'isolement, les repas qui lui étaient servis étaient réduits au strict minimum.

Selon elle, son évanouissement aurait été provoqué : elle mettrait ce fait en relation avec les nombreuses pertes de conscience que les détenus avaient constatées, pour la première fois, lors de leur grève de la faim et de la soif de cet été. Ces évanouissements les auraient alors d'autant plus inquiété que cela n'avait pas été le cas lors des précédentes grèves de la faim : lors de l'une d'entre elles, il y a deux ans, la direction de la prison aurait même coupé l'eau dans la cellule de Baader pendant une dizaine de jours, sans que cela n'ait alors provoqué d'évanouissements chez lui.

LES TROUVAILLES

Dans la journée de lundi, l'avocate de Irmgard Moeller tentait de reprendre contact avec sa cliente afin de préciser les termes de cet entretien qui, bien évidemment, sont en totale contradiction avec les affirmations officielles que les autorités fédérales cherchent, chaque jour, à étayer de nouvelles révélations. Les cellules de la prison de Stammheim, ce joyau de la science pénitentiaire, se révèlent n'être qu'un immense bazar.

Après le petit paquet d'explosifs découvert dans l'ancienne cellule d'Helmut Pohle, après le mini-transistor et l'émetteur bricolé chez Raspe, les autorités auraient enfin localisé les caches des pistolets, l'une dans un mur, chez Raspe, l'autre dans le tourne-disques de Baader. Dimanche, on apprenait que les deux détenus disposaient aussi, chacun, d'une vingtaine de cartouches. Chez Baader, une nouvelle cache était ensuite découverte sous le lavabo, avec dedans, une sonde stomacale, des lames de rasoir et une matière ressemblant à du mastic. Quant au pistolet de Baader, seul son canon serait d'origine, le reste étant de fabrication artisanale, bricolé au tour, peut-être même, si l'on en croit les autorités, dans les ateliers de la prison de Stammheim... A ce rythme, il n'est pas exclu que l'on nous révèle bientôt la découverte d'un tunnel permettant aux prisonniers de sortir à leur guise de Stammheim. A lui seul, le fait que ces découvertes s'étalent sur près de huit jours après la mort de Baader, Ensslin et Raspe reste proprement stupéfiant : comment se fait-il que les autorités aient eu besoin d'autant de temps pour sonder les murs et fouiller les cellules de 10 et 20 mètres carrés ?

CONTRADICTIONS

Ces révélations successives et contradictoires continuent de faire peser les doutes les plus graves sur les conditions de la mort de Baader, Ensslin et Raspe... Elles ne suffisent pas, ni dans un cas ni dans l'autre, à accrédi- ter la thèse du suicide ou celle de l'assassinat. Les questions qui se posent restent

nombreuses : comment les détenus auraient-ils pu se procurer des armes ? Comment ne les auraient-ils utilisées que contre eux-mêmes ? Comment les gardiens n'ont-ils rien entendu et pourquoi, dans cette prison si bien gardée, n'ont-ils pas surveillé les détenus en cette nuit pourtant cruciale ? Comment des cellules qui étaient fouillées chaque jour ou presque, pendant la promenade, pouvaient-elles contenir pareil arsenal ? Comment Gudrun Ensslin pouvait-elle disposer de fil électrique ? Comment se fait-il que l'on n'ait trouvé des caches que dans les cellules de Baader et Raspe, comme si la mort de Ensslin, elle, ne nécessitait aucune explication ? Comment Irmgard Moeller pouvait-elle se suicider avec un couteau de l'administration pénitentiaire et comment aurait-elle pu disposer d'un autre couteau ? Irmgard Moeller affirme n'avoir pas été au courant de l'affaire du Boeing, les autorités déclarent que les détenus, au contraire, la connaissaient. Dans ce cas, comment ne se sont-elles pas inquiétées de la provenance d'informations qui étaient en contradiction avec l'isolement dans lequel ils étaient ? Est-il vrai que, cette nuit-là, le personnel de surveillance avait bu plus que de coutume ? Pourquoi la fouille des cellules — qui avaient été scellées immédiatement après la découverte des cadavres — n'a-t-elle pas été effectuée en présence d'observateurs neutres ? Pourquoi Irmgard Moeller, seule survivante de ces événements, n'est-elle pas soignée dans un hôpital, comme sa situation le requiert ? Toutes ces questions doivent obtenir une réponse rapide.

La version du suicide n'enlèverait rien à notre peine. La révolte et l'énergie du désespoir qu'elle suppose suffirait à donner des prisons de ce pays une image indélébile. Mais si le meurtre froid que laissent supposer les révélations de Irmgard Moeller était confirmé, cela supposerait alors un degré inouï dans l'escalade de la sauvagerie, sans précédent dans l'Europe de ces trente dernières années.

Jean-Marcel BOUGUERAU

Irmgard Moeller (UPI)



Les obsèques de la peur

Un millier de personnes à Stuttgart

Stuttgart (de notre envoyé spécial)

Dès le matin, la forêt qui entoure le cimetière de Dornhalden était quadrillée d'uniformes verts. Policiers à cheval, civils, policiers armés de mitraillettes, chiens policiers. Voitures de police de tous les modèles, motos, cars de transport, bus de patrouilles.

Le cimetière au beau milieu de la forêt ressemble plus à un parc, avec ses pelouses et ses allées. Un peu avant dix heures, ils sont un bon millier à attendre le début de la cérémonie. Beaucoup moins, en tous cas, que lors de l'enterrement d'Ulrike Meinhof.

Les plus concernés, les plus courageux aussi, sont là. Car il faut un certain courage en RFA, pour venir enterrer ses morts quand ils s'appellent Baader, Ensslin et Raspe. Un certain nombre se sont masqués le visage d'un foulard ; la plupart attend dans le silence, visages tournés vers la terre. Une poignée de Français et quelques autres étrangers ; la majorité est venue de toutes les grandes villes d'Allemagne.

Des policiers gardent la chapelle dans laquelle se trouvent les familles et les amis des trois de Stammheim : derrière, le pasteur Ensslin et sa femme qui ont tenu à organiser ces funérailles collectives dans ce cimetière où sont enterrés des victimes du nazisme.

Dehors, beaucoup de jeunes, foulard palestinien autour du cou, un signe anti-atomique sur le col, cheveux longs et parkas verts de l'armée.

La cérémonie officielle, retransmise par hauts-parleurs commence par une prière, selon le rite protestant. Celui qui officie parle un langage exotique dans cette cérémonie de la tristesse et de la colère. La foule, tolérante vis-à-vis des croyances de la famille Ensslin, est cependant traversée de mouvements divers lorsque le pasteur se met à évoquer le pardon, « car ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient... »

Après un morceau d'orgue, les cercueils d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan-Carl Raspe sont tirés jusqu'à leur tombe. Rien, aucun nom ne permet de distinguer l'un de l'autre. De chaque côté du chemin, des visages silencieux et des gorges qu'on imagine nouées, comme la sienne devant ce spectacle de la mort, qui recèle un bout de notre propre histoire. Ici et là, des hommes et des femmes surmontent leur tristesse et s'étreignent.

Sur les monticules de terre qui, au fond, surmontent le cimetière, des policiers de 10 mètres en 10 mètres, comme si, jusqu'ici, il fallait encore garder les prisonniers de Stammheim. Le hennissement de leurs chevaux est seul à troubler le bruit des pas. Sur le monticule opposé des jeunes masqués ont tendu cinq banderoles. L'une d'elle reprend une citation du ministre de la Défense, Georg Leber : « Celui qui attaque la République fédérale signe son propre suicide ». Les autres banderoles manifestent leur solidarité avec le « combat de la guérilla », dénoncent « la torture et l'assassinat des prisonniers », ou demandent que ceux-ci soient regroupés ensemble de manière à pouvoir développer entre eux un minimum de rapports sociaux.



L'enterrement de Baader, Ensslin et Raspe. De gauche à droite la sœur de Ulrike Meinhof, la mère de Baader, madame et monsieur Ensslin (Photo Avril)

Dans la foule, un poing se lève. Au-dessus, l'hélicoptère de la police continue de tourner. Les gens sont bousculés par la meute de 300 journalistes. Devant la tombe, le pasteur reprend son sermon comme si de rien n'était. Amen. Personne ne reprend. Manolis Glezos, le résistant grec qui, le premier, le 31 mai 1941, arracha le drapeau nazi de l'acropole, vient, dans sa langue, dire sa peine, avec des mots militants : « Pour nous qui avons lutté contre le fascisme le fait que ce crime inhumain ait lieu en Allemagne prend une dimension particulière ». Puis viennent le message des Républicains irlandais, et, d'une voix mâle, un représentant du Kommunistischer Bund, un groupe marxiste-léniniste, venu là « pour dire bien haut que la mort des trois détenus de Stammheim repoussait à l'arrière plan ses divergences avec la RAF ».

Le visage marqué d'un foulard noir, un homme de grande taille s'avance devant les tombes pour « parler au nom de tous ceux qui, aujourd'hui, ne peuvent montrer leur visage ». Dans cette atmosphère de chuchotements, sa voix tonne : « La résistance, elle, ne sera pas enterrée comme ces trois cercueils ». Applaudissements. Revanche des mots de la lutte sur le vocabulaire des pasteurs. Dans le silence, on n'entend plus que le dé clic des appareils photos. Des cris fusent contre la « presse pourrie », demandant à tous les journalistes de déguerpir. Une voix ajoute : « Tous les journalistes, sauf la presse étrangère ».

Pendant près d'une heure, une partie de la foule restera devant les deux tombes, celle de Raspe et celle où Andreas et Gudrun seront enterrés ensemble. Sur la première, une gerbe de pin verte entourée d'un foulard rouge aux armes du Kommunistischer Bund. Sur l'autre, un couronne ceinte de blanc, avec ces seuls mots : « Un dernier salut ». Devant, les petits bouquets anonymes que l'on vient déposer en se recueillant une minute. Des mots d'ordre sont scandés. Un jeune, visage masqué, vient crier cette simple phrase : « Nous ferons notre devoir ». Un autre dépose son pendantif sur la couronne ou épingle un insigne sur le ruban rouge.

Ce rituel pénible de toutes les morts est

entrecoupé de longs silences, comme si tous ceux qui sont là ne se résignaient pas à partir. Quelqu'un qui a bien connu Baader me glisse à l'oreille : « S'il était là, il dirait : qu'est-ce que vous attendez, bande de cons ».

A la sortie, les flics sont là, en nombre, certains mitraillettes au poing. L'interpellation d'une fillette provoquera les seuls remous de la matinée. La foule s'écoule lentement. Ceux qui cherchent à prendre les raccourcis de la forêt sont systématiquement interpellés : la police explique qu'elle cherche « les terroristes qui ont participé à l'enterrement ». Sur la route qui descend vers Stuttgart, un petit cortège s'est formé spontanément. Une voiture se jette dessus, volontairement, blessant légèrement quelques personnes. Le conducteur est sévèrement malmené, avant que quelques escouades de policiers n'interviennent, bloquant tout le monde jusqu'au milieu de l'après midi et contrôlant chaque identité. Une institutrice explique à qui veut l'entendre que cette interpellation va inévitablement provoquer son interdiction professionnelle.

Dans l'autre direction, la police a établi de véritables barrages. Circonstances obligent : elle est plutôt bonhomme mais le travail sera quand même soigné. Fouille de voitures, et relevé des identités dureront des heures. Bloqué au milieu de la route, tout un groupe s'est assis par terre et chante. Blouse bleue de travailleur, et petit chapeau de velours, un homme vient nous provoquer : « Nous sommes un pays libre. J'ai fait la guerre, et maintenant, je veux la paix. Les gens comme vous, je m'en débarrasserais au lance-flammes ».

D'une voiture voisine, une fille, à la barbe des flics, vient ostensiblement passer un joint aux occupants de notre mini-bus. La radio de la voiture annonce que quelque part en RFA une femme vient de réussir à franchir un barrage de police. Elle avait, paraît-il, une mitraillette sur le siège arrière.

Jean-Marcel BOUGUERAU.

(28 oct 1977).

Le cadavre de Schleyer retrouvé à Mulhouse

19 octobre 1977

Le talion

Dans un communiqué téléphoné à Libération, la RAF revendique son assassinat

A 21 h 45, la police de Mulhouse découvrait dans le coffre d'une voiture volée en Allemagne, le corps de Hans Martin Schleyer, enlevé, il y a 43 jours par un commando de la RAF. C'est la douzième victime de la tentative faite par la RAF pour libérer onze détenus de la « bande à Baader » : les quatre gardes du corps du big boss allemand, trois pirates de l'air à Mogadiscio, le commandant de bord du Boeing à Aden, Baader, Ensslin et Raspe, à Stammheim, et enfin Hans Martin Schleyer.

Une information transmise par l'agence de presse allemande DPA avait alerté la police française. Et vers 17 h 30, un coup de téléphone anonyme communiquait à Libération en allemand, au nom de la RAF, le texte suivant dont nous publions la traduction :

« Après 43 jours, nous avons mis fin à la misérable existence corrompue de Hans Martin Schleyer. Schmidt, qui dans son calcul de pouvoir, a depuis le début spéculé avec la mort de Schleyer, peut aller en prendre livraison rue Charles Péguy à Mulhouse dans une Audi 100 verte immatriculée à Bad-Hombourg. Sa mort est sans commune mesure avec notre douleur et notre colère après le massacre de Mogadiscio et de Stammheim. Andreas, Gudrun, Irmgard et nous-mêmes ne sommes pas étonnés par le déploiement de forces fascistes des impérialistes pour détruire les mouvements de libération. Nous n'oublierons jamais le sang versé par Schmidt et les impérialistes qui le soutiennent. Le combat ne fait que commencer. Liberté par la lutte armée anti-impérialiste ».

Signé : « Commando Siegfried Hausner. RAF ».

(20 oct 1977)

Mort d'une balle dans la tête après 43 jours de détention, Hans Martin Schleyer a été transporté à la morgue de l'hôpital de Mulhouse. Hier à 16 h, devait commencer l'autopsie pratiquée par trois médecins français assistés par un médecin légiste venu d'Allemagne.

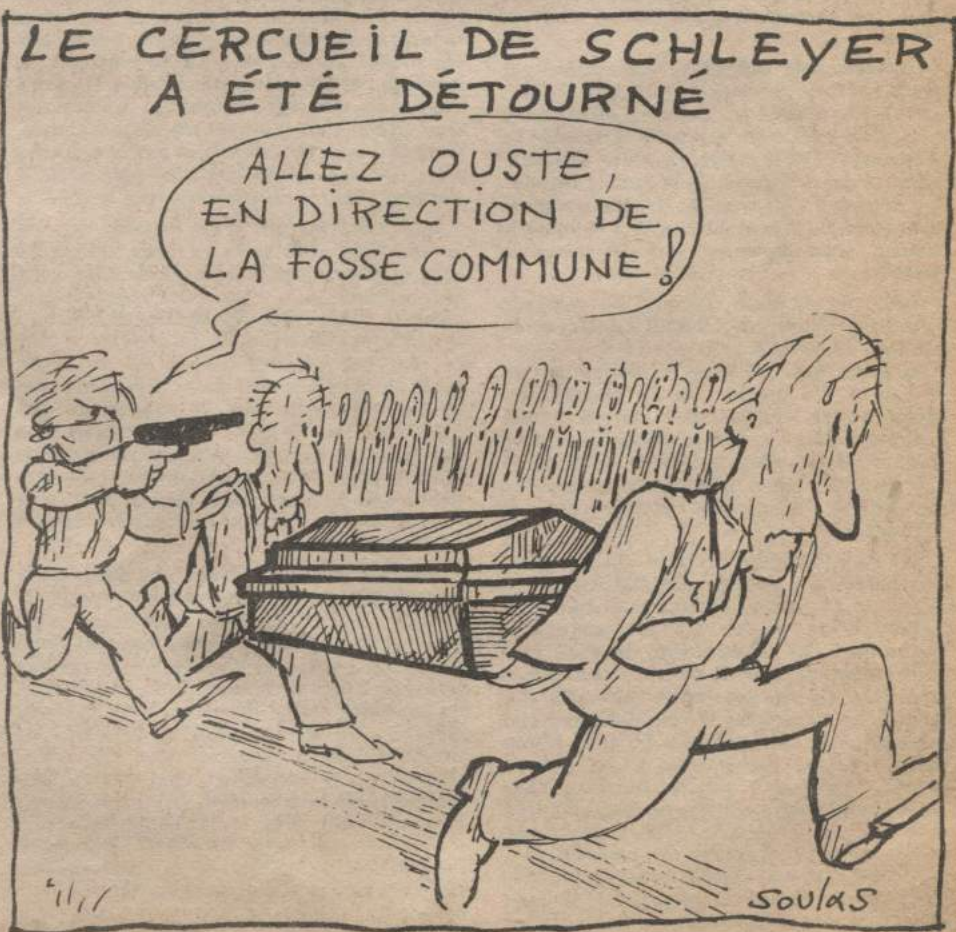
D'après les premières constatations, Hans

Martin Schleyer aurait été abattu après l'assaut du Landshut ou peut-être même à la suite du décès des quatre prisonniers de Stammheim. Indépendamment des télégrammes qui affluent du monde entier et de la houle vengeresse que la mort du « patron des patrons allemands » vient de redéclencher, il est probable que l'on est en train d'assister à une grande première internationale : la chasse concertée déclenchée par toutes les polices européennes. Le directeur adjoint de la police judiciaire, Honoré Gévaudan, dépêché sur place, l'a déclaré sans ambages : « Nous travaillons en étroite collaboration. Nous avons des réunions fréquentes. De mêmes bureaux et nous échangeons régulièrement nos informations. Des liaisons ont été créées, il n'y a vraiment aucun problème entre les polices allemande et française ».

La grande opération de police déclenchée

en Alsace sillonnée par les enquêteurs, provoque une agitation inhabituelle dans les villages. Il a suffi qu'un simple vol soit signalé dans une voiture allemande stationnée à Mulhouse, pour qu'immédiatement se déploie un étonnant dispositif policier. Depuis hier matin, 500 fonctionnaires de police sont à pied d'œuvre à la frontière franco-allemande. Vérifications et contrôles ont été annoncés sur tout le territoire national par Christian Bonnet qui envoyait également sur la frontière de nouveaux renforts de CRS. La Suisse participe également maintenant aux recherches déclenchées contre les 16 terroristes. Leurs photos seront montrées à la télévision suisse et la population sera priée de bien vouloir renseigner les services de police.

(21 oct 1977)



Spécial police

«X... est un terroriste particulièrement dangereux»

Francfort, envoyé spécial.

« La plus grande opération de recherche de tous les temps en RFA ». Le titre de l'édition du soir de la *Frankfurter Rundschau* s'étale sur toute la première page en caractères gras. Francfort, pourtant, reste une ville apparemment calme, vaquant à ses occupations habituelles. Depuis les dernières heures de la soirée de mercredi, radios et télévisions parlent essentiellement de ces opérations de recherche. Dès que la nouvelle de la mort de Schleyer fut connue, la télévision diffusait les photos de 16 personnes, 6 hommes et 10 femmes, recherchés pour l'enlèvement comme pour de précédentes opérations de la RAF.

Entre les airs de musique classique, la radio, elle, diffusait, d'une voix monocorde, des communiqués de la police criminelle comportant le signalement détaillé des personnes recherchées : « Né en 1950, 1m62, yeux verts, parle d'une voix douce... » X. est un terroriste particulièrement dangereux. Le BKA appelle la population à lui communiquer tous les renseignements disponibles. S'adresser à la section « terrorisme ». Suivait la liste de numéros de téléphone des postes de police habilités à recevoir les renseignements. « L'anonymat sera respecté. Un numéro de téléphone spécial (...) est à votre disposition. Il est seulement relié à un enregistreur automatique qui se met en route de lui-même à votre appel. De semblables installations ont été mises en place dans les villes suivantes (...) Les dénonciateurs anonymes peuvent ainsi se manifester dans les grandes villes de la RFA.

Ce matin, au réveil, la *Hessischer Rundfunk* diffusait des morceaux de bande où on pouvait entendre la voix de membres du commando, enregistrées, semble-t-il lors des négociations avec l'avocat genevois Payot ou lors de communication avec certains organes de presse : « Attention à la voix, au ton, aux accents, voici l'enregistrement numéro un (...) Voici l'enregistrement numéro deux (...) », et ainsi de suite jusqu'au numéro huit. La collaboration de la population était à nouveau encouragée et, explicitement, celle des milieux « qui ont pu être en contact avec ces terroristes ». Le communiqué republié dans la presse du soir précisait qu'il était possible d'entendre ces voix en appelant un numéro de téléphone spécial. En fin d'après-midi, chaque fois que j'ai essayé, les deux postes étaient occupés...

Vers midi, sur la Kurfürstenplatz, des hauts-parleurs de la police diffusaient à nouveau les signalements, pendant que des agents distribuaient quatre pages comprenant les seize photos accompagnées d'un texte et de questions en cinq langues : allemand, grec, turc, italien et espagnol. De quoi réduire au silence ceux qui, en RFA, oseraient affirmer que les travailleurs immigrés sont tenus à l'écart de la vie sociale et politique ! D'autres groupes de policiers répétaient la même opération en plusieurs points de la ville, précisant à chaque fois

qu'une récompense de 50 000 marks (plus de 10 millions d'anciens francs) serait donnée à qui permettrait l'arrestation d'une seule des seize personnes recherchées.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, un certain nombre — apparemment limité — de perquisitions avaient eu lieu, notamment à Francfort chez la femme d'un détenu, Rolf Pohle, chez une ancienne détenue, Brigitte Heinrich, et dans une communauté de femmes. Des cassettes, des notes, des adresses avaient été saisies.

Un responsable de presse de la direction de la police, M. Kraus, que j'interrogeai, s'est refusé à préciser le nombre de ces perquisitions, indiquant qu'aucune arrestation n'avait eu lieu pour le moment. Questionné sur le nombre apparemment limité de ces perquisitions, il affirma que « c'était une fausse impression : d'autres auront lieu sur une plus grande échelle dans les jours à venir. » Selon lui, « près de cent mille tracts avaient été diffusés dans la journée de jeudi à Francfort, sur les trois millions imprimés en

RFA. De plus, des contrôles de voitures et d'identités avaient eu lieu le matin dans la ville ».

« La collaboration de la population continuera d'être encouragée, ajoutait M. Kraus. Pour la ville de Francfort, à midi, nous avons reçu 125 indications que nous sommes en train de vérifier soigneusement »...

Dans les milieux d'extrême-gauche de la ville, comme dans toute la RFA, on s'attend ainsi à une nouvelle vague de perquisitions et d'arrestations qui, sans doute, ne fera pas le tri. Si c'est le cas, cela posera, comme à chaque fois, un problème considérable : depuis que les lois spéciales Baader-Meinhof ont été votées, un même avocat ne peut plus défendre qu'une seule personne à la fois lorsqu'il s'agit d'une même affaire. Le nombre des avocats de gauche disponibles risque de ne pas suffire...

Jean Marcel BOUGUERAU

(21 oct 1977)

Alsace: Une province, deux polices

2 journaux reproduisent le tract de la police de RFA

« Il est évident, déclarait Maurice Bouvier, directeur central de la police judiciaire, que les terroristes ouest-allemands disposaient d'un réseau de sympathisants en France ». Aussi l'Alsace est-elle devenue, depuis la découverte du corps de Hans Martin Schleyer, le terrain privilégié des investigations.

A Mulhouse, les bistrotts et la rue bourdonnaient hier de ce qui est devenu le sujet de conversation numéro un. D'autant plus que les Alsaciens découvriraient, en ouvrant leurs journaux, et notamment *Les dernières nouvelles d'Alsace*, et *l'Alsace*, la reproduction en Une du tract de la BKA (le bureau de police criminelle fédéral) intitulé : « Terroristes recherchés d'urgence » et illustré par les photos des seize personnes recherchées. Mulhouse n'avait pourtant, hier, rien perdu de son calme, on s'y informe et l'on se promène. Mais une vague inquiétude pèse sur les milieux de gauche. L'ancienne directrice de *Klapperstei* était perquisitionnée et entendue par la PJ parisienne. A Mulhouse, on sait maintenant que la police, n'ayant abouti à « aucun résultat tangible » détient une liste d'anciens maoïstes et membres du comité Schultz, et l'on s'attend à des perquisitions et à des interrogatoires.

C'est dans la campagne, dans les Vosges et le Sundgau, que les enquêteurs circulent, dans

les endroits isolés et les résidences secondaires, « terres de prédilection pour de nombreux Allemands qui se sont installés, notamment dans les vallées vosgiennes, où ils viennent passer leurs vacances ».

La police ne s'en tient pas là. Les écologistes cacheraient-ils des extrémistes dans leurs verts jupons ? Elle estime que les milieux extrémistes alsaciens « sont assez mal définis et se mêlent souvent aux manifestations écologistes, nombreuses dans la région ». Elle s'intéresse de près au « Front écologiste révolutionnaire », créé il y a trois ans, « adepte » des thèses gauchistes et de celles des candidats verts. La police serait donc frappée de l'importance du mouvement révélé lors des municipales de mars, et lors de la manifestation de Colmar, le 26 février pour protester contre l'extradition qui menaçait Detlev Schultz, de nationalité allemande, et que les autorités fédérales soupçonnaient d'appartenir à la RAF.

De l'Alsace à Paris, la vague de recherches et des investigations pourrait bien tourner autour des milieux de l'écologie. Déjà certains media font allusion à la « collaboration des extrémistes » à Creys-Malville et n'hésitent pas à faire de Paris « la plaque tournante » attouée où Daniel Cohn-Bendit et Carlos Carlos puis Baader, les antinucléaires et les réfugiés politiques, tissent mille liens

dans une capitale transformée en « repaire ».

A Paris, il y a eu perquisitions et arrestations. Jeudi, quatre arrestations à « PoingNoir », trois jeunes interpellés dans le 20ème, ainsi qu'un Bolivien et un Chilien au métro Odéon. Tous relâchés ensuite. Jeudi, à 16 heures, une quarantaine de policiers en civil et trois officiers en uniforme perquisitionnaient un immeuble occupé au 46 rue Piat. Huit personnes ont été arrêtées. Une autre perquisition avait lieu rue des Envierges, à Belleville, effectuées par six policiers en civil et armés. Dans tous les cas, la police n'a pas jugé utile de montrer quelque mandat de perquisition et les avocats qualifient ce genre d'opération « d'une légalité contestable ».

Mais revenons à l'Alsace, où l'on ausculte l'Audi dans laquelle se trouvait le corps de Schleyer. La police essaye de reconstituer son itinéraire, mais les renseignements sont contradictoires. On a vu l'Audi verte à la même heure à Altkirch, à Cernay et à Colmar... Il semble qu'en tout cas, les polices allemande et française se soient divisé le travail, la police allemande ayant décidé de porter ses investigations sur les « extrémistes » et les Français sur les « marginaux ».

Pour Margot Rauscher, l'ex-directrice de Klapp, perquisitionnée, les soupçons que l'on semble vouloir faire peser de manière allusive sur les écologistes, l'affaire ressort d'un certain folklore : « tout le monde sait en Alsace que les écologistes sont non-violents, peut-être tout cela est-il la conséquence de la bataille menée autour de Fessenheim et des pylônes qui ont sauté, mais, malgré tout, je ne comprends pas très bien ! »

Antoine Waechter, l'une des figures du mouvement écologiste alsacien, reste per-

plexe face à ce genre d'allusion : « Peut-être est-ce pour marginaliser le mouvement écologiste alsacien, peut-être parce que l'un des attentats contre le pylône EDF avait été revendiqué par un groupe « Baader-Meinhof ». Mais peut-être plus simplement parce

que toute cette histoire est prétexte à un déploiement policier que réproouvent les écologistes et contre lequel nous voulons réagir ».

Claire BRIERE
(22-23 octobre 1977)

RFA: Des centaines de milliers de contrôles

Le quadrillage policier en Allemagne a pris hier une ampleur encore plus considérable que dans les heures qui ont suivi la découverte du corps de Hans Martin Schleyer. Toutes les forces de police des Laender et toutes celles de l'Office fédéral de la police criminelle (BKA) ont été réquisitionnées pour effectuer des contrôles routiers et vérifier quelques uns des 10 000 renseignements déjà communiqués par la population.

Trois millions de tracts sur lesquels se trouvent les photos de trois des suspects « auteurs présumés » de l'enlèvement de Cologne le 5 septembre dernier, ont été distribués. Des centaines de milliers de voitures ont été contrôlées et tous les aéroports ont été passés au peigne fin : désormais, les voyageurs des lignes aériennes allemandes ne pourront emporter qu'un seul bagage à main et aucun passager ne pourra sans doute plus jamais monter dans un avion allemand sans contrôle, y compris à l'étranger. La presse, évidemment, a apporté hier sa contribution à cette extraordinaire chasse à l'homme. La

plupart des quotidiens ont publié la photo des 16 terroristes recherchés et le Bild, fleuron de la presse Springer étalait hier sur toute sa Une : « Tout un pays chasse 16 assassins ».

Pourtant, pour l'instant, aucun des hommes recherchés pour les meurtres de Buback, Ponto et Schleyer n'a été arrêté. La police a affirmé hier qu'elle avait elle-même été surprise par l'ampleur de la coopération de la population à l'enquête. Les ministres de l'Intérieur de plusieurs des Laender ont déclaré que visiblement « la population a fait sienne cette affaire ». Cependant, ni la police, ni les autorités ne se font trop d'illusions sur l'efficacité de cette collaboration et de cette mobilisation populaire. L'intérêt est en l'occurrence surtout psychologique : un deuxième numéro de téléphone pour la population a été installé. Il permettra aux gens d'écouter la voix des ravisseurs, enregistrée lors de leurs appels au BKA durant les six semaines de détention de Schleyer.

(22-23 octobre 1977)

De Cologne à Stammheim

Chronologie des événements

Lundi 5 septembre, 18h30. Un commando de cinq personnes se faisant appeler « Commando Siegfried Hausner » de la Fraction armée rouge enlève en plein centre de Cologne Hans Martin Schleyer, le Ceyrac allemand. Un message retrouvé dans une camionnette VW demande la libération en échange de Schleyer de l'état-major de la RAF : Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, Verena Becker, Werner Hope, Karl Heinz Dellwo, Hans Krabbe, Bernt Roesner. Ingrid Schubert, Irmgard Moeller. Premier ultimatum : mardi 18h30.

Le gouvernement allemand réunit dans la nuit de lundi à mardi un état-major de crise et impose le black-out total sur l'affaire à la presse écrite et parlée.

Vendredi 9 septembre. L'AFP à Bonn reçoit une première lettre du commando fixant à 13 heures le départ des 11 prisonniers, et une photo de Schleyer. Elle prévient les services de sécurité qui viennent saisir les documents.

Le gouvernement allemand propose Me Denis Payot, avocat à Genève, comme médiateur. Des négociations secrètes s'engagent immédiatement.

Mardi 27 septembre. Libération reçoit, comme l'AFP (mais on le saura plus tard), France Soir, l'Agence télégraphique suisse et deux journaux néerlandais, une photo de Schleyer (depuis 20 jours prisonnier de la RAF) et une lettre du commando demandant que « le gouvernement arrête immédiatement les recherches entreprises en Allemagne, ainsi que celles engagées en France, Hollande et en Suisse... ».

Mercredi 29 septembre. La police allemande perquisitionne l'appartement du fils de Heinrich Böll. La campagne contre les intellectuels, « les criminels de l'encrier », considérés comme des sympathisants du groupe Baader, bat son plein. Les députés adoptent une loi, imposant l'isolement total des terroristes incarcérés pendant une durée de 30 jours.

Vendredi 31 septembre. Klaus Croissant, ancien avocat d'Andreas Baader est arrêté à Paris. Après être passé deux fois devant la chambre d'accusation (3 octobre, 12 octobre) qui doit statuer sur son extradition, il n'est toujours pas remis en liberté provisoire.

Vendredi 7 octobre. 32ème jour de l'enlèvement de Schleyer. *Libération*, l'AFP (une nouvelle fois l'agence refusera de faire passer l'information), *France-Soir*, l'Agence télégraphique suisse et deux journaux néerlandais reçoivent une deuxième photo de Schleyer et les photocopies d'une lettre manuscrite critiquant l'indécision des autorités allemandes en ce qui concerne les négociations.

Jeudi 13 octobre : 12h55, décollage du Boeing 737 Landshut de la Lufthansa qui assure la liaison Palma de Majorque-Francfort avec 85 passagers et 5 hommes d'équipage.

14 h 40. Le Boeing est détourné par quatre hommes se faisant appeler « *Commando Martyr Halimeh* ».

16 h 10. Le Boeing se pose à Rome pour faire le plein de carburant. Le responsable de l'opération qui se fait appeler Capitaine Walter Mohamed, demande la libération de tous les prisonniers politiques du groupe « *Tiger* » (les détenus de la RAF) incarcérés en République fédérale ainsi que deux Palestiniens, Mohamed Mehdi Zinh, 23 ans, et Hussein Mohamed Al-Reshid, 27 ans, emprisonnés en Turquie pour avoir attaqué le 11 août un avion d'El Al à l'aéroport d'Istanbul.

17 h 40. Le Boeing décolle pour Chypre.

20 h 45. Atterrissage à l'aéroport de Larnaca. Le représentant de l'OLP à Nicosie tente d'engager le dialogue avec le responsable du détournement. Refus. « *Ils n'ont rien à voir avec l'OLP* », déclare alors leur représentant.

22h 50. L'avion reprend l'air. L'atterrissage est refusé à Beyrouth, Damas, Bagdad. L'avion se dirige puis se pose à Bahrein d'où il décolle à 3h35 pour Dubai.

Vendredi 14 octobre

6 heures. Fin du second acte. L'avion se pose à Dubai.

09 h 26. Me Denis Payot annonce que l'ultimatum adressé au gouvernement Schmidt expirera dimanche à 8 heures GMT et lance « *un appel pressant pour qu'un bain de sang soit évité* ». La photocopie d'un double ultimatum de l'organisation pour la lutte contre l'impérialisme mondial (SVAIO) et du *Commando Siegfried Hausner* est envoyée à *Libération* ainsi qu'à l'AFP. Une bande vidéo avec une déclaration de Schleyer est jointe. Cette bande est proposée aux trois chaînes de la télévision qui la refusent.

10 h 17. Le cabinet allemand se réunit en séance extraordinaire à Bonn sous la présidence de Helmut Schmidt.

17 h 47. Le gouvernement de Bonn annonce qu'il fera tout son possible pour sauver la vie des otages du Boeing et celle de Schleyer en essayant de trouver « *une solution raisonnable et humanitaire* ».

15 h 02. Selon l'agence du Moyen-Orient, le commando aurait tiré en direction d'employés qui s'étaient approchés de l'avion.

15 h 05. Le gouvernement allemand demande à la presse de ne rien publier qui pourrait porter préjudice aux négociations.

15 h 09. Fin de la réunion du grand état-major de crise. Sur l'aéroport de Dubai fermé au trafic aérien, les négociations se poursuivent sans relâche entre les responsables de l'Etat des émirats arabes unis et les pirates. Une délégation ouest-allemande est attendue dans la soirée.

20 h (GMT). Dubai. Quinze heures après l'atterrissage du Boeing 737 de la Lufthansa, l'aéroport de Dubai est toujours fermé au

trafic aérien. Il a fait toute la journée une chaleur suffoquante. Les négociations se sont poursuivies sans relâche entre les responsables des émirats et les auteurs du détournement. M. Hans Juergen Wischniewski, ministre chargé des missions spéciales, a quitté Bonn pour Dubai. L'agence du Moyen-Orient annonce que le commando a rejeté une demande des émirats pour que trois passagers malades puissent quitter l'avion.

Samedi 15 octobre

8 h, Dubai. Des boissons, de l'insuline, divers médicaments sont livrés à bord de l'avion. Le commando avait demandé onze tonnes de carburant mais seule la quantité nécessaire à la climatisation a été fournie. Le commandant de bord a lancé un appel désespéré au chancelier Helmut Schmidt pour sauver la vie des otages.

8 h, Bonn. Le grand état-major de crise se réunit. Rien ne filtre. Les observateurs politiques de la capitale fédérale se demandent cependant si le gouvernement ouest-allemand n'est pas en train de céder. L'opinion publique allemande qui souhaitait que le gouvernement ne cède pas quand seul Hans-Martin Schleyer était en cause, a maintenant complètement changé d'avis. « *La vie sauve des otages est le plus important* », écrivent la plupart des journaux ouest-allemands. Les intellectuels de gauche tiennent une conférence de presse à la foire du Livre de Francfort et déclarent que « *les actions terroristes servent avant tout la droite la plus conservatrice de la RFA* ». Ils mettent cependant le gouvernement fédéral en garde « *contre les entorses permanentes à la constitution* ». A la prison de Stammheim où sont incarcérés quatre des prisonniers de la Fraction armée rouge, des « *cris de victoire commencent à retentir* ».

13 h 15, Dubai. Le capitaine Walter Mohammed repousse la demande du ministre de la Défense de l'Etat des émirats, de relâcher les sept enfants et les malades se trouvant à bord du Landshut.

13 h 15, Karlsruhe. Le fils aîné de Schleyer dépose une demande d'ordonnance en référé auprès de la cour constitutionnelle.

14 h, Dubai. Les otages célèbrent à bord le 28^e anniversaire de l'une des hôtesse. Un énorme gâteau a été apporté par deux maîtres d'hôtel en livrée qui ne sont pas montés à bord.

14 h 50, Dubai. Le Landshut est ravitaillé en essence suivant l'exigence du commando. A l'aéroport d'Ankara, l'avion spécial de la Lufthansa ayant à son bord une unité spéciale de lutte anti-terroriste effectue quelques manœuvres sur la piste pour finalement revenir à sa place. A Genève, Maître Denis Payot déclare qu'il a reçu du gouvernement fédéral un message « *extrêmement important et urgent* » à l'intention du commando Siegfried Hausner dont il ne révèle pas le contenu.

15 h 10, Dubai. M. Wischniewski sur place à l'aéroport, affirme qu'il n'y aura pas d'intervention militaire contre le commando.

16 h 05, Bonn. Le conseil des ministres, convoqué immédiatement après le grand état-major de crise, se sépare. Aucune réaction officielle. La seule fuite de toute cette journée de samedi concerne la remise de la rançon demandée par les ravisseurs de Schleyer. Dans la matinée de samedi, l'agence fédérale DPA a révélé qu'un versement de 15 millions de dollars devait être effectué par le fils de M. Schleyer à partir de l'*Hôtel Intercontinental* de Francfort. La fuite, sans doute orchestrée par le gouvernement fédéral, empêche la remise de la rançon.

18 h 40, Dubai. Une génératrice nécessaire à la climatisation est branchée sur le Boeing.

Deux véhicules de l'armée de Dubai s'approchent du Landshut, le commando ouvre le feu.

20 h, Genève. Les ravisseurs de Schleyer n'ont pas retiré le message remis à M^e Payot.

20 h 50, Bonn. Troisième réunion de la journée, sous la présidence de Schmidt, du petit état-major de crise.

21 h 15, Bonn-Cologne. L'avion de la Lufthansa transportant des commandos anti-terroristes ouest-allemands, et venant d'Ankara, atterrit à 21 h 15. Il avait tenté d'intercepter le Landshut à Chypre.

21 h 35 Bonn. La première chaîne de télévision allemande diffuse pendant trente secondes, un fragment de la bande vidéo adressée par le commando de la RAF à *Libération*.

23 h, Bonn. Le gouvernement annonce le refus de la Somalie, après celui du Yémen du Sud et du Vietnam, d'accueillir les détenus de la RAF en Allemagne et les deux Palestiniens incarcérés en Turquie.

23 h 30, Dubai. Les pirates de l'air refusent une nouvelle fois de libérer les malades à bord du Landshut.

Dimanche 16 octobre

01 h, Dubai. L'électricité et la climatisation fonctionnent de nouveau à bord du Landshut. A 5 h, les autorités renforcent les mesures de sécurité sur l'aéroport. Les terrasses sont interdites aux journalistes. Des militaires en tenue de combat et trois jeeps équipées de mitrailleuses lourdes sont placés autour de la tour de contrôle.

05 h 15, Karlsruhe. La cour institutionnelle refuse de donner suite à la requête du fils aîné de Schleyer visant à contraindre le gouvernement fédéral à céder aux exigences des terroristes.

05 h 25, Dubai. Le commando menace de tuer trois otages si les autorités refusent de ravitailler le Landshut en carburant. Le plein est fait.

06 h 10, Dubai. Le commando demande une carte météorologique d'un rayon de 2 000 km autour de Dubai ainsi que les prévisions météo. L'un des quatre membres du commando est une femme de nationalité arabe. Elle dit appartenir au groupe « *Martyr Halimeh* ».

07 h 20, Dubai. Le chef du commando exige que soit fermée au trafic la route qui longe la piste.

08 h, Bonn. L'ultimatum du « *commando Siegfried Hausner* » qui détient Schleyer, depuis 41 jours, vient d'expirer. Le gouvernement fédéral s'est réuni dix minutes avant le délai limite. La télévision dans une émission d'information spéciale, précise que M^e Payot a fait savoir qu'il n'y avait « *malheureusement* » rien de nouveau. Les détenus de la Fraction armée rouge sont toujours dans leurs cellules.

8 h 38, Genève. M^e Payot annonce sans autre précision, avoir reçu de Bonn un nouveau message « *extrêmement important et urgent* ».

9 h 45, Dubai. Une passagère du Landshut est victime d'une crise cardiaque. Les pirates de l'air refusent de la libérer, tout comme les femmes et les enfants.

10 h 34, Ankara. Le ministre des Finances et (par intérim) de la Défense déclare que la Turquie est prête à relâcher les deux terroristes si Bonn en fait la demande.

11 h 21, Dubai. Le Boeing 737 de la Lufthansa décolle et se dirige vers l'île de Masirah, au large du sultanat d'Oman, puis vers Aden.

12h, Bonn. Le second ultimatum des

terroristes vient d'expirer. Des centaines de curieux et journalistes sont massés en silence depuis plusieurs heures devant la chancellerie où vient de commencer une nouvelle réunion du petit état-major de crise. Les détenus de la RAF sont toujours dans leurs cellules et le gouvernement se refuse à tout commentaire.

14 h 38, Bonn. Le porte-parole du gouvernement, Klaus Bölling, déclare que le gouvernement continue d'examiner toutes les possibilités « réalistes » en vue de sauver la vie « des personnes enlevées ». Le porte-parole précise que le premier ministre britannique et Giscard d'Estaing ont assuré le chancelier Schmidt de leur appui moral et de leur assistance.

14 h 40, Madrid. L'ex-chancelier Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste, lance un appel à « la solidarité de toutes les nations civilisées pour mettre au point des méthodes efficaces contre une action qui peut aboutir à la destruction des lois et institutions de la démocratie ».

14 h 59, Aden. Atterrissage du Boeing Landshut. C'est sa cinquième escale après Rome, Nicosie, Bahrein et Dubaï.

17 h, Dubaï. Le ministre fédéral chargé des affaires spéciales, Hans Juergen Wischnewski, s'envole pour Aden afin de poursuivre les négociations avec les pirates. Les autorités du Sud-Yémen, selon les services d'écoute de la radio israélienne, lui refusent l'atterrissage.

21 h 15, Djeddah. L'avion transportant Wischnewski se pose. Il transporte également un commando ouest-allemand spécialisé dans la section anti-terroristes.

21h58, Bonn. Le petit état-major de crise ouest-allemand se sépare, après avoir pratiquement siégé en permanence toute la journée. Le chancelier Schmidt a eu, durant tout le week-end, des consultations téléphoniques avec le premier ministre britannique James Callaghan et Giscard d'Estaing qui l'assurent de leur soutien.

Lundi 17 octobre

1 h 25, Aden. Le Landshut décolle malgré son train d'atterrissage endommagé.

1 h 55, Genève. Hans Bernard Schleyer remet un message adressé aux ravisseurs de son père à l'avocat genevois Denis Payot, qui sert de médiateur.

3 h 20, Mogadiscio. Le Landshut atterrit malgré l'interdiction des autorités somaliennes qui intimant ordre aux pirates de décoller aussitôt.

4 h 30, Mogadiscio. La porte arrière droite du Boeing s'ouvre. Les pirates déployant immédiatement le tobogan en plastique. Un homme du commando se montre alors à la porte, lève trois fois le bras, le poing fermé en direction de l'aéroport, pousse dans le tobogan le corps d'un homme et referme la porte. Ce corps est celui du commandant du Boeing Jurgen Schuman (37 ans) abattu, selon l'agence allemande DPA, devant les 87 otages. Selon Klaus Bölling, le porte-parole du gouvernement allemand, Jurgen Schuman a été assassiné à Aden.

6 h 50, Mogadiscio. Les pirates de l'air repoussent l'ultimatum à 14 h GMT. Le Landshut gagne une piste latérale.

6 h 55, Bonn. Nouvelle réunion du petit état-major de crise présidé par le chancelier Schmidt. Klaus Bölling confirme la mort d'un des membres de l'équipage mais se refuse à tout commentaire. Les journaux ouest-allemands du matin constatent que le gouvernement « a pris la décision la plus grave de l'histoire de la République fédérale » et s'interrogent sur les suites du « plus grand

drame qu'elle n'ait jamais connu ». « Bonn n'a pas plié, n'a pas cédé au chantage et est resté ferme » écrit *Neu Ruhr Zeitung* qui poursuit : « Il n'est guère vraisemblable que l'attitude du gouvernement change quoi qu'il arrive dans les jours suivants ». « Ceux qui croient qu'à long terme les terroristes vont s'arrêter de troubler la RFA sous prétexte que le gouvernement a décidé de ne plus céder à leurs exigences font preuve d'un bel optimisme » (Reinland Pfalz). Quant à l'opinion allemande, elle est partagée sur la conduite à tenir. Selon un sondage publié par *Stern*, 42 % des personnes interrogées demandent que le gouvernement cède. Selon *Die Welt*, (groupe Springer), le détournement du Landshut serait l'œuvre de l'ancien chef des opérations de l'organisation palestinienne de G. Habbache, le docteur Wadi Haddad (47 ans). Le correspondant de la *Suddeutsche Zeitung* à Tel Aviv rapporte la même information largement reproduite par la presse française.

8 h 25, Mogadiscio. Les autorités donnent l'ordre au Landshut de décoller.

8 h 30, Bonn. Réunion du grand état-major de crise. A Berlin, plus de 200 agents fouillent quarante appartements ; 11 personnes soupçonnées de soutenir une association terroriste sont placées en garde à vue.

10 h 10, Mogadiscio. Hans Jurgen Wischnewski quitte Djeddah pour Mogadiscio où il va arriver à 13 h 50 pour poursuivre les négociations avec les terroristes.

12 h. Le porte-parole de l'Elysée, André Arnaud, confirme l'appui de Giscard d'Estaing au chancelier. Bordeaux : Jacques Chaban-Delmas déclare, en termes à peine voilés, qu'il est partisan de la fermeté face aux problèmes du terrorisme. « Le fait de passer du dramatique au tragique, si épouvantable qu'il ne doit pas faire détourner des solutions nécessaires ».

Luxembourg : Gaston Thorn, président des partis libéraux et démocratiques de la CEE déclare : « Je ne vois pas pourquoi, sous prétexte que le terrorisme est mondial, l'on n'irait pas vers une collaboration institutionnelle des Neuf ».

Bruxelles : Roy Jenkins, président de la CEE, envoie un message de sympathie au chancelier Schmidt. Les ministres des Affaires étrangères des Neuf condamnent le terrorisme et la prise d'otages dont est victime l'Allemagne.

13 h, Mogadiscio. Aucun signe de vie n'est visible à bord du Landshut. Une équipe de six médecins et chirurgiens est mise en état d'alerte.

13 h 30, Bonn. Klaus Bölling déclare devant la presse que l'objectif des autorités « était et restait de sauver la vie des otages ». Le gouvernement paraît toutefois ne pas céder au chantage. « Bonn se concertant très étroitement avec le gouvernement somalien pour arrêter les mesures maintenant indispensables »...

14 h, Mogadiscio : Expiration du nouvel ultimatum.

Bonn : Une vingtaine de parents d'otages du Landshut manifestent devant la chancellerie, ils sont immédiatement reçus.

15 h 45, Ankara : L'ambassadeur de RFA s'entretient avec le ministre turc des Affaires étrangères. Un porte-parole du ministère dément les informations d'un grand quotidien turc selon lesquelles les commandos allemands anti-terroristes qui se trouvaient à Ankara, samedi, préparaient un raid style Entebbé.

16 h 07, Francfort : L'état-major de crise de la Lufthansa réuni en permanence depuis jeudi, annonce qu'il a pu établir une liaison téléphonique permanente avec Mogadiscio.

16 h 22, Mogadiscio : Les Etats-Unis sont en contact avec les gouvernements de Bonn et de Mogadiscio, mais n'envisagent pas d'intervenir directement, annonce le porte-parole du département d'Etat. Carter réaffirme l'opposition catégorique des Etats-Unis aux activités terroristes quels que soient les objectifs poursuivis.

Paris : François Mitterrand et Robert Pontillon envoient un télégramme à Willy Brandt auquel ils demandent de transmettre au chancelier « l'expression de leur solidarité ».

16 h 45, Bonn : Le parti communiste DKP condamne « le comportement barbare des terroristes qui s'inspirent des pratiques fascistes et néo-fascistes ».

17 h 30, Hambourg : La famille de Hans Martin Schleyer affirme qu'elle est prête à négocier avec les ravisseurs.

18 h 54, Vatican : Le pape Paul VI offre sa vie pour le salut des otages du Boeing. Les évêques ouest-allemands appellent leurs fidèles à dire des prières dans toutes les églises.

20 h 20, Mogadiscio : Après la déclaration de Klaus Bölling, « les terroristes doivent abandonner », la situation est très tendue sur l'aéroport. Un dénouement pourrait intervenir dans le cours de la nuit, affirment les secrets d'écoute israéliens, qui confirment la présence des commandos anti-terroristes ouest-allemands.

20 h 40, Bonn : Le gouvernement fédéral allemand demande à l'ensemble des organes de presse internationaux de ne pas utiliser l'information en provenance de Tel Aviv faisant état de la présence sur l'aéroport de Mogadiscio d'un commando anti-terroristes. Ce sera effectivement le *black out* complet. Les agences de presse ne diront plus rien sur ce qui se passe à l'aéroport de Mogadiscio jusqu'au début de l'attaque.

23 h, Mogadiscio : 60 hommes de l'unité spéciale anti-terroristes GSG9 attaquent le Landshut. Quelques minutes plus tard, le service d'écoute de la radio israélienne annonce que l'opération de libération de la Lufthansa a commencé. Cette dépêche tombe à 23 h 21 GMT (0 h 21 heure de Paris). 6 minutes plus tard, les Israéliens annoncent que l'opération a pris fin. Bonn annonce que tous les otages ont été libérés.

23 h 43, Bonn : Des rumeurs circulent dans la capitale fédérale affirmant que le commandant de bord tué par les pirates de l'air a volontairement mis sa vie en jeu en allant à l'encontre des désirs du commando.

Mardi 18 octobre

7 heures, Bonn : Le porte-parole du gouvernement précise que trois terroristes ont été tués et que le quatrième a été blessé.

0 h 26, Bonn : Les autorités annoncent que le terroriste blessé est dans un état désespéré et que l'un des otages a été victime d'un collapsus cardiaque.

1 h 54, Bonn : Klaus Bölling annonce que les quatre membres du groupe terroriste ont trouvé la mort. Pourtant, plus tard dans la matinée, les autorités somaliennes annonceront que l'un des quatre « terroristes », une jeune femme, est seulement blessée et soignée dans un hôpital.

8 h 01, Stuttgart : Annonce officielle du suicide d'Andreas Baader et de Gudrun Ensslin. Quelques instants plus tard, on apprend que deux autres membres du groupe, Jan Carl Raspe et Irmgard Moeller ont tenté de mettre fin à leur jours. Jan Carl Raspe meurt des suites de ses blessures.

LA RAF: 10 ANNEES DE GUERRILLA



ICH GROß
 RAGE ICH MEIN MG
 IMMER MIT MIR —
 IM:
 WÄRFECHEN KÖPFCHEN

SAGT EUERN
 KINDERN WAS
 IHR GELERNT HA
 WAFFEN SIND
 KEIN
 SPIELZEUG

Gudrun Ensslin
 manifestant devant un bombardier
 américain en compagnie de Bernard Wesper
 et de leur fille Felicitas. « Apaisez à vos enfants
 ce que vous avez appris :
 les armes ne sont pas des jouets ».
 Bernard Wesper s'est donné la mort en 1970. (Stern).

Une histoire de ces dix dernières années

Les trois morts de Stammheim, quelques heures après l'échec de la plus importante opération terroriste jamais réalisée, marque sans doute la fin d'une période. On dira plus tard les conditions dans lesquelles sont intervenus ces « suicides » qu'on ne peut, pour l'instant, qu'écrire entre guillemets, tant sont nombreux les éléments obscurs de cette nouvelle affaire. S'agit-il de la vengeance froide de gardiens ou de policiers se sentant assez forts pour être les bras armés de cette haine grandissante que les actions de la RAF ont suscité dans la population ouest-allemande ? Ou bien s'agit-il seulement de la fin volontaire d'une aventure tragique qui ne pouvait plus que se terminer dans la solitude terrible de la prison à

vie ? Personne aujourd'hui ne peut, honnêtement répondre à ces questions.

Baader, Ensslin et Raspe étaient les derniers survivants d'une longue histoire commencée, voilà tout juste dix ans, dans le giron de l'opposition extra-parlementaire. On a beaucoup écrit, ici et là, sur cette histoire, beaucoup de fables et de contes qui ont sans doute contribué à enfermer leurs protagonistes dans le tourbillon qui les a finalement engloutis. Mais la réalité ne se trouve ni dans les descriptions apocalyptiques des médias allemands ni dans l'image rose d'une lutte révolutionnaire légitime et émancipatrice.

Baader n'était pas de ces révolutionnaires tendres et généreux comme en montrent les livres d'images de toute révolution. C'était, et depuis longtemps, un révolté écorché. Malgré tout ce que l'on dit, il n'avait rien d'un fils de bourgeois ; il n'avait pas non plus de passé universitaire — il avait quitté l'école à 18 ans sans passer le bac —, il n'avait pas de racines populaires.

Tout jeune, à plusieurs reprises, il avait fait de courtes expériences de la prison, le plus souvent pour avoir conduit une moto ou une voiture sans permis. Ceux qui l'ont alors connu le décrivent comme un personnage joyeux mais un peu poseur. Sa rencontre avec Gudrun Ensslin, fille d'un pasteur protestant progressiste, coïncide au début des années 60, avec sa rencontre de la nouvelle gauche. Une nouvelle gauche qu'il méprisera toujours ouvertement, restant en cela fidèle à son personnage écorché qui se gausse de toute mévèrerie pacifiste et légaliste.

Avec deux autres gauchistes de Francfort, Ensslin et Baader mettent en pratique en 1968 la célèbre provocation des communards de Berlin qui, quelques mois plus tôt, s'étaient félicités du gigantesque incendie du grand magasin bruxellois *Innovation*. Un incendie qui avait fait des dizaines de morts, provoquant l'émoi d'une Europe qui restait indifférente à la tragédie des habitants de la ville de Hanoi, qui, au même moment, croulait sous les bombes. Passant à l'acte, les quatre comparses provoquent deux incendies, une nuit, dans un grand magasin de Francfort. Arrêtés et jugés, ils seront condamnés en 1968 à plusieurs mois de prison, après avoir expliqué le caractère politiquement symbolique d'un geste qui voulait réveiller la conscience complice et endormie de la République fédérale. Mis en liberté provisoire, Andreas Baader et Gudrun Ensslin quittent Francfort et passent dans la clandestinité. C'est le début de l'engrenage.

Un engrenage dont je peux témoigner, pour les avoir personnellement rencontrés pendant la période où ils se réfugiaient à Paris. Nos discussions furent alors, à chaque fois, bien pauvres et limitées, comme si nous

provenions déjà de deux mondes distincts. Eux étaient déjà dans le cercle de la clandestinité, incapables à mes yeux de concevoir leur vie et leur action politique autrement que dans le cadre contraignant d'une confrontation immédiate avec l'appareil d'Etat, sa police et le spectre de ses prisons. Les mille obligations qu'impose la vie clandestine — comment circuler, comment aller dans un autre pays, comment se procurer l'argent nécessaire, comment rester en communication — me semblaient les empêcher de prendre le recul nécessaire, y compris sur soi-même, à toute réflexion politique critique.

ETOUFFEMENT PROGRESSIF

Le désert politique ouest-allemand contrastait déjà beaucoup avec les espoirs et l'énergie issus en France du mouvement de Mai 1968. Nous ne pouvions pas parler le même langage. Le climat répressif qui commençait à peser sur toutes les initiatives de la nouvelle gauche allemande, la haine que leur inspirait l'opinion publique moyenne de la République fédérale, avec derrière, l'ombre portée d'un fascisme mal digéré dont ils détectaient partout les manifestations larvaires, ne pouvaient que les conforter dans le sentiment que la voie dans laquelle ils s'étaient engagés — presque par force, s'ils voulaient échapper à la prison — était pour eux, non seulement la seule, mais aussi la seule juste.

Arrêté par hasard pour excès de vitesse sur un périphérique de Berlin-Ouest, Andreas Baader est à nouveau incarcéré pour purger le reste de sa première peine. Quelque temps plus tard, il sera libéré de prison en compagnie de plusieurs personnes dont vraisemblablement Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof, ancienne éditorialiste du mensuel d'extrême-gauche *Konkret*, passée elle aussi à l'action directe après avoir parcouru depuis le milieu des années soixante, tous les méandres de la nouvelle gauche naissante : le mouvement contre le réarmement et contre la bombe atomique puis la révolte étudiante, l'opposition extra-parlementaire et son étouffement

progressif, après les coups de feu qui, une après-midi frappèrent son animateur, Rudi Dutschke, en plein centre de Berlin, en 1968.

Cette première action marque en quelque sorte l'acte de naissance de la RAF. Et déjà, il s'agissait de libérer de prison l'un des membres du groupe. A partir de ce moment-là, la RAF va devenir l'ennemi public N° 1 et Baader, Ensslin et Meinhof, les criminels les plus recherchés sur tout le territoire.

En ce début des années soixante-dix, l'espoir que l'opposition extra-parlementaire et le SDS avaient fait surgir est en train de s'estomper. L'énergie transformatrice de cette génération se heurte aux pesanteurs d'une société trop fortement marquée par les stigmates qui les ont poussés, eux, à la révolte. Car pour cette première génération du gauchisme ouest-allemand, la révolte contre la société se conjugue avec la révolte contre les pères. Des pères qui tous ou presque, ont fait partie de cette grande masse qui a suivi le fascisme jusqu'à l'effondrement de 1945.

LIBERER LES PRISONNIERS

Ce passé refoulé reste tabou, mystérieux. Les générations précédentes ne revendiquent pas leur participation au fascisme, elles le taisent. Cette révolte de la nouvelle gauche tourne court, étouffée par la répression et l'absence de perspective dans l'isolement social et politique. Ce sont les impasses successives qui fourniront le terrain sur lequel la RAF va s'ancre, en dépit des arrestations qui, dès 1972, amèneront en prison ses principaux animateurs.

Libérer les prisonniers : ce mot d'ordre essentiel reste incompréhensible sans référence au contexte de l'Allemagne fédérale. L'enfermement à vie était déjà à lui seul le symbole de cet enfermement politique dont la RAF accusait le pouvoir ouest-allemand. Aucun d'entre eux ne pouvait caresser l'espoir d'une libération anticipée ou à plus forte raison d'une amnistie. Aucun d'entre eux n'acceptait plus depuis longtemps d'imaginer une autre politique, celle dont nous

connaissions toutes les variantes, avec des alliances et des compromis, avec des partenaïres, des avancées et des reculs liés à l'action de forces sociales.

Tout cela était absent des discours politiques de la RAF. Ses actions se sont appuyées sur une sorte d'image squelettique et caricaturale de la réalité politique allemande où l'autoritarisme larvaire s'identifiait avec le fascisme renaissant et où le « bien-vivre » social-démocrate était assimilé à une intégration définitive des classes populaires. Il ne restait plus que le tout ou le rien.

Et dans cette société hostile aux conflits, réticente aux débats idéologiques et aux confrontations, ils ne pouvaient que trouver des éléments de confirmation de leurs schémas. D'autant qu'au fil des années, cette société n'a cessé de donner des gages à leur vision, réagissant chaque fois dans le sens le plus autoritaire, tellement qu'aujourd'hui, certains des hommes au pouvoir s'en inquiètent eux-mêmes. Rien de tout cela n'est imaginable au même degré dans un autre pays. Ni l'incompréhension et l'entêtement du pouvoir. Ni la folie suicidaire et inébranlable de ceux qui ont cru pouvoir le combattre par les armes.

L'HISTOIRE TRAGIQUE DE L'ALLEMAGNE

Car derrière ce feuilleton, se cache aussi l'histoire tragique de l'Allemagne. Une histoire qu'elle n'a cessé de se cacher à elle-même et que la RAF n'a cessé de lui renvoyer sous des dehors grimaçants comme dans un théâtre d'ombres. Sinon, comment comprendre l'énergie du désespoir qui, pendant ces cinq années, a amené ces prisonniers, coupés de toute réalité, à mener jusqu'au bout, une telle bataille perdue et mal engagée ? Dans ce pays qui n'a jamais connu que des révolutions écrasées, étouffées ou imposées de l'extérieur, qui n'a même pas été traversé par l'ébranlement de la révolution bourgeoise, les conflits restent maintenant comme enfouis dans ses tréfonds. Les forces sociales ne se battent pas véritablement entre elles, les forces politiques n'offrent qu'un simulacre d'affrontement. La catharsis révolutionnaire manquera toujours à cette société marquée, à chacune de ses extrémités, par les traumatismes de 1918, de 1933 et de 1945. Entre les démocraties latines et conflictuelles et les social-démocraties nordiques, la RFA constitue un cas à part. Comment pourrait-on com-

prendre autrement les théories politiques de la RAF et son insistance répétée à vouloir déchirer le voile qui enveloppe l'autoritarisme du pouvoir, comme s'il s'était simplement agi d'en expurger les humeurs malignes. Mais il ne s'agit pas d'humeurs malignes et chacun sait que la politique du pire n'a jamais rien apporté de bon. Cette détermination qui fut celle de la RAF, qui l'amenait à refuser toute confrontation, toute mise en cause, ne peut pas s'expliquer autrement que par la volonté de sortir de cet enfermement politique dont l'Allemagne porte l'empreinte depuis près d'un siècle au moins. Comme si un destin mystérieux lui interdisait les affrontements politiques que connaissent ses voisins, l'Allemagne semble en offrir un simulacre déformé dans un miroir.

En ce sens, la RAF n'est pas une réalité isolée mais qu'on le veuille ou non, une partie de ce casse-tête que constitue depuis longtemps la gauche allemande. « On nous a tellement tapé sur le crâne que nous sommes maintenant incapables de penser » me disait ces derniers jours, d'un ton provocateur, un ancien du SDS berlinois. Lui est de la même génération qu'Andreas Baader, celle qui a contribué voilà dix ans à la renaissance de l'idée de révolution en Allemagne. Cette période est lointaine. Mais Tilman me parlait ces derniers jours avec la même passion qu'il y a dix ans. Son optimisme fondamental sonne seulement plus sec. Dès qu'il parle de la gauche allemande ses phrases claquent, n'épargnant personne. Cette dureté n'a rien à voir avec de l'amertume. Il veut seulement bousculer les choses, très fort, très vite, pour sortir du tourbillon dans lequel il se sent enfermé.

DANS LES COMMUNAUTÉS, LES YEUX TRISTES DU GHETTO

« Si ce n'était pas aussi grave, on pourrait en rire, mais la gauche allemande est effectivement devenue un vaste théâtre d'ombres dans lequel jouent des rôles vieux comme l'Allemagne. Il y a ceux qui se prennent pour des communistes des années trente, et ceux qui jouent tragiquement à la résistance antifasciste, et puis il y a la grande masse de ceux qui jouent les juifs. Va voir dans les communautés de Francfort et de Munich, et regarde leurs tristes yeux du ghetto et leur air résigné. Nous, dans la gauche allemande, nous aimons qu'on nous prenne pour des

victimes. On adore tellement jouer ce rôle de minorités opprimées qu'on se rend volontairement dans le ghetto ». Tilman expose : « C'est le meilleur ghetto juif qu'on n'ait jamais inventé. Ils se retrouvent dans les mêmes bistrotts, ils ont leurs propres magasins, leurs propres journaux. Dans leur impuissance, ils me rappellent une vieille tradition allemande, celle des Wandervoegel, ces vieux progressistes en culotte courte qui, dans mon enfance, chantaient des couplets de gauche en s'accompagnant à la guitare ».

Cette violence sans concession, je l'ai entendue dans la bouche de beaucoup à Berlin ou à Francfort, comme si chacun aujourd'hui avait conscience de la nécessité de se ressaisir. Mais comment ? Cette question, elle, reste sans réponse. Et c'est sans doute la raison du silence qui a entouré les actions de la RAF et du soutien qu'elle a souvent rencontré dans la jeunesse. Car les nouvelles générations, celles des universités de 1977 par exemple, restent à gauche comme les précédentes, alors que le pays, lui, semble sans cesse glisser de l'autre côté.

« Nous ne pouvons pas nous borner à prendre nos distances de la guérilla, expliquait ces derniers jours le journal des gauchistes de Francfort, Pflasterstrand. Dans la dernière période, cette attitude nous est même devenue de plus en plus difficile. C'est vrai, nous avons une morale qui s'oppose à ce que des hommes comme Schleyer, Ponto, Buback, sur le passé et les fonctions desquels on peut dire sans doute beaucoup de choses, soient simplement assassinés. Pour nous, la politique de la guérilla n'a plus rien à voir avec notre espoir d'une autre vie et d'un mouvement social qui puisse transformer cette société. Mais au regard des conditions actuelles de l'Allemagne, nous sommes de plus en plus incertains quant à cette morale. Plus que jamais, nous réalisons que des expérimentations sociales, des confrontations avec des minorités comme celles que nous représentons, deviennent de plus en plus impossibles dans ce pays (...) Cela peut apparaître absurde, mais depuis Cologne, ce qui est apparu pour beaucoup d'entre nous, comme une opération folle, nombreux sont ceux pour qui, dans le même temps, les actions de la guérilla sont devenues plus compréhensibles ».

UNE ALTERNATIVE : EMIGRATION OU LUTTE ARMÉE

« Chacun, comme dit aussi Pflasterstrand, a bien conscience que cette impasse correspond aussi aux vœux du pouvoir, et qu'il s'agit à terme, d'amener tous ceux qui ici, veulent changer la vie, à l'alternative : émigration ou lutte armée ». Cette réflexion mûrit depuis plusieurs mois dans un silence forcé qui pousse aussi toute une partie de cette extrême-gauche à tirer le bilan de ces dernières années : « Est-il vraiment possible dans ce pays, de survivre comme ghetto ou bien ne sommes-nous pas passés d'un activisme politique extrême, délaissant les questions de notre vie quotidienne, dans le ravers inverse ? Devons-nous nous étonner, si aujourd'hui les voisins de nos communautés jouent les flics à notre égard alors que pendant des années, nous les avons totalement ignorés ».

La mort de Baader, Ensslin et Raspe, au-delà de la rage qu'elle provoque aujourd'hui, va-t-elle bloquer cette réflexion et jeter de nouveaux bataillons dans la poursuite d'un combat désespéré, de plus en plus détaché de ses motivations premières ? C'est la question que l'on se pose aujourd'hui en République fédérale.

Jean-Marcel BOUGUEREAU
(19 octobre 1977)

Mai 1972 : la RAF vient de faire exploser le club des officiers américains à Francfort (AP)



1^{er} décembre 1966 : Naissance de la grande coalition, premier gouvernement commun entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates, disposant de 90 % des sièges au parlement. C'est la fin du miracle allemand — les gains de productivité deviennent plus difficiles à réaliser — et celle de la domination chrétienne-démocrate. La récession de 67 n'est plus loin. Les lois d'urgence qui, en cas de crise, donneront tout pouvoir au gouvernement, sont unanimement repoussés par les syndicats. Le mouvement étudiant est en train de naître, sous le signe de la contestation de l'université et de la lutte contre la guerre au Viet-Nam.

LE 2 JUIN

2 juin 1967 : Au cours d'une manifestation, à Berlin-Ouest, contre la venue du shah d'Iran, un étudiant, Benno Ohnesorg, est tué par la police. Les manifestations qui suivent cet assassinat marquent la naissance, autour du SDS (Ligue des étudiants socialistes), de l'Opposition extra-parlementaire (APO). C'est l'acte de naissance d'une nouvelle gauche allemande, et la découverte du visage autoritaire de l'Etat.

Pâques 1968 : Des dizaines de milliers de jeunes et d'étudiants, de nombreuses délégations étrangères, se réunissent à Berlin-Ouest pour un grand congrès contre la guerre du Viet-Nam. Vive tension entre les étudiants et la population de cette vitrine du « monde libre ».

2 avril 1968 : Une bombe incendiaire explose, la nuit, dans deux grands magasins de Francfort, le « Kaufhof » et « Schneider ». Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Thorwald Proll, Horst Söhnelein sont arrêtés, deux jours plus tard. Au cours de leur procès, ils déclareront avoir provoqué cet incendie « pour protester contre l'indifférence de la société à l'égard du génocide au Viet-Nam ».

11 avril 1968 : Rudi Dutschke, figure de proue de l'opposition extra-parlementaire, est touché à la tête de trois balles. C'est la conclusion de la campagne de presse hystérique menée depuis des mois par la presse de Springer. Dans toute la RFA, les universités sont occupées et le bilan des manifestations, généralement dirigées contre Springer, est extrêmement lourd : un millier d'arrestations, des centaines de blessés, deux morts.

15 mai 1968 : Le parlement approuve les lois d'urgence qui donneront au gouvernement des pouvoirs extraordinaires « en cas de guerre et de tension interne ». Cette décision constitue, pour toute la gauche, une grave défaite.

31 octobre 1968 : Le tribunal de Francfort condamne les quatre auteurs de l'incendie de Francfort à trois ans de prison ferme, la plus forte peine prononcée en RFA dans un procès politique. Ulrike Meinhof, éditorialiste de *Konkrete*, prend leur défense, affirmant que la valeur exemplaire de leur action réside plus dans sa forme, la violation de la légalité comme réponse à la répression, que dans son résultat. Dans toute la RFA, vont se multiplier les procès contre les militants d'extrême-gauche.

13 juin 1969 : Les quatre condamnés de Francfort bénéficient de la liberté provisoire. Pendant un temps, ils font du travail politique avec de jeunes délinquants. Risquant une nouvelle incarcération, Baader, Ensslin et Proll se réfugient à Paris.

LE TOURNANT DE 1969

Juillet, août 1969 : Auto-dissolution du SDS.

Septembre 1969 : La RFA connaît une vague de grèves sauvages sans précédent.



L'arrestation de Holger Meins, Francfort, juin 72 (Stern)

7 octobre 1969 : Après les élections de septembre, qui ont été marquées par une certaine progression de la SPD, un gouvernement de « petite coalition » est formé entre libéraux et sociaux-démocrates. Avec le départ de la CDU, c'est la fin d'une époque : Brandt est élu chancelier. L'Allemagne va-t-elle connaître une période de grandes réformes ?

Février 1970 : Andreas Baader est à nouveau arrêté, à Berlin-Ouest, au cours d'un contrôle de police.

14 mai 1970 : Andreas Baader, qui avait bénéficié d'une autorisation pour travailler dans la bibliothèque de l'Institut de recherches sociales de Berlin, est libéré par un commando qui s'enfuit en hélicoptère. Un employé de la bibliothèque est tué.

A partir de ce moment-là, Andreas Baader, présenté comme l'ennemi public N° 1, est recherché par la police ouest-allemande, ainsi que Gudrun Ensslin et Horst Mahler — un avocat berlinois qui avait été l'un des porte-parole les plus actifs du mouvement des années 67-68 et qui serait lui aussi passé à la clandestinité. Arrêté en 1970, Horst Mahler qui est toujours en prison, devenu marxiste-léniniste, a rompu avec la RAF. Le commando qui enleva Peter Lorenz avait demandé sa libération. En désaccord avec cette action, Horst Mahler refusa la libération qui lui était proposée.

En même temps, on recherche Ulrike Meinhof : on la soupçonne d'avoir participé au commando qui libéra Andreas Baader.

Mai, septembre 1970 : Baader, Ensslin et Ulrike Meinhof semblent, pendant cette période, s'être rendus en Jordanie, où ils auraient participé à un entraînement militaire. C'est à leur retour en Europe qu'est proclamée la naissance de la RAF. Dès lors, de très nombreuses actions sont attribuées à la RAF, sans que des preuves effectives soient avancées. Le climat de la RFA, avec les nombreux procès qui touchent des militants d'extrême-gauche, entraîne un développement des at-

tentats, souvent sans liaison avec la RAF, néanmoins présentée comme le « centre » de ce mouvement.

LA NAISSANCE DE LA RAF

29 septembre 1970 : Attaque de trois banques à Berlin-Ouest. Bilan : 220 000 marks.

16 novembre 1970 : Effraction nocturne dans la mairie de Neustadt. Des tampons officiels et des passeports disparaissent.

21 novembre : Même opération dans la mairie de Lang-Göns. Bilan : tampons officiels et papiers.

22 décembre : Attaque d'une banque à Kaiserslautern. Un policier est tué. Bilan : 135 000 marks.

15 janvier 1971 : Attaque de 2 caisses d'épargne à Kassel : bilan, 115 000 marks.

17 janvier 1972 : Au cours d'un contrôle de police, des coups de feu sont échangés avec la police. Toujours selon la police, Andreas Baader aurait été dans la voiture.

La campagne anti-terroriste bat son plein dans la presse de Springer. Les terroristes sont partout...

11 mai 1972 : Trois bombes explosent au quartier général américain de Francfort. Un officier est tué, 14 blessés. Selon les Américains, 872 000 dollars de dégâts.

12 mai 1972 : Deux bombes explosent à la direction de la police d'Augsbourg : six blessés.

Le même jour, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan Carl Raspe et Ulrike Meinhof sont accusés d'être les auteurs d'une autre explosion, mais à Munich cette fois, sur le parking de la police criminelle : 10 blessés et 100 voitures totalement détruites.

15 mai 1972 : La voiture d'un juge auprès du tribunal fédéral chargé d'instruire l'enquête contre Andreas Baader, explose. La femme du juge est grièvement blessée.

LA RAF

19 mai 1972 : Deux bombes explosent dans la maison d'édition du grand trust de presse Springer à Hambourg. Trois autres bombes sont découvertes. 34 blessés dont de nombreux travailleurs. A deux reprises, quelques minutes avant, un appel téléphonique avait prévenu de l'explosion, demandant l'évacuation du bâtiment. Cinq jours plus tard, dans une lettre à la radio allemande, signée du commando du 2 Juin, les auteurs de l'attentat regrettent que des travailleurs aient été blessés et accusent Springer d'avoir préféré prendre le risque de blesser ou de tuer plusieurs de ses ouvriers plutôt que de perdre quelques minutes dans une fausse alerte.

24 mai 1972 : Explosion de deux bombes au quartier général américain de Heidelberg. Trois soldats américains tués. Sept sont blessés. Cette action visait l'ordinateur qui assurait une partie de la logistique de l'armée de l'air américaine au Viet-Nam.

31 mai 1972 : Le quotidien de Springer, *Die Welt*, annonce que la RAF se propose de faire sauter une série de bombes à Stuttgart. On laisse entendre que l'eau de la ville sera empoisonnée, que des attentats touchant la population seront commis. La RAF refuse la paternité de ces actions, qui, d'ailleurs, n'auront pas lieu.

1^{er} juin 1972 : 250 policiers en tenue de guerre, ainsi que des blindés, entourent une maison de la banlieue de Francfort et arrêtent Baader, Raspe et Holger Meins, après un échange de coups de feu où tous trois sont blessés. Gudrun Ensslin est arrêtée six jours plus tard.

15 juin 1972 : Ulrike Meinhof et G. Müller sont arrêtés dans une maison de la banlieue de Hanovre. L'arrestation a été possible grâce à la dénonciation d'un syndicaliste de la gauche social-démocrate qui les avait hébergés. Il donnera le montant de la récompense à une association libérale...

PREMIERE GREVE DE LA FAIM

Janvier 1973 : Première grève de la faim des détenus politiques, dont certains se trouvent à l'isolement absolu ; c'est le cas de Ulrike Meinhof, enfermée dans « l'aile morte » de la prison de Cologne-Ossendo. En février 1973, la grève aboutit au transfert de Ulrike Meinhof dans une autre aile de la prison où elle peut entendre des bruits humains. L'isolement subsiste. Les détenus demandent leur intégration dans le système pénitentiaire.

8 mai 1973 : Nouvelle grève de la faim qui n'aboutit à aucun résultat.

Mai 1974 : Après une série de défaites électorales, le chancelier Brandt est contraint à la démission, en liaison avec l'affaire Guillaume, un de ses proches collaborateurs, accusé d'espionnage pour l'Est. Les services secrets allemands de l'Ouest semblent avoir laissé la situation pourrir pour provoquer ensuite la démission de Brandt, jamais informé des soupçons qui pesaient sur son collaborateur.

13 septembre 1974 : Nouvelle période de grève de la faim qui se poursuivra jusqu'au 5 février 1975 et aboutira cette fois à la réduction de l'isolement par le regroupement des prisonniers à deux ou plus.

LA MORT DE HOLGER MEINS

9 novembre 1974 : M^e Siegfried Haag, le défenseur de Holger Meins, se rend à la prison de Wittlich pour rencontrer Holger qui est dans un état très grave. Il n'obtient l'autorisation de le voir qu'après de nombreuses démarches. A 13 heures, il peut enfin le rencontrer : « Holger Meins est amené sur un brancard par deux gardiens. Ils déposent le brancard tout près de la porte ouverte, à côté de deux cartons renfermant des dossiers de sa défense et une bouteille d'eau, puis ils se retirent. Holger Meins a les yeux clos, il n'est pas capable de se remuer, il ne peut même pas replier ses jambes. C'est un squelette. 1.85 mètre environ, 42 kilos seulement. Ils lui ont bourré les pantalons de papier. Holger ne peut plus parler. Il peut difficilement murmurer quelques mots en s'interrompant. Pendant plusieurs instants, il ne semble pas entendre ». A 15 heures, il est ramené dans sa cellule. Le même jour, l'avocat Klaus Croissant, prévenu de l'état très grave de Holger Meins, porte lui-même une lettre au président du tribunal, le sommant de permettre que des médecins de confiance puissent se rendre auprès de Holger. A 18 heures, Klaus Croissant reçoit un télégramme lui apprenant la mort de Holger Meins.

12 novembre 1974 : Un commando de la RAF tue le président du tribunal de grande instance de Berlin, Von Drenkmann.

21 novembre 1974 : Bombe devant le domicile de Gerd Ziegler, juge du tribunal de Hambourg.

27 février 1975 : Peter Lorenz, député et responsable chrétien-démocrate de Berlin-Ouest est enlevé par un commando du Mouvement du 2 Juin. Il sera rendu en échange de la libération de cinq prisonniers qui se réfugieront au Yémen du Sud.

L'EPILOGUE DE
L'ENLEVEMENT
DU DEPUTE
PETER LORENZ

Les 5 militants
révolutionnaires
allemands accueillis
au Yémen

Arrivé à Francfort à 15h30 GMT, le pasteur Albertz a lu hier un message rédigé et signé par Ingrid Spiemann, Gabriele Kroecher-Thideman, Verena Becker, Rudolf Heissler et Rolf Pohle, les cinq révolutionnaires allemands libérés par l'action du « Mouvement du 2 juin » dont voici le texte :

« NOUS SALUONS
NOTS
CAMARADES »

« Au matin du 4 mars 1975, nous, les cinq prisonniers libérés, l'équipage et le pasteur Albertz, sommes descendus de l'appareil de la « Lufthansa ». Dans le hall de l'aéroport d'Aden, nous avons rencontré le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du gouvernement sud-yéménite. Ce dernier a confirmé la décision de son gouvernement de nous accueillir en République Populaire du Sud-Yemen où nous pourrions séjourner sans restriction de durée et en totale liberté. Le gouvernement a donné sa parole sur ces conditions de séjour, en échange de notre propre parole que ce texte constitue la condition nécessaire à la libération de Peter Lorenz.

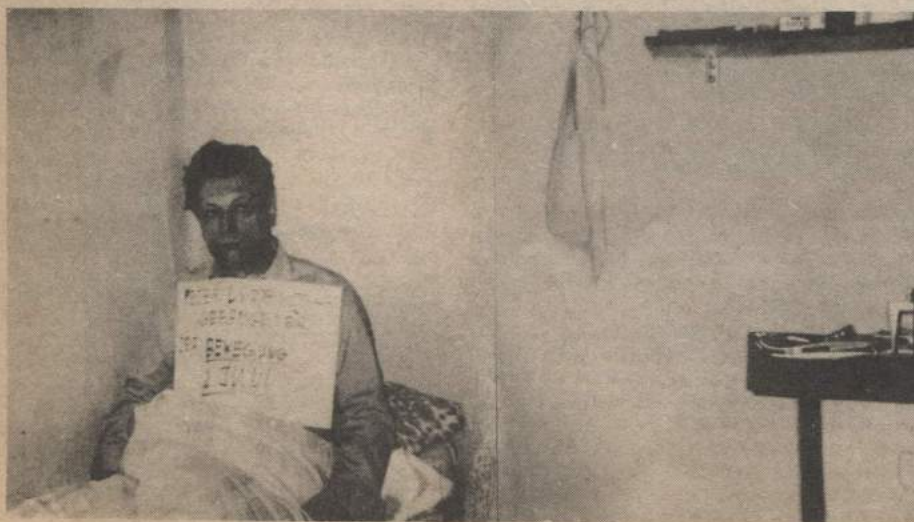
Nous remercions l'équipage pour son travail. Nous remercions également le pasteur Albertz pour tous ses efforts.

Nous saluons les camarades en Allemagne, ceux qui sont en liberté et ceux qui sont en prison.

Nous mettrons toute notre énergie pour qu'eux aussi voient se lever bientôt un jour aussi merveilleux qu'aujourd'hui. »

(5 mars 1975).

Peter Lorenz prisonnier du « Mouvement du 2 juin » (Associated Press)





Les cadavres du procureur S. Buback et de son chauffeur (7 avril 77)

(Photo DR)

Avril 1975 : Un commando de la RAF occupent l'ambassade allemande de Stockholm, prenant les membres de l'ambassade comme otages en échange de la libération de 26 membres du groupe incarcérés en Allemagne. La police attaque, tue un membre du « commando Holger Meins » et capture les cinq autres. L'un d'eux, Siegfried Hausner, transféré en prison en RFA, alors qu'il était gravement blessé, mourra des suites de cette précipitation.

LE PROCES DE STAMMHEIM

21 mai 1975 : Le procès de Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan Carl Raspe et Ulrike Meinhof s'ouvre dans une annexe de la prison de Stuttgart-Stammheim, transformé pour l'occasion en une véritable forteresse. C'est au cours du même mois que le défenseur de Gudrun Ensslin déposera la première demande de récusation pour présomption légitime du juge Théodor Prinzing qui préside le tribunal. Elle sera suivie de 84 requêtes identiques.

Août 1975 : les avocats réclament une expertise médicale, assurant que leurs clients sont incapables, en raison de leur état de santé, de suivre le débat. Le procureur lit alors l'acte d'accusation en l'absence des inculpés et de leurs défenseurs. Plus tard, les médecins estiment qu'ils ne peuvent suivre les débats que trois heures par jour.

Septembre 1975 : Les experts médicaux jugent les accusés incapables d'assister aux débats. Le tribunal décide alors que le procès peut se poursuivre en leur absence et la cour de justice fédérale le suit dans ses conclusions.

Hiver 1975 : Le Bundestag approuve une loi qui subordonne l'appartenance à un parti, même légal, à la fidélité à la constitution ; c'est la consécration définitive des « Berufsverbote », de l'exclusion de la fonction publique de tous ceux qui ne donnent pas de preuves suffisantes de leur fidélité à l'interprétation dominante de la constitution.

Janvier 1976 : Le Bundestag vote une série de lois répressives à caractère préventif.

Janvier 1976 : Les accusés du procès de Stuttgart, se prononcent pour la première fois sur le fond en se présentant comme des « guérilleros urbains » et demandent un peu plus tard à être traités en prisonniers de guerre. Puis, en mai de la même année, les quatre prévenus déclarent endosser collectivement la responsabilité des attentats commis en 1972 contre les quartiers généraux américains en RFA. Ils affirment que leurs actes doivent être replacés dans le contexte du conflit vietnamien du fait du soutien logistique fourni par les bases américaines

d'Europe aux forces des Etats-Unis en Extrême-Orient.

9 mai 1976 : Ulrike Meinhof est retrouvée pendue dans sa cellule. Le juge refusera une demande d'ajournement du procès déposée par les défenseurs. Les accusés apparaîtront à partir de cette date de plus en plus irrégulièrement au tribunal.

Mai 1976 : Le tribunal refuse d'entendre l'ancien président des Etats-Unis, Richard Nixon, ainsi que plusieurs personnalités ouest-allemandes citées par la défense.

1er juin 1976 : Attentat contre le quartier général des forces américaines à Francfort : 16 blessés.

10 juin 1976 : Attentat contre l'avocat K.J. Langner, défenseur d'une membre de la RAF, Margret Schiller : un mort et cinq blessés.

Octobre 1976 : Le procureur prononce son réquisitoire dans lequel il considère les inculpés comme des criminels de droit commun et réclame la réclusion à vie pour chacun d'eux.

Octobre 1976 : Elections politiques : la coalition SDP-FDP garde, mais de peu, la majorité.

Janvier 1977 : La présidence du tribunal est retirée au juge Prinzing pour « comportement partial ». Il est remplacé par M. Eberhard Foth. Puis en mars, c'est la révélation des écoutes de la prison de Stammheim et les inculpés commencent une nouvelle grève de la faim. Les avocats annoncent qu'ils iront en Cassation car les autorités « ont transformé le procès en instrument de guerre politico-militaire ».

30 mars 1977 : Début d'une nouvelle grève de la faim des prisonniers politiques. Ils demandent leur regroupement par groupes de 15 à 20 personnes, selon une recommandation des médecins qui les ont observés. Ils demandent aussi des garanties minima accordées par la convention de Genève sur les prisonniers de guerre.

7 avril 1977 : A Karlsruhe, le procureur Buback est tué, ainsi que son chauffeur, par un commando de la RAF.

PRISON A VIE

28 avril 1977 : Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe sont condamnés à la détention à vie. Les prisonniers continuent leur grève de la faim.

30 avril 1977 : Le ministre de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg promet le regroupement des prisonniers. La grève de la faim s'arrête sur un succès. Reste à transférer de nouveaux prisonniers à Stammheim, pour constituer des groupes capables « d'interactions sociales » selon la formule des médecins.

3 mai 1977 : Gunter Sonenberg et Verena

Beckers sont arrêtés à Singen après un échange de coups de feu avec la police. Gunter Sonenberg est dans le coma, une balle dans la tête. Ils sont accusés d'avoir participé à l'exécution du procureur Buback en plein centre de Dusseldorf.

5 mai 1977 : Arrestations de Uwe Folkerts et de Johann Thimm, accusés également de l'exécution de Buback.

22 juin 1977 : Lutz Manfred Tauber, Karl Heinz Dellwo, Bernhard Maria Roessner, Hanna Eliese Krabbe, condamnés à la prison à vie, pour avoir attaqué en avril 75 l'ambassade de Stockholm, commencent une grève de la faim pour être transférés dans la même prison que les autres membres de la RAF à Stuttgart-Stammheim. Dans cette même prison, Verena Becker et Sabine Schmitz poursuivent également une grève de la faim depuis le 24 mai pour les mêmes raisons.

11 juillet 1977 : Klaus Croissant, l'avocat de Andreas Baader, demande l'asile politique à la France.

30 juillet 1977 : Juergen Ponto, président de la Dresdner Bank, est assassiné à Bad Hombourg. Il semble qu'il ait été tué après un enlèvement manqué, comme ce fut sans doute le cas avec le juge berlinois Von Drenkman.

8 août 1977 : A la suite d'une provocation des gardiens, une partie des prisonniers de Stammheim qui avaient été amenés à pour constituer « des groupes capables d'interactions sociales » conformément aux promesses du ministre de la Justice, sont transférés dans d'autres prisons. L'isolement est rétabli. Les détenus de Stammheim entament une nouvelle grève de la faim, suivis par d'autres prisonniers en RFA.

25 août 1977 : Un attentat contre les bureaux du procureur fédéral Rebman est déjoué à Karlsruhe.

2 septembre 1977 : Les détenus de Stammheim décident, devant la position inflexible du gouvernement de cesser leur grève de la faim.

5 septembre 1977 : Hans Martin Schleyer est enlevé par le Commando Siegfried Hausner. L'attentat fait quatre morts.

31 septembre : Klaus Croissant est arrêté à Paris.

Jeudi 13 octobre : Un avion de la Lufthansa est détourné de Palma de Majorque par le commando *Martyr Halimeh*.

18 octobre 1977 : Les otages de Mogadiscio sont libérés. Les trois membres du commando sont tués, une quatrième étant blessée.

Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe sont trouvés morts dans leurs cellules. Irmgart Moeller est grièvement blessée.

« La guérilla de l'individu métropolitain »

Projet pour un autre procès

Un texte d'Ulrike Meinhof et d'Andreas Baader
écrit en prison en avril 1976

Dès l'abord, disons ceci : il revient à la Social-démocratie d'organiser, dans l'Europe de l'Ouest, le processus réactionnaire. Pour cela, elle dispose de l'énorme potentiel économique de l'impérialisme allemand, lequel est lui-même soumis à l'hégémonie du capital US. Ce dernier contrôle toutes les industries stratégiques en Allemagne fédérale — électronique, chimie, pétrole, automobile et construction mécanique.

Le modèle de développement social-démocrate est l'intermédiaire de cette stratégie et il se place sur deux plans :

— *Les crédits* : ceux-ci sont assortis de conditions politiques et ils ont pour fonction de préparer le terrain aux investissements de capitaux en imposant une militarisation de la politique grâce à un chantage économique. Comme le dit Brandt : « *La stabilité, c'est d'anticiper sur la catastrophe afin de l'éviter...* »

— *Une stratégie politique plus vaste* : il s'agit de dicter son modèle de fascisme aux Etats subordonnés à l'Allemagne fédérale dans la chaîne impérialiste. Cette stratégie se déploie par le jeu des institutions, par le système de la « *counter insurgency* » (anti-insurrection) par l'organisation de l'Etat sur le modèle de la démocratie parlementaire avec dans le même temps, l'élimination des partis communistes, de telle sorte que le bloc au pouvoir ne puisse jamais être que celui du capital US.

A l'intérieur de l'Europe de l'Ouest, l'ennemi principal ce sont les USA et la social-démocratie de la République fédérale.

Parce qu'elle seule dispose, de par son histoire, de l'Internationale socialiste et du contact avec les syndicats pour imposer en Europe le projet de consolidation d'un nouveau fascisme.

C'est ainsi que toute attaque contre la présence ici du capital américain s'affronte immédiatement à l'Etat impérialiste et — tôt ou tard — directement aux forces militaires US, celles qui agissent ouvertement. Dans chaque cas, les attaques contre les installa-

tions américaines ici forcent l'Etat à réagir en fonction de ce qu'il est depuis 1945 : une branche du capital US ; cet Etat est, de plus, une pièce dans le système des Etats sous emprise américaine, malgré le camouflage au niveau des institutions du véritable statut de la République fédérale : un territoire militaire occupé par les USA.

C'est aussi une ligne de mobilisation.

L'essentiel est que la social-démocratie, démasquée de cette façon par l'attaque de petits groupes armés, va se trouver placée dans l'impossibilité d'organiser l'Europe de l'Ouest en un bloc de puissances militaires au service de la stratégie du capital US. Parce que : le fascisme ici rendu visible, va mobiliser nécessairement contre la République fédérale allemande tout ce qu'il peut y avoir de ressentiment contre l'impérialisme allemand et contre sa volonté d'hégémonie, dans tous les groupes d'un spectre qui va de l'extrême gauche aux sociaux-démocrates, ainsi que dans les gouvernements de chaque nation.

Et, précisément, notre ligne est : *l'ennemi principal, ce sont les USA*. Donc, dans cette optique, la première ligne de démarcation, ou mieux le front, c'est le conflit Nord/Sud — où se déroulent les affrontements armés entre prolétariat mondial et impérialisme américain.

LA GUERRE DE LIBERATION DANS LES METROPOLES

C'est dans les métropoles que se développe la deuxième ligne de démarcation. Celle-ci y est déterminée, dialectiquement, par les guerres de libération menées à la périphérie du système. Cela correspond à une tentative de reconversion stratégique du capital US grâce au retrait de ses fronts vers les centres — cela tant au point de vue idéologique, politique, militaire, qu'économique (ce que nous n'expliquerons pas davantage ici).

Il est nécessaire de transformer ces démarcations en un véritable front, c'est à dire une confrontation politico-militaire. Ce processus

défini la lutte des classes dans les métropoles comme une partie de la guerre de libération dans le tiers-monde, en anticipant, ici même, sur ce qu'est la politique prolétarienne aujourd'hui : une guerre de libération.

Voilà la ligne sur laquelle le capital et son Etat sont obligés de réagir — et de manière disproportionnée — à l'attaque de petits groupes révolutionnaires, et, par là même, conduits à les multiplier. Ainsi donc : la mécanique elle-même de l'appareil le conduit à développer dans le système impérialiste, un front, mais aussi, en même temps, son antithèse : soit une situation politique dans laquelle les processus de polarisation sont en cours et où la résistance — dont la structure illégale est la guérilla — peut être comprise, et nous ajouterons : où cette résistance sera comprise comme la motivation de chacun et de tous ceux qui ont pris conscience de leur situation dans le système impérialiste.

Il y aurait quelque chose à ajouter ici sur la structure de l'organisation — sur l'organisation de la guérilla dans les métropoles — pour lutter sur ce front, ce que nous laisserons évidemment de côté ici.

Enfin, il faut analyser une bonne fois le projet militaire qu'ont les Américains en se servant de la social-démocratie. Cela va de l'intégration des appareils chargés de la sécurité intérieure et extérieure (c'est à dire intégration des appareils policiers dans la structure de l'OTAN) à la transformation de l'ensemble de l'appareil d'Etat, y compris des appareils idéologiques (écoles, media, l'ensemble des administrations), en un gigantesque réseau tentaculaire de renseignements. Un processus qui oblige tous les fonctionnaires et employés à faire des rapports au « *Service de protection de la Constitution* ». Un seul journal en a parlé jusqu'à présent.

TACTIQUES DU NOUVEAU FASCISME

Voilà la stratégie au niveau des institutions de ce nouveau fascisme qui fait de la justice politique un instrument de la « *coun-*



Visages masqués aux obsèques de Stuttgart (Sygma)

ter insurgency » (du système anti-insurrectionnel), aux mains de la police politique ; cependant, parallèlement, on installe la machine de la Cour de sûreté de l'Etat : le Bureau fédéral de la police criminelle (BKA) et, à l'intérieur de ce bureau le département « terrorisme » (qui siège à Bonn), la Police des frontières (BGS), les Sections mobiles d'intervention (MEK) ; on développe la police encasernée, on homogénéise les polices des « Lander » sous le commandement du BKA ; et enfin, on multiplie les ordonnances de police ...

L'informatique représente un nouveau saut qualitatif : le fichier manuel devient un ordinateur électronique, qui permet, pour la première fois, des techniques nouvelles de répression empruntées au système des communications de masse et que la guerre psychologique met en application. A l'égard des institutions — aussi bien intra — qu'inter-étatiques — cette stratégie vise (horizontalement et verticalement) en Europe occidentale, à la création d'un appareil militaire structuré par les services de renseignements. Un tel système pénètre les sociétés et il intègre les Etats, au-delà de l'interconnexion internationale des machines répressives — sans avoir lui-même d'expression politique explicite. Cela signifie qu'il échappe totalement au contrôle public.

Nous sommes donc confrontés à une structure de pouvoir transnationale (qui est en fin de compte, placée sous le commandement du Pentagone, mais aussi à une machine militaire qui est, en même temps, son propre appareil de propagande (ceci dans la mesure où il est un appareil de manipulation totale sur le canal des tactiques de psychologie).

La stratégie au niveau des institutions vise, verticalement et horizontalement (dans l'Europe de l'Ouest) donc sur les plans intra- et inter-étatiques, à la création d'un appareil

militaire structuré par les services de renseignements, qui pénètre les sociétés et intègre les Etats au-delà des ministères de l'Intérieur, par delà l'interconnexion internationale des machines de répression, sans avoir lui-même d'expression politique. Ce qui signifie qu'il échappe totalement au contrôle public. Donc une structure de pouvoir transnationale, en fin de compte, sous le commandement du Pentagone, une machine militaire qui en même temps son propre appareil de propagande, dans la mesure où il est un appareil de manipulation totale dans la tactique de la guerre psychologique.

Ce système d'obtention et d'utilisation des renseignements dans la guerre psychologique constitue un système clos en soi, à l'intérieur duquel la manipulation et le contrôle (et donc de nouveaux schémas de manipulation) peuvent être développés, cachés et perfectionnés, et ne manqueront pas de l'être.

Ce que la gauche officielle n'a pas du tout compris, c'est que évidemment, dans cet ensemble, son enterrement est déjà réalisé par l'ordinateur du BKA ainsi que ceux de tous ses amis et connaissances.

Et c'est déjà très clair : si le BKA peut mettre la main sur 394 collectionneurs d'armes en une seule action bien coordonnée, il lui est naturellement possible aussi de transporter en une seule action toute la gauche officielle dans les stades.

La guérilla urbaine est une tactique qui révèle la stratégie tout en anticipant sur elle. Ce qu'elle vise : la reconstruction au niveau international de la politique prolétarienne, et donc sa réaction dans les conditions internationales.

Sur le plan de l'élaboration stratégique de la politique, cela signifie : comprendre que le gouvernement de chaque Etat est un appareil

de répression intérieure, mais aussi du fait de sa détermination au niveau international, qu'il agit en faveur du capital multinational américain.

Le système où sont pris les Etats qui sont soumis à l'emprise de l'impérialisme américain est un système de « front par secteurs » dans la guerre que l'appareil de répression du capital US conduit dans deux directions :

— Sur les points de cristallisation de la ligne de démarcation pauvres/riches, dans l'opposition Nord/Sud et sur la deuxième ligne de démarcation à l'intérieur des métropoles, ici, pour prévenir une massive contre-offensive prolétarienne.

Il est important d'ajouter ici que, d'une part, l'Etat au service du capital agit à partir des contraintes que le mouvement du capital — qui est le fondement matériel de toute l'affaire — lui impose : il est une fonction du capital ; mais d'autre part, dans cette mesure, le capital ne peut plus développer à partir de lui-même aucune perspective productrice ou, pour employer une expression de l'économie bourgeoise : il n'est plus capable d'innover — il a cessé d'être le sujet de la reproduction sociale de l'activité de l'Etat.

Il est clair, pour un homme comme Schmidt, que, sans avoir trouvé de solution au problème de l'économie, de la crise, de l'inflation, du chômage — en un mot : au problème du marché mondial, l'existence au niveau de l'Etat, du système impérialiste est un colosse aux pieds d'argile.

Mais le fait nouveau, et donc ce qu'il y a aussi de nouveau dans ce fascisme, c'est qu'il ne s'agit pas seulement pour lui d'assurer la domination du capital, des marchés et de les consolider, mais de former une structure de pouvoir militaro-économique qui puisse s'imposer comme celle d'un système d'Etats indépendamment de leur base politique et des contraintes du mouvement du capital.

UN NOUVEAU FERMENT COMMUNISTE

Ici, l'Etat est le sujet de la politique et il n'est plus gouverné par des fractions concurrentes du capital, mais il est l'expression immédiate du capital, parce que, sous l'hégémonie du capital US, il n'y a d'autonomie ni économique, ni donc politique des capitaux face au capital US.

Il s'agit pour nous de montrer ici, à partir de l'internationalisation du mouvement du capital, la dialectique par laquelle les gouvernements à la domination de l'impérialisme américain se transforment en un nouveau fascisme, organisé à l'échelon international, la nouvelle fonction des gouvernements à partir des contraintes défensives sur le plan stratégique dans laquelle se trouve l'impérialisme depuis sa défaite au Vietnam.

Le moment central qu'il s'agit de mettre en évidence, c'est qu'à partir du moment où on a déterminé la réaction comme processus organisé et projet sur le plan international, la stratégie révolutionnaire doit être internationaliste. Ainsi donc, si l'on a pu dire que l'analyse politico-économique de la situation d'aujourd'hui coïncide avec le schéma conceptuel marxiste, cela signifie concrètement que la stratégie du Manifeste « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », a retrouvé un nouveau ferment sur le plan de l'organisation dans la guérilla qui anticipe sur la reconstruction internationale de la politique prolétarienne. La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métropoles.

Ulrike MEINHOF, Andreas BAADER

(26 oct 1977).

Leurs prisons

La dernière lettre d'Holger Meins

« Combattre jusqu'au bout même ici »

Holger Meins était l'un des membres de la Fraction Armée Rouge. Arrêté le 1^{er} juin 1972, il est mort le 9 novembre 1974 à la suite d'une grève de la faim entreprise pour protester contre les conditions de détention des prisonniers politique. Voici sa dernière lettre, elle date du 31 octobre, 8 jours avant sa mort.

L'unique chose qui compte, c'est le combat, maintenant, aujourd'hui, demain, que tu aies été gravé ou pas. Ce qui compte, c'est ce que tu en fais : un bond en avant. Faire mieux. Apprendre par l'expérience. Tout le reste, c'est de la merde. Le combat continue. Chaque nouvelle lutte, chaque action, chaque conflit apportent des enseignements inconnus. Des expériences, voilà le développement des luttes. Est décisif ce qu'on apprend à connaître. C'est le côté subjectif de la dialectique Révolution contre-Révolution.

Par le combat, pour le combat. A partir des victoires, mais encore plus à partir des erreurs, des « flips » des défaites. C'est là une loi du marxisme.

Combattre, avoir le dessous, encore combattre, avoir à nouveau le dessous, c'est ce qui renouvelle la manière de se battre, et ainsi de suite, jusqu'à la victoire finale. Voilà la logique du peuple. Dit le Vieux.

Bien sûr : « matière » : l'homme n'est rien que matière, comme tout. L'homme entier. Les corps et la conscience sont matière. Ce qui fait l'homme, ce qu'il est, sa liberté — c'est que la conscience se rend maître de la matière — de soi-même, de la nature extérieure et, surtout : de l'être personnel. Un des côtés de Engels : transparent. Mais le guerillero se matérialise dans le combat — dans l'action révolutionnaire sans fin. Combattre jusqu'à la mort et bien sûr : collectivement.

Ce n'est plus une question de matière, mais de politique. La pratique. Comme avant comme après l'affaire. Ce qui est — maintenant — repose comme pour la première fois en toi. La grève de la faim est encore loin d'être achevée. Et le combat ne s'arrête jamais.

Mais il y a naturellement un point : quand tu sais, qu'avec chaque victoire des porcs, l'intention concrète de meurtre devient plus concrète — si tu te retires du jeu, te mets en sûreté, et donnes par là une victoire aux porcs — ça veut dire que tu nous livres, que



Holger Meins (DR)

tu es toi-même le porc qui divise et encercle pour survivre lui-même et ensuite en avoir plein le cul de, comme je l'ai dit « la pratique ». Vive la Fraction armée rouge ! Mort au système des porcs ! Si tu ne continues pas la grève de la faim, tu ferais mieux de dire, et avec plus d'honneur (si tu sais encore ce que c'est l'honneur) comme on dit : à bas le FAR. Victoire pour les porcs.

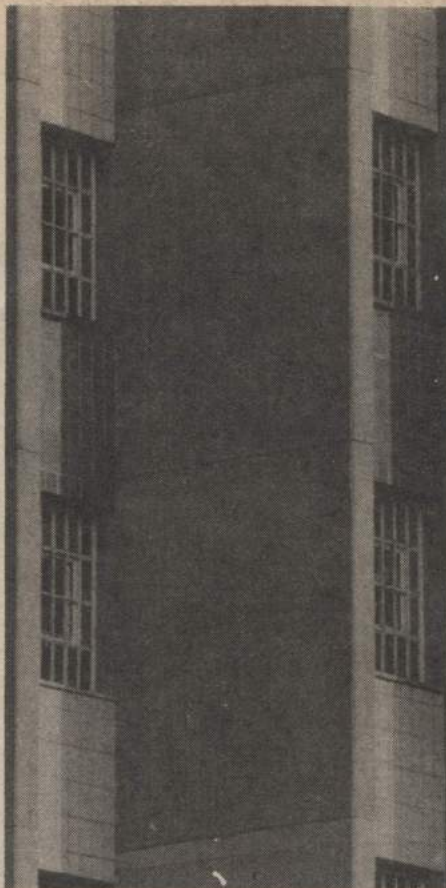
Ou bien homme, ou bien porc
Ou bien survivre à n'importe
Quel prix ou bien la lutte à mort
Entre les deux, il n'y a rien

La victoire ou la mort — disent des types partout, et c'est la langue des guérilleros — et même dans la minuscule dimension d'ici. Il en va de vivre exactement comme il en va de mourir : « Les hommes (et donc nous) gagnent ou bien meurent, au lieu de perdre et de mourir ».

Assez triste de devoir encore t'écrire quelque chose de pareil. J'sais, bien sûr, pas comment ça fait quand on meurt ou quand on te tue. D'où ça ? Dans un instant de vérité, ce matin, il m'est passé par la tête comme pour la première fois : c'est donc ainsi (cela non plus, je ne le savais pas) et ensuite (devant le canon de fusil braqué juste entre tes yeux) : c'est égal, c'était ça. En tout cas, du bon côté.

Ça, tu devrais aussi le savoir par toi-même. De toute façon, tout un chacun meurt. La question est seulement de savoir comment, et comment tu as vécu, et l'affaire est bien claire : combattre contre les porcs comme hommes pour la libération de l'homme : Révolutionnaire au combat ! De tout notre amour de la vie : mépriser la mort. C'est ce qu'est pour moi servir le peuple.

Holger MEINS
(27 nov 1974).



Les fenêtres de Stammheim (Photo Gamma)

dans « l'aile morte » de la prison. « La détenue Ulrike Meinhof est isolée acoustiquement dans sa cellule » déclarait Brückner, le directeur de la prison. « Du point de vue médical, un isolement aussi sévère est, à la longue, désavantageux pour un être humain » ajoutait le psychiatre Götte.

SILENCE DE MORT

L'isolement d'Astrid Proll, une autre détenue de la RAF, est partiellement levé au début de 1973, peu avant son procès : « Nous avons des raisons de penser, expliquait alors le procureur Scafer, que les défenseurs d'Astrid Proll demanderont le report de celui-ci en argumentant que leur cliente n'est pas en mesure de participer au procès, celle-ci ayant subi des dommages psychiques du fait de sa détention dans l'isolement total ». Un an plus tard, Astrid Proll, ne pouvant plus supporter la prison, est libérée sur décision médicale.

Janvier-février 1973 : Les détenus entament leur première grève de la faim. Premier succès : Ulrike Meinhof est transportée dans une autre aile de la prison. Quelques heures par semaine, elle pourra rencontrer Gudrun Ensslin et, jusqu'à sa libération, Astrid Proll : « Sur les 148 heures de la semaine, écrit-elle, nous pouvons nous voir exactement dix heures, et nous avons six heures de promenade dans la cour. Le reste du temps, c'est le même silence de mort ».

Le 8 mai 1973, nouvelle grève de la faim, entamée symboliquement le jour anniversaire de la libération de l'Allemagne. Elle durera jusqu'au début juin. Sans résultat. Dans certaines prisons, on retire l'eau aux prisonniers pour briser leur grève. C'est le cas, pendant neuf jours, pour Andreas Baader qui, finalement, tombe dans le coma.

Dans une lettre de mars 74, Ulrike Meinhof corrige certaines informations erronées publiées sur ses conditions de détention : « On pourrait ensuite nous le reprocher, écrit-elle (...) On dit qu'il y a de la lumière nuit et jour dans la cellule. Ce n'est pas le cas. J'avais de la lumière, la nuit, pendant mes huit premiers mois ici. Cette mesure n'était pas spécifique à la prison. C'était une mesure terroriste particulière à notre égard. (...) On ne nous interdit plus non plus d'épingler des photos sur le mur, comme c'était le cas pour moi et pour Astrid pendant les huit premiers mois ». Et elle ajoute un peu plus loin : « L'isolement acoustique n'est évidemment pas absolu comme dans la « Kamera silens » de Eppendorf. Si l'on n'entendait pas la rumeur lointaine d'une autoroute, parfois le chant d'un oiseau et la radio, Astrid, Gudrun et moi serions depuis longtemps mortes ».

LA PLUS LONGUE GREVE

Mais l'isolement reste encore très dur, malgré les possibilités de contact espacé entre les deux détenues : « On pensait que ce serait moins dur à deux. Mais c'était une erreur. Il y a bien sûr une différence, si l'on est seul ou à deux, comme il y en a une entre huit cents et mille électrochocs. C'est pourquoi nous voulons - c'est pourquoi il faut que nous sortions de là ».

Le 30 mars, elle écrit encore ceci : « Que nous soyions transférés à l'intérieur de la prison d'Ossendorf n'a pas de sens, j'en suis sûre. Notre transfert à Stammheim, voilà ce que nous devons obtenir et imposer. Il faut qu'on y arrive ».

Plus loin, Ulrike Meinhof explique que dans l'aile vide de la prison, on a aménagé une cellule pour trois autres femmes. « Elles sont absentes le jour, et le soir, on entend quelques bruits. C'est factice, mais ça leur permet de dire que l'aile n'est plus vide. Mais

L'histoire des conditions de détention des détenus de la Fraction armée rouge

1- Juin 72-mai 76, de l'aile silencieuse de Cologne-Ossendorf au 7e étage de Stuttgart-Stammheim : quatre grèves de la faim pour briser l'isolement

Pendant longtemps, une partie de l'opinion publique a cru que tous les prisonniers — soit presque une centaine en ce moment — étaient soumis à l'isolement sensoriel, alors que seuls certains avaient été concernés par cette forme très sophistiquée d'internement, les autres étant enfermés dans des conditions d'isolement très dures, mais moins strictes.

Aujourd'hui, on assiste à un processus inverse : on nous explique que les prisonniers politiques étaient logés dans des hôtels quatre étoiles et que les protestations concernant l'isolement sensoriel n'étaient qu'une vaste duperie. C'est ce qu'affirmait récemment le professeur Alfred Grosser, dans un article du *Nouvel Observateur*, où il accusait la presse française de mensonges, félicitant par contraste les journaux allemands.

L'enquête que nous publions aujourd'hui apporte, point par point, des informations précises sur ces conditions de détention, sur la longue bataille et les multiples grèves de la faim que les prisonniers ont menées et qui, progressivement, ont permis l'amélioration de ces conditions.

« Il faut que ce soit clair : il nous faut sortir d'ici. Vite. Immédiatement. Plutôt hier qu'aujourd'hui. Dans une prison où l'on puisse entendre quelque chose ». Voilà ce qu'écrivait Ulrike Meinhof le 1^{er} mars 1974, de la prison de Cologne-Ossendorf. Il y a déjà près de deux ans qu'elle est là. Encore à l'isolement, mais un isolement légèrement amélioré par rapport aux huit premiers mois. Huit mois où la solitude avait été absolue

pour nous, c'est de la merde, c'est rien, c'est même pire : on respire, on s'illusionne, pour être finalement repris de manière plus insidieuse par la terreur du silence. Il faut ajouter que nous pouvons nous voir plus longtemps les jours de la semaine, ce qui est bien. Mais en fin de semaine, nous n'avons toujours rien ».

Le 13 septembre 1974 commence la plus longue grève de la faim, celle au cours de laquelle - le 9 novembre - mourra Holger Meins. Même objectif : l'abolition de toutes les formes d'isolement et l'intégration dans le système pénitentiaire. Ce mouvement se poursuivra pendant 145 jours, jusqu'en février 1975, aboutira à une réduction sensible de l'isolement et à un regroupement à deux ou par petits groupes.

L'isolement est néanmoins maintenu. En décembre 75, un rapport médical du docteur Folker Stöwsand sur trois prisonniers détenus à Zweibrücken, confirme que « Grashof, Grundmann et Jünscke sont exclus de toute manifestation collective, y compris les services religieux ». Livres et journaux étaient censurés jusqu'en avril 1974. La durée de la promenade était d'une demi-heure jusqu'au 31 décembre 1973, d'une heure ensuite. « La promenade a lieu le matin, c'est à dire qu'elle a lieu, l'hiver, dans l'obscurité. Sur le chemin qui y mène, tous les autres prisonniers sont préalablement enfermés, afin que les trois ne rencontrent personne ».

Malgré ces améliorations, le médecin qui a constaté un dérèglement végétatif chez les prisonniers, conclut que les « conséquences d'une nouvelle aggravation de ces dysfonctionnements (...) sont difficiles à prévoir. Si les conditions de détention ne sont pas modifiées, des menaces pour leur vie sont assurément à prévoir pour le futur ».

21 mai 1975 : Le procès de Stammheim commence. Entre temps, Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin ont été transférées à Stuttgart. Des expertises médicales faites à ce moment-là constatent que les prisonniers, à cause de leurs conditions de détention passées, ne sont pas en mesure de suivre toutes les audiences. Les séances du procès sont espacées, les conditions de détention, elles, ne sont pas sensiblement changées. Si les détenus peuvent avoir disques, livres, journaux et radio, ils restent toujours isolés du reste de la prison. Le professeur Rasch de l'Institut de psychiatrie de l'Université libre de Berlin a pu, à plusieurs reprises, examiner les prisonniers. Voilà ce qu'il déclare le 10 septembre 75, dans un de ses rapports destinés aux autorités judiciaires : « Les relations des accusés continuent d'être très sévèrement canalisées, ils restent isolés de toutes interactions normales ou approchant la normale ; ils vivent en dehors de l'infrastructure de la prison, grâce à laquelle chaque prisonnier reçoit généralement de façon informelle un certain appui psychique ».

Dans un long article publié en fin 1976 dans la très sérieuse *Revue de criminologie et de réforme pénale*, le professeur Wilfried Rasch revient longuement sur les conditions de détention des détenus politiques allemands. « Les formes et les dimensions des mesures de contrôle (envers les prisonniers) ainsi que l'attitude distancée du personnel (1) ont pour conséquence que les prisonniers vivent dans une situation d'incarcération renforcée. Pendant une période, certains d'entre eux ont dû subir des conditions qui correspondent ou sont proches de tentatives de déprivation. L'isolement absolu a cependant été brisé par la présence du personnel de surveillance ainsi que par les visites des parents ou des avocats, mais cet isolement a été maintenu beaucoup plus longtemps que lors des expériences jusqu'ici connues. Même lorsque ces mesures extrêmes ont été levées, les conditions d'un

severe isolement social ont été maintenues. Des contacts spontanés, non prévus - ceux-là même qui témoignent de la vie - il n'y en a pas. Les rapports sont précisément délimités et étroitement canalisés. L'échaffaudage des mesures de sécurité est comme une chapelle de verre sur les détenus, créant une sorte d'extra-territorialité, dans laquelle les « améliorations » qui sont conçues comme une compensation de leurs conditions particulières de détention - tennis de table, télévision, électrophone etc... - apparaissent comme des exceptions, qui n'ont véritablement rien à voir avec leur situation réelle ».

REPLACER LES NEONS PAR DES AMPOULES

Le 17 septembre 1975, le professeur Müller de Stuttgart conclut ainsi un examen des quatre prisonniers de Stammheim : « Leur état général s'est nettement détérioré, cela est visible à leur poids, à leur masse musculaire, à leur tension et à leur régulation végétative ». « Médicalement, la suspension de l'isolement social est souhaitable ».

Le 22 octobre, le tribunal suprême décide que le tribunal pourra siéger, même en l'absence des accusés, vu leur état de santé. Il n'est pas question de modifier leurs conditions de détention, « tant que les accusés auront le même comportement ». En clair, tant qu'ils ne feront pas amende honorable.

Le 7 novembre, le mémorandum du professeur Müller. « Il est difficilement imaginable que les conséquences de l'isolement constatées chez les accusés disparaissent, sans transformation radicale de leurs actuelles conditions de détention ». A cette date, les accusés de Stammheim sont au nombre de cinq. Pendant une partie de la journée, ils peuvent se rencontrer dans un large couloir sévèrement gardé. Le 9 mai 1976, une des cinq, Ulrike Meinhof, est retrouvée morte dans sa cellule.

L'état de santé des prisonniers ne s'améliore pas. Le 14 mars 1977, le médecin officiel de la prison constate de nouvelles pertes de poids chez Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe. Tous trois continuent de se plaindre de troubles de la vue. Le port de lunettes n'y a rien fait ; le médecin conseille, comme les accusés le demandent depuis des années, de remplacer les néons par des ampoules.

2-L'ultime bataille de Stammheim

Durant les trois mois qui suivent, seuls trois détenus - Wolfgang Beer, Werner Hoppe et Helmut Pohl - sont transférés de Hambourg à Stammheim. Le groupe se trouve porté à huit. Verena Becker, libérée lors de l'enlèvement de Peter Lorenz en 1975 et de nouveau arrêtée en mai 1977, rejoint la prison de Stammheim, mais elle sera très rapidement isolée au 6ème étage.

Dès l'été, les signes se multiplient indiquant que les autorités ne semblent pas prêtes à tenir leurs promesses. Celui qui les a faites, l'ancien ministre de la Justice du Bade-Wurtemberg, Rebmann a été promu général à la place de S. Buback. Comme procureur, il refuse de tenir les promesses qu'il a faites comme ministre.

Après la mort du président de la Dresdner Bank, Jürgen Ponto, le climat anti-RAF se fait plus virulent. Klaus Croissant a déjà dû demander l'asile politique à la France. Les derniers avocats de Stuttgart, Me Newerla et

Quelques jours plus tard, le 29 mars, les détenus de Stammheim, et avec eux ceux de nombreuses autres prisons, entament une nouvelle grève de la faim. Conformément aux prescriptions médicales, ils demandent - puisqu'on leur refuse toute intégration dans le système pénitentiaire - d'être réunis par groupes de quinze à vingt personnes. Ils demandent aussi que les « garanties minimales » de la convention de Genève de 1945 sur les prisonniers de guerre leur soient appliquées ainsi que l'ouverture d'une commission internationale d'enquête sur les décès de Holger Meins, d'Ulrike Meinhof et de Siegfried Hausner. Ils demandent enfin que le gouvernement de Bonn reconnaisse avoir formulé à leur égard de fausses accusations sur les actions terroristes prétendument projetées. Une partie de la presse avait, en effet, à plusieurs reprises, accusé la RAF de vouloir faire exploser des bombes au centre de Stuttgart, de vouloir lancer des roquettes contre des stades pendant la coupe du monde de football, d'empoisonner l'eau potable d'une grande ville, ou de prendre des enfants en otages.

Pendant toutes ces périodes de grève de la faim, les détenus sont, chaque fois, totalement isolés : les visites sont supprimées, les contacts entre eux interdits, radio et télévision sont saisis. A la suite de ces événements, seize détenus entament une grève de la soif. Le 30 avril, après des tentatives infructueuses de briser la grève en nourrissant artificiellement les prisonniers, le ministre de la Justice de Bade-Wurtemberg promet le regroupement des prisonniers. Gudrun Ensslin obtient la possibilité de téléphoner, de la prison, aux autres grévistes, répartis dans toute l'Allemagne. Après cinq ans de détention et quatre grèves de la faim, elle peut leur annoncer qu'ils viennent d'obtenir leur premier succès d'envergure.

14 Nov. 1977

(1) Le professeur Rasch explique en effet que l'attitude des gardiens vis-à-vis des détenus de la RAF est différente de celle qu'ils ont avec les prisonniers « normaux » : « Un mot personnel, ou un sourire, pourrait vous faire classer comme sympathisant, la négligence pourrait être (...) comprise comme de la trahison ».

Mueller sont de plus en plus directement mis en cause.

Le tournant essentiel intervient le 5 août. Dans l'après-midi, après la période où ils peuvent se retrouver ensemble dans le couloir central et pénétrer dans les deux doubles cellules du fond (N° 719 et 720), Andreas Baader, pour la première fois, se retrouve enfermé dans la cellule avec Gudrun Ensslin et Irgmard Moeller. Au bout d'une heure, les surveillants le « découvrent ». Provocation, disent les détenus. A partir de ce jour-là, les portes des cellules 719 et 720 resteront fermées pendant les quatre heures collectives. Les détenus refusent. Le lundi 8 août, 30 à 40 flics les attaquent. Les trois détenus de Hambourg sont renvoyés dans leur prison d'origine. Ingrid Schubert, elle, sera transférée à Mûnich. Ceux qui restent à Stammheim entament une nouvelle grève de la faim. La cinquième, la dernière. Le 12 août, Gudrun Ensslin écrit au président Foth : « Vous savez parfaitement que ce qui s'est passé

vendredi, était une provocation afin de ne pas respecter la déclaration du ministère de la Justice et provoquer ici une aggravation de la situation qui aboutira à notre mort. Vous vous trompez si vous croyez que de séparer les hommes des femmes est une menace pour nous. Il vous faudra prendre conscience que vous ne pouvez retenir pendant 6 ans des êtres humains comme des animaux en cage et que vous devez maintenant changer les

conditions de détention selon les revendications des médecins (...) ou alors vous n'aurez plus de prisonniers. La décision de la grève de la faim est irrévocable ».

Le gouvernement, lui restera inflexible. Début septembre, les détenus, dont certains sont dans un état grave, décident de suspendre leur grève. Le 5 septembre, Schleyer est enlevé. Le 18 octobre, ils sont morts.

télévision et un système électronique réagissant à chaque mouche et chaque bruissement de papier.

Fin juillet, deux jours avant (l'attentat contre Jürgen Ponto, président de la Dresdner Bank NDLR), Rebmann déclare tout net que, comme nouveau procureur général, il ne tiendra pas la promesse d'élargir le groupe (des prisonniers) qu'il a donnée en tant que ministre de la Justice du Bade-Wurtemberg. (...) A Stammheim, comme toujours, on change le personnel chaque fois qu'on prépare quelque chose. Grossman, ce type qui avait ouvert la cellule de Ulrike le matin de sa mort, est revenu, malgré son congé. Les « verts » (les flics dans le langage des prisonniers, NDLR) se montrent provocants et agressifs ; une ambiance qui, à tous les niveaux, signale que nous devons nous attendre à une attaque. Vendredi soir, alors que Gudrun est encore avec l'avocat, Andreas se rend, pendant la distribution du dîner, dans la cellule de Gudrun pour y chercher quelque chose, comme cela arrive chaque jour. Cela, les flics doivent l'avoir vu.

(De 10 heures du matin à midi et de 14 à 16 heures, les détenus avaient obtenu depuis un an et demi, grâce à leurs nombreuses grèves de la faim, de pouvoir se retrouver dans le couloir central du 7ème étage de Stammheim. Pendant ce temps, ils pouvaient entrer dans

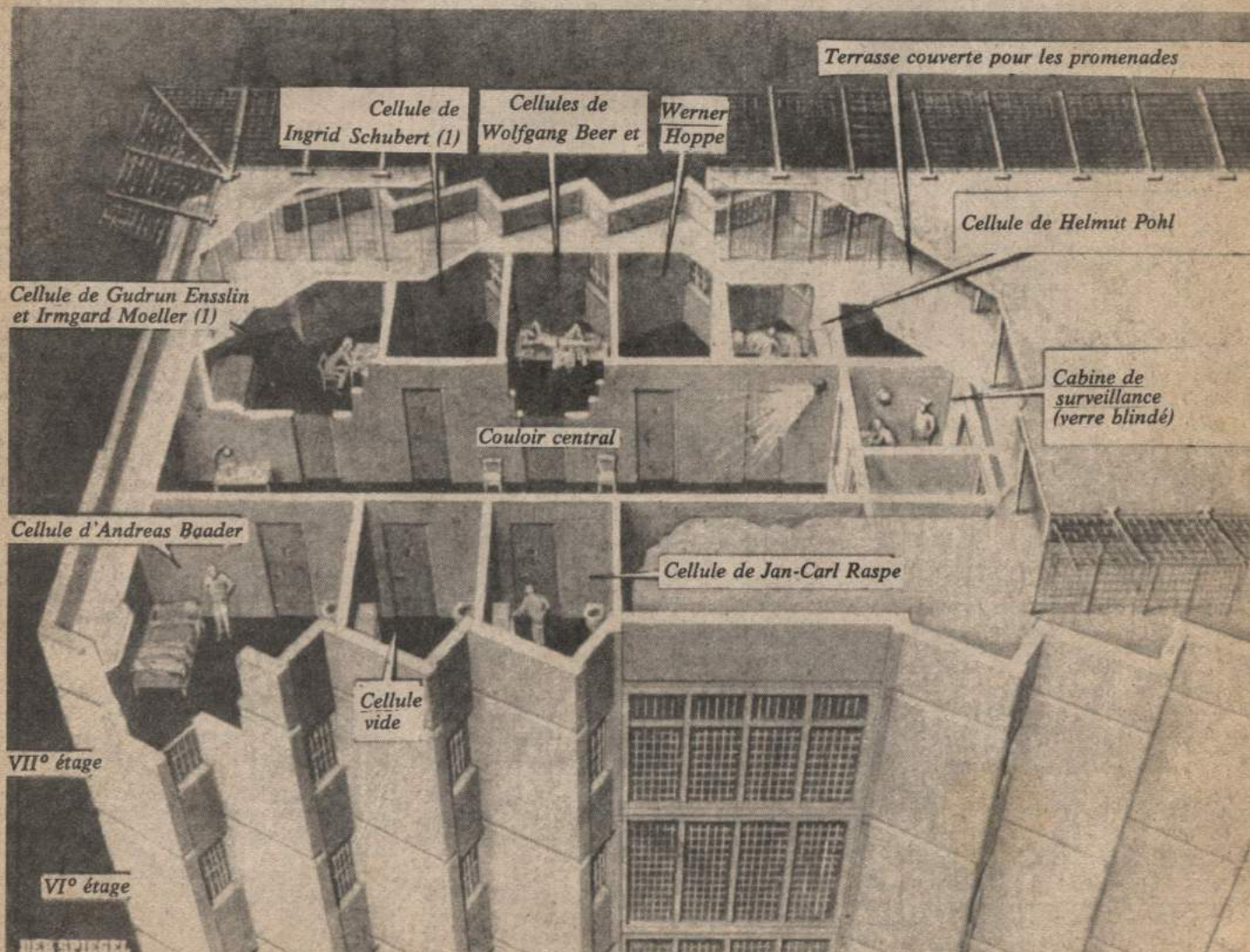
3-Le passage à tabac du 8 août raconté par Ingrid Schubert

Après que Rebmann ait donné son assentiment (aux revendications des prisonniers), le 30 avril dernier, nous avons interrompu la grève de la faim (1). Durant sept semaines, rien ne s'est passé.

(Pendant ces sept semaines, juste avant l'été, des travaux de construction ont eu lieu au 7ème étage. Les prisonniers ont, semble-t-il été transférés pendant cette période dans d'autres cellules. On ne sait presque rien sur l'objet de ces longs travaux. NDLR).

Ils n'ont fait que construire une machine perfectionnée qui peut contrôler et enregistrer tous nos mouvements, une architecture qui est un mélange bâtard de guichets blindés de banque derrière lesquels les flics ne nous perdent pas une minute des yeux, et de cage à fauve. (...) Nous sommes saturés par leur contrôle électronique et leur système d'alarme, tant et si bien que les geôliers eux-mêmes n'y voient souvent pas clair et appuient sur les mauvais boutons, déclenchant les sonnettes d'alarme. La nuit, deux appareils de

Le 7ème étage de la prison de Stuttgart-Stammheim



(1) Après le 8 août, les prisonniers de Hambourg seront de nouveau transférés et Ingrid Schubert ira à Munich. Avec l'isolement consécutif à l'enlèvement de Schleyer, Gudrun Ensslin et Irmgard Moeller furent séparées.

des cellules 719 et 720, deux doubles cellules, celles de Gudrun Ensslin et Andreas Baader, ainsi que dans une autre cellule où avaient été mis leurs livres. Cette possibilité leur avait été donnée comme compensation à leur isolement par rapport au reste de la prison. (NDLR).

Peu après, Gudrun arrive et va dans sa cellule ; un peu plus tard, Irmgard Moeller qui était dans la cellule où se trouvaient les fruits. (...) Les flics qui ont remarqué cela ferment la porte (de la cellule de Gudrun NDLR), ce que nous avons trouvé assez bizarre vu les histoires qu'ils font d'ordinaire quand deux d'entre nous ne sont pas visibles. (...)

(A ce moment-là, pour la première fois, Baader se trouve enfermé dans la cellule de Ensslin. Cela suffira pour qu'on l'accuse d'avoir fait l'amour avec son amie Gudrun. NDLR).

Münzig, l'administrateur principal (...), passe devant moi, entre dans la cellule, la traverse et frappe aux barreaux des deux fenêtres, se retourne et, avant de ressortir, passe à côté d'Andreas qui était manifestement en train de fouiller dans les dossiers qui se trouvaient devant l'étagère. Andreas mangeait une pomme, (...) c'est dire qu'il n'était vraiment pas caché. (...) Ensuite, je sors et me dirige vers la table qui est au milieu du couloir. Instantanément, Münzig, sans dire un mot, referme la porte à clef derrière moi. (...)

(Cette fois, Andreas Baader est définitivement enfermé dans la cellule de Gudrun Ensslin. NDLR).

Aucun de nous ne savait ce que tout cela signifiait. (...) Nous étions étonnés, mais nous trouvions également la situation très cocasse : ce n'était pas notre affaire de mettre nous-mêmes en application le sale calcul qui leur fait enregistrer chacun de nos mouvements. Durant l'année et demie que nous avons passée ensemble ici, les choses étaient telles que dès que deux d'entre nous de différents sexes étaient invisibles un seul instant, le geôlier qui nous observe sans interruption se mettait à faire du bruit et demandait l'intervention de trois autres, cachés dans le couloir, derrière le rideau (2). En plus, le gardien a une liste à cocher sur laquelle il note, si l'un de nous n'est pas visible, dans laquelle des deux cellules ouvertes il se trouve. C'est un système de contrôle total, infâme et perfectionné, auquel, dans cette partie de la prison, n'échappe aucun signe de vie.

(Malgré cela, Andreas Baader reste, ce jour-là à peu près une heure dans la cellule de Gudrun Ensslin jusqu'à ce que les surveillants le découvrent « habillé sous la couverture du lit », selon l'administration. NDLR)

La signification de tout cela, les autres ne l'ont comprise qu'une heure plus tard, lorsque Andreas a été sorti de sa cellule et ensuite le lendemain, samedi. Les provocations et l'agressivité (des gardiens NDLR) n'arrêtent pas. Ils annoncent que « lundi, ça continuera ». (...).

Quand on leur demande pourquoi ils sont de mauvaise humeur et pourquoi vendredi, ils ont manigancé toute cette affaire, ils réagissent de façon agressive et menaçante : « On verra bien ». « Ici, ça va changer ». (Emile, l'un des gardiens. NDLR). Ils nous font bien comprendre qu'ils se sentent dans leur bon droit en face des prisonniers, non seulement en tant que flics, mais aussi en tant qu'hommes. Pour le plus demeuré des gardiens qui nous observe sans arrêt depuis un an et demi, il doit être clair que l'intimité dans le groupe a lieu sur un tout autre plan ; un plan dans lequel la sexualité - c'est-à-dire autre chose que la tendresse et la sensualité - ne peut pratiquement jouer aucun rôle. (...).

Depuis, quand ils parlent, il ne s'agit que de baise. Grossman, textuellement : « Je n'aurais jamais cru ça de vous, que vous baisiez ». La moutarde est montée au nez d'Andreas et il a dit à Grossman : « Si tu n'arrêtes pas, ça tournera mal pour toi ». C'est la seule menace qui ait été proférée. (...)

Lundi matin (...), à partir de 9 heures et demi, les flics sont présents dans le couloir et épient chaque mouvement. Pendant toute la demi-heure de discussion qui a pour sujet le retrait des flics, Nusser (le directeur de Stammheim, NDLR), Streitmüller, Haug, Bibeck etc. se tiennent derrière le rideau et écoutent. Et avec eux, ce furet aux marques de variole sur le visage qui, dans la cantine, se vante ouvertement qu'il va monter dans la cellule d'Andreas et le descendre.

Vers 10 heures, le commando de choc attaque ; je crois qu'il y avait en tout 30 à 40 flics, avec à leur tête Nusser et sa grande gueule, à ses côtés Schreitmüller gras et ricanant, et naturellement Haug, aussi haut que large, le flic le plus détesté de la prison. A lui seul, cet état-major pèse déjà 300 kilos. Nous n'avons jamais vu la majorité des flics qui sont là. Ceux qui, comme Misterfeld, sont généralement ici, sont absents. C'est la coutume quand quelque chose se prépare. Toute la bande se dirige sans hésitation vers nous, nous repousse et ferme les portes. Sans essayer d'écouter, Nusser crie : « Fermez les portes et pas de discussion ». Andreas lui répète calmement qu'il cherche l'escalade. Nous nous mettons devant la porte de sa cellule. Aussitôt Haug s'en prend à Wolfgang Beer (un des prisonniers de Hambourg récemment transféré là, NDLR). Jan Carl Raspe engueule Haug et lui demande de le lâcher et de s'expliquer. Un énorme flic qui pue la bière et qui est entré derrière Nusser frappe Helmut Pohl à coups de poing. Andreas qui, juste là, se tenait debout, une tasse de café à la main, la jette contre la grille. Schreitmüller dira qu'il l'a vu viser à la tête. La tasse s'est écrasée à un mètre du flic alors qu'Andreas n'était qu'à deux mètres de lui.

C'est après que ça a commencé : 6 flics se jettent sur Werner qui n'a fait que leur demander de lâcher Wolfgang, et le tabassent, tandis que 6 autres se jettent sur Andreas et le rouent de coups ; Wolfgang et Andreas sont ensuite tous les deux jetés dans la première cellule qui se présente. Ensuite, c'est le tour de Werner et de Helmut qui sont frappés de telle manière qu'à chaque coup, leur dos ou leur tête vient claquer contre les tables ou les étagères. Devant la cellule d'Andreas, ils frappent Jan. Je les engueule et Haug me pousse.

A côté de moi, contre le radiateur, je vois Gudrun qui git par terre et j'ai l'impression que c'est contre elle que s'exprime le comble de la bestialité. Un des flics tient en effet la tête de Gudrun pressée entre ses mains et lui écrase le visage, tandis que deux autres tirent ses jambes de toutes leurs forces et qu'un quatrième lui a tordu et écrasé les deux bras derrière le dos et essaye de lui enfoncer brutalement les genoux dans les côtes. La scène a tout d'un véritable meurtre. J'essaye d'aller jusqu'à elle, mais au même moment, 6 flics m'attrapent - j'ai juste le temps de voir encore Irmgard qui, elle aussi, a été jetée par terre - et me secouent à droite et à gauche pour finir par me précipiter à terre, où ma tête frappe durement le sol.

Lorsque j'essaye de me défendre contre les coups de pied dans les côtes et dans les reins, Haug se met à genoux et presse de tout son poids sur mon visage, il me tire ensuite la tête vers le haut et la cogne 5 à 6 fois sur le sol.

Cela dure longtemps, au moins 5 minutes, jusqu'à ce qu'ils me traînent par les pieds et par les mains, dans la cellule de Helmut, de

telle sorte que je me cogne la tête et le dos. Tout ce dont je me souviens, c'est qu'en revenant à moi, j'étais étendue par terre. Je ne sais pas si j'ai perdu conscience quelques secondes ou quelques minutes. J'avais envie de vomir et j'étais complètement épuisée.

A deux heures se produit la seconde descente des flics. Ils nous sortent un à un des cellules où ils nous ont piétinés et nous jettent dans une autre cellule. Ils sont dix, commandés par Haug, Grossman et celui qui est saoul. Ils essaient de faire sortir Andreas, en vain : ils n'arrivent pas à l'attraper. Ils arrachent Werner de la cellule où il se trouve avec moi, et le jettent dans un autre trou. J'entends les coups pleuvoir. En passant devant moi, Haug me lance, menaçant : « Tu ne perds rien pour attendre, salope ».

Quand finalement, ils ouvrent la porte de ma cellule et y entrent, je me précipite dans le couloir et demande où sont Jan et Andreas. Je ne tente même pas de me diriger vers leurs cellules que déjà celui qui est saoul m'attrape par derrière par les cheveux et les torde de toutes ses forces. Il m'arrache des poignées de cheveux. Il est bientôt aidé par les autres gardiens qui me frappent à leur tour. Leurs coups sont précis, sadiques, ils m'atteignent à la nuque, dans le dos et dans les côtes et me lancent : « Voilà pour toi salope ! on va te montrer »... Ils me tirent vers ma cellule, et Haug me donne un tel coup de pied dans les reins que je suis littéralement projetée à l'autre bout. Là, il me gueule encore : « Fous le camp, salope ». J'ai des hématomes sur tout le corps, mal aux reins et aux articulations. J'ai surtout, derrière la tête, à droite, une enflure douloureuse, juste derrière l'oreille. Mon oreille elle-même est enflée. Deux heures après, j'ai de violents maux de tête, mes yeux me font mal, j'ai froid, j'ai de violents maux de tête, mes yeux me font mal, j'ai froid, envie de vomir et des troubles de circulation. Tout cela s'est passé voilà 48 heures et j'ai toujours très mal à la tête malgré les puissants analgésiques que l'on trouve ici.

Depuis le passage à tabac nous sommes complètement isolés. Nous ne pouvons plus nous voir ni nous parler. Nous n'avons pas de promenade et le moindre pas dans les couloirs est observé par 5 flics.

Nous avons pu communiquer à travers la fente de la porte. Nous avons commencé une grève de la faim et avons déclaré que nous la poursuivons si dans quelques heures, nous n'obtenons pas le rétablissement des anciennes conditions de détention dans leur intégralité.

Je suis sûre que les brutalités et les humiliations d'une telle détention, qui ont rendu Stammheim célèbre dans le monde entier, vont prendre fin - ou alors, c'est morts que nous sortirons d'ici les uns après les autres. « Nous ne pouvons être opprimés que si nous arrêtons de penser, que si nous arrêtons de combattre. Des hommes et des femmes qui refusent de cesser le combat, ne peuvent être opprimés - ou bien ils sortent vainqueurs, ou bien ils meurent, au lieu de perdre et de mourir », dit Ulrike.

Ingrid SCHUBERT.

(1) Le procureur général Rebmann qui a succédé à S. Buback, après son assassinat, était précédemment ministre de la Justice du Bade-Wurtemberg et c'est à ce titre que le 30 avril 77, il avait fait la promesse de satisfaire la revendication de regroupement des prisonniers.

(2) « Ces surveillants étaient remplacés toutes les 20 minutes. Au début, ils étaient trois, assis les uns à côté des autres, chacun sur sa chaise, à nous fixer »

(15 novembre 1977)

L'isolement sensoriel

Huit mois de section silencieuse pour Ulrike Meinhof en 72-73

Son avocat demande la fermeture de la section silencieuse de la prison Cologne-Ossendorf

Au nom et en vertu de la procuration ci-jointe de Madame Ulrike Meinhof, je demande qu'on cesse d'utiliser le corps du bâtiment de la maison d'arrêt de Cologne-Ossendorf, désigné sous le nom de « psychiatrie des femmes », pour y faire purger une peine ou renforcer des mesures de sécurité exigées par une détention préventive ou une recherche psychiatrique.

Motif : Du début novembre 1971 à la mi-janvier 1972, ainsi que du 15 avril au 15 juin 1972, ma cliente Madame Astrid Proll, et du 16 juin 1972 au 9 février 1973, ma cliente Madame Ulrike Meinhof, incarcérée à la maison d'arrêt de Cologne-Ossendorf, ont été détenues dans l'aile de cette centrale désignée sous le nom de « psychiatrie des femmes ». Cette bâtisse est une aile du bâtiment d'un étage situé au bord de l'ensemble de la centrale, il contient 6 cellules et une cour qui est beaucoup plus petite que celle des autres ailes de la prison, où les prisonniers font leur promenade. Durant les périodes sus-mentionnées où Madame Proll et Madame Meinhof furent détenues dans cette aile du bâtiment, le reste

des cellules n'était pas occupé. Ce qui est caractéristique pour ce bâtiment, c'est qu'il n'a qu'un très petit nombre de cellules contrairement aux autres ailes de la centrale qui ont jusqu'à 30 cellules.

L'isolement total de ce corps de bâtiment, en relation avec sa vacuité, produisent une forme spécifique d'isolation acoustique de mes clientes que l'on emploie d'habitude en tant que thérapeutique de choc sur des malades psychiatriques. Il s'agit visiblement de la « camera silens » de la maison de détention.

A l'isolation spatiale et acoustique de ce genre de bâtiment tout entier, vient encore s'ajouter le fait que les cellules de mes clientes ainsi que toute installation de la pièce — à l'exception de la porte de la cellule — étaient complètement peintes en blanc, que la fenêtre de la cellule complètement fermée, fut ouverte plus tard sous la forme d'une fente étroite et voilée d'un grillage de garde-manger, que l'éclairage au néon blanc n'était pas éteint la nuit chez madame Meinhof, que la cellule de madame Meinhof était restée pendant tout l'hiver à une température inférieure à la normale. Dans cette isolation acoustique et visuelle, mes clientes n'avaient que le contact acoustique et social minimum avec les employées de la prison pour la nourriture. Elles vivent pratiquement pendant 24 heures sans milieu ambiant discernable.

On sait depuis, et d'une manière scientifique, quels sont les résultats d'une isolation sociale aussi totale. Il se produit des réactions physiologiques et psychologiques que l'on range dans la catégorie de la déprivation sensorielle (...).

Le concept de déprivation sensorielle sert en psychiatrie à désigner la limitation significative de la perception sensible chez l'être humain dont il faut trouver la cause dans le fait que l'individu et son organisme sensible n'ont pas la possibilité de percevoir dans leur milieu ambiant des processus discernables. C'est sur ce genre de processus que repose la fonction de l'organisation sensorielle humaine. Si ce processus se trouve — volontairement ou sans contrainte — placé pour un certain temps dans une situation où le milieu ambiant n'émet aucune impulsion discernable d'aucune sorte, les effets de la déprivation sensorielle apparaissent (...).

Une isolation acoustique et visuelle complète, donc une isolation sociale et totale amène à une déformation de la personnalité intellectuelle en particulier parce que la relation communicative avec le milieu représente un des éléments constitutifs de cette personnalité (...).

S'ajoute à cela que cette situation d'isolation totale conduit aussi à des perturbations des fonctions sensorielles gêne aussi considérablement les fonctions motrices qui sont indispensables au fonctionnement de l'organisation physiologique (...).

Le traitement auquel ont été soumises mes clientes pendant des mois chaque fois, représente une attaque violente de l'identité de leur personnalité. Certes, elles ne sont pas restées enfermées pendant des mois dans une chambre obscure, comme ce fut en partie le cas pour les expériences dont il a été question ici, mais l'expérience au cours de laquelle les personnes cobayes durent porter des lunettes montre que les conditions de déprivations sensorielles ne dépendent pas du fait de l'obscurité, mais du fait de la permanence et de la continuité absolue des perceptions sensibles. Une cellule complètement blanche, des meubles blancs et une fenêtre pourvue d'un grillage de garde-manger ont la même fonction, surtout quand ils conditionnent la vue pendant des mois. Mais la déprivation acoustique est encore plus importante que la déprivation visuelle.

Le fait que les cellules de l'aile isolée de la centrale de Cologne-Ossendorf sont reliées à une radio commune, signifie uniquement un léger adoucissement de l'isolement. Car il s'agissait là uniquement de bruits de coulisses techniques dont la direction de l'établissement se réservait de régler l'intensité, bruits qui ne peuvent remplacer un milieu social — sans parler des formes de communications réciproques.

Enfin, ce n'est pas parce qu'il y a eu quelques visites pendant cet isolement extrême, qui a duré des mois, que celui-ci s'en trouve éliminé. De toute façon, madame Meinhof n'avait le droit de recevoir que les visites de parents et en général, ces visites qui avaient lieu sous la surveillance d'un employé, ne dépassaient pas trente minutes. Elles avaient lieu à 15 jours d'intervalle environ, ce qui faisait une heure de visite par mois, divisée en deux demi-heures pour un isolement qui a duré huit mois dans le cas de madame Meinhof, alors qu'elle passait le reste du mois dans l'isolement complet déjà décrit. Il est clair que cette heure de visite mensuelle ne pouvait rien changer à la réalité de la déprivation sensorielle.

Prof. Dr. U. PREUSS
Avocat
(14 novembre 1977)

Le témoignage de Wolfgang Grundmann

En 48 mois d'isolement il a perdu 22 kilos et 13 dents

Quelques lignes dans « Libération » : « Au terme de 21 mois de procès, Manfred Grashof et Klaus Juenschke ont été condamnés à la prison à vie et Wolfgang Grundmann à quatre ans de prison pour appartenance à la Fraction armée rouge, association criminelle et port d'arme illégal... » Après Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, deux personnes viennent d'être condamnées à la prison à vie, dans cette République fédérale où les remises de peine n'existent pas.

Wolfgang Grundmann, lui, a été condamné à quatre ans. Aujourd'hui, il est libre, mais meurtri. Marqué par près de cinq ans de détention préventive dont quarante-huit mois d'isolement. Faute de preuve, les autorités judiciaires avaient dû le remettre en liberté provisoire au cours du procès, en septembre dernier.

J'ai rencontré, il y a quelque temps, Wolfgang à Francfort, cheveux tombant sur les épaules, fines moustaches et pommettes saillantes, sa maigreur témoigne encore, neuf



mois après, de ce qu'a été cette expérience de l'isolement : il pesait 75 kilos, il n'en pèse plus que 53. L'isolement : jusqu'à ce que je rencontre Wolfgang, ce n'était pour moi qu'une abstraction. Comprendre la prison n'est déjà pas si facile. A plusieurs reprises dans « Libération », j'avais pourtant été amené à parler de l'isolement des détenus politiques allemands. Il m'a fallu cette rencontre avec Wolfgang pour entrevoir sa réalité.

Jean-Marcel BOUGUEREAU

« Pendant quatre ans et huit mois, je suis resté seul dans ma cellule, d'abord à Hambourg, ensuite à Zweibrücken, près de la frontière française. Si tu veux avoir une petite idée du sentiment que procure cet isolement, essaie d'imaginer que tu es seul au monde, ou presque, dans un bâtiment, et que tu ne vois personne, absolument personne, à l'exception de gardiens avec lesquels je n'ai échangé aucune parole. Et parfois quelques silhouettes entrevues dans un couloir, à l'occasion d'un déplacement. Les cellules d'à côté et celles d'en bas étaient vides de telle sorte qu'aucun bruit humain ne me parvenait et qu'aucune communication ne soit ébauchée. Je ne pouvais recevoir aucune visite, à l'exception de celles de mes parents qui étaient malheureusement trop vieux pour se déplacer. Même chose pour les lettres : je ne pouvais recevoir que les leurs, une fois toutes les six semaines. Et chaque jour, j'avais droit à une heure de promenade dans la cour entièrement seul. Il était interdit de me parler des fenêtres ou de me faire signe. Lorsque cela se produisait, car il y avait toujours des gens qui essaient d'enfreindre les ordres, les gardiens se précipitaient dans la cellule du type. Et à trois reprises pendant ces quatre années j'ai pu ainsi entendre les bruits de coups et les cris des prisonniers, au premier étage.

En allant à la promenade, je ne devais rencontrer personne dans les couloirs, mais de temps en temps, il y avait des dysfonctionnements, on faisait très vite rentrer le type dans la première cellule ou bien on lui mettait la tête contre le mur. Pendant les premiers six mois, je n'ai eu droit à aucun livre et pendant la première année, les journaux étaient censurés. Puis j'ai pu recevoir la « Sueddeutsche » et la « Berliner Zeitung ». Je m'occupais à prendre des notes sur les articles, à me constituer des archives de presse sur des sujets divers.

Au début, ça allait très mal. Je restais assis une bonne partie de la journée. Pendant les premiers temps, la fenêtre restait fermée et la cellule était sans air, sans lumière, à cause d'un fin grillage avec des trous gros comme des têtes d'allumettes qui ne laissaient rien passer. Alors tu es obligé de laisser le néon allumé et ça te fout en l'air les yeux, résultat : je n'y vois presque plus de l'œil droit, alors que j'avais de bons yeux en rentrant.

Le pire, c'est le sentiment de résignation que produit l'isolement. Progressivement je n'arrivais plus très bien à ordonner les couleurs, les sons. On entre brusquement dans des états d'émotion dont on ne comprend pas l'origine. J'étais pris de peur et je me retrouvais la nuit, entièrement trempé de sueur. Encore aujourd'hui, ça m'arrive de me réveiller ainsi, en nage, en pleine nuit. Je passais sans arrêt d'un état d'angoisse à un état d'euphorie. Tout ce qui, dans la vie normale, se réalise dans des rapports avec les autres, si minimes soient-ils, n'existe plus. Tous les prisonniers qui ont été longtemps à l'isolement ont ressenti les mêmes choses : tu intériorises tout. Le corps n'a plus les mêmes facultés de résistance et les risques d'infection sont constants. Je n'avais plus aucun appétit et j'ai attrapé une infection de l'estomac dont les effets se font enco-

re sentir aujourd'hui. J'étais tellement tendu la nuit que mes dents restaient serrées les unes contre les autres. Et le matin, il m'arrivait de me réveiller avec une dent en moins, cassée net. En quatre ans, j'ai ainsi perdu treize dents. Voilà, regarde ce souvenir de prison... » ajoute Wolfgang en me montrant son dentier.

« Cet état de tension t'empêche de travailler de manière continue. Le matin, on est déjà épuisé par le stress quand on se réveille. On se force, parce qu'il faut bien tenir. On lit une page, on tourne et on ne se rappelle plus la dernière phrase. Mettre en regard une date et un événement, devient impossible. On est obligé d'écrire les choses noir sur blanc si l'on ne veut pas oublier. Mais en même temps on ne peut pas trop écrire, de crainte que ça soit utilisé. A deux reprises, des flics de la criminelle ont déboulé en pleine nuit pour tout contrôler, sans raison apparente : ça leur suffit de faire ça deux fois. Après, le prisonnier a peur qu'ils reviennent et reste sur ses gardes.

J'ai fait la grève de la faim du 13 septembre

Sept détenu(e)s sont mort(e)s en prison

Dernière en date Ingrid Schubert retrouvée pendue dans sa cellule de Munich, le 12 novembre 1977

Ingrid Schubert, une des détenues de la RAF, a été retrouvée samedi 12 novembre, pendue dans sa cellule de la prison pour hommes de Munich-Stadelheim.

Ancienne assistante médicale, âgée de 32 ans, c'était une des plus anciennes membres de la RAF. Avec Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin, elle avait participé en mai 1970, à la libération d'Andreas Baader. Arrêtée le 8 octobre 1971, et condamnée à une peine de six ans de réclusion pour cette dernière action, elle avait été condamnée une nouvelle fois en 1974 à 13 ans de prison pour attaque à main armée, détention d'armes illégales et appartenance à une organisation criminelle. Elle figurait sur la liste de ceux dont les « pirates » d'Entebbe, puis, récemment, du « Landshut » demandaient la libération. Le corps d'Ingrid Schubert aurait été découvert à 19 h 10, samedi. Elle avait été vue, vivante, peu après 18 heures. La pendaison aurait eu lieu grâce aux draps de son lit. Curieusement, c'est dans une cellule de la prison de Stammheim, aujourd'hui vide, et qu'elle avait occupé jusqu'en août dernier, avant son transfert à Munich, qu'auraient été trouvés la veille de sa mort, quatre cents grammes d'explosifs et trois détonateurs. Les autorités ont indiqué que depuis la dernière période, la surveillance des détenus avait été considérablement renforcée. « Les contrôles ont lieu jour et nuit, à intervalles réguliers. Cependant l'action de se pendre peut aller très vite » a déclaré le porte-parole du ministère de la justice bavarois. Ingrid Schubert n'aurait laissé aucune lettre et n'avait jamais fait part de son intention de se suicider. Au contraire, le cabinet des avocats munichoïses qui la défendait nous a confirmé que Maître Bendler avait rencontré Ingrid Schubert jeudi dernier. « Ils avaient parlé des événements de Stammheim, nous a expliqué Maître Waechter et Ingrid Schubert, devant l'éventualité d'un suicide, avait affirmé qu'il n'en était pas question pour elle ».

74 au 30 janvier 75, comme tous les prisonniers de la RAF. On m'a emmené à l'hôpital deux jours après la mort d'Holger Meins. Je ne savais pas encore qu'Holger était mort. L'hôpital dans lequel on nous avait mis, Klaus et moi, était entièrement vide. Il venait tout juste d'être fini. Ils avaient trouvé ça pour nous maintenir à l'isolement, même à l'hôpital : sur les cent chambres, deux seulement étaient occupées. Les nôtres. Le samedi soir, dans la cour de la prison, quelqu'un avait crié qu'Holger était mort, mais je ne saisisais pas très bien ce qu'il se passait autour de moi. Je n'ai vraiment compris qu'un peu plus tard, en entendant la nouvelle de la radio.

Quant aux médecins, j'ai refusé dès le début de leur parler : ils ne sont là que pour rendre la torture invisible, pour justifier les maladies et montrer qu'elles n'ont pas de rapport avec les conditions de détention. Il y en a un qui a dit à Klaus : « Des gens comme vous, avant, on les aurait tués... »

(7 juin 1977)

« Ce jour-là, elle et son avocat avaient discuté d'une demande de transfert à la prison de femmes de Preungesheim, à Francfort. Celle de Munich est une prison pour hommes dans laquelle Ingrid Schubert était la seule femme, évidemment dans un isolement total ».

L'autopsie d'Ingrid Schubert a été immédiate, a indiqué l'avocat qui a pu y assister, maître Bendler. Les professeurs Spann et Liebhardt de l'université de Munich n'ont constaté aucune trace de violence, sinon celles au cou, qui sont « typiques d'une pendaison ». Reste à avoir les résultats d'examen plus approfondis qui permettent théoriquement de vérifier la présence dans le sang, de substances étrangères.

Après les « suicides » de Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, après la tentative — niée — de Irmgard Moeller, après celui de Ulrike Meinhof, après la mort de Holger Meins, de Siegfried Hauser, Ingrid Schubert est la septième détenue politique à mourir dans les prisons allemandes. Et encore ne compte-t-on pas Katharina Hammerschmidt, morte d'un cancer que l'on n'avait pas soigné pendant sa détention et Siegfried Hauser, mort après un transfert précipité en RFA, alors qu'il avait été grièvement blessé dans l'attaque de l'ambassade allemande à Stockholm. Ni ceux qui furent tués de sang froid, par la police, comme Georg Von Rauch, Petra Schelm et Th. Weissbecker.

Dans ce pays qui ne connaît pas la peine de mort, on meurt décidément beaucoup. Suicides ou meurtres, la question reste à chaque fois sans réponse comme si la vérité était au-delà, nous renvoyant l'image d'une peine implicite infligée par un régime judiciaire et pénitentiaire sophistiqué.

J.M. BOUGUEREAU

(14 novembre 1977)

La mort d'Ulrike Meinhof

Ulrike Meinhof est morte à la prison de Stuttgart-Stammheim où elle attendait avec ses camarades de la Fraction armée rouge, la reprise de leur procès qui aura lieu demain, malgré tout.

Selon le ministre de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg, « Ulrike Meinhof a été découverte morte dimanche matin, à 6h34 GMT, pendue à un barreau de fenêtre de sa cellule ». D'après les mêmes sources, la

mort remontait déjà à plusieurs heures. Mais, pour les avocats allemands et internationaux d'Ulrike et de ses camarades, cette version des faits est manifestement fausse. D'abord parce que la cellule qu'occupait Ulrike à la prison ultra-moderne de Stammheim était selon eux, dépourvue de barreaux, mais au contraire recouverte de tous petits carreaux. Ensuite, parce que les autorités ont commencé l'autopsie du corps bien avant le délai de 24 heures que prévoit le droit allemand et dans des conditions de secret absolu.



L'arrestation d'Ulrike Meinhof en 1972 (AFP)

La peine de mort froide

Ulrike Meinhof s'est-elle suicidée ou a-t-elle été assassinée ? En Allemagne fédérale, la polémique se poursuit sur ce point, alimentée par toute une série d'éléments permettant de penser qu'elle ne s'est pas suicidée. Quelle que soit l'issue de l'enquête en cours, peu importe. Aujourd'hui, ce débat n'est pas principal.

Dans ce pays qui ne connaît plus la peine de mort, l'Etat le plus sophistiqué de l'Europe a réintroduit la peine de mort : la peine de mort froide. Le nom d'Ulrike Meinhof vient seulement s'ajouter à la longue liste de ces morts qui ressemblent à des éliminations pures et simples.

Les accusés du procès de Stuttgart étaient cinq. Ils ne sont plus que trois. Le premier s'appelait Holger Meins, mort au cours d'une grève de la faim, la deuxième Ulrike Meinhof. Mais il y en a d'autres, comme Katharina Hammerschmidt, elle aussi membre de la RAF, emprisonnée à Berlin malgré une grave tumeur cancéreuse, qu'on a refusé de lui soigner.

Lorsqu'elle sortit de prison, il était trop tard pour une intervention chirurgicale. Elle n'avait pas trente ans. Elle ne s'est pas suicidée, elle est morte d'un cancer. Tout simplement.

Il y a ceux enfin que l'on nomme « les criminels » et qui, comme Jürgen Bartsch, condamné pour meurtre et viol, à la détention perpétuelle, il y a cinq ans, est mort la semaine dernière sur une table d'opération alors qu'on pratiquait sur lui la castration. Une mort propre également. « Criminels » et « guérilleros » sont aujourd'hui confondus dans la même opprobre par l'Etat et les media. Dans un texte vieux de près de dix ans, Ulrike Meinhof alors journaliste, réfléchissait de manière prémonitoire, sur le rapport des Allemands à la criminalité. Sur cette fascination qu'elle exerce. Sur son rôle substitutif. Après les juifs et les communistes, l'Allemagne fédérale s'est trouvée un ennemi inté-

rieur plus pratique et moins compromettant : les « criminels ». Un fourre-tout qui permet d'exorciser la peur du désordre, de conforter la moralité et de faire un portrait-robot des associaux dans lesquels la politique rejoint le crime : mœurs sexuels, violence, totalitarisme. Le « criminel gauchiste » a remplacé la « brute marxiste » des années trente, pour la « sécurité » des Allemands.

Les traits grossis sous la caricature, l'« ennemi d'Etat » perd tout visage humain. A partir de là, tout devient simple. Il n'est plus besoin de traiter ces « barbares » humainement. La « terreur d'Etat » peut alors prendre l'aspect d'une violence justicière.

Un bon fonctionnaire de police n'a pas le droit de tirer après le « criminel ». Il doit tirer avant. Il n'a d'ailleurs pas de raison de s'en priver, ne serait-ce que parce qu'il en a juridiquement le droit, s'il s'estime menacé. C'est ce que l'on appelle « putative notwehr », la légitime défense putative. Trois Bavarois sont morts ainsi l'an dernier, après l'attaque d'une banque. La police avait tiré plus vite. Eux ne voulaient pas tirer : ils venaient simplement d'être dévalisés.

Jean-Marcel BOUGUEREAU

(11 mai 1975)

Questions sans réponse

Hambourg, le 13 mai (envoyé spécial).

Cinq jours après la mort d'Ulrike Meinhof, des questions restent sans réponse. Cette incertitude peut être en partie le caractère limite des réactions que la nouvelle a suscitées. A en croire la première version officielle donnée par le ministère de la Justice, du gouvernement régional de Bade-Wurtemberg (démocrate-chrétien), autorité directement responsable de la prison de Stammheim, un gardien aurait trouvé Ulrike pendue à la croisée de la fenêtre.

Au cours de la journée de dimanche, la version s'est modifiée trois fois sur un point : elle se serait pendue avec un foulard, un drap ou une bande arrachée à son drap. Malheureusement, la fenêtre de sa cellule ne dispose pas d'une croisée. Il s'agit d'une vitre protégée par une superposition de grilles. Première question : à quoi s'est-elle pendue ?

Deuxièmement, les autres détenus de la Fraction armée rouge ont démenti formellement l'information selon laquelle elle aurait passé la nuit de samedi à dimanche à taper à la machine, on n'a d'ailleurs trouvé rien qui puisse ressembler à un message dans la cellule. Pourquoi cette fausse information ? Troisièmement, le gardien qui l'a découverte aurait ouvert la porte de la cellule à 7 h 34. Selon un journaliste de la radio Südfunk, le premier communiqué du ministère de la Justice date de 7 h 30. Question des avocats : comment est-ce possible ?

Quand, dimanche vers 11 heures, l'avocat Mueller s'annonce à la prison, le cercueil contenant le corps est rapidement évacué pour autopsie. La demande des parents et



Ulrike Meinhof (à gauche) avec Irene Goergens

(Lynx)

défenseurs qu'un médecin de confiance participe à l'autopsie est rejetée. Même refus est opposé à l'entrée dans la cellule d'un des avocats, Michel Oberwinder. Pourquoi tous ces refus ? Y a-t-il des choses à cacher ?

La première des thèses avancées sur le motif du « suicide » diffusée par les radios et télévisions portait sur les tensions entre les quatre détenus. Ce qu'ils nient en rappelant que la veille de sa mort, ils ont passé ensemble une heure et demie, le matin et l'après-midi. Ils ont discuté sur le thème : identité et conscience et, disent-ils, ils ont beaucoup ri. Ulrike était comme d'habitude, si l'on peut décrire ainsi l'état d'un être totalement privé de sensations pendant quatre ans. Nouveaux rires vers 22 heures, samedi 8 mai quand, se parlant de fenêtre à fenêtre, Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin, commentent le survol de la prison par un hélicoptère. Plus tard, Gudrun Ensslin entend de la musique venir de la cellule d'Ulrike. Mais pas de machine à écrire.

La contre-autopsie pratiquée par les médecins auxquels ont fait appel la sœur d'Ulrike Meinhof et M^e Klaus Croissant donnera-t-elle une réponse ?

L'opinion des défenseurs a de toute façon été clarifiée dès le début : il n'y a pas de suicide, il y a des gens qui y poussent et des gens qui y sont poussés, disait le professeur Axel Azzola, qui défend les intérêts d'Ulrike

Meinhof. Cette opinion est exprimée d'une manière encore plus lapidaire par les inscriptions qui viennent d'apparaître sur les murs du centre de Hambourg : « Suicide : mensonge, Ulrike assassinée ».

Quatre tracts et deux affiches dans des vitrines de librairies d'extrême-gauche : telle a été la réaction de l'extrême-gauche de Hambourg à cette mort. Il y a longtemps que les comités contre la torture des prisonniers politiques n'existent plus : l'assassinat du juge Von Drenkman, en novembre 1974, après la mort d'Holger Meins, avait signé aussi leur arrêt de mort, et leur sectarisme les avait isolés. A Francfort, le centre des femmes organise des demandes massives de visites à Gudrun Ensslin, le parti communiste orthodoxe demande la création d'une commission d'enquête impartiale, mais un des militants d'extrême-gauche que j'ai rencontré ne cache pas sa peur à l'idée d'une nouvelle opération Stockholm.

Quoi qu'il en soit, malgré le titre de *Bild* se demandant si un attentat allait empêcher le match, 85.000 personnes ont, mercredi soir, assisté dans l'enthousiasme au match St-Etienne-Bayern.

Félix GERMAIN

(13 mai 1976)

Écrits d'Ulrike Meinhof

(Extraits)

« Les criminels: de nouveaux boucs émissaires »

« Envoyer des bombes au napalm sur des femmes, des enfants et des vieillards, n'est pas criminel. Ce qui est criminel, c'est de protester contre cela. Détruire des récoltes essentielles à la vie et provoquer ainsi la famine et la mort de milliers de gens n'est pas criminel, c'est de protester contre (...) La terreur et la torture des « Special Forces » n'est pas criminelle, ce qui est criminel, c'est de protester contre. Il est incorrect de lancer du pudding et de la farine sur la tête des politiciens, mais il est tout à fait correct de recevoir ces mêmes politiciens qui font raser des villages et bombarder des villes ».

(Konkret, 1967)

Nous autres, Allemands, nous savons - depuis Freud, Reich et Mitscherlich - que nous avons plus de difficultés que quiconque avec nos agressions rentrées, parce que nous n'avons jamais eu le droit de haïr tous ceux que nous devrions haïr et nous ont obligé à refouler nos agressions : nos parents, nos chefs et tous ceux qui nous dominent. Nous avons haï les juifs et les communistes. Les juifs, ce n'est plus possible. Et les communistes, non plus apparemment. Quant aux étudiants, le vernis démocratique de la société, nous en empêche. Alors, on nous propose de haïr les criminels. On en fait les boucs émissaires de notre présent, grâce auxquels le malaise politique ambiant peut se dévouler.

(Konkret, 1968)

A propos du procès du meurtrier d'enfants, Jurgen Bartsch, condamné il y a cinq ans à la détention perpétuelle et mort la semaine dernière sur une table d'opération alors que l'on procédait à sa castration, voici ce qu'écrivait Ulrike Meinhof lors du procès : « ... Pour le tribunal, les fugues d'enfants n'ont rien de catastrophique, pour le tribunal la pédagogie de la baffe n'a rien à voir avec l'objet du procès, pour le tribunal une mère qui donne à son enfant une éducation digne d'une cour de caserne ne peut que faire bonne impression (...) Quant à la défense, elle ne comprend pas qu'il ne s'agit pas pour elle de défendre Jurgen Bartsch, mais des centaines de milliers d'enfants, d'enfants adoptifs, d'enfants encasernés, d'enfants battus, d'enfants exploités. La défense se tait et les juges se taisent lorsque le public du tribunal applaudit la condamnation de Jurgen Bartsch à perpétuité. Ils se taisent lorsque la société se fait sur le dos de ce meurtrier la bonne conscience dont elle a besoin pour pouvoir se taire sur le meurtre d'enfants au Vietnam et sur la barbarie qui s'exerce sur les enfants dans notre propre pays et dans nos familles. La vie de Jurgen Bartsch, elle, est foutue. Mais la criminalité qui était l'objet du procès, elle, continue. Et cette situation qui fabrique les meurtriers d'enfants aussi bien que les présidents de tribunaux, n'a pas changé elle non plus ».

(Konkret, 1970)

« Rendre l'impossible possible »

« Notre volonté de ne pas crever, de ne pas nous laisser briser, est notre volonté de rendre l'impossible possible. Que nous soyons torturés, combien de temps et avec quelle intensité, avec ou sans chance de survie, cela ne dépend en aucune manière des mots que nous utilisons pour décrire ces saloperies. Cela, c'est un objet de consommation. Mais cela dépend par contre de la force organisée, de la puissance des protestations. Cela dépend de ce que nous sommes (vous êtes) capables de polariser l'opinion publique à propos de la torture, en un mot amener les gens à protester ».

Lettre de 1973.

« Notre identité est celle de la guérilla »

Déjà lors de la longue grève de la faim des membres de la RAF, en automne 1974, Ulrike Meinhof avait failli mourir en prison. Gustav Heinemann, ancien président de la République fédérale, lui avait alors adressé une lettre pour lui demander de cesser cette grève. Démarche humaniste, courageuse dans le contexte allemand, mais ambiguë dans la mesure où Heinemann y reprenait l'argument de l'accusation : « Vous faites grève pour vous soustraire à l'action de la justice » Ulrike avait adressé en retour une lettre à Heinemann où elle écrivait notamment « qu'après une isolation qui dure depuis des années, qu'après une grève de la faim qui se poursuit depuis trois mois, accompagnée d'une alimentation forcée qui représente la torture dans sa nudité brutale, qu'après l'exécution d'Holger Meins par le « Groupe de sécurité » de Bonn, qu'après tout cela, on puisse s'imaginer nous contenter avec des miettes de modifications de notre régime spécial, voilà qui constitue une insulte cynique à notre situation et il est exclu que nous l'acceptons. En spéculant sur l'idée que notre grève finira bien par s'effriter, la justice se trompe, elle oublie et elle étouffe le fait que notre identité est celle d'une guérilla révolutionnaire, d'une lutte anti-impérialiste ». Elle proposait à Heinemann un entretien de 15 minutes que celui-ci s'empressa de refuser.

« L'individu métropolitain »

Lors de l'ouverture du procès de Stuttgart, le 15 septembre 1974, Ulrike Meinhof lisait au nom de ses camarades, une longue déclaration dont nous extrayons le paragraphe suivant.

« On est un groupe de camarades qui ont décidé d'agir, de quitter le stade de la léthargie, du radicalisme verbal, d'assemblées, de réunions, de discussions toujours plus dépourvues d'objet, et de lutter. Mais tout manque encore. Il s'avère que ce ne sont pas uniquement les moyens qui manquent, il s'avère, et maintenant seulement, quel type d'individu quelqu'un est. C'est l'individu métropolitain qui est issu du processus de putréfaction et des contextes de vies mortels, faux, aliénés du système : l'usine, le bureau, l'école, l'université et les groupes révisionnistes.

(11 mai 1975)

Un procès de 23 mois

Le 21 mai 1975, s'ouvre le procès des leaders de la RAF dans la prison de Stammheim aménagée en tribunal exceptionnel. Pour Holger Meins, il est déjà trop tard: le 9 novembre 1974, il est mort de faim

Un tribunal-bunker

Stuttgart (envoyé spécial)

Cinq heures du matin, aux portes du tribunal : une trentaine de personnes sont déjà là à faire la queue derrière les barbelés. Quelques-uns ont même passé la nuit. Une petite troupe de policiers à cheval fait la ronde autour des grilles qui ensèment le « Bunker » de Stammheim. Des cars de police verts et blancs déversent leur cargaison d'uniformes verts qui viennent prendre la relève des minibus de la police des frontières. Jusqu'à 9 heures, heure d'ouverture du procès.

D'autres uniformes arrivent, d'autres journalistes, quelques spectateurs, mais en petit nombre : les habitués des grands procès ne sont pas au rendez-vous. La peur a retenu la foule des grands jours qui, sans cela, se serait pressée devant les grilles. A Stuttgart, le journal du soir titrait la veille sur cinq colonnes : « Interpol donne l'alerte générale, les terroristes frapperont demain ».

Toutes les précautions ont pourtant été prises - et au-delà : le bâtiment du tribunal a été construit spécialement face à la prison, de telle sorte que les accusés ne puissent être libérés au cours des transferts. Coût : un peu plus de vingt millions de francs. Un bâtiment de béton entouré de barbelés et d'un mur d'enceinte. Entre les barbelés et le mur, fraîchement repeint en blanc, on a désherbé. Et, à la place, on a mis une couche de sable fin permettant de déceler des traces éventuelles. Le tout est éclairé par des projecteurs et surveillé par un circuit intérieur de télévision. Cinq cents policiers - officiellement - sont mobilisés en permanence pour la garde du bâtiment... qui ne craint ni les bombes, ni les grenades : un filet à même été installé sur le toit afin de se garder d'éventuelles attaques aériennes. Pendant toute la durée du procès - plus d'un an, dit-on - le survol de ce quartier périphérique de Stuttgart est désormais interdit. Dans l'après-midi, on apprenait d'ailleurs qu'un avion de tourisme avait été contraint d'atterrir parce qu'il avait approché de trop près la zone interdite. Mais ses occupants étaient rapidement relâchés. Le tribunal-bunker n'était pas menacé.

Huit heures : on commence à entrer, un par un, un premier contrôle après les

barbelés, puis chacun doit attendre encore derrière un tourniquet. Après le tourniquet, une porte qui ne s'ouvre que si le tourniquet est fermé. Et enfin, on pénètre dans un premier hall où se tiennent une quinzaine de policiers en civils, hommes et femmes. Deux d'entre eux me « prennent en charge », échangeant mon passeport contre un numéro d'ordre, puis m'entraînant dans une cabine verrouillée, pour la fouille, une fouille complète, mains au mur, couronnée d'un dernier contrôle grâce à un appareil de détection... On me retire mon stylo, mes cigarettes, et même mon papier blanc... Le rouge à lèvres d'une journaliste sera coupé en deux comme font les gardiens de prison avec les saucissons qu'on emmène aux détenus. Après la fouille, nouveau passage dans un double tourniquet avant de retrouver son passeport dûment photographié dans l'intervalle et de nouveau l'attente au milieu d'uniformes verts, jusqu'à ce qu'on entre dans la grande salle du tribunal : murs de brique et de béton, plafond métallique d'où partent les néons. Pas une seule fenêtre. Un grand bunker avec des chaises design.

Derrière les juges, sous l'aigle allemand, près de deux cents dossiers sont disposés sur des étagères contenant les 354 pages de l'acte d'accusation et surtout les 1000 rapports d'experts.

Et puis, tout d'un coup, alors que chacun prenait connaissance des lieux, les accusés sont arrivés. Quatre accusés méconnaissables, le teint blanc, les traits tirés. De toute la matinée, ils ne feront aucune déclaration publique, se bornant à discuter entre eux ou avec leurs avocats, malgré la présence toute proche de trois gardiens, l'oreille aux aguets.

Quatre accusés seulement : le cinquième est mort en novembre dernier, après une longue grève de la faim. Quatre accusés que toute la presse de la République fédérale désigne comme le « noyau dur » de la RAF, de la Fraction de l'armée rouge. Quatre accusés sur lesquels tout un pays déverse aujourd'hui ses réserves d'agression rentrée.

On vous explique couramment ici qu'il faut en finir au plus vite avec ces gens qui se nourrissent en prison de l'argent du contribuable... L'Allemagne a trouvé de nouveaux modèles, le criminel a remplacé le Juif et le Communiste. « L'extrémiste, le terroriste et le criminel » sont confondus dans la même optique.

Et le budget de la police criminelle a augmenté depuis six ans, de 510,8 %, celui des services secrets de 117,2 %, celui de la

police des frontières de 141,3 %. Tout un programme.

La première phase du procès Baader-Meinhof aura été de courte durée. Au bout d'une journée émaillée de fréquentes interruptions, les débats - au cours desquels la défense n'a cessé de marquer des points - ont été ajournés pour au moins une semaine. Au centre des discussions, les droits de la défense, très sévèrement mis en cause par une réforme du code de procédure pénale - souvent appelée « Lex Baader-Meinhof » - votée par le parlement fédéral le 11 janvier dernier. Cette réforme prévoit l'exclusion d'un défenseur si celui-ci a contrevenu aux devoirs de sa charge. L'objectif est clair : anéantir toute défense politique collective. Le 27 mars, K. Grønewold, avocat de A. Baader, était ainsi exclu de la défense, puis K. Croissant et H.C. Stœbele. Son quatrième défenseur étant en fuite, Baader n'avait plus aucun avocat hier matin, à l'ouverture du procès. Comme les quatre autres accusés, il a en effet récusé les avocats commis d'office, les traitant au cours de la première journée d'audience d'hier « d'agents du parquet fédéral, incapables de défendre les intérêts des accusés ».

Dès le début de l'audience, les avocats de la défense encore en fonction ont demandé à la cour, au nom des trois autres accusés, U. Meinhof, J.C. Raspe et G. Ensslin, que les trois anciens avocats de Baader soient agréés par le tribunal pour eux-mêmes et non plus pour Baader. De cette manière, la défense détournait les effets de la réforme du code de procédure pénale. Le président, pris de court, refusait, outrepassant visiblement la loi et provoquant une vive réaction du procureur. Celui-ci craignant que cette fausse manœuvre n'aboutisse à la cassation du procès, soutenait, à la surprise générale, les demandes de la défense, ceci bien sûr pour mieux appliquer la forme et l'esprit de la nouvelle loi.

L'enjeu de cette bataille de procédure, un peu obscure pour des non-juristes, était déterminant. Le tribunal, coincé, a dû en effet accéder à la demande de la défense et pour cela, se contredire et perdre la face.

L'affaire est désormais entre les mains d'une autre juridiction et, en attendant, le procès est reporté d'au moins une semaine. La machine judiciaire mise en place pour étouffer la défense politique collective des accusés de la RAF n'était pas aussi bien huilée que le pouvoir réclamait. Mais il est à craindre que le gouvernement fédéral prenne des mesures rapides pour remédier, dans les jours qui viennent, aux « insuffisances » de sa loi. Ce serait un nouveau pas dans la limitation des droits de la défense.

Cette bataille de procédure n'est que la première d'un procès qui va se poursuivre sur plus d'une année. Un procès difficile aussi pour l'accusation qui ne dispose d'aucune véritable preuve, mais seulement d'un faisceau d'indices amassés grâce au « travail » de nombreux experts en tous domaines. Ces

experts, qui pourront être récusés à tout moment, auront à faire la preuve des faits reprochés : cinq meurtres, cinquante-quatre tentatives de meurtres et six attentats.

J.M. BOUGUEREAU

(22 Mai 1975)

La «loi Baader-Meinhof» n'est pas encore au point: procès ajourné

Francfort (de notre envoyé spécial).

La réaction de l'Allemand moyen à la décision de reporter d'au moins une semaine le procès de la RAF, c'est encore le sentiment qu'il faut en finir au plus vite. Comme me l'expliquait hier le veilleur de nuit, scandalisé, d'un hôtel de Stuttgart, me parlant de son neveu, un étudiant en médecine qui doit porter des cheveux longs : « Il est tout à fait d'accord avec la bande à Baader. C'est un gars dangereux. Il veut vivre, il veut vivre, c'est tout ce qu'il sait dire... »

Si la peine de mort existait en Allemagne, les quatre accusés seraient déjà virtuellement condamnés par l'opinion publique. L'isolement des accusés est total. Après le rouleau compresseur du fascisme, les vaches maigres de l'après guerre et le « bien vivre » satisfait du miracle économique, on ne peut pas comprendre dans ce pays que l'ordre issu de toutes ces « épreuves » soit mis en cause et menacé. A plus forte raison par violence. Dans cette société uniformisée qui se croit exempte de contradictions, les contradictions ressurgissent sous une forme agressive : l'anti-communisme des années 50 avait cristallisé ces agressions vers l'autre Allemagne. Après la digestion difficile de la division du pays et la reconnaissance de la RDA, l'Allemagne s'est retrouvée un ennemi intérieur.

Ulrike Meinhof, l'une des quatre accusés de Stuttgart, ancienne journaliste dans un hebdomadaire d'extrême gauche, écrivait il y a dix ans : « Nous, Allemands, nous savons depuis Freud et Reich que, du fait de notre histoire, nous avons plus de difficultés que les autres avec nos agressions refoulées, parce que nous n'avons pas le droit de haïr ceux que nous devrions haïr : nos pères, nos supérieurs, tous ceux qui nous dominent et qui, justement, répriment ces agressions ». Aujourd'hui, Ulrike Meinhof est devenue l'une des cibles des agressions. La *Bild-Zeitung*, un mélange de *Minute* et du *Parisien Libéré* qui vendrait chaque jour à quatre millions d'exemplaires, pouvait titrer ce matin sur sa première page, en guise de compte-rendu du procès : « Baader insulte, Meinhof crie... » « Le mot de crime et de bombe n'a pas été prononcé pendant cette première journée. Les quatre terroristes-vedettes se souriaient, comme s'ils étaient des spectateurs non concernés du procès le plus coûteux de l'après-guerre (...). Gudrun Ensslin fumait même une cigarette, sans se gêner et sans en être empêchée par son gardien ». En lisant ces lignes, le lecteur moyen ne peut qu'être scandalisé. Il ne saura pas que Baader a injurié le juge parce qu'il empêchait Ulrike Meinhof de faire une déclaration. Il ne saura pas que Meinhof criait pour se faire entendre parce que les micros refusaient obstinément de marcher. Il ne saura pas que le président

rappela aux accusés que le tribunal n'était pas un fumoir. Le lecteur moyen en tirera l'impression qu'il faut encore plus de rigueur et de fermeté.

L'opinion sera préparée lorsque dans quelque temps, le Parlement aura à compléter la réforme du code de procédure pénale, votée le 1^{er} janvier dernier, pour pouvoir limiter les droits des défenseurs de la RFA. Une loi votée en hâte, et qui compte des « manques » mis en évidence au cours de la première journée du procès par les avocats de la défense.

Si les trois avocats de Baader ont été suspendus ces dernières semaines, ils ne l'ont été que comme défenseurs de Baader. Au cours de la première audience, les trois autres accusés ont pu ainsi demander d'être défendus par les trois avocats suspendus. Bataille de procédure qui a semé le trouble dans le tribunal, aboutissant à l'ajournement du procès tant que les « obscurités » de la nouvelle loi n'auront pas été éclaircies.

On s'imagine que, dans ce climat, elles le seront rapidement. La loi sera complétée. Une loi sans précédent : chaque accusé ne peut plus désormais avoir que trois avocats et chaque avocat ne plus défendre qu'un accusé. Chaque avocat peut être exclu de l'affaire s'il est convaincu de complicité avec ses clients. Quant à la notion de complicité, elle est évidemment extensive : Klaus Croissant a ainsi été exclu de pour avoir servi

d'intermédiaire entre Baader et *Der Spiegel* pour la réalisation d'une interview publiée par l'hebdomadaire. Mais ce qui est surtout reproché aux avocats, c'est d'assurer une défense collective, ce qui est bien le moins face à une accusation collective.

Au-delà, la loi prévoit qu'un procès pourra se dérouler en l'absence des accusés, si l'accusé est expulsé à cause de « comportements susceptibles de troubler l'ordre », ou si l'accusé s'est lui-même rendu incapable d'y participer, lors des grèves de la faim par exemple... D'autres mesures pourront être officiellement prises, comme la surveillance des entretiens entre avocats et accusés... !

Après la loi de janvier 1972, interdisant l'emploi des « extrémistes » — une notion, elle aussi, extensive — dans la fonction publique, ces dernières dispositions ajoutent une pierre à l'édifice autoritaire de la République fédérale, un édifice qui menace la gauche dans son ensemble, une gauche faible et isolée, qui, dans sa quasi totalité, ne se reconnaît pas dans les accusés de Stuttgart. « L'Etat moderne ne survit pas seulement grâce à son appareil de répression mais aussi et autant, sinon plus, grâce à l'adhésion idéologique des masses », explique Daniel Cohn-Bendit dans son dernier livre, propos de l'action de la RAF. « L'action des révolutionnaires ne doit pas accentuer la peur que fait régner le capitalisme, ce n'est sûrement pas comme cela que le mouvement révolutionnaire deviendra majoritaire ».

Des réactions beaucoup plus violentes à l'égard de la RAF se rencontrent couramment parmi la gauche et l'extrême gauche allemande. Une gauche que le pouvoir met dans le sac : « Accusés de la RAF, avocats, sympathisants, intellectuels, syndicalistes d'opposition », tout cela c'est pareil, explique régulièrement, le chef des Chrétiens-démocrates bavarois, Strauss.

L'étouffoir du conservatisme se referme, un étouffoir que sur place, on ressent fortement. Un étouffoir qui oblige à comprendre, quoi qu'on ne pense sur le plan politique, que certains de ceux qui ont à y survivre, aient envie de tout faire sauter. Pour les accusés de Stuttgart, cela leur vaudra sûrement la réclusion à perpétuité.

J.M. BOUGUEREAU

(23 mai 1975).



Vue aérienne de Stammheim : la prison (1) et le tribunal spécialement construit pour le procès (2) (Stern)

Jan Carl Raspe accuse le procureur Buback...

...d'être responsable de la mort d'Ulrike Meinhof

Stuttgart, le 11 mai (Correspondance)

La salle du tribunal de Stuttgart connaît une affluence inhabituelle ce mardi matin, à la reprise du procès de la Fraction armée rouge, première séance depuis la mort d'Ulrike Meinhof, dimanche matin. Au banc des accusés, ils ne sont aujourd'hui plus que trois : Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Karl Raspe. Aucune émotion particulière n'apparaît sur leurs visages marqués par des mois de détention extrêmement pénibles.

La cour à peine installée, les avocats de la défense demandent la parole : « Monsieur le président, compte tenu de la mort d'Ulrike Meinhof, dans des circonstances encore non éclaircies, nous demandons une suspension du procès pendant dix jours pour attendre le résultat de l'enquête avant de poursuivre les débats. D'autre part, nous pensons également que si l'enquête révèle que la mort d'Ulrike Meinhof est liée aux conditions de détention inhumaines que subissent nos clients, nous réclamons un changement immédiat de leur traitement ».

Le président enregistre la demande et avertit qu'il donnera sa réponse après une suspension de séance en fin de matinée.

J. Carl Raspe se lève, pâle. Le silence se fait. Ses paroles vont retentir dans l'immense salle du tribunal : « Nous savons qu'Ulrike n'est pas morte des suites de son isolement, elle a été exécutée, nous ne savons pas encore comment, mais nous savons par qui. Il y a un responsable : Buback ».

Le président Prinzing l'interrompt brutalement : « Monsieur, je vous interdis de faire des déclarations diffamatoires à l'encontre du Procureur général de la République fédérale allemande ».

« Ulrike ne s'est pas tuée, reprend Karl Raspe, si jamais elle l'avait fait pour des raisons politiques, elle nous l'aurait dit, ses rapports avec nous étaient des meilleurs, ils étaient d'une grande tendresse ».

Nouvelle interruption du juge : « Vous n'êtes pas ici pour faire une oraison funèbre ».

Karl Raspe : « Je connais les rapports entre Ulrike et Andreas. Ce sont des rapports fraternels, libres, tel que c'est possible, seulement lorsqu'on se bat pour la liberté. Il n'y a eu ni rupture, ni tension comme le montrent les lettres d'Ulrike et ses écrits jusqu'à vendredi. Cette mort est une exécution et c'est Buback le responsable. »

Le juge Prinzing : « Je vous retire la parole ».

Andreas Baader se lève à son tour, ils sortent alors tous les deux de la salle pour protester contre cette interdiction. Karl Raspe avait tenu à faire cette déclaration au nom de ses camarades pour couper court aux rumeurs que font courir actuellement la police et la justice sur une mésaventure à l'intérieur du groupe qui permettrait d'expliquer le geste d'Ulrike.

Seule sur le banc, Gudrun Ensslin va à son tour tenter de s'exprimer : « Monsieur le président, le nombre des prisonniers tués ces derniers mois ne se compte plus ». Le juge

cherche alors à l'interrompre mais, imperturbable, Gudrun continue sa déclaration : « Ni nous, ni les avocats, ni sa sœur n'avons pu voir son corps après sa mort, quand ils ont ouvert la cellule, on m'a empêchée de le voir. Les matons ont fait sortir le corps quelques minutes avant que son avocat n'arrive. Le suicide est impossible. Je lui ai parlé à 22 heures samedi, elle était tout-à-fait calme, normalement. Dans la nuit, j'entendais de la musique dans sa cellule, cela aussi, c'est normal ».

Le président décide alors, pour empêcher définitivement toute déclaration, de suspendre la séance. Il est 11 h 30.

A midi, le juge Prinzing annonce officiellement qu'après délibération, la cour rejette la requête de suspension du procès pendant dix jours, demandée par les avocats. Une partie de la salle se lève, furieuse. « Prinzig, assassin » crient plusieurs personnes. Le chahut s'amplifie, la cour fait intervenir la police qui va, pendant quelques minutes, évacuer sans brutalité « les constataires ».

« Les accusés ont eu assez de temps pour récupérer » poursuit Prinzig. « Il n'est pas question pour nous de continuer notre travail avant l'enterrement d'Ulrike, avant mardi prochain. Nous serons donc absents » répliquent les avocats.

Le président : « C'est votre devoir d'être là ».

Les avocats : « Nous connaissons mieux notre devoir que vous ».

Sur ces mots, les trois avocats se lèvent et quittent à leur tour la salle.

La séance est suspendue et doit reprendre à 14 heures. La salle se vide petit à petit. A l'extérieur, spontanément, quelques centaines de personnes se regroupent. Quelques uns ont le visage masqué pour ne pas être reconnus. « Libérez les prisonniers », « Ulrike a été assassinée ». La police n'intervient pas alors que toute la manifestation est interdite à un kilomètre à la ronde du tribunal. Le groupe se dirige vers la ville où il continuera de manifester pendant environ une demi-heure.

14 heures. La salle du tribunal ne connaît pas la même affluence que le matin. Le banc des accusés est vide, celui de la défense également. La cour n'en est pas troublée pour autant et décide de continuer l'audience qui va traîner dans de longs débats d'experts, confus, sans intérêt. On n'entendra pas une seule fois, pendant ce long après-midi, le nom d'Ulrike Meinhof.

(12 Mai 1976)

La mort à perpétuité

Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe sont condamnés le 28 avril 1977 à la peine maximale

Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe ont été condamnés en première instance par le tribunal de Stuttgart-Stammheim à la prison à vie, la peine de mort n'existant pas en RFA. Les avocats ont annoncé aussitôt qu'ils allaient se pourvoir en cassation contre le verdict de ce procès qui durait depuis vingt-trois mois. Une manifestation regroupant plusieurs milliers de personnes a eu lieu mercredi soir à Francfort pour protester contre les conditions de détention des accusés de Stammheim qui, depuis plusieurs semaines, ont entamé une grève de la faim après que l'on eut appris que leurs conversations avec les avocats étaient systématiquement écoutées. Gudrun Ensslin, qui est dans un état grave, est alimentée artificiellement depuis lundi.

D'autres détenus, notamment à la prison de Hambourg, sont eux aussi alimentés artificiellement et cette mesure pourrait s'étendre aux deux autres condamnés de Stammheim qui sont, d'après leurs avocats, dans un état inquiétant. Le verdict est tombé dans le silence d'un tribunal sans avocats ni accusés. Après vingt-trois mois de procès-fiction, chacun s'y attendait. La machine était bien réglée. Rien n'a pu l'arrêter. Jamais la prison à vie n'a autant ressemblé à la mort.

Une mort froide qui ne laisse même plus la place à la révolte et à l'indignation. Sur les dépêches qui parviennent aujourd'hui d'Allemagne, les accusés du procès de Stammheim ne sont plus que les « survivants du noyau dur du groupe Baader-Meinhof ». Ulrike

Meinhof est morte. Holger Meins est mort. Katharina Hammerschmidt est morte.

En dans la prison de Stammheim, les trois condamnés ne sont pas loin de ressembler au corps défiguré d'Holger Meins, après 47 jours de grève de la faim. Gudrun Ensslin, comme Holger Meins, est nourrie artificiellement depuis lundi. Andreas Baader et Jan-Carl Raspe vont l'être incessamment. La peine de réclusion à vie qui les frappe aujourd'hui n'est plus qu'une enluminure macabre et hypocrite. Les avocats commis d'office, les seuls qui plaident encore, l'ont tellement senti qu'ils ont eux aussi décidé de ne pas répondre au réquisitoire de l'accusation.

LE VRAI VISAGE DE L'ALLEMAGNE

La première phase du plus grand procès qu'ait connu la RFA est ainsi terminée. Un procès-théâtre qui n'avait de procès que le nom et qui a pu venir à son terme sans encombre, sans vrai scandale, sans qu'aucune vague d'indignation ne vienne en troubler le cours programmé. Ce qui s'est passé pendant deux ans dans l'enceinte du « tribunal » de Stuttgart-Stammheim mérite que l'on y réfléchisse à deux fois.

La République fédérale allemande bénéficie dans l'opinion publique internationale d'un statut contradictoire. Qu'un congrès d'anciens nazis nostalgiques se réunisse à Hambourg, que des retraités de la Waffen SS décident de meubler leurs dimanches en faisant des manœuvres militaires sur les routes de Bavière, et les anciens résistants de l'Europe retrouvent toute leur énergie pour

dénoncer la tolérance dont bénéficient ces anciens combattants un peu particulier. Mais les nostalgiques du Reich ne sont pas toute l'Allemagne de l'Ouest. Réduire l'une à l'autre, au nom du vieux fond anti-boche qui sommeille chez chaque Français, contribue à masquer le vrai visage de l'Allemagne de Brandt et de Schmidt. A en cacher les aspects les plus actuels, les plus futuristes.

LA SECTION SPECIALE

Le procès de Stammheim fut un scandale. Et personne n'en a rien dit, comme si le présent et le futur mobilisaient moins que les réminiscences du passé.

L'appareil juridique qui s'est mis en place à la faveur de ce procès nous interpelle pourtant directement, et pas seulement par sa conclusion. Machine de guerre contre les accusés de la RAF (Fraction armée rouge), le procès n'a pu se dérouler que grâce à des dispositions législatives fabriquées pour la circonstance, qui vont à l'encontre du droit le plus élémentaire. C'est le cas de la fameuse « loi Baader-Meinhof » adoptée par le parlement en cours de procès et permettant la suspension des avocats soupçonnés de complicité. Une loi hors du droit commun, ayant valeur rétroactive, comme celle qui fut adoptée, en son temps, par les autorités de Vichy qui confiaient des procès à la « Section spéciale ».

Le procès de Stammheim était aussi une machine de guerre contre toute la gauche allemande, appareil d'intimidation et d'expérimentation qui, à travers les condamnés de la RAF, accuse toute une génération et réduit au silence la seule vraie opposition que connaisse ce pays.

Nous ne sommes pas d'accord ni avec les analyses ni avec les actions de Andreas Baader et de ses camarades. Peu importe. Nos histoires se touchent et nous sommes issus des mêmes esprits et des mêmes révoltes, ceux du début des années soixante.

C'était en 1967, les guérillas d'Amérique latine et la résistance vietnamienne venaient de secouer la torpeur d'une Europe qui, avec soulagement, sortait tout juste des guerres coloniales. Dans l'Allemagne satisfaite du miracle économique, le mouvement étudiant crut pouvoir escalader les montagnes. Dans un pays marqué par le renoncement et l'intégration idéologique, la voix de Rudi Dutschke servait de haut-parleur à un renouveau de la solidarité et de l'idée de révolution. La « longue marche à travers les institutions » fut stoppée net par les balles qui l'atteignirent un jour de Pâques à Berlin. Isolée, réprimée, la nouvelle gauche allemande avait connu son apogée. Aucun de nous, aucun d'eux ne put s'y résigner. Il fallut plusieurs années pour l'admettre, d'autant qu'au même moment, le Mai français et l'italien venaient juste d'éclater à leur tour.

Andreas Baader n'a pu s'y résoudre. Ulrike Meinhof, journaliste réputée, a préféré lâcher une plume inutile. Horst Mahler, qui avait été l'un des porte-parole du mouvement, n'a pu se résigner à retourner à l'impuissance d'un bureau d'avocats où s'empilaient les dossiers de répression. Face à un Etat de plus en plus sophistiqué, ils ont jugé que leur espoir d'une autre Allemagne valait la peine d'un engagement qui confinait au suicide. Ils ont été des centaines à le penser et des dizaines à le faire. Ils sont aujourd'hui disséminés dans les prisons d'Allemagne.

Aucun désaccord avec leurs actions ne justifie qu'on les y oublie, à l'heure où l'Etat qui les enferme fait figure de modèle pour tous nos gouvernants.

J.M. BOUGUEREAU

(29 avril 1977).

Les avocats dénoncent les conditions du procès de Stammheim

Absence des inculpés, non transmission de dossiers,
inculpation de certains avocats, écoute de leurs
conversations avec leurs clients.

Stuttgart, 28 avril

Les avocats de confiance des chefs du groupe d'extrême-gauche Baader-Meinhof estiment que le procès intenté depuis 23 mois à Gudrun Ensslin, Andreas Baader et Jan Carl Raspe « a été transformé par les autorités de la RFA en un instrument de guerre politico-militaire » et que le tribunal les jugeant « n'est pas une enclave neutre » comme le voudrait la loi.

M^e Otto Schily et Karl Heinz Feldmann, défenseur de Gudrun Ensslin et Andreas Baader ont vigoureusement contesté l'impartialité du tribunal de Stammheim durant une conférence de presse tenue mercredi pendant plus de quatre heures dans un hôtel de Stuttgart. Les avocats qui ne suivent plus les débats depuis la mi-mars pour protester contre les écoutes de leurs entretiens avec les accusés en 1975 et qui ont renoncé à prononcer leurs plaidoiries (« toute défense étant impossible dans ces conditions ») ont en outre assuré que le maintien des conditions actuelles d'incarcération des inculpés équivalait à une condamnation à mort.

Les avocats ont qualifié de « critique » l'état de santé des quelques soixante détenus de la « Fraction armée rouge » qui observent depuis plus de trois mois une grève de la faim dans plusieurs prisons de la RFA pour obtenir d'être rassemblée par groupes d'une quinzaine de « prisonniers politiques ».

En ce qui concerne le procès, les défenseurs ont jugé qu'ils n'avaient pas pu aborder le fond du problème représenté à leur avis par les actions de la RAF contre l'appui fourni à l'intervention des Etats-Unis au Vietnam par les bases américaines d'Allemagne avec la coopération de la RFA. M^e Heldmann a estimé que la procédure avait été illégale dès le départ et qu'il avait été instauré un « état d'exception » supprimant l'égalité des moyens entre l'accusation et la défense qui a été systématiquement disloquée.

Les avocats ont considéré que la partialité du tribunal et des autorités avait été démontrée par leur comportement envers les défenseurs et les accusés. Ils ont successivement cité la suite des débats en l'absence des inculpés, la non-transmission de certains dossiers de l'instruction à la défense pour motifs de sécurité nationale, le refus d'entendre plusieurs témoins cités par la défense, les échanges d'informations entre l'ancien président du tribunal Theodor Prinzing et un juge de la cour fédérale de justice chargé des affaires de cassation, les écoutes et une campagne dans le public visant, selon eux, « à la destruction morale des accusés » qualifiés systématiquement de « terroristes ».

Les avocats ont également fait état des actions intentées par le Parquet fédéral contre plusieurs défenseurs durant le procès (« procédé auquel n'ont pas recours certains Etats autoritaires ») et de l'« inertie » du tribunal devant les avis des experts médicaux assurant que l'isolement des prévenus finirait par les rendre incapable de supporter l'emprisonnement.

M^e Schily a annoncé qu'en cas de condamnations des dirigeants du groupe Baader-Meinhof, leurs défenseurs présenteront aussitôt un recours en cassation. Il a ajouté qu'il conviendrait à son avis, soit de reprendre la procédure selon des « méthodes spéciales » soit de conférer aux prisonniers le statut de prisonniers de guerre, auquel la convention de Genève leur permettrait de prétendre en raison de leur caractère de guérilla urbaine. M^e Schily a indiqué qu'il se ralliait à une demande de non-lieu présentée hors débats par son collègue Heldmann qui, comme tous les autres avocats de confiance a refusé d'être présent à la lecture du verdict.

Deux témoignages sur la «guérilla urbaine»

Tupamaro à Berlin-Ouest

Le portrait par lui-même d'un jeune ouvrier berlinois qui dans les années 70 a pris les armes et a participé à la guérilla urbaine du « Mouvement du 2 juin ».

Ce livre « contribution capitale au problème de la violence révolutionnaire » selon Daniel Cohn-Bendit, est interdit en RFA.

Côté pile, la révolte d'un jeune ouvrier berlinois au milieu des années soixante, sa rapide politisation jusqu'à la lutte armée à laquelle, pour finir, il renonce ; côté face, un drop-out avant la lettre, gagman du réel, trouve dans le rock, la défonce et l'usage des explosifs à la fois la source et l'exutoire de sa rage de vivre. Au naturel, côté pile et côté face ne cessent d'inférer. C'est le portrait que laisse de lui-même Bommi Baumann dans un livre publié il y a déjà quelque temps dans la collection France Sauvage.

Certains milieux d'extrême-gauche en RFA notamment parmi les proches de la Fraction armée rouge, ont violemment condamné ce livre, l'accusant d'avoir été suscité par la police qui aurait poussé par ailleurs le machiavélisme jusqu'à en interdire la diffusion en RFA pour donner le change... En deux préfaces, Heinrich Böll et Daniel Cohn-Bendit jettent leur poids dans la balance et nous demandent d'entendre Baumann. Simplement parce que dans les souvenirs de ce déclassé sans complaisance, quelque chose interpelle chacun de nous...

« Le premier jour où tous les apprentis se sont pointés au bureau, et qu'on nous a conduits au chantier en bagnole, j'ai vu clair d'un seul coup. Je me suis dit : Tu vas faire ça pendant cinquante ans ; pas moyen d'y échapper ». Bommi Baumann, fils d'ouvrier, découvre qu'il ne sera jamais ouvrier. C'est un peu là que commence son histoire : le rock et le hasch, avant la rencontre avec la révolte anti-autoritaire des étudiants, puis l'effritement des espoirs de 68, la plongée dans la guérilla urbaine, la prison et la clandestinité. C'est cet itinéraire que raconte son livre *Wie alles anfing* (Comment tout a commencé), dont l'édition française est assez sottement titrée : *Tupamaros Berlin-Ouest*.

DU ROCK AU S.D.S.
PAR LES HAPPENINGS

Comment un jeune Allemand des années 70

en est-il venu à prendre les armes (au sens propre) contre la vieille société, et aussi comment en est-il venu à les « lâcher » ? Au commencement, il y a tout, sauf un corpus politique bien défini, ou, comme le dit Bommi, « ayant passé mon enfance à l'Est, mon rapport aux concepts marxistes-léninistes est plutôt perturbé : le désastre, je l'ai connu dans la réalité ». Non, au commencement, il y a plutôt la glande, la musique (de rock), et les premières défonces. C'est l'époque, 1965-66, où les jeunes prolos « en marge », comme Bommi, se retrouvent autour de ce symbole de la fin du Reich, une ancienne église complètement déglinguée en plein cœur du nouveau Berlin, la Gedächtniskirche.

« Dans la Gedächtniskirche, la naissance de la contestation était un truc exclusivement prolétarien. Un ouvrier est naturellement plus sensible au rock qu'un intellectuel. Pour toi, ça passe un peu plus par le corps ; tout est fait pour dresser ton corps et non pas ta tête. Et la danse te convient, puisque tu es plus terre à terre, si on peut dire. Une musique comme ça, c'est quelque chose de corporel, déjà rien que dans le feeling. Le message du rock est, d'ailleurs, en gros, baiser, faire l'amour, peu importe le terme que tu emploies ».

Bommi, comme bien d'autres l'ont fait, aurait pu prendre la route, dériver vers Katmandou. Sa dérive passe plus simplement, et plus improbablement, par la rencontre avec la contestation étudiante. « Un sacré pari » comme il l'avoue. Le SDS (Union des étudiants socialistes allemands) en 1966, ce n'est encore qu'un point de référence, la naissance d'une opposition extra-parlementaire, la redécouverte d'un autre socialisme. La passerelle qui mène Bommi de la Gedächtniskirche vers le SDS, c'est la « Commune 1 », le premier phalanstère militant.

« La CI formait, à mon avis, un mélange parfait entre politique et culture underground, un bon alliage en quelque sorte (...).

La possibilité de changer ta personnalité, de transformer ton comportement en te transformant toi-même, était vraiment nouvelle pour moi. Cela n'existait pas dans les milieux beatniks, chacun se ramenait avec son narcissisme, ses histoires personnelles à répétition, mais à un moment donné, c'était la fin du disque, il tournait à vide ». En même temps, grâce à son origine ouvrière, Bommi garde quelque distance : « Les rapports amoureux s'y vivaient toujours de façon heavy, contrairement à nous qui tirions notre coup sans tous ces problèmes... »

Bommi participe à toutes les actions de la commune : interventions burlesques, elles visent toutes à mettre au service de l'action politique les ressources du happening et du ridicule. A cette époque, les bombes de la CI sont remplies de farine, mais Bommi pense déjà à de vraies bombes. Il est persuadé d'une chose : « Faire la révolution, c'est violent, donc, puisqu'on est obligé de s'y mettre tôt ou tard, autant s'y préparer le plus tôt possible ».

De cette contradiction naît ce qu'il appelle son premier « dérapage », une histoire de pneus crevés. « J'ai pratiquement agi tout seul. Ça a été une décharge de toute mon agressivité intériorisée, et en fin de compte, une action complètement irrationnelle. Je vivais dans une de ces cités ouvrières où logeaient quantité de flics. Et y'en a marre de voir tous les jours qu'on accorde plus d'importance aux bagnoles qu'aux terrains de jeux pour les gosses... Ça m'a fait profondément chier ces conneries, cette tendresse débile pour des objets qui sont si hostiles à la vie... Voilà pourquoi un jour, j'ai déraillé et immobilisé ces machins, c'est-à-dire que j'ai crevé des pneus d'à peu près une centaine de bagnoles, avec un couteau, un stylet « marche à pied » sans oublier la voiture de Monsieur le curé, car il y avait aussi une espèce d'église ». Résultat : neuf mois avec sursis (qu'il fera plus tard).

LE QUARTIER GENERAL DES REBELLES DU HASCH

Pendant toute cette période, les communistes de Berlin vont jusqu'au bout du happening. Et Bommi avec eux. L'un d'eux chie au beau milieu du tribunal qui le juge pour une broutille. Une autre fois, ils s'emparent de la toque du procureur et la coiffent. Dans cette période ascendante, leurs actions font boue de neige. Ce ne sont pas des paumés marginalisés, mais les francs-tireurs d'un mouvement réel qui secoue « la vitrine de l'Occident ».

Pâque 68, l'apogée du mouvement est Rudi Dutschke, la figure la plus populaire, est victime d'un attentat dont il sort très grièvement blessé. « Rudi, je le connaissais déjà bien avant Pâques 68. Il était différent des autres étudiants (...). Il investissait à fond et

c'est pourquoi d'un certain point de vue, c'était le mec le plus important du mouvement. Rudi était vraiment un type bien, solidaire et sympa (...). Les sociaux aussi bien que Mad-Hüter, tout le monde s'est toujours foutu de la classe ouvrière allemande et par conséquent, il est tout à fait compréhensible qu'elle n'ait plus envie de se faire avoir. Mais devant un type comme Rudi, on pigeait tout de suite que c'était un mec bien, qui prendrait les mêmes risques que toi, qu'il se taillerait pas au moment des coups durs ».

Les réactions à l'attentat contre Rudi Dutschke sont extrêmement violentes : « Terror in Berlin » titre la presse de Springer. Bommi lance ses premiers cocktails en une nuit, et « pige le rapport lutte de masses / terrorisme : j'ai enfin vu clair sur ce problème qui m'asticotait depuis toujours : c'est une bénédiction pour un mouvement révolutionnaire qu'un groupe décidé apporte aux masses son soutien grâce au terrorisme. Face aux flammes, j'ai brusquement compris que ce terrain ouvre des perspectives de lutte ». Nouvelle « commune » (la commune Wieland), premières bombes et premier flic infiltré : « On ne se rendait absolument pas compte à l'époque, qu'on était manipulé par les flics, à l'intérieur d'une stratégie bien précise ».

Nouveau groupe : le Quartier général des rebelles du hasch.

« On estimait qu'il fallait intégrer la came dans la pratique politique, mettre fin à la séparation entre joint et politique, pour créer un point de convergence à travers la drogue. On avait décidé d'être tout simplement une bande de rebelles hors-la-loi. De l'été 1969 jusqu'au début 70, ça a été vraiment un moment super ; presque toute l'année, on s'est baladé dans Berlin avec en poche rien d'autre que du shit, un passe-partout, et un peu de fric, habillés de vêtements excentriques ». Smoke-in et batailles de rue. Base théorique : « La mentalité de hors la loi » de Mao. Ligne politique : « Recruter les premiers cadres de la guérilla urbaine dans ce qu'on appelle le lumpen-prolétariat (...) ». Alors qu'on a l'habitude de les considérer comme des criminels potentiels permanents, leur attitude contestataire et leur niveau de conscience sont pourtant voisins des nôtres, même si ça vient d'ailleurs... A notre avis, le toxico était capable de riposter au flingue par le flingue. Notre politique consistait à dire : à partir du moment où tu lâches la piquouse, tu es mûr pour la remplacer par le flingue ». Des actions parmi d'autres : s'attaquer à la

« mafia des dealers ».

LA CLANDESTINITE ET LES ARMES

« La rupture s'est faite au retour des copains de Palestine » : l'engagement immédiat dans la lutte armée. Les « Tupamaros de Berlin-Ouest » sont nés. « On a bazaré nos désirs et nos besoins réels pour pouvoir se consacrer à un domaine spécifique qui ne concernait que quelques gens déjà coincés dans la mécanique judiciaire ». Les attentats se succèdent, les bombes s'améliorent — encore que l'explosion ne soit pas toujours parfaitement contrôlée — mais aussi des contradictions se font jour : « Jusqu'au bout, nous sommes restés incapables de relier correctement ce genre de militantisme — la guérilla urbaine — avec nos revendications de transformation individuelle et collective ». Mais l'engrenage fonctionne et la clandestinité totale devient inévitable : « Bien entendu, on n'était absolument pas préparé à ça et notre dilettantisme était tel qu'on n'avait même pas prévu ce genre d'éventualité ». Bommi « tombe » en prison. Mais, au moment où le mouvement connaît un reflux, l'appareil policier durcit sa position. A sa sortie de taule, Bommi trouve que « la situation s'était tellement radicalisée qu'on était forcé de s'embarquer dans un trip du genre de la RAF » la Fraction armée rouge de Baader-Meinhof, sur laquelle Bommi porte en passant des jugements fraternels mais sévères. Le Mouvement du 2 juin, en souvenir du jour où un étudiant a été abattu par un flic est construit, selon Bommi sur « une base théorique voisine de celle de la Gauche prolétarienne en France ou Lotta continua en Italie : ce qu'on voulait, c'était faire évoluer le militantisme dans les groupes de quartier ou d'entreprise vers la guérilla dans l'usine et la guérilla au plein sens du terme ». Mais la clandestinité a ses exigences : comme les bombes avaient succédé aux cocktails, les braquages suivent les attentats. Ouverture sur un autre monde : « C'est effrayant ce qu'un pistolet peut contenir comme puissance dynamique : ce machin entre tes mains te donne une assurance dingue ». Scènes de la vie de guérillero : système D et grande traque.

Mais un jour Bommi voit un de ses amis les plus chers, Georg von Rauch, tomber à ses côtés, abattu par un flic. La gauche, à son habitude, en fait un « martyr ». Mais pour Bommi, « C'est complètement con de fabriquer des martyrs chrétiens. On n'a jamais caché qu'on attaquait cette société pourrie les armes à la main et qu'on était prêt à tirer les premiers ». Dans la déprime qui suit ce deuil, Bommi remet en cause son engagement dans

la lutte armée : toute la part de lui dont il avait dû se châtrer par nécessité « militaire » se révolte. « C'est devenu franchement dingue ; ce qui se passait ressemblait de plus en plus à un atelier à la Siemens. Pendant tout ce temps, tu as essayé de t'éloigner et d'un coup sec, tu te retrouves d'où tu es parti, avec ton costard et tes cheveux courts ».

Rétrospectivement, le regard de Bommi sur ses activités « militaires » est dur : critique de la « magie de l'argent », de la « frénésie de consommation » engendrées par la clandestinité. De la baisse de qualité des relations personnelles dans le groupe aussi : « On n'a jamais réussi à préserver assez de sensibilité au sein de notre groupe. La pression de l'extérieur est en effet si forte qu'elle se répercute en toi. La guérilla a échoué dans les métropoles parce qu'on n'a pas été capable de maintenir intacte la nouvelle qualité des rapports humains. Adversaires de l'appareil d'Etat, on a fini par lui ressembler. Cette saloperie te récupère toujours d'une façon ou d'une autre. Quand au bout du compte, la seule issue consiste à flinguer, c'est tellement lourd que c'est forcément l'échec ».

Toujours dans la clandestinité Bommi lance un appel à « lâcher les flingues ». Les partisans du terrorisme et les sympathisants de la RAF lui en tiennent rigueur et dénoncent son livre comme une manipulation policière destinée à « désarmer les masses »... sans trop tenir compte du fait que la police et la censure allemande pourchassent le livre ! Il est vrai que la charge émotive du livre fait vaciller bien des schémas et que sa liberté d'allure est dangereuse à tout sectarisme. Exemple concret de dialectique, Bommi, si engagé soit-il dans une action, défonce ou terrorisme, reste disponible à sa critique contradictoire.

Tupamaros Berlin-Ouest se termine de manière surprenante par un appel à l'amour. Rien de définitif, sans doute, une nouvelle traversée commence pour Bommi. Mais, de toute façon, « j'ai fait tout ça, c'est OK. Même les pires expériences étaient justes au moment où elles ont été vécues, puisqu'elles étaient alors notre seule possibilité de nous exprimer ; c'était notre chemin et on l'a pris »...

Gérard DUPUY

Bommi Baumann, *Tupamaros à Berlin-Ouest*. Préface de Daniel Cohn-Bendit et Heinrich Böll, Gallimard « La France Sauvage ».

(30 mars 1977)



Les occupants d'une maison posent caricaturalement, tels que les voit la presse de Springer. La maison porte le nom de G. von Rauch, tué par la police (Jugend Zentrum Kreuzberg)

Hans-Joachim Klein: les doutes d'un terroriste de la RAF

Hans-Joachim Klein, dans une lettre au Spiegel dévoile deux projets d'attentats contre des personnalités juives.

« Le terroriste de l'OPEP, Hans-Joachim Klein, dévoile des projets d'attentats dans une lettre au Spiegel » L'hebdomadaire allemand publiait hier, sous ce titre, un document de deux pages qui a été effectivement écrit par Klein. La lettre était accompagnée des empreintes digitales et du pistolet de celui que la presse allemande a présenté, après l'attentat de Vienne, comme un dangereux terroriste. La rédaction du journal d'extrême-gauche de Francfort, *Pflasterstrand* a d'ailleurs reçu un double de cette lettre et des confirmations directes de son authenticité.

Hans-Jurgen Klein avait été gravement blessé lors de la réunion des ministres de l'OPEP à Vienne, le 21 décembre 1975. Transporté sur une civière dans l'avion qui emmenait les membres du commando, il était entre la vie et la mort. Sa célébrité s'était alors trouvée grandie par une coïncidence : lors de la visite de Jean-Paul Sartre à Andreas Baader, en décembre 1974, Klein était alors employé dans un collectif d'avocats défendant les prisonniers de la RAF. Le jour de la visite de Jean-Paul Sartre à Andreas Baader, c'est lui qui conduisait la voiture qui l'amena à la prison de Stammheim. Après Vienne, les médias allemands s'emparèrent immédiatement de l'affaire, trop heureux de publier une photo où l'on voyait ensemble le « philosophe nihiliste » Sartre, « l'anarchiste » Cohn Bendit et le « futur terroriste » Klein.

FAUSSES NOTES

Aujourd'hui, Klein qui fait partie de la liste des vingt-huit « terroristes » les plus recherchés, annonce publiquement sa rupture avec les actions armées. Et cela en termes très durs. Il dévoile même deux projets d'attentat visant le président de la communauté juive de Berlin, Heinz Galinski, ainsi que celui de Francfort. Dans cette lettre, Klein explique ses doutes après l'opération de Vienne, notamment à propos de la mort de trois personnes qui, selon lui, furent tuées « sans aucune raison » : « Les arguments des membres des « commandos » sur le pourquoi de la mort de ces trois hommes étaient marqués par le cynisme et l'insensibilité (...). Et ce n'étaient pas les premières fausses notes qui résonnaient à mes oreilles. Ce que j'entendis en un seul mois, ce qu'on me raconta et ce que je vécus, la manière avec laquelle la violence « révolutionnaire » devait continuer à être pratiquée - promettant comme but final un monde plus juste et plus humain - les moyens et les méthodes employées pour cela (...) me donnèrent envie de vomir et surtout de réfléchir. En février 1976, je pris la décision de me retirer aussi vite que possible de cette sorte de politique qui n'était pas mienne et ne pouvait l'être. (...) » Klein explique que, pendant longtemps, il put se tenir à l'écart du fait de sa blessure, attendant l'occasion pour prendre ses distances. Une année passa jusqu'à ce qu'il rencontre quelqu'un à qui il puisse demander « s'il voulait m'aider à sortir de cette merde ». Ses « anciens camarades » expliquent-il, commençaient alors à ne plus vraiment

croire ces histoires de blessure. On voulait que je reprenne du service et que je mette fin à mon congé de convalescence ». (...)

NOIR SUR BLANC

Avec les gens qui m'ont aidé, j'ai eu des discussions. Sur le pourquoi de ma participation, à Vienne. Sur les expériences que j'avais ensuite vécues, des expériences qui avaient - et ont - une couverture révolutionnaire,



Hans-Jurgen Klein en compagnie de Daniel Cohn-Bendit, lors de la visite de Jean-Paul Sartre à Stuttgart. (AFP).

mais qui, au fond, sont presque fascisantes. Et j'ai raconté les actions folles qu'ils prévoyaient ou qu'ils avaient déjà engagées ».

Puis Klein explique qu'il décida de mettre noir sur blanc cette expérience : « Je pensais, et je pense toujours, que la gauche légale (...) avait le droit de savoir pourquoi j'avais participé à Vienne. Qu'est-ce que la guérilla Ouest-allemande (et internationale : on ne peut plus séparer l'une de l'autre), veut dire lorsqu'elle parle de politique révolutionnaire. Et comment elle le met en pratique... Ce que Klein a écrit devrait servir, selon lui, « à épargner le saut dans la clandestinité aux camarades qui s'imaginent la guérilla urbaine bien autrement que ce qu'elle est en réalité, et qui, sur cette base, pensent y participer. Car si l'on garde encore une étincelle de sensibilité et de conscience politique, on ne peut qu'en sortir en vomissant dès lors qu'on y est entré ».

Puis Klein explique pourquoi il s'est résolu à écrire une lettre au Spiegel. Son manuscrit se révéla trop explosif pour paraître dans une

maison d'édition de gauche : toute autre solution lui aurait pris trop de temps pour empêcher la mort des deux présidents de la communauté juive. « Beaucoup me traiteront sûrement comme un traître, ajoute Klein, je ne peux rien y changer. Je n'ai trahi personne, mais seulement empêché une action que je crois folle (...). Je sais ce que la guérilla en pensera : ils me chercheront ». (...)

RELANCE

Ce lundi, la presse allemande de droite est visiblement ennuyée de ce « revirement » qui trahit l'image manichéiste qu'elle n'a cessé de donner de Klein. La presse libérale, elle, accorde une grande importance au document qui apporte de l'eau au moulin de sa critique des actions armées. Au même titre que Bommi Baumann qui, dans un livre récent (1) prenait ses distances du Mouvement du 2 juin, Hans-Joachim Klein sera sans doute dénoncé comme un traître par ses anciens camarades, ne serait-ce que parce qu'il confirme indirectement le caractère international de la guérilla. Quelques semaines après

la mort du procureur Buback, cette lettre va relancer le débat sur des formes d'actions qui continuent de diviser une partie de l'extrême-gauche en RFA. Dans un pays où la répression et le conformisme ne laissent qu'une marge étroite à l'action politique « légale », la lutte clandestine continue de susciter la sympathie d'une frange de la jeunesse radicalisée qui y voit la seule alternative à l'étouffement. Une partie importante de l'extrême-gauche qui, malgré son désaccord, fut longtemps paralysée par son refus de prendre des distances, a exprimé clairement ses critiques après la mort du procureur Buback. Le journal des gauchistes de Francfort, *Pflasterstrand*, publiait ainsi en couverture de son dernier numéro un poème d'Eric Fried sur la mort de Buback qui se terminait ainsi : « Il aurait été mieux qu'un homme comme ça ne meure pas ainsi. Il aurait été mieux qu'un homme comme ça ne vive jamais ».

Jean-Marcel BOUGUERAU

(1) « Tupamaros à Berlin-Ouest ».

10 mai 1977



KLAUS CROISSANT ET LA JUSTICE FRANÇAISE

Arrestation à Paris d'un avocat allemand qui avait choisi l'asile français

De la Santé à Stammheim

Chronologie de l'affaire

30 Septembre. Klaus Croissant est arrêté à Paris. L'avocat d'Andreas Baader s'était réfugié en France au mois de juillet de crainte d'être interpellé en Allemagne en vertu d'un avis de recherche lancé par le parquet de Stuttgart pour « assistance à association criminelle ».

3 Octobre. Croissant, après une seconde nuit de détention à la maison d'arrêt de la Santé, est présenté devant la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris qui doit décider si, oui ou non, il doit être remis en liberté.

6 Octobre. Le gouvernement allemand fait parvenir aux autorités françaises une demande d'extradition.

10 Octobre. Une pétition s'opposant à l'extradition de Croissant est rendue publique. Elle est signée par près de deux cents intellectuels (avocats, magistrats, écrivains, professeurs...)

11 Octobre. Un nouvel appel est publié. Il est signé par 121 femmes.

L'organisation *Amnesty international* attire l'attention du gouvernement français sur les risques présentés par l'extradition de Croissant.

12 Octobre. La chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris rejette la demande de mise en liberté provisoire plaidée par les avocats de Croissant le 3 octobre.

20 Octobre. La préfecture de police interdit la manifestation appelée par les organisations d'extrême-gauche en faveur de Croissant et devant avoir lieu le 24 octobre. La LCR, l'OCT, l'UTFL, le PSU, le CCA et le « Comité pour la libération immédiate de Klaus Croissant » décident alors de tenir un

meeting le 26 au palais de la Mutualité à Paris.

« L'Assemblée parisienne des Groupes autonomes » lance un appel à un rassemblement à la gare Saint Lazare pour le 21.

Le Mouvement d'action judiciaire et les représentants des signataires d'un appel en faveur de Croissant tiennent une conférence de presse, rue de Vaugirard, à Paris.

21 Octobre : La police parvient à endiguer la manifestation de la gare Saint Lazare. Plusieurs dizaines d'interpellations.

24 Octobre. Croissant est présenté devant la chambre d'accusation. Ses avocats demandent le report de l'audience, compte tenu du grand nombre de pièces transmis en vrac par le gouvernement allemand. Le procureur refuse. La Cour accepte et fixe la prochaine audience au 2 novembre.

Un début de manifestation a lieu devant le palais de Justice.

Des tribunes en faveur de Croissant paraissent dans la presse.

26 Octobre. Lors d'un dîner-débat sur la violence, Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, déclare à propos du cas de Croissant : « Traditionnellement, la justice française, très respectueuse du droit d'asile politique, avait pour habitude de considérer que si un terroriste était terroriste pour une raison politique, on ne l'extradait pas (...) Je pense que cette tradition, si noble qu'elle soit, est dépassée par les événements. Il est impossible que la France devienne une terre d'asile pour le terrorisme ».

A la Mutualité, à Paris, le meeting des organisations d'extrême-gauche rassemble environ trois mille personnes.

1^{er} Novembre. Les réunions et les prises de position se multiplient à Paris et dans les régions.

Un nouvel appel signé par des intellectuels est publié.

Le syndicat des Avocats de France, le Syndicat de la Magistrature, le Mouvement d'Action judiciaire, la Fédération nationale des Jeunes avocats, l'Association française des Juristes démocrates et le Mouvement français des juristes catholiques prennent collectivement position.

2 Novembre. Jour « J », affluence à la chambre d'accusation. L'audience dure de 15 h 30 à minuit et demie. Le procureur général Sadon vient lui-même soutenir le réquisitoire du Ministère public demandant aux magistrats d'extrader Klaus Croissant. Plusieurs avocats étrangers viennent tour à tour soutenir leur confrère allemand avant que ses défenseurs français ne plaident à leur tour. La décision sera rendue le 16 novembre.

A Grenoble, une manifestation est dispersée.

8 Novembre. Plusieurs personnalités dont l'Amiral Sanguinetti, Jacques Debu-Bridel et Claude Bourdet dénoncent « la contamination du modèle allemand » au cours d'une conférence de presse où ils évoquent également le cas de Croissant.

9 Novembre. Un appel à une manifestation pour Croissant est lancé. Un rassemblement est prévu le 15 novembre, place de la République.

10 Novembre. Un meeting est interdit à la Sorbonne. L'administration manque de salle...

Les rassemblements et les meetings se multiplient en France. Deux cents avocats mairiens signent une pétition en faveur de leur confrère allemand.

12 Novembre. Le Syndicat des Avocats de France, le Mouvement d'action judiciaire et l'Association des juristes démocrates appellent à un rassemblement le 15 novembre, au palais de Justice de Paris.

La manifestation prévue le 15 novembre, place de la République, est interdite par la préfecture.

14 Novembre. Les organisateurs de la manifestation interdite appellent à un meeting le 18 novembre dans le cas où Croissant serait extradé.

Une nouvelle pétition signée par des intellectuels est rendue publique. Des rassemblements sont prévus dans toute la France.

16 novembre. Après l'avis favorable de la chambre d'accusation, Klaus Croissant est extradé avec précipitation vers la RFA où il est incarcéré à Stammheim.

18 novembre. 10 000 personnes manifestent à Paris, en signe de protestation. La manifestation est marquée par l'intervention très violente et très minoritaire de certains « autonomes ».

La «criminalisation» des avocats de la R.A.F.

Plus de 70 défenseurs de détenus politiques font l'objet de poursuites judiciaires

« Le responsable des relations publiques de la terreur » est à Paris. Si vous ne le saviez pas, vous pouviez l'apprendre en lisant hier l'*Aurore*. Dans sa célèbre rubrique « Les coulisses de l'actualité », Philippe Bernert, spécialiste des extrapolations policières, nous apprenait hier que « dans le flot des touristes de juillet, nous était arrivé un singulier visiteur », Klaus Croissant, « cet avocat du diable qui a succédé à Baader ». Philippe Bernert sert ainsi de relai à une campagne d'ampleur, entamée ces derniers jours en République fédérale.

Klaus Croissant, on s'en souvient, fut l'avocat d'Andreas Baader jusqu'à ce qu'il soit exclu de la défense avant l'ouverture du fameux procès de Stuttgart-Stammheim. Il fut aussi l'un des plus touchés par les nombreuses procédures pénales et disciplinaires qui, ces dernières années, ont visé des dizaines d'avocats, demantelant la défense dans les procès politiques qui se succèdent en République fédérale. Arrêté à deux reprises, puis libéré, Klaus Croissant a demandé au début du mois de juillet, l'asile politique à la France, de crainte d'être une nouvelle fois incarcéré. Tout confirme aujourd'hui qu'il était effectivement en passe d'être interpellé.

Bourgeois libéral, resté étranger au mouvement de la fin des années 60, l'avocat Klaus Croissant n'a rien du révolutionnaire. Tous ceux qui le connaissent le confirment : son engagement total comme défenseur de la RAF ressortait plus de son idéalisme humaniste et d'une fascination reconnue pour la détermination des accusés de la RAF que d'une adhésion à la stratégie de violence armée dont ils étaient les porteurs. Pour l'avoir souvent rencontré, notamment à l'occasion du procès de Stammheim et de la visite de Jean-Paul Sartre à Stuttgart, je peux en témoigner.

Mais en République fédérale, la frontière est mince entre l'engagement et la défense politique. Les protestations les plus humanistes contre les conditions de détention sont immédiatement assimilées à un soutien politique déguisé. A fortiori lorsqu'il s'agit d'avocats voulant faire jusqu'au bout leur métier. La vieille tradition anticommuniste des media allemands leur a laissé de surcroît un goût immodéré pour la détection des « Tarnorganisation » (1), et la dénonciation des « crypto-guérillero » est venue, ces dernières années, s'ajouter à celle des « crypto-communistes ».

Sachant qu'elle peut jouer sur cette touche comme sur du velours, la police allemande ne

s'en prive pas. Le récent attentat contre le président de la Dresdner Bank, Juergen Ponto, a été l'occasion d'une nouvelle escalade dans la dénonciation de M^e Klaus Croissant. Le 3 août, quelques jours après l'attentat, le parquet fédéral annonçait que l'une des principales suspectes, Suzanne Albrecht, avait travaillé un temps dans le bureau d'avocat de M^e Croissant. Le terrain était préparé pour que la police perquisitionne le lendemain dans ce bureau...

Le quotidien de Springer citant, selon la formule consacrée, « des sources informées », annonçait dans la foulée la découverte dans ce bureau d'une « confession » à propos de l'assassinat, le 7 avril dernier, du procureur fédéral Buback ainsi que des documents dans lesquels étaient « envisagées de nouvelles actions terroristes ». Quant à la Sûreté fédérale, elle se refusait, bien sûr, à confirmer. Peu importe. Personne n'irait chercher confirmation d'une information déjà donnée en pâture à l'opinion publique par le quotidien de Springer. D'autant qu'il s'agissait d'un homme qui, par deux fois déjà, avait été incarcéré et soupçonné « d'assistance à une organisation criminelle ». La cause était entendue : l'avocat des « terroristes » était devenu l'un des responsables de la guérilla urbaine en RFA.

Face à une opinion publique crédule, la Sûreté fédérale dispose d'arguments qui, si l'on n'y regarde pas de plus près, peuvent venir à l'appui de sa thèse. Premier « argument » : le rôle joué par les avocats, et particulièrement par Croissant, dans la « communication » entre les prisonniers. La première mesure pénale contre lui se fondait d'ailleurs sur le fait que celui-ci avait servi d'intermédiaire pour la mise au point d'une interview des détenus de Stammheim, publiée par le *Spiegel*. Aujourd'hui, le même *Spiegel* comptabilise innocemment le nombre de visites effectuées par les avocats aux différents prisonniers : Croissant en aurait fait 185 et son collaborateur Arnt Müller 584, dont 232 à Gudrun Ensslin. L'hebdomadaire y ajoute allègrement les quatre cents demandes de visites des détenues femmes de la RAF dans les prisons de Hambourg et de Cologne faites par des groupes féministes de la région.

Dans un style également soupçonneux, il ajoute incidemment les nombreuses occasions de discussions entre les avocats et leurs clients lors du procès de Stammheim, comme si ces discussions étaient contre nature. Tout est bon pour tresser la trame du complot. Une phrase du détenu Klaus Juenschke à une fille qui lui rendait visite : « Prenez les meilleurs et faites quelque chose, mais n'en restez pas

aux distributions de tracts, ça ne sert à rien » - prend valeur de consigne militaire alors qu'elle n'est sans doute que le cri d'un condamné à la détention perpétuelle qui sait être en prison pour longtemps.

Deuxième argument à l'appui des thèses policières : le fait que deux autres avocats, Joerg Lang et Siegfried Haag, sont passés à la clandestinité et que d'autres personnes ayant travaillé comme employés dans le collectif animé par Croissant, ont fait de même : c'est le cas, notamment, de Hans Juergen Klein qui avait servi de chauffeur à Jean-Paul Sartre lors de sa visite à Stuttgart et que l'on retrouva un an plus tard dans le commando de l'OPEP à Vienne. Depuis, Klein s'est retiré de la « guérilla », critiquant vivement ses méthodes et dénonçant le décalage entre l'image qu'il en avait et celle qu'il avait découverte lors de son passage à la clandestinité.

La trajectoire de Klein est exemplaire pour comprendre comment le système allemand a, lui-même, progressivement « criminalisé » les hommes qu'il dénonce aujourd'hui, ne leur laissant finalement aucun choix, sinon celui d'abdiquer ou de confirmer ces assertions. Pour s'en tenir aux avocats, la liste serait longue de ceux qui sont victimes de procédures ou de suspension du Conseil l'Ordre pour avoir simplement dénoncé des conditions de détention, accusé des médecins pénitentiaires ou évoqué les motivations politiques de leurs clients. Au fil des années, les campagnes de diffamation ont interdit à quiconque, en République fédérale, de prendre si peu que ce soit, la défense des prisonniers politiques. Il ne restait plus que les avocats. C'est à eux qu'il fallait s'attaquer.

La campagne contre M^e Croissant s'inscrit dans cette toile d'araignée patiemment tissée à coups de dénonciations et de modifications autoritaires de l'appareil judiciaire. Coincé de toutes parts, Croissant n'a pas choisi la clandestinité, mais l'exil. Les manœuvres engagées contre lui sont à double détente : elles visent, soit à créer les conditions de son extradition comme « terroriste », soit à empêcher de rappeler, de Paris ou d'ailleurs, que des dizaines et des dizaines de prisonniers politiques attendent dans les prisons allemandes.

J.M. BOUGUEREAU

(1) Dans le jargon anti-communiste des années 50, ce mot désignait tous les groupes ou associations libérales ou de gauche, assimilés à des « sous-marins communistes ».

(Août 1977)

Démantèlement du cabinet Croissant

Maître Brigitte Tilgner est avocate à Stuttgart. Elle a travaillé pendant un certain temps dans le bureau d'avocat de Klaus Croissant. Amie de Croissant, elle a pu le rencontrer lundi à la prison de la Santé. Témoin de toute la campagne visant à extraditer le défenseur de Baader, elle nous en retrace les moments principaux.

— B.T. Lorsque Klaus Croissant demanda l'asile politique à la France, le 11 juillet dernier, il y avait déjà deux ans qu'un mandat d'arrêt lui interdisait de quitter le territoire fédéral. Klaus Croissant avait informé, en Allemagne et à l'étranger, sur les conditions dans lesquelles étaient détenus les prisonniers politiques de la RAF. C'était d'ailleurs la justification du mandat d'arrêt lancé contre lui : il aurait servi d'intermédiaire pour une interview des prisonniers à l'hebdomadaire *Der Spiegel*. En donnant des conférences de presse, il aurait agi en faveur des objectifs de cette « association criminelle » que l'on appelle en RFA la « Bande à Baader-Meinhof ». Il aurait transmis aux prisonniers des informations sur les conditions dans lesquelles vivaient leurs camarades, dans les autres prisons allemandes. Enfin, il aurait soutenu leurs grèves de la faim, dirigées contre les conditions de détention. C'est tout ce que la police reprochait à Klaus lorsqu'il demanda l'asile politique en France. Pour cela, ils l'avaient déjà arrêté à deux reprises, l'avaient exclu de la défense des prisonniers de la RAF et c'est seulement contre une caution de 80.000 DM (à peu près 16 millions d'anciens francs) qu'il avait pu sortir de prison.

— Libération : En gros, ce qu'on reprochait à Croissant, c'est, ni plus ni moins, d'avoir fait son travail d'avocat ?

— B.T. : Le gouvernement fédéral était bien conscient que cela ne pouvait suffire à demander l'extradition d'un avocat. A Stuttgart, les deux collaborateurs de Klaus Croissant continuaient leur travail d'information de l'opinion publique internationale à propos des conditions de détention des prisonniers. Cela, le gouvernement ne l'a pas supporté.

L'ARRESTATION DE Me NEWERLA

Fin août, la police allemande a interpellé l'un des deux avocats, Maître Newerla. Dans l'auto où il se trouvait, qui était utilisée par tous les collaborateurs de l'étude, plusieurs exemplaires d'un journal d'extrême-gauche de Francfort, *Mob*, furent trouvés. On pouvait y lire que « la gauche allemande ne portait pas le deuil du procureur Buback, tué au mois d'avril dernier. Il avait lui-même suffisamment contribué à la mort de certains prisonniers. Le nouveau procureur général Rebman, son remplaçant, devait faire attention qu'il ne lui arrive pas la même chose », poursuivait le journal. L'avocat Newerla ne savait en rien que ce journal se trouvait dans sa voiture. Cela suffisait pour appliquer contre lui le fameux paragraphe 88 a, récemment introduit dans le code pénal, et punissant de fortes peines tous ceux qui impriment, éditent ou diffusent des publications incitant à la violence. C'est pour cette raison qu'Armin

Newerla est en prison depuis maintenant deux mois. (1)

En même temps, on a arrêté une fille, Gabrielle Heim, à qui il est seulement reproché d'avoir eu plusieurs exemplaires sur elle d'une interview de Andreas Baader, Gudrun Ensslin et J.C. Raspe qui fut réalisée par le *Monde Diplomatique*. Pour cette seule raison, G. Heim est maintenant en prison depuis cinq semaines.

— Libération : Tout ceci a été fait dans le cadre d'une opération de plus grande envergure contre tous ceux qui, de près ou de loin, étaient en contact avec le bureau de Stuttgart ?

— B.T. : Quelques temps plus tard, Volker Speitel et Rosemarie Pries furent interpellés dans un train et arrêtés. Et cela pour la même raison : ils avaient travaillé dans le bureau de Klaus. Rosemarie Pries aurait été observée à plusieurs reprises en train d'y entrer. De plus, elle aurait participé, voilà deux ans, à une occupation d'immeuble à Hambourg. Un point c'est tout.

Le bureau de Stuttgart est maintenant vide. Quiconque veut y entrer ne peut que craindre d'y être arrêté. Quant au procureur général Rebman, il parle maintenant, sans plus de preuves, de la « Bande à Croissant ». La police a perquisitionné les bureaux une dizaine de fois en quelques semaines. Elle cherchait des preuves contre Croissant et elle n'a rien trouvé. Elle en fut réduite à saisir les livres de comptes et les quittances d'achat de livres.

UNE PERQUISITION ANORMALEMENT LONGUE

Lors d'une de ces perquisitions, début octobre, la police occupa le bureau pendant deux jours. Elle y passa la nuit, après en avoir éloigné tous les témoins. Et personne ne sait ce que la police y a fait ni pourquoi elle tenait à y rester seule.

Lors de la dernière perquisition, elle a entièrement démonté une des cloisons. Le tribunal fédéral a en effet expliqué que les avocats Muller, Newerla et Croissant étaient vraisemblablement à l'origine du transport des armes qui servirent au « suicide » des prisonniers politiques. Croissant lui-même aurait continué à soutenir une « association criminelle » lors de son séjour en France. N'est-il pas de notoriété publique qu'il y organisa une conférence de presse ?

Klaus Croissant, lui, a été arrêté par la police française le 30 septembre. Les accusations portées contre lui ne suffisaient toujours pas à justifier une demande d'extradition. La police et la justice allemandes se sont alors hâtées d'en trouver de « nouvelles ». C'est sans doute la raison principale de l'arrestation de presque tous les collaborateurs de son bureau et de ceux qui avaient été en contact étroit avec lui.

— Libération : Maître Müller, le deuxième collaborateur de Klaus Croissant, fut d'ailleurs arrêté le même jour que lui ?

— B.T. Oui. Maître Arndt Müller fut arrêté le 30 au soir, dans son bureau. Le jour suivant, entraient en vigueur les mesures d'isolement des prisonniers, consécutives à l'enlèvement de Schleyer. Déjà, on lui avait fait savoir qu'il ne pourrait pas lui-même avoir d'avocat : on venait en effet de refuser que je le défende, sous prétexte que j'avais déjà défendu un autre prisonnier, Siegfried Haag. Le plus paradoxal, c'est que je n'avais pu défendre Haag que pendant huit jours au bout desquels j'avais déjà été exclue une première fois ! (2) Un deuxième avocat, Me Reder, qui se proposait de défendre Me Muller, ne put le voir seul-à-seul, à cause des mesures d'isolement qui entrèrent en vigueur le lendemain !

Pendant trois semaines, il ne put savoir ce que l'on reprochait à son client. On lui fit seulement savoir que maître Arndt Müller avait été arrêté pour avoir « soutenu une association terroriste ». Müller fut lui-même totalement isolé : il ne put parler à aucun prisonnier, ni lire aucun journal, ni écouter la radio.

— Libération : Sait-on maintenant ce que l'on reproche à Maître Müller ?

— B.T. Une chose toute simple : avoir travaillé dans le bureau de Klaus. Le mandat d'arrêt stipule qu'il y a eu dans ce bureau des gens qui sont soupçonnés d'avoir participé à l'enlèvement de Schleyer. En tant qu'avocat ayant une responsabilité officielle dans ce bureau, il devrait avoir su que des gens y ayant travaillé, étaient passés dans la clandestinité et risquaient, plus tard, de commettre des actes répréhensibles. D'après le droit allemand, il n'y aurait rien de condamnable à savoir que quelqu'un que l'on connaît par ailleurs n'a plus de domicile fixe et risque d'avoir « des menées illégales ». L'intitulé du mandat de Arndt Müller n'indique d'ailleurs pas un seul fait dont Müller puisse personnellement porter la responsabilité, mais seulement des faits commis par d'autres et le fait que Müller était avocat.

Après la mort des trois prisonniers de Stammheim, on annonça même au cours d'une conférence de presse du ministère de la Justice qu'un frère de Croissant aurait travaillé dans la prison. Or, il n'a pas de frère. Ces rumeurs répandues dès le premier jour devaient suffire à laisser entendre que « suicide » ou pas, Croissant était responsable. Tout ceci vise à faciliter l'extradition de Klaus Croissant, et en même temps, à criminaliser tous ceux qui veulent défendre les droits des prisonniers.

Propos recueillis par
J.M. BOUGUEREAU

(2 novembre 1977)

(1) Cette loi a été récemment introduite dans le code pénal. Son champ d'application est extensif (NDLR).

(2) Il s'agit d'une des lois du nouvel arsenal légal élaboré sur mesure pour le procès de Stammheim. Un même avocat ne peut défendre plusieurs accusés dont les affaires sont conjointes (NDLR).



La défense de la défense et du droit d'asile

L'arrestation de Klaus Croissant a déclenché devant la chambre d'accusation de la cour d'appel, une bataille juridique aux nombreuses péripéties. Cette chambre commençait par refuser à Croissant la liberté provisoire, le mercredi 12 octobre, après une première mise en délibéré de huit jours. Puis le lundi 24 octobre, la cour repoussait, à la demande des avocats, l'audience sur le fond au 2 novembre 1977.

Les pressions diverses qui s'exercent sur la chambre d'accusation provoquent de nombreuses manifestations de sympathie et de solidarité avec Klaus Croissant. C'est ainsi que même un émissaire du bâtonnier de l'Ordre viendra à la barre déclarer que « *c'est toute la défense qui est en cause - et les frontières ne nous concernent pas ...* ». La totalité des organisations de juristes démocrates ou progressistes françaises expriment leur opposition à l'extradition de Klaus Croissant et mettent en cause les restrictions du droit de la défense en RFA : « *c'est porter atteinte aux libertés fondamentales de l'individu ...* »

L'atteinte aux droits de la défense

Lundi 25 octobre, Klaus Croissant a comparu devant la chambre d'accusation de la Cour de Paris. A la demande des avocats, la Cour a accepté de renvoyer l'affaire au 2 novembre 1977. Elle statuera alors sur la demande d'extradition.

Défenseur des morts de Stammheim, Klaus Croissant est accusé de s'être rendu complice, dans l'exercice de ses fonctions d'avocat, des membres de l'organisation qu'il défendait.

En Allemagne, pour la grande presse, la cause est entendue : Baader et Croissant représentent les deux faces d'une même machination, ils sont également voués aux gémonies. Or, si l'un a été condamné pour des faits qui suscitent une réprobation quasi-unanime, l'autre est un avocat, un défenseur. Que ce dernier ait pu être assimilé à celui qu'il avait pour mission d'assister, mérite quelques explications.

Organiser des réunions politiques, des conférences de presse pour dénoncer les conditions des détenus politiques, soutenir ses clients dans leur grève de la faim, leur permettre d'expliquer leurs motivations et

leurs analyses, tels sont les faits qui lui sont reprochés.

Pourtant, ils ne sortent pas de la mission qui lui est confiée, ils sont conformes à un exercice normal de la défense que nos sociétés démocratiques admettent et protègent.

Le respect des droits de la défense est un principe fondamental du droit pénal. Force nous est de constater devant l'évolution législative récente que l'Allemagne y porte atteinte. Des textes permettent d'exclure des avocats dès lors qu'ils sont soupçonnés d'avoir commis des actions susceptibles d'entraver l'application de la peine, soustraire l'inculpé à l'action de la justice, ou dès lors que leur participation à la défense pourrait constituer un danger pour la sûreté de la République (art. 138 du Code de procédure pénale). Les plus récents (29 septembre 1977) permettent l'isolement total des détenus, audiences et instruction ne pouvant avoir lieu qu'en dehors de la présence d'un avocat.

La gravité des faits poursuivis n'atténue en rien celle de l'atteinte à ce principe. Celui-ci a été édicté comme rempart à un arbitraire possible. Il constitue la garantie minimum de celui qui a commis un acte que la société poursuit. Il s'intègre dans l'ensemble des valeurs qu'elle est censée défendre. Séparer les éléments indissolubles est une tragique incohérence, on ne saurait mépriser pour défendre les autres.

Seul un climat politique lourdement hypothéqué par la violence a rendu cela possible. S'il est un peu vain d'en rechercher les origines, on doit tout de même noter que, dans ce pays où le consensus social est très important, les expressions divergentes sont depuis déjà longtemps traquées. Ainsi, des

Des attentats ont lieu en France, parallèlement aux actions de solidarité avec la RAF, pour réclamer la mise en liberté de Klaus Croissant. Une manifestation envisagée par les organisations d'extrême-gauche (PSU, LCR, OCT, CCA, UTFL, Comité pour la libération immédiate de Croissant) est interdite par la préfecture de police. Les organisations acceptent de remplacer la manifestation par un meeting à la Mutualité le mercredi 25 octobre. Ce meeting rassemble une des plus vastes assistances que l'on n'ait vu depuis de nombreuses années.

Quelques centaines de manifestants décident de ne pas tenir compte de l'interdiction de la préfecture et, soit le 21, soit le 24, jour de la comparution de Klaus Croissant, ils doivent faire face à d'imposantes forces de police qui procèdent à de nombreuses interpellations. En province, particulièrement à Grenoble et à Lyon, les tentatives de manifestations de rue en faveur de Klaus Croissant se heurteront de la même interdiction policière.

fonctionnaires ont-ils été exclus de la fonction publique en application des trop fameuses interdictions professionnelles.

Doit-on en déduire que la seule expression d'une vision différente devait être violente ? Sans doute n'y avait-il dans ce mécanisme nulle inévitabilité. Mais qu'y a-t-il de surprenant à ce que certains l'aient vécu ainsi ? Dès lors, par une suite d'actions et de réactions, on est arrivé à l'Etat qui est celui de l'Allemagne d'aujourd'hui : non-respect des droits de la défense, contrôle politique des fonctionnaires, appels à la délation, pouvoir des polices de procéder à des écoutes téléphoniques et à des perquisitions, justifiées non par une base légale, mais par les nécessités appréciables a posteriori de la sécurité publique et de la lutte contre le terrorisme.

Si l'on pouvait présumer de la bonne foi des Etats, on dirait que cette dialectique de la fin et des moyens est vicieuse. Qu'il est faux de dire que tous les moyens sont bons à cette fin au-dessus de tout soupçon, la sécurité, que les moyens employés portent en eux-mêmes les germes de leur propre fin, et que des moyens d'exception ne sauraient donner le jour à une fin sécurisante.

Mais en cette matière, la bonne foi ne se présume pas et le terrorisme est révélateur.

Les pouvoirs sont tentés d'utiliser publiquement la délinquance. La criminalité a servi dans le passé à cristalliser l'attention de l'opinion publique, à lui donner à croire qu'en elle résidait l'unique facteur d'insécurité. On ne peut utiliser trop longtemps les mêmes

épouvantails sans lasser. Il faut faire état des succès de la police, renforcée pour la circonstance, sous peine de lui faire perdre toute crédibilité. Parallèlement, les impératifs de sécurité demeurent. Besoin accru par la complexité croissante du système en place : sécurité d'un site de centrale nucléaire, de fichiers informatiques centralisés...

Il faut impérativement faire ressortir la nouvelle menace, la plus grave, à la sécurité publique qui permettra les nouvelles avancées législatives : la mise en place des nouveaux dispositifs policiers. Le terrorisme, la lutte contre le terrorisme est un terrain idéal.

Dans ce processus, l'Allemagne ne devance la France que de quelques pas. Les impératifs de sécurité sont les mêmes de part et d'autre de la frontière. La réponse des Etats à la contestation a été identique devant les sites des centrales nucléaires. Des besoins identiques créent des tentatives semblables. Au début de cette année, la convention européenne de lutte contre le terrorisme a été signée à Strasbourg. Sa ratification n'est pas encore intervenue. Elle est à craindre. Pourtant, elle supprime de fait le délit politique, elle porte une atteinte grave au droit

d'asile, dans une matière où les dispositifs juridiques actuels étaient, somme toute, satisfaisants. Aussi, inquiétante est l'apparition en France de pratiques illégales. L'identité des personnes présentes a été contrôlée et relevée lors de la première audience du procès Croissant ; ses avocats ont reçu des visites policières à leur cabinet. Par ailleurs, certains juges d'instruction maintiennent les inculpés à l'isolement complet ; des candidats au concours de l'Ecole nationale de la magistrature, connus pour leurs activités, soit à l'université, soit pendant leur service national, se sont vu refuser le droit de se présenter, traduisant une volonté de sélection politique des magistrats.

Sans doute pourrait-on ne voir dans cette énumération qu'une série de phénomènes très ponctuels, mais ne doit-on pas craindre de ne découvrir que trop tard la redoutable cohérence de ce système ?

Marie-Pierre DELIEGE
Membre du bureau du
Syndicat de la Magistrature

(25 octobre 1977)

Les droits de la défense contre la raison d'Etat

Un avant-goût de la convention anti-terroriste

L'enjeu de cette affaire dépasse la personne de Klaus Croissant : il s'agit non seulement de criminaliser tout ce qui peut être assimilé au terrorisme mais, en perspective, de se donner les moyens de dépolitiser et criminaliser la plupart des actions politiques extraparlimentaires.

L'éclatement de l'affaire Schleyer et « l'internationalisation » du terrorisme semblent en effet avoir fourni au gouvernement français l'occasion pour mordre un peu plus dans les traditions libérales en matière de délit politique et de droit d'asile.

Il y a de cela presque un an, le comité des ministres du Conseil de l'Europe adoptait « la convention européenne sur la répression du terrorisme ». Ce texte, qui n'a pas encore été ratifié, met en cause bon nombre des fondements de la législation française, notamment à propos du droit d'asile, la loi de 1927 qui interdit l'extradition pour des raisons politiques.

D'après la convention de Strasbourg, toute une série d'infractions jusque-là considérées comme politiques, seront considérées comme relevant du droit commun : « Il s'agit des captures illicites d'aéronefs et des actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, des attaques contre la vie, l'intégrité des personnes ayant droit à une protection internationale, tels les agents diplomatiques ; de l'enlèvement, de la prise d'otage et de la séquestration arbitraire de toute personne ; de l'utilisation de bombes, grenades, fusées, armes automatiques, lettres ou colis piégés ».

Mais ce n'est pas tout : l'article 2 de la convention indique que ne pourront pas être considérés comme infractions politiques les « actes graves de violence dirigés contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté de toute personne et tout acte grave contre les biens

créant un danger collectif pour les personnes ». Cette formulation extrêmement vague permet en fait toutes les interprétations extensives. Quelles sont les actions politiques qui ne peuvent être accusées de mettre en danger les personnes et les biens ? Qui juge de la gravité de ces actes, et où commence-t-elle ?

Grâce à cette nouvelle législation, un militant de l'IRA réfugié en France pourrait être livré aux autorités britanniques. Un Autonome italien rendu à l'Italie. Toni Negri, professeur à l'Université de Padoue et considéré comme le théoricien de « l'Autonomia » pourrait être livré au gouvernement italien. Un membre de la LCR ou du PSU, recherché au titre de la loi anti-casseurs, pourrait être arrêté dans n'importe quel pays européen et transféré à la justice française. Palma Ignacio, recherché par le régime de Salazar et que la chambre d'accusation avait refusé de livrer en décembre 1967 pourrait désormais l'être. Le fait que les actes qui lui étaient imputés aient été accomplis « uniquement dans un but politique » pèserait de peu de poids par rapport à leur « particulière gravité » que soulignait déjà la chambre d'accusation voilà dix ans.

L'article 5 de la convention émet des réserves qui, elles aussi, ne peuvent que confirmer nos inquiétudes : il y est dit que l'extradition ne pourra intervenir si la demande est motivée par « des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ». Maigre consolation : vous ne pourrez pas être extradés pour vos opinions politiques ! Mais si ces opinions vous amènent à commettre des actes « graves de violence » contre les personnes ou les biens, vous pourrez être étiquetés comme « terroristes ».

Le tour de passe-passe est double : d'un côté, on décide d'une définition extensive du terrorisme, de l'autre, on nie d'avance tout mobile politique à ces actes, la notion d'infraction politique perdant tout contenu concret et disparaissant « en fait, sinon en droit » (1). On se donne ainsi les moyens de criminaliser en puissance toute action sortant, tant soit peu, du cadre institutionnel.

Cette convention entrant en contradiction avec les dispositions constitutionnelles, il faudra, si le gouvernement la ratifie, modifier les fondements de la législation en la matière. Ces définitions qui, pour le moment, ne concernent que l'extradition, pourraient toucher toutes les actions politiques « extraparlimentaires ».

L'expérience allemande de ces dix dernières années est riche d'exemples illustrant cette évolution du droit pénal. Début 69, le tribunal suprême de Bavière en arrivait ainsi à qualifier une manifestation de « violente » pour cette seule raison qu'elle bloquait, de fait, la circulation (2).

Cette sophistication juridique est une des caractéristiques du « modèle allemand ». Les libertés qui vous sont garanties par principe peuvent s'y trouver interdites de fait grâce à tout un système de codification qui, refusant toute dimension politique à vos actes, les rendent pénalement condamnables. Le tour est joué.

Extradre Klaus Croissant, ce serait tout cela à la fois. Attenter aux droits élémentaires de la défense, enfoncer un coin dans toute une législation libérale, et surtout, bafouer cette phrase inscrite dans le préambule de la constitution : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ».

J.M. BOUGUEREAU

(1) Le droit d'asile en danger. Brochure de la commission de sauvegarde du droit d'asile, 29, rue Saint Amand, Paris.

(2) Bayerische Oberste Landesgericht, 14.4.69.

(16 Nov. 1977)

CES CONS DE FRANÇAIS...
DALADIER LEUR COLLE
À LA PEAU !
VOILA QU'ILS FONT
MAINTENANT
UN MUNICH DES
LIBERTÉS
PERSONNELLES



L'audience du 2 novembre

Il est défendu de trop défendre: 14 avocats français
et étrangers pour défendre les droits de la défense

Commencée à 15h30, la comparution de Klaus Croissant devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris s'est achevée mercredi soir à minuit et demi après cinq heures et demi de plaidoieries de huit de ses quatorze avocats. Avant que le président, M. Blaer, n'annonce que la cour rendrait son arrêt le 16 novembre, le dernier mot était revenu comme de droit à l'avocat allemand qui déclara : « *J'ai choisi ce pays parce qu'il est celui des libertés. Je vous prie de ne pas me livrer à mes ennemis mortels* ».

Après quelques cris d'encouragement à l'adresse de Croissant, la salle toujours comble se vidait lentement. Une salle où l'on a pu remarquer la présence d'André Glücks-

man, de Michel Foucault et de Félix Guattari. Une salle où l'on ressentait surtout l'omniprésence policière, en tenue et en civil, à tel point que M^e Stéphanie Bordier, l'une des quatorze défenseurs de Croissant refusa de se laisser fouiller à la reprise de l'audience de 19 heures. Cet incident permit à M^e Roland Dumas d'enchaîner immédiatement sur ce bouclage policier : dix minutes après la fin du procès, on eut une dernière occasion d'admirer le dispositif policier mis en place. Prenant le chemin de la prison de la Santé, trois motards ouvraient la route à trois fourgons (allez savoir dans lequel était Croissant), bientôt suivis par une dizaine de voitures qui démarrèrent des quatre coins du palais de justice, voitures dont on eut le temps d'apercevoir les occupants, mitraillettes posées sur les genoux.

Les sept arguments de la défense

Après le réquisitoire du procureur général Sadon, qui réclama l'extradition de Klaus Croissant, en prétendant, pour l'essentiel, que « *le caractère particulièrement odieux* » des actions de la RAF leur ôtait « *toute justification politique* », huit des quatorze avocats de Croissant ont plaidé durant plus de cinq heures pour tenter de convaincre la Cour du contraire. Leur argumentation a tourné autour de sept axes essentiels.

1 - LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Les quatre avocats étrangers (un Belge, une Espagnole, un Italien et un Allemand) ont pris les premiers la parole pour opposer, selon les termes du représentant du barreau de Bruxelles, à la volonté du gouvernement fédéral allemand « *d'internationaliser* » l'affaire, une « *défense adaptée et donc internationale* ». Craignant, comme M^e Zanotto, du barreau de Bologne, « *de voir exporté le modèle juridique allemand* », l'avocat belge devait exposer la raison essentielle de leur présence : la préservation des droits internationaux de la défense. « *Le droit de la défense a toujours été un rempart des libertés. L'histoire a montré que lorsque l'on veut franchir certaines étapes dans la suppression des libertés, ce sont ces droits, avant tout, que l'on réduit* ».

2 - LA CRITIQUE DE LA RFA

L'avocat allemand, M^e Hans-Heinz Heldmann, dernier défenseur de Baader, s'en prit

alors à ce que M^e de Félice dénonça comme une « *entreprise qui vise à ruiner toute possibilité de défense en Allemagne* ». « *Il y a aujourd'hui, en RFA, plus de soixante-dix avocats poursuivis par des procédures professionnelles pour leurs activités légitimes de défenseurs*, expliqua-t-il, *sans compter ceux qui, comme Croissant, sont victimes de poursuites pénales et correctionnelles. La manœuvre de la justice allemande marque la fin de la justice politique en RFA. En intimidant les futurs défenseurs pour des délits d'ordre politique, elle vise à isoler purement et simplement les accusés* ». Ce que Croissant avait tenté d'empêcher de toutes ses forces.

M^e Joe Nordmann reprit cette argumentation, la développa, parlant de « *ces prisons si bien gardées où l'on meurt souvent, où le suicide s'écrit entre guillemets, où l'on ne sait qui tient le revolver derrière la nuque, où le couteau de boucher* ». Et de citer, pour décrire l'état d'esprit qui règne dans certains milieux allemands, des coupures de presse ou des déclarations officielles : « *Les plus dangereux, ce sont les sympathisants; ils n'ont jamais rien fait, mais ils orientent la pensée dans un certain sens* » (Frankfurter Allgemeine Zeitung) ; « *Il faut en finir avec cette complaisance des Socialistes et des Libéraux envers le terrorisme* » (le président du Bade-Wurtemberg) ; « *L'Etat doit avoir des dents et mordre* » (Strauss). Après avoir dénoncé « *le sous-officier de la vieille Prusse qui se tenait derrière la pensée de la RDA* », M^e Nordmann a conclu sur les tout récents propos de Heinrich Böll : « *Désormais, les lettres de menace que je reçois sont signées, celles d'encouragement sont anonymes. Jusqu'à présent, c'était l'inverse* ».

3 - LA DENONCIATION DU « DEUX POIDS, DEUX MESURES »

M^e Nordmann s'en prit également au

caractère totalement unilatéral de la dénonciation du terrorisme par Bonn : « *Le terrorisme, nous savons ce que c'est. C'est l'assassinat de dizaines de milliers de personnes. Nous n'avons pas oublié les massacres d'otages, ni leurs responsables* ». Et de citer nombre de ceux qui, tel le chef de la division « *Das Reich* » ou celui de la Gestapo parisienne, n'ont jamais été inquiétés en RFA. « *Pourtant, la France en avait demandé l'extradition. En 1961, une convention franco-allemande a été signée, aux termes de laquelle les criminels de guerre pourront être jugés en RFA pour des crimes non prescrits en France. Cette convention, bloquée quinze ans au Bundestag par un député que nous avons bien connu en France à cette époque, n'a jamais été appliquée* ».

M^e Roland Dumas, qui plaida le dernier, reprit à son tour cet argument en le restreignant à un cadre plus significatif, en la circonstance : « *Aujourd'hui, la France est toujours demandeuse pour l'extradition ou le jugement d'avocats allemands criminels de guerre* ». M^e Dumas démonta alors la politique ouest-allemande en la matière. D'une part, refus d'extrader ses ressortissants, tel Heinrich Zöln, « *aujourd'hui avocat à Munich, hier adjoint au chef de la Gestapo de Paris et responsable de la déportation de mille juifs par semaine* » : que M. le Procureur demande à M. Peyrefitte d'exciper la réciprocité du traité pour exiger avec la même énergie, son extradition ». D'autre part, pressions pour obtenir la libération de ceux qui ont été arrêtés longtemps après la guerre, comme le commissaire du ghetto de Salonique, « *arrêté en 1958 en Grèce, condamné à vingt ans de réclusion criminelle et relâché deux ans plus tard tant fut grande la pression de la RFA* ».

M^e Dumas n'oublia pas non plus Schleyer, révélant avoir pensé en apprenant sa mort :

« Si ce qu'on dit est vrai, quelques secondes avant de mourir, il a dû revoir ce geste qu'il a commandé combien de fois à ses hommes, voici quelques années, quand il était colonel SS sous les ordres de Himmler, en Tchécoslovaquie ». Il confirma enfin que le procureur qui a signé la première demande d'extradition de Croissant est un ancien nazi : « J'ai demandé au parquet de Stuttgart qui m'a répondu que non. Mais j'ai eu entre les mains une de ses demandes de promotion prouvant qu'il avait appartenu aux S.A. avant d'adhérer au parti nazi ».

4 - LA DENONCIATION DE LA RAISON D'ETAT

M^{ES} Nordmann et Dumas se sont évidemment également attachés à prouver le but politique de la demande d'extradition de Croissant. Le procureur avait tenté d'éviter le débat en avançant que la convention franco-allemande de 1951 ne prévoyait pas ce moyen comme motif de refus. M^E Dumas affirma que ce moyen devait être retenu, « l'article 5 de la loi de 1927 (relative à l'extradition) stipulant que la loi s'applique lorsque le traité passe sous silence une condition qu'elle prévoit par ailleurs ».

Les deux avocats ont alors tenté de briser la manœuvre du procureur qui avait cherché à faire croire aux juges que ce serait le gouvernement et non eux qui endosseraient la responsabilité de l'extradition : « Le monde politique sera trop content s'il trouve une juridiction pour couvrir l'extradition » devait dire M^E Dumas. Auparavant, reprenant la définition donnée dimanche dernier, de la convention anti-terroriste par M. Colcombet au congrès de la Ligue des droits de l'homme (« L'habit juridique de la raison d'Etat »), M^E Nordmann avait ironisé : « De votre décision dépendra la bonne humeur de notre puissant voisin qui exhibe la terre pour refondre le moule dans lequel sera refaite l'union nationale malgré la crise et le chômage ».

M^E Dumas a enfin insisté sur la difficulté de définir l'infraction politique. Il a simplement fait remarquer que la première demande d'extradition parlait « d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de combat pour renverser l'ordre établi en RFA », accusations qui, en France, rendent passibles de la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction qui traite exclusivement des affaires politiques.

5 - L'INSUFFISANCE DES MANDATS D'ARRET ALLEMANDS

M^E Dumas a ensuite mis le doigt sur un problème juridique clé : le contenu des deux mandats d'arrêt demandant l'extradition de Croissant : « L'article 9 de la loi de 1927 prévoit que le mandat d'arrêt doit comporter l'énoncé précis des faits imputés et la date à laquelle ils ont été commis ». Sur ce plan, la défense paraît jouer sur du velours : « Quand la chancellerie a dit aux Allemands que le premier mandat était insuffisant, le parquet allemand a bien fait les choses. Tout y est : assassinats, incendies volontaires, provocations d'inondations, abus de rayons ionisés, empoisonnement constituant un danger public, tentative d'utilisation de l'énergie nucléaire ! Mais c'est encore pire. Ce n'est qu'une énumération qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant. Vous devez vérifier si on lui impute personnellement des faits précis, avec mention des lieux et des dates. Parce que, dans ce dossier, tous les faits précis concernent d'autres personnes. Vous pouvez donc renvoyer ce cher Schmidt à ses chères études juridiques ou tout au moins, lui demander des documents étayant ses accusations ».

5 - LA PERSONNALITE DE KLAUS CROISSANT

Klaus Croissant lui-même ne fut, bien sûr,

QUAND LE PROCUREUR GENERAL SADON MONTE EN PREMIERE LIGNE

Le gouvernement français souhaite l'extradition de M^E Klaus Croissant et tient à ce que cela se sache, notamment en Allemagne ...

Que des magistrats français refusent d'accéder à la demande du gouvernement allemand, c'est un autre problème et tout bien considéré, les autorités françaises ne trouveraient sans doute pas cela « scandaleux ».

Coincé entre ces deux problématiques le pouvoir a choisi publiquement la position la plus dure ; celle qui paraît répondre pour l'instant à la fringale antiterroriste venue d'Allemagne et qui permet de classer la France dans le camp des Etats qui « ne cèdent pas ». Il fallait marquer cette volonté de la manière la plus nette quitte à être contredit par une « magistrature démocratiquement » indépendante. Le procureur général Paul Henri Sadon a été l'homme de la situation.

La simple présence dans la salle d'audience où il était venu remplacer son substitut M. Franck, était en soi un événement suffisamment marqué pour assurer le succès de l'opération. En effet on n'avait jamais vu de mémoire récente, un procureur général assurer lui-même les réquisitions du ministère public. Par ailleurs M. Sadon n'est pas que l'homme « à sa fonction » mais un individu dont la personnalité en fait « le grand méchant loup » de la magistrature française ; c'est le deuxième aspect de « l'événement » de mercredi dernier.

Petit magistrat de province dans les années cinquante, Paul Henri Sadon est devenu depuis plusieurs années, l'éminence aussi grise que réactionnaire de la chancellerie. Celui qui a inspiré et défendu des lois visant à limiter certaines libertés, celui qui a sans cesse combattu les subversifs du Syndicat de la Magistrature.

Monté à la chancellerie en 1960, il était devenu en 1967 conseiller technique auprès du ministre des Transports M. Chamont puis de retour à la chancellerie, il avait participé aux différents cabinets ministériels jusqu'à ce qu'il devienne directeur des Services judiciaires. Ce poste n'était en réalité que l'officialisation de sa fonction au sein du ministère où il maîtrisait depuis longtemps l'ensemble des rapports avec le personnel.

A cette époque c'est depuis longtemps l'homme dur de la chancellerie ; celui qui en 1970 a soutenu les projets de loi visant le Syndicat de la Magistrature et sur l'extension des gardes à vue en matière de stupéfiants, ainsi que l'un de ceux qui ont inspiré la loi anti-casseur.

On le retrouve également dans les poursuites visant certains magistrats jugés trop remuants (affaire Bodot et Dujardin) et il est le grand partisan des procédures judiciaires rapides telles que les « Flagrants délits ». Enfin pour bon nombre de juges, il est le symbole de la magistrature aux ordres ainsi que le trop fidèle défenseur du ministère de l'Intérieur ; petit détail qui explique sans doute ses propos devant la chambre d'accusation de la cour d'appel. Le gouvernement avait besoin d'un sabreur dont les arguments ne dépassaient pas le niveau de ceux développés par France-Soir ces dernières semaines. Sadon a fait l'affaire.

Gilles MILLET
(4 nov. 1977)

pas oublié. Après avoir rappelé tous les moyens employés contre lui depuis « les inculpations à chaque fois qu'il portait plainte contre l'Etat, la justice ou l'administration pénitentiaire » jusqu'à la procédure en cours, M^E Dumas soutint aux juges : « Nous nous connaissons depuis quelques semaines, et nous pouvons vous affirmer que Croissant n'est ni un militant, ni un guérillero. C'est un avocat, d'ailleurs toujours inscrit à l'ordre des avocats de Stuttgart. Il ne survivrait pas à son incarcération dans une prison où ses sept clients ont trouvé la mort ».

7 - LE COMPORTEMENT DES AUTORITES FRANÇAISES

Il faut enfin parler de certains agissements des autorités françaises qui en ont peut-être fait un peu trop pour plaire au gouvernement de Bonn. Non content de sortir pour l'occasion le procureur général de Paris,

le ministère de la Justice s'est permis, selon M^E Stéphanie Bordier, « l'intervention scandaleuse de rajouter une note » dans le dossier d'inculpation envoyé par le gouvernement fédéral. « Certes, elle était discrète. Mais cette « note de la traductrice », sous prétexte d'une difficulté à trouver un terme exact à « machine infernale » permettait au ministère d'introduire une photocopie d'un article du Spiegel où l'on ne voit pas la « machine infernale » en question, mais Klaus Croissant, Baader, Buback etc. Ce sont là des pressions inadmissibles sur la magistrature ».

Une magistrature qui s'est donc donnée quinze jours pour trancher.

Béatrice VALLAËYS
Dominique FROT

(4 Nov. 1977)

L'extradition

1- Un avis favorable et des subtilités

La chambre d'accusation agissant en «Section spéciale»

« Il faut que vous luttiez ! » Très pâle, Klaus Croissant lance cette phrase au public qui emplit la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avant d'être reconduit à la prison de la Santé où il va attendre la décision du gouvernement français.

Les magistrats de la chambre d'accusation ont en effet accordé un « avis favorable partiel » à la première demande d'extradition formulée le 15 juillet par le tribunal de Stuttgart, ce qui est suffisant pour que le gouvernement puisse prononcer cette extradition dans les trente jours. On redoutait cette décision, tant fut grande la pression exercée pour qu'elle soit prise (qu'on se souvienne simplement des déclarations de ministres, du réquisitoire prononcé par le procureur général en personne, de la campagne de presse qui s'est développée durant des semaines), mais il faut reconnaître que la chambre d'accusation a su surprendre par son argumentation. Réussir à contenter le gouvernement sur l'essentiel, tout en ne lui concédant que le minimum, c'est-à-dire lui laisser une marge de manœuvre suffisante pour qu'il puisse paraître que la responsabilité de l'extradition incombe au gouvernement et non à la justice, il fallait le faire. Il faut dire que le Droit est l'art de savoir tout justifier, à commencer par les renversements de jurisprudence les mieux établies. Un art grandement facilité par un arsenal juridique où l'on trouve tout et son contraire.

Ainsi la chambre d'accusation a accordé l'extradition de Klaus Croissant sur la demande qui paraissait la moins importante, la première, qui fait encourir cinq ans d'emprisonnement à l'avocat allemand. Rejetant, comme l'avait fait le procureur, la plupart des délits qui lui sont reprochés (encouragement à la grève de la faim des détenus, propagande par voie de conférence et d'interviews, tenue de réunions et fournitures de renseignements à ses clients avant leur arrestation), la cour n'a retenu que la mise en place et le fonctionnement du système de communication entre les détenus de la RAF considérée comme une « association de malfaiteurs ».

Encore fallait-il que la cour écarte les motivations politiques de ce « délit ». Pour ce faire, elle a repris, là aussi, presque mot pour mot l'argumentation développée par le procureur : les actions de la RAF ne sont pas politiques puisque « même si elles étaient désintéressées financièrement, il s'agissait d'opérations criminelles menées au mépris de la vie d'innocentes victimes »... A ce stade



16 novembre : les avocats manifestent pour K. Croissant

(Pichal)

de la lecture de l'arrêt, alors que les cris provenant du hall du Palais de Justice avaient obligé le président Blaer à s'interrompre, venaient de cesser, il ne restait qu'un espoir à Croissant : que la cour reconnaisse le but politique de la demande d'extradition. Le procureur avait écarté, voici quinze jours, cet argument en avançant que la convention franco-allemande de 1951 ne prévoyait pas, contrairement à la loi de 1927, cette disposition. M^e Dumas avait riposté en disant que l'article 5 de cette loi prévoyait que celle-ci s'appliquait lorsqu'un traité passait sous silence une condition qu'elle-même prévoyait par ailleurs. La cour a tranché : selon elle, la convention internationale supérieure de par la constitution, à une loi, est « suffisamment express » pour qu'elle seule soit appliquée.

La cour concluait donc à cet « avis favorable partiel » qui implique, théoriquement, que Croissant ne pourra être jugé en Allemagne que pour le délit retenu par la justice française. Toujours théoriquement, si la justice allemande veut coller d'autres inculpations sur le dos de l'avocat elle devra les soumettre au préalable à la chambre d'accusation de Paris. Mais au train où vont les choses...

Restait la seconde demande d'extradition, la plus grave, qui faisait encourir dix ans de prison à Croissant pour « avoir favorisé depuis 1976 en tant que membre principal d'un cabinet d'avocats la constitution d'une association de terroristes ». L'arrêt rendu en ce qui la concerne fut étonnamment court : considérant que le juge d'instruction de Karlsruhe « s'exprimait au conditionnel, notamment aux moments-clés de sa demande, et que les présomptions imputées à Klaus Croissant le sont au vu de simples présomptions imputées à d'autres, qu'il n'y a pas d'actions répréhensibles prouvées », la cour émettait un avis défavorable. Mais ceci n'enlevait rien au premier arrêt, contrairement à ce que crut un instant une partie du public perdu devant tant de subtilités juridiques.

D.FROT
S.CHALANDON

(17-11-77)

2- Les avocats manifestent

« Nous sommes tous des avocats allemands »

« Nous sommes tous des avocats allemands » ! Ils étaient une centaine de robes noires à scander ce slogan, mercredi après-midi, devant la salle d'audience où la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris rendait publique ses décisions. Cent avocats français à se presser contre les barrières et les gardes mobiles qui interdisaient l'entrée. Cent avocats à soutenir leur confrère allemand en criant « liberté de la défense », « audience publique » ou « libérez Croissant ».

Auparavant, vers 13h30, ils étaient environ cent cinquante à manifester devant la cour du Palais de Justice à l'appel du syndicat des Avocats de France, du Mouvement d'action judiciaire et de l'Association des juristes démocrates. La plupart d'entre eux brandissaient des pancartes où figuraient le nom des soixante avocats allemands actuellement emprisonnés ou interdits professionnellement. Une cinquantaine de leurs confrères n'ayant pu se joindre au défilé, la police ayant fermé ou obstrué les portes du Palais. C'est à ce même barrage que les manifestants allaient s'opposer quelques instants plus tard lorsqu'ils voulurent entrer à nouveau. Après plusieurs frictions, parfois violentes, avec les forces de l'ordre, ils parvinrent cependant à rejoindre les couloirs de la cour d'appel.

Là, après un moment d'affolement, la police resserra les rangs et consolida le barrage. A cet instant, retentirent les premiers slogans. Une demi heure après l'arrivée de nouveaux renforts, les gardes mobiles passaient à l'action et repoussaient les avocats dans le couloir. Très vite, le ton monte : « Ici

on est chez nous, la police dehors ! » Bousculades, cris, échauffourés, quelques gardes perdent leurs képis, quelques avocats sont molestés ... La police choisit ses victimes et seuls les « civils » prennent les mauvais coups. Quelques manifestants n'appartenant pas au barreau participent en effet au rassemblement. Plusieurs responsables s'interposent alors et séparent les avocats et les policiers les plus « énervés ». Re-barrière. Re-discussions. Re-attente ... Tout le monde se calme.

Soudain, une heure plus tard, quelqu'un sort de la salle d'audience et crie : « il est extradé ! » Tout le monde fait mouvement vers les barrières et d'autres incidents éclatent. Les policiers frappent un grand type criant un peu trop fort, tandis que des avocats hurlent : « flics, fascistes, assassins ! » « Magistrats assassins ! » « Il faut leur rentrer

dedans ! » lance une robe noire. « Et vous êtes avocats ... » constate dépit le confrère réac qui vient gentiment d'aller voter pour les élections au conseil de l'ordre ... La clameur s'éteint jusqu'à la sortie du public de la salle d'audience. La confirmation tombe : « Ils vont l'extrader » ...

Abasourdi les gens se dirigent vers la salle des pas perdus, en commentant les attendus de la chambre d'accusation. Des avocats filent chez le bâtonnier afin d'obtenir de lui qu'il participe à une délégation de la Chancellerie, place Vendôme. En attendant, dans les couloirs, on s'impatiente en envisageant ça et là « ce qu'on va pouvoir faire » Une délégation ? Une manifestation ? Finalement le bâtonnier ne se « mouille pas ». Le Mouvement d'Action Judiciaire, le Syndicat des Avocats de France et l'Association des juristes démocrates enverront une délégation

au ministère de la justice. A 17 heures, une centaine de personnes se retrouve place Vendôme. Avocats et non-avocats piétineront sous la pluie pendant une heure en attendant la sortie de la délégation de six personnes que recevait M. Philippe Leger, directeur technique à la Chancellerie et membre du cabinet du Garde des Sceaux. En sortant, M^e Bouaziz du SAF expliquera : « Nous avons informé la Chancellerie de notre émotion. Les avocats français se sentent totalement solidaires de Croissant, car un processus grave est en cause, qui consiste à réduire les droits de la défense de façon inadmissible sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Nous nous considérons aujourd'hui comme des avocats allemands ... »

Gilles MILLET

(17 novembre 1977)

UNE DEFAITE

Vingt heures : une coulée de béton dans nos têtes. Les titres sur la première et la deuxième chaîne ? Rien sur la menace d'extradition de Croissant. Le football est totalitaire ce soir, et au parc des Princes, il en est qui lyncheraient volontiers le fou qui oserait dire que l'heure est grave. Sales temps giscardiens : derrière le paravent du sport, il s'est passé mercredi un événement dont l'importance symbolique dépasse le cas de Klaus Croissant, de ces événements qui travaillent silencieusement les mentalités, qui comptent sourdement contre une société. « Cherchez la solution la plus hypocrite et vous trouverez en toutes circonstances ce que fera le gouvernement français ». Les juges de la chambre d'accusation ont compris le fin du fin du giscardisme contenu dans cette maxime de journaliste et réalisé un exploit dans ce domaine : Klaus Croissant n'est pas un complice de la RAF, ce n'est qu'un avocat qui a outrepassé ses droits. En conséquence, les juges recommandent son extradition. Ces gens-là cherchent à biaiser avec la raison d'Etat, ils sont prêts à s'y plier tout en cherchant à tirer leur épingle du jeu afin d'échapper aux colères et aux inévitables révoltes que cette décision va entraîner.

Drogés de football ou du programme commun, sachez qu'après la décision du gouvernement mercredi soir, nous avons perdu un droit. Oui, un droit ça se perd, nous nous sommes faits déposséder : et un de moins pour nous et un pouvoir de plus pour l'internationale des Etat. Nos droits à la défense se sont faits grignoter hier. Les droits de la défense, comme les Droits de l'homme ont ceci en commun qu'ils protègent les individus. Tous sans exception et quelques que soient les opinions. Contre les poursuites arbitraires d'un Etat contre les abus de la raison d'Etat. En l'occurrence, il ne s'agit pas là du combat d'une minorité mais de la majorité, du combat de la société contre l'Etat. L'accusé, qu'il soit délinquant ou politique, est un homme privé de parole, qu'on n'écoute plus. Les défenseurs sont là pour qu'on l'entende, pour qu'on entende ses raisons, pour qu'on n'oublie pas ses droits, pour lui rendre une parole confisquée.

Depuis ces dernières années, en Europe, un mot a fait son apparition qui traduit la profondeur d'un phénomène nouveau : la criminalisation des oppositions, des révoltes, des cris, comme des volontés de restaurer la société civile avec ses droits fondamentaux, comme c'est le cas en Europe de l'Est avec la dissidence. La volonté de dépolitiser l'action de la RAF qu'on peut condamner mais dont on ne peut nier le caractère politique, à laquelle on assiste depuis le début de l'affaire Schleyer, trouve son aboutissement légal dans le projet de convention antiterroristes dont l'arrêt de la chambre d'accusation est une première anticipation. « Une justice incapable de défendre des défenseurs d'une cause quelle qu'elle soit, est incapable de porter le nom de justice ».

Les juges de la chambre d'accusation ont réussi le tour de force de transformer cette chambre, qui avait su dans un passé récent, s'opposer à de nombreuses demandes d'extradition, en section spéciale anti-terroristes. Pour eux, comme pour le procureur Sadon, il ne s'agit là que de crimes de droit commun.

Ce pourrait être une manipulation seulement médiocre et vile. C'est un fait politique. La démocratie occidentale n'est pas en train de crever d'un obscur complot. Tout se joue au grand jour avec le consentement des uns et la résignation des autres. L'extradition de Croissant n'est pas le signe de la suppression de la liberté dans ce pays. Seulement celui de son effritement, un peu plus.

Soyons clairs : ce dont nous avons peur ce matin n'est pas de ne pas pouvoir écrire dans *Libération* que Giscard est un salaud. Nous avons peur que la décision du gouvernement français soit paradoxalement populaire.

En agissant ainsi le président de la République a pris sans nulle doute une décision historique, dont il mésestime vraisemblablement toutes les conséquences, à l'heure où l'Union de la gauche a cessé d'être le cadre qui retenait de nombreuses énergies en vue des lendemains qui chantent. Le chapeau de la gauche n'annonce plus que des péripéties dont nous connaissons le registre par cœur. Et puis chacun a pu constater une fois de plus que la défense de la société civile contre l'Etat n'était pas son affaire.

Alors ce sera celle de tous ceux qui n'ont aucune action présente ou future dans les appareils d'Etat. Tardivement certes, les signes de cette volonté toute neuve d'agir se sont manifestés en faveur de Klaus Croissant : démonstration des avocats et succès du défilé clandestin dans les rues de Paris. Mais il était trop tard. Et c'est une défaite de la Liberté.

Ce n'est pour autant une victoire du Président de la République. Car cette décision aura deux effets qui sont immédiatement prévisibles. Il ne faudra pas jouer les observateurs étonnés, s'alarmer devant un phénomène de violences incontrôlables, lorsque les bombes exploseront ici et là et lorsqu'à terme des attentats s'en prendront à des personnages en vue. Il suffira de se remémorer la décision du 16 novembre, lorsque Giscard d'Estaing, en extradant l'avocat Klaus Croissant, a fait le choix du terrorisme. Giscard a mis le doigt dans l'engrenage de l'effritement des libertés. Tout se passe comme si un tel cycle ne devait malheureusement pas nous être épargné.

Ce ne sera évidemment pas le meilleur moyen de défendre la société civile contre l'Etat. Si l'idée de ce combat est neuf en Europe occidentale, il s'agit aujourd'hui de la prendre à bras le corps. Telle sera la leçon de ce 16 novembre. *Libération*

(17 novembre 1977)



Le fourgon bleu qui va emmener Klaus Croissant vers l'Allemagne (Pol Gornek)

3- Précipitation

Le fourgon bleu de la honte quitte la Santé

A 19h40, un fourgon bleu est parti de la Santé à la nuit tombée, emmenant Klaus Croissant vers l'Allemagne. Deux heures plus tôt, un communiqué sybillin du ministère de la Justice laissait entendre, hypocritement, que le gouvernement ne pouvait pas ne pas tenir compte de la légèreté des charges reconnues contre l'avocat d'Andreas Baader.

Epilogue honteux d'une histoire qui avait commencé par l'arrestation de l'avocat le 30 septembre dernier à Paris. Immédiatement, les protestations se multipliaient. D'abord celles des avocats de M^e Croissant, M^{es} Stéphanie Bordier, Roland Dumas, Jean-Jacques de Félice et Joe Nordmann qui dans un communiqué, s'indignaient de la « précipitation mise par le gouvernement à prendre sur l'heure un décret d'extradition et à le faire exécuter en dépit des recours exercés en particulier devant le Conseil d'Etat ». Ils protestent contre « cette méconnaissance d'une gravité exceptionnelle du droit d'asile et du droit de la défense ». De son côté, le Mouvement d'action judiciaire demandait la démission du ministre de la Justice, Alain Peyrefitte.

Klaus Croissant a été extradé mercredi soir. Une quinzaine de personnes présentes sur les lieux ont vainement tenté de s'y opposer : elles ont été violemment bousculées par les CRS qui avaient investis la rue de la Santé. Selon M^e Dumas, Klaus Croissant aurait été emmené par l'autoroute de l'Est en direction de Coulommiers, où l'attendait un avion spécial.

L'attente de Klaus Croissant n'aura pas été longue, après avis favorable donné par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Ses avocats, M^e Jean-Pierre Marcoin et M^e Stéphanie Bordier l'ont quitté vers 19h après l'avoir accompagné à la Santé. Alors que M^e Dumas tentait de joindre Giscard d'Estaing par téléphone, les trois avocats laissaient déjà paraître leur inquiétude. Un certain nombre de petits faits les avaient suffisamment alarmés pour qu'ils décident de demeurer en face de la porte de la Santé. Cette voiture de la gendarmerie avec cinq hommes à l'intérieur, garée dans la cour de la Santé, ou cette soudaine disparition des « permis de visite », la stupeur provoquée par la décision de la chambre d'accusation, ou plus simplement une prémonition, les enracinaient là, devant cette immense porte. A 19h20, deux voitures arrivent devant la Santé, une R 16 noire immatriculée 682 AVV 75 et une Simca 1100 banalisée. Trois hommes sortent des deux véhicules, l'un d'entre eux M. Laurent, secrétaire de la chancellerie, tient

à la main un long papier non plié qu'il porte solennellement devant lui, il est accompagné d'un commissaire de police et d'un autre homme. Ils pénètrent à l'intérieur de la Santé, refusant d'être photographiés. Un sinistre pressentiment envahit les avocats qui tentent de prévenir le maximum de personnes par téléphone.

A 19h25, un fourgon cellulaire de la gendarmerie pénètre en marche arrière dans la cour de la Santé. On peut apercevoir dans la verrière de la cour de la prison trois hommes qui sont entrés cinq minutes plus tôt ; ils sont accompagnés de gardiens.

A 19h40, le secrétaire de la chancellerie, le commissaire de police et son assistant ressortent de la Santé. M^e Marcoin se précipite vers eux, et, faisant état de sa qualité d'avocat de Klaus Croissant il s'entend répondre dédaigneusement : « Ça m'est égal ». Les trois hommes remontent dans leur voiture qui démarre immédiatement. Il n'y a en tout et pour tout, que cinq personnes devant la Santé malgré les appels à l'aide des trois avocats. Alors les choses se précipitent. Le commissaire de police, un petit homme grossier, fait la navette entre la Santé et un lieu inconnu. La tension monte visiblement et des ordres sont échangés au moyen de radio-téléphone. A 20 heures, plusieurs cars de CRS envahissent la rue de la Santé, et en bloquent une extrémité du côté du boulevard Raspail. Une dizaine de personnes arrive, on reconnaît Michel Foucault et Daniel Defert. Le petit groupe devant la Santé se monte à une quinzaine de personnes : celles qui viennent d'arriver « n'y croient pas » les autres sont envahies par les mêmes sinistres pressentiments. M^e De Félice arrive à 20h05 accompagné de sa collaboratrice M^e Brigitte Marçais et tente de pénétrer dans la Santé. Par le guichet, le gardien lui fait savoir « qu'il a reçu des ordres pour que les avocats de M^e Croissant ne puissent pénétrer dans la prison ».

Des cars de gendarmes ont bloqué le bout de la rue laissée libre jusque-là. Les policiers en descendent et prennent position, bloquant la circulation des véhicules et des piétons. Personne ne doute plus maintenant. Le commissaire de police s'approche alors du petit groupe. « Maintenant dégagez... » ordonne-t-il. Les avocats refusent et le petit groupe dérisoire se soude autour d'eux. Le commissaire a un mauvais sourire : « Ah, si vous ne voulez pas... » et il fait un signe en direction d'un groupe de CRS parqués non loin de là. Les policiers s'avancent de manière nonchalante, sûrs de leur coup, devant la vulnérabilité de l'obstacle. Et c'est la bourrade, légère, puis insistante. Les cris, les violences. Le petit groupe résiste le mieux qu'il peut, les coups commencent à pleuvoir. Certains tombent, ils sont relevés brutalement. La haine fait serrer les poings, la rage pleurer, les insultes s'étranglent dans la gorge. L'impuissance.

Toutes sirènes hurlantes, une dizaine de motards arrive encadrant deux voitures officielles. Le petit groupe a été parqué dans une rue transversale : pour qu'il ne voit rien. La honte. Alors tout se passe très vite. Les deux voitures noires freinent devant le portail, les motards mettent à peine le pied à terre que le fourgon bleu de la honte jaillit de la cour de la Santé et disparaît en direction du boulevard Raspail.

C'est fini.

Les CRS se remettent en rang. « Vous pouvez y aller » dit leur chef, en se tournant vers les derniers défenseurs de Klaus Croissant.



**LE MAL
ALLEMAND**

Le modèle allemand

A quelques heures de Paris, la troisième puissance industrielle du monde: un voisin qui inquiète et qui fascine le reste de l'Europe.

Ulla et Karl de Stuttgart

Elle est professeur dans le secondaire, il est chômeur, après avoir été électricien chez Daimler-Benz: un couple de militants.

Trois heures du matin au poste-frontière entre Haguenau et Baden-Baden. Nous sommes trois, un Allemand et deux autres Européens. Dans deux ans, nos gouvernants réunis à Rome l'ont promis, nous aurons tous un passeport européen et nous élirons un parlement européen au suffrage universel. Si les policiers français somnolent, il n'en est pas de même cent mètres plus loin. Trois silhouettes vertes nous barrent l'accès à l'Allemagne fédérale. Notre voiture est, hélas, rouge. « *Polizei* ». Le plus âgé, la soixantaine, tient un pistolet-mitrailleur, les deux autres, pistolet à la ceinture, ont l'un la quarantaine, l'autre pas plus de 23 ans. Ce dernier, frais émoulu de l'école de police, nous surveille, les jambes arquées, prêt à dégainer. Nous passerons trois quarts d'heure dans le poste, sous le regard rieur d'Angela Luther, « *criminelle anarchiste* », recherchée à prix fort pour avoir dirigé le commando qui, voici un an, enleva Peter Lorenz à Berlin. Trois quarts d'heure à observer le « chef » occupé à analyser chimiquement tous les médicaments contenus dans la trousse de toilette de l'un de nous, asthmatique. Cherchaient-ils des drogues ou des explosifs sophistiqués ? Quand je demande les toilettes, c'est la panique : le premier me fouille, le second me tend une clé plate, le troisième me suit avec son PM pointé et fera les cents pas devant la porte... Ça promet !

STUTTGART

Cinq heures, la ville, au fond d'une cuvette où stagne le smog, s'ébroute. Les gens sont en route dès 5 h 30. Beaucoup d'entre eux ne seront de retour chez eux que vers 18 heures. Les embouteillages commencent vers six heures. Les visages blafards qui se balancent dans les tramways sont souvent entourés d'un fichu noir : femmes de ménage siciliennes, sardes, serbes, croates, turques. Les usines ultra-modernes défilent. Toutes ont moins de quarante ans, construites après les bombardements alliés. Elles n'en sont pas plus gaies.

Karl, notre copain allemand, était électricien chez Daimler-Benz avant de se retrouver au chômage comme deux millions d'autres. Daimler-Benz, aujourd'hui possédée à 35 % par des pétro-dollars koweïtiens, produit les véhicules Mercedes. Elle est à Stuttgart ce que Ford est à Cologne, Volkswagen à Wolfsburg, et BMW à Munich. Karl faisait partie d'un de ces groupes « autonomes » équivalents allemand de nos « comités de lutte », météores gauchistes qui ont traversé pendant trois ans le firmament industriel avant de s'éteindre, non sans laisser des traînées. Principalement parmi les communautés de l'émigration, clubs, crèches et chez les jeunes. A Stuttgart, les ouvriers sardes ont un club qu'ils ont édifié eux-mêmes ; lieu politique, culturel, social, subventionné par la municipalité. Les Turcs et les Espagnols aussi. Karl rentre à Stuttgart pour préparer un procès. Il est inculpé avec d'autres ouvriers pour « *diffamation et déprédations* » : ils avaient distribué un tract et fait des peintures murales à l'usine Bosh sur un cas « banal » : une « collègue » grecque avait fait une fausse couche dans l'atelier où elle travaillait. Sept petits et grands chefs de l'entreprise avaient porté plainte. Un autre groupe, des militants d'un des cinq partis « marxiste-léninistes » que compte le pays, sont aussi inculpés pour avoir reproduit partiellement le tract. Mais eux porteront la « lutte » sur la dénonciation du « social-impérialisme », ce qui rend une collaboration difficile, sinon impossible. Le procès, qui durera un jour et au cours duquel la partie patronale abandonnera les plaintes en diffamation, sera peut-être le point de départ d'une campagne sur la maternité et l'avortement en milieu ouvrier, ce qui serait une nouveauté. L'ouvrière grecque, intimidée après son « accident », n'avait pas osé porter plainte, puis était retournée dans son pays.

« FDGO »

Des petits procès comme celui-là, à l'ombre des « grands » procès politiques, il y en a tous les jours. Comme en Espagne, les amendes sont généreusement distribuées par les tribunaux : pour un tract, pour une affiche, un article de journal... On a le choix entre la prison et l'amende : un jour de prison coûte à peu près 35 francs. Les condamnés choisissent toujours l'amende, qui est moins aggravante dans le casier judiciaire que la prison. Et cela compte dans ce pays où, en moins de quatre ans, un demi million de personnes sont passées à la moulinette de l'enquête préliminaire à l'accès à la fonction publique. A-t-on manifesté en 1967-1968 pour le Vietnam ? Habite-t-on en communauté ? A-t-on été candidat électoral du PC légal ? Est-on la fille d'un vieux communiste ou membre des Jeunesses socialistes ? On devra

alors se soumettre à un interrogatoire politique : « *Votre conception du socialisme est-elle compatible avec vos futures obligations de fonctionnaire ?* » Tout achoppe autour du respect ou non de « *l'ordre constitutionnel libre et démocratique* », en abrégé FDGO. Ce FDGO est devenu un « concept » aussi redoutable qu'élastique. En recoupant diverses sources, j'arrive au chiffre de deux mille personnes exclues de la fonction publique ou auxquelles l'accès en a été barré. C'est peu. Mais, comme toutes les autres mesures répressives adoptées ici, on a voulu prévenir en faisant peur. Cela semble efficace. L'inexactitude du chiffre fourni plus haut tient autant au silence statistique des autorités qu'au fait que tous les exclus ou menacés d'exclusion pour causes politiques ne vont pas automatiquement informer un des nombreux comités qui luttent encore. Tel écrivain débutant a écrit un scénario de pièce mettant en parallèle les interrogatoires auxquels Bert Brecht fut soumis devant la « commission d'enquête sur les activités anti-américaines » aux USA sous Mc Carthy, et les « interdictions professionnelles » sous Brandt et Schmidt. Une excellente idée, direz-vous. Seulement voilà : notre polémiste, assistant de faculté, voudrait auparavant pouvoir devenir titulaire. Le manuscrit attendra...

BANLIEUE

Ulla, la copine de Karl, est professeur de secondaire, allemand et français. Comme lui, elle est née de parents « déplacés », originaires de Silésie, aujourd'hui en Pologne. Après 1945, l'insertion des « Orientaux » n'a pas été facile. « *Mon père*, dit Karl, *était prisonnier des Anglais dans la région. Quand on les a libérés, ils ne savaient pas où aller. Ils sont restés au camp. Le club sportif local faisait des descentes le soir dans le camp et ça se passait à la barre de fer...* ». Cette origine explique-t-elle leur sensibilité politique ? Il est un fait que l'on trouve parmi les « gauchistes » beaucoup d'enfants de « déplacés ». Ulla est passée au travers du filtre de « *l'interdiction professionnelle* » : « *ils ne pouvaient quand même pas me reprocher de fréquenter le centre de jeunes* ». Nous sommes à 12 kilomètres de Stuttgart, dans une ville-champignon qui n'était qu'un village après la guerre. « *Ici*, raconte-t-elle, *tous les candidats des partis sont entrepreneurs en bâtiment.*

C'est une vraie mafia. Ils ont construit un ensemble en béton pour cinq mille personnes : à part les logements, il n'y a que deux banques et une baraque en préfabriqué qui sert de magasin. Ils ont « oublié » les équipements sociaux ! Les jeunes du centre — apprentis, lycéens — dont beaucoup habitent là-haut, ont commencé à faire de l'agitation dans les immeubles, des réunions,

une fête, pour obtenir de meilleurs transports, etc. Ça marche bien ». Des centres de jeunes autogérés, des « Jugendzentrum », il y en a beaucoup dans toutes les petites villes nouvelles autour de Stuttgart. L'idée de ces « MJC » sauvages, mais subventionnées, est partie des grandes villes comme Berlin, du mouvement de la jeunesse des années 68. Elle s'est répandue dans toute la République. On y trouve souvent, comme « animateurs », des anciens du mouvement étudiant. Ces îlots de relative autonomie, soumis au bon vouloir des municipalités, jouent sur une ambiguïté : l'establishment local (police, parents, directeurs d'école) préfère à tout prendre que les jeunes disparaissent des rues et des trottoirs pour s'enfermer quelque part, même si ce quelque part est autogéré. Mais si le « Jugendzentrum » devient — c'est souvent le cas — une « base d'appui » pour des luttes locales, la police ne tarde pas à pointer son nez. Un attentat et les flics en profiteront pour perquisitionner les centres.

KUNG-FU

« Ici, raconte Ulla, les jeunes sont assez violents : dans la seule « konditorei » du coin, c'est la guérilla en permanence. A la première caresse, au premier baiser sur une banquette, le patron vide les « coupables ». Alors les autres renversent leur café sur la moquette, font chier le patron. Il y en a aussi qui tendent des embuscades le soir aux flics ». Le militarisme, alimenté par les films de Hong-Kong, le « nunchaku », se développe. « Dans notre centre, les jeunes ont d'abord vidé les jeunesses socialistes, et ils n'arrêtent pas de venir emmerder leur chef chez lui, puis ils ont vidé « l'union des élèves » démocrate-chrétien. Puis, ça a été au tour des groupes « K » (les divers partis « m-l »), un en particulier qui voulait « faire régner l'ordre » dans le centre ». Le résultat de la pratique « autoritaire-recrutante » des groupes politiques de gauche, c'est, selon elle, que les jeunes rejettent toute politique ; il y a déjà longtemps qu'ils ne veulent plus entendre parler du Vietnam. Alors il se passe de curieux phénomènes : « Un ancien détenu, plus âgé que les autres, s'est amené, et il est en train de monter sa petite bande : il se promène en chemise brune et il porte une croix gammée. Il fascine les autres... ». Que faire ? Elle n'a pas de réponse. En attendant, elle doit aujourd'hui accompagner un de ses élèves, 14 ans, au tribunal. Il a volé une mobylette, s'est enfui quand les flics l'ont arrêté... « Son père a menacé de venir au tribunal pour demander au juge d'être sévère ». Mais le juge, fait exceptionnel, se montrera compréhensif. Il condamnera le jeune à... vingt heures de travail à l'hôpital local. La rééducation par le travail : quelle ironie pour ces jeunes, dont cent mille se retrouvent chômeurs chaque année après l'école. A Stuttgart, 4 000 jeunes sont sans-abri. Dépolitisés, les écoliers ne le sont pas tous. Deux élèves, dans une de ses classes, « s'intéressent à l'anarchisme » (comme ils disent). Ils ont demandé à leur prof d'histoire, un vieux démocrate-chrétien, de pouvoir assister à une séance du procès de Baader, Meinhof, Raspe et Ensslin, pour faire un exposé en classe. Trop content de voir des élèves « s'intéresser à quelque chose », le prof a accepté. L'exposé est un modèle du genre : totalement objectif, il se contente de décrire, sans aucune prise de position, la mécanique kafkaïenne du procès. On dirait que les jeunes apprennent tôt à ruser et à cacher leur point de vue...



Strauss, le « taureau bavarois » (Viva)

Munich's parano

Les frissons d'une douairière fatiguée, capitale de la CSU.

Munich en février ressemble à une douairière fatiguée. Les serpentins, comme les visages des nuceurs le matin à sept heures, sont avachis : le Carnaval s'étire et n'en finit plus. Les bals costumés et les saouleries ont commencé en novembre. Les Olympiades d'hiver, près d'ici, à Innsbruck, provoqueront un sursaut national. La Bavaroise Rusi Mitermeyer ranime les ardeurs : « Les anglais voulaient acheter notre Rusi », titre « Bild-Zeitung ». Un « fan » s'est rasé le crâne pour le transformer en pancarte vivante : « Rusi ». Pour corser l'événement, le condiment « terroristes » est désormais indispensable.

Le massacre de Fuerstenfeldbruck, près de Dachau, en 1972, n'est pas oublié et Vienne vient de vivre « l'opération Opep ». Un frisson parcourt la police régionale de Bavière : « Rolf Pohle et Gabriele Kroecher-Tiedemann sont de retour ! ». Ces deux-là faisaient partie des cinq prisonniers libérés en échange de

Lorenz il y a un an et envoyés à « Aden-Arabie ». Un soir, dans le centre-ville, un groupe électrogène alimentant l'éclairage d'un passage souterrain pour piétons tombe en panne. « On » a vite fait d'y voir la main de Rolf Pohle. Un autre jour, dans une brasserie, un homme jeune consomme tranquillement son demi à une table. Un autre homme, plus âgé, va discrètement parler au serveur. Le premier paye et sort. Le second va à la table, saisit délicatement le verre vide. C'est un flic, il emporte son butin pour aller relever les empreintes digitales. Ce n'était pas Rolf Pohle, mais son frère... Vienne, gare centrale : des « messieurs » montent à bord du « Brenner-express », présentent leurs cartes et emmènent un passager. Après une journée de garde à vue, ils lui signifient une interdiction de séjour en Autriche jusqu'à la fin des Olympiades et l'expulsent : il constitue un danger pour la sécurité de l'Autriche. Le professeur Eimar Altwater, marxiste respectable, car c'est lui, rentrait à Berlin après avoir assisté au congrès du « Manifesto » en Italie. A ses protestations, les Autrichiens répondent : « Plaignez-vous auprès de nos collègues allemands ». Il s'avère que la police politique allemande a distribué à celle des pays limitrophes des listes de « suspects » allemands. Les Israéliens ont déjà fait de même en distribuant des listes de Palestiniens aux polices européennes. Mais à Innsbruck, où il y a cinq gardiens de l'ordre — soldats y compris — pour trois sportifs, il ne se passera rien et Rusi aura ses médailles.



Celui qui lisait « Bild » et celui qui ne le lisait pas. (Gamma)

Il neige par à-coups sur Munich, l'hinterland est tout blanc. Dans le centre piétonnier, la densité de fourrures au mètre carré est impressionnante. Les femmes émigrées, pour mieux passer inaperçues dans cette ville où le fameux « seuil de tolérance » des étrangers, de 12 % est bien dépassé, rivalisent avec leurs consœurs allemandes pour ce qui est de l'habillement. En Allemagne, il faut être bien habillé. Une amie exilée en France depuis dix ans m'a raconté comment elle se sent toisée, observée, mise à part dès qu'elle pose les pieds dans son pays. Et à chaque fois, sa mère s'empresse de lui acheter des vêtements allemands, cintrés, guindés, pour qu'elle ait l'air de « Madame-tout-le-monde ». Dans le métro, vous êtes soigneusement examiné (e) sous toutes les coutures. Les couleurs trop vives, les vêtements « fioués » ne sont pas digérés.

A Munich comme à Stuttgart, des écrivains, dans les armureries, incitent à acheter les « calibres 4 mm », en vente libre jusqu'au 20 février. Après cette date fatidique, on pourra toujours se rabattre sur la matraque qui file des décharges électriques. Son nom ? « Flic » (en français dans le texte).

Sur la place de la mairie, le bijoutier B. trône toujours derrière son comptoir. Il y a un an et demi, il a tué au pistolet un « braqueur » bien jeune et désarmé, en lui tirant dans le ventre à travers le comptoir.

Lundi 17 heures : le flot des badauds-employés-consommateurs se fige près de la gare centrale : un vigile poursuit un jeune, 16 ans, cheveux longs, et tire quatre coups de feu en l'air. D'un commissariat proche, trente-deux policiers arrivent par vagues : le « criminel » disparaît dans la mêlée. Comme au rugby. Il avait tenté de « braquer » une parfumerie. Son arme : un pistolet en plastique.

Le lundi suivant, 8 heures du matin : deux policiers sonnent à la porte du lieutenant colonel de réserve von X... vétéran de la dernière guerre. Ils ont ordre de lui retirer le pistolet avec lequel il a déjà menacé la moitié de l'immeuble. La guérilla administrative a duré quatre ans depuis qu'un tribunal avait décidé cette confiscation. Von X... a épuisé tous les recours pour conserver son joujou. Il se dit écrivain : il est l'auteur d'une brochure antisémite. Il tire à travers la porte sur les policiers et ne se rend pas. Le siège, courtois, dure huit heures : le psychologue de la police munichoise lui parle au téléphone avec une voix douce, douce... Pendant ce temps, on blinde de l'extérieur la porte de son appartement. Il cède enfin.

Un autre jour à minuit. Les trois camarades allemands avec lesquels je suis revenus, attendris, dans cette brasserie de la périphérie où ils ont côtoyé des ouvriers pendant les années où ils « étaient en boîte ». Nous sommes en train de nous perdre dans les méandres d'une discussion sur les possibilités d'un « régionalisme-révolutionnaire-en-Bavière-comme-en-Bretagne-ou-en-Occitanie ». La réalité nous rappelle à l'ordre : le patron, cinquante-cinq ans, 1m85, se dresse devant nous, un tuyau de plomb de soixante centimètres à la main droite. De la main gauche, il vient, insultes en dialecte à l'appui, de jeter dehors un ouvrier turc qui cuvait sa bière dans un coin ; il ne dérangeait pourtant personne. Les ouvriers allemands présents ne disent rien. Sourires gênés des « camarades », « c'est si courant... ».

12 février : Bruno Merk, ministre de l'Intérieur de Bavière, donne une conférence de presse. Luxe superflu dans cette ville, où les quatre quotidiens régionaux sont tous désormais sous le contrôle de Strauss et de son parti, la CSU. Même la « Sueddeutsche

Zeitung », réputée libérale, est passée sous sa coupe. Seule « concurrence » : l'édition locale de « Bild ». 36 quotidiens régionaux ont disparu de RFA en 1975. Le tirage de « Bild » a augmenté de 250 000, passant à 4,3 millions par jour ! Le ministre aurait pu se contenter d'un communiqué, sachant de toute façon que ce qu'il avait à dire serait fidèlement reproduit par tous de manière identique. Il s'agit des chiffres sur la criminalité en Bavière en 1975. Les vols sont en baisse. Les étrangers sont proportionnellement moins délinquants que les Allemands. Les armes à feu ont parlé 2 140 fois, soit 17 % de plus qu'en 1974, dont 86 fois seulement du côté de la police, soit 23 % de moins. Deux flics et deux civils sont morts. Après la pollution, Merk passe aux extrémistes. Des chiffres précis : sur 10,2 millions d'habitants, la Bavière compte « 15 700 extrémistes, dont 10 100 de gauche, répartis dans 165 organisations, et 5 600 de droite, dans 49 organisations ». Les premiers, commente le ministre, n'ont pas relâché leur « travail de sape », ils méritent à l'avenir une surveillance tout aussi intense. Les seconds « n'ont toujours pas surmonté leurs divisions, qui les rendent politiquement inefficaces ». « Bien sûr, des petits groupes gardent vivaces des pensées néo-nazies », reconnaît-il. Il conclut, à propos de la fonction publique, que 33 candidats s'y sont vus interdire l'accès. Pour 238 autres, « des faits relevant de la justice » ont été retenus. Il a été procédé à 26 539 interrogatoires de candidats (sur leurs convictions, voir plus haut), 10 000 extrémistes de gauche pour 10,2 millions d'habitants ? Cela semble suspect. Je soupçonne M. Merk d'avoir politiquement décidé que le nombre d'extrémistes de gauche ne saurait dépasser la proportion d'un pour mille habitants et d'avoir fait ses additions en conséquence.

Cologne: les Turcs en trop

Un million de têtes de Turc sur plus de deux millions de travailleurs immigrés ou le sens caché de la détente Est-Ouest

Cologne, mars 76 : le Carnaval, en ce lundi « des roses », atteint son apogée, avec le défilé des chars. Deux chars retiennent l'attention. L'un représente une famille turque (sept enfants) « qui vit des allocations », l'autre un chômeur qui lit avec sa belle, déchirant les offres d'emploi. Les organisateurs officiels du défilé n'ont pas accédé à la requête de plusieurs centaines de citoyens qui avaient réclamé le retrait de ces deux chars considérés, à juste titre, par les pétitionnaires, comme une « excitation à la haine ». Résultat : le 1^{er} mars, huit des personnes qui, sur le parcours aspergent de peinture rouge les chars sont assaillies par la horde carnavalesque, dont de nombreux policiers en faux-nez.

En cette année 76, la campagne contre les immigrés, dont officiellement 2 100 000 travaillent en RFA et à Berlin-ouest, atteint des proportions plus qu'inquiétantes. Les Turcs, un million de personnes dont 560 000 travailleurs, la plus importante communauté d'immigrés, sont la cible N° 1 des attaques. L'épisode carnavalesque n'est qu'un maillon infime d'une mise en condition au leitmotiv précis : « Il y a un million d'émigrés de trop en RFA ».

UN CINEMA TROP REALISTE

« Hau ab ! » ; « casse-toi ». L'homme, un ouvrier allemand d'âge mur vraisemblablement réduit au chômage, saculé, répète inlassablement l'injonction, en l'accompagnant du geste symbolisant le coup de balai. L'homme qui lui fait face, dans cette voiture du métro berlinois, serre plus fort contre lui le porte-documents — où il cache ses vêtements de travail — comme pour se protéger et répond à l'infini : « Deutschland gut. Deutschland gut ».

Dans la somnolence générale du wagon, personne ne réagit. Le petit homme rond, moustachu, qui aime tant l'Allemagne, enchaîne en gros plan : « Je ne veux pas retourner en Turquie, ici il y a du travail, je vais faire venir ma famille ». Et pourtant, rentré dans sa vieille maison où il partage un appartement délabré avec six compatriotes, il touche chaque soir le fond du désespoir. Deux compatriotes sont au chômage, le permis de séjour d'un troisième vient de prendre fin. Seule la même cérémonie, répétée, chaque soir, lui permet de rêver à haute voix : il compte les « bleus », les billets de cent marks qu'il conserve dans son caleçon, et calcule le temps qu'il lui faudra encore pour « acheter la maison là-bas ». Quatre ans déjà qu'il est là et il n'arrive pas encore à former les phrases allemandes qui couvrent, croit-il, le cœur des femmes berlinoises.

Cette réalité quotidienne de l'émigration turque en Allemagne est le thème de « *Inder Fremde* », un film tourné à Berlin l'année

dernière par un groupe germano-iranien autour d'un Iranien en exil, **Sohrab Shahib Saless**. Un film de plus sur l'émigration ? Peut-être. Mais dans l'Allemagne d'aujourd'hui, il faut une bonne dose de courage, politique mais aussi physique, pour oser faire de la caméra-vérité sur la réalité de l'émigration turque. Les mésaventures d'un autre film en témoignent.

L'HONNEUR DE LA FEMME TURQUE

Le 20 janvier 76, la TV de Cologne (WDR) diffuse un film d'Helma Sanders (dont on a pu voir à Paris « *Sous les pavés la plage* », « *Le mariage de Shirin* »). C'est l'histoire d'une jeune immigrée anatolienne contrainte à la prostitution à Cologne. Après l'émission, les coups de téléphone anonymes, les menaces de mort, pleuvent contre Helma et l'actrice turque Ayten Erten. L'équipe du film demande la protection de la police. La campagne contre le film culminera avec une « *marche silencieuse* » de plusieurs centaines de Turcs devant le siège de WDR pour « *protester contre l'outrage infligé à la femme turque* » par ce film. Manifestation spontanée des immigrés qui n'ont pas compris que ce film défendait en fait leur cause ? Malentendu ? C'est l'explication que donnera à l'affaire le magazine « *Stern* », qui en profite pour agrémenter son article d'une photo, vieille de dix ans, de Helma Sanders en « *pin-up* ».

Malheureusement, cette campagne n'a rien de spontané : elle a été organisée par le quotidien turc « *Tercüman* » qui avait écrit : « *Qui touche à l'honneur d'une femme turque doit payer de sa vie !* ». Ce quotidien, diffusé à 400 000 exemplaires en Europe occidentale, parmi les Turcs, distille une propagande on ne peut plus claire. Un petit échantillon : « *Secoue-toi et tourne-toi vers les nationalistes turcs, qui sont ton idéal. Tes ancêtres avaient mis le monde entier à genoux. Tu ne seras pas seul pour noyer dans tes crachats une poignée*

de communistes et d'infâmes saboteurs (sic) ».

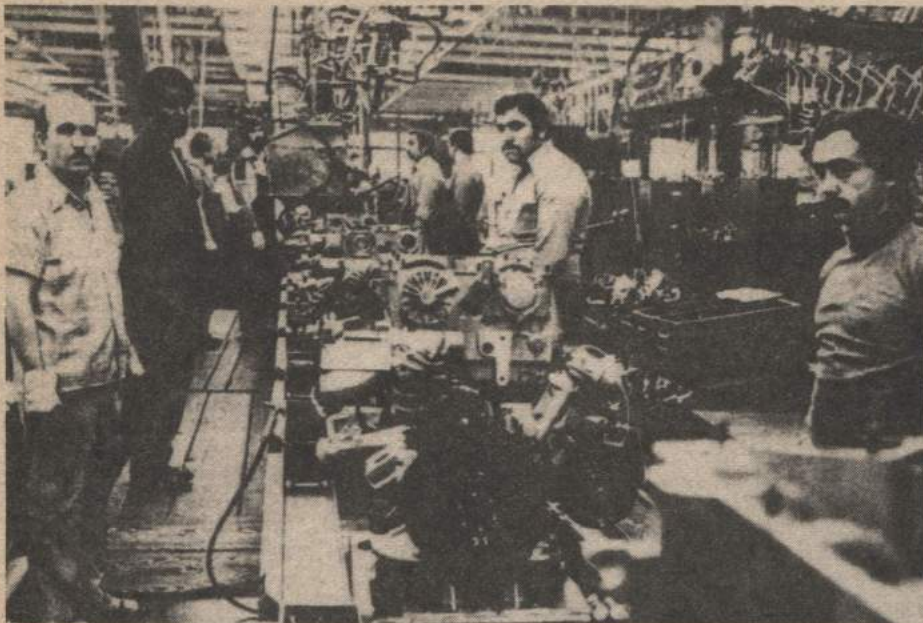
Derrière ce journal, on trouve le « *mouvement nationaliste turc* » dirigé par le colonel Alparslan Tuerkesh, vice Premier ministre du gouvernement Demirel, dont la branche armée, « *les loups gris* » a sur la conscience plus de cinquante assassinats de syndicalistes, d'enseignants et d'étudiants en Turquie depuis un an. Les commandos nationalistes, appuyés par la police politique turque, le MIT, tuent aussi en Europe occidentale : à Hambourg, il y a quelques mois, à Tours en France le 26 février 1976 où leurs trois victimes ont été « *seulement* » blessées. Dans la Ruhr, ils sont de plus en plus actifs. La situation est suffisamment grave pour que le chef de la section « *étrangers* » de la centrale syndicale allemande, le DGB, Heinz Richter, ait demandé la dissolution de ces groupes « *qui travaillent dans le syle des SA* » et « *extorquent aussi de l'argent à leurs compatriotes* ».

Mais la justice allemande a d'autres Turcs à fouetter.

UNE VIEILLE CONNAISSANCE

C'est de nouveau à gauche qu'on est allé chercher les fondateurs d'« *associations criminelles* », condamnables, à l'aide du paragraphe 129 du Code pénal, à de lourdes peines de prison. Le juge Somoskeoy de Cologne, est une vieille connaissance : il a déjà condamné l'anti-nazie Beate Klarsfeld, le turc Baha Targün, « *leader* » de la grève autonome qui paralysa l'usine Ford de la métropole rhénane pendant l'été 73. Le 30 janvier, ce juge a condamné à des peines de 18 et 24 mois, trois révolutionnaires turcs, détenus depuis mai 74, donc prochainement libérables, et exposés dès lors au risque d'expulsion en Turquie. Les accusés détenaient et diffusaient des textes de Marx, d'Engels, et une brochure... de l'association





Des travailleurs immigrés de Mercedes-Benz pendant les trois minutes de silence à H.M.Schleyer : pensent-ils à leur patron ? (UPI)

des sous-officiers suisses sur la « résistance totale ».

Devançant d'un jour l'entrée en vigueur du fameux paragraphe 88A qui permettra de condamner les éditeurs, diffuseurs, abonnés, détenteurs, etc. de tout écrit « prônant la violence », le juge a empêché toute déclaration politique des accusés, les a expulsés du tribunal et a fait remettre leurs passeports au consulat de Turquie.

Une campagne a été lancée pour que ces trois révolutionnaires obtiennent l'asile politique en RFA, à laquelle s'est associée le pasteur Albrecht, social-démocrate, ancien maire de Berlin. On imagine leur sort s'ils étaient livrés à la police de Demirel : le premier, **Omer Özerturgut**, s'est réfugié en 1971 en RFA sous un faux nom. Membre important du parti révolutionnaire ouvrier et paysan, il a été condamné par contumace à 300 (trois cents) ans de prison dans son pays ! **Hatice Yourtdas**, fille de paysans pauvres, était étudiante en dernière année de sociologie tout en travaillant à Cologne. **Mustafa Tutkun**, la quarantaine, ouvrier actif en Turquie, a eu le tort de se faire remarquer pendant la grève de Ford. Il n'est pas étonnant dès lors que les tueurs du « Mouvement nationaliste » aient pu tenir leur dernier congrès en toute impunité à Cologne le 30 janvier 1976.

La déportation de masse est à l'ordre du jour pour un million d'émigrés, principalement de Turcs, en RFA. Elle a déjà été mise en œuvre pour trois cent mille d'entre eux. Une fois de plus, dans le silence, le capital « recompose » la classe ouvrière. Pendant la première guerre mondiale, on avait vu des ouvriers belges devenir travailleurs forcés en Allemagne.

En septembre 1944, environ 7,5 millions de femmes et de jeunes et de prisonniers de guerre étrangers, dont trois millions originaires de Russie, étaient utilisés, sans salaire, dans l'industrie allemande. Pendant les dernières années de la guerre, jusqu'à trente mille de ces « émigrés » s'enfuyaient chaque mois des camps où ils étaient parqués après le travail, plus de vingt cinq mille par mois furent emprisonnés pour faits de grève. Cette armée industrielle de réserve devait, moins de dix ans plus tard, être remplacée par une autre : celle des fuyards de l'Est. Lesquels, après une

nouvelle décennie, « montaient en grade » et cédaient la place, aux chaînes, aux Italiens, Espagnols, Turcs et Yougoslaves. Cette relève devait assurer la poursuite du « miracle allemand ».

La RFA est, de tous les pays d'Europe, celui où le capital a, de la manière la plus claire et la plus efficace, œuvré à la « non-industrialisation » des travailleurs importés, appelés « travailleurs-hôtes » (Gastarbeiter), de manière à pouvoir s'en débarrasser et les remplacer le moment venu. Au-delà de la décennie, cela semble désormais être une tradition, il faut organiser une nouvelle rotation, pour préserver une situation d'hétérogénéité ouvrière et donc de contrôle sur les travailleurs.

UN PLAN PRECIS

La campagne contre les émigrés turcs, telle qu'elle se manifestait au carnaval de Cologne (voir *Libé* du 8 avril), est bien sûr, vulgarisée quotidiennement par la presse de *Springer*. En juillet dernier, *Bild* faisait ses choux (et ses titres) gras de l'histoire « vraie » de « la chômeuse la plus paresseuse d'Allemagne : une Turque ! ». Il s'agissait lisait-on, d'une femme de ménage de 38 ans, qui, « à dix reprises, s'était portée malade au troisième jour de travail, touchant ainsi chaque mois pendant six semaines, un plein salaire à ne rien faire ». La conclusion s'imposait, noir sur blanc : « Qu'on la renvoie à Istanbul ! ». Enquête syndicale faite, l'histoire s'avérait inventée de toutes pièces. Peu importe, elle est « passée ». Un sondage d'opinion récent faisait dire à « un Allemand sur deux » que « les étrangers sont responsables de la crise », donc surtout du chômage (à rapprocher d'un autre sondage faisant dire à un travailleur allemand sur deux qu'il aime son travail).

Or si le nombre de salariés allemands, de juin 74 à juin 75 a diminué de 2,5 %, celui des salariés étrangers a baissé de 11,2 %, soit trois cent mille, 18,5 % des Espagnols ont perdu leur travail, contre 10 % des Turcs. Ils se révélaient donc plus facile de se débarrasser des Espagnols ou des Italiens, émigrés depuis longtemps, que des Turcs, d'importation plus récente, venus de plus loin, d'un pays dont la situation économique est autrement plus désespérée que celle de l'Espagne ou de l'Italie. A désespoir plus grand, résistance plus grande, plus sourde, par la reconstitution des communautés d'origine, par le « remake » du

tissu social d'origine. Les campagnes xénophobes doivent faciliter la destruction de ce tissu.

En février 1975, Egon Bahr, ministre du Développement économique (FDP) déclare : « Il faut réduire de cinq cent mille le nombre des immigrés ».

En décembre 75, juste avant Noël, une indiscretion organisée fait connaître au public « dix-sept thèses sur la politique de l'immigration » élaborées par une commission interministérielle à Bonn, mais sur lesquelles, laisse-t-on entendre, un accord total n'a pu être obtenu, le ministre du Travail faisant office de « méchant ». Résumées, ces thèses ne sont rien d'autre qu'un projet d'attaque frontale, politique, centrale, contre l'émigration : suppression du statut de résident privilégié, précédemment accordé après cinq ans de séjour ; or, la moitié des deux millions d'émigrés actifs sont en RFA depuis plus de cinq ans. L'émigré pourrait faire venir sa famille, non pas après un an de séjour, comme actuellement, mais après trois ans ! Les quartiers et les villes ayant dépassé le « seuil de tolérance » de 12 % seraient interdits à de nouveaux étrangers. Limitation des allocations de chômage, transformées en « primes de départ » et dont le versement s'accompagnerait du retrait du permis de séjour, même en cours de validité.

Cette pratique est déjà courante localement depuis plus d'un an. Des travailleurs turcs reçoivent une lettre de l'agence pour l'emploi : « Monsieur, par la présente, je vous intime l'ordre de cesser votre travail à la firme X... Actuellement, nous disposons de suffisamment de personnes allemandes et étrangères sans travail aptes pour ce poste, et ayant priorité sur vous pour l'attribution d'un permis de travail ». Qui a la priorité ? Les ressortissants de la CEE, déjà plus intégrés, les Allemands venus de l'Est, de la Pologne, etc.

LA FACE CACHEE DE LA DETENTE

C'est ici que l'on découvre le pot aux roses : qui se serait douté de l'importance, pour les travailleurs d'Allemagne, des discussions entre Helmut Schmidt et Edward Gierrek, en juillet dernier, dans les couloirs de la conférence d'Helsinki ? L'adoption, le 12 mars par le Bundesrat, (à majorité démocrate-chrétienne) de l'accord Bonn-Varsovie, complète parfaitement le processus de recomposition des couches inférieures de la classe ouvrière. C'est que cet accord prévoit qu'en échange de quelques milliards ouest-allemands, (crédits à bas intérêts, indemnités de guerre), entre deux et neuf cent mille Polonais d'origine allemande pourront « émigrer » en RFA. Le grand capital allemand est disposé à payer cher pour maintenir l'ordre et la discipline sur les chaînes de montage. Comme dans les années 30, puis 50, une main-d'œuvre docile sera fournie par l'Est aux ressources humaines inépuisables. Label idéologique garanti : le Polonais rescapé du « paradis socialiste » ne songe qu'à « bosser, bosser, fermer sa gueule » pour acquiescer tout ce dont il a rêvé.

Les années qui viennent seront dures : le nombre des émigrés licenciés, sans permis de séjour, et qui ne peuvent aller ailleurs, augmente ; ainsi que celui des familles. Leurs exigences de vie ne pourront pas être ignorées. Et les jeunes chômeurs allemands auxquels des politiciens comme l'ex-nazi Fibinger, président du gouvernement de Stuttgart, veulent faire croire que c'est « pour eux » qu'ils veulent expulser neuf cent mille émigrés de plus, découvriront que c'était faux...

Les Allemande de Dany Cohn-Bendit

Depuis sept ans, Dany Cohn-Bendit est interdit de séjour en France. Il a été expulsé en mai. Apatride, mais Français de culture, il vit actuellement en Allemagne en attendant de rentrer en France. Plus exactement, en attendant qu'une campagne d'opinion le fasse rentrer. Pour des raisons qui ne sont pas seulement politiques d'ailleurs, mais aussi personnelles, et qui s'appellent le droit de vivre parmi ses amis.

Nous nous sommes entretenus avec Dany sur l'Allemagne Fédérale, à la recherche d'une réponse : comment vit-on en Allemagne ? Comment se fait-il que le procès Baader-Meinhof avec son cortège de maccarthysme et sa chasse aux sorcières s'ouvre dans un silence glacial de la part de la gauche et de l'extrême-gauche ? Y-a-t-il une énigme allemande ?

1-Le refoulement du fascisme

Cohn-Bendit. Parler aujourd'hui de l'Allemagne, à la veille des procès contre l'« Armée rouge » et essayer de décrire la vie politique et sociale en Allemagne sont deux choses différentes, et cela pose d'emblée les problèmes du procès. D'autre part, il y a le problème de la répression contre l'Armée rouge et par ailleurs la situation socio-économique, les problèmes d'une société bloquée. Et cela ne coïncide pas du tout.

Alors je vais essayer d'expliquer un peu la situation en Allemagne, pour revenir sur le procès, et essayer d'expliquer comment cela a été possible que les camarades de l'Armée rouge, qui ont entrepris toute une série d'actions armées, se retrouvent aujourd'hui dans une sorte de *no man's land* politico-juridique, à la merci de n'importe quel acte du système juridique.

Plus aucune loi n'a de valeur, il n'y a plus possibilité de mobiliser une opinion, disons intellectuelle et libérale, afin qu'il y ait au moins un simulacre du procès. La police est complètement maîtresse du terrain. D'un autre côté — et vous l'avez déjà écrit dans *Libération* — le « maccarthysme » s'installe en Allemagne, sur une très grande échelle. La chasse aux sorcières vise aussi bien les communistes et les militants d'extrême gauche que la gauche du parti social-démocrate. Il s'agit pour le groupe Schmidt de bloquer tout ce qui peut être une alternative pour une autre société.

UN BASTION DE L'OCCIDENT

Pour comprendre l'Allemagne d'aujourd'hui, il faut avoir en tête que le fascisme allemand, le national-socialisme d'Hitler, n'a pas été vaincu par un mouvement de résistance intérieure. Le nazisme ne s'est pas fait battre par un mouvement social : il a été abattu par la coalition militaire des alliés, il a été abattu du dehors. Et si vers la fin, il y a eu un rejet de la guerre et du fascisme, cela est dû plus à la défaite et à l'horreur de la guerre qu'à la prise de conscience antifasciste. Car la fin du fascisme pour les Allemands, c'étaient les bombardements, la destruction de toutes les villes, la famine. Dès la fin de la guerre, il y a eu tout simplement un refoulement, le

fascisme a été mis dans un casier, quelque part dans la tête, quelque part dans le cœur, quelque part dans le ventre. Pendant une période de deux à trois ans, il y a eu la tentative social-démocrate de reconstruire une autre société, mais elle a été tout de suite étouffée par la stratégie occidentale de faire de l'Allemagne le bastion avancé de la guerre froide. Ainsi, l'Allemagne est passée directement d'un anti-communisme officiellement fasciste, celui d'Hitler, à l'anti-communisme de la guerre froide. Les Américains et les alliés ont fait de la République fédérale, la force de choc du monde occidental contre le bolchévisme. Le passage entre les deux périodes s'est fait pratiquement sans transition, sans débat, sur, en fait, ce qu'est la démocratie. Tout le monde aujourd'hui parle des démocrates, on a parlé contre le « Mouvement du 2 juin » de la « solidarité des démocrates », etc, mais en réalité, il faut imaginer qu'ici, derrière la démocratie, il y a toujours un front contre l'extrémisme, contre le communisme.

AUX LIMITES DE LA LEGALITE

Il n'y a pas d'expérience en Allemagne, à une très grande échelle, de mouvement de lutte pour la démocratie, mais uniquement l'expérience de la démocratie électorale. Il n'y a pas eu de résistance antifasciste de masse, ayant joué un rôle dans l'effondrement de Hitler : il n'y a pas eu de lutte pour la démocratie. Il y a une sorte d'insensibilité au totalitarisme : le chancelier Schmidt, par exemple, peut dire une phrase qui paraît impensable, qui est immonde : « Il faut dans la lutte contre le terrorisme, aller jusqu'aux limites de la légalité ». C'est à dire il faut aller au-delà. Parce que qu'est-ce que ça veut dire « limite », ce n'est pas un mur. Or les limites de la légalité, nous savons ce que c'est : c'est le maccarthysme, la chasse aux sorcières. Eh bien, elle ne fait bondir à peu près personne. Pour comprendre l'Allemagne, il faut bien décrire ce phénomène. Parce qu'à partir de là, on peut comprendre les difficultés de la formation d'un courant de gauche et le développement contradictoire des mouvements. Même s'il se produit quelque chose, c'est toujours très contradictoire à l'intérieur même.

Libé. Cela n'a-t-il pas été favorisé par la vitrine est-allemande, celle du communisme est-allemand ?

— D'un autre côté, l'alternative de société, le porte-parole de l'antifascisme, c'est l'Allemagne de l'Est. Pratiquement dans la théorie de l'Allemagne de l'Est, les fascistes sont tous en RFA, il n'y a plus de fascistes en Allemagne de l'Est, ce qui n'est pas vrai. En fin de compte, en Allemagne de l'Est, c'est le même problème qu'ici, il n'y a pas eu non plus de mouvement de masse, le système social a été octroyé et les dirigeants communistes, pour la plupart, sont revenus d'exil. En Allemagne de l'Est, il n'y a pas eu de mouvement de masse de libération. Peut-être le dernier jour, des communistes ont pu agir autrement, mais l'Allemagne était derrière les chars, russes ou américains. Et puis surtout, ce n'était pas la liberté. A commencer par le mur de Berlin. On peut expliquer le mur de Berlin par la nécessité de garder la force de travail qualifiée en Allemagne de l'Est ; le niveau de vie en Allemagne de l'Ouest était plus élevé et les ouvriers qualifiés préféraient quitter l'Allemagne de l'Est. C'est pour freiner cette fuite de sang quotidienne que les Allemands de l'Est ont été obligés de construire le mur. Mais l'important, c'est que l'alternative proposée pour les Allemands de l'Ouest, n'était par une alternative de liberté.

L'HERITAGE NAZI

Enfin, sur le plan matériel, l'Allemagne de l'Ouest a été très favorisée par le fait que l'Allemagne de l'Est possédait moins de matières premières et que l'aide soviétique était moins importante que l'aide américaine. D'autant que l'Allemagne de l'Ouest a pratiquement hérité de tous les acquis infra-structurels du fascisme : le développement énorme de l'industrie, l'infrastructure des communications, etc. Et le capitalisme allemand, par l'aide d'investissements américains, a très rapidement lancé l'Allemagne de l'Ouest, en utilisant et en sachant rassembler politiquement la force de travail derrière le projet capitaliste de reconstruction. Très tôt, l'Allemagne de l'Ouest a été une vitrine de l'expansion économique et pendant quinze ou vingt ans, il s'est passé quelque chose de fondamental pour comprendre la pensée des masses : les Allemands ont appris que le travail paie ; il est dur et difficile mais il paie.

C'est ainsi que leur adhésion idéologique au projet capitaliste anticommuniste a été possible. En même temps, par cette acceptation, une certaine idéologie étatique a continué à se développer : celle de l'acceptation de la légitimité du pouvoir étatique,

hérité du fascisme — Etat comme organisateur du front anticommuniste et Etat comme organisateur de la vie sociale.

Il y a bien eu quelques tentatives, quelques velléités de la part de l'aile gauche des sociaux-démocrates et des communistes. La conception ayant été très forte à la fin de la guerre, les gens étaient prêts à tenter une autre expérience. Mais c'était une acceptation passive, c'était un mouvement très fragile — à l'exception des cadres communistes qui poussaient à certaines occupations d'usines.

Et puis, en 1949, il y a eu le nouveau plan économique des chrétiens-démocrates, la réforme monétaire, et ces velléités ont été tout de suite étouffées.

Enfin, la CIA a joué un rôle énorme : elle a reconstruit les syndicats. Dès le début, elle a très bien compris ce qu'il fallait faire en Allemagne : reconstruire des syndicats sociaux-démocrates étaient fondamentalement anticommunistes. C'est ainsi que le projet anticommuniste a donc pu balayer les velléités. Enfin, après la chute de Hitler, toute une génération a senti qu'elle était bernée et elle a pensé : « La politique, c'est l'affaire d'en haut, nous, on a rien à faire là-dedans ». C'est à dire qu'il y a eu une dépolitisation qui a fait le lit de l'Etat fort : la génération qui est prépondérante maintenant, qui règne, ce sont ceux qui avaient 18, 20 ans en 1949, et qui ont fait toute la reconstruction. Et pour eux, ce qui les a surtout marqués, c'est que le travail payait.

LE « CHANGEMENT » SOCIAL-DEMOCRATE

La crise de 1966 a été le premier soubresaut. Si pendant la crise, il y a eu passivité : pacte des syndicats avec le capital, et aucune augmentation de salaire pendant un an et demi, en 1967 et en 1968, il y a eu le sentiment que la société devait maintenant quelque chose, ce qui a entraîné une explosion de grèves, dans les secteurs traditionnels de la sidérurgie.

Ce qui s'est développé, depuis les dernières années avec les grèves, c'est le sentiment que le pacte capital-travail n'était pas l'idéal. Mais ce mouvement se passe sous sa peau ; ce n'est pas un débat qui a lieu devant tout le monde. C'est ressenti, mais individuellement, d'autant que l'appareil syndical est une puissance énorme : les syndicats allemands représentent 8 millions d'ouvriers organisés ; c'est la quatrième banque allemande ; c'est une puissance économique extraordinaire ; c'est une énorme machine.

— Simultanément à la crise dont tu parles, la deuxième génération après la guerre, donne au niveau des étudiants, le SDS et au niveau du mouvement ouvrier, la volonté de changement des structures, politiques, c'est à dire la social-démocratie au pouvoir.

— La combinaison des deux donne, après la crise, un sentiment qu'il faut changer. La période de reconstruction est terminée, il faut maintenant transformer cette société, la réformer un peu. Cela donne la social-démocratie au pouvoir.

— Willy Brandt a-t-il présenté une brèche institutionnelle dans l'Etat ?

— La brèche institutionnalisée, c'était la période de l'opposition extra-parlementaire, et c'est la période la plus difficile pour l'Etat. A l'époque c'est la grande coalition CDU-SPD qui est au pouvoir : il n'y a pas d'opposition interne au système. La social-démocratie au pouvoir est une réponse à cette situation : c'est le sentiment qu'il faut recanaliser tout cela.



Manifestation syndicale en faveur de l'avortement en 1975 (Gamma)

2-La naissance d'une opposition syndicale

Dany Cohn-Bendit : La période 69-71 est la période de la grande coalition SPD-CDU. Brandt est élu en 1971 : c'est le premier chancelier social-démocrate. Il refuse le chômage, il ne sait pas très bien comment régler le problème de l'inflation et la chute du gouvernement Brandt, c'est la décision de la social-démocratie d'user de l'arme traditionnelle du chômage, pour régler la crise sociale, et la reprise en main par la technocratie de droite de tout l'appareil d'Etat.

Cette technocratie de droite, sous la houlette de Schmidt, a deux options fondamentales : d'un côté, l'Etat fort ; de l'autre, le blocage momentané de toutes les forces sociales en les intégrant au projet social-démocrate contre les chrétiens-démocrates de la CDU.

FAIRE GERER LA CRISE PAR LES SYNDICATS

Pour les syndicats, le gouvernement Schmidt joue le jeu : la sauvegarde du système ; c'est à la classe ouvrière de payer la crise. Le meilleur exemple, c'est l'attitude des syndicats à Volkswagen. Volkswagen est une usine nationalisée. Les syndicats sont représentés dans le conseil d'administration. Ils ont accepté le licenciement de vingt ou trente mille ouvriers comme « nécessaire » à la restructuration de l'entreprise. D'un autre côté, la pratique social-démocrate de Schmidt c'est d'essayer de développer un plan de reclassement permettant de ne pas faire trop de mécontents. Le plan Schmidt consiste à faire gérer la crise par les syndicats, et de cette manière, d'intégrer toutes les organisations ouvrières dans ce plan. Résultat : à la base des syndicats et dans les usines, il y a un mécontentement réel. Cela s'est manifesté par une montée très nette de l'opposition aux élections de conseil d'entreprise. Il s'agit aussi bien de sociaux-démocrates de gauche, que d'ouvriers plus radicaux. Il y avait en effet beaucoup de listes « luttes de classes ».

Libé : Ce sont des listes extérieures aux syndicats ?

— A l'origine, ce sont des syndicalistes en général expulsés des syndicats parce qu'ils font des listes d'opposition, mais qui se définissent comme syndicalistes ; c'est ce que l'on appelle ici l'opposition syndicale.

Seuls les communistes ne sont pas partie prenante de cette opposition et en restent extérieurs.

Le PC allemand est quelque chose de complexe. Dans la fonction publique on fait la chasse aux communistes et dans les syndicats c'est depuis un an, la même chose : l'expulsion pure et simple de tout membre d'une organisation communiste ou d'extrême-gauche. Tous les syndicats, sauf celui de la métallurgie, tentent d'assimiler le Parti communiste aux extrémistes et de les expulser. A l'inverse le président du syndicat de la métallurgie a déclaré au dernier congrès du syndicat, que le Parti communiste n'était pas un groupe étranger au mouvement ouvrier. Toute la politique du PC, depuis qu'il a été réintégré dans la légalité par Brandt — cela correspondant avec l'inauguration de la nouvelle politique de la RFA vis-à-vis de l'Est — a été de prouver que ses militants étaient de bons syndicalistes pour la défense des syndicats. Aussi les communistes ont-ils toujours refusé de participer à une liste d'opposition. Ils étaient souvent sur les listes officielles mais ils tendent à ne plus être nulle part, car ils sont exclus des listes officielles.

Ils restent néanmoins assez forts dans les bases syndicales.

Cette opposition syndicale, intervient au niveau de défense des intérêts des ouvriers mais n'a aucune conscience générale des problèmes politiques : et pour eux, le discours de la social-démocratie sur « le groupe Baader » sur l'extrême-gauche, ne rentre pas en contradiction avec ce qu'ils font actuellement ni avec les raisons pour lesquelles ils s'opposent à la direction syndicale et à la social-démocratie dirigeante. Les mêmes ouvriers qui votent pour l'opposition syndicale sont capables de dire

tout aussi bien qu'il faut mettre tous les extrémistes dans un stade et les tuer tous. C'est cela la réalité.

LA POSSIBILITE D'UNE OPPOSITION EXTRA-INSTITUTIONNELLE

— Quelle forme prend cette opposition syndicale dans la vie quotidienne de l'usine ?

— L'affaire d'Opel est exemplaire de ce point de vue. Au cours d'une assemblée d'usine, un ouvrier a attaqué publiquement son contremaître. Le lendemain, il est licencié. Tout de suite, les syndicalistes d'opposition en général sociaux-démocrates de gauche, prennent sa défense. Les syndicats officiels de leur côté, travaillant avec les services secrets fédéraux, révèlent que cet ouvrier est en réalité un « baron rouge ». « Il a des terres, c'est un gauchiste qui est venu s'établir, il a des relations avec les extrémistes, avec Cohn-Bendit ». Il y a alors une grande campagne et les ouvriers disent : « On s'en fout, c'est peut-être vrai, mais le problème c'est qu'il a dit des choses en assemblée d'usine et le problème de fond est de savoir si on a le droit de défendre une opinion en assemblée ou si on n'a pas le droit. Et c'est pour cela qu'on le défend. On se fout de savoir qui c'est. On défend le droit de parole à l'assemblée d'usine ». Voilà une expression de l'opposition de gauche.

Une autre expression, ce sont les revendications égalitaires, les augmentations de salaire non hiérarchisées, contrebalançant au moins l'inflation, etc.

Enfin, il y a l'expression d'un sentiment d'opposition qui, à certains moments, est moins collaborationniste, cela donne des petites choses dans les usines. Mais évidemment, ça dépend des usines.

Cette opposition pose le problème du rapport à la social-démocratie et du rapport à la politique en général. Du fait que la social-démocratie bloque et essaie d'intégrer la gauche social-démocrate dans son projet d'Etat fort, cette opposition libère à gauche certaines énergies qui sont encore liées à un certain type de réformisme, mais qui aspirent à autre chose. Et je crois que c'est la possibilité d'une opposition extra-institutionnelle ou qui encore, dans les institutions, pose le problème de son émergence, de son articulation avec les réalités extérieures aux institutions sur des positions d'intérêts immédiats de défense sur le lieu de travail, sur le lieu d'habitat, etc.

Cette opposition extra-institutionnelle a énormément de mal à se former, à s'exprimer, à se réaliser en tant que mouvement. Mais par exemple, à Francfort, au 1^{er} mai, il y a eu 15 000 personnes à la manifestation des syndicats. D'habitude, il y en a trois ou quatre mille. Les ouvriers y sont allés à l'appel des syndicats, mais tout le monde s'en foutait et il y a eu une heure et demie de discours, que personne n'a écouté. Car il n'y avait pas d'autre alternative.

LE MOUVEMENT ETUDIANT FAIT PEUR

— Le maccarthysme est-ce aussi une tentative pour empêcher le développement de cette opposition ouvrière ?

— Il faut revenir à l'« Armée rouge » parce qu'elle joue un rôle politique. Le maccarthysme, c'est la réaction de la direction politique allemande devant tout mouvement. En 1967, le mouvement étudiant a fait peur ; il a libéré beaucoup de choses, il a posé beaucoup de problèmes de la société. Il a angoissé. La réaction étatique a consisté à inventer des structures pour filtrer cette influence. C'est ainsi qu'a été instauré le maccarthysme dans

la fonction publique. Cela s'est développé petit à petit et Schmidt a tout simplement accéléré les choses. Cela a été longtemps un rapport de forces entre l'aile gauche de la social-démocratie et l'aile droite. Maintenant Schmidt a tranché et la réponse de la social-démocratie à la peur des gens, pendant la crise économique et le chômage, c'est justement de se montrer capable de lutter contre le communisme et donc de bloquer toute velléité de changement et de mouvement.

Je crois que l'on se trouve devant une situation assez paradoxale. Un nouveau mouvement extra-parlementaire se reforme actuellement, mais sur de nouvelles bases, produit des grèves de 71, 72 et 73, les nouvelles avant-gardes ouvrières qui se sont créées, les nouveaux besoins qui se sont formulés, le fait qu'une base ouvrière commence à s'exprimer et que des jeunes ont participé à des mouvements d'occupation, des étudiants ont pris part à des mouvements de contestation universitaire. Mais on se retrouve dans une situation de répression beaucoup plus dure. Cette répression prend la forme du maccarthysme.

3-Pourquoi «Baader-Meinhof»?

La fatalité de la stratégie de la guérilla, c'est qu'en fait, elle ne répond à aucun des problèmes de la formation d'un mouvement extra parlementaire.

L'EXEMPLE DU TIERS-MONDE

Il faut revenir à la genèse de la stratégie. Le mouvement étudiant de 67-68 libère l'idée de la solidarité avec le Vietnam, avec la ligne anti-impérialiste du Tiers-Monde ; il libère un espoir : on peut changer de société. Cela a été ressenti très fortement par les gens. Et puis le mouvement anti-autoritaire (qui n'est pas seulement un mouvement étudiant, de

jeunes prolos se sont mobilisés à la remorque du mouvement étudiant) s'écroule : à partir d'un certain moment, il n'y a plus de perspective sociale. Il doit se restructurer et il se restructure dans mille partis marxistes-léninistes ou spontanéistes. Certains ont ressenti ce changement d'une manière plus ou moins dramatique : par exemple, ceux qui s'occupaient de jeunes délinquants.

Devant la force du système et devant la profondeur du bouleversement créé par l'anti-impérialisme, l'idée est apparue de créer en Europe, un front pour aider les Vietnamiens. On n'arrive plus à supporter la lenteur du changement social ou même la stabilisation sociale. Pourquoi des gens ont-ils commencé après le mouvement étudiant, à prendre des armes, former la guérilla ?

C'est dû, d'un côté, à la théorie tiers-mondiste : un révolutionnaire doit être au niveau de la lutte la plus élevée et elle se fait par les armes au Tiers-Monde. Cela permet en même temps, de participer tout de suite à un processus révolutionnaire. Il y a un besoin psychologique de changement qui arrive à se matérialiser par les armes. Et c'est, je crois, ce qui a poussé les premiers camarades à prendre les armes.

DANS UN ETAT DE DECREPITUDE POLITIQUE

— Quand on arrive en Allemagne, on est frappé par la solitude des gens ; solitude qui tient à la force du système, à l'individualisation du rapport à l'argent, etc. Qu'est-ce qu'on peut faire contre ces murs, contre cette prison urbaine ?

— Oui, il y a le sentiment qu'on n'a rien à voir avec cette société. Notre point de référence, c'est autre chose que cette société qui, de toute façon, est bloquée. Il faut donc se placer en dehors.

— Y a-t-il, en réaction à cette solitude un élan vers les communautés, les formes de contre-vie, etc. ?

— Il y a eu une stagnation. On en est arrivé à un stade, où une communauté peut se retrouver intégrée, si elle n'est pas en liaison avec un mouvement politique. Le mouvement anti-autoritaire était la lutte pour le Vietnam, le mouvement universitaire et les communautés. Ce sont ces trois moments qui faisaient le mouvement.



1968 : les traces de l'attentat contre Rudi Dutschke sur le Kurfürstendamm. (DR)

— Quand on ne fait pas cela, comment supporte-t-on la vie en Allemagne ?

— D'abord par le contre-milieu : une vie communautaire développée. Ce n'est pas toujours un ghetto. Il y a mille communes à Francfort. Le RK (*Lutte révolutionnaire*) notre groupe, c'est entre trente personnes et mille personnes. C'est la merde politiquement, on ne sait plus, on cherche. Et d'un autre côté, c'est un réseau social, avec une grande librairie (la Karl Marx), enfin, ce n'est pas Maspéro. La société bloquée oblige le mouvement à se créer des institutions de survie. C'est comme ça qu'on survit en Allemagne. Et puis, il y a les occupations de maisons, tu peux sentir un nouveau mouvement, c'est ça la contradiction. Mais tout cela n'est possible que si tu théorises aussi le milieu. Tu critiques d'un côté parce qu'il se crée en permanence sa propre « ghettoïsation » et en même temps, tu théorises que c'est nécessaire qu'il y ait ce contre-milieu pour survivre. C'est là la contradiction avec laquelle il faut vivre. C'est là aussi l'idée de création de centres. Là je parle de Francfort, ailleurs ce n'est pas pareil. Des centres dans les quartiers d'usines, où les ouvriers viennent, où les étudiants, lycéens viennent. Ce sont des centres sociaux et politiques. Mais ça dépend des villes. Dans certaines villes comme Francfort, il y a un rapport entre l'occupation des maisons, les communautés, les luttes à l'université. Dans d'autres villes, le mouvement politique étant cassé, il y a eu isolement des communautés. Des milliers de groupes se sont créés, complètement isolés, ne sachant plus que faire. C'est aussi une méthode de survie. Les mouvements de guérilla sont nés à Berlin, dans un état de décrépitude politique totale.

N'y a-t-il pas non plus une culpabilité vis-à-vis de l'antifascisme ?

— Si, c'est fondamental. Les gens se voient comme les nouveaux antifascistes. Tous ceux qui ont été confrontés avec les institutions allemandes — que ce soit les institutions pénitentiaires ou les institutions juridiques — sont réellement du côté de ceux qui sont exploités ; ils ont tendance à flipper parce que là, le mur de la société est plus évident. On voit qu'on ne peut rien faire pour quelqu'un qui est visiblement innocent ou pour quelqu'un qui est en prison pour avoir volé trois pommes. C'est pour cela qu'il y a beaucoup d'avocats et de travailleurs sociaux dans la guérilla urbaine. C'est une composante forte.

On n'imagine pas ce qui se passe : des procès où des mecs sont condamnés à perpétuité avec pratiquement aucune preuve... Ils se retrouvent dans la situation de dire qu'il n'y a pas d'autre solution : il faut tout casser, il faut faire peur, il faut opposer à leur violence, une violence adéquate. Voilà l'idée fondamentale. La société allemande est réellement d'une énorme violence. Prenons par exemple, les décisions des cours juridiques. La Cour suprême, il y a trois jours, a acquitté un policier qui avait tiré sur un jeune qui s'était enfui après avoir volé une moto ou une pomme, je ne sais pas. Il l'a tué, la Cour suprême a reconnu que le flic avait le droit de tirer. Il y a eu ainsi l'année dernière, une dizaine de jeunes tués par les flics.

La réaction spontanée par rapport à cette situation, c'est qu'il faut aussi s'armer. Parmi ceux qui pensent cela, il y a des étudiants et d'anciens prolétaires politisés qui veulent agir. On prend les armes et là « on comprend » vraiment ce qu'on fait, ce n'est pas comme avec les partis, l'université ou l'usine.

Par exemple, il y avait à Berlin, ceux qu'on appelait les « *Rebelles du hasch* », ils participaient aux manifs, ils étaient très durs ; ils se sont radicalisés et pendant un an (en 69-70) ils ont formé des bandes qui tendaient des guet-apens aux flics, ils les attaquaient aux cock-



1973, manifestation à Bonn contre la guerre du Viet-nam : « Arrêtez la terreur des bombes » (Photo DR)

tails molotov, ils les faisaient brûler. C'étaient de jeunes prolétaires.

Il y a beaucoup de bandes en Allemagne. Mais certains arborent des étendards nazis.

Holger Meins, c'était quelqu'un, par exemple qui était d'une très grande sensibilité. Il avait fait un film sur un ramasseur de chiffons, d'une rare beauté. Il travaillait avec des jeunes apprentis, des jeunes délinquants. C'est de cette sensibilité pour l'exploitation de la société qu'il en est arrivé à faire le saut, à se mettre de l'autre côté et à vouloir faire la guerre totale au système.

Le problème de la première vague de la Fraction de l'armée rouge, c'était d'abord l'impérialisme américain et le Vietnam. Deuxièmement, la répression en Allemagne ; les flics et *Springer*. Avec d'autres moyens, ils se sont attaqués aux mêmes cibles que le mouvement étudiant : l'impérialisme, *Springer*, la police.

Le *Mouvement du 2 juin*, c'est autre chose : ce sont des jeunes, surtout de jeunes ouvriers, qui font une critique au « léninisme » de la Fraction armée rouge. Ils sont beaucoup plus anti-autoritaires. Ils cherchent à s'intégrer dans un milieu social pour être la force capable de surmonter certains blocages dans la lutte de masse. Ils s'arment pour pouvoir intervenir dans certaines situations. Ils sont assez proches des théories italiennes du « pouvoir ouvrier » ou des « Brigades rouges ». Ils cherchent à intervenir par rapport à des conflits sociaux. Mais ils ont une conception gradualiste de la révolution. Pour eux, on s'y prépare dès aujourd'hui. Ils estiment que la révolution est un processus d'accumulation de forces armées. Leur action ? Par exemple, dans une usine pendant une assemblée du personnel, la voiture du chef a brûlé. C'est un ensemble de groupes autonomes.

— Les Tupamaros se sont développés avec ce style d'opérations.

— Ce qui est dramatique, c'est que depuis les Tupamaros en ont fait une critique radicale.

C'est le blocage de la société allemande qui amène à ce désespoir. La Cour suprême en est pour moi le symptôme : l'avortement refusé, le flic qui tue un jeune et à qui l'on donne raison, le décret contre les « radicaux ». Cela mesure très bien le degré auquel en est arrivé l'impérialisme de l'Etat allemand.

JUSTIFIER LA VIOLENCE

— Quel rôle joue cette guérilla dans le processus politique ? Par rapport aux forces idéologiques et à l'extrême-gauche ?

— Devant cette peur et la naissance d'un mouvement d'opposition, la guérilla suscite l'autoritarisme, mais permet à l'autoritarisme d'agir ouvertement. Le problème dans une société capitaliste comme l'Allemagne, c'est que les révolutionnaires, dès le départ, ont une hypothèque : ils doivent justifier l'emploi de la violence. Les actions doivent se justifier. Il y a un à-priori en faveur de la violence d'Etat, car elle est d'abord acceptée passivement.

Les services secrets utilisent parfaitement bien le fait que les guérilleros urbains mettent des bombes : par exemple, pendant la grande période de la chasse à la RAF, la police a diffusé un communiqué selon lequel la RAF avait menacé de mettre une bombe à telle heure dans une rue de Stuttgart. Une grande campagne a été menée pendant des semaines là-dessus. De 11 h 30 à midi, personne n'est plus sorti dans les rues. Il y avait cinq à dix mille policiers dans la ville. Il n'y a rien eu. C'était une intoxication montée par les services de police.

Les services de répression pouvant agir ouvertement puisqu'il y a effectivement de la violence de l'autre côté, cela pousse à mon avis, une partie de la gauche et de l'extrême-gauche, vers le pacifisme de la politique traditionnelle de la social-démocratie. Dans le contexte, les tentatives de légitimer des actions d'appropriation (on a besoin d'une maison, on la prend ; on fait une grève, on la défend) deviennent de plus en plus difficiles.

— J'ai un peu l'impression que les seuls à parler de la RAF, ce sont l'Etat et la presse. Plus personne ne veut être assimilé d'une manière ou d'une autre, à la RAF.

— L'Etat, la presse, et nous en dernier. On a tout de suite été considéré comme une des zones marécageuses d'où surgissent les groupes armés. L'Etat a de plus en plus isolé la guérilla, de sorte qu'on est pour ou contre. Tu ne peux plus prendre de positions intermédiaires. On a l'impression qu'on ne trouvera personne en Allemagne pour faire quoi que ce soit. Les avocats ont essayé d'intervenir. C'est une défaite.

— Que va-t-il se passer pour la « bande Baader-Meinhof » ?

— Perpétuité. J'ai aussi le sentiment qu'il va se passer des choses horribles. Tout le monde est à bout maintenant. La police ne veut plus de prisonniers, elle veut des morts et ça n'émeut personne.

C'est la guerre : les uns ont déclaré la guerre aux autres. Et nous, on est des spectateurs. On ne peut rien faire, on est désarmé, on n'arrive pas à réagir. C'est un système complètement clos : il y a les bons et les méchants. Cela donne des mecs désespérés qui font n'importe quoi.

Propos recueillis par
Serge JULY
(21, 22 et 23 mai 1975)

Les interdictions professionnelles

La loi des suspects

Selon la loi du 28 janvier 1972, il n'est pas bon d'être communiste, même quand on est conducteur de locomotive...

Rudi Röder est conducteur de locomotive à Nuremberg. Ou plutôt, il l'était. Sa titularisation lui a été refusée il y a deux mois. Pas parce qu'il a une mauvaise vue ou des troubles cardiaques. Simplement, parce qu'il est membre du parti communiste allemand (DKP) et qu'il fut récemment candidat de son parti aux élections municipales. Le communisme, tout le monde le sait, ce n'est pas bon pour les locomotives. Rudi Röder aurait du le savoir.

Charlotte Niess, elle, n'avait aucune raison de s'inquiéter. Auditrice de justice en Bavière, elle était membre du parti au pouvoir, le parti social-démocrate, et aspirait à un poste de magistrat. Sa nomination lui a été refusée l'année dernière. Motif : elle était membre de l'Association des juristes-démocrates, une organisation qui, en Allemagne fédérale, est cataloguée de longue date comme « *crypto communiste* »...

Ces exemples donnent une idée de l'éten-due caricaturale de cette disposition gouvernementale particulière à la République fédérale : le « *berufsverbot* », l'interdiction professionnelle.

C'est en 1972, le 28 janvier exactement, que la conférence des ministres-présidents des différentes régions allemandes - les Länder - vote le « *décret sur les extrémistes* ». Le texte du décret parle pour lui-même : « *Les lois sur la fonction publique stipulant que l'accès au fonctionariat est réservé à ceux qui donnent garantie de prendre fait et cause, à tout moment, pour l'ordre fondamental, démocratique et libéral, tel qu'il découle de la loi fondamentale, les fonctionnaires sont tenus à s'engager dans et en dehors du service pour le maintien de cet ordre fondamental. Il s'agit là de dispositions impératives.* »

Cette décision a des antécédents : l'Etat allemand du 18ème et du 19ème siècle, compromis entre une noblesse encore toute puissante et une bourgeoisie qui n'avait pas fait son 1789, suscita un type particulier de fonctionnaires qui devaient être voués corps et âme à cet état fédéral. Dès 1933, le régime nazi n'eut qu'à exhumer ce fonctionnarisme prussien pour couvrir ses propres pratiques d'épuration. Quant à l'Allemagne de l'après-guerre, celle d'Adenauer, elle introduit la garantie des libertés fondamentales dans la statut des fonctionnaires mais maintient le

serment d'allégeance à la constitution. Les fonctionnaires sont seulement libres de ne plus jurer sur la Bible... Ceci permet à Adenauer de décréter en 1950, le renvoi des fonctionnaires « *appartenant à des organisations ou participant à des entreprises dirigées contre l'ordre de l'Etat libre et démocratique* ». C'est l'aube du maccarthysme allemand, marqué six ans plus tard par l'interdiction du KPD.

800.000 AUDITIONS

Un petit bon dans l'histoire et tout recommence en 1972. La pratique des entretiens probatoires se généralise pour les candidats à la fonction publique. Objectif : vérifier leur fidélité à la constitution, ou plus exactement, à l'« *ordre démocratique* ». Tout ceci, en le laissant à la discrétion des fonctionnaires du « *Verfassungsschutz* », le « *service de protection de la constitution* », vocabulaire pompeux pour désigner les renseignements généraux allemands. Il s'agit de réunir tous les indices qui peuvent étayer la thèse de l'« *infidélité* ». Vous avez participé à une manifestation il y a cinq ans ? Vous êtes suspect. Vous avez fait un voyage en RDA ? Vous l'êtes aussi. Votre voiture a stationné près du siège du parti communiste, au moment de son congrès ? Vous avez signé une pétition ? Vous partagez votre appartement avec X ? Votre cousin s'appelle Z et vous continuez à fréquenter ce personnage douteux ? Pareil. « *Une amie à moi a eu récemment la surprise d'être convoquée à une de ces auditions* » m'a raconté un journaliste allemand. Motif : *elle avait donné 15 DM dans la rue à l'occasion d'une souscription pour l'hebdomadaire du parti communiste, Uz. Comme la liste de ceux qui souscrivent est publiée dans la journal, elle a été convoquée aussitôt.* »

A côté de ces exemples, il y a tous ceux qui ne sont pas connus. Dont leurs victimes ne parlent pas de crainte d'être cataloguées. Car il n'y a pas de procès-verbal à ces auditions. Pas de défense. Pas de chef d'accusation. Pourquoi y en aurait-il ? Il s'agit tout autant de soupçonner que d'accuser. D'intimider que d'interdire : depuis 1972, près de 800.000 auditions ont eu lieu. Près de 3000 personnes ont fait l'objet d'interdictions. Mais les 797 000 autres ? Ils ont intérêt à se tenir à carreau. Vis-à-vis de leurs chefs, de leurs collègues, de leurs voisins. « *Il y a des choses dont on ne parle plus* », m'expliquait il y a quelque temps un autre ami allemand. « *On n'ose même pas blaguer de peur que ce soit mal compris. Il y aura même un moment où ce silence deviendra insupportable* ».

PRONOSTIC DE LOYAUTE

Amnesty International vient de publier une lettre ouverte, expliquant qu'il est désormais impossible en Allemagne fédérale de trouver des gens pour signer une simple pétition pour les droits de l'homme ou contre la torture. Il vaut mieux être prudent : la loyauté envers l'Etat est une notion extensive. Le 22 mai 1975, le tribunal constitutionnel la définissait ainsi : elle « *exige davantage qu'une simple attitude extérieurement cor-*

recte, mais par ailleurs indifférente, froide, intérieurement distante envers l'Etat et la constitution ; elle exige du fonctionnaire qu'il se distancie sans équivoque de groupes et de tentatives visant à attaquer, combattre ou diffamer cet Etat, ses organes et son ordre constitutionnel. Du fonctionnaire, on attend qu'il considère et reconnaisse cet Etat et sa constitution comme des valeurs hautement positives pour lesquelles il vaut la peine de prendre fait et cause. L'obligation de loyauté politique se manifeste dans des périodes de crise et dans des situations conflictuelles graves dans lesquelles l'Etat a absolument besoin que le fonctionnaire prenne parti pour lui. (...) La conviction que le candidat ne présente pas la garantie exigée est étayée par un jugement porté sur sa personnalité qui comporte en même temps un pronostic et s'appuie sur une multiplicité d'éléments, variables selon les cas, et sur leur appréciation... » En clair, on vous juge et pas seulement sur ce que vous pensez et pas seulement sur ce que vous dites. Sur ce que vous êtes et aussi sur ce que vous pouvez devenir.

Le directeur de l'office fédéral des examens, un certain Jepsen, suggérait récemment qu'il faudrait intervenir contre les extrémistes dans l'université, à la vue des idées qu'ils développent dans leurs travaux. Il expliquait qu'il procédait déjà ainsi en signalant à l'attention du ministre certains mémoires universitaires des candidats à la fonction publique.

Dans ce climat de crainte où la délation est devenue vertu civique, ceux qui ne se plient pas sont nécessairement isolés. Le vide se fait autour d'eux. La suspicion peut ainsi se nicher partout : dans des références trop répétées au « *libéralisme* », dans le souci de la démocratie ou de la simple justice sociale. Et lorsque le soupçon vous colle à la peau, impossible de s'en défaire. Toute défense sur le fond apporte de l'eau au moulin de la suspicion. Reste la dénégation. Quant à la remise en cause du principe du Berufsverbot, c'est déjà en soi un motif de suspicion. Logique infernale.

LE REGRET DE BRANDT

Willy Brandt a déclaré la semaine dernière qu'il avait commis un erreur en signant le « *décret sur les extrémistes* » : « *des développements grotesques ont eu lieu depuis lors* » a-t-il dit. Alors pourquoi ? « *pour couper l'herbe sous les pieds de l'opposition chrétienne-démocrate. Celle-ci étant en passe de prendre une initiative dans ce sens, j'ai cherché à mettre au point un règlement général (...)* Sinon, le projet de la CDU/CSU nous aurait alors placé sur le même plan que la Grèce, l'Espagne ou le Portugal » a expliqué l'ex-chancelier.

Le résultat est là : pour justifier leur pouvoir, les sociaux-démocrates ont du anticiper et satisfaire toutes les exigences de la droite, donnant libre cours à la chasse aux sorcières et à la résurgence des vieux démons de l'Allemagne. Depuis plusieurs mois, un conflit, mineur mais significatif, oppose le ministre de l'Education de Basse-Saxe à la nouvelle université d'Oldembourg que les étudiants et

les enseignants voulaient baptiser « *Universität Karl von Ossietzky* » du nom du célèbre journaliste libéral et antifasciste de la République de Weimar, mort en camp de concentration en 1938, après avoir reçu le prix Nobel de la Paix. Pas question dit le ministre, qui ne voit aucun inconvénient à ce qu'on baptise par ailleurs, les casernes du joli nom du maréchal de Hindenburg. C'est que la continuité de l'« *empire allemand* » est encore bien souvent assumée par les mêmes têtes : Geiger, juge au tribunal constitutionnel, chargé de statuer sur les interdictions professionnelles, est, comme son collègue de Chapeaurouge (sic), un ancien défenseur des lois raciales nazies. Geiger saluait ainsi en 1941 les mesures d'exclusion des journalistes juifs : « *Cette décision a, d'un seul coup, éliminé l'influence trop puissante, dangereuse pour le peuple, et menaçante pour la continuité de notre civilisation que la race juive détenait dans le domaine de la presse* ».

Mais il ne s'agit pas de réduire ce qui se passe en RFA à une sorte de phénomène de continuité. Ce qui est en jeu est ailleurs : dans la mise en place d'une forme d'Etat inédite et sophistiquée. Chantre d'une Allemagne débarrassée de ses « *composantes négatives* », ce qu'il appelait la « *société intégrée* », l'ancien chancelier Ehrhard prônait « *les techniques de gouvernement et de formation de la volonté politique plus modernes* » que celles admises jusque là par la constitution. C'est chose faite : une démocratie à double entrée qui marginalise ses opposants et alimente en émotions fortes sa majorité silencieuse. « *Il n'y a pas d'autres pays où l'on trouve à la fois si peu de communistes, et autant de mesures contre eux* » remarquait un jour l'écrivain P. Schneider. L'épouvantail de l'extrémisme et la criminalisation de l'opposition créent ainsi artificiellement un contexte menaçant qui polarise tous les ressentiments et toutes les angoisses de la population. Toute action collective étant discréditée dès le départ, le sentiment d'isolement des individus est utilisé comme fixation à l'autorité de l'Etat-Protecteur. La pratique de la délation réduit toute velléité de critique au silence, la majorité silencieuse étant appelée à donner son concours à l'œuvre de salubrité de l'Etat. La boucle d'une sorte de fascisme passif et moderne est ainsi bouclée.

J.M. BOUGUEREAU
(8 juin 1976)

La fiction comme preuve

L'interrogatoire de l'écrivain Peter Schneider, auteur du roman « *Lenz* » et du livre « *Comment on se retrouve ennemi de la constitution* »

Q. Commençons par le discours que vous avez tenu lors du meeting Springer.

R. Puis-je vous demander de faire un compte-rendu de notre conversation, je voudrais le voir et le signer le cas échéant.

Q. Nous prenons des notes, mais seulement à usage interne. Dans un discours vous avez parlé de « *représentants du peuple qui ne représentent pas le peuple* ».

R. Puis-je voir le passage ? Je ne me souviens pas du contexte. (*On lit toute la phrase*).

Q. Pensez-vous que le parlement ne représente pas le peuple ?

R. Il est clair que l'expression vaut pour le cas dont il est question dans ce discours, il s'agit...

Q. Ne s'agit-il pas d'un état général ?

R. Il s'agit du cas que j'ai présenté, de la campagne de la « *Bild-Zeitung* » contre l'augmentation des redevances téléphoniques.

Q. Il est frappant de voir avec quelle fréquence vous employez l'expression « *classe dirigeante* ». Dites-nous ce que vous entendez par là.

R. Les dirigeants sont ceux qui ont le pouvoir dans l'Etat.

Q. De qui s'agit-il ?

R. Vous le savez aussi bien que moi : ceux qui possèdent les moyens de protection, les partis.

Q. Pensez-vous aux députés ou à la direction des partis ?

R. Ceux qui ont le pouvoir.

Q. Et qui sont les dirigés ?

R. Ceux qui n'ont pas le pouvoir.

Q. Qui sont-ils ?

R. Ceux qui, n'étant ni possédants, ni chargés de hautes fonctions, ne participent pas à l'exercice du pouvoir, les ouvriers, les enseignants, les infirmières, etc.

Q. Comment faites-vous la distinction entre les membres d'un parti et les masses ? Pensez-vous que le million d'adhérents du SPD compte parmi les dirigeants et les autres parmi les dirigés ?

R. C'est absurde.

Q. Bon, qui sont alors les dirigeants ?

R. Les personnes et les groupes qui ont vraiment le pouvoir. Ce ne sont certainement pas les centaines de milliers d'adhérents du SPD.

Q. Je vous demande cela parce que vous me comptez peut-être parmi les dirigeants !

R. Je n'en sais rien, je ne vous connais pas.

Q. Il ne s'agit pas de relations personnelles. Vous savez que vous êtes, en votre qualité de fonctionnaire, tenu à la loyauté vis-à-vis de votre supérieur !

R. Oui.

Q. Pensez-vous que le sénateur à l'Education, par exemple, fasse partie des dirigeants ?

R. Cela dépend de la politique qu'il fait, je ne pense pas que les partis constituent simplement le bloc dirigeant et tous les autres le bloc des dirigés. Au SPD justement, on discute des intérêts que le parti se doit de représenter. Ceci entraîne des contradictions entre la base du Parti et sa direction.



LES CITOYENS SONT NOTES

A Berlin, on a réussi à connaître comment fonctionnait la répression instaurée par ce décret. Les citoyens sont notés : s'ils ont au-dessus de 44 points, ils sont exclus de la fonction publique. La notation se fait de la manière suivante : membre d'une organisation d'extrême-gauche (dans la législation allemande fait partie de l'extrême-gauche le parti communiste allemand) : dix points par année ; si on a été militant d'extrême-gauche pendant quatre ans cela fait déjà 40 points. Participation à une manifestation : 5 points ; vivre en communauté : un point par année ; connaissance d'une personne d'extrême-gauche : un point ; avoir signé un tract : cinq points ; distribuer un tract : trois points ...



Katharina Blum, un film de Volker Schlöndorff (D.R.)

Q. Dans un autre discours, vous avez déclaré : « Si le feu que Springer attise dans tous les coins devait toucher un jour l'immeuble de son journal, il ne faudrait pas qu'il nous accuse d'être des incendiaires. » Cette phrase anticipait sur des faits qui se sont réellement produits. Je ne veux pas dire que c'était de la préméditation, mais, entre temps, la maison de Springer à Sylt a été incendiée et il y a eu une explosion dans l'immeuble de Hambourg. N'avez-vous pas eu après ces événements quelques réticences à l'égard de cette formulation ?

R. Si vous reprenez la phrase dans le contexte, vous verrez qu'il s'agit d'une image qui tendait à exprimer le mécontentement massif vis-à-vis de la violente campagne d'intoxication déclenchée par Springer contre les étudiants. C'est ainsi que la phrase a été comprise par tout un chacun. Si elle avait été comprise autrement, il y aurait eu plainte. Avez-vous des documents de ce type ?

Q. Vous savez, les tracts de la Commune 1 ont été présentés comme de l'art. Comment considérez-vous cette phrase, maintenant qu'il y a eu réellement incendie ?

R. Je n'écrirais plus cette phrase de la même manière. En général, j'essaie de ne pas m'exprimer deux fois dans les mêmes termes.

Q. Cela est vrai, j'en suis témoin. Dans votre roman, *Lenz*, qui vient de sortir, vous vous exprimez autrement, mais vous pensez la même chose. On peut y lire : « L'immeuble de l'éditeur s'effondre en flammes. »

R. Si vous citez, citez littéralement ! Je me rappelle assez bien cette phrase, puisque je l'ai écrite récemment. On peut lire : « Encore

le vieux phantasme puéril : l'immeuble de l'éditeur s'effondre en flammes. » Il y a donc critique du phantasme. D'autre part, l'homme dont il est question s'appelle Lenz.

Q. Revenons à la phrase sur les représentants du peuple qui ne représentent pas le peuple. Pourriez-vous l'expliquer ?

R. Il s'agit de la campagne de la « Bild Zeitung » contre l'augmentation du tarif du téléphone. A l'époque, la « Bild Zeitung » lançait une campagne qui obligea entre autres le parlement à rentrer de vacances plus tôt que prévu, bien que la plupart des lecteurs de *Bild* ne possèdent pas de téléphone. Je voulais montrer comment *Bild* mobilise les masses dans l'intérêt du monopole de Springer. Et c'est dans ce contexte qu'il y a eu la phrase sur les représentants du peuple qui ne représentent pas le peuple et sur le « parlement des lecteurs de la Bild Zeitung à Bonn ».

Q. Vous n'allez pas nous faire croire qu'il ne s'agit que de cela. Vous vouliez expliquer un fait général. Vous pensiez au système.

Ici, j'ai utilisé ces expressions en référence à ce cas, si vous y trouvez autre chose, il faudrait me le prouver.

Q. Je ne trouve pas vos propos convaincants.

R. ...

Q. Je vous ai demandé si vous la trouvez souhaitable ? (*la révolution*).

R. Vous faites maintenant comme si les termes de « révolutionnaire » ou de « révolution » étaient des insultes. Finalement, c'est bien une révolution, la Révolution Française qui a engendré la démocratie. Il est clair que je

peux naturellement imaginer une évolution de notre système social.

Q. Quelle en serait la forme ?

R. Je n'en sais rien. Je n'ai pas pour tâche de phantasmer une pareille évolution. Je m'en tiens à ce que je vois.

Q. Cela signifie-t-il que vous avez renoncé à une solution révolutionnaire et que vous vous soyez rallié à la voie parlementaire ?

R. Le parlement ne plane pas comme ça en l'air. Il est influençable.

Q. Comment ?

R. Par les initiatives de la base. Si par exemple une initiative massive des citoyens exige l'expropriation de Springer qui a le monopole de la presse et que le parlement retienne cette revendication en utilisant les possibilités dans le cadre de la loi fondamentale, c'est déjà une transformation sociale de taille que l'un ne devrait pas exclusivement au parlement. En général, je ne trouve souhaitable que les transformations qui se développent avec une participation importante des masses. Je ne donnerais pas mon appui à une tentative de transformer la société d'en haut sans participation des masses.

Q. Mais vous participeriez à une transformation révolutionnaire de la société ?

R. Je ne vois pas d'éléments qui annoncent une pareille transformation.

Dans cet interrogatoire, il s'agit de l'écrivain Peter Schneider, auteur du roman *Lenz* et du livre, *Comment on se trouve ennemi de la constitution*, publié en 1975.

La Social-démocratie reconduite

Les élections d'octobre 1976: recul de la coalition conduite par Helmut Schmidt. Les jeunes électeurs ont largement participé à cette défaillance

SPD-CDU: face à face dans un miroir

Francfort (de notre envoyé spécial)

Le dimanche 3 octobre, 41,6 millions d'Allemands de l'Ouest choisirent parmi un peu plus de trois mille candidats, les 496 députés qui les représenteront au huitième Bundestag à Bonn, où siègent aussi 22 représentants de Berlin-Ouest, élus par le parlement local de cette ville. De ces élections, dépend aussi le choix du chancelier fédéral. Un choix simple entre deux Helmut, le social-démocrate Schmidt, et le chrétien-démocrate Kohl. Pour la cinquième législature consécutive depuis 1961, seuls les quatre grands partis seront représentés à Bonn. Les partis et les candidats qui ont moins de 5 % des voix n'obtiennent pas de députés. Cette clause a été très efficace pour éloigner le spectre de la « groupuscularisation parlementaire » dont un vous explique froidement à Bonn qu'elle a contribué à la déroute de la République de Weimar, dont le dernier parlement élu en septembre 1930, comprenait 14 partis ; alors que dix partis constituaient le parlement de 1949, l'institutionnalisation du vote « utile » a progressivement dissuadé les électeurs de « voter pour rien », mais non de ne pas voter. La participation électorale en 1972 était de 91,2 % (78,5 % en 1949). Les alternatives de « gauche » outre qu'elles restent symboliques, sont peu exaltantes : le PC ouest-allemand est sûrement le plus triste, le plus honteux et le plus malheureux d'Europe Occidentale, et ses concurrents stalinien ou léninistes encore moins convaincants. « *Un isoloir n'est pas un confessionnal* » écrit l'éditorialiste de la revue de gauche *Konkret*, qui ajoute « voter pour le PC, c'est voter pour un gouvernement dirigé par la CSU » de Strauss. L'abstention de gauche restera le fait de quelques milliers d'irréductibles, dont certains ont voté pour la SPD en 1969, mais ne recommenceront pas.

LE SILENCE

Les universités se sont tuées. Celle de Brême, fleuron de la réforme social-démocrate, créée en 1971, n'est jamais devenue un

« Vincennes » allemand. Son « ouverture au monde du travail » se résume à la main-mise paritaire sur les décisions bureaucratiques auxquelles sont associés les représentants syndicaux du personnel non-universitaire. L'ordre règne, le désordre des esprits a été discipliné, les débats sont plus que jamais élitaires, par la force. Le discours d'un libéral bourgeois, Alfred Grusser, à Francfort en 1975 est étudié en cachette par les élèves de cette classe de lycée d'une ville de la Ruhr : leur prof pourrait avoir des ennuis « *si cela se savait* ». Dans une autre ville, des enfants de 15 ans constatent, en classe d'histoire : « *L'inquisition ? C'est comme la police politique chez nous.* »

Les maîtres de Bonn payent ceux de Berlin-Est et de Varsovie pour qu'ils restent ces ombres terrifiantes qui paralysent les enfants de l'Ouest. Les milliards de D.M. ne servent pas seulement à normaliser les folies portugaises ou italiennes, ils servent aussi à stabiliser en les endettant, les régimes polonais ou est-allemands. En échange de quoi ? « *28 000 émigrants sont arrivés de Pologne durant les cinq premiers mois de l'année. La majorité d'entre eux a moins de 21 ans.* » C'est que les chefs du personnel sont soigneux : aucun Allemand ne veut prendre la relève du demi-million d'émigrés du « sud » expulsés depuis trois ans. La chair fraîche de l'Est vient donc à point nommé pour s'atteler aux chaînes et suer devant les hauts fourneaux.

« SOLIDARITE MON CUL ! »

« *La seule grève d'Allemands pendant les trois ans que j'ai travaillé dans cette usine d'électronique a été faite par les ouvriers qualifiés des machines-outils. C'est des types qui ont la caisse de bière à côté de la machine et qui s'allument un cigare brésilien quand tu viens leur parler de solidarité : « Solidarité, mon cul », qu'ils répondent. Ils ont fait grève six heures contre l'interdiction de boire de la bière et du schnaps pendant le travail. Ils ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction.* » Dans la même usine : « *Les femmes turques sont venues au syndicat demander le vendredi libre. C'était le dernier jour du Ramadan, elles ont beaucoup de travail à la maison. Elles l'ont obtenu. Elles devaient le rattraper un samedi. Les ouvrières allemandes sont alors venues gueuler auprès des délégués : « Si on travaillait en Turquie, on respecterait leurs règles, quand on est « travailleur-hôte » (Gastarbeiter) il faut respecter les lois du pays où on est.* »

Est-ce le nazisme qui a laissé sa marque dans la tête des gens ? C'est plus complexe que cela. Une rumeur circule parmi des anciens militants et militantes devenus chercheurs de leur histoire, de l'histoire non-of-

ficielle du travail, des ouvriers. Cette rumeur dit : « *Le mouvement ouvrier allemand a toujours combattu le travail féminin, les étrangers, les non-qualifiés. La social-démocratie, après 1848, est née des corporations d'artisans mâles. 1914 : guerre oblige, les ouvriers allemands qualifiés, qui entrent joyeusement en guerre — les premières marnifs contre la guerre sont faites par les femmes — sont obligés d'accepter le retour massif des femmes, puis des travailleurs forcés étrangers et des prisonniers de guerre. Après la guerre, ces masses non-qualifiées sont reversées dans les secteurs taylorisés. Dès ses débuts, le nazisme est une guerre aux femmes. Jusqu'à la guerre, les nazis essaient par tous les moyens de ré-enfermer les femmes dans leurs maisons, de leur barrer la route des usines.* »

Les nazis avaient tiré des leçons de la période précédente, du rôle joué par les femmes dans les émeutes de la faim, les pillages de magasins, les soulèvements de quartiers populaires. D'où la création de gardiens de blocs, pour surveiller ces quartiers, où, le jour, il n'y avait que des femmes et des enfants. Ils ont aussi amélioré l'approvisionnement, mais les files devant les magasins étaient toujours très surveillées. À côté de cette terreur contre les femmes, les hommes à la production obtenaient des avantages relatifs. On appelle ça des « conquêtes de la classe ouvrière. »

LES FEMMES

Septembre 1976, campagne électorale : on s'arrache les femmes, comme on se les arrache dans l'édition. Du côté du SPD, les femmes dominent les affiches électorales « à thèmes » (il y a aussi les affiches « à têtes » de candidats). Là, une grand-mère qui joue au foot, illustre la promesse d'une retraite, là-bas, une jeune mère aux longs cheveux illustre avec son enfant les allocations familiales. Mais la plus belle affiche est une pure et simple copie d'une affiche féministe : une belle fille à vélo, dans le vent revendique son droit à l'avortement.

Du côté des chrétiens-démocrates, Madame Laurien, employée de chancellerie, fille de fonctionnaire de Poméranie, candidate-députée, fait le « travail-femmes » de l'équipe Kohl-Strauss. Cette « momia » a un mini-bus WV et une sono comme casserole. Discours compact : « *La liberté, c'est la contrainte* », « *C'est dans le mariage que je me réalise* ». Discours pour enterrées vivas.

Chez les libéraux du FDP, on a réquisitionné les emplacements publicitaires sur les bus pour véhiculer le slogan « *C'est nous le parti des femmes* ». Dans ce pays où la veuve de



Helmut Schmidt

(Pol Gornek)

«Strauss, Kohl and Co»

Siegen (Ruhr). De notre envoyé spécial.

Un hall des aciéries Westphalen-Stahlen, a été aménagé pour accueillir le candidat-chancelier Helmut Kohl. C'est sa dixième apparition électorale, mais c'est son premier show télévisé, devant un public d'ouvriers, de syndicalistes et de lycéens. Kohl va répondre pendant une heure aux questions de huit jeunes « citoyens », sélectionnés pour ces jeux télévisés de la démocratie.

Paternalisme grossier de l'animateur des jeux qui exhorte le public à faire preuve de maturité. « *Toute l'Allemagne vous regarde* » et à ne pas « bousculer » le candidat. Pendant quarante minutes, Kohl va chercher de son côté, à donner l'image inodore et incolore d'un cadre dynamique, sorti tout droit du coiffeur, de l'opticien, et du tailleur. Image qu'il s'est volontairement construit tout au long de cette campagne : une première série d'affiches, le reproduisant sous un jour insuffisamment flatteur a été d'ailleurs retirée de la circulation et remplacé par un portrait « new-look », mais irréel. Devant la caméra, il pratique avec application le regard perçant intelligent, amuseur, séducteur. Il reste dans les généralités.

Il ne devient lui-même que lorsqu'il faut parler « idéologie » : « *La liberté, c'est le travail de tous... (...) Comme après-guerre, il faut à nouveau retrousser les manches pour un nouvel effort de construction et revaloriser les vertus cardinales du peuple allemand : application, morale du travail, ponctualité et honnêteté* ». Cris d'indignation dans le public : la Ruhr reste le fief traditionnel des Sociaux-démocrates. Une lycéenne veut lui faire dire que, sous le règne de la Social-démocratie, les travailleurs sont devenus paresseux, mais Kohl, quand même, ne tombe pas dans le panneau. Et la jeunesse, n'est-elle plus sensible aux « vertus allemandes » ? Une enquête récente donne une petite idée de l'état de cette jeunesse.

A Neumunster, dans le Schleswig-Holstein, un psychologue et trente lycéens des deux sexes ont interviewé deux cent cinquante jeunes de 14 à 22 ans. Quelques résultats : 40 % des filles ont déjà fait l'amour avant 16 ans, mais plus de la moitié a envisagé de se marier, alors qu'un(e) sur dix souhaite ne pas le faire, 83 % ne s'occupent pas de politique : « *Trop compliquée, pas de temps, pas d'intérêt, je me sens impuissant* ».

STRAUSS KOHL AND CO

Parmi eux, combien sont-ils à la veille des élections à avoir lu « *le Petit livre noir* » publié il y a quelques mois sur « Strauss, Kohl and Co » par l'historien Berth Engelmann ? Les hommes qui gravitent autour du candidat chancelier méritent pourtant d'être connus : ils pourraient demain, être à Bonn.

Qui constituera le gouvernement fédéral si la coalition CDU-CSU gagne les élections ? On ne le sait toujours pas : la présentation du « shadow-cabinet » a été sans cesse repoussée depuis le début de l'année. Seule chose sûre : Strauss en sera l'homme fort. Une caricature montre le Bavarois occupant de son gros cul trois chaises : celle de la Défense, des Finances et des Affaires étrangères et le pied posé sur une quatrième : celle du chancelier.

Le *Petit livre noir* d'Engelmann présente les hommes dont on est en droit de penser qu'ils se partageront les autres sièges, si la CDU

remportait le scrutin :

Helmut Kohl, 46 ans, morne politicien régional, dont ses amis et ses ennemis s'accordent à reconnaître qu'il n'est pas une lumière, malgré la carrière fulgurante qui vient d'en faire le candidat à la chancellerie. « *Auditeurs et téléspectateurs éteignent leur poste quand Kohl parle. Il ne parle pas au peuple, mais à lui-même* », pouvait-on lire dans une revue à grand tirage. Lui-même l'avoue, retournant à son compte un vieux slogan anti-Nixon : « *Je suis le genre d'homme à qui on achète en confiance une voiture d'occasion* ».

Ries, membre de plusieurs conseils d'administration, ancien membre du parti nazi, a d'abord construit son empire industriel en rachetant à vil prix des entreprises juives « aryennisées », dans les territoires polonais occupés.

Arthur Missbach, inventeur du slogan « *Liberté ou socialisme* », sait de quoi il parle. Ancien membre actif du parti nazi, depuis 1931, il connaît une ascension rapide dans l'appareil économique du fascisme. Député CDU depuis 1961, il est impliqué dans de grosses affaires d'escroquerie dont il se sort toujours.

On pourrait continuer cette liste. Parler de Schleyer, ancien artisan de l'épuration universitaire, de Taubert, ancien juge nazi, et actuel conseiller à l'information de Strauss. Toute une équipe qui se profile derrière le personnage du leader bavarois et qui, cachée derrière l'image de « monsieur tout le monde », du candidat Kohl, n'attend qu'un résultat positif aux élections pour utiliser à sa manière l'arsenal de lois et de décrets édicté en sept ans de règne social-démocrate.

Félix GERMAIN

(30 septembre 1976)



Helmut Kohl (CDU) candidat malheureux à la Chancellerie (Photo AFP).

guerre pullule, il y a pas mal de femmes-patronnes, directrices et les Libéraux attirent un bon nombre de ces femmes promues par le veuvage...

Statistiques fédérales : les deux courbes du vote féminin depuis 1950 se sont déjà croisées. La majorité des électrices votent SPD. Les femmes décident de l'issue du 3 octobre. Mais quel que soit le résultat, elles seront plus nombreuses pendant longtemps, celles qui prennent le chemin de la Hollande... Le bébé allemand s'est raréfié : 1 050 000 naissances en 1964, 530 000 en 1974. Les Sociaux-démocrates ont un programme pour « *faire travailler tout le monde en 1980* » : diminution de la durée de travail (au prix de son intensification), allongement des congés payés, introduction d'une dixième année scolaire obligatoire pour retarder l'arrivée sur le marché des bébés de 1960, et pour couronner le tout, « *instituts de réhabilitation* » pour déchets sociaux et autres « handicapés ». Un programme « social ». Les « chrétiens » ont une double idée fixe : diminuer les impôts des entreprises et stopper la « socialisation », c'est-à-dire tailler dans les services publics, « éponger les 70 milliards de dettes publiques », augmenter le prix d'entrée des piscines municipales pour diminuer le déficit des communes (sic), et, bien sûr, donner un cadre légal fédéral aux interdictions professionnelles, qui n'ont aujourd'hui aucun fondement législatif. Du côté de l'économie, les Libéraux, dit-on, sympathiseraient, plutôt avec le CDU-CSU, et seraient donc prêts à leur donner un coup de main pour remodeler ce « *modèle d'Allemagne* » (slogan SPD). Sous la photo d'un ouvrier qualifié du bâtiment, saisi dans l'effort, une autre affiche SPD proclame : « *Notre forte économie est toujours en tête : grâce à la stabilité sociale.* » De son côté, Dregger, candidat CDU, au ministère de l'Intérieur, fait campagne muni d'un 7,65 et réclame la « *loi et l'ordre.* »

Félix GERMAIN

(29 sept. 76)

Schmidt garde le pouvoir mais perd les élections



Helmut Schmidt (News Service)

Les bureaux de vote s'étaient clos dimanche vers 18 heures après une consultation électorale marquée par une très forte participation, plus forte peut-être que celle enregistrée lors des dernières élections de 1972, qui était déjà de 91,1 %. Et pourtant le choix proposé aux électeurs n'était pas très motivant puisqu'on était déjà sûr à l'avance que seulement trois des seize partis en lice seront finalement représentés au parlement : les Chrétiens-démocrates (CDU) et Chrétiens-sociaux bavarois, les Libéraux (FDP) et les Sociaux-démocrates (SPD), les autres organisations ne dépassant pas les 5 % nécessaires à une représentation électorale.

De surcroît, le choix entre ces partis n'était pas facile, comme en témoignait le nombre très élevé d'électeurs indécis, au moment de la clôture de la campagne. Si les deux élections précédentes, en 69 et en 72, avaient été marquées par les illusions d'une partie importante de la population en faveur du réformisme social-démocrate encore incarné alors par Willy Brandt, ce n'était plus le cas cette fois. L'éviction de Willy Brandt après l'affaire Guillaume, avait officiellement sanctionné le dernier tournant de la social-démocratie au pouvoir et l'abandon définitif des timides références au changement social qui avaient permis l'arrivée au pouvoir de la SPD en 1969 en commun avec les Chrétiens démocrates, puis en 1969 avec le seul appui du petit Parti libéral.

Pendant toute la période de crise qui allait suivre, le gouvernement Schmidt put utiliser les liens très étroits de la SPD avec le mouvement syndical pour créer les conditions d'un redémarrage du miracle économique allemand qui fait aujourd'hui figure de modèle pour tous les gouvernements européens. Sans cesse talonnés par les Chrétiens Démocrates et l'extrême-droite sociale Chrétienne

les dirigeants SPD ont vu leur potentiel électoral s'effriter continuellement : plus résolue en matière d'anti-communisme, rendue plus virulente par sa cure d'opposition, la CDU offrait une perspective plus cohérente avec le tournant général à droite qui n'a cessé de se manifester ces dernières années en RFA. Un tournant à droite que la SPD n'a elle-même cessé d'alimenter, quitte à le

justifier par la volonté de couper l'herbe sous le pied à ses adversaires. Ce fut le cas notamment avec la question des interdictions professionnelles dont les premières manifestations ont eu lieu dans un « Land » SPD, à Hambourg.

De l'autre côté, les Sociaux-démocrates ont progressivement perdu leurs soutiens populaires : ce mouvement s'est confirmé lors de chacune des élections régionales : lors des dernières, en avril 76, dans le Bade-Wurtemberg, la SPD avait perdu 100 000 voix principalement dans les quartiers ouvriers, où il y a quelques années, on continuait de considérer ce parti comme « son » parti.

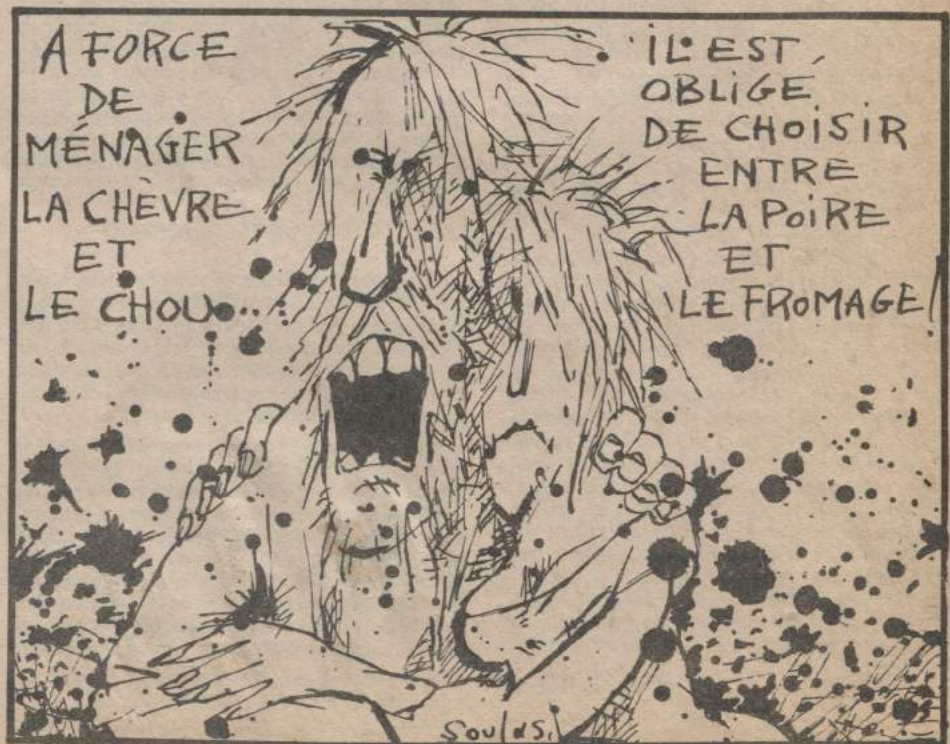
Le résultat des élections risque de renforcer encore cette tendance. Harcelée sur sa droite, perdant des voix sur sa gauche, de plus en plus dépendante de l'appui des Libéraux, la SPD risque d'être poussée un peu plus à la défensive. Certains militants de la gauche allemande craignant cette évolution se demandaient s'il ne valait pas mieux favoriser une cure d'opposition à la SPD...

Les résultats de cette consultation ne font que confirmer l'impression pesante ramenée ces derniers mois par tous ceux qui ont parcouru la RFA. Après la restauration économique qui a fait de la RFA le « phare » de l'Europe de l'Ouest, les Sociaux-démocrates ont frayé la voie à une restauration idéologique très inquiétante.

L'indication la plus éclairante est fournie par le fait que le vote des jeunes a confirmé le tournant à droite : les jeunes électeurs de 18 à 25 ans ont, en plus grand nombre, accordé leurs voix aux Chrétiens-démocrates de Kohl et Strauss : 7,7 % de moins qu'en 1972 ont accordé leurs voix à la SPD, 5,7 % de plus pour la CDU et 1 % de plus pour les libéraux, traditionnel représentant du patronat... Ce transfert des voix confirme les progrès du conservatisme, sensibles depuis quelques années, dans les universités et les écoles, où les organisations de droite ont dans bien des cas conquis le haut du pavé.

Jean-Marcel BOUGUEREAU

(4 et 5 oct. 1976)



Paranoïa sociale

Entre le rétro de la « vague Hitler » et le futurisme du « modèle allemand »

Un film sur Hitler qui remplit les salles de l'Allemagne fédérale, des livres, des articles de journaux, bientôt un opéra-rock qui nous montrera comment l'esprit du mal prend possession du Führer, des couvertures de magazine : « la vague Hitler » est bien réelle, mais que signifie-t-elle aujourd'hui ? Va-t-elle nous submerger au point de masquer la véritable image de l'Allemagne en réduisant l'inconnu d'aujourd'hui au connu d'hier ? C'est un danger.

Car l'Allemagne d'aujourd'hui n'a pas besoin de recourir au fascisme classique. Elle dispose d'un modèle d'Etat autoritaire qui ne cesse de faire ses preuves. Et la résurgence de l'imagerie nazie n'implique pas un retour en arrière qui serait désastreux pour le « dynamisme » du modèle capitaliste allemand. Cette résurgence renforce paradoxalement ce modèle d'Etat sophistiqué. Elle lui donne comme par différence, l'auréole dont il a besoin. Elle le

nourrit de ces idées éternelles du fascisme passif que sont la haine de l'anormalité, le refus viscéral de la contestation et l'amour de l'ordre.

Le glissement constant de la RFA vers la droite, sensible ces dernières années, se fait à l'intérieur d'un Etat « de type nouveau ». L'Allemagne d'aujourd'hui n'a pas besoin du NPD, ce groupuscule néo-nazi qui, malgré ce tournant à droite de l'opinion, n'a réuni que moins de 1% des voix aux dernières élections. Elle dispose de la CDU de Kohl, de la CSU de Strauss et, last but not least, de la SPD de Schmidt, courant allègrement derrière la revendication « populaire » d'un Etat encore plus fort. Les résurgences rétros ne devraient pas masquer le futurisme de ce que nous avons devant les yeux.

J.M.B.

Cologne (envoyé spécial)

A voir l'Allemagne en ce milieu d'août, on ne la croirait pas en proie à tous ses ennemis. Rues calmes, murs propres : contraste saisissant entre cette mer étale et monotone et l'image, complaisamment répandue, d'un pays en proie à l'hydre terroriste.

Et pourtant, personne pour sourire de ce contraste. Comme si chacun avait intériorisé cette situation au point de ne plus rien voir de la réalité. A gauche, c'est d'autres inquiétudes qui transpirent de toutes les discussions. L'inquiétude pour un avenir incertain. Pour soi-même : la prudence ou le fatalisme de vos interlocuteurs, l'énergie aussi, de ceux qui, malgré tout, manifestent en sachant qu'ils ne seront jamais employés de l'Etat, ou qu'ils trouveront difficilement du travail. Au fil des jours, vous êtes vous-mêmes pris dans l'engrenage de ces angoisses.

Nun, je n'exagère pas. Si paranoïa il y a, c'est la paranoïa sociale qui déteint sur vous, en négatif. Il y a de quoi. Regardez vous-mêmes ce questionnaire, lu mercredi, en pleine page du grand quotidien de la chaîne *Springer*, le fameux *Bild*, quatre millions d'exemplaires vendus chaque jour, reflet de l'opinion moyenne autant que moyen de conditionnement.

LE TEST DE BILD

Il s'agissait d'un test en quinze questions, destiné aux lecteurs, pour qu'ils sachent si leurs enfants ne sont pas des terroristes en herbe. Le test a été mis au point par un

psychologue de 70 ans, auteur d'un ouvrage sur le terrorisme. Les questions permettent, dès l'enfance, de dresser le profil du terroriste potentiel : issu d'une famille aisée où la figure de la mère est l'image dominante, il a depuis son jeune âge, une sensibilité exacerbée, il boude ses jeux avec ses petits camarades, il pose de nombreuses questions et lit Kafka et Herman Hesse...

Ce test n'a rien à voir avec les jeux de l'été du *Nouvel Observateur* : des milliers de parents, confiants dans ce chef-d'œuvre d'alphabétisation policier ont dû y répondre scrupuleusement et fouiller, le soir même, le rayon aux livres de la chambre de leur fils, dans la crainte d'y découvrir les livres incriminés. D'ici à la dénonciation des adolescents « contaminés », il y a un pas, mais qui risque, l'esprit civique aidant, d'être franchi plus vite qu'on ne le pense.

J'exagère ? Ecoutez cette autre histoire. Le pot aux roses a été découvert au début de l'été par un député libéral. Dans une des plus grandes bibliothèques de Berlin, l'*Amerika Gedenkbibliothek*, les livres « douteux » — anticonstitutionnels ou communistes — bénéficiaient d'un classement particulier ; un petit trait rouge ou des initiales innocentes, « B.P. », bibliothèque politique. En fonction de cette classification, les livres étaient rangés dans les salles de lecture ou dans un « enfer » politique inaccessible, afin que des lecteurs non-majeurs ou des « caractères instables » ne soient conduits par le hasard de leurs lectures à des pensées « anticonstitutionnelles ». Dans cette rubrique étaient rangés pêle-mêle des livres en

vente libre dans toutes les librairies berlinoises ainsi que toute la littérature venant de l'Est. Certains livres, interdits ou mis à l'index par le tribunal constitutionnel étaient retirés du prêt et ne pouvaient être confiés que sur demande écrite justifiant d'un travail scientifique sur le sujet.

« ECLAIRER LE LECTEUR »

Dans cette catégorie, on trouvait - les extrêmes, chacun le sait, se touchent - aussi bien le *Mein Kampf* de Hitler que le *Petit livre rouge* de Mao. Pour les jeunes, le prêt des livres jetés aux « enfers » ne pouvait intervenir qu'après entretien avec un des bibliothécaires dont le rôle était d'éclairer le lecteur sur les dangers de cette lecture et de l'aiguiller sur des études plus contradictoires.

Une question supplémentaire du député libéral berlinois visait l'utilisation éventuelle du fichier des lecteurs dans lequel il s'avère que le choix des livres politiques était reporté. Malgré des assurances pour le futur, la question n'a toujours pas reçu de réponse précise.

« LES LIVRES, ON LES BRULE MENTALEMENT »

L'exemple n'est pas isolé. Plusieurs autres cas montrent que l'on requiert des bibliothécaires une sorte d'auto-censure officieuse. A Brügden, près de Hanovre, le maire, après protestations de parents, a critiqué le prêt à des enfants d'un livre d'éducation sexuelle. A

Krailling, en Bavière, un autre maire n'a pas hésité : justifiant sa décision par les protestations de citoyens sur le caractère partial de l'information publiée, il a mis à l'index de la bibliothèque communale le plus grand hebdomadaire politique allemand, le *Spiegel*...

« On ne brûle pas les livres, mais on n'est pas loin de les brûler mentalement », m'a dit un journaliste de la radio. Dans la paranoïa générale qui s'est emparée de l'Allemagne fédérale, les livres font figure de virus. Toute référence au sens critique est abolie. A la place, il s'agit donc, logiquement, de prendre des « précautions », de donner des « conseils » ou plus simplement, d'instituer une véritable censure.

A la prison de Nuremberg, un détenu s'est ainsi vu refuser la lecture de *La Nausée* et de *L'Age de raison* de Sartre. A Recklinghausen, les Chrétiens-démocrates ont récemment demandé que l'on retire de l'affiche d'un festival, une pièce de Sartre. A l'université d'Erlangen, des gauchistes anonymes ont fait un test sinistre et instructif : ils ont placardé sous la signature du recteur, une liste d'œuvres interdites, de Foucault, Rochefort, Sartre, Heine, Biermann... Aucun étudiant n'a pipé mot et la bibliothèque de la fac a immédiatement appliqué la fausse directive.

Récemment encore, une librairie de la ville de Landshut a été perquisitionnée sur ordre d'un magistrat qui avait été informé de la vente d'un livre accusé de décrire comment « on pouvait fabriquer des explosifs avec de la dynamite et de les lancer contre de « riches oisifs, des militaires et des flics ». Le texte incriminé datait de 1886 et le livre était intitulé : **1886 : les anarchistes allemands de Chicago / leurs discours et leur vies.**

LE PARAGRAPHE 88 A

L'introduction en 1976, d'un nouveau paragraphe, le désormais célèbre 88 A, dans le Code pénal, permet de sanctionner d'une peine de prison allant jusqu'à trois ans, les écrits prônant ou montrant la violence contre l'Etat, aussi bien que ceux qui les diffusent, les fabriquent ou les rendent accessibles. Le 9 août dernier, le tribunal suprême fédéral a ainsi annulé un jugement de la première chambre de Munich, qui avait acquitté les responsables d'une maison d'édition de gauche, Trikont, inculpés selon cette loi, d'apologie de crime, pour avoir édité le livre de Bommi Baumann, publié en France chez Gallimard, sous le titre *Tupamaros West-Berlin*.

Ce livre est une autocritique très vive de l'auteur pour sa participation aux actions armées du Mouvement du 2 Juin et sans doute la condamnation la plus efficace, parce que faite de l'intérieur de la guérilla. Il avait été l'occasion du premier grand débat sur les actions armées de la RAF. Mais, écrivent les responsables des éditions Trikont, « beaucoup de choses font penser que l'intérêt de l'Etat est contraire à cette confrontation. Sinon pourquoi éliminerait-il toute critique de la guérilla qui ne se contente pas de condamner, mais expose les causes, recherche les motifs et est même prête à assumer des positions opposées. Ce qui est en jeu dans ce jugement (...) ce ne sont pas de simples interdictions de livres, mais aussi ce qui s'exprime dans les slogans de toute la presse : « assécher l'étang gauchiste », « abattre le cercle des sympathisants », « assainir le marais intellectuel ». La cause véritable du terrorisme, on préfère la chercher chez les professeurs de gauche et, même en partie dans des secteurs du SPD. »

« ASSAINIR LE MARAIS INTELLECTUEL »

Le récent attentat contre le président de la

Dresdner Bank a encore aiguisé ces manifestations hystériques. La palme revient sans conteste à l'éditorialiste politique de la *Frankfurter Allgemeine*, Friedrich Karl Fromme, qui écrivait le 2 août dernier : « Ceux qui sont réellement dangereux n'ont jamais fourni de logis nocturne ni de pécule à un terroriste. Ils n'ont bien sûr « rien fait ». Ils ont seulement exprimé leur opinion. Ils ont seulement réfléchi (...). Les sympathisants de la scène terroriste sont habitués à respecter le droit pénal et même disciplinaire. Ils s'y adaptent comme le gibier à l'orée du bois ». Voilà le mal : les contestataires respectent les lois... Dans la logique de ce raisonnement Fromme en arrive à suggérer qu'il faudrait non seulement poursuivre ceux qui expriment publiquement leur joie à la suite d'un attentat, mais ceux qui ne manifestent aucune tristesse. Il ne s'agit pas d'une idée en l'air. La publication dans un journal étudiant de Göttingen d'un article sur l'assassinat du procureur Buback fait scandale depuis plusieurs mois en Allemagne. L'auteur, un étudiant anonyme qui signe « Mescalero », y écrivait qu'il n'avait pu retenir sa joie à l'annonce de l'attentat, alors qu'il était en désaccord absolu avec les guérilleros de la RAF qu'il soumettait à une critique en règle. Le scandale est venu de cet aveu d'une joie que l'étudiant de Göttingen ne voulait pas cacher, mais chercher à comprendre. C'était déjà trop. Le journal fut saisi et des professeurs libéraux qui ont réédité ce texte pour favoriser cette discussion, furent montrés à la vindicte publique.

LA CRIMINALISATION DES SENTIMENTS

L'amalgame politique a souvent été une

construction laborieuse, s'appuyant sur une police. Ici, l'amalgame est dans les têtes. Tout ce qui est à gauche de la social-démocratie majoritaire est immédiatement rangé dans le camp du terrorisme. Vous êtes innocent ? Peu importe, si vous êtes un libéral ou si vous cherchez simplement à comprendre. Cela vous range immédiatement dans un des maillons de cette chaîne qui fait de tout contestataire un soutien idéologique et moral du terrorisme, de tout enseignant libéral un formateur de terroristes potentiels. Le jugement contre Trikont donne le signal : le pas qui sépare la criminalisation des actes de celle des idées est déjà franchi. Reste, comme le soulignait récemment l'écrivain Hans-Magnus Enzensberger, celui qui conduit à la criminalisation des sentiments. C'est ni plus ni moins ce que propose Fromme.

La chappe de plomb dont s'enveloppe la République fédérale réduit ainsi des milliers de gens au silence et en pousse des centaines d'autres à épouser les thèses de la fascisation de l'Etat et de la nécessité d'actions armées qui apparaissent comme l'ultime recours d'une opposition rendue de plus en plus impuissante. Le cercle infernal de la criminalisation est ainsi bouclé, secrétant ce qu'elle prétend combattre. Tout cela est trop cohérent dans l'incohérence pour que je ne pose pas à nouveau la question : jusqu'où cela ira-t-il ?

J.M. BOUGUERAU

(23 août 1977)



Mai 77 : manifestation après une perquisition pour l'affaire « Mescalero » : « je ne penserai plus jamais » (D.R.)

Les résurgences néo-nazies

Herbert Kappler fais - moi peur...

Une loque humaine pesant 48 kg, âgé de 70 ans, ayant été détenu pendant près de trente ans en prison et atteint d'un cancer à l'intestin, a réussi à s'évader de l'hôpital militaire de Rome où elle était maintenue en vie depuis mars 76. Cette ombre mi-humaine, mi-plante, serait un délinquant, criminel de droit commun, un membre de la bande à Baader que chacun se réjouirait. Mais l'homme qui vient ainsi d'échapper à la mort lente d'une condamnation à perpétuité, est un criminel de guerre : un colonel SS qui, en mars 44, fit exécuter en plein Rome, 335 otages en représailles à un attentat commis par les partisans italiens, et qui fit 32 morts parmi une patrouille allemande. Le colonel SS fit du zèle : Hitler lui demandait la mort de 320 otages, mais Kappler estimait sans doute que son autorité bafouée méritait 15 otages supplémentaires. Ce massacre, connu sous le nom du « massacre des fosses ardéatines » est resté dans la mémoire italienne comme un traumatisme, sans cesse ravivé par le maintien en détention de partisans condamnés à la détention perpétuelle, pour des faits remontant à la résistance elle-même ou à ses suites aux exécutions sommaires de fascistes. « Criminalisés », ces faits ont valu à ces partisans, de subir la même peine que Herbert Kappler.

La plupart se sont exilés, beaucoup sont morts en prison et il y a quelques mois, ils étaient encore au nombre de cinq dans les prisons italiennes. On serait tenté de voir dans cette politique répressive de l'après-guerre, et qui consistait à renvoyer dos à dos partisans et fascistes, le vrai scandale de l'affaire Kappler. C'en est un incontestablement, mais ce n'est pas le seul.

Car enfin, qui avait encore peur de cette dépouille vivante de SS, même si, et c'est probable, c'est un réseau néo-nazi qui l'a pris en charge de sa prison à son refuge en Allemagne fédérale ?

La torture que la prison lui a infligée, devenue avec le temps torture à froid, est-elle le remède suprême contre une éventuelle menace fasciste ? A-t-on peur qu'il reprenne du service et qu'il exécute de nouveaux otages ? Manifestement non. En d'autres termes, est-ce lui qui fait peur ou le fascisme qu'il a incarné et que l'on sait toujours vivace mais à un niveau groupusculaire en Allemagne fédérale, comme en Italie.

Peut-être a-t-on eu tort de ne pas tuer Herbert Kappler à la Libération, lorsque la vengeance pouvait encore avoir un sens. En a-t-elle encore aujourd'hui en Italie ou en Allemagne fédérale ? La dégénérescence humaine de cet homme derrière les hauts murs, identique à celle que subissent d'autres détenus condamnés aux mêmes peines, a servi à donner bonne conscience à la Démocratie chrétienne et aux organisations démocratiques : Herbert Kappler est devenu l'alibi, le symbole de la persistance et de la réalité de la lutte antifasciste dans une Italie où une minorité de nostalgiques du fascisme mettaient encore, il y a peu, des bombes et complotaient sans qu'on sache très bien s'ils étaient manipulés par les services secrets pour le compte de la Démocratie chrétienne ou s'ils estimaient vraiment qu'ils étaient en mesure de prendre le pouvoir. Alibi, Herbert Kappler était devenu l'arbre nazi qui cachait la forêt de

toutes les tendances au grignotage de la société civile par les grandes machines d'Etat modernes : les interdictions professionnelles en Allemagne pour délits d'opinion ou la privation sensorielle des détenus de la RAF, pour ne prendre que des exemples extrêmes, sont des choses autrement plus inquiétantes que les activités groupusculaires des anciens SS.

Hitler au box-office

« Hitler, une carrière », un film de l'historien

Joachim Fest, pulvérise tous les records de recettes

Cologne (envoyé spécial).

Un cinéma de Cologne, comme dans toutes les grandes villes allemandes. A l'affiche : « Hitler, une carrière », le film de Joachim Fest qui, ces dernières semaines, remplit les salles de la République fédérale. Deux petites filles attendent d'entrer en lisant un long article de l'hebdomadaire *Spiegel*, affiché dans le hall. L'article donne quelques extraits de 3 042 devoirs scolaires réalisés dans une centaine d'écoles de la République fédérale ; les écoliers y racontent tout ce qu'ils ont entendu dire sur Hitler : « Il buvait beaucoup de whisky et chantait beaucoup de chansons ». Les deux filles rigolent sous cape.

Dans la salle, beaucoup de jeunes et aussi des gens âgés dont je ne peux m'empêcher du regard, d'interroger le passé : ces deux retraités paisibles qui viennent s'asseoir à côté de moi, que faisaient-ils il y a quarante ans ? Et les autres derrière qui croquent des bonbons ? Ironie de la programmation : en première partie de ce film qui se refuse à dénoncer les dangers du fascisme, nous aurons droit à un court-métrage sur ceux de l'alcoolisme sur la route. Avec toutes ces questions sans réponses dans la tête, le film commence pour moi dans la gêne.

HITLER, HITLER PARTOUT

Pendant deux heures trente, Hitler ne me quittera plus. Pour réaliser ce film d'archives, les documents ne manquent pas : Hitler était constamment accompagné de caméraman qui filmaient le moindre de ses déplacements. Hitler à la parade. Hitler embrassant un enfant. Caressant son berger allemand Blondi. Hitler recevant des évêques, des diplomates, Mussolini. Ce sont les premières images du film. Images de propagande dont la simple juxtaposition montre le Führer sous son meilleur jour. Albert Speer, ancien ministre nazi de l'Armement, condamné à vingt ans de prison à Nuremberg, et qui vit aujourd'hui en RFA, a lui-même émis des réserves sur l'utilisation de ces images : « Ce sont des images de propagande. A côté, il aurait fallu pouvoir montrer ne serait-ce que trois minutes de discussion entre Hitler et Himmler en train de parler de l'extermination des juifs ».

Nous n'aurons bien entendu rien de tout

Alors que faire de Kappler ? Forcer la justice allemande à traiter de son passé et de son histoire, l'obliger à rompre avec ses refoulements ? Manifestement, personne ne s'en est préoccupé. Procès sans peine de prison, simplement pour que cela se sache. La justice s'y refuse et les autorités de RFA viennent de rappeler qu'Herbert Kappler était désormais un homme libre en RFA.

Ex-colonel SS. Herbert Kappler, devenu otage de la bonne conscience, vient au sens strict du terme, de se faire la malle. Il va maintenant mourir en Allemagne. Qu'il y reste. Les organisations démocratiques italiennes et allemandes se retrouvent face à leurs Etats respectifs, c'est-à-dire en fin de compte, face à la réalité présente.

Serge JULY
(17 août 1977)

ça. L'aurions-nous eu que cela n'aurait sans doute rien changé au ton général du film, à son choix d'une personnalisation réductrice derrière laquelle s'évanouit la monstruosité du fascisme comme phénomène historique et comme système politique. Le parti-pris pseudo-psychologique de l'auteur nous montre Hitler comme une sorte de demiurge théâtral et excessif mais démesuré et fascinant. « Il a voulu plier l'histoire, mais l'Allemagne, avec lui, est sortie de l'histoire » nous dit le commentaire sur un fond de bombardements et de ruines. Les ruines sont allemandes et l'auteur nous livre dès lors la clé de sa critique essentielle du Führer : Hitler a perdu, et ses rêves de grandeur et de conquête se sont retournés contre l'Allemagne.

L'auteur du film — qui avait publié en 1969 un très long livre sur Hitler — prétend vouloir « montrer la fascination que celui-ci a exercé, dans le but d'immuniser les spectateurs ». L'effet est inverse. Le film ne nous livre qu'une galimatias psychologique qui fait la part belle au personnage du Führer : « Ce qui le rendait crédible, ce n'étaient pas ses arguments, mais son énergie », nous explique Fest, en nous montrant un Hitler théâtral et concentré, « prononçant jusqu'à dix discours par jour ».



DANS CERTAINS CAS, LA TORTURE EST ETHIQUEMENT DEFENDABLE

déclare le ministre-président du Land de Basse-Saxe

Le ministre-président démocrate-chrétien du Land de la Basse Saxe, Ernst Albrecht est un brave homme. Bien franc de surcroît. Il a des idées sur la torture. Il vient même de les exposer dans sa thèse de philosophie : « L'Etat, idée et réalité ».

La torture, écrit-il est « éthiquement défendable » dans certains cas extrêmes. Et le ministre d'étayer ses dires par un argument-choc : une bande de criminels s'empare d'une bombe atomique et menace de la lancer sur une grande ville. La police arrête un des membres de cette bande. La catastrophe menace. Il est nécessaire d'obtenir des

indications sur le refuge des complices. Comment ? En torturant. Selon notre ministre-président-philosophe, des milliers de vies seront ainsi épargnées.

A posteriori, on se demande pourquoi ce zélé serviteur de l'Etat fort ouest-allemand en vient à échafauder de telles hypothèses dans un pays passé maître dans l'art de la torture psychologique et autres « bavures » si ce n'est pour appeler la police à pratiquer la terreur. Plusieurs dizaines d'intellectuels, dont le prix Nobel, Heinrich Boll, viennent de signer une déclaration pour s'opposer aux propos d'Ernst Albrecht dont l'appel, soulignent-ils, « relève des tribunaux ».

L'AFFAIRE LOCKHEED ?
NON, MOI JE M'OCCUPE
DES ANARS !



Soulas



Puis le même homme, « épuisé, presque achevé » par son effort de concentration, mais « en même temps, ravi » de voir son rêve en train de se réaliser. Les plus anciens se verront ainsi confirmés dans leurs sentiments profonds. Dès 1948 — à une époque où il ne faisait plus bon avoir des sympathies nazies — une enquête faite dans la zone d'occupation américaine, révélait pourtant que 55,8 % des personnes interrogées pensaient que le nazisme avait été « une bonne chose en soi, mais mal réalisée. Cette conviction était particulièrement profonde chez les anciens combattants et prisonniers de guerre. Ceux-ci ne semblaient pas se rendre compte qu'ils avaient servi d'instruments et ils comprenaient encore moins la nature du régime qui les avait exploités. Bien plus, à côté de la déception provoquée par l'effondrement du Reich et de sa domination en Europe, on décèle un mécanisme mental qui fonctionne à rebours, etc., crée des légendes de splendeurs passées » (1).

La même année, un autre institut, celui de Allensbach, avait confirmé la persistance de cette identification positive avec le nazisme : « La majorité de ce peuple n'est jamais parvenue à comprendre ce qu'il y avait de criminel, d'un point de vue spirituel, dans un système qui a élevé l'opportunisme au rang

d'idéologie. En dépit de ce qu'on a écrit pour manifester la vérité, la façade de l'Etat social derrière laquelle s'opérait l'exploitation la plus totale, n'avait rien perdu de son attraction. Ce serait une erreur d'en conclure que les Allemands sont restés éternellement attachés au nazisme. Ils ne parviennent pas à comprendre ce qu'ils devraient imaginer lorsqu'ils pensent au nazisme, si ce n'est une vie pacifique et confortable. Les quelques années de bien-être apparent du troisième Reich n'ont pas été comprises comme une mutation qui annonçait un avenir tragique, mais comme un chef-d'œuvre de direction politique » (2).

Ceux-là, le film de Fest ne les détrompera pas. Il ne les aidera en aucun cas à réfléchir aux mécanismes du fascisme. Ses aspects les plus criminels n'y apparaissent au pire, que comme le produit d'une folie personnelle. On en arrive presque à oublier que des centaines de milliers d'hommes ont prêté leurs mains à Hitler. L'effet est sans doute intentionnel. Il s'inscrit dans une longue tradition de pseudo-démultiplication, de refoulement et d'escamotage.

Il ne faudrait pas pour autant tirer la conclusion que la renaissance du fascisme est un danger actuel. Le croire risquerait de dresser un rideau de fumée devant le vrai

danger, celui de cet Etat allemand moderne et sophistiqué qui n'a plus besoin de recourir à des mobilisations de masses, pour exercer son pouvoir. Un Etat « démocratique », utilisant tout l'arsenal de ses lois, et bénéficiant de tous les moyens modernes de conditionnement et de manipulation.

Le film de Fest, à fortiori, n'aidera personne à réfléchir sur ces dangers actuels. Et le spectateur allemand, une fois encouragé à séparer le bon grain capitaliste, de l'ivraie fasciste, pourra se conforter dans ces idées éternelles qui cimentent le « modèle allemand » de l'Etat : son anticommunisme générique, sa haine du « tumult », et de toutes les manifestations d'« anormalité », de « dégénérescence » musicale, artistique et idéologique, son attachement à la discipline et à l'ordre, son refus du conflit et sa soumission à ce nouvel Etat qui a tous les avantages de l'ancien sans en avoir les inconvénients.

Jean-Marcel BOUGUERAU

(1) F. Pollock, *Gruppenexperiment, ein Studienbericht*, 1955.

(2) *Das Dritte Reich*, Allensbach, 1949.

Les libertés, les sorcières et leurs chasseurs

L'Allemagne sous Schleyer

Le mac-carthysme démocrate-chrétien

45 intellectuels
et hommes politiques
sur la liste noire

La direction de l'Union démocrate chrétienne (CDU) a annoncé mercredi dernier qu'elle avait établi une liste d'hommes politiques, d'intellectuels et de journalistes qui auraient cherché à minimiser le péril représenté par le terrorisme, qui auraient tenté de désorienter le public, qui auraient manifesté des sympathies pour les terroristes ou justifié leurs actions.

La direction de la CDU a de plus, annoncé qu'elle allait publier une documentation complète sur ce problème et qu'elle avait décidé à ce propos, de convoquer un congrès d'experts. La liste, qui aux dires des journalistes, est loin d'être exhaustive, comprend quarante deux noms, de personnalités dont la culpabilité est « prouvée » par des citations. Elle énumère aussi les divers institutions, journaux ou partis, qui selon la CDU, sont complices des terroristes. Rendue publique par le secrétaire de la CDU, Geissler, elle s'articule en cinq sections, qui comprennent chacune une liste de noms et une anthologie de citations. Certains des noms apparaissent même dans diverses sections. C'est ainsi que l'ancien chancelier Willy Brandt, président du SPD, figure dans les deux premières qui sont, aux dires des experts, les moins compromettantes, tandis que le prix Nobel Heinrich Böll apparaît dans la cinquième, ce qui signifie qu'il n'est pas seulement accusé comme Brandt, d'avoir minimisé le terrorisme, ou d'avoir tenté de désorienter le public, mais

aussi d'être un sympathisant secret des terroristes. Il y figure aux côtés de Gunter Grass, le théologien Gollwitzer, de Schlöndorf, de l'hebdomadaire *Spiegel*, de l'ancien chef des Jusos Bennter, du professeur Oskart Negt, de Gunter Wallraf, d'Herbert Marcuse et de l'ensemble du « bureau socialiste ». Dans les premières sections, on trouve le chancelier Schmidt, le ministre de l'Intérieur, Maihofer, le juge Simon, les dirigeants sociaux-démocrates Ehmke Droscher et Boerner.

Annonçant la publication de cette liste, le démocrate-chrétien Kohl a déclaré que le moment était enfin venu de dénoncer tous ces sociaux-démocrates — Brandt en tête — qui ont tenté de présenter les terroristes comme les « fils d'Hitler » au lieu de dénoncer leurs origines « marxistes, anarchistes, communistes et socialistes ». Outre les protestations des libéraux et des socialistes, la publication de cette liste a provoqué la réaction d'un membre de la direction de la CDU qui a demandé que le recueil de citations et la liste ne soient pas rendus publiques. Un responsable libéral a, quant à lui, annoncé qu'il avait commandé un millier d'exemplaires de cet index afin de les faire circuler et de les montrer comme exemple « de la réfraction de l'esprit de Mac Carthy sur l'Allemagne d'aujourd'hui ».

Un député de la gauche social-démocrate devait affirmer pour sa part, qu'il considérait « que c'était une offense pour tout démocrate militant d'être inscrit sur la liste noire ». Outre ces réactions indignées, la publication de la liste est en train de créer un front qui va de la social-démocratie aux intellectuels concernés. Tandis que le chancelier Schmidt affirmait que la stratégie de la CDU était de faire monter la tension, l'écrivain Bernard Engelmann, accusé lui aussi d'être un sympathisant des terroristes, devait déclarer à la télévision, que les seuls rapports qu'il a eus avec une quelconque organisation terroriste, furent avec les victimes desdits terroristes. A la question : « Victimes de qui ? », Engelmann devait préciser qu'il faisait allusion au parti nazi et notamment aux douze députés de la CDU qui ont été officiers de la SS. L'écrivain Gunter Grass s'est, quant à lui, préoccupé de savoir ce que pourraient penser les écrivains ou artistes qui ont voulu, ou qui ont dû quitter l'Allemagne de l'Est. La réaction a été aussi très vive à la foire de Frankfurt où certains écrivains ont parlé de « dépression politique » tandis qu'Heinrich Böll devait annoncer qu'il présenterait d'ici peu un petit livre intitulé : « Lettres pour défendre la République » où sont recueillis des essais de divers écrivains et intellectuels.

Schmidt à son tour dénonce les dangers d'une chasse aux sorcières

Le monolithisme idéologique de la classe politique allemande est-il en train de se fissurer ? Après les prises de positions du prix Nobel de littérature, Heinrich Böll, « la RFA est menacée par un bourrage de crâne mortellement dangereux », et de Gunter Grass : « la chasse aux sorcières a cours en RFA », un très vif débat a opposé au Bundestag, le parlement ouest-allemand, le leader de l'opposition chrétienne-démocrate, H. Kohl, au chancelier H. Schmidt.

Le parlement discute actuellement d'une série de projets de lois antiterroristes et déjà la semaine dernière, les députés ont adopté une loi imposant l'isolement total des terroristes incarcérés : ceux-ci pendant une durée de trente jours maximum, seront coupés à la fois de leurs camarades de prison, de leurs avocats et de leurs familles. Ce délai de trente jours est renouvelable, si la vie ou la liberté d'une personne est menacée par une organisation terroriste. A cette occasion, une vingtaine de députés sociaux-démocrates et libéraux ont refusé de voter cette loi. Parmi ces députés, Manfred Coppick expliquait ainsi son refus de vote : « Plus on impose de limites à la liberté d'expression, plus on restreint les facultés d'expression d'une société et plus on favorise la disponibilité de groupes isolés à avoir recours à la violence ».

Il semble que cet ébranlement ait été provoqué par la campagne sans précédent

menée par la presse ouest-allemande et l'opposition chrétienne-démocrate contre ce qu'ils ont appelé « *les pères spirituels du terrorisme en RFA* », lesquels furent dénoncés à cette occasion comme « *criminels de l'encrier* ». Heinrich Böll, Gunter Grass, ainsi qu'un certain nombre de théologiens dont Helmut Gollwitzer ou le pasteur Heinrich Albertz, accusés d'être « *aussi coupables que ceux qui commettent les attentats* ». En quelques jours, ces campagnes portaient leurs fruits empoisonnés. Le directeur d'un théâtre de Stuttgart, Klaus Peymann, voyait ainsi son contrat avec la ville non renouvelé, parce que pour des raisons humanitaires, il avait affiché dans son théâtre, une lettre de la mère de Gudrun Ensslin, demandant des dons pour payer les soins dentaires des membres de la RAF incarcérés. Ce directeur fut accusé par les députés chrétiens-démocrates du land de Bade-Wurtemberg, d'avoir par son geste, « *renforcé la puissance de la scène terroriste* ».

Un écrivain, Luise Rinser, a été par ailleurs, dénoncée par l'hebdomadaire à grand tirage *Quick*, comme « *une sympathisante des terroristes* », parce qu'en 70, elle avait rencontré Gudrun Ensslin et Andreas Baader à Rome. Enfin la radio bavaroise retirait brusquement de ses programmes à l'antenne, une interview de l'écrivain Heinrich Böll sous prétexte qu'elle était « *trop partielle* ».

L'écrivain y dénonçait l'atmosphère régnant en RFA, qui selon lui, conduit inévitablement à son isolement international. Il y révélait en outre, que l'appartement de son fils avait fait l'objet d'une perquisition sur simple dénonciation anonyme. Constatant qu'aucun homme politique en Allemagne, n'avait pris, à la suite de cette censure, la défense du prix Nobel Gunter Grass, dont le livre *Le Tambour* s'est vendu à un million d'exemplaires, et ami personnel de Willy Brandt, lança une mise en garde contre « *la chasse aux sorcières* ».

Jeudi au parlement, le leader de l'opposition H. Kohl, a dénoncé une nouvelle fois « *les sympathisants des terroristes* ». Il a nommé accusé Gunter Grass d'avoir « *semé la haine* » en déclarant que le retour au pouvoir du leader de la CSU, Franz Josef Strauss, ramènerait le pays au Moyen-Âge. Selon H. Kohl, la société ouest-allemande serait victime d'une trop grande tolérance à l'égard de tous ceux qui critiquent l'ordre social, politique et législatif actuel.

Ce malaise au sein de la coalition, est vraisemblablement à l'origine du coup de frein que le chancelier vient de donner à « *l'hystérie antiterroriste* ». Celui-ci a repris l'argument de Gunter Grass : « *La lutte contre le terrorisme ne doit pas déboucher sur une chasse aux sorcières* » et d'ajouter : « *La jurisprudence ne doit pas être abandonnée à un « Ku Klux Klan »... L'expression d'opinions contradictoires doit continuer à être possible en RFA* ». « *Celui qui critique ne doit pas être isolé* » a dit le chancelier, évoquant le cas d'Heinrich Böll. Coup de frein également en ce qui concerne l'arsenal des « *lois antiterroristes* » : le chancelier a ainsi révélé qu'il n'était plus partisan du projet de loi instituant la surveillance des conversations entre « *terroristes* » incarcérés et leurs avocats, alors que H. Kohl la considère toujours comme indispensable.

Le projet de loi de l'opposition, visant à interdire un certain nombre d'organisations de gauche et d'extrême-gauche, dont les trois organisations marxistes-léninistes, divise tout autant les rangs démocrates-chrétiens. Certains députés voudraient élargir ces interdictions au Parti communiste, d'autres, au contraire, craignent que cette mesure ne donne de nouvelles armes aux « *détricateurs étrangers de la démocratie allemande* ».

Serge JULY
(8 et 9 octobre 1977)

L'interview censurée d'Heinrich Böll

« Cette chasse aux sorcières est mortelle pour l'Allemagne »

Le prix Nobel de littérature, accusé d'être « un criminel de l'encrier » par la presse de Springer et par les leaders de la CSU et de la CDU, censuré le 27 septembre par la radio bavaroise

Le 27 septembre dernier, une quarantaine de policiers font irruption chez le fils du prix Nobel de littérature, Heinrich Böll, et entreprennent une fouille systématique de l'habitation en présence de l'écrivain, de sa belle-fille et de son petit-fils. Cette perquisition a eu lieu sur la base d'un coup de téléphone anonyme. L'auteur de *L'Honneur perdu de Katharina Blum* réagit aussitôt et dénonce dans une interview accordée à la radio bavaroise, les périls de cette nouvelle chasse aux sorcières. Mais, quelques minutes avant sa diffusion, l'interview est censurée. Nous publions ici le texte intégral de cet entretien.

— Heinrich Böll, on parle beaucoup surtout du côté de la CSU, d'une « matrice intellectuelle du terrorisme ». Selon la *Süddeutsche Zeitung*, une liste « noire » dont le député au Bundestag, Dietrich Spranger aurait révélé les noms, circulerait déjà : on y trouverait entre autres, le théologien Gollwitzer, le professeur Brückner, l'ex-chancelier Willy Brandt, votre collègue l'écrivain Günter Grass, ainsi que vous-même.

Heinrich Böll : Jusqu'ici, je me suis efforcé de suivre avec beaucoup de détachement le rituel des calomnies, que je voudrais vous décrire brièvement.

Tout commence par des articles publiés dans les journaux apparemment estimables de la chaîne Springer, signés par des délateurs qui ont encore un nom ou qui, du moins, ont leurs papiers professionnels en règle. De là, les calomnies se répandent dans les pages de la presse Springer, plus vulgaire, et on passe la main aux délateurs professionnels, le plus souvent anonymes. C'est le moment où interviennent les politiciens : les noms, les épisodes reproduits par la presse deviennent un prétexte pour imposer à l'opinion publique, leur profil politique. C'est ainsi que se produisent les épisodes tels que la lettre ouverte qui m'a été adressée par M. Schmidt-Vockenhausen. Evidemment, ils n'osent pas s'adresser à moi à travers *Das Bild* ou *Die Welt*. Mais ce n'est pas fini : au dernier moment, sont venus se joindre au cortège des diffamateurs, M. Albrecht, de la CDU, puis la *Deutsche Tagespost* et la *Bayern Kurier*. Et voilà que soudain, tout s'éclaircit. C'est le défilé des enfants de chœur avant la grand-messe. La messe, dans ce cas, c'était le congrès de la CDU de Munich au cours duquel M. Strauss n'a pas, bien sûr, appelé au lynchage ou à la justice « populaire », mais y fait tout de même allusion par

une sorte d'appel du pied dans cette direction.

Depuis trois semaines donc, j'assistais sans y accorder une attention particulière, à un rituel de ce genre. Jusqu'à hier — 27 septembre — quand j'ai pu voir le résultat concret d'une délation orchestrée. N'importe qui peut téléphoner à condition d'avoir vingt pfennigs en poche, n'est-ce pas ? N'importe qui a donc dénoncé mon fils, qui ne s'est jamais occupé de politique et ne s'est jamais exprimé sur ces sujets. En son absence, quarante policiers ont perquisitionné chez lui. Il ne s'agit pas maintenant d'observer froidement le déroulement du rituel, mais d'en analyser les conséquences qui ne me touchent plus moi seul, mais concernent désormais ma famille. Il faut envisager maintenant ce que nous allons faire, sur le plan juridique entre autres.

Supposons qu'à Munich, un délateur anonyme téléphone à la police pour dire que le fils de Strauss cache des armes dans son appartement. Mettrait-on aussitôt quarante policiers sur l'affaire ? Si c'est moi le mauvais sujet, pourquoi persécuter mes enfants ?

— Admettons que cette campagne de diffamation contre les artistes et les intellectuels de gauche trouve un écho favorable dans l'opinion publique. Une telle campagne ne va-t-elle pas alors dans le sens des terroristes dont l'objectif semble être de créer en Allemagne fédérale, une situation où la chasse aux sorcières l'emporte sur la raison ?

— Heinrich Böll : Naturellement. Si le but poursuivi par les « terroristes » était de chercher l'affrontement et la provocation, on peut dire qu'ils sont sur la bonne voie.

Nous — j'entends par là les gens pris pour cible aujourd'hui, Gollwitzer, Brandt, Grass, moi et d'autres — sommes toujours disponibles pour un dialogue. Mais c'est cela que, de toute évidence, on veut empêcher, l'exercice de la raison.

Bon, j'admets. Après l'opération policière d'hier, effectuée en présence de ma belle-fille et d'un petit enfant, je ne vois plus les choses froidement. J'imagine que la presse étrangère s'intéressera à mon cas. Naturellement, l'image de l'Allemagne deviendra plus belle, toujours plus belle...

LES MAUVAIS ALLEMANDS

— Justement, à propos de cette image de l'Allemagne, telle que la présente la presse

française ces derniers temps, quels peuvent être les effets d'une campagne qui désigne un homme connu du monde entier, prix Nobel de la paix — je parle de Willy Brandt — comme le « père » de la terreur, au moment même où l'on essaie d'effacer dans l'opinion publique étrangère, l'image du « mauvais allemand » ?

— **Heinrich Böll** : Je pense que si cela continue de la sorte, et si l'opinion publique allemande n'est pas en mesure d'effectuer un changement radical de son attitude, alors nous nous isolerons tout à fait. La République fédérale tombera dans un état de total isolement culturel ou spirituel, par rapport à l'Europe occidentale. Je voudrais dire encore une chose sur ce point : les rares Allemands qui, à l'étranger, échappent à la catégorie des « mauvais » Allemands, sont traités ici en Allemagne, devant leur propre peuple, comme les véritables « mauvais Allemands ». C'est une façon de procéder qui est à ce point perverse, à ce point insensée, qu'il faut vraiment se demander si nous sommes encore des hommes normaux.

— Ce qui à mon avis, est le plus effrayant, c'est la manière superficielle et simplificatrice avec laquelle on mène cette campagne contre les « corrupteurs des valeurs », les « empoisonneurs du langage », les « pères spirituels du terrorisme », accusés d'agir « par la plume et par les micros, du haut de leur chaire ».



Heinrich Böll (Photo Gamma)

— **Heinrich Böll** : Oui, tout cela me rappelle beaucoup la fin des années 20.

— Entre autres choses, c'est un climat qui a conduit à jeter les livres au bûcher, et avec eux, toute la pensée libre. Craignez-vous qu'on soit en train d'aller dans cette direction ?

— **Heinrich Böll** : Non, cela je ne le crois pas. A tout le moins, ce sera la liberté de marché qui l'empêchera. Non, il n'y aura pas de bûcher. Je me demande d'ailleurs si le démantèlement de la démocratie est encore bien nécessaire pour parvenir à certaines fins. Les gens sont tellement effrayés, et les mass-médias à ce point circonspects et prudents, qu'il n'est presque plus nécessaire de modifier les lois existantes. Tout fonctionne si fantastiquement bien... Même les journaux libéraux sont devenus tellement conformistes et prudents qu'il n'y a plus rien à faire.

UNE LEPRE

— Est-ce qu'il existe encore une possibilité de réagir, et quelle est celle que vous considérez comme la plus adaptée ?

— **Heinrich Böll** : Il n'y en a qu'une : et c'est que l'opinion publique cesse de se sentir intimidée, apeurée et circonspecte. C'est très facile d'intimider une minorité de vingt, trente personnes, ou même seulement de cinq ou six, comme maintenant. Il suffit de les appeler par leur nom. Mais ce qu'ils redoutent vraiment, ce sont les effets que tout cela peut avoir sur l'état d'esprit général de la nation. Au fond, nous attaquons ce problème avec un excès de rationalisme. Nous ne nous apercevons pour ainsi dire pas que ce qui est en face de nous, c'est une propagande psychologique à l'état pur. Et que nous sommes affrontés à une sorte d'épidémie de peste, de lèpre, provoquée par la chaîne *Springer*. Il s'en faut de peu pour que la presse nous transforme tous en lépreux, et en intouchables.

— Pourquoi justement maintenant cette campagne de calomnies personnelles ? Pourquoi le député de la CSU, Günter Müller, a-t-il choisi précisément ce moment pour proposer l'incarcération des « instigateurs » ? N'est-ce pas, peut-être, parce que les intellectuels et les artistes ont sous-estimé la réelle volonté de frapper les terroristes ? Ou bien s'agit-il simplement d'une bonne occasion que la droite utilise pour régler finalement son compte à la gauche ?

— **Heinrich Böll** : Je vois les choses d'une façon tout à fait différente. Je suis convaincu que le ton démagogique avec lequel on a abordé publiquement le difficile problème du terrorisme a, en dernière analyse, conduit à l'escalade actuelle de la violence. Vous savez bien que presque tous les procès contre les terroristes se sont déroulés au milieu de difficultés considérables, et que ces difficultés découlaient des campagnes excessives menées par une certaine presse.

En ce qui concerne les personnes qui ont été mises en cause, je n'en vois même pas une qui ait, ne serait-ce que de loin, prêché la violence, la terreur. Ce sont des accusations absurdes.

— Et pourtant Strauss doit bien avoir quelque chose de concret en tête, quand il parle d'« instigateurs habituels ». Probablement, il ne pense pas à une incitation explicite à la violence, mais à une sorte de justification, d'acquiescement.

— **Heinrich Böll** : Instigation spirituelle à la violence, dites-vous... On pourrait aussi retrouver la racine de la violence dans l'ancien

testament. Relisez attentivement. Pourquoi pas le *De bello gallico* qui appartient au bagage culturel de tout Allemand cultivé — qui n'est assurément pas une exaltation de l'esprit de conciliation et de paix ? Je ne vais pas citer toute la littérature occidentale, parce qu'alors, il faudrait censurer et interdire tout, vraiment tout... Toute la littérature occidentale est une incitation à la violence. Strauss et Müller ne parlent-ils pas le même langage que celui qui servait à prêcher les croisades ? Bien sûr, il est toujours permis de se demander dans quelle mesure il est possible que la littérature et la philosophie engendrent la violence. Mais, dans ce cas, il faut remonter très loin en arrière dans l'histoire. On ne peut pas s'arrêter, par commodité politique, à Karl Marx.

LES CHANCES DE LA RAISON ?

— Supposons qu'il soit encore possible de sortir de cette situation, en opposant aux campagnes viscérales contre les intellectuels l'effort de la raison. Dans ces conditions, êtes-vous encore en mesure d'entrevoir une possibilité de réagir, une chance de se défendre qui ne soit pas uniquement de caractère juridique ?

— **Heinrich Böll** : Les méthodes juridiques sont seulement l'aspect privé de la question. Plus généralement, je suis convaincu, par exemple, que de larges franges de la CDU et même de la CSU de Strauss sont disponibles pour comprendre les dangers qui se dissimulent derrière une telle chasse aux sorcières. Et le congrès même de la CSU à Munich, je l'ai interprété comme une tentative explicite de tirer les forces de la raison vers la voie de l'irrationalisme. Si c'est bien là la direction vers laquelle nous allons, si ce type de chasse aux sorcières devient populaire et permet de gagner des suffrages, alors je n'ai plus beaucoup de considération pour la raison. Et je ne lui accorde plus beaucoup de chances. Au point où nous en sommes arrivés, se rebeller devient la tâche des mass-médias, des journaux, de la radio et de la télévision. C'est d'eux que doit partir la contre-attaque. Ce sont eux qui ne doivent pas accepter les intimidations.

— Et quelle sera votre réponse ? L'écriture ?

— **Heinrich Böll** : Oui, je continuerai à écrire.

— Avez-vous l'intention de prendre, publiquement, position sur votre cas ?

— **Heinrich Böll** : Non, ce qui m'arrive ne m'intéresse pas. Je sais quel est le jeu qui est en train de se jouer. Il y a dix ans déjà que j'observe ce rituel. Mais, à partir du moment où ce sont les membres de ma famille qui sont visés, quand on crée un climat de chasse aux sorcières contre une famille entière, alors les choses changent. Cela signifie que je commencerai à me demander que faire, quelle attitude prendre dans l'avenir. Parce que tout prend une dimension complètement différente. Il est clair que quiconque veut s'engager politiquement, dans ce pays, doit tenir compte des inimitiés et même des calomnies. Il ne pourrait en être autrement, étant donné qu'il faut coexister avec un certain M. Springer. Mais, lorsque c'est la famille qui entre en jeu — et cela m'est arrivé plus d'une fois, je pourrais citer quatre ou cinq cas de membres de ma famille qui ont été mis en cause de la pire façon — alors je ne sais vraiment plus ce qui reste à faire et quelle voie il faut adopter pour se défendre, si l'opinion publique ne se rend pas compte que cette intimidation psychologique est mortelle pour l'Allemagne.

(Traduction Libération)

(NDLR. Les intertitres sont de la rédaction).

(10 oct. 1977)

Le cinéaste Wim Wenders

« Le cinéma allemand
est en danger »

En RFA, nous nous occupons nous-mêmes de la distribution, de la programmation, de la publicité. Nous formons une coopérative de cinéastes, le Filmverlag der Autoren de Munich, depuis sept ans. Nous étions quinze au départ, nous ne sommes plus que cinq dont Fassbinder et moi. Récemment, il nous manquait une énorme somme d'argent et l'éditeur du *Spiegel* est devenu l'actionnaire majoritaire. Nous avons des accords avec des salles indépendantes mais la majorité des circuits de cinémas appartient aux compagnies US. Sans cette coopérative, nous aurions pu produire quelques films, mais personne ne les aurait vus.

Depuis quelque temps, des cinéastes allemands s'expatrient, prétendant qu'ils ne peuvent plus travailler en RFA. Je crois que leurs raisons sont plus personnelles que politiques. C'est comme Lubitsch avant-guerre, il n'a pas quitté l'Allemagne à cause du nazisme, mais parce qu'Hollywood offrait de meilleures conditions de travail, Fassbinder, c'est pareil. Dans une interview à *Newsweek*, il racontait qu'il partait aux USA parce que la télévision allemande le censurait, refusait sa série télévisée pour antisémitisme. Il prétendait que les autres cinéastes s'étaient désolidarisés de lui. C'est inexact, tout le monde l'a soutenu. Je ne suis pas certain que dans un autre pays il aurait pu réaliser trente films en huit ans comme il l'a fait en RFA. Je ne crois pas à l'indépendance que procurerait les gros budgets : aux USA, même quelqu'un comme Scorsese a des problèmes de financement.

Bien sûr, actuellement en RFA, on note le succès de *Hitler, une carrière*. Un film qui, pour moi, relève d'une naïveté politique étonnante et d'un manque de connaissance historique : le nazisme réduit à l'esthétisme. A gauche, on remarque une attitude totalement émotionnelle, romantique, envers le terrorisme. L'opposition se concentre uniquement sur le nucléaire. Mais je ne crois pas que la situation actuelle ait le moindre rapport avec le nazisme. Je ne trouve pas la situation dangereuse mais déprimante.

Après l'euphorie des années 60, il naît un état de dépression. Les Allemands n'ont pas cette légèreté des Français, ni le stoïcisme des Anglais, qui s'habituent à vivre avec plus d'un million de chômeurs. Les Allemands ont peur et cette peur augmente le besoin d'un Etat, d'un Etat fort. Mais évoquer le passé, rappeler le nazisme, c'est rationaliser à l'excès une situation encore peu claire.

En ce qui concerne le cinéma, il n'y a jamais eu autant de jeunes cinéastes, avec autant d'idées. On pourrait comparer cela avec les débuts de la Nouvelle vague en France. Mais le système d'aide va s'orienter différemment : plus d'argent pour moins de films, c'est-à-dire un système de best-sellers. Cette politique liée à la récession économique peut détruire tout le cinéma allemand.

Propos recueillis par
Jérôme BETH et
Jean-Marcel BOUGUEREAU

(28 septembre 1977)



« L'Ami américain », un film de Wim Wenders. (DR).

Le cinéaste Volker Schlöndorff

« Une diffamation de l'esprit critique »

Le réalisateur allemand Volker Schlöndorff est assez bien connu en France où plusieurs de ses films ont été diffusés : (*Les désarrois de l'élève Törless*, *La soudaine richesse des pauvres gens de Kambach*, *Feu de paille* et *L'honneur perdu de Katharina Blum*). Ce n'est certainement pas un extrémiste : il a notamment participé, lors des dernières élections en RFA, à un *Comité d'électeurs pour le SPD* (sans appartenir lui-même à ce parti). Il avoue lui-même qu'il se sent « plutôt bien » en RFA : mais il s'est récemment demandé s'il ne viendrait pas passer quelques jours en France ...

Libération : Pourrais-tu faire un rapide portrait de l'actuelle situation en RFA, pour un français qui n'y connaîtrait pas grand chose ?

Schlöndorff : ...

Libération : Ça risque d'être le cas de beaucoup de lecteurs de *Libération*...

S. : Mais c'est justement le reproche que nous pouvons faire ! Nous sommes supposés être parfaitement informés sur l'Italie ou la France mais le chauvinisme français en particulier le chauvinisme des gauchistes français, consiste à ne pas s'informer sur l'Allemagne, en détail sur l'Allemagne. Et cela, nous, intellectuels allemands, nous ne sommes pas faits pour le pallier... Nous parlons de notre truc en connaissance de cause et nous supposons que les autres s'informent autant qu'il est nécessaire pour pouvoir parler et ne pas s'en tenir à des portraits grossiers comme quelqu'un qui n'y connaît pas grand chose ...

Je trouve que le portrait qu'on fait est toujours beaucoup trop grossier : on dit « l'Allemagne Fédérale », un point c'est

tout ... On ne différencie pas entre Chrétiens-démocrates, Chrétiens sociaux-démocrates et Libéraux... Il y a pourtant une énorme différence ! Si nous avions un gouvernement CDU-CSU tout serait très différent. D'une part, ce serait pire parce qu'ils iraient beaucoup plus loin dans la répression et beaucoup plus allègrement ; d'autre part, ce serait mieux parce qu'il y aurait une opposition des sociaux-démocrates et des syndicats qui, forcément, prendraient position contre ce genre de mesures gouvernementales si elles étaient appliquées par les Chrétiens-démocrates. Le paradoxe, c'est qu'on a un gouvernement social-démocrate qui fait une politique chrétien-démocrate.

Libération : C'est souvent le cas des gouvernements « de gauche ».

S. : Et ils se sont laissés pousser dans leur vieille habitude de toujours se limiter vers la gauche et non vers la droite : les exclusions se font toujours à gauche, à commencer par le « Berufsverbot », ce qui, maintenant, ne leur permet pas de prendre une position nette contre, par exemple, cette diffamation de l'esprit critique d'une façon générale. Ce ne sont pas seulement des intellectuels qui sont menacés, c'est tout esprit critique, même de critique pratique, qui peut se manifester dans une entreprise, dans une librairie ou partout. Tout cela est considéré comme suspect, au lieu d'être encouragé.

Libération : Il y a tout de même eu, au sein du SPD, un début de freinage. Je pense aux seize députés qui ont refusé d'approuver les dernières mesures répressives.

S. : Oui, bof ... Ceux qui sont au Parlement, déjà, ils ne freinent pas beaucoup ... Mais la social-démocratie, c'est tout de même surtout une structure extrêmement répartie dans le pays, ce sont surtout des cadres moyens et inférieurs du parti qui sont en place et je pense que là il y a beaucoup plus de résistance que ces seize sur deux cent quatre vingt ...

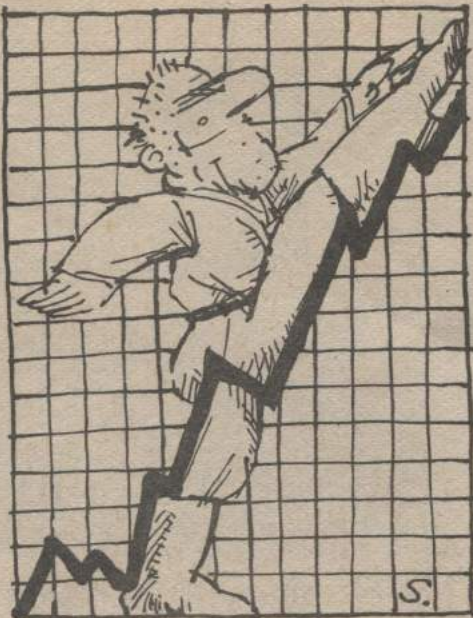
Seulement, ce freinage ne peut pas fonctionner à fond, parce que, pour cela, il faudrait renverser toute la politique qu'ils ont faite depuis quatre ans, la politique intérieure surtout. Il faudrait renverser leur prise de position dans le « Berufsverbot », dans les lois sur les avocats, sur les limitations du droit à la défense, sur le 88A (1) ...

(La conversation est interrompue par l'arrivée de Dany Cohn-Bendit. Il est question de bouffer, « mais de toutes façons, à 7 heures on regarde les informations » dit Schlöndorff. Grimace de Dany. Je commente : « C'est un principe de Dany de ne jamais écouter la radio, de ne pas lire de journal et de détester la télévision ». Schlöndorff réplique : « Il a bien raison ! Mais quand ce sont des événements « live » comme maintenant, c'est le côté spectacle qui m'intéresse ».)

Libération : Quelle chance tu vois pour la gauche ? Quelle politique préconiserais-tu ?

S. : Ça, je ne sais pas du tout ! Tu vois, Dany fait de la politique professionnellement, moi je fais des films professionnellement : je vois ça dans mon secteur, comment est-ce que je peux travailler, ou des choses comme ça ...

Ce que je vois, ce sont, par exemple, les médias qui se ferment, les télévisions ... C'est logique : dans une campagne comme ça, on ne peut plus compter sur des subventions pour des œuvres critiques. Pour quelque travail que ce soit. Cela ne m'atteint d'ailleurs pas personnellement - quand on a acquis une position assez assurée, on n'est pas tellement en danger. Mais cela vaut beaucoup plus pour



des tas d'autres gens, qui par exemple voudraient faire maintenant un film politique : c'est exclu.

Libération : Tu peux donner des exemples précis ?

S. : Hé bien, il y a Peter Schneider. Je crois qu'on a traduit son livre en français « *Te voilà maintenant un ennemi de la constitution* ». Il a écrit un scénario formidable sur un gars qui écrit dans une occupation de maison. Ce scénario a été approuvé par tout le monde. Il y a trois mois encore, tout le monde était d'accord pour le faire. C'était Reinhardt Hauf qui devait faire la mise en scène. Il y a exactement une semaine, tous les crédits ont été coupés, la télé ne veut plus le faire, la subvention a été refusée sous prétexte que dans les circonstances actuelles, c'était trop difficile d'en parler ...

Mais encore en-dessous de ça, il faut voir tous les gens qui ne commencent même plus à écrire une histoire politique, qui se disent eux-mêmes : « *C'est pas la peine de penser à un film politique puisque de toute façon, ce ne sera pas finançable* » ... Et puis on se dit : « *Puisqu'on ne peut pas faire de film là-dessus, ni écrire là-dessus est-ce même bien la peine d'y penser ?* ». Et peu à peu on s'arrête de penser et c'est exactement le but recherché ...

Dany : Il y a toute une échelle qui descend, descend. La tactique c'est de menacer en haut et d'arrêter en bas ...

S. : Et on obtient des gens parfaitement administrables, des gens qui ne pensent plus politique ... Le marché qu'on leur propose, c'est le suivant : « *Non seulement vous ne parlez plus de politique, mais vous ne vous en occupez plus, vous n'y pensez plus ; laissez faire ça par les technocrates, ils savent mieux le faire que vous. En échange, on vous garantit une sorte de bien-être matériel pépère et cætera* ». Celui-ci d'ailleurs, ne fonctionne pas parce qu'ils ne peuvent le garantir que pour ceux qui ont du boulot ...

Dany : On garantit le bien-être à l'Allemagne contre le Tiers Monde ... On vous met en main le marché suivant : un niveau social qui n'est pas réalisable au stade mondial donc, en échange de l'interdiction de penser, on vous assure qu'on réprime tout dans le monde pour que votre niveau social soit maintenu ...

S. : A mon avis, même dans de telles campagnes, ils ne font que focaliser une peur qui est là ; ils la focalisent maintenant, disons, sur l'esprit critique en général. Mais la peur, elle est bien là, ça c'est certain.

Dialectiquement, il est très explicable que ce soit le pays le plus riche du monde qui ait le plus peur : c'est logique. Ils ont peur qu'on leur prenne quelque chose et ça c'est une peur très réelle parce que, consciemment ou pas, à mon avis inconsciemment, les gens sentent que ce n'est pas normal qu'eux aillent si bien alors que le reste va si mal ... Alors même qu'eux ne travaillent pas plus que les autres, ça ils le savent ...

Il y a donc le sentiment un peu confus que quelque chose ne colle pas : s'il se trouve que quelque chose est à notre avantage, n'allons pas trop chercher pourquoi, n'éveillons pas les chiens qui dorment. D'où la volonté de mettre des murs des trois autres côtés de la République Fédérale ... Seulement, ils ne peuvent pas le faire puisque leur économie vit sur l'exportation ! Du coup, c'est terrible : panique, panique ... Alors, il faut chercher l'ennemi à l'intérieur ...

Dany : C'est là que la RAF joue un rôle prédestiné ... Elle offre une cible toute faite !

S. : Et d'autant plus que la RAF clame sur le papier qu'elle veut établir la relation avec le Tiers monde. Ce qui est un marché de dupes et une arrogance inouïe, parce qu'ils ne s'en sont jamais préoccupés le moins du monde ...

Propos recueillis par Gérard DUPUY

(1) Article qui limite les droits d'impression, d'édition et de diffusion en RFA.

(3 nov. 1977)

Le poète Erich Fried

« La vague d'injustices et de brutalités officiellement légalisées qui déferle en RAF »

Erich Fried est, de l'avis général, l'un des cinq ou six grands poètes de langue allemande à l'heure actuelle. Il s'est vu décerner à l'occasion de la récente foire des Livres de Francfort, le « Prix des sept » (1). A ce prix était associé le poète afrikaner Breyten Breytenbach, qui purge actuellement une longue peine de prison pour ses activités politiques hostiles à la dictature blanche en Afrique du Sud. Lors de la réception de son prix, Erich Fried a tenu à citer un autre poète emprisonné, l'Allemand Peter-Paul Zahl.

— **Libération :** Erich Fried, vous figurez sur la fameuse « liste noire » publiée par le parti chrétien-démocrate et intitulé : « Le terrorisme en RFA, un choix de citations ». Qu'en dites-vous ?

— **Erich Fried :** Oh, j'y suis en très bonne compagnie ! Mais je ne dirais pas que la CDU en tant que telle est contre un Etat démocratique et contre la justice, même si certains de ses membres mal intentionnés estiment qu'on ne peut être à la fois à la CDU et pour la liberté et la démocratie. Et je pense évidemment que les gens qui ont publié ce pamphlet honteux sont des ennemis de la liberté et de la démocratie...



Un meeting de préparation du tribunal Russel. A la tribune, W. Biermann (2° à d.), J.P. Vigier (3°), Erich Fried (5°) (Günther Zint)

Si la liberté n'inclut pas le droit pour chacun d'être d'une opinion divergente de ceux qui prétendent fixer les normes de la liberté, alors celle-ci n'est plus la liberté, selon le mot de Rosa Luxembourg.

Mais pour Vogel (le Vogel président du Bundestat ; l'autre Vogel, ministre de la Justice, ne vaut guère mieux, mais ce léger mieux fait tout de même une différence appréciable), ce Vogel donc, a dit : « Dans l'intérêt de la liberté, nous ne devons laisser aucune liberté aux ennemis de la liberté... »

MAC CARTHY SE PORTE BIEN EN RFA

— Mais le premier qui a prononcé cette phrase est le révolutionnaire Saint-Just...

— Oui... Mais Saint-Just a fait demi-tour : dans son dernier discours — qu'on ne lui a pas laissé le temps de terminer — il n'avait plus les mêmes vues qu'avant ! Et, contre cela, il y a l'idée d'un autre Français : la division des pouvoirs. Mais celle-ci est bien absente des préoccupations des obscurantistes et des menteurs qui ont rédigé ce pamphlet de la CDU...

Si je n'ai jamais été un ennemi de la liberté, pas plus que de la démocratie, par contre, j'ai été une victime du fascisme... Ma famille a été envoyée à la chambre à gaz et mon père assassiné par la Gestapo (soit dit en passant, il n'avait aucune activité politique)... C'est à cette époque que j'ai décidé si je restais en vie, de toujours lutter contre les barbaries de cette sorte. Et je l'ai fait, que ce soit contre les nazis, contre la guerre du Viet-Nam ou bien contre mes amis juifs, quand ils ont traité les Palestiniens d'une manière fort semblable à celle dont ont usé les nazis envers eux-mêmes, la « solution finale » en moins... Et aujourd'hui, je suis contre la « rebarbarisation » de la RFA et contre le « démontage » de la démocratie qui s'y produit.

Je suis aussi opposé à l'idiotie de la lutte armée du groupe Baader-Meinhof et du « 2 Juin » et je l'ai déjà écrit. Mais il ne faut pas oublier que cette idiotie est notamment consécutive à la vague d'injustices et de brutalités officiellement légalisées qui déferle en RFA. Le quotidien britannique de Manchester *The Guardian* — pourtant très prudemment bourgeois — a pu écrire : « Mac Carthy est toujours vivant, il se porte bien et vit en Allemagne », et rapporter, horrifié, l'actuelle chasse aux sorcières. C'est très significatif car quand les Anglais s'aperçoivent que quelque chose va mal en Allemagne, il est générale-

ment trop tard — j'espère que ce ne sera pas le cas cette fois-ci, mais je suis très inquiet...

REFUSER L'ALTERNATIVE LUTTE ARMÉE OU ÉMIGRATION

— Vous renvoyez dos à dos la guérilla urbaine et le gouvernement ?

— Peut-être n'aurais-je pas dû nommer la RAF et le Mouvement du 2 Juin (les deux mouvements de lutte armée en question) dans le même souffle que les gens de la CDU capable de telles choses que ce pamphlet. Parce que si des deux côtés ils sont nocifs, si la RAF et le « 2 Juin » ont pu commettre crimes et enlèvements, du moins, je crois que les gens de la RAF et du « 2 Juin » (et même s'il faut combattre leurs activités) ont une honnêteté subjective — quand bien même imbécile — que n'ont pas les bâtards de la CDU... Si ceux-ci pouvaient faire leur chemin, ils se rendraient en peu de temps coupables du meurtre de la démocratie allemande. Et cela implique qu'ils tuent beaucoup plus de gens que la RAF et le « 2 Juin », avec toute leur idiotie et leur aliénation, n'en ont jamais tués, par exemple en ruinant la subsistance économique de certaines personnes et en les poussant au suicide... Voilà pourquoi il était offensant pour la RAF et le « 2 Juin » — malgré tout le mal que je pense d'eux — de les avoir cités à côté de ces personnes inqualifiables — que je n'aurais pas dû appeler bâtards, ce qui, à l'origine, ne signifie que « fils ou fille légitime »...

— Vous vivez habituellement à Londres. De nombreux intellectuels germaniques vivent en quasi-exil, par exemple Hanke, Böll, lui-même a déclaré dans son discours de réception du prix Nobel, qu'il espérait pouvoir échapper à l'exil, ce qui prouve tout de même qu'il y pense...

— Je vis principalement à Londres depuis 1938 — le 5 août 1938 — après l'occupation de l'Autriche, où je suis né, par les nazis. Voilà pourquoi ne je vis pas en Allemagne : n'étant pas Allemand, j'y vivrais sous la menace continue d'une expulsion, comme mon collègue Reinhardt Lauter, qui a un passeport américain et auquel on a répété qu'il devait s'en aller...

Il n'est pas impossible que Böll doive, lui aussi, partir, si la campagne actuelle se poursuit. Il souffre beaucoup de cette campagne indécente, de ces tours de cochons, dirais-je, si ce n'était pas injurieux pour ces animaux exploités et massacrés par les hommes...

— Voici une phrase tirée d'un éditorial de *Pflasterstrand*, le bi-mensuel des « sponti » de Francfort. « On a besoin d'un ennemi intérieur et ainsi on place, lentement mais sûrement, ceux qui désirent changer la vie dans ce pays, devant l'alternative : émigration ou bien lutte armée »... N'êtes-vous pas d'accord ?

— Pas complètement. D'abord : « lentement mais sûrement » n'est plus correct, à cette heure... On est passé à la vitesse supérieure, en un rien de temps, et ça va très vite. Et puis j'espère que les gens n'accepteront pas l'alternative : « Lutte armée ou émigration ».

— Mais les rédacteurs de *Pflasterstrand* non plus ne l'acceptent pas...

— Eux non plus, en effet. Je trouve que l'émigration intérieure — quelles qu'en soient les incertitudes — ou même l'emprisonnement, comme Peter Paul Zahl, sont de loin préférables à l'illusion d'une lutte armée à laquelle les gens qui devraient être concernés au premier chef, s'abstiennent de participer.

LA « MAUVAISE ÉDUCATION » DES ALLEMANDS

— Comment expliquez-vous qu'une telle « brutalité » existe en Allemagne ?

— Il ne faut surtout pas oublier la terrible « mauvaise éducation » des Allemands — et pas seulement à travers la presse *Springer* ; de nombreux autres journaux y participent, y compris la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ; à cela s'ajoute le contrôle croissant exercé sur les autres mass-média — où pourtant, de nombreux rédacteurs, que ce soit dans les radios ou les télévisions, demeurent profondément opposés à cette manipulation.

Cette campagne de « désinformation » a été diligentée pour produire chez les gens une hystérie et une haine irrationnelle à l'égard de tout ce qu'ils ne comprennent pas. De plus, il n'y a pas, en RFA, de gauche puissante. C'est dans ce contexte que s'incrinvent des actions aussi désespérées que la lutte armée — ou ce qu'ils croient sincèrement être une lutte armée. S'il y avait une gauche réellement puissante et présente, alors toute la « scène » serait changée et des personnes comme Ulrike Meinhof ou Horst Mahler ne se seraient jamais engagées dans ce cul-de-sac de desperados.

— Mais cela aussi demande une explication...

— On peut envisager plusieurs raisons. D'abord cette vieille histoire : il n'y a pas de traditions démocratiques en Allemagne, mais un autoritarisme à toute épreuve - à commencer dans l'éducation des enfants et les relations interpersonnelles ...

Après la guerre, les nazis (qui aiment leurs enfants à peu près comme tous les parents aiment leurs enfants) étaient peu nombreux à vouloir élever leurs enfants dans une optique proprement nazie - et d'abord parce qu'ils ne voulaient pas qu'ils aient à en souffrir. Mais tous les nazis - ou presque tous - croyaient que l'éducation consiste essentiellement dans l'exercice de l'autorité. Aussi devaient-ils mentir à leurs enfants sur la vérité de l'hitlérisme - par crainte de perdre leur sacro-sainte autorité et de voir leurs enfants devenir des « criminels ». Il y a là un système à double jeu : le mensonge sur le nazisme garantit la persistance de l'autorité et celle-ci en retour garde la vérité du nazisme dans l'ombre. Et c'est ce qui a empêché depuis trente ans les Allemands d'apprendre réellement toutes les leçons de l'histoire.

UNE POLITIQUE MEURTRIERE

— Il y a quelque chose de clair pour quelqu'un qui arrive de France : à première vue, la bourgeoisie allemande paraît moins menacée que son homologue française. Or elle réagit beaucoup plus durement ...

— En effet, la bourgeoisie allemande semble beaucoup plus en sécurité. Pour expliquer ses réactions, il faut tenir compte du contexte international. Dans un environne-

ment de crise et avec une évolution de la politique américaine, notamment avec Carter, le rôle de la RFA est en train de changer : d'alliée et servante traditionnelle des USA, elle est mise en demeure d'exister comme puissance pour son propre compte. De là le recours à une politique « d'axe » - les choses se retrouvent - avec le Japon, le Brésil et enfin l'Iran. Mais ce redéploiement, qui est relativement risqué, nécessite une parfaite « sécurité » intérieure. Et tout se passe comme si cela impliquait l'écrasement de toute espèce d'opposition ou de contradiction à l'intérieur. Ces mesures prises à l'intérieur, qui sont essentiellement préventives, sont destinées à se garder les mains libres à l'extérieur.

A ce propos, on peut faire une remarque : cette politique d'axe, sans même parler des terribles conséquences possibles de l'exportation de technologie nucléaire à destination de dictatures, est d'ores et déjà sanglante. La coopération de la police allemande avec la police politique secrète du Shah, la Savak, a fait couler beaucoup plus de sang et causé infiniment plus de tortures que toutes les actions dites terroristes. Des opposants au Shah ont été abattus en RFA, des familles d'opposants prises en otage et torturées en Iran, parfois mises à mort. Et cela avec la bénédiction du gouvernement allemand. Mais qui en parle ?

Propos recueillis par Gérard DUPUY
(2 nov. 1977)

(1) Une anthologie d'Erich Fried sera publiée prochainement par les Editions Christian Bourgois qui éditent également Breyten Breytenbach.

Le psychologue Peter Brückner

« Me voilà maintenant un ennemi de l'Etat »

Libération : Pouvez-vous vous présenter rapidement à des lecteurs français qui ne savent pas qui vous êtes ?

Peter Brückner : Bon ... Je suis professeur à l'université de Hanovre, en Basse Saxe. Au cours des dix ou douze dernières années, nous avons essayé d'y développer une sorte de psychologie matérialiste qui, dans l'état actuel des choses, ressemble plutôt à de la sociologie ou de l'histoire qu'à de la psychologie dans le sens traditionnel ...

Je fais partie de ces professeurs qui ont trouvé leur place, leur place politique, au sein du SDS (1) ou à ses côtés ; depuis 1965, j'ai donc été engagé dans le mouvement dit de contestation étudiante - qui, bien entendu, ne concerne pas seulement des étudiants. A partir de 1968, j'ai commencé à publier des études plus ou moins longues sur l'évolution psycho-sociologique sur je ne dirais pas « l'Allemagne de l'Ouest », ce qui serait tenu pour une preuve de déloyauté à l'égard de l'Etat, donc : sur la « République fédérale ».

En 1971, on m'a soupçonné d'avoir accordé quelque assistance à Ulrike Meinhof ...

Libération : Elle était une de vos étudiantes ?

P.B. : Non, non ... On m'accusait de lui avoir prêté asile ... A cette occasion, j'ai été

suspendu, interdit d'enseignement comme de recherche à l'Université ...

Libération : Même la recherche vous était interdite ?

P.B. : Oui, dans la mesure où j'aurais eu besoin du matériel de l'Université, locaux et bibliothèque etc ... Pendant un an et demi.

LA « LOYAUTE AUX AUTORITES ETATQUES »

Libération : Et maintenant, il y a l'affaire « Mescalero » ?

P.B. : Oui, la brochure Mescalero mais aussi une interview que j'ai donnée à un journal hollandais. L'accusation retenue contre moi, c'est ce que nous appelons « Staatsfeindschaft ». En clair : je manque de loyauté vis-à-vis de l'Etat, non vis-à-vis de la constitution ... Et cela représente un pas en avant : il était jusqu'à maintenant possible d'infliger un « Berufsverbot » sous prétexte d'infraction à la Constitution ; mais on me reproche mon manque de loyauté aux autorités étatiques ... C'est toute une tendance qui se développe ... A l'origine de la campagne de la CDU, donc, l'affaire Mescalero et cette interview où je déclarais que certaines des racines du terrorisme doivent être recherchées dans la répression étatique elle-même ...

Libération : Ce qui est interdit ?

P.B. : En effet !

Libération : Voulez-vous expliquer cette « affaire Mescalero » ?

P.B. : Après l'assassinat du procureur général Buback, un étudiant anonyme de l'Université de Göttingen a publié un court article « Buback, un article funéraire » dans un journal étudiant. Dans cet article, il commente ses impressions sur la mort de Buback. Commencant par se réjouir, il poursuit par une réflexion sur ses propres sentiments et ses propres associations, sur sa manière de réfléchir ses propres fantasmes de violence (qui peuvent se ramener à une sorte de constance statistique), et petit à petit, toute son attitude change. Il conclut : « Nous, la gauche, nous n'avons pas à agir comme Al Capone nous n'avons pas à tuer des personnes. Le terrorisme fait fausse route. Les tueurs détruisent nos fins. »

LA CRIMINALISATION DES SENTIMENTS

La bourgeoisie allemande a littéralement explosé en imprécation contre cet étudiant : police en arme à Göttingen, procès contre le journal, sous la houlette du Ministre fédéral de la Justice ... Il était interdit de publier ou de republier ce simple petit article ! Quarante huit professeurs allemands acceptèrent alors de s'en faire les éditeurs.

Le public devait avoir la possibilité de lire la totalité de l'article, pas seulement les petits passages incriminés. C'est pourquoi nous l'avons republié.

Du coup, nouvelle explosion de la bourgeoisie contre ces professeurs. Il y a eu une différence de conduite entre les sociaux-démocrates et la CDU. Tandis que les premiers se contentaient de « discussions » officieuses avec les professeurs placés sous leur autorité, en Basse Saxe, le gouvernement CDU déclarait une sorte d'état d'urgence. Dans ces conditions, j'ai publié une brochure « L'affaire Mescalero » et j'y critiquais l'attitude du gouvernement. Du coup, peut-être me va-t-il falloir quitter l'université ...

Libération : Les autres professeurs ont dû signer une sorte de « déclaration de loyauté » ?

P.B. : Le ministre leur a en effet envoyé une sorte de « déclaration de loyauté à l'Etat ».

Libération : A l'Etat, pas à la constitution ?

P.B. : Oui, spécialement vis-à-vis de l'Etat. Ce n'est absolument pas explicite, mais ça se comprend ... Le deuxième point est une condamnation de la violence - toute espèce de violence ... Ils étaient mis en demeure de signer ou de démissionner. Sur les conseils de leurs avocats, ils ont signé pour ensuite protester contre ce procédé. Mais le ministre s'est à nouveau retourné contre eux ...

Libération : Vous n'avez pas signé ?

P.B. : Le fait est que j'avais déclaré publiquement que je ne le ferais pas et écrit les raisons pour lesquelles je ne le ferais pas. Ainsi, on ne m'a pas envoyé la déclaration, à la surprise de mes avocats. J'ai droit à un traitement particulier ...

Libération : Toute cette « affaire Mescalero » n'est-elle pas une tentative de criminaliser les sentiments, non plus seulement les actions et les pensées, mais aussi les sentiments ?

P.B. : C'est mon avis, comme je l'ai expliqué dans la brochure. Mais le gouvernement m'a rétorqué que c'était là une nouvelle preuve de mon manque de loyauté vis-à-vis de l'Etat ... Car les décisions juridiques de celui-ci sont censées être, par essence, étrangères à quelque chose comme la « criminalisation » des sentiments ! Et ainsi, même ce simple fait, constater cette

criminalisation des sentiments ou des émotions, vient servir de pièce d'accusation dans mon procès ...

C'est tout de même fantastique ! Et on voit ce qui nous attend si la majorité vient à changer et que nous ayons un gouvernement CDU-CDS. J'imagine qu'il ne me resterait qu'à émigrer ! Et je ne suis pas le seul ... On voudrait pouvoir en rire, si ce n'était pas si dangereux, rire de toute « cette niaiserie allemande » ... Et le danger vise tout le monde : socialistes, communistes, anarchistes, gauchistes, même certains libéraux, enseignants, étudiants, travailleurs ...

Libération : Pouvez-vous essayer de décrire l'évolution de la gauche allemande depuis le 2 juin 1967 jusqu'à aujourd'hui ? L'influence de la guérilla urbaine sur la gauche et le sens qu'on peut lui donner - ce qui est, plus ou moins, le sujet de vos livres ?

P.B. : Le développement de ce qu'on appelle le « terrorisme » - c'est-à-dire le mouvement du 2 juin et la RAF - a bien entendu profondément influencé la gauche. Ainsi l'Etat autoritaire développe actuelle-

ment ses forces en utilisant le terrorisme comme source et ressource de sa volonté de réprimer et de supprimer tout mouvement social alternatif en Allemagne de l'Ouest ...

Mais, même pour ce qu'il est de la situation à l'intérieur de la gauche, on assiste à une très grande polarisation : une infime fraction choisit une sorte de radicalisation extrême à rebours de l'immense majorité engagée dans le voie du légalisme.

Dans les années 1957-58, vous avez eu, en France, une tentative de soutien au peuple algérien, par exemple autour de Jeanson. A l'époque Jean-Paul Sartre avait fait connaître son approbation et sa défense de Jeanson. Mais quand Sartre écrit presque les mêmes mots et les mêmes phrases pour défendre la RAF, il rate une petite différence : la RAF s'est engagée dans une identification abstraite avec les mouvements de libération nationale armée d'Amérique du Sud puis des Palestiniens. L'impérialisme allemand, qui bien entendu existe, est qualitativement différent du vieux colonialisme français et ainsi l'identification de la RAF avec les mouvements militaires du Tiers monde reste abstraite.

D'autre part, nous n'avons en RFA, que bien peu de traditions de résistance. Pour une large part, nous devons interpréter ce qu'on appelle le « terrorisme » à l'intérieur du cadre de référence donné par les traditions nationales, la mentalité de la population, etc ... C'est pourquoi il convient d'analyser ledit « terrorisme » en Allemagne de manière très différente du mouvement algérien.

Libération : Comment la RAF est-elle possible, je veux dire psychologiquement possible ? Qu'est-ce qui rend possible l'existence d'un mouvement de « desperados » ?

P.B. : « Desperados » ce mot est trop péjoratif ... La première génération de la RAF - Baader, Meinhof, Ensslin, Raspe, Mahler - je ne peux pas oublier qu'ils ont été des amis et des camarades. Par simple sentiment de loyauté à cette amitié, je me refuse d'employer des mots comme « desperados » ...

Pour expliquer leurs décisions, il ne faut à aucun prix oublier l'accumulation d'expériences négatives avec les autorités de l'Etat et l'administration. Ces dernières ont amputé les uns après les autres les champs d'activités légaux de la gauche allemande. Souvenez-vous, par exemple : Ulrike Meinhof militait dans des groupes branchés sur l'urbanisme, en collaboration avec les jeunes dans ces déserts modernes qu'on appelle nos villes. La police les a harassés, les expulsant des quartiers par la force et mettant fin, par la violence à une expérience légale ...

En outre, la presse allemande tout spécialement la presse Springer a transformé le mouvement étudiant, en particulier son aile gauche, en une espèce de « juifs » modernes. Tout cela, joint à l'absence d'un mouvement ouvrier puissant et à celle d'un Parti communiste fort, a placé les hommes et les femmes de gauche dans une situation toujours plus désespérée. Là-dessus est arrivée la guerre du Viet-nam et nous ressentions presque physiquement la nécessité d'agir contre la machine de guerre américaine - et vous savez que c'est ainsi que la RAF a commencé ...

Elle a poursuivi la politique anti-impérialiste du mouvement étudiant, mais d'une manière qu'on peut dire abstraite. Peu à peu, cette petite minorité a perdu tout lien avec l'ensemble de la gauche allemande ...

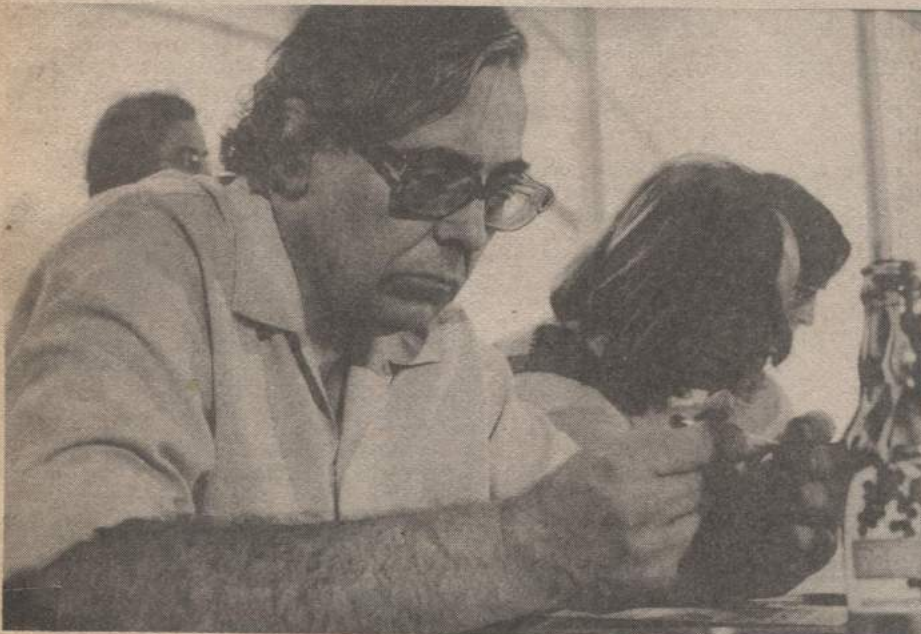
Il faut considérer tous ces facteurs pour comprendre ce qui s'est passé. Mais, bien sûr, après avoir pris la décision de se lancer dans des actes de subversion illégaux et « militaires » contre la société bourgeoise et la guerre impérialiste, ce qui implique aussi de vivre dans la clandestinité, les membres de la guérilla ont été confrontés à un processus de transformation, tant sur le plan des idées, de la réflexion théorique que, peut-être sur celui de leur conduite personnelle, de leur émotivité.

Permettez-moi d'ajouter une remarque « apolitique » : je ressens très durement le fait que, de nos jours, de très jeunes gens - vingt ans ou guère plus - se trouvent engagés dans des activités qui les amèneront rapidement soit en prison soit à la mort au bout d'un an ou de trois mois. Tout ça pour quelque chose dont je ne crois pas qu'elle aide le mouvement de classe, mais bien plutôt l'Etat et la CIA. Du moins, ça en a l'air ...

(1) Sozialistischer Deutscher Studentenbund - Association des étudiants allemands, principale organisation de l'opposition extra-parlementaire dans les années soixante ...

Propos recueillis par Gérard DUPUY

(4 nov. 1977)



Peter Brückner (Theo Altenberg)



L'Université de Francfort : « Faisons des institutions la tribune du combat politique de l'université » (Photo DR)



1



2



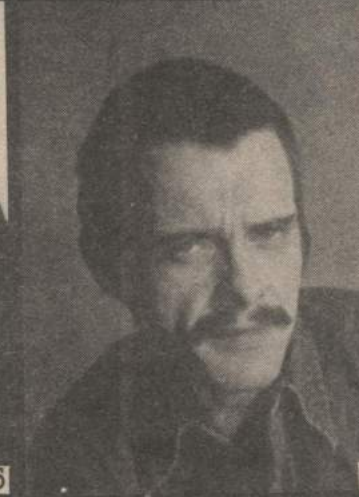
3



4



5



6



7

La longue liste des morts de la RAF :

1) Georg von Rauch. 2) Ulrike Meinhof. 3) Ingrid Schubert. 4) Siegfried Hausner. 5) Katharina Hammerschmidt. 6) Jan Carl Raspe. 7) Holger Meins. 8) Gudrun Ensslin. 9) Petra Schelm. 10) Thomas Weissbecker. 11) Andreas Baader.



8

L'AFFAIRE



9



10



11

Commentaires sur la RAF et le terrorisme

Un tournoi planétaire

Dans « L'Espion qui m'aimait », les Etats occidentaux et les Etats socialistes se trouvent confrontés à une organisation dirigée par Curd Jurgens — on notera qu'il s'agit d'un Allemand et non d'un Asiatique — qui parvient à s'emparer de plusieurs sous-marins nucléaires et qui menace pour réaliser ses projets de « civilisation » de lancer ses fusées sur les grandes capitales internationales. Les services secrets des grandes puissances se coalisent pour neutraliser ce projet.

Il y a dix ans, ce scénario aurait ajouté du fantastique à des vies quotidiennes laminées. Aujourd'hui, il est devenu spectacle télévisé, médiatisé, sur tous les modes, représentation de jeux du cirque planétaire, offert au spectateur blasé que nous sommes par « le terrorisme-circus » sur tous les aéroports du monde.

Ils sont plusieurs centaines d'hommes et de femmes ayant choisi le métier de la mort — la leur ou celle des autres, selon les hasards objectifs des combats singuliers — à courir d'un continent à un autre, passant les frontières comme seuls des héros de science-fiction peuvent le faire, c'est-à-dire ignorant douanes, formalités, contrôles et fouilles diverses auxquels nous sommes, vous et moi, régulièrement soumis et qui se donnent ainsi en représentation à trois milliards d'individus qui les regardent comme des êtres d'autant plus étrangers qu'ils n'appartiennent à aucun pays.

Cet autre qui combat sur les écrans de télévision, sur les antennes de radio, à la une de la presse écrite, s'il a notre apparence, ne nous ressemble pas. L'identification ne joue plus : le spectacle a fini par le transformer en gladiateur des temps modernes dont on finit par oublier les motivations qui, de toutes façons, utilisent dans toutes les langues, la même rhétorique, pour se régaler visuellement de l'acte lui-même, de son style, de l'imagination, du génie organisationnel que le commando « X » a déployé, de l'audace, de la ruse qu'il a manifestée à cette occasion. Le spectacle par sa richesse, submerge, écrase ses causes idéologiques et finit par n'en faire qu'un résidu d'informations. A trop jouer sur le caractère symbolique de l'action — sur ce que dans d'autres temps, nous appelions ici l'action exemplaire — la société a fini par l'intégrer dans son spectacle, totalitaire à sa manière. A trop jouer sur le spectaculaire, l'action terroriste finit par participer d'une représentation qui lui échappe et se retourne contre elle.

Affrontement singulier à la mesure d'une société : des individus isolés, meurtris, torturés pour certains, face à un Etat puissant disposant de la technologie la plus moderne, de moyens financiers et politiques quasiment illimités. Qui va l'emporter ? Cette fois ce sont les terroristes, cette autre, c'est l'Etat allemand, demain l'Etat israélien ou soviétique. Tournoi planétaire qui fonctionne pour des milliards de spectateurs comme une véritable catharsis : aidant à mieux supporter l'oppression de l'Etat, tout à la fois par le double spectacle de son affaiblissement et de son renforcement.

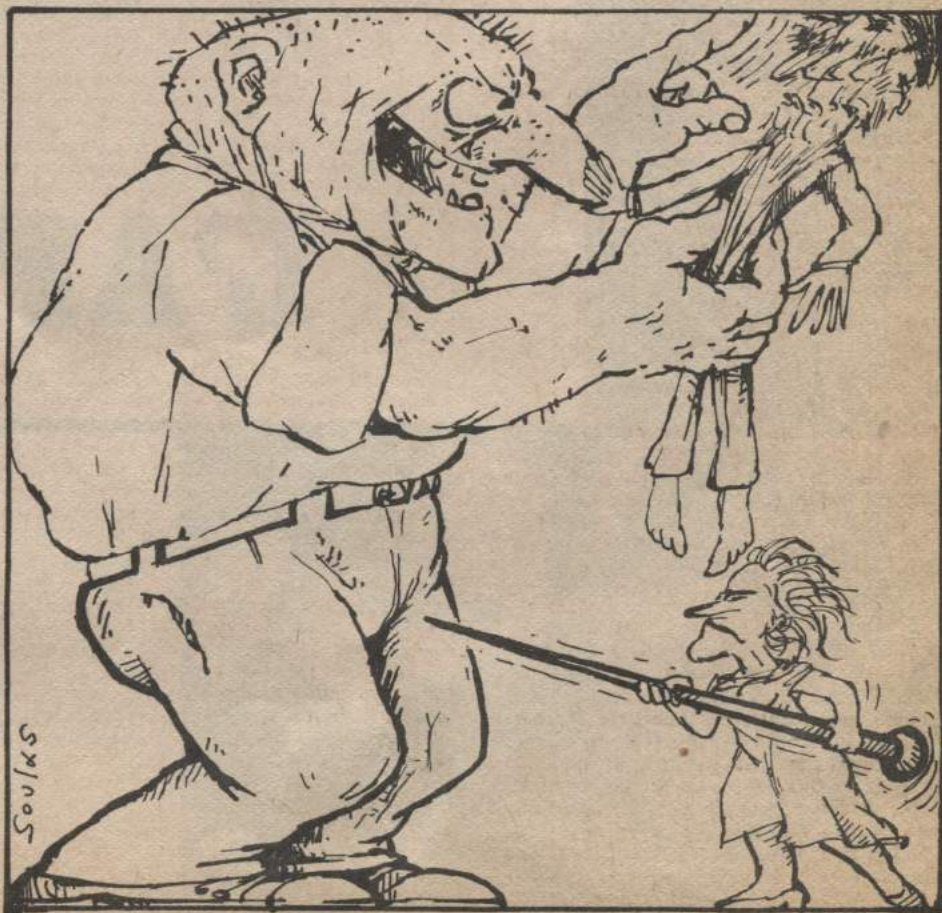
L'éventuelle victoire de la RAF succède à la victoire israélienne à Entebbe et précède celle possible de l'Etat allemand lors d'une autre opération. C'est pourquoi, sans doute, beaucoup ne pourront malgré toutes les raisons, et beaucoup sont excellentes, masquer une certaine satisfaction, à savoir que le calvaire d'Andreas Baader ou de Gudrun Ensslin a pris fin. Et d'une certaine manière, c'est heureux, tout en sachant que le cycle est infernal, que cette libération aujourd'hui annonce d'autres détentions vraisemblablement plus terribles demain, d'autres morts,

et un maccarthysme accru en Israël, en Allemagne, et dans les autres pays qui demain, seront touchés.

Infernal, dira-t-on, et cela suffira pour renforcer demain la lutte antiterroriste. Cela ne suffit pas. Si le cycle reste infernal c'est que nous savons tous que demain, après-demain, ou mardi prochain, seront de nouvelles pages blanches pour de nouveaux attentats. Victoire ou défaite des uns ou des autres, les causes, les racines resteront les mêmes, pour des hommes et des femmes condamnés à cet affrontement inégal. Et plus l'Etat allemand glissera vers le maccarthysme, occultant progressivement toute possibilité de contestation ou même de critique, plus nombreux seront ceux qui, dégoûtés par une morale diplomatique et politique qui ne connaît d'autres mots que l'autorité, l'Etat, l'austérité et la production et les indices économiques joueront leur mort en se jetant tels des kamikazes contre les grandes machines étatiques occidentales.

Serge JULY

(15-16 octobre 1977)



Une parabole de la politique

Ils ont la trentaine. Ils vivent dans les grandes métropoles occidentales. Ils posent des bombes, pratiquent le détournement d'avion et la prise d'otages. Ils sont Allemands et Japonais pour l'essentiel. Le cas des Italiens est un peu à part, tout comme celui des Palestiniens. Ils ont brûlé tous les ponts avec leur société et se retrouvent volontairement le dos au mur : c'est-à-dire en guerre totale avec leur pays.

Deux pays, l'Allemagne fédérale et le Japon, qui partagent une histoire en commun. Ils furent les pays de l'axe pendant la seconde guerre mondiale : totalitarisme subi et en grande partie assumé par leurs peuples, auquel a succédé l'humiliation de la défaite qui a déferlé comme un cauchemar. La fin de la guerre avait ouvert une brèche dans l'édifice étatique et industriel resté intact ; elle fut rapidement rebouchée par les impératifs de la guerre froide. L'histoire fut refoulée, jusqu'à son oubli, pour s'étourdir dans le miracle économique. L'idéologie battue sur les champs de bataille, reconvenue dans la guerre commerciale. Les survivants du féodalisme au Japon et du nazisme en Allemagne, firent alors bon ménage avec les techniques modernes d'engineering, de marketing et d'informatisation. Sans transition, les anciens pays de l'axe sont passés du totalitarisme au miracle économique. Une seule grande aventure offerte à la jeunesse : entreprendre, produire plus de fonte pour consommer plus dans l'oubli combiné de l'histoire allemande et de l'histoire moderne. Autour, ce fut rapidement le désert des sentiments.

LES NAINS DE LA POLITIQUE

Il est de bon ton pour les diplomates occidentaux et socialistes, de déclarer que si les Allemands et les Japonais sont devenus des géants économiques, ils sont restés des nains politiques. Ils se gaussent de cet état de fait sans en mesurer souvent les conséquences. D'une certaine manière, ni les Allemands ni les Japonais ne font de politique, au sens où nous l'entendons en France ou en Italie, par exemple. Et c'est tout ce qui sépare par exemple un homme comme Helmut Schmidt de François Mitterrand. Les partis sont au sens strict, des partis de gestionnaires, qui alternent au pouvoir selon les besoins du moment. Et ces gestionnaires, ces technocrates les uns plus sociaux, les autres plus austères, voient dans la politique le danger suprême : le lieu par où l'histoire allemande refait surface. Pas de politique quelle qu'elle soit, sans ce ressurgissement du passé, impossible de parler du Vietnam ou de la Palestine sans remettre en cause les puissances économiques du Japon et de l'Allemagne.

Ceux qui face à ces Etats, prétendent faire de la politique, s'intéresser à la Palestine et au Vietnam, s'interroger sur le passé nazi de nombreux députés ou ministres ouest-allemands sont délibérément rejetés en marge du consensus national. Rejetés, bientôt exclus, mis à l'index, le maccarthysme n'est pas loin : il faut exorciser la politique, c'est-à-dire en dernière instance, l'histoire, parce que tout face à face avec elle serait au sens strict, bouleversant. On a coutume de problématiser, de dissertar, sur un modèle alternatif,

d'en expérimenter les formes. Ce langage qu'il soit ici celui de Rocard ou de Libération, serait en Allemagne ou au Japon, immédiatement « criminalisé », comme remise en cause fondamentale des institutions et de la société.

Pourquoi dès lors, s'étonner que certains enfants du miracle économique et du refoulement de l'histoire, aient tenté de repolitiser leur pays de manière brutale, de violenter les media pour faire « passer » la guerre du Vietnam ou le martyr palestinien ?

UNE QUÊTE INSENSEE

Les membres du groupe Baader-Meinhof nous ont été tout à la fois proches et effrayants. Leur quête folle de la politique envers et contre toutes les censures, nous touche comme tout ce qui nous lie à l'histoire. Comment oublier cette déclaration de Springer : « Depuis la fin de la guerre, je sais une chose, ce que les Allemands ne veulent à aucun prix, c'est réfléchir. C'est là-dessus que j'ai construit la presse ». Comment oublier qu'Ulrike Meinhof fut une journaliste politique, que d'autres furent des militants anti-impérialistes, d'autres des avocats libéraux. Cette rage forcée à faire de la politique, dans les années soixante, par tous les moyens, a jeté la RAF dans un engrenage qui, à sa manière, est exemplaire de ces dix dernières années.

Immédiatement mis hors-la-loi par un Etat qui tire sa puissance de son refus de la politique, précipité par la maccarthysation naissante d'une société civile peu à peu dévorée par un Etat excroissant, dans la clandestinité, les membres de la RAF ont fait, en partie malgré eux, une politique rétro : caricature du révolutionnaire professionnel à mi-chemin de Jean Valtin et des guérilleros latino-américains. Engrenage terrible qui empêchait toute remise en cause, toute réflexion sur la politique, et qui se sublime dans une mythologie révolutionnaire où se télescopaient les tentatives les plus terribles du siècle. Et au terme de ces engrenages, difficile de faire marche arrière. Les détenus de la RAF sont, on le sait, condamnés à mort. Holger Meins est déjà mort, Ulrike Meinhof aussi, et d'autres périront bientôt dans les cellules d'isolement de Stammheim. Echapper à cette mort, c'est encore emprunter le même cycle infernal : prise d'otages et détournement. Impossible d'échapper à cette manière de faire de la politique. Et c'est justement cette manière de faire de la politique, qui nous rend les membres de la RAF effrayants.

Le siècle et ses abysses révolutionnaires nous ont appris à nous méfier de ces révolutionnaires qui, pour être sincères, refusent de réfléchir sur les moyens qu'ils utilisent. Tout révolutionnaire dans son comportement, dans ses mœurs, dans son combat, dans son rapport aux autres, est un embryon symbolique, une petite vitrine de la société libérée, de la société future. La société que les membres de la RAF symbolisent, c'est celle de la terreur révolutionnaire : une élite révolutionnaire qui prend une société au forceps, qui opprime pour libérer, qui tue pour changer la vie. Pour lutter contre une société peu dénazifiée, ils utilisent ce qu'il y a de plus noir dans cette histoire avec les camps de concentration : la politique des otages, la loi de décapitation. On prend 90 Allemands qui seront exécutés si les membres de la RAF ne sont pas libérés. Spectre sinistre qui traverse le siècle. Aventuriers révolutionnaires d'un âge où l'on ne s'interrogeait pas sur le destin autoritaire des révolutions, les membres de la RAF sont les premières victimes de leur terreur, car celle-ci sert — on le sait — à renforcer le consensus de la population autour de son Etat, à intégrer à chaque fois un peu plus la société civile à l'Etat. La politique qu'ils

cherchaient à réintroduire dans la société allemande est devenue synonyme d'oppression tant pour la population allemande que pour la contestation et les marginaux. Parabole de la politique, leur aventure est aussi celle du siècle.

Serge JULY
(17 octobre 1977)

La tentation de l'illégalisme d'Etat

Le petit film vidéo réalisé et transmis par la RAF à Libération est terrible : Hans Martin Schleyer, homme de pouvoir s'il en fut, spontanément écoeurant, est désormais un homme défait, apeuré, amaigri. Pire, des effets de zoom soumettent sciemment son visage à une sorte de terrorisme optique. Hans Martin Schleyer sort de ce film plus sympathique qu'il n'y était entré : cet homme est dans le couloir de la mort et cela se voit. Il ressemble à tous les otages de quelque guerre que ce soit.

Le commandant de bord du Boeing 737 a voulu communiquer en code des informations à la tour de contrôle de Mogadiscio : il a été amené par les terroristes devant les 90 otages de l'avion et il a été exécuté.

Deux séquences terribles de ce spectacle planétaire qui ne peuvent pas de pas évoquer, pour l'opinion occidentale, la dernière guerre mondiale et son martyrologue d'exécutions sommaires, ou plus près de nous, la guerre américaine dans la péninsule indochinoise.

Les mêmes images qui se télescopent : la guerre que mènent les membres de la RAF et des groupes terroristes avec lesquels ils s'associent est le symétrique inverse de la guerre impérialiste. Les finalités seraient différentes, mais les moyens resteraient les mêmes. A la guerre comme à la guerre, dit-on. Du moins, semblent dire les membres de la RAF. Pas étonnant que leur « guerre » ressemble à d'autres guerres : barbare et absurde à la fois.

Cette symétrie dans les moyens renvoie — on le sait — à une symétrie dans les finalités : la révolution par la terreur engendre une société de terreur. Et dans ce domaine, la RAF a poussé jusqu'au bout la logique du cycle action-répression. Tout progrès dans la répression, tout ce qui va dans le sens de la constitution de ce qu'ils appellent une « contre-révolution » est jugé par eux comme allant dans le sens de l'histoire. La démocratie libérale est un obstacle à la mobilisation des masses et le déclencheur de la répression est censé créer des vocations nouvelles. La RAF mise ouvertement sur une maccarthysation accrue de la société allemande, sur la fuite en avant des institutions ouest-allemandes, vers l'état de guerre. Nul doute que les dernières mesures antiterroristes votées par le Bundestag l'ont confortée dans sa stratégie.

Une question agite beaucoup l'opinion occidentale depuis le début de cette affaire : la démocratie libérale est-elle mise en danger par le terrorisme de la RAF ? La réponse est nécessairement oui. Tout simplement parce que c'est l'objectif déclaré de la RAF et que

dans cette entreprise, ils font preuve d'une grande efficacité. L'opération combinée de l'enlèvement de Schleyer et du détournement du Boeing, par sa complexité, par la démonstration qu'elle fait de l'internationalisation du terrorisme, par le symbolisme qui est attaché à la personne d'Andreas Baader et dont les terroristes demandent la libération, a créée une situation nouvelle et engendrée une opinion internationale antiterroriste.

L'ONU ANTITERRORISTE

De tous les commentaires, c'est celui de Jean d'Ormesson qui retiendra naturellement l'attention, parce qu'il exprime un sentiment désormais fort répandu. Sous le titre : « *Le nouveau fascisme* », l'académicien décrit ce que pourrait être une résistance internationale au terrorisme et propose la création d'une sorte d'ONU antiterroriste qui disposerait de casques bleus — casques noirs conviendrait mieux — chargés de s'opposer par la force à toute tentative terroriste, dans quelque pays que ce soit. Il propose enfin le rétablissement ou le maintien de la peine de mort pour les auteurs d'attentats, mesure à laquelle il ajoute l'exécution des terroristes emprisonnés, dans le cas où l'on chercherait à les libérer par une prise d'otages. L'intérêt de ce texte — qui se présente comme un appel à la résistance des Etats occidentaux — c'est qu'il systématise tout à la fois des propos mille fois entendus dans les bistrotts depuis le début de cette affaire, comme dans les chancelleries. Ces propos peuvent se résumer ainsi : au terrorisme il faut opposer un contre-terrorisme qui calquerait ses moyens sur les moyens de la RAF, comme la contre-guérilla se modèle sur la guérilla et l'antigang sur la délinquance violente.

Engrenage sans fin dont on connaît les résultats. L'efficacité de la brigade antigang reste à démontrer au-delà des bavures qui semblent faire partie intégrante de cette efficacité : son entrée en scène a poussé les délinquants à hausser la mise et on peut se demander si le développement des prises d'otages dans les hold-up n'est pas, en fin de compte, une réaction à leur existence. Et la frontière devient de plus en plus ténue entre la mission de dissuasion et celle d'élimination pure et simple.

L'ILLEGALISME D'ETAT

Ce recours des Etats modernes à un illégalisme contre lequel ils se sont opposés autrefois pour se fonder et se développer, reste l'un des paradoxes les plus inquiétants de la période. L'Etat est fondé sur une conception juridique du pouvoir. A preuve d'ailleurs, dans cette Allemagne menacée par le maccarthysme, une cour de justice vient de suspendre les travaux de construction du surgénérateur de Brockdorf contre l'avis du gouvernement. Néanmoins, cette résolution des conflits par la loi paraît aujourd'hui impuissante à répondre à des situations nouvelles, que ce soit sur le plan commercial ou financier — comme en témoignent des scandales occasionnels — ou sur celui du maintien de l'ordre social et policier. Le cadre national de la loi ne suffit plus à contenir les exigences du développement de l'Etat et il commence à craquer. L'illégalisme d'Etat serait en quelque sorte, le moyen de colmater les brèches.

C'est d'ailleurs ce qui sépare fondamentalement l'Union de la gauche de la majorité chiraquienne : ceux-là sont pour généraliser le juridisme de l'Etat alors que ceux-ci seraient plus favorables à des micros-coups d'Etat dans tous les domaines de l'activité sociale, quitte à légaliser les états de fait ainsi créés par la suite.

nous est pas totalement inconnue : la défense et l'illustration de l'illégalisme à laquelle se livre Jean d'Ormesson nous entraînent vers l'état de guerre : c'est-à-dire cette situation où l'Etat, pour des raisons intérieures ou extérieures, tend à s'arroger la totalité des pouvoirs et à dépouiller la société civile de ses droits élémentaires, de ses libertés même les plus formelles. Comme le dit Alfred Grosser dans le *Monde* de mardi 18, cela revient à « *répondre à la barbarie par la barbarie* ».

Il est frappant que, confrontées à la RAF, les autorités ouest-allemandes et d'autres dans leur sillage, choisissent l'état de guerre. Nul doute que les propositions de Jean d'Ormesson ne soient reprises par les Démocrates-chrétiens d'Helmut Kohl, les mêmes qui publiaient la semaine dernière une liste noire des « *complices des terroristes* » et des « *criminels de l'encrier* ».

Helmut Schmidt ne cherche pas à démontrer la barbarie de la RAF en prouvant son souci des otages : il est prêt à sacrifier ceux-ci, pour montrer que l'Etat peut être plus barbare que n'importe quelle minorité si besoin est. Par là, il entérine pour plusieurs années, une politique dont le principal souci n'est pas de comprendre les causes du mal qui nourrit la RAF, mais d'instaurer un rapport de forces permanent dans lequel la démocratie, qu'elle soit formelle ou réelle, au niveau local, est la principale victime.

Est-ce inévitable ?

LA PROVOCATION AU TERRORISME

Les grandes prises d'otages politiques ont moins de dix ans — l'enlèvement du coureur

automobile Fangio par des partisans cubains mis à part —. Phénomène somme toute récent et qui accompagne sur tous les continents, une excroissance formidable des appareils d'Etat. Ceux-ci interviennent désormais dans tous les domaines, maîtrisent, dirigent, orientent les politiques économiques, financières et énergétiques sous la pression d'une internationalisation grandissante des problèmes-clefs. A mesure que les multinationales pèsent d'un poids de plus en plus considérable sur la vie de la planète, les Etats nationaux tendent à assurer des fonctions planificatrices de plus en plus coercitives. Cette puissance de l'Etat provoque, si j'ose dire, le terrorisme toutes catégories, qu'il soit celui de particuliers, de minorités ou de groupes terroristes. L'Etat est censé désormais exaucer tous les besoins, tous les désirs : le bon sens populaire a une formule qui s'adapte parfaitement à cette situation « *qui trop embrasse, mal étreint* ». A cette hypertrophie étouffante, s'oppose — on le sait — une revendication, administrative, culturelle, locale, communautaire ou individuelle.

Dans cet affrontement entre centralisation et autonomie, le terrorisme conforte le premier terme et réprime en fin de compte le second. C'est pourtant par le développement, la création des autonomies qu'il faudrait commencer si l'on voulait réellement combattre le terrorisme à la racine. Ce n'est manifestement pas la voie choisie par Helmut Schmidt et Jean d'Ormesson.

Serge JULY

(18 octobre 1977)



Ulrich Wegener, chef du GSG9 et ses hommes félicités par Schmidt (Gamma)

« Nous n'oublierons jamais comment a commencé ce carrousel de mort »

par Dany Cohn Bendit et le collectif
de la revue Pflasterstrand

Les milieux de gauche de Francfort avaient organisé mardi soir à l'université de la ville, une réunion consacrée à la mort des leaders du groupe Baader. Mille personnes étaient là. Parmi les orateurs, Daniel Cohn-Bendit qui a prononcé le texte suivant, élaboré avec des rédacteurs de la revue « Pflasterstrand ».

Nous portons le deuil d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan-Carl Raspe, comme de tous ceux qui ont été tués, ces dernières années, au cours de la folle lutte qui oppose la guérilla urbaine à l'Etat.

Nous portons le deuil et cependant, en Allemagne, beaucoup ressentent plus qu'une « joie intime » (1) face à la mort des prisonniers de Stuttgart-Stamheim.

Des raisons de se réjouir, ils n'en manquent pas, les pères de la « lex Baader-Meinhof », eux qui peuvent enfin clôturer le dossier du procès. Mais les experts militaires peuvent tout aussi bien se féliciter, eux qui, pour la première fois depuis la guerre de 1870-71, ont la possibilité, grâce à une reconnaissance

mondiale, de briquer à neuf leur identité entamée. Le gouvernement fédéral voit, lui, dans la mort des détenus, la dernière embuscade tendue « par des prisonniers qui n'ont évidemment pas reculé devant le fait de mettre leur mort au service de leurs intentions criminelles ». Les uns ont le sentiment d'être débarrassés du problème des otages, d'une manière particulièrement propre — tout ceci s'intègre à leurs calculs, car pour eux, la « paix et l'ordre règneront quand il n'y aura plus de détenus à libérer ». Les autres voient ainsi exaucer leur désir fascistoïde de mort : « Coupez-leur la tête », entendait-on répéter ces derniers temps : c'est fait...

Nous ne voulons pas ici nous lancer dans une discussion technique et criminologique pour savoir s'il y a eu mort ou bien suicide. Nous ne savons pas ce qu'il s'est réellement passé à Stammheim. Ce dont nous sommes certains, c'est que cette dernière action de la guérilla était, pour les détenus de Stammheim, une question de vie ou de mort.

Nous savons aussi qu'à cette occasion, on a

joué, des deux côtés, au poker avec des vies humaines. L'Etat a montré qu'il restait le plus brutal : il était — et il est encore — prêt à sacrifier des vies humaines pour perpétuer sa logique mais, même s'il en était allé autrement, l'identité politique de la guérilla se serait, en fin de compte, ramenée à celle du « meilleur tueur ».

Le point de départ reste le même : la vie ou la mort des camarades, hommes ou femmes, qui sont en taule. Cela passe soit par la mort, dans la machinerie d'anéantissement de Stammheim (le pire cauchemar de la présente civilisation), soit par la libération grâce à un coup de main. Les détenus sont morts du traitement cynique que leur a infligé l'Etat — et ils sont eux-mêmes devenus cyniques et inhumains.

Nous avons toujours critiqué la politique de la guérilla urbaine parce que nous n'y voyons pas une voie qui permette de détruire un système où le crime est inhérent à la domination. La vie et la dignité humaine sont si parfaitement étrangères à cet Etat qu'on ne saurait le battre sur ce terrain qu'à condition d'abandonner toute espèce de prétention humanitaire. C'est pourquoi, justifier, comme beaucoup l'ont fait, par les conditions de détention inhumaines, la lutte armée, correspond exactement à la logique de mort des calculs étatiques.

Il s'agit de l'interrompre maintenant qu'il est parvenu à ses dernières conséquences. Nous savons que beaucoup de gens dans ce pays accueillent les événements présents comme une excellente occasion de mettre en pratique leur « modèle allemand » : une machinerie sans friction. Ce sont les mêmes qui en appelant à la grande lessive, tout en sachant bien qu'ainsi ils produiront toujours plus de morts, qu'ils forceront toujours plus

FRANCFORT: LES DEBATS REFOULES

Une assemblée des gauchistes au soir de la mort des 3 membres de la RAF

Francfort. Envoyé spécial.

Dans le grand amphithéâtre de l'université de Francfort, ils sont un bon millier de gauchistes réunis là par le téléphone arabe, qui relie entre elles des dizaines et des dizaines de communautés de la ville. Un millier de gens venus là sans que le moindre tract ou la moindre affiche les ait appelés, c'est un gros chiffre pour Francfort. Il faut se faufiler dans la foule pour gagner le devant de la salle où on se succède au micro pour dire son émotion devant les morts, pour dire son angoisse, sa rage, et souvent, son impuissance ; la crainte des perquisitions, l'imminence de nouvelles arrestations.

Seule sur la tribune, une fille raconte, en s'excusant de devoir prendre le détour de ses problèmes personnels pour arriver à dire ce qu'elle pense aujourd'hui, sans cacher les contradictions qui l'assaillent. Elle parle dans le micro sans regarder la salle. Le ghetto des communautés. Les difficultés à résoudre ses angoisses dans ce seul cadre. La schizophrénie lacérante dans laquelle elle se sent aspirée entre son désir d'une autre vie sans violence, la violence sociale qui l'enserme et celle de la RAF qui, chaque fois, fait vaciller son identité. Une seule fois, elle sera interrompue par quelqu'un qui demande qu'on parle enfin « politique »...

La salle, visiblement, ne la suit pas. C'est que beaucoup, sans doute, se reconnaissent dans ces entrelacs de sentiments contradictoires qui prennent le dessus alternativement les uns sur les autres.

Dany Cohn-Bendit lui succède au micro pour lire un texte élaboré collectivement par la rédaction du bi-mensuel Pflasterstrand.

Le texte recueille apparemment l'assentiment de la plupart des participants. Plusieurs viendront pourtant attaquer Dany et ses camarades et les accuser de ne pas soutenir la guérilla, de donner dans l'humanisme bêlant, parce qu'ils ne veulent plus taire l'horreur que leur inspire certaines méthodes et l'image grimaçante que ces méthodes leur renvoient d'eux-mêmes.

D'autres parlent du cul de sac de l'impuissance politique et de l'enfermement ; plusieurs évoquent même l'émigration : « Si ça continue, il ne nous restera plus qu'à aller en groupes à une frontière et demander l'asile politique ».

Réplique amère d'une fille visiblement remuée : « Maintenant, on ne peut même plus aller en Somalie... ». La Somalie était en effet un des pays que les détenus de la RAF avaient choisi pour leur fuite. Et c'est justement la collaboration du gouvernement somalien qui a permis à Helmut Schmidt de libérer les otages du Boeing. Quelques représentants de groupes organisés prennent la parole pour vendre leur marchandise. Ce langage ne passe plus : la référence abstraite à la prise du pouvoir provoque des mouvements dans l'assemblée. L'appel à « une analyse matérialiste et historique » soulève des ricanelements. Personne ne veut jouer à cette politique-là ; mais personne ne se satisfait du repliement sur soi-même qui guette chacun, conséquence du climat général et des échecs successifs subis par les « Spontis » dans leurs tentatives passées de sortir du ghetto. « Ne faut-il pas réessayer, aller dans les écoles, sur les lieux de travail ? », interroge l'un. « Nous ne pouvons appeler les

(Suite page 98)

de personnes à la clandestinité.

Nous disons donc : la politique de la guérilla urbaine touche à sa fin, et il faut que les camarades dans la clandestinité ou dans les taules, se le mettent dans la tête. Peut-être va-t-il y avoir des actes de vengeance ? Nous ne pouvons pas les éviter, mais peut-être pouvons-nous éviter que la spirale ne s'élargisse ?

Nous adressons à tous ceux qui soutiennent encore une politique de gauche libérale et démocratique, les revendications et les réflexions suivantes :

D'abord : abrogation immédiate des lois sur la privation de contacts et l'isolement des prisonniers pour éviter l'accumulation des morts et des suicides dans les prisons.

Les prisonniers de la guérilla urbaine, qui survivent, comme tous les autres prisonniers politiques, doivent avoir la libre possibilité de s'expliquer politiquement avec le mouvement de gauche en RFA. C'est absolument nécessaire pour leur survie. Et seule la gauche est en position de poursuivre une telle explication, le soi-disant « Etat de droit » ayant perdu toute légitimité pour le faire, puisqu'il ne connaît d'autre alternative qu'entre l'adaptation (la « re-socialisation ») et l'anéantissement.

Ensuite : il existe en République fédérale une « violence légale » de l'Etat, contre laquelle nous devons pouvoir disposer d'un droit à la résistance.

Les gouvernants, les politiciens et toutes les huiles de la République fédérale doivent, une fois pour toutes, admettre que la guérilla urbaine n'est rien d'autre que l'expression de l'impossibilité pour cette société de supporter tout changement, toute expérience sociale, toute réelle humanité. Ils doivent admettre

aussi que, seule l'existence d'un large mouvement extra-parlementaire évitera la nécessité de toute attitude de franc-tireur.

Ce mouvement devra, de toute manière, faire sien la question de la violence.

Tous les discours sur le « marais » intellectuel, les sympathisants, le terrorisme, ne pourront pas nous empêcher de voir les véritables causes de la guérilla urbaine. La mise hors la loi volontaire des collectifs socialistes de malades, la criminalisation des groupes qui luttent contre la destruction d'un habitat compatible avec la dignité humaine au profit des casernes bétonnées, tout comme des groupes engagés dans la lutte pour l'amélioration des conditions de détention dans les taules allemandes : voilà seulement quelques exemples de cette « normalité » à laquelle nous sommes tous soumis. Les interdictions professionnelles, la répression des opposants au nucléaire, la criminalisation, grâce à une nouvelle loi (paragraphe 88A) de ceux qui écrivent, impriment ou éditent, les mesures contre toute défense politique, le projet d'interdire les groupes communistes, la dissolution des associations d'étudiants qui affirment leur caractère politique, tout cela laisse entrevoir ce que sera la prochaine fournée répressive des « organes de protection de l'Etat ».

Dans ce pays, la gauche est une minorité qui a de la vie et du travail, une autre image que la majorité soumise aux conditions de Mm. Bonux et Colgate. Ce droit à une autre vie, nous devons l'avoir et le défendre. Nous devons défendre pour la gauche, quelle qu'elle soit, le droit d'attaquer les structures dominantes, comme nous devons nous défendre contre perquisitions et arrestations, et par notre solidarité, faire barrage à la vieille tactique de la criminalisation.

PFLASTERSTAND

(20 oct 1977).

(1) « Joie intime » : cette expression a été largement utilisée ces derniers temps dans les médias allemands : beaucoup de gens de gauche furent en effet accusés, lors des attentats contre Buback, Ponto et Schleyer, de ressentir une « joie intime » et secrète devant l'exécution de ces personnalités, même lorsqu'ils étaient en désaccord avec la stratégie et les méthodes de la RAF. Pour les médias allemands, cette « joie intime » était déjà un signe de complicité.

«L'Etat mondial est né »

par René Lourau

L'Etat mondial est né dans la nuit du 17 au 18 octobre 1977. Il est né quelque part dans l'éther, sur les ondes radio, le long des fils du téléphone, grâce à la réussite technologique du télex. Les rois mages suivaient l'étoile qui les conduisait dans le désert, à Mogadiscio, en République de Somalie. Un des plus récents Etats au nom desquels Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations-Unies, a envoyé récemment un message aux hypothétiques habitants de la galaxie. Que les petits hommes verts de Vega, du Centaure ou d'ailleurs, se rassurent : l'ordre règne sur la planète-Etat, celle qui tourne autour d'un petit soleil au bout des étoiles.

FRANCFORT: LES DEBATS REFOULES

Une assemblée des gauchistes au soir de la mort des 3 membres de la RAF

(Suite de la page 97)

gens de la guérilla à abandonner que si nous leur proposons quelque chose ».

La discussion s'envenime. Le débit haché et la voix rauque, quelqu'un vient dire que la question des otages ne l'intéresse pas : « Ce qui compte pour moi aujourd'hui ce sont les quatre de Stammheim et rien d'autre. Le reste je m'en fous ». La discussion menace de s'enliser dans l'éternel débat sur la violence et la non-violence. Quelqu'un brandit l'expérience chilienne pour justifier le recours aux armes. Dany s'insurge contre ces simplifications, distinguant la violence de masse et celle, élitaire, d'un groupe qui agit et tranche pour et au nom des autres. Il brandit le spectre bolchevique, la cuisinière et le mangeur d'hommes. « Où est-elle la cuisinière ? » lui lance quelqu'un dans la salle. « Cette fois, elle était peut-être dans l'avion » réplique-t-il du tac au tac. « La question du pouvoir n'est pas indépendante des moyens qu'on emploie. On ne peut plus se permettre de toujours galvauder les mêmes banalités sur la violence ».

Beaucoup de filles prennent la parole, certaines pour justifier la « guérilla », d'autres pour l'attaquer, comme cette fille blonde qui, la voix tremblante, vient dire « non » à une politique qu'elle a « assez subie », et dans laquelle elle ne peut « se reconnaître qu'au risque de se perdre ». Un barbu vient expliquer qu'il ne cautionnera plus ce qu'il est en mesure d'assumer lui-même : « J'ai trop souvent eu le sentiment que ma solidarité pour les prisonniers, que ma révolte contre leurs conditions de détention

étaient instrumentalisées par une politique avec laquelle je ne suis pas d'accord. De cela aussi il faut discuter ».

Un jeune homme vient au micro pour lire un poème qu'il a composé et dans lequel il raconte comment, le matin même, toutes ces nouvelles l'ont atteint. Un poème plein de points d'interrogation qui se termine par ces phrases simples.

S'il s'agissait vraiment,

Desuicide

Nous serions alors devenus des preuves de la plus parfaite des morts qu'ait connues l'histoire de la RFA.

Le poète repart, et la discussion continue, marquée par de nouveaux moments de tension et d'émotion. De désorientation. Que faire ? La manif habituelle ? Décalage entre le dérisoire usé de l'action et la multiplicité des exigences de vie et cet amoncellement de cadavres dont on ne voit pas la fin.

Dehors plusieurs camions de police et un canon à eau attendent. Ils attendront en vain. La réunion s'effiloche peu à peu sur les mêmes discussions. Peu importe. On était là pour s'ouvrir à tous ces débats refoulés. Pour articuler son malaise et se ressaisir ensemble, plus que pour y trouver une recette miracle qui n'est pas du domaine de l'immédiat.

Jean-Marcel BOUGUEREAU

(20 octobre 1977)

Comme dans toute crise sacrificielle, le bouc a été immolé presque aussitôt. Andreas Baader et trois de ses camarades, dont sa femme (sa compagne comme on dit) se sont suicidés dans leur prison de Stuttgart. Bien qu'au secret le plus absolu (tiens, on en parle, maintenant qu'ils sont morts), ils ont réussi à se procurer des pistolets. Et à savoir que leurs amis venaient de se faire massacrer à Mogadiscio.

Le réseau mondial qui unit les Etats les plus disparates idéologiquement, « politiquement », a fonctionné à la perfection. Comme c'est beau, l'accord anti-terroriste entre la Russie des sanglants tsars rouges et les sanglants chefs « anticommunistes » de la Turquie et de l'Iran ! Et l'admiration « première » d'Entebbe et les courageux efforts du petit Etat d'Israël pour promouvoir la politique de mondialisation étatique qui vient d'atteindre son apogée dans la nuit du 17 au 18 octobre ! Comme c'est émouvant ! Et la lettre de félicitations de Valéry à Helmut, et la réponse immédiate d'Helmut à son « cher Valéry ». Quelle belle famille, quel beau roman familial !

Andreas Baader et ses trois amis de la RAF, Walter Mohammed et ses trois amis du Boeing sont morts d'une maladie qui nous pend au nez : l'étatisme, la maladie de l'Etat, dont le point de non-retour est atteint lorsque l'on croit que les seuls moyens de la lutte anti-étatique sont les moyens de l'Etat lui-même. Les nihilistes russes en étaient déjà atteints. Des managers de la révolution comme Lénine avaient réussi à virer leur cuti : ils faisaient faire le travail par les autres afin de pouvoir poser leurs culs sur les fauteuils étatiques soi-disant « prolétariés ». Le modèle de l'Etat moderne, engraisé, gavé comme les oies, à l'entonnoir, par un siècle de lassalisme, de marxisme, de bismarkisme, de social-démocratie, de nazisme, ne pouvait provoquer qu'une révolte étatiste, du type RAF.

Rappelez-vous ce soir-là. Notez-le sur votre

journal de bord, dans votre mémoire. Ce soir-là, la TV proposait *La colline des hommes*, avec l'ex-James Bond Connery, *La tête et les jambes* et Chagall sur la 2, et sur la 3, une connerie de Gabin. *Le Monde* publiait une interview de Marshall Mac Luhan, avec croquis sur les deux lobes du cerveau social. Le même jour, Michel Grandjean se faisait expulser, à Lyon, en voulant proposer au premier ministre en tournée électorale, une pétition pour l'interdiction des grenades offensives. Une jambe en moins à Malville ne suffit pas à impressionner la trogne sinistre du monstre froid.

« Spectre sinistre qui traverse le siècle », « terreur révolutionnaire »... Serge July a très bien dit dans *Libé* ce que Malraux aurait très mal dit dans *L'Aurore* ou *Le Matin de Paris*. On ne peut pas être d'accord avec la Fraction armée rouge. Bien sûr. Mais l'ennui, c'est qu'on ne parvient pas à être d'accord sur une stratégie de lutte anti-étatique autre que celle de la bande à Baader et des « terroristes ». Alors en attendant, il faut bien s'amuser avec Chirac, Giscard, Mitterrand, Marchais et autres pitres de l'Etat-inconsistant. On aura beau dire et beau faire, Mogadiscio et Stuttgart ont mis à poil le concept d'Etat, plus que tous les soi-disant théoriciens à la mode ne sauraient le faire en leur dialecte et leur écriture faussement cool.

A partir de ce 18 octobre 1977, on ne peut plus vivre comme l'Etat ou causer de l'Etat comme on le fait depuis 1968, avec ou sans références historiques à la clef. N'oubliez pas cette nuit, cette épiphanie. L'Etat mondial est né. Ce n'est plus de la science-fiction. Découpez cet article et punaisez-le sur le mur. Pas le mur des chiottes. Un mur bien en vue. Pour qu'un jour se réalise la parole du genre nègre de Marx, Paul Lafargue : « Le règne de l'inconscient sera clos ». Pas à la fin de votre psychanalyse. A la fin de l'Etat.

René LOURAU.

(21 octobre 1977)

Staline embrasse une petite fille. Mais c'est la belle époque de l'homme de fer. (AFP)



ce qu'on fait aujourd'hui encore.

Que ces transferts d'émotions, ces manipulations de sentiments soient en ce moment spontanément réinventés par certains gauchistes, cela prouve la solidité d'une culture politique dite révolutionnaire dont on ne se défait pas facilement, en tout cas pas en changeant de parti. Il y a vingt ans, c'est la « révolution soviétique » qu'il fallait à tout prix préserver du soupçon, c'est à cette valeur qu'était attachée l'identité révolutionnaire. Ensuite la Chine, Cuba, le Vietnam, qui ont joué le rôle d'encaisse-or garantissant l'émission de papier-monnaie révolutionnaire. Récemment on a cru faire un grand procès, c'est désormais de l'Etat comme tel qu'on se méfie, Etat maudit, destin funeste et fatal des révolutions victorieuses. Le nouveau sacré devient alors la violence révolutionnaire elle-même - elle figure le positif dans une vision du monde imperturbablement manichéenne. C'est parce qu'ils la représentaient à leurs yeux que certains tiennent aujourd'hui à héroïser Baader et ses camarades de prison, à exclure coûte que coûte l'hypothèse que leur mort soit un aveu de faillite.

Du stalinisme au baaderisme en passant par les épigones de Malraux, il y a constance d'un modèle de révolutionnaire, type humain qui a séduit des générations d'adolescents, dont l'attrait explique une bonne part de l'histoire du XX^e siècle. Ce type, pour gloser sur le nom choisi au sortir de sa jeunesse terroriste par le grand maître, c'est celui de l'« homme d'acier ». Et l'acier fut trempé, rappelons-le aussi, c'est le titre d'un roman de formation, stalinien, qui enthousiasma par exemple Pliouchtch quand il était un jeune lycéen fanatique. Etre un chef, commander au nom de l'avenir, apprendre à être un dur, à mépriser par exemple les vieilles paysannes, ou n'importe qui, quand il le faut, devenir sourd... telle est la recette qui vous élève au-dessus de la condition commune. Répéter après Tchernichevski (le maître de Lénine) : « La grande route de l'histoire n'est pas le trottoir de la perspective Nevski : elle traverse des champs pleins de boue et de poussière, des marécages et des forêts », ou après Netchaev : « Le révolutionnaire est un homme perdu », c'est s'initier à la surhumanité, pénétrer dans l'élite des rédempteurs sacrificiels, se donner le droit de mépriser le sort commun et ceux qui le supportent, s'autoriser à gouverner et à contraindre au nom de l'humanité.

LE FAIT ET L'OPINION

On l'a souvent dit : ceux qui ont fait une révolution ne se disaient pas d'avance révolutionnaires, ils furent souvent conduits, par la logique de leur action, là où ils ne voulaient pas aller. La révolution, c'est une question de fait et non d'opinion, elle a lieu ou elle n'a pas lieu. Ce qui compte ce n'est pas le désir de tel ou tel, c'est l'événement. Cette analyse d'historiens contredit le désir des militants,

La fin de l'homme d'acier

par Paul Thibaud

A. Baader, G. Ensslin, J.C. Raspe, I. Moeller se sont-ils suicidés ? La réponse visiblement ne relève plus de l'enquête factuelle, de l'évaluation des indices et témoignages... C'est devenu pour certains, une affaire de conviction : il faut que les prisonniers aient été supprimés par la police ! (1). Des impératifs de psychologie politique imposent cette interprétation des faits : « Il ont été assassinés dans les prisons de Schmidt, nous le savons, nous en sommes persuadés » écrit Michel Drialat d'une manière qui relève davantage de la volonté de croire que de l'assurance d'être dans le vrai.

La même lettre continue : « Ils avaient choisi de se battre contre l'oppression impérialiste que nous subissons tous au quotidien ». Si Baader et ses camarades ont été lâchement liquidés, on peut continuer à s'identifier à eux, l'axe de lutte commun n'est pas remis en cause. Il y a eu l'assassinat des quatre gardes du corps, quarante jours d'un supplice dégradant imposé à Schleyer, l'exécution démente du pilote du Boeing, la menace de faire sauter un avion avec ses passagers : équivalaient dans l'ordre de la guerre civile de la stratégie anti-cités. Qui devant cette manière cynique et candide de jouer avec la vie de n'importe qui, n'a éprouvé un sentiment d'écoeurement et de déri-

sion : c'est ça la révolution ? C'est ça la justice ? Alors vite, il faut colmater la brèche, arrêter l'infiltration de l'inquiétude. Il faut rétablir la symétrie, trouver des compensations de l'autre côté. Pas suffisant de souligner la peur obtuse et la bonne conscience de l'Allemagne officielle, il faut quelque chose d'ignoble : la révolvementation de prisonniers isolés et sans défense qu'on supprime comme on tord le cou à un pigeon.

On peut croire à l'assassinat, mais se fabriquer une indignation opportune, canaliser ses propres sentiments afin qu'ils vous aveuglent, c'est la vieille technique stalinienne qu'il est intéressant de voir retrouver à beaucoup d'anti-staliniens. C'est ainsi qu'à l'automne 1956, le PCF réussit, en partie à refouler la « douloureuse » affaire hongroise au second plan des préoccupations militantes à force d'insister sur les manifestations anti-communistes qui se déroulaient en France. Dans les moments délicats, il faut empêcher les esprits de s'égarer, il faut leur rappeler qu'il n'y a qu'un adversaire, que compter au-delà de deux est une honteuse faiblesse, il faut redonner figure à l'Ennemi (unique, absolu) ce qu'on faisait en 1956 en brandissant l'ouvrier plombier mort pour défendre l'immeuble de l'Humanité contre des agresseurs indistinctement taxés de fascisme,

être révolutionnaire c'est devenu de plus en plus une affaire d'opinion, une affaire personnelle et subjective, indépendante de la réalité du mouvement social (2). Au terme on a Baader-Zorro, des Anges au glaive de feu, un groupe de surhommes vivant dans les catacombes et n'en sortant que pour harceler et détruire la société radicalement mauvaise dont ils se sont coupés. C'est là l'image de la révolution que donne un roman aussi révélateur (et aussi essentiel dans la formation de beaucoup) que *Le talon de fer* de Jack London. L'idée révolutionnaire s'est dégradée à mesure qu'elle se séparait de la pratique sociale. Et ceci de deux manières. D'abord en prétendant être un savoir définitif sur la crise de l'humanité, sur les conditions de la venue du Royaume (ce vocabulaire théologique n'est pas déplacé tant sont flagrantes les analogies avec les messianismes et les millénarismes chrétiens) ensuite en devenant de plus en plus volontariste.

D'une autre manière, on peut dire que les révolutionnaires sont de moins en moins du côté de la révolte et de plus en plus du côté du désir de pouvoir. D'où cet aspect de pédantisme sec, hautain, cette obsession unique d'imposer sa volonté à tout prix, ces perpétuelles épreuves de bras de fer où s'est enfoncée une partie de l'extrême-gauche allemande. Ce qui rebute toute sympathie à son égard, tant on ressent que c'est sur nous tous, sur tous les autres, sur l'homme ordinaire qu'ils font peser leur mépris et leur violence. Aucun rapport me semble-t-il, quoi qu'on ait pu dire

et répéter, avec la violence anarchiste qui se veut en principe dénonciatrice et non pas instrument d'un pouvoir fantastique et caricatural. C'est sur ce point que se boucle la trajectoire absurde des « révolutionnaires » : le style de pouvoir qu'ils font mine d'exercer avec leur mitraillette est le meilleur repoussoir possible pour l'« Etat de droit » de Schmidt. On met les Allemands en présence d'un arbitraire total, on les affole avec cette image de cauchemar et on les pousse vers une société totalement réglemmentaire d'où la révolte serait bannie, vers une société stérilisée.

LE REFUS

Les théories révolutionnaires ont prétendu éduquer la révolte en la rendant consciente de ce qu'elle voulait : le pouvoir. En cela elles ont œuvré à contre-sens. Nul besoin de théoriciens pour donner à ceux qui ne sont rien, l'idée de vouloir être tout. Au contraire, il faut apprendre à la révolte le danger, sous prétexte qu'elle est un geste vrai et parfois, un geste sacré de s'absolutiser, de se muer en désir de toute-puissance, d'engendrer (comme le firent les millénarismes chrétiens) un totalitarisme d'en bas (3). L'idée folle est de vouloir réaliser ses objectifs, quelque essentiels qu'on les juge, c'est de prétendre dire au nom de l'intensité d'un refus, quel est le bien définitif de l'humanité.

On commence à pressentir qu'il y a d'autres voies. Ce n'est sans doute pas un hasard si, dans l'endroit même où s'expri-

ment les révoltes les plus fortes et les plus neuves, l'écologie, la pratique non-violente tend à l'emporter. Non-violence ne signifie pas respect dévôt de la légalité, ni refus de l'action directe, ni même de certaines voies de fait (en particulier contre les biens) mais que toute affirmation d'un droit, toute protestation contre une injustice, s'insère dans un processus ouvert dans une dialectique d'affrontements où l'adversaire ne saurait être annulé.

Paul THIBAUD
Directeur d'Esprit

(1) En Allemagne, c'est l'impératif contraire qui prévaut : pour la presse la thèse du suicide ne serait, semble-t-il, l'objet d'aucune critique.

(2) Les révolutionnaires ont parfois absolutisé les mouvements sociaux, plus souvent ils ont essayé de les régenter, parfois ils s'en sont quasiment détachés. Dans tous les cas, ils se sont attribués une position de domination, le droit de surplomber les luttes contingentes.

(3) Le livre de Marc Ferro « La révolution de 1917 » (Aubier) montre bien que la terreur n'a pas commencé avec Lénine mais avec les soviets et que c'est très spontanément que, le lendemain même de la prise du pouvoir, la base imposa la fermeture de six journaux bourgeois à Pétrograd.

(27 octobre 1977)



Une voiture de police recherchant les évadés de Moabit (D.R.)

Ils étaient des militants révolutionnaires

par Daniel Guérin

Nous publions ci-dessous les principaux extraits (revus par l'auteur) du discours prononcé par Daniel Guérin au meeting réuni mercredi dernier à la Mutualité en faveur de Maître Klaus Croissant. Cette intervention avait réussi à faire autour d'elle, la quasi-unanimité des participants au meeting.

Dans les documents que nous devons au comité animé par l'avocat emprisonné à Paris, on peut lire : « *L'arrestation de Klaus Croissant (le 30 septembre) est le résultat des entretiens entre Mitterrand et Schmidt préparés à Bonn par l'ambassadeur extraordinaire de Poniatowski* ».

Le cher Valéry et le cher Helmut, n'ont cessé, en l'occurrence, d'être complices. C'est le même Ponia qui avait été chargé de présenter au chancelier les plates et insolites excuses de l'Elysée pour l'article retentissant et prémonitoire de Jean Genêt. C'est Giscard et c'est Christian Bonnet, le tueur de Malville, envoyé de la France aux obsèques du SS Schleyer, qui ont instauré une collaboration policière sans précédent avec les flics fédéraux — sans précédent sauf au temps de l'occupation nazie : lâchant en Alsace cette bête de Gévaudan, ratissant nos régions de l'Est, interdisant et réprimant les manifestations protestataires, exerçant une scandaleuse pression sur les mass-media, la grande presse et les agences d'information.

Comment s'étonner, d'ailleurs, de cette collusion qui frise la vassalité, quand on veut bien se souvenir que, depuis plus de trente ans, au terme de la deuxième boucherie mondiale, la France occupe toujours militairement de vastes territoires allemands, avec la bénédiction de Bonn, sous le faux prétexte d'y prévenir la renaissance d'un bellicisme germanique, en réalité pour y monter la garde à l'Est contre un certain camarade Popov, et nous raconte-t-on, s'y tenir prêt à défendre la frontière orientale de la Bavière — la Bavière du fasciste Franz-Joseph Strauss. En attendant, ce gros tonneau de bière, après avoir incité les soc'al-démocrates au meurtre de Stammheim, se fait protéger, pour un temps peut-être, par une cage en verre imperméable aux balles.

Pour un temps, car le bain de sang du mardi 18 octobre, le sinistre mélodrame de Mogadiscio sur lequel la lumière est encore loin d'être faite, l'apparent triomphe du compère de Giscard et de Mitterrand n'auront pas coupé les racines d'un terrorisme que l'on prétendait anéantir et qui a des origines sociologiques profondes. Il est bien plutôt à augurer qu'ils lui auront donné un nouveau souffle, le souffle de la colère. « *Les représailles que s'attirent les assassins légaux ou médicaux de Holger Meins et d'Ulrike Meinhof ont une terrible logique. Au terrorisme des gèbliers gouvernementaux répond celui de leurs adversaires, minoritaires, mais efficaces. Et la tragédie pourrait durer longtemps encore, faire couler beaucoup plus de sang, puisque la preuve semble faite qu'une répression de ce type ne parvient pas à écraser, à éliminer ceux qu'elle vise et que leurs adeptes, loin de régresser, pourraient augmenter en nombre* ».

Qu'il n'y ait pas, camarades, entre nous, le moindre malentendu. Quelles qu'aient pu

être les actions violentes menées par la RAF, au-delà du jugement que l'on peut formuler sur l'efficacité politique de telle ou telle d'entre elles, ces camarades ont été (et ceux qui vont prendre la relève) des militants révolutionnaires. Ils ont donc droit à notre solidarité révolutionnaire dans l'enfer de la prison comme dans la mort.

Ils avaient cru qu'ils n'avaient plus d'autre issue ouverte devant eux, dans une Allemagne repue et soporifiée, à peine dénazifiée, à genoux devant les USA, que celle d'une forme exaspérée de violence. Mais c'est sans doute à l'ensemble du mouvement révolutionnaire international, à ses carences d'analyse conséquente et d'actif soutien, qu'incombe la responsabilité de leur choix.

Le dénouement de ce drame pose devant nous, avec une acuité pressante, le problème trop souvent laissé dans l'ombre de la violence révolutionnaire. Il n'est plus possible aujourd'hui à aucun d'entre nous, de l'esquiver. Car, si nous ne l'assumons pas, ce problème, sous tous ses aspects, dans toute sa contradictoire complexité, en tenant compte notamment de l'expérience de nos camarades italiens, le risque grandirait en France, que tel ou tel groupe soit amené à opter pour les modes de violence détachés d'un niveau politique qui ne serait pas encore atteint par l'ensemble du mouvement.

A la « solution finale » du 18 octobre 1977, la riposte des militants français a été un peu tardive et, de la part de certains, même hési-



V.G.d'Estaing — H.Schmidt (Gamma)

tante. Elle a été due finalement à l'initiative de mouvements autonomes et en particulier, dans la capitale, d'une assemblée parisienne de groupes autonomes.

Mais cette mobilisation a rassemblé de nombreux camarades appartenant à toutes les composantes du mouvement révolutionnaire.

«C'est le non-dit qui est inquiétant en Allemagne»

Interview d'André Glucksmann

— Libé : Dans les jours qui viennent, Croissant risque d'être extradé. La plupart des intellectuels français ont signé une pétition contre son extradition. Depuis quinze jours, beaucoup de gens prennent position sur les événements en Allemagne. Et toi ?

— André Glucksmann : Il faut tout faire pour éviter que Klaus Croissant soit extradé. C'est peut-être pour lui une question de vie ou de mort, c'est pour nous une question de tradition démocratique et de droits de l'homme. Il faut convaincre le plus de gens sur ce but précis. La pétition signée il y a 15 jours par des dizaines de personnalités dont tu parles ne le fait pas. Comme toutes les pétitions charettes, elle additionne une demande juste sur Croissant et des allusions : à Kappler, au caractère fasciste ou fascisant de l'Allemagne. A mon avis, la non-extradition de Croissant relève des droits de l'homme et non des jugements sur l'Allemagne. Les droits de l'homme c'est d'abord les droits des gouvernés, des opprimés et en l'occurrence des détenus. Les privilèges habituels des avocats doivent compenser la situation de moindre droit des détenus. Cela vaut pour les avocats politiques, commun comme pour les avocats politiques. Tout ce qu'on reproche à Croissant est peut-être vrai ou faux, mais ce n'est pas ça le problème de l'extradition. A l'extrême, on pourrait faire les mêmes reproches à pas mal d'avocats du milieu qui servent de boîte aux lettres. On en fait pas une affaire d'Etat.

— Libé : Quel est le danger de cette caractérisation de l'Allemagne comme fasciste ?

— André Glucksmann : A première vue, quatre dangers. 1) Le danger du mensonge. Il existe en Allemagne des mouvements de contestation, des libertés publiques. Ce n'est pas le fascisme. Le « *Berufsverbot* » est une ignominie, mais il existait le même genre de chasse aux sorcières chez les fonctionnaires de la Troisième République française, c'était moche mais ce n'était pas fasciste. 2) Le danger du chauvinisme. Quand le préfet de l'Isère mobilise ses flics contre « l'invasion allemande », cela fait un mort et plusieurs mutilés. Et pourtant personne ne pense que la France est fasciste. On crie au fascisme (à gauche), au terrorisme (à droite) beaucoup plus facilement quand il s'agit d'Allemands. En 68, on disait « les frontières on s'en fout », et comme écrit Michel Lebris, mieux vaut « des semelles de vent » qu'une cervelle de plomb. 3) Le danger de ne pas aider ceux qu'il faut aider en Allemagne : les contesta-

Néanmoins, la partie n'est pas encore gagnée.

Nous n'avons pu sauver Baader et les siens.

Mais nous ferons sortir de taule Klaus Croissant.

Daniel GUERIN
(2 novembre 1977)

taires, les intellectuels critiques et libéraux accusés aujourd'hui d'être « sympathisants ou terroristes de l'encrier ». Ce n'est pas en brûlant des cars ou des voitures de touristes allemands qu'on les soutient. 4) Affirmer que l'Allemagne est fasciste conduit à justifier un combat armé contre ce fascisme. C'est donc prendre une responsabilité grave.

— Libé : Il y a tout de même des choses très inquiétantes en Allemagne. Ne serait-ce que la délation de masse ou peut-être ce qui s'est passé à Stammheim.

— André Glucksmann : Oui, c'est inquiétant. Raison de plus pour être précis et s'en tenir le plus possible aux vérités. Par exemple, lorsque *Libération*, enfin, révèle les conditions exactes de la détention à Stammheim, deux jours après, comme par hasard, *Libération* est occupée. Comme s'il fallait pour « mobiliser les masses » raconter des bobards. N'a-t-on pas dit que « Stammheim était le pire cauchemar de la présente civilisation ? ». Le mensonge de propagande est un procédé classique que nous, gauchistes, avons hérité des PC.



Pierre Overney et Trameni aux portes de Renault (APL)

En 1955 encore, le PCF affirmait que la condition ouvrière était plus misérable matériellement qu'il y a un siècle : sérénade de la paupérisation absolue où le secrétaire général expliquait : « Jadis l'ouvrier pouvait se payer un pantalon de velours, aujourd'hui il doit se contenter de pantalons en toiles collées (blue-jeans) ». Ça témoigne d'un mépris souverain pour les masses qu'on prétend propagandiser. Mais également un mépris pour les luttes qui transforment la situation. Ainsi les améliorations de Stammheim sont le résultat de longues grèves de la faim et de l'intervention de personnalités allemandes libérales.

Reste un sacré problème. Un journal libéral « *Die Zeit* » écrit cette semaine qu'en France après la contestation de mai les gens ont osé dire : ce sont nos fils, alors qu'en Allemagne ce fut tout le contraire. Le fossé entre population et contestataires s'est creusé. Dès leurs premières actions, Baader et ses amis ont été qualifiés d'ennemi public N° 1 et enfermés dans ce rôle. Probablement parce qu'à l'origine, il y a quelque chose qui n'a jamais été dit et dont les parents et enfants se renvoient la culpabilité : « Dis papa qu'as-tu fait sous Hitler ?... ».

Y a-t-il eu meurtre à Stammheim ? Poser la question, mettre en doute la thèse officielle, c'est presque déjà passer pour sympathisant en Allemagne. Alors que silencieusement nombre d'Allemands pensent que Baader a été descendu et qu'une partie d'entre eux s'en réjouissent. C'est ce non-dit qui est inquiétant en Allemagne. Il remonte probablement à 45, ce n'est pas une société de consommation, mais une société de consommation du silence. On s'est jeté dans la production et dans la consommation dès la fin de la guerre mondiale pour ne plus parler de ce qui était arrivé, de ce qu'on avait fait ou accepté, de Hitler en nous.

— Libé : La thèse de la RAF est justement de dire que le fascisme n'a jamais été liquidé en Allemagne. Mais la RAF n'a pas été la seule à le dire pour l'Allemagne. Les Maos de la gauche prolétarienne ont utilisé à propos de la France les concepts des nouveaux occupants, de nouvelle résistance. Toi-même Glucksmann, tu as participé à l'élaboration du concept de « nouveau fascisme ». Alors ?

— André Glucksmann : Il faut être précis. La thèse commune de tous les mouvements de contestation c'est que le fascisme n'a été liquidé nulle part. En témoignent les exploits coloniaux français ou américains, le racisme à l'égard des ouvriers immigrés, les « bavures » policières etc. Dire qu'il y a du fascisme et qu'il faut le combattre, ce n'est pas affirmer avec la RAF que nous vivons dans une société fasciste, sous un Etat fasciste. La thèse de la RAF est que nous vivons dans un gigantesque camp de concentration. La thèse du nouveau fascisme a été d'opposer un fascisme qui vient d'en haut à une démocratie dite nouvelle, de masse qui vient d'en bas. On ne disait pas : « Voilà, la France, elle est fasciste ». On disait : « Il y a une lutte entre la démocratie et le fascisme ». Même lorsque, avec cette exagération catastrophique, on désignait tous les policiers comme occupants, il s'agissait d'une minorité « occupant » la majorité, alors que, pour la RAF, la majorité est prisonnière du système.

— Libé : Dans la pratique, n'y avait-il pas une réelle parenté. Nous étions cousins.

— André Glucksmann : Oui. Il y a un moment où nous fûmes probablement très près de continuer sur la lancée de Baader. Rappelle-toi le début 72 : escalade aux portes de Renault jusqu'à la mort d'Overney. Il brandit une barre de fer, Trameni le tue à distance d'un coup de revolver. Après la mort de Pierrot, le soir même à la manifestation de Charonne, la question est : « Allons-nous escalader plus loin ? » Il y avait des cocktails. Finalement, les maos ne les emploient pas contre la police. Suit l'enterrement avec 200.000 Parisiens, l'enlèvement du cadre de Renault, Nogrette. Qu'est-ce qu'on en fait ? Pour la NRP, on le sait, il s'agissait d'un enlèvement symbolique. Il n'était pas question de le tuer.

Peu après, prise d'otages à Munich, aux Jeux Olympiques et tuerie finale. On approuve ou on n'approuve pas Septembre Noir ? Les immigrés arabes avec lesquels on travaillait étaient pour. Finalement, les maos

n'approuvent pas. Non sans discussions confuses. Exit la gauche prolétarienne. Si on avait escaladé après la mort d'Overney, soit assassiné Nogrette, soit approuvé Munich, la GP aurait continué — mais dans le sens de la Fraction armée rouge.

— Libé : Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ?

André Glucksmann : Probablement pour deux raisons dont nous n'étions guère conscients. D'une part, il y avait ces 200.000 Parisiens et la contestation qui fleurissait un peu partout, chez les femmes, au Larzac... Ceux-là n'auraient pas marché pour le carnage. De même, les intellectuels. La bataille sur l'avortement enthousiasme plus que l'éternelle répétition de la prise du Palais

d'hiver par le fusil prolétarien. La deuxième raison, c'est ce qu'il y avait en nous. D'un côté, le vieux schéma du révolutionnaire professionnel « Le pouvoir est au bout du fusil » de l'autre, Mai 68 : « Chassons le flic de notre tête ».

Chaque fois que nous avons eu à choisir, c'était au moment de tuer. De Mao, nous avions retenu que le bon militant ne doit craindre « ni les épreuves, ni la mort ». Là, nous découvriions tout à coup que ce que le militant marxiste doit accepter, pour le bien de la cause, c'est la mort des autres, les épreuves infligées aux autres, c'est à dire les tortures, la prise d'otages etc... C'est ça qui fait la force des partis nationalistes ou marxistes.

Même quand cet acte de tuer est différé (cas des partis forts RPR et PC), c'est toujours cette bataille finale qui mobilise, qui soude, qui durcit, qui dogmatise. En n'acceptant plus la solidarité du meurtre, la GP se condamnait à la disparition. D'après le témoignage des copains et de personnalités officielles, il est possible que Baader, Gudrun Ensslin et leur amis aient eu l'envie d'arrêter. Mais ils étaient coincés et pas seulement par eux-mêmes. On a beaucoup parlé du meurtre du père à propos de 68, est-ce qu'aujourd'hui, il ne faut pas parler du meurtre des enfants ?

Propos recueillis par Pierre BLANCHET

(3 nov 1977)



Une couverture du Point

Un visage barré et un corps nu: de l'information

par Jacques Doyon

Cela vient trop fort : il y en a trop, images, images et titres, sous-titres, lettres noires sur blanc, photos, photos, visages du groupe Baader-Meinhof, points de vue, sentences, blas blas démultipliés par des bouches rondes, des voix blanches, kleenex pour les gueules de speakers, partout, depuis... depuis si longtemps, on dirait, — depuis toujours peut-être. Le corps est atteint, l'inconscient affolé, cent ou cinq cent millions de consommateurs dégustant du Baader-Meinhof, Baader-Ensslin, les matins au petit café, otages, Schmidt, tout ça au même moment. Vous vous y retrouvez vous ? Pas moi, on ne sait plus comment penser là-dessus, il y a l'émotion et les révoltes intérieures, l'intellect qui dérape, et tous les mensonges par images, par bouches qui disent.

Quelqu'un m'a aidé, aidé à casser la chaîne informative, à démonter tout ce système de production d'images, phrases mensongères, à voir la force des révoltes inconscientes. Son nom est Godard. Il m'a aidé et peut-être ne suis-je pas seul dans ce cas, parmi ceux, celles qui ont fréquenté l'Action République cinéma, depuis le 19 octobre.



Le visage barré, celui d'Andreas Baader, on l'a vu pendant une semaine sur la couverture du Point. Derrière cette image, il y a les gens qui disent : visage mort, visage silencieux, tueur suicidé, tueur assassiné, la fin. Se taire. Et les gens qui ont mis en page Détective, avec la photo de la star terroriste, corps du porno, ils ont voulu nous dire : n'oubliez pas que cette femme, c'est finalement des seins et un cul. Godard nous dit dans ses films : où vont ces images ? Pourquoi sont-elles là ?

Cela se fait rare, les gens qui vous aident à mieux voir. Beaucoup disent, pas d'accord, t'es un con, ou une conne, et ils s'en vont. Godard lui, il se défonce à expliquer. A faire voir d'où viennent les images et où elles vont.

Il baisse le son, il dit qu'il faut laisser venir le silence, ne plus hurler, laisser faire un silence qui est déjà la mort, mais tant pis. Ne plus parler pour les autres, ne plus dire Victoire pour les Palestiniens, en 1967 — c'était le titre initial de Ici et ailleurs (1975), — alors qu'ils seront massacrés à Ammam, trois ans après. Les guérilleros du film sont désormais des morts. Ne plus hurler pour les autres : au nom des Palestiniens, au nom des femmes, (ce plan dans Vladimir et Rosa (1970) où Anne Wiasemski souffle des mots dans la nuque du garçon avec qui elle vit, pour qu'il répète, avec sa bouche, en silence, ses mots à elle, les siens). Alors, ne plus dire, eh bien la Fraction armée rouge, c'est des nazis, ou c'est des martyrs, mais laisser vivre en soi ce qui n'est pas mensonge, mensonge d'image ou de texte journal — tout ce qui nous cisaille, là-dedans, nous fait être avec. Et Godard, dans

ses films qui vont de 68 à 77, a donné à voir, aussi, sur la lutte armée, et même que regarder ces temps-ci, les films que les critiques bien-pensants classent comme « militants » (Groupe Dziga Vertov), pour mieux les faire disparaître, cela donne à penser, à voir. Le hasard, ça n'existe pas.

IL FAUDRA VIVRE AVEC CES IMAGES

Qui t'a aidé à comprendre, à discerner, ces temps-ci, qui ? Pas grand monde. Ce n'est plus les journalistes, trop empêtrés dans leurs dépêches et leur fascination de l'événement. Ce ne sont pas non plus les penseurs professionnels, payés pour penser. Pas non plus chose-mec qui bombe les murs en écrivant : Baader, tu seras vengé. Il est tout aussi empêtré que moi, l'inconscient touché à mort par des images de désert, de Boeing dans la fournaise d'Arabie, de sang caillé, de basketts saupoudrées de sable, d'yeux révoltés, de V de victoire d'une Palestinienne sur un brancard, de corps d'ex-otage descen-

dant un escalier d'avion comme un pantin, yeux glauques de Hans Martin Schleyer, ancien S.S., yeux en face d'une caméra vidéo filmant sa peur de la mort. Que sont ces images ? C'est le corps qui les voit, nos inconscients réunis qui voient, écoutent, et nous n'arrivons pas à démêler vraiment ce qui est et ce qui n'est pas. Alors, il faut travailler, démonter le système de production de ces images, voir où elles vont, en nous et chez les autres, où elles se logent, dans nos corps, jusqu'au moment même où nous faisons l'amour, où la volupté est traversée par les bruits, les cris, le sang qui coule, même s'il fait soleil dans la chambre. Il faut vivre au total quotidien avec ça. Et quand je vois *Ici et ailleurs*, je me sens moins seul, pour démonter le mécanisme de violence/images et tous ses rapports de signification.

Godard est l'un des rares cinéastes ou journalistes qui ne dise pas : « Ça, c'est Baader », « Ça c'est une photo de Gudrun Ensslin », lorsqu'elle tournait des films pornographiques, ramassant des marks pour la Fraction armée rouge. « Ce sont des impressions, une réalité concrète, ce que Le Monde ou le New-York Times appellent de l'information, mais tu sais comme moi que cela ne suffit pas », dit une voix off dans *Pravda* (1969). Les salopards de *Détective* font de l'information en montrant Gudrun Ensslin, nue, la fille-égérie. Mais la signification est à renverser : elle faisait filmer ses seins, car dans sa tête, elle avait bien décidé de gagner l'argent de la guérilla urbaine. C'était pas une égérie, mais une théoricienne. Et même le journaliste de *Détective*, il la reconnaît, dans son article, cette omni-présence intellectuelle et logique des femmes, dans le groupe.

« VOIR » POUR NE PLUS TRICHER

Godard m'a aidé, car sa réflexion n'est pas celle d'un prof, mais d'un visionnaire de l'image, d'un poète mathématicien, un peu fou. Lorsque l'on regarde les images du groupe de Palestiniens (*Ici et ailleurs*, 1975), discutant au plus simple du langage, des passages à gué d'une rivière, et que j'entends la voix off (ils ne parlent pas de leur pratique, mais, avec des mots simples, des passages de la rivière, etc.) cela fait surgir des images enfouies, en moi comme en vous, images de la réalité, qui ne veulent que surgir. Ils ne disent pas de mensonges théoriques, comme les « héros » de *La Condition humaine*, mais je vois ou entends des paroles immédiates, par exemple, celles qu'a pu dire Andreas Baader à Jean-Marcel Bouguereau en 197... questions quotidiennes de clandestinité (c'était écrit dans *Libération*), ou, celles des partisans vietcongs que j'ai connus, nommant le riz, le village, la quinine. Le travail rigoureux de Godard sur le cheminement des images (et que devraient faire les journalistes), cela réveille nos images, de notre cinémathèque personnelle, nous réveille (j'ai vu, ainsi, un drapeau vietnamien, en 1977, à l'enterrement de Baader et Ensslin, drapeau brandi par quelqu'un, *France Soir* le raconte : c'est en faisant sauter le dispositif électronique américain, organisant les bombardements sur le Viet-Nam, que la Fraction armée rouge a tout commencé, il ne faut pas l'oublier : les mêmes couleurs, au début, et à la fin, à la mort).

Godard a raison, il nous faut toujours apprendre à voir, dans notre œil, notre intellect, notre peau : nos images et celles de l'inconscient collectif, du conscient assassin des médias. C'est la seule chose qui peut aider, aider à ne pas être floué, floué par les images, par l'information.

Jacques DOYON

(2 novembre 1977)

Notre théâtre de la cruauté

1-Mogadiscio

par Jean Baudrillard

Il y a dans l'acte terroriste une puissance simultanée de la mort et de la simulation qu'il est insupportable de voir confondre avec le « goût morbide de la mort » et la frénésie du « morbide », du « spectaculaire », comme le fait l'auteur d'un article paru dans *Libération* du 27 octobre qui dit : « J'émetts l'hypothèse que tous les adeptes du terrorisme international (!) ont en commun, outre leurs revendications politiques plus ou moins claires, le goût de la mort et singulièrement la frénétique envie de disparaître volatilisés par une grenade policière, devant les caméras du monde entier ».

Emettons l'hypothèse qu'il se trompe sur la mort et sur les médias. C'est sur ces points que revient le texte qui suit, dans la nausée de toute la littérature de bonnes âmes et de travelos de la violence qu'on a pu lire ces temps derniers sur la question.

Ce texte n'est pas sans rapport avec « Vague de sang », récit de science-fiction de Tonka, dont un extrait a paru ici même le 27 octobre. L'inspiration de l'un et de l'autre n'est pas sans rapport avec le groupe « Utopie ».

Quelle étrange paralysie conduit les terroristes à ces erreurs successives, les fait anticiper sur l'invincibilité et la victoire finale de l'Autre, du Blanc, l'Allemand, l'Israélien, le macho, le facho, le technicien, le fort ? Sorte de prostration devant l'ascendant de la race forte, sans scrupule, celle qui a une stratégie et une conscience héréditaire de son droit et de sa force.

Fureur de cet assentiment secret de ceux qui perdent. Fureur de cette infection mentale par le maître, par la race supérieure et d'appartenir irrémédiablement à une race d'esclaves, offrant leur révolte en holocauste. Spartacus et sa soudaine défaillance devant Rome et la chance inouïe qu'il avait de l'anéantir. D'où vient cette magie de la défaillance ? Mais d'ailleurs, est-ce vraiment de la défaillance ? Qui dit que la défaillance et la mort seules n'achèvent pas le cycle du défi — la victoire, elle, ne faisant que substituer un rapport de force à un autre ? Il est peut-être essentiel que toute la force reste d'un seul côté pour que tout le défi, c'est-à-dire toute la puissance symbolique, reste de l'autre ?

Morts ou vivants, c'est ailleurs que le terrorisme l'emporte. Par ce seul fait au moins : lui seul fait événement, et renvoie ainsi tout l'ordre « politique » à sa nullité. Et les médias, tout en orchestrant la victoire de l'ordre, ne font que répercuter l'évidence inverse : à savoir que le terrorisme enterre l'ordre politique.

Les médias sont terroristes à leurs façons, ils travaillent continuellement à produire du (bon) sens mais en même temps, ils le défont violemment en soulevant partout une fascination sans scrupules, c'est-à-dire une paralysie du sens, au profit du seul scénario, d'où la supériorité du journalisme de choc sur le journalisme d'idées, le journalisme « critique » — le premier apparaît obscène dans notre sphère morale et politique traditionnelle, mais c'est l'autre qui devient tout d'un coup obscène dans cette sorte d'événement, parce qu'il cherche à résorber le spectacle au

profit du sens, de n'importe quel sens, alors qu'il n'y en a pas, et que c'est la radicalité du spectacle, la brutalité du scénario qui est originale et seule irréductible.

MODELE DE SIMULATION

Le spectacle du terrorisme impose le terrorisme du spectacle. Et contre cette fascination immorale (même si elle déclenche une réaction morale universelle, défense collective contre la séduction), l'ordre politique, même si il tue, ne peut rien. Le terrorisme n'est pas violent en soi, seul le spectacle qu'il décalme est véritablement violent. C'est notre Théâtre de la cruauté à nous, le seul qui nous reste, mais qui peut-être ne le cède en rien à celui d'Artaud ou à celui de la Renaissance — extraordinaire en ceci qu'il réunit le plus haut point du spectaculaire et le plus haut point du défi. C'est en même temps un modèle de simulation, micro-modèle fulgurant avec un événement réel minimal et une chambre d'écho maximale comme un cristal jeté dans une solution instable, comme une matrice expérimentale, une équation insoluble qui fait surgir toutes les variables, pas un événement réel : un récit condensé, un flash, un scénario c'est-à-dire ce qui oppose à tout événement dit réel, la forme la plus pure du spectaculaire — et un rituel, c'est-à-dire ce qui, de tous les événements possibles, oppose au modèle politique et historique de l'ordre la forme symbolique la plus pure du défi.

Etrange mixture du symbolique et du spectacle, du défi et de la simulation. Cette configuration paradoxale est la seule forme originale de notre époque, et subversive parce qu'insoluble. Ni victoire, ni défaite : on ne peut tirer aucun sens d'un événement irrémédiablement spectaculaire, ou irrémédiablement symbolique. Tout dans le terrorisme est ambivalent, réversible : la mort, les médias, la violence, la victoire. Qui fait le jeu de l'autre ? La mort même est indéfinissable : celle des terroristes vaut celle des otages, elles sont substituables. En dépit de tous les efforts pour opposer radicalement l'une à l'autre, la fascination ne fait aucune distinction, et elle a raison, le pouvoir finalement n'en fait pas non plus, il règle son compte à tout le monde et enterre Baader et Schleyer ensemble à Stuttgart, dans l'incapacité où il est de démêler les morts et de retrouver la bonne coupure les bonnes oppositions distinctives qui sont le secret de l'ordre et de la loi. Impossible non plus de retrouver un bon usage des médias, ni une transparence de la répression : l'acte répressif parcourt la même spirale imprévisible que l'acte terroriste, nul ne sait où il va s'arrêter, ni tous les revers et retournements qui vont s'ensuivre. Pas de distinction possible entre le spectaculaire et le symbolique, pas de distinction possible entre le « crime » et la « répression ». C'est ce déchaînement incontrôlable de la réversibilité qui est la véritable victoire du terrorisme.

Et cette victoire n'est pas du tout dans le fait d'imposer une négociation et de faire céder un gouvernement. D'ailleurs, l'objectif — la plupart du temps libérer les camarades détenus — est typiquement une équation à somme nulle. L'enjeu est ailleurs. Et si le pouvoir l'emporte au niveau de l'objectif, il

perd au niveau de l'enjeu. Il perd sa propre définition politique, il est forcé d'accepter, tout en essayant de la déjouer, cette réversibilité de tous les acteurs dans un même processus. Terroristes, tueurs, otages, dirigeants, spectateurs, opinion publique — il n'y a plus d'innocence dans un système qui n'a pas de sens. Pas de tragédie non plus (en dépit de l'idéologie du groupe de Baader lui-même, et la pédagogie du modèle terroriste à l'échelon mondial). La force des terroristes leur vient justement de ce qu'ils n'ont pas de logique. Les autres eux, en ont une, rapide, efficace, sans bavure, sans scrupule, c'est pourquoi ils « gagnent ». Si les terroristes en avaient une, ils ne feraient pas les erreurs qu'ils font. Mais ce ne serait plus des terroristes. Exiger qu'ils soient à la fois illogiques, ce qui fait leur puissance, et tacticiens logiques, ce qui ferait leur succès est absurde — encore un phantasme de synthèse, et de défense de notre part, qui nous permet de nous récupérer dans la fureur de l'échec.

Du même ordre l'exigence de sens qui leur est imposée. Partout (chez les mieux disposés à leur égard) la même litanie larmoyante sur le caractère insensé de leurs actions. Tout, même la tuerie, leur serait pardonné, si elle avait un sens — tel est l'axiome d'une morale qui se retranche derrière la bonne violence (historique, politique, révolutionnaire). A droite, on voit franchement dans le terrorisme un crime contre l'humanité. A gauche, plus hypocrites, on y voit un crime contre le sens. Or il s'avère qu'il n'y a d'alternative offensive que dans le défi au sens, dans l'opération pratique du non-sens (y compris dans la gigantesque liquidation du sens que pratiquent les médias eux-mêmes), alors il faut accepter que le sens soit détruit jusqu'au bout. Absurde d'exiger encore une teneur de sens au cœur du non-sens, sinon par chantage dialectique.

D'où la bêtise et l'obscénité de tout ce qui s'est raconté sur les terroristes : partout la volonté de leur refiler du sens, de les exterminer sous le sens mieux encore que sous le coup des commandos spécialisés (et tout en les soumettant ailleurs, dans les prisons, à la déprivation sensorielle). C'est encore cette rage du sens qui nous fait, nous, avec la meilleure volonté du monde, les traiter de cons incapables d'aller jusqu'au bout et de faire sauter l'avion et les passagers, qui nous fait leur en vouloir de n'avoir pas « gagné ».

Non seulement ils n'ont pas gagné, mais ils ont démesurément favorisé l'union sacrée de toutes les forces mondiales de répression, ils ont renforcé l'ordre politique, etc. — allons jusqu'au bout : ils ont tué leurs camarades de Stammheim, puisque s'ils n'avaient pas déclenché et raté cette opération, les autres seraient encore vivants. Mais tout cela participe de la même conjuration du sens, qui revient à mettre une action en contradiction avec elle-même (ici avec des fins qu'elle n'a pas voulues, ou selon une logique des conséquences qui n'est pas sienne). Strangulation.

Mais c'est encore au Pape qu'aura été réservée l'initiative la plus abjecte dans la récupération. Parodie de sacrifice, tel celui du Christ, sacrifice et substitution : on y meurt pour quelqu'un d'autre, et toujours au nom de quelque chose. A l'opposé exact du défi sacrificiel des terroristes. L'immédiateté de la mort sans référence n'a rien à voir avec cette eucharistie politique, cet holocauste simulé, dont d'ailleurs personne n'aurait voulu — surtout pas les terroristes. D'ailleurs le Pape est une institution, et une institution, par définition, ne se sacrifie jamais, puisqu'elle vit de sacrifices institués, de la plus-value de sacrifices qu'elle redistribue sous sa bénédiction. Dans l'annonce du Pape, c'est donc

l'institution sacrificielle qui tente de neutraliser le véritable processus, tout en se greffant dessus pour y retrouver du sang frais. Belle et odieuse opération de marketing.



2-Stammheim

L'insoluble polémique sur la façon dont Baader et ses camarades sont morts est elle aussi obscène — et pour la même raison : il y a une égale obscénité à vouloir assigner de force l'acte des pirates à du sens et à vouloir restituer la mort de Baader dans l'ordre de la réalité des faits. Principe de sens ou principe de vérité : voilà les véritables mamelles du terrorisme d'Etat.

C'est à croire que la stratégie du gouvernement allemand atteint d'un seul coup à la perfection : non seulement il enchaîne de façon presque improvisée sur la prise d'otages ratée pour liquider dans la foulée les détenus qui le gênaient, mais il le fait de telle façon (grossière, équivoque, incohérente), qu'il piège tout le monde dans la recherche hystérique de la vérité, ce qui est la meilleure façon d'abolir l'inanité symbolique de cette mort.

Les pirates ont fait tant d'erreurs à Mogadiscio, qu'on ne peut que penser qu'ils l'ont fait « exprès » : ils ont finalement atteint leur objectif en diagonale, qui était le défi de leur propre mort, celle-ci résumant celle virtuelle de tous les otages et plus radicalement encore, celle du pouvoir qui les tue (car il faut répéter absolument que l'enjeu n'est pas de battre le pouvoir sur son terrain, mais d'opposer un autre ordre politique de la force — on ne saisit rien au terrorisme si on ne voit pas qu'il ne s'agit pas d'un acte de violence réelle, ni d'opposer une violence à une autre (absurde par leur disproportion, et d'ailleurs toute violence réelle, comme l'ordre réel en général, est toujours du côté du pouvoir), mais d'opposer à la violence pleine, à l'ordre plein, un modèle bien supérieur d'extermination et de virulence par le vide.

Le secret est d'opposer à l'ordre du réel un imaginaire absolu, absolument inefficace, sur le plan réel, mais dont l'énergie implosive absorbe tout le réel, toute la violence du pouvoir réelle qui s'y abîme. Un tel modèle n'est plus de l'ordre de la transgression : répression et transgression sont du vieux ordre de la loi, c'est-à-dire de l'ordre d'un système réel en expansion. Dans un tel système, tout ce qui vient le contredire, y compris la violence inverse, ne fait qu'accélérer l'expansion. Ici, la virulence vient de l'implosion — et la mort des terroristes (ou des otages) est de cet ordre

implosif : abolition de la valeur, du sens, du réel, sur un point déterminé, ce point peut être infinitésimal, il provoque une aspiration, une absorption, une convection gigantesque, comme on a pu le voir avec Mogadiscio. Autour de ce point infime, tout le système du réel se densifie, se tétanise, lance tous ses anti-corps. Tellement dense qu'il outrepassa lui-même ses propres lois d'équilibre et involue dans sa propre surefficacité. Au fond, la tactique profonde de la simulation (car c'est bien de cela dont il s'agit dans le modèle terroriste, et non de mort réelle) est de provoquer un excès de réalité, et de faire s'effondrer le système sous un excès de réalité.

Le sommeil paradoxal est cette frange du sommeil où on dort pas à proprement parler, mais où on rêve. La mort paradoxale est celle où le réel de la mort est suspendu, cette frange où elle prend force d'enjeu et de jeu symbolique, avant de devenir réelle, c'est-à-dire résidu, le réel n'étant jamais que le principe résiduel de dégradation de la mort et du reste.

Si donc on peut penser que les pirates ont fait exprès de rejoindre leur mort, cette sorte de mort paradoxale qui brille un instant instantanément avant de retomber dans le réel, on peut penser inversement que le gouvernement allemand n'a pas accumulé lui aussi tant d'erreurs, dans l'affaire Baader, que dans un but bien défini (même si c'est sans le vouloir). Il pouvait mettre en scène la mort de Baader proprement — il ne l'a pas fait. Loïn de voir là un épisode secondaire, il faut y voir la clef de la situation. En semant ce doute, cette ambiguïté délibérée sur les faits, il a fait que c'est la vérité sur cette mort, et non cette mort elle-même, qui est devenue passionnante. Tout le monde s'épuise dans l'argumentation et dans la mise au point — mise au point renforcée par la mise en scène et jouant comme dissuasion gigantesque de la mise à mort et de la mise en jeu — tout le monde, et surtout les révolutionnaires qui voudraient bien que Baader ait été « assassiné ». Charnognards de la vérité eux aussi. Qu'est-ce que ça peut bien foutre, suicidé ou liquidé ? Mais, c'est que, voyez-vous bien, s'ils ont été liquidés et qu'on peut en faire la preuve, alors les masses, guidées par la vérité des faits, sauront que l'Etat allemand est fasciste, et se mobiliseront pour les venger. Foutaises. Une mort est romanesque ou elle ne l'est pas. Et celle-ci n'a pas besoin d'être vengée, elle est d'ordre imaginaire. Quel contre-sens de retomber dans le réel d'un contrat de vengeance et d'équivalence ! Les vengeurs valent les moralistes : toujours évaluer le prix, et faire payer le juste prix. Qu'importe qu'on vous vole la « réalité » de cette mort (la vérité sur...) puisqu'elle n'est pas de l'ordre du réel, et que c'est là sa force. C'est vous qui la ravaliez en voulant l'instituer comme fait, comme capital de valeur de mort, et l'épuiser dans la vengeance, alors que cette mort non soldée, non liquidée dans l'équivalence du sens et de la vengeance, ouvre un cycle vertigineux où le système lui-même ne peut que venir s'impliquer à terme, ou brutalement, par sa propre mort. Contre cette mort vertigineuse, le système se défend en mettant en place un cycle inverse — recyclage de la vérité contre le cycle insoluble de la mort. Telle est la manœuvre géniale du gouvernement allemand qui consiste à livrer, par ses erreurs « calculées », un produit non fini, une vérité introuvable. Ainsi tout le monde va s'épuiser à finir le travail, à aller au bout de la vérité. Subtile incitation à l'autogestion. Lui se contente de produire un événement de mort, les autres vont parachever le travail. La vérité. Nul, parmi ceux-mêmes que la mort de Baader révolte, ne saisit ce piège, et tous fonctionnent avec le même autonomisme dans la frange de complicité ouverte que tout pouvoir intelligent ménage autour de ses décisions

(même piège à dissuasion que la « solidarité » : ainsi, en 68, le pouvoir réprime les étudiants, et tout le monde se « solidarise » avec eux — en fait, le pouvoir a laissé aux masses guidées par leurs appareils, le soin de se solidariser et d'étouffer la virulence symbolique des débuts de Mai sous la grève générale).

Loin de le desservir donc, les bavures de Stammheim relèvent d'une stratégie de simulation de l'Etat allemand qui, elle seule, mériterait d'être analysée et dénoncée — stratégie d'union sacrée, pas du tout morale contre la violence terroriste mais, bien plus profondément d'union sacrée dans la production de la vérité, des faits, du réel. Même si cette vérité éclatait (si dans quinze ans on établit enfin que Baader a été froidement liquidé) cela ferait tout juste un scandale, et aucun pouvoir ne s'en effraiera, il changera d'équipe s'il le faut. Le prix de la vérité pour le pouvoir est superficiel. Par contre, le bénéfice de mobilisation générale, de dissuasion, de pacification et de socialisation mentale obtenu par la cristallisation sur la vérité est gigantesque. Bonne opération, sous laquelle la mort de Baader risque d'être définitivement enterrée.

Jean BAUDRILLARD
(4 et 5 novembre 1977)

Un modèle allemand pour l'Europe

par Jean-Pierre Vigier

Ce qui frappe, dans l'attitude présente de la majorité de la gauche et de l'extrême-gauche française face aux retombées de l'« affaire Baader », au délire anti-terroriste de la presse d'Hersant, à l'appel au lynch de la droite chiraquienne et giscardienne, c'est l'absence de fermeté politique et son caractère défensif. Libéraux et révolutionnaires sont si pressés de se démarquer des terroristes, qu'ils analysent les derniers événements d'Allemagne fédérale, dans les termes et sur le terrain proposés par leurs ennemis.

L'IMPERIALISME DE LA RFA

Il ne faut pas confondre les effets et les causes. Ce n'est pas l'action de la RAF qui provoque le glissement accéléré de la République fédérale allemande vers la droite. C'est l'évolution de la RAF vers un Etat autoritaire qui rétrécit sans cesse le champ de la lutte politique de masse, et crée le terrain où se développe le désespoir, le nihilisme et le terrorisme d'une grande partie de la jeunesse allemande. La République fédérale allemande n'est pas un Etat démocratique bourgeois pacifique, menacé par un terrorisme irresponsable. C'est un Etat impérialiste en train d'établir son hégémonie économique, politique et militaire sur l'ensemble de l'Europe du Sud. Sur le plan économique, la RFA, reconstruite par les USA, redevenue la troisième puissance économique du système capitaliste, exporte massivement sa technologie et ses capitaux. Elle contrôle toujours plus étroitement (par prêts directs ou par Fonds monétaire international interposé) la

vie économique et financière de ses partenaires de la CEE et de ses néo-colonies : l'Italie, l'Espagne, le Portugal.

La RFA affronte même les USA à l'extérieur de l'Europe. Elle a pris leur relais et ravitaillé en armes les dictatures « gorilles » du Chili, du Brésil, de l'Argentine et de la Colombie. Elle s'allie à l'Afrique du Sud, contrôle le Zaïre et développe ses exportations au Moyen-Orient. Sur le plan politique, ensuite, la RFA a construit à côté de l'Internationale socialiste (distributrice devenue traditionnelle des fonds de la CIA) une nouvelle internationale « conservatrice » et « européenne », dirigée par MM. Kohl et Strauss, chargée de ravitailler en moyens matériels la Démocratie chrétienne de M. Andreotti, le RPR de M. Chirac et le « centrisme » de M. Suarez. Elle construit l'Europe des polices. Sur le plan militaire, en fin, la République fédérale dispose désormais de la plus puissante armée conventionnelle d'Europe. Elle réclame aux USA des bombes à neutrons et des missiles « Cruise ». Pour plus de sûreté, en violation directe des traités, elle fait construire des bombes atomiques par ses alliés du Brésil et de l'Afrique du Sud. Elle procède au Zaïre à des essais de fusées balistiques. Visiblement, la politique européenne de la RFA n'est qu'une étape, car les organes spécialisés de la droite allemande commencent à développer la théorie que des pressions économiques et politiques suffiraient pour destabiliser une Europe de l'Est en crise, ouvrant la voie à la réunification de l'Allemagne.

L'ASSASSINAT DE STAMMHEIM ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Tout se passe depuis 1973 (et le phénomène s'est accéléré depuis l'avènement de M. Carter), comme si le grand capital allemand avait décidé de s'émanciper de la tutelle américaine, de rétablir son autonomie et de chasser pour son propre compte, pour sortir de la crise qui frappe le capitalisme. Ceci exige à la fois un changement de la nature du pouvoir en RFA, l'écrasement de l'opposition interne de la jeunesse et des intellectuels, et la mise en condition de l'opinion. L'assassinat des prisonniers de Stammheim s'insère dans ce contexte. Dissimulée derrière le formidable barrage de propagande anti-terroriste, la bourgeoisie allemande met en place les dispositifs politiques nécessaires à la nouvelle étape dans sa conquête de l'Europe.

A ce stade, l'action de la RAF pose des problèmes graves à l'ensemble des forces qui veulent (à l'intérieur comme à l'extérieur) combattre le nouvel impérialisme allemand. Il faut être clair, les marxistes (Cf. *Le rôle de la violence dans l'histoire*) n'ont jamais regretté en soi l'emploi de la force pour modifier le cours des événements. Appuyés sur leur peuple, une longue lignée de révolutionnaires (allant du colonel Fabien à Nguyen Van Troi) ont manié les armes du terrorisme individuel. Ils l'ont fait dans le prolongement d'une lutte politique de masse, contre des ennemis précis et particuliers. Le recours au chantage à la vie d'otages choisis au hasard, est une arme étrangère à la pratique et à la théorie de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. La déclaration de « *Kommunistisches Bund* » (K.B.) - publiée dans le dernier numéro de *l'Étincelle* - est fondamentalement correcte. Dans le contexte actuel de la RFA, la stratégie de la RAF débouche sur l'extermination physique de ces militants, et sur la destruction d'une gauche révolutionnaire allemande, qui avait démontré dans la campagne anti-nucléaire ses capacités de mobilisation et de combat. C'est la lutte de masse des bolcheviks, non celle de Narodniki qui a abattu le tsarisme.

L'assassinat d'Andreas Baader et de ses camarades s'explique dans le contexte de cette analyse.

Une lutte impitoyable oppose le parti américain dirigé par le chancelier Schmidt, et le parti néo-impérialiste de la CSU-CDU (chrétien-démocrate) de M. Strauss et des militaires. Il est effectivement peu vraisemblable que le gouvernement Schmidt ait ordonné leur exécution. Cela ne pouvait que ternir aux yeux d'une opinion allemande devenue paranoïaque, la « victoire de Mogadiscio ». Il est par contre plus que vraisemblable, car cela correspond à ses intérêts profonds, qu'elle résulte d'une décision de services type « Gehlen » télécommandés par des forces incarnées par M. Strauss, et ses

« Le meilleur homme doit rester chancelier : Helmut Schmidt. Pour ça : SPD »



(Photo AFP)

amis militaires, et ait été facilitée par les autorités démocrates-chrétiennes de Bade-Wurtemberg. Elle correspond bien à leurs méthodes. La droite allemande, comme dans le cas du « Reichstag » a toujours utilisé la provocation comme élément de sa politique. Elle permet à Strauss de compromettre davantage le régime, d'accentuer au maximum l'hystérie anti-terroriste à l'intérieur (ce qui facilite la mutation de la nature de l'Etat allemand), et de faciliter aussi la nouvelle collaboration avec les bourgeoisies compradore de l'Europe occidentale.

En quelques jours, le paysage politique de l'Allemagne s'est transformé. La chasse aux sorcières est ouverte en Allemagne aujourd'hui, demain peut-être dans toute l'Europe. M. Strauss réclame l'interdiction de tous les groupes « K » allant des organisations M-L au Parti communiste ouest-allemand. Il déclare, parlant de l'extrême-gauche européenne : « *Nous allons si bien faire le ménage que jusqu'à la fin du siècle, plus un seul de ces gangsters n'osera élever la voix* » dévoilant ainsi la nature réelle du modèle allemand que la RFA veut imposer à l'Europe. Limitée depuis longtemps au rôle de soutien des luttes anti-impérialistes lointaines, l'extrême-gauche française ne comprend pas encore l'ampleur des problèmes posés par l'agression sur son propre terrain de l'impérialisme de la RFA. Elle ne pourra esquiver longtemps le rôle d'avant-garde que lui propose l'Histoire : le rassemblement au niveau européen des forces capables d'entrer dans une résistance organisée à l'hégémonie allemande sur l'Europe, et le soutien des forces allemandes qui se battent sur leur propre sol, contre la renaissance de l'impérialisme allemand menaçante.

Jean-Pierre VIGIER

(6 Nov. 1977)

Le courrier des lecteurs

La tentation de l'Allemagne

L'Allemagne mérite qu'on en débâte, pour deux raisons, à mes yeux, essentielles.

L'article de Jean Genêt paru dans *Le Monde* du 2 septembre et l'écho formidable et indigné qu'il a trouvé dans la presse allemande, prouvent que nous pouvons troubler la digestion et la bonne conscience de « nos voisins d'outre-Rhin ». Inquiéter les Allemands du reflet qu'ils donnent d'eux-mêmes au monde, les isoler par notre mépris proclamé de leurs méthodes de gouvernement, brouiller l'image de démocratie libérale de l'Etat allemand, ne peut qu'aider les opposants.

C'est la première raison.

La seconde me paraît plus grave encore : un débat sur l'Allemagne d'aujourd'hui ne peut qu'éclairer le sens de nos efforts et mettre en lumière les enjeux, les dangers qui nous menacent. A cet égard, la lettre parue dans *Libération* du 17 septembre me semble mériter les critiques que voici : elle procède d'une escroquerie intellectuelle que l'on peut ainsi résumer : l'immense majorité des Allemands est raciste... nous aussi ; les Allemands sont séduits par un régime autoritaire... nous avons Chirac ; les foules bavaroises en culottes de peau et petits chapeaux se ruent pour voir Hitler au cinéma... c'est leur histoire, pas la nôtre.

La morale de cette argumentation qui amalgame la situation française à celle de l'Allemagne est, en fin de compte, du dernier catho : « Regarde la poutre que tu as dans l'œil, ne juge pas ton frère toi qui a péché ». L'auteur de la lettre renvoie dos à dos deux peuples, deux Etats, deux cultes et noie tout ça dans la mauvaise conscience en attendant sans doute que Dieu, au jugement dernier, sépare le bon grain de l'ivraie. Ce style d'argument nous prend dans sa nasse cathéchisante pour le plus grand plaisir des 75 % d'Allemands qui trouvent que Kappler a payé sa dette et au-delà.

Il faut savoir rompre avec la mauvaise foi et regarder en face d'une vérité qui nous engage : l'Allemagne n'est pas un autre que nous n'avons pas le droit de juger, l'Allemagne n'est pas notre double, l'Allemagne c'est, si l'on n'y prend garde, l'horizon prévisible de la société occidentale, notre avenir programé.

Etre anti-germanique de nos jours, c'est refuser pour demain, chez nous, la société de là-bas ; c'est lutter aujourd'hui contre les frémissements de germanisme dans notre propre pays, c'est renouer avec un combat qui porte le même nom dans les maquis du Vercors, au fond des steppes russes, et dans

la prison de Stuttgart-Stammheim : la résistance.

Le germanisme, qu'est-ce que c'est ? Avant tout, sans doute, une tradition culturelle, qui dès l'aube du XIX^e siècle, de Hegel à Marx, constitue et fonde l'Etat moderne en sa toute puissance, une tradition culturelle qui subordonne la liberté à la légalité et qui fait de l'Etat l'instrument parfait et le seul détenteur des fins raisonnables du monde. Or, depuis 1947, cette tradition culturelle a trouvé un espace privilégié sur lequel elle a pu pleinement prospérer : le champ de cet essor, c'est la République fédérale d'Allemagne.

Les fruits de la rencontre de Hegel, d'un peuple sans souvenirs démocratiques, corrompu par douze ans de national-socialisme, et des dollars du Plan Marshall, viennent à maturité et nous menacent : ils ont pour noms l'uniformisation des désirs et du mode de vie, le crétinisme télévisé et la vulgarité triomphante, une pulsion itérative et lancinante vers la répression.

C'est aussi devant nous, l'armée la plus puissante d'Europe, un flic chaque jour plus fort, menaçant nos libertés. C'est l'économie la plus agressive qui, non contente de doter en moyens nucléaires le Brésil et l'Afrique du Sud, contrôle d'ores et déjà 15 % de nos capacités productives les plus modernes qui, par le biais du Marché commun et de l'intégration européenne, met en péril notre capacité future à être indépendants, à orienter nous-mêmes notre développement.

C'est encore un mark qui vaut 2,12 francs et qui permet chaque année aux Allemands de se conduire en France comme en pays conquis, de racheter les terres agricoles et les mas de Provence, de vider nos campagnes.

C'est enfin et surtout pour nos gouvernants un exemple et un modèle vers lequel ils tendent : technocrates de tout poil, flics new-look et supranationaux, l'Allemagne les fascine. Etre anti-germanique aujourd'hui, c'est dire non, c'est résister à la tentation de l'Allemagne.

Faut-il établir comme certains le font, au nom de je ne sais quel internationalisme de pacotille, un distinguo subtil et vain entre le peuple allemand et ses dirigeants ?

Quand un peuple dans ses profondeurs, adhère à l'idéologie officielle de l'Etat, collabore à la chasse aux sorcières, fait de l'ordre et de la norme les uniques objets de son désir et les seuls critères d'appartenance à sa communauté, quand un peuple dénonce non seulement les « terroristes » mais encore tous les « déviants », pouvons-nous avoir pour lui la moindre complaisance ? Il faut savoir appeler les choses par leur nom et la majorité des Allemands des fascistes.

Nous devons proclamer que nous n'éprouvons aucune amitié pour la grande masse des Allemands d'aujourd'hui. Que nous ne reconnaissons comme nos camarades que ceux d'entre eux qui sont emprisonnés, pourchassés, traqués et dénoncés ; ceux qui ont perdu leur logement parce qu'ils ont porté atteinte à l'honorabilité allemande de leur immeuble, ceux qui sont exclus de la fonction publique

parce qu'ils portaient atteinte à la constitution allemande de leur Etat, ceux qui n'exercent plus parce qu'ils divergent de la conception allemande de l'avocat.

Nous devons surtout, à l'heure de l'affaire Schleyer, proclamer que nous n'accepterons pas de nouvelles atteintes aux droits de la défense ni à ceux des prisonniers, que nous ne tolérerons pas que Klaus Croissant soit extradé par notre gouvernement.

Nous devons prendre en nous-mêmes l'engagement de descendre dans la rue s'il en était ainsi, ou, si par aventure, de nouveau, un prisonnier politique en RFA venait à mourir.

Dans ce cas-là, je crois qu'une certaine incertitude devrait peser sur la sécurité des personnes et des biens des Allemands en France.

N.G.

(7 octobre 1977)



« Défendez vos avocats » (D.R.)

Baader: «ce à quoi nous ne croyions plus»

Mon pauvre Baader, tu es mort pour rien... Aujourd'hui, toi et tes compagnons, vous avez cessé de vous intéresser au sort de l'humanité triomphante pour vous tourner vers votre petite personne et vous occuper un peu de vous...

C'est bien le moins que vous pouviez faire après dix années de « sacerdoce », dix années c'est long, dont plusieurs derrière les barreaux, une prison sinistre, avec pour seule compagnie celle de matons narquois. Baader, tu te rends compte de ce que tu aurais pu faire en dix ans : le soleil plein les yeux, tu t'en souviens, la caresse du vent sur ton visage, le goût aigre d'un petit vin du Rhin bien frais bu avec des copains qu'on aime bien, la choucroute fumante bouffée avec une bonne copine que tu aurais accompagnée chez elle après et qui t'aurait offert le café qui joint les solitudes l'espace d'un orgasme. Oh, bien sûr, tu ne l'aurais pas dit à Gudrun, non pas parce que tu lui aurais caché des choses, non, mais juste pour ne pas lui faire de peine... juste pour ne pas la faire pleurer... Et puis, les larmes, ça aurait réveillé les gosses ; oh, bien sûr, tu n'aurais pas été jusqu'à travailler pour consommer, ni jusqu'à consommer pour travailler, non tout de même pas, juste un petit boulot pépère qui t'aurait laissé du temps de libre pour penser, agir un petit peu avec les copains ; tu aurais été à Malville, Kalkar, au Larzac pour te donner bonne conscience, et prendre un bon bol d'air, car tu aurais aimé la campagne, et au contraire de Céline, les manifs à la campagne. Après la mort de Vital, tu aurais été excédé devant une telle connerie, ulcéré même, tu aurais été aux réunions des différents comités et, comme eux, tu te serais considéré en état de guerre... Alors, avec Gudrun, vous vous seriez fait brûler une petite camionnette, ou un petit camion de béton servant à la construction d'un super Phénix... Alors là, tu aurais peut-être été foutu en tôle, pas longtemps : six mois, un an maxi, on se serait occupé de toi, tu aurais passé le samedi ta petite annonce dans *Libé*, nous autres lecteurs au grand cœur, on t'aurait même envoyé un petit mandat, on en aurait même profité pour glisser une petite annonce dans l'enveloppe à la rédaction, pour essayer de fourguer cette putain de chaîne stéréo démodée à un prix *Libé* bien sûr, faut tout de même pas déconner... 6.200 au lieu de 6.300.

T'as vu, Baader, ce que tu as raté, pauvre vieux con qui croyait pouvoir changer quelque chose. Tu rêvais, mon vieux, et l'univers onirique, y faut pas y toucher, nous autres adultes, c'est pour les gosses. Tu sais, depuis que tu t'es fait sauter la cervelle, j'écoute les gars qui causent dans le poste, les médias comme on les appelle, ils sont drôlement contents, plutôt soulagés... Tu comprends, Baader, on pensait bien que ton truc, c'était sans issue, mais tu nous rendais tous, avec tes copains et tes copines, mal à l'aise. Nous, ce que l'on veut, c'est interpréter le monde, pas le transformer.

Salut, Andreas, salut Gudrun, salut Karl, dors bien, vous l'avez bien mérité. L'Occident est calme et serein, je suis sûr que l'on va enregistrer dans les jours qui suivent une baisse dans la vente des somnifères, tu vois, tu auras tout de même servi à quelque chose.

Quant à moi, j'ai pris une grande décision : je vais ranger mon casque, ma matraque, mes cocktails, bref, tout mon petit attirail, et je

vais militer pour le nucléaire. Je n'enverrai plus de chèque au comité, maintenant, j'enverrai mon fric à Ponia pour l'aider à payer ses frais de déplacement. Ça coûte cher, les nuits dans les Sheraton, Hilton ou Intercontinental... Et puis Ponia, c'est un bon vendeur, il est bien enveloppé, ça inspire confiance, les bons gros ; comme ça, Ponia, il pourra vendre des super Phénix au monde entier, même à la principauté de Monaco (je suis sûr que ça ferait plaisir à Caro d'avoir sa petite centrale dans sa corbeille de noces). Dans dix ans, peut-être même avant, on peut

raisonnablement penser que la bombinette ne sera plus l'apanage d'une minorité de privilégiés... C'est ça, la vraie démocratie. Après, y a plus qu'à espérer qu'on sortira trois ou quatre de ces purs joyaux de la civilisation des arsenaux et qu'on se les balancera sur la gueule. Y aura bien deux mecs pour rester en vie, un couple, ça serait l'idéal, n'en demandons pas trop, les deux mecs, eux, ils pourront transformer le monde... Vu les suicidés collectifs, votre erreur ? Enfin, je parlerai de vous à mes gosses : ce que j'essaierai surtout de leur expliquer, c'est vos motivations profondes, parce que tu vois, ce que les gens ont vu, c'est les conséquences de vos actes : je doute qu'ils se soient interrogés sur le pourquoi.

P. PERROUD

(21 Oct. 1977)

La RAF et la démocratie

A lire l'ensemble de la presse (hélas, il faut compter *Libé* dans la presse, et ce n'est pas un compliment), il semble qu'un point ait fait l'unanimité des pisse-copies : l'action de la RAF porte tort même aux gauchistes et aux marginaux puisqu'elle conduit à un renforcement de l'Etat et à un rétrécissement de la démocratie. Voilà, le gros mot est lâché : la démocratie.

Qu'est-ce donc que cette fameuse démocratie qui a le pouvoir de faire s'abattre à son chevet malade tous ces vols de corbeaux docteurs en sciences sociales : Jean d'Ormeson, Serge July, Jacques Fauvet, etc. Allons-y voir d'un bref curriculum vitae et puisque les corbeaux ont des ailes, qu'ils nous accompagnent brièvement quelques siècles en arrière...

Nom : Démocratie.

Née à : Athènes, quelques siècles avant J.C.

Cause de la naissance : disparition de la communauté humaine (dite primitive), développement du cycle de la marchandise et urbanisation, suite à l'apparition de la division du travail.

But de la naissance : gestion harmonieuse d'une société conflictuelle (noblesse, plèbe, artisans, commerçants, esclaves, etc.).

Déroulement de carrière : éclipsée du monde occidental par le féodalisme et l'absolutisme royal, la Démocratie refait surface en 1789 et préside depuis lors aux destinées du capitalisme mondial.

Maladies bénignes : nazisme, fascisme et démocratie populaire, boutons épidémiques et nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme.

Quittons là les états de service de la Dame et reniflons voir d'un peu plus prêt nos découvertes.

La première forme de démocratie (grecque) a retiré à l'homme son humanité communiste pour lui refiler un esartz : la communauté villageoise, puis vient le capital qui lui fauche même cet ersatz, un peu ça va, métrô, c'est trop...

La démocratie rend à l'homme mutilé une partie de ce qu'elle lui avait pris, mais la salope paye en monnaie de singe. Elle s'adresse à un tronçon d'homme qu'on appelle vulgairement le citoyen, c'est sa tête politique qu'elle se paye, la démocratie apparaît dans le champ du politique, et le politique, c'est déjà une bonne partie de l'homme qui lui a été arraché et qui lui revient

dans la gueule sous forme de boomerang électoral.

Là, diverses nuances sont possibles : les spécialistes à tout crin « Vous occupez pas, votez, regardez la télé, on se charge du reste... » « Les délégués modernistes », « Tout est politique, voyons, ne déléguiez à personne le soin de vous castrer, faites-le vous-mêmes, un peu tous les jours etc... »

C'est ici le champ de la parole vide : on discute, on s'oppose, on vote, on se campagne électorale, on se table-ronde, etc.

Enfin, tout devient spectacle : le zombie salarié contemple passivement les figures de son destin qui se jouent à la télé, persuadé qu'ici, « c'est mieux qu'en Russie » parce qu'il peut choisir librement son parti, sa lessive et son village au Club méditerranée...

Alors, que veulent dire ces continuelles et obscènes allusions à la démocratie ? Quel jeu joue *Libé* ?

Vous réclamez le droit d'être contestataires, c'est ça ? Comme cet imbécile de Michel Grangean qui « veut pouvoir dire non » (sic) sans qu'on lui tire dessus... comportement infantile vis-à-vis du Père dont on attend la permission... dépendance affirmée et revendiquée si d'aventure, le partenaire ne joue plus le jeu...

Tirez-vous, corbeaux démocratiques, *Le Monde* est là pour recueillir vos croassements et *Libé* se devait d'être autre chose qu'un beau-rk, journal...

La rage que nous avons tous ressentie à l'annonce de l'assassinat de Baader, Ensslin et Raspe, ainsi que notre solidarité avec ce qui reste de la RAF n'a pas besoin d'un accord théorique avec eux, notre solidarité est celle des opprimés face à la bestialité de l'Etat.

De même, notre refus de nous engager dans la voie qu'ils ont suivie ne saurait en aucun cas s'exprimer à partir des latrines démocratiques.

C'est d'ailleurs que nous parlons de ce monde communiste que, peut-être, nous ne verrons jamais ; mais qui dès maintenant, commence à nous rendre cette humanité que le capital nous avait, très démocratiquement, volée...

B.G.

(25 Oct. 1977)



Andreas Baader pendant le procès (AFP)

Un homme! Un vrai!

Chers amis, je voudrais que vous passiez très prochainement mon article dans votre quotidien, ce serait vachement sympa de votre part, et moi, cela me ferait extrêmement plaisir. Je vous remercie d'avance. Voici l'article.

Il y a quelques temps, je ne soupçonnais même pas ton existence, mais me voilà étrangement concernée par tout ce qui se passe, et je suis tout à fait passionnée par tous ces événements qui te touchent de près, toi, ton amour et votre bande. Je n'écris pas pour donner un quelconque jugement sur la bande, ni pour commenter son attitude, et bien que je sois contre toute forme de violence, je ne peux m'empêcher d'être fascinée par « la bande à Baader ». !!

Aujourd'hui donc, je ne ferai pas de politique, mais je veux seulement m'adresser à toi, Gudrun, et te parler, si j'ose dire, « de femme à femme ». Je t'admire énormément, d'abord parce que tu es belle, puis j'admire ton idéalisme poussé à l'extrême. Mais je t'envie également, oui je t'envie énormément d'avoir mené une vie toute vouée à ton idéal et auprès de quel homme !!! Quelle passionnante aventure tu as dû vivre auprès de lui, quelle exaltation!!! Je comprends ton Amour pour lui, qui ne l'aurait pas aimé? Oui, je dois t'avouer que je suis fascinée par Andreas parce que, pour moi, il représente l'homme, un fonceur, j'admire sa fougue, sa passion, je trouve remarquable la façon dont il a su respecter jusqu'au bout ses idées. Quelle personnalité! Quel cran! C'est en quelque sorte un héros de notre temps, ça faisait longtemps qu'on n'en avait pas eu de si ardent que celui-là. Pauvre Gudrun, je crois que tu t'ennuierais beaucoup si tu devais revenir sur terre et vivre, ne serait-ce que quelques jours, ma petite vie. En effet, tu ne trouverais plus aucun homme digne de ce nom autour de toi, seulement des semblants

d'hommes, des moutons de Panurge, sans aucun idéal, des monstres d'égoïsme et d'indifférence, tu ne verrais que des petits bureaucrates sans aucun idéal et à la mentalité pourrie, des petits bourgeois peureux de tout, des petits cons trop prétentieux, des lavettes de tous genres, tu les verrais déambuler les jours de pluie avec leur petit parapluie de peur de se mouiller, je crois que cette fois, tu mourrais de rire ou de dégoût et que tu te dépêcherais de retourner auprès d'Andreas. On a beau dire tout ce qu'on veut sur ton mec, la moitié du monde peut bien crier que c'était un salaud et le reste de la bande pareil, moi, je dis seulement que c'était un homme, dans tous les sens du terme et pour moi, ça dépasse tout, c'est bien plus important que d'essayer de le juger ou d'essayer de comprendre ses motivations profondes, bien que celles-ci soient intéressantes, passionnantes et non vaines. Pour moi, il était un homme et ça me suffit, je ne veux rien savoir de plus. Vois-tu, Gudrun, je cherche depuis longtemps un homme du genre du tien, un vrai Mec, mais j'ai compris depuis longtemps aussi, qu'il n'y en a plus, je crois bien qu'il était unique dans son genre pour ce siècle. Et tu l'as eu, bravo Gudrun. Alors, comme aucun mec ne peut correspondre à mon idéal, j'ai laissé les recherches de côté, et bien que je n'ai que vingt ans, il ne faut pas m'en vouloir d'avoir de trop grandes tendances homosexuelles à l'heure actuelle, après tout, ça se comprend, non?

Alors, je te dis encore, bravo Gudrun d'avoir aimé et d'avoir été aimée au-delà de tout (et même de la mort) par un tel homme. Ne t'inquiète pas, dors tranquille avec ton Grand Amour, et dis-toi bien que le bonheur n'appartient qu'aux fous.

MICHELE

(2 Nov. 1977)

Depuis une semaine vous nous muselez...

Mercredi matin, je ne savais pas encore, la voix blanche, étranglée d'une copine m'a réveillée au téléphone : « Ils ont tué la bande à Baader dans leurs cellules »... Le vide... l'horreur... et puis je suis descendue acheter Libé... Libé titrait : « La mort dans l'âme », July délirait sur Tillon et Cunhal... le mot suicide était là (avec des guillemets bien sûr)... J'ai pensé, « eux aussi ».

Même après « La guerre des monstres », j'attendais moins de délire de fascination et plus de vérité, plus de respect et de reconnaissance de ce qu'on avait eu de commun quand ils faisaient sauter l'ordinateur de Nuremberg...

J'attendais surtout que Libé soit la voix qui ose dire tout de suite : « Ce n'est pas vrai, on les a tués », la voix qui sait qu'elle ne se trompe pas, parce que lorsqu'on a le même ennemi, nos tripes ne nous trompent pas. J'ai attendu trois jours, la succession des titres de pacotille : « Le soupçon », « Les mystères de la prison de Stuttgart », « Au septième étage de Stammheim ».

Comme *Le Monde* s'interrogeait, comme *France Soir* s'interrogeait aussi, sondait les reins et les cœurs des cellules. Alors j'ai compris que vous aussi, vous les aviez condamnés à mort. Parce que dire qu'on les avait tués, qu'il elles ne s'étaient pas suicidés, c'était reconnaître la vie en eux, c'était revendiquer quelque chose avec eux : leur/notre ennemi. Ça vous l'avez refusé. Vous avez refusé de reconnaître qu'ils/elles ont exploré jusqu'au bout pour notre génération politique, la voie de la guérilla urbaine (parce que vous croyez peut-être qu'on peut faire l'économie d'explorer même les impasses). Pour vous, ils n'étaient plus que les tenants désespérés d'une course insensée vers la mort, vous avez rejoint le chœur de la presse, vous les avez rejetés dans l'absurde et dans la mort. Quand Libé parle de « monstres » et *France Soir* de « mutants », des « êtres d'une autre espèce » où est la différence?

Parce qu'il faut pas déconner, des types qui ont tué des gosses, des femmes, des rivaux, leurs voisins, des petites vieilles... on les défend, on se mobilise contre la peine de mort, on sait dire la part de ras-le-bol et de révolte qui est en eux, est-ce qu'on renvoie dos à dos le meurtrier de Troyes et la violence de l'Etat? Et pour la bande à Baader alors? Parler de monstres c'est bien plus pratique pour laisser se nouer sans la dire, l'idée que la fasciation en Allemagne, c'est le terroriste Baader qui en est responsable - est-ce que ça ne serait pas plutôt parce qu'ils ont touché des points névralgiques que la répression la plus féroce s'est abattue sur eux?

Depuis une semaine, vous nous muselez, vous nous désarmez. Vous nous muselez au nom de la prudence journalistique, en maintenant plausible l'hypothèse du suicide, vous maintenez un voile pudique sur la fasciation de l'Allemagne, vous reculez devant la vérité politique. Depuis une semaine, vous nous désarmez.

Et pourtant, c'est terrifiant ce qui s'est mis en place cette fois, une solidarité sans faille des Etats, capables de nous coincer en quelques heures aux quatre coins du monde, le droit de nous torturer jusqu'à la perte la plus complète de notre identité, le droit de nous massacrer au fond des taules — même Franco avant de crever, n'a pas osé exécuter sans procès... Est-ce que la mort d'Ulrike Meinhof ca suffit pas pour s'en rendre compte ? Faut-il que ce soit *France-Soir* qui ait le privilège de titrer « Barre et Schmidt dressent un plan anti-terrorisme » ? Que foutait donc *Libé* ce jour-là ?

Faut-il attendre le jour du procès pour dire qu'il est vital d'empêcher l'extradition de Klaus Croissant ? Est-ce que la mauvaise conscience des années G-pistes est si forte et si mal liquidée qu'il vous faille absolument donner toutes les garanties pour une absolue ?

Ou est-ce que pour vous, il n'y a plus d'espace de lutte possible entre ce que furent les tentatives du passé et le choix de l'immobilisme (vécu esthétique de la crise idéologique laissant le territoire libre pour mars 7^e et l'Union de la gauche). Et que dans cette perspective, le principal c'est de ne pas être amalgamé ? Est-ce que vous croyez qu'il n'y a plus qu'à laisser « suicider » ou est-ce de votre propre suicide dont vous parlez ?

Gisèle

P.S. Je viens de lire Libé de lundi, article sur I. Møller : « ... si le meurtre froid que laissent supposer les révélations d'I.M. était confirmé, cela supposerait alors un degré inouï dans l'escalade de la sauvagerie sans précédent dans l'Europe de ces trente dernières années », il y a de ces fausses naïvetés politiques qui sont criminelles !

(3 novembre 1977)

Les poissons de l'underground

Baader est mort. L'opinion publique et la bourgeoisie se réjouissent, la gauche soutient tout cela en souriant intérieurement. Les révolutionnaires et l'extrême-gauche se taisent. En effet, pour des militants conscients, comment approuver le terrorisme ? Nous, nous ne sommes que des individus, sans organisations ni doctrines, nous sommes des révoltés, tout simplement. Nous ne pleurons pas Baader ni ne désirons le venger, mais nous continuerons ce qu'ils ont commencé. Nos pas sèmeront la mort et le sang, nous en sommes conscients, mais face à une société qui cache sa violence sous un masque de démocratie et de libéralisme, n'est-ce pas le seul chemin qui n'est pas embourbé de merde et de pourriture ? Notre vie implique la mort du fascisme d'Etat, nos actes sont totaux, ils refusent toutes magouilles. Notre bonheur et notre liberté impliquent, à long terme, un isolement politique et une escalade qui nous sera fatale à nous, mais aussi qui obligera la société à montrer son vrai visage : le flicage quotidien, la non-acceptation de tout ce qui est différent, la mort salariée... Notre idéal n'est pas politique, il est intrinsèquement vital ! Notre lutte n'est pas égoïste, elle veut

émanciper le peuple, faire prendre conscience à nos camarades que ce n'est pas avec des grèves de vingt-quatre heures qu'ils réussiront à vivre une vie d'être humain. Baader, avant d'être un terroriste, était un homme révolté. L'erreur de la R.A.F. est d'avoir poussé l'intransigeance jusqu'à commettre des attentats aveugles, jusqu'à friser le fascisme... Baader disait : « Il n'y a pas d'innocents ». Nous, nous répondons : « Si, en chacun de nous vit un innocent, une victime d'un système collectif imposé par quelques uns », le terrorisme, le plasticage d'accord, mais pas n'importe comment. Les mecs qui ont buté Schleyer : *bravo !* Le mec qui a tué le pilote de l'avion est un *salaud*. Car un pilote d'avion, tout en faisant partie du système, n'opresse pas le peuple comme un patron, un flic ou un juge. Notre erreur doit frapper les premiers violents : les bourgeois de l'establishment. Il est totalement faux de croire que Baader mort, tout va se calmer. Non, camarades, nous frapperons fort et vite. Notre logique est impitoyable et révolutionnaire. Et si un jour, tout comme Andreas, nous sommes « suicidés » dans nos

ta gorge une petite boule amère qu'on peut appeler Haine. Nous déclarons aujourd'hui la guerre totale à la société, jusqu'à ce que VIE s'ensuive.

Commando Puig Antich-Holger Meins

(28-29 octobre 1977)

Respectez nos morts

Votre journal a été jugé ces derniers jours. Pour ma part, je tiens à remercier *Libération* pour avoir laissé s'exprimer à travers leurs lettres, des camarades indignés par la mort de Baader, Ensslin et Raspe. Il était à mon avis difficile pour vous de prendre directement partie dans une telle affaire. Vous avez été les seuls, avec le journal *Rouge*, à mettre en doute la thèse du « suicide », car la télé, la radio et *France Soir* n'ont jamais douté de ce « suicide collectif », ils ne feront pas leur « une » sur l'information de cette nuit tragique à Stammheim. Car pour moi, l'Etat, le gouvernement et la société assassinent en prison, et les dits « suicidés » sont de plus en plus nombreux dans les prisons de la RFA. Il faut tout de même dénoncer ces méthodes scandaleuses et barbares. Le gouvernement fédéral a assassiné Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, ainsi était-il débarrassé de prisonniers devenus encombrants et voyait ainsi le point final aux otages.

Aujourd'hui, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, sont mis en terre et mon cœur est triste. Car je viens de perdre des amis que j'aimais, que je respectais et que j'admirais, ils sont morts pour nous, ils ont toujours défendu nos mêmes idées. Je voudrais aujourd'hui que cette masse bourgeoise que l'Etat, la télé, la radio et la presse respectent nos morts comme nous avons respecté les leurs. Arrêtez de traîner dans la boue Andreas Baader et tous ceux morts pour avoir osé être opposés à vos idées et avoir combattu votre société.

J'ai très bien connu Andreas Baader en 1969, et j'ai rencontré Ulrike Meinhof à la même époque : ils n'étaient pas ces monstres assoiffés de sang, ils n'étaient pas ces sadiques de la violence et de la terreur, ils n'étaient pas ces bourreaux de la tuerie. Arrêtez de bourrer le crâne de ces pauvres masses qui se nourrissent de vos informations sans avoir d'idées, sans avoir rencontré ces membres de la RAF. Mais il est tellement plus facile de juger et de crier « à mort », que de s'interroger sur le pourquoi, sur le combat mené par ces gens.

Je regrette de ne pas avoir suivi Andreas Baader à cette époque, nous aurions dû être plus nombreux parmi la bande à Baader, les choses auraient peut-être changé et Andreas n'aurait peut-être pas été assassiné lâchement à Stuttgart dans l'enfer de sa prison, et tous les autres membres de la RAF morts d'avoir pensé autrement.

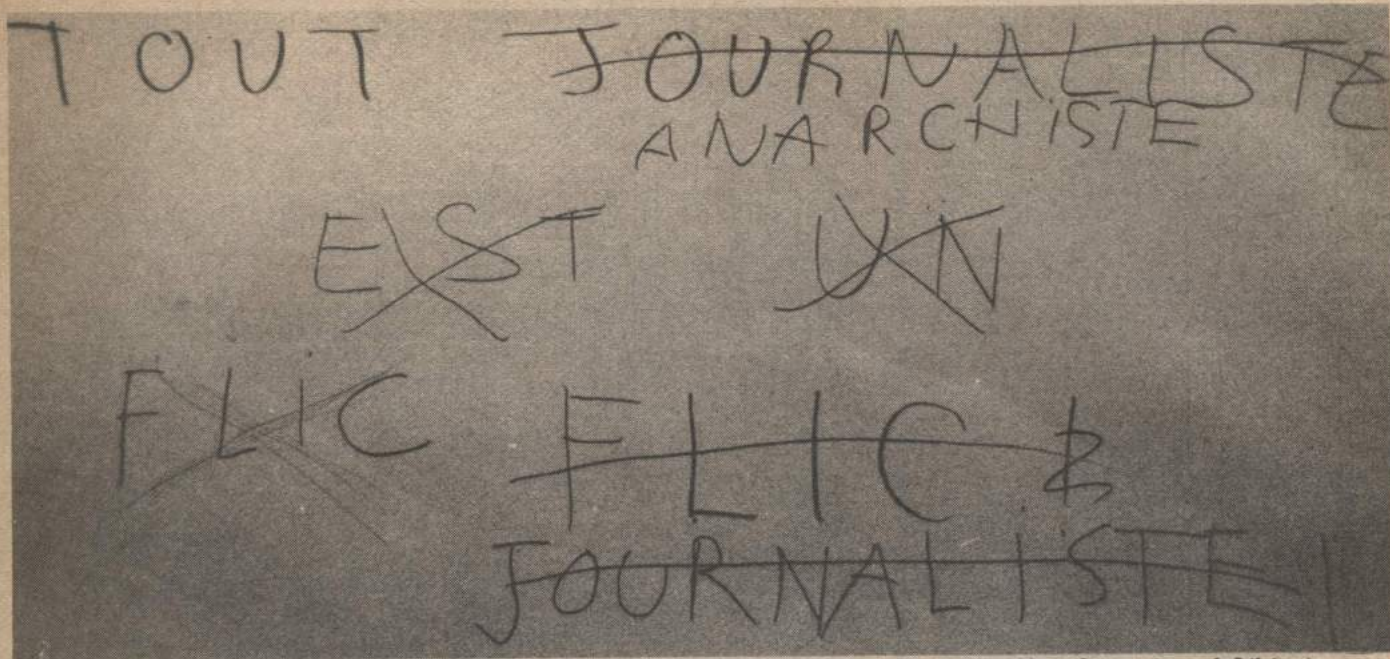
Ma décision est prise, je rejoins quelques années plus tard leur rang et notre modèle restera Andreas Baader et nous saurons le venger en serrant très fort les poings.

D.G.

(28-29 octobre 1977)



cellules, notre mémoire, nos pensées continueront de cracher sur la gueule du système, notre combat sera vivant dans le cœur de ceux qui lutteront au nom même de la vie. Nous ne venons pas d'un autre monde, nous vivons parmi vous, nous vous croisons dans le métro, nous discutons avec vous, nous sommes omniprésents, et c'est pour cela que jamais ils ne pourront tuer notre idéal. Nous sommes des poissons du bocal underground, nous vivons à Madrid de par Puig Antich, nous vivons à Berlin dans les tripes de Lou Reed, nous vivons la nuit sur les Champs-Élysées ou dans les bistrot du boulevard St-Michel. Nous vivons en toi, camarade qui lis cette lettre, toi qui, quand tu as entendu le « suicide » de Baader, a senti tout au fond de



23 octobre : un mur de Libération occupé

L'occupation de Libération

150 personnes envahissent Libération le 24 octobre 1977 : l'occupation va durer 12 heures

Bloc-note Libération page 9, jeudi 20 octobre : « Le comité provisoire de coordination contre la répression appelle à une assemblée générale à 14 heures samedi à la faculté de Vincennes, amphithéâtre 4 ». En dessous : « L'OCL appelle les camarades connus, appartenant à des pratiques collectives déjà existantes à participer à une réunion jeudi soir 20 H au 33 rue des Vignoles ». Le principal résultat de ces deux réunions, que Libé a été le seul à annoncer, se traduit dimanche matin vers 9 H 30 par la venue de deux commissaires de police à Libération : « Nous venons vous informer qu'une centaine d'anarchistes réunis samedi à Vincennes vont venir occuper vos locaux dans la matinée. Voici un numéro de téléphone où vous pouvez nous rappeler si vous avez besoin de notre aide ».

Serge July rappelle : « Nous avons l'habitude dans ce type de situation de discuter avec ceux qui viennent occuper et de régler nos affaires nous-mêmes sans l'aide de la police ». Malgré ces déclarations vers 10 H, cinq cars de police stationnent à une extrémité de la rue de Lorraine. L'occasion est trop belle de ramasser tout ce que Paris compte de sympathisants avec les terroristes. Ils laisseront une équipe d'observation jusqu'au soir procédant à quelques contrôles la nuit venue. Petit gag : l'un des « occupants » arrive en avance au rendez-vous, sonne et entre à Libé : on lui indique gentiment qu'il est en avance, que pour l'occupation, il vaut mieux repasser dans une demi-heure. Perplexité. Vers 10 H 30, une

bonne centaine d'occupants est rassemblée dans la rue, débarrassée à notre demande des cars de police stationnés un peu plus loin. Les gens présents au journal au 30-32 rue de Lorraine décident d'aller discuter dans les anciens locaux en face. Ce plan s'effondre lamentablement sous la poussée des masses qui s'engouffrent dans le journal derrière un rédacteur de Libé venant prendre son poste à cette heure matinale. Il est onze heures, l'occupation commence. Après le Boeing de la Lufthansa, Libération est détourné, locaux, matériels et personnel passent sous le contrôle de « l'Assemblée parisienne des groupes autonomes » où l'on identifie rapidement des gens de Camarades, de Front Libertaire, Marge, Poing Noir et OCL et bon nombre d'autonomes « complets ». Prise de possession des locaux classique, occupation menée rondement à coups de graffitis et de bombes de peinture : « Tout journaliste est un flic, à bas les spécialistes de la pensée, attention un journal peut en cacher un autre, July bientôt ton heure ». Exploration des archives photos, des bureaux, attroupements autour des téléx, etc... Place aux discours...

Nous apprenons d'abord que ce sont des lecteurs de Libération, indignés par la façon dont nous avons rendu compte de l'affaire Schleyer et de la mort de Baader et de ses compagnons, ce qu'un certain nombre de membres de Libé sont volontiers prêts à admettre, ils se préparaient d'ailleurs à évoquer ce sujet au cours du comité de rédaction du début de la journée. Nous apprenons ensuite que ces lecteurs « trahis

par le journal » entendent l'écrire et le fabriquer entièrement pour une partie, sur quatre pages seulement pour d'autres.

Nous apprenons péle-mêle que nous sommes des journalistes bourgeois appartenant « à la clique à July », des pédés, que nous sommes pires que France-Soir, que nous sommes « des charognards de la marginalité vivant sur le dos du mouvement » et que quelques uns tels que Bazooka, Pacadis, Rackam et d'autres feraient bien de ne pas se montrer sous peine de se faire rectifier le sourire. A mesure que le ton monte, le niveau des arguments, des deux côtés, descend rapidement en-dessous de la ceinture. Les premiers présents essuient le feu le plus violent parmi quelques bousculades sans importance. Plus dur, des comportements individuels particulièrement fascistes et sexistes à l'égard des clavistes par exemple l'une est traitée de putain, l'autre reçoit un texte d'un autonome avec ces mots : « Tiens, tape ça ».

— Non, mais tu rigoles !

— Ben quoi t'es pas payée pour ça !

C'est le baptême du feu. de l'institution Libération. Nous voilà patrons, otages, traités confrontés aux représentants d'un « mouvement » aussi confidentiel que verbalement violent. Dès lors, avec le cynisme qui sied à une équipe d'intellectuels petits-bourgeois, nous resterons fermes sur cet autre principe bourgeois : refuser de travailler sous la contrainte de quelque groupe que ce soit.

Et d'adopter la tactique Schmidt pour être cohérents avec notre rôle d'otages : nous ne céderons pas. Après le refus des occupants d'accepter la proposition faite habituellement dans ce genre de situation, une page faite par eux, si minoritaires soient-ils qui veulent l'exprimer, l'après-midi ne sera qu'une suite d'assemblées générales séparées : dans la petite salle de la diffusion l'équipe de *Libé*, dans la grande salle des comités de rédaction les occupants. Comme au plus beau moment des réunions de tendance de l'UNEF.

Parallèlement s'engagent des discussions individuelles avec nombre des occupants dont certains, souvent parmi les filles, sont accessibles à un autre dialogue que l'échange d'invectives et de slogans. Et pourquoi ne pas le dire, ils soulèvent des problèmes réels et des critiques justifiées notamment sur le rapport entre *Libé* et ses lecteurs. Critiques partagées par une bonne partie de l'équipe qui a toutefois du mal à supporter le terrorisme verbal de tribuns vincennois et de commissaires politiques qu'on croyait à jamais enfouis dans les poubelles de l'histoire. Mais la bête a encore des forces et la démonstration caricaturale en a été infligée tout au long de cette après-midi.

De réunions en réunions, la dernière proposition des autonomes s'est réduite à cette peau de chagrin : vers 18 H : 4 feuillets dans un numéro de 4 ou 8 pages qui devait sortir le jour où Klaus Croissant passe devant la Chambre d'accusation. Moment historique : pour la première fois depuis trois ans, on vote à *Libé* sans rechigner sur le principe, signe de l'importance de l'enjeu s'il en fallait. Une majorité suffisante se prononce pour la non-parution et le maintien de la position de principe malgré une proposition séduisante de détournement du numéro style « *Libé pris en otage* ».

L'heure, la fatigue, l'écoeurement devant certains comportements depuis le début de l'occupation, la volonté de ne pas créer un précédent en cédant à quelque groupe que ce soit nous impose de rester fidèles à la première position exprimée à 13 H et alors refusée par les occupants.

Après les dernières invectives en face de notre refus, la soirée ne sera qu'une longue suite de discussions par petits groupes, discussions sans doute les plus riches, sur les vrais problèmes qui se posent à *Libé*, sur l'évolution du journal de la période des souscriptions et des appels aux lecteurs au produit reconnu qu'il est devenu aujourd'hui sur la dégénérescence du gauchisme dont quelques fantômes présents donnent particulièrement froid dans le dos, sur le vide politique et l'absence de perspectives pour beaucoup de lecteurs. A mesure que la nouvelle a couru sur les radios et les agences, le public s'est fait moins dur : beaucoup de copains passent ou téléphonent leur soutien et lorsqu'à 11 heures, on lève la séance, il ne reste dans les locaux que quelques centaines de mégots sur la moquette (la moquette mais oui, on est bourgeois ou on ne l'est pas), une large traînée de pisse sur un mur, quatre téléphones et une table de montage cassés, quelques disparitions dans les archives photos, les dossiers ou les machines à écrire. La routine quoi.

De la bouteille de champagne que nous avons fait mousser en mai 68, il ne restait que quelques gorgées amères, on nous les a fait boire et de force hier, nous n'avons plus de goûts pour les fonds de bouteilles...

J.P. GENE

(26 octobre 1977)

LE COMMUNIQUE DE LIBERATION

Libération est occupé depuis dimanche matin, 11 heures, par 150 personnes qui empêchent sa parution normale lundi matin.

Lecteurs de *Libération*, mécontents de la manière dont le journal a rendu compte de l'ensemble des événements depuis plus d'un mois, ils prétendent que leurs points de vue ont été censurés par l'équipe. Alors que certains se proposaient tout simplement de chasser l'actuelle équipe du journal afin de réaliser un numéro conforme à leurs opinions, d'autres exigeaient de *Libération* qu'il leur cède quatre pages.

Considérant qu'il s'agissait d'une minorité de lecteurs, fidèles à notre conception qui régit ce journal depuis sa création, nous leur avons proposé une page libre pour s'y exprimer. Cette proposition a été refusée, l'équipe de *Libération* a décidé de ne pas travailler sous le contrôle de quelque commissaire politique que ce soit, et donc de ne pas paraître.

Ce viol de *Libération* menace son existence sur trois plans :

— Politique d'abord. Il est regrettable que des lecteurs qui ont reproché à *Libération* sa tiédeur, entravent par leur action sa parution le jour même où l'avocat Klaus Croissant risque d'être extradé. *Libération* se proposait en particulier de publier le dossier juridique de l'affaire qui prouve s'il en était besoin, le caractère exclusivement politique d'une éventuelle décision d'extradition.

— Financièrement, cela va de soi. *Libération* n'a pas d'autres ressources que ses ventes au numéro. Toute interruption de parution prend dès lors un caractère dramatique.

— Dans son principe enfin. *Libération* se refuse à toute solution de force. Nous avons proposé à cette minorité de s'exprimer. Cela a été refusé. L'utilité de *Libération* est fondée sur son indépendance vis-à-vis de quelque pression que ce soit, sur la base d'une pluralité d'expressions. Ceux qui ne reconnaissent pas ce principe nient en fin de compte ce qui fait la vie profonde de ce journal. En cherchant à nous imposer une ligne, ces lecteurs mettent le journal en péril. *Libération* ne travaille pas sous la contrainte. L'ensemble de nos lecteurs tranchera.

(26 octobre 1977)

LE COMMUNIQUE DES OCCUPANTS

Libération vit du courant anti-autoritaire mais loin d'être l'instrument de ce courant, il l'utilise à ses propres fins, essaie de le dévier, de le déformer et voudrait bien lui donner un visage à sa convenance.

Cela était plus que visible ces derniers temps, notamment à travers les « élégants crachats » de July, qui put tranquillement au cours d'un même article, trouver Schleyer sympathique et Baader barbare et absurde (cf. *Libé* du 18 octobre 77, p. 8). Par ailleurs, *Libération* suit la pratique du paternalisme et de l'autoritarisme en s'arrogeant le droit de censurer et de rejeter féroce ou avec mépris les nombreux articles et appels qui lui parviennent de divers groupes.

Par là même, il n'est qu'un reflet fidèle des bases de cette société. A *Libération* comme dans tous les journaux, comme dans la société actuelle, l'exercice de la pensée et de la parole est considéré et reste l'apanage d'une élite minoritaire qui entend maintenir ses privilèges coûte que coûte.

NOUS SOMMES CONTRE ÇA

En réponse à cette situation, 200 personnes avaient décidé de passer dans *Libé* des textes exprimant des opinions qui ont toujours été systématiquement censurées dans *Libé*. Face à ce mouvement, la seule réaction de July et sa clique a été d'abord le chantage, puis le sabotage de *Libé*.

La décision du mouvement a donc été l'occupation de *Libé*. Cette occupation est la première action d'un mouvement qui s'est constitué ces derniers jours suite à l'assassinat de Baader et qui se reconnaît dans le mouvement italien, les révoltes de Soweto et de Berlin-Est.

Libération préférant se saborder plutôt que d'apporter son soutien à Klaus Croissant (mais l'a-t-il jamais soutenu ?), nous appelons donc à une manifestation au palais de justice, lundi 24 à 13 h 30.

Assemblée parisienne des groupes autonomes

(23 octobre 1977)

30 000 ex. tirés rue des Vignes

(26 octobre 1977)

Points de vue de l'équipe du journal

De profondes divergences

Je n'ai pas envie de m'étendre sur l'acte même qui consista, dimanche, pour certains, à occuper *Libération*. Parmi ces pirates de la pensée, il y avait de tout : des petits étudiants timides, des chefs en mal de pouvoir, vieux roublards de la discutaillerie politique, des petits faschos d'extrême-gauche et même (si, si, ne les oublions pas), noyés dans la masse, des gens sympas. Passons donc rapidement sur les menaces, les attitudes sexistes et les odieux simulacres de tribunaux populaires auxquels nous fûmes quelques uns à avoir droit. Mea culpa, cette idée-là n'a pas été pêchée n'importe où et il n'est pas étonnant qu'à défaut d'en faire germer d'autres, nos occupants se soient rabattus sur ce vieux tube qui en 1970 était en tête du hit-parade de la pensée marxiste-léniniste. Que voulez-vous, on ne peut avoir à la fois autant d'imagination qu'on a de haine.

Cela dit, l'occupation de *Libération* va beaucoup plus loin que la simple anecdote : elle symbolise point pour point l'archétype de cette pensée gauchiste arriérée qui ne parvient plus à s'articuler qu'autour de ces vieux discours mille fois répétés et qui voudraient qu'il y ait « la juste ligne », les bons, les mauvais, les pourris, les authentiques révolutionnaires, les réformistes, les traîtres. Bref, une bouée de sauvetage pour tous ceux qui ne veulent pas regarder les choses en face et qui s'y raccrochaient comme pour tenter de nier que le phénomène le plus marquant de la fin de cette décennie est la crise de la pensée politique d'extrême-gauche.

En fait, que cette action ait eu lieu quelques jours à peine après que le dernier mythe de l'extrême-gauche européenne se soit fait suicider dans la prison de Stammheim n'est pas le fruit du hasard. La mort de Baader est en effet plus que la fin biologique d'un homme : elle est l'aboutissement de la pensée militariste qui traversa il y a quelques années le gauchisme européen et notamment en France, la Gauche prolétarienne ; c'est son point final. La mort de Baader est aussi celle d'un certain espoir révolutionnaire qui laisse à présent derrière lui des centaines de révoltés dans l'impasse.

Qu'enfermée dans ce chemin sans issue, dont le seul avantage est de pouvoir choisir sa propre mort dans une société où il n'est absolument pas évident de pouvoir choisir sa façon de vivre, une partie de l'extrême-gauche ait occupé *Libération* pour protester contre la tiédeur dont il avait fait preuve lors du détournement du Boeing de la Lufthansa et les « unes » ambiguës renvoyant dos à dos Schmidt et Baader (« La guerre des monstres ») n'est finalement pas très étonnant. C'est tout simplement le constat qu'en France les logiques qui furent hier très proches sont à présent profondément divergentes. En tout état de cause, cette occupation a eu au moins le mérite d'avoir mis en avant cet aspect des choses : il existe désormais plusieurs pensées issues de l'extrême-gauche de la fin des années soixante les unes totalement stagnantes (pour ne pas dire rétro), d'autres en état de gestation, des pensées qui se cherchent, sont en proie aux doutes les plus profonds et dont un des

principaux soucis est de ne plus mordre à pleines dents dans la carotte du dogmatisme, fut-il camouflé derrière un verbiage radical.

Ces profondes divergences, nous les avons ressenties, au sein même de *Libération*, lors du meurtre d'Antoine Trami. A ce moment je pensais, pour ma part, que l'extrême-gauche ne pourrait pas faire l'économie d'un profond débat au sujet des méthodes dites révolutionnaires. Sans suite.

Avec l'affaire Schleyer et la mort de Baader, c'est à mon avis cette question, ce point d'interrogation qui n'a pas manqué de resurgir. En un sens, l'occupation de *Libération* n'est que la tête de l'iceberg, sa partie apparente. En fait, le malaise est beaucoup plus profond et nous ne pouvons plus, cette fois-ci, nous dérober.

Reste que l'erreur des occupants de l'autre jour fut de mépriser les profondes différences qui existent au sein même de *Libé*. En collant tout le monde dans le même sac, les pirates de dimanche dernier ont réagi exactement comme si *Libération* était encore une organisation politique, avec une ligne, une unité de vue. D'où la rage, la haine, la débilité de certains actes. Il faut pourtant que les choses soient claires : personne dans ce journal n'aspire plus au rôle de phare de la révolution mondiale. Nous vivons, à notre manière, c'est-à-dire au travers de ce que nous écrivons, la crise de la pensée politique. Nous ne sommes ni des saints ni des prophètes, juste une collectivité d'individus capable elle aussi de faire les pires bêtises, des gens qui ne sont d'ailleurs pas forcément satisfaits de ce qu'ils font, écrivent.

Des fantômes

« Prise d'otages rue de Lorraine ». La brèche est ouverte. La première action « spectaculaire » des « autonomes ». Ils ne nous ont pas traités de « sales juifs » (pardon de « sales boches ») mais de « sales pédés » (ou putes).

Ils ne nous ont pas arrosés d'alcool mais de pisser.

Ils n'ont pas assassiné le commandant de bord, bien qu'il ait fait passer des communiqués, mais ça peut arriver la prochaine fois (« July bientôt ton heure »).

En plus, ils n'ont pas demandé un échange d'otages.

Et, oh, miracle ! Ils sont repartis comme ils sont venus ! Des cow-boys solitaires.

Mais qui sont ces gars-là ? se demandait-on.

Ils n'appartenaient pas à Ordre Nouveau, parce qu'ils n'avaient pas la tête rasée.

Ils n'appartenaient pas au commando Martyr Halimeh car ils n'étaient pas armés.

Ils n'étaient pas à la GPU parce qu'ils ne semblaient pas parler russe.

En nous résumant à « July et sa clique », en nous refusant le droit d'être différents les uns des autres, nos occupants de dimanche ne sont arrivés qu'à une chose (qu'on n'avait pas vu depuis bien des lunes) : faire réagir l'ensemble de *Libé* dans un même sens. Une sorte de réaction quasi épidermique face à ces gens qui nous faisaient la morale, nous reprochant entre autres, « d'avoir mal tourné ».

Pour ma part, j'assume totalement ce que je suis devenu.

Thierry HAUPAIS
(journaliste)

(27 octobre 1977)

A l'enterrement de Andreas Baader : « Contre la mort en prison mais aussi contre les détournements d'avions. Paix aux chaumières, guerre aux Palais ». (Georg Brückner)
(Photo Avril)



Mais qui sont ces gars-là ?

Le seul qu'ils semblaient connaître mais pas reconnaître, c'était le commandant de bord. C'est à lui qu'ils parlaient quand ils injuriaient les autres. Ils ne voulaient pas qu'il les écoute mais qu'il les adopte. Ils ne cherchaient pas un otage en lui mais un appui. Ils ne revendiquaient pas une parole mais un père. Et ils voulaient le rassurer : « Quand on sera grands, papa, tu vas voir les camps qu'on va construire. Il y aura de la place pour tout le monde, même pour les morts », disaient-ils en regardant avec nostalgie vers l'Est.

Mais le commandant de bord leur a refusé : « On ne peut pas semer la terreur pour récolter la justice. On ne peut pas enfermer pour libérer. On ne peut pas exterminer pour faire vivre. On ne peut pas faire taire pour libérer la parole ». Ils sont repartis tristes comme ils sont venus. Mais maintenant sûrs de leur solitude.

Et voilà qui se promènent comme des fantômes dans la rue à la recherche d'une tombe vide pour « se couvrir la nuit » disent-ils.

Yannis
(Monteur)

(27 octobre 1977)

De la zone libérée au Club Méditerranée

« *Libé s'est coupé du mouvement* », nous étions à la figure, dimanche dernier, les occupants du journal. Mais depuis, ça a beaucoup discuté, avec des copains, hors et dans *Libé*, pas mal réfléchi sur les articles et lettres suscités par les actions de la RAF et l'occupation.

En relisant *Libé*, j'ai l'impression que nous avons eu raison d'éviter deux tendances : d'abord celle qui aurait consisté à accepter le rôle d'« otage idéologique » que la RAF semble avoir assigné par ses actions à tous ceux qui en dehors d'elle, luttent contre l'oppression. Pas question de mettre en sourdine notre refus catégorique de leur « ligne », comme de leurs pratiques. Ni de bondir les yeux fermés sur la thèse de l'assassinat, même si cela était la « conviction intime » de la majorité. Il était bien sûr inconcevable d'autre part que *Libé* emboîte le pas à la quasi totalité des media généralement considérés comme « libéraux » ou « de gauche » qui se sont démenés pour ne pas apparaître comme de potentiels « criminels de l'encrier » made in France. C'est-à-dire qui ont bruyamment applaudi Schmidt, oublié leurs critiques à l'égard de la RFA soudain promue rempart de la démocratie libérale, et réduit les motivations de la RAF aux problèmes relationnels de ses chefs (exemple *Le Monde*). Attitude prolongée par l'acceptation sans sourcil de la version officielle des étranges suicides de Stammheim. Il est vrai qu'il est difficile d'envisager la thèse de l'assassinat sans se poser quelques questions agaçantes sur la société allemande...

Revenons en donc à *Libé*. Si la volonté de garder la tête froide était, à mon sens, tout à fait justifiée, il n'en reste pas moins que la volonté de prendre des distances avec la RAF et ses méthodes l'a emporté sur celle de riposter à la campagne idéologique en faveur de l'internationale de la répression et de la démocratie délatrice dont l'affaire a été l'occasion. Et si on en juge à la fois par l'occupation du dimanche et le courrier reçu, c'est là que s'est effectivement produit une « coupure » entre *Libé* et une partie de ses lecteurs. Toujours est-il que tous ceux pour qui, malgré leur refus et même leur dégoût par rapport aux actes de la RAF, les morts de Stammheim étaient proches en ce qu'ils étaient des individus en lutte contre la machine étatique ont été choqués par la froideur et la « distance » de *Libé*.

Il y a là un danger certain. Car cette froideur et cette extériorité n'est pas perceptible dans le seul cas de Baader et ses camarades. C'est envers « l'extrême-gauche » et, au-delà, l'idée même d'action politique qu'elle semble parfois se manifester, à *Libé* comme chez certains lecteurs. L'affaire Baader a été une nouvelle occasion de ressortir les dissertations déjà poussiéreuses sur « la crise de la pensée d'extrême-gauche », le caractère mauvais du nouveau diable qu'est le marxisme-léninisme, l'inévitabilité des « révolutions qui mènent au goulag », la « fin des idéologies » et autres gadgets de la pensée d'avant-garde. Une fois la poudre des mitraillettes de Mogadiscio et des coups de pistolets de Stammheim retombée, on se retrouve avec cette vieille charogne d'apolitisme qui cligne d'un œil aguicheur au détour des pages du journal...

Dans ce messianisme de fin de siècle qui promet de nous emmener « par-delà la politique » et le Doute, l'Incertitude, le Cynisme et la Démerde individuelle ont remplacé la foi, l'espérance et la charité. Les

bimbreques intellectuelles de la mode « punk » servent de rituel, tandis que la fascination trouble pour une ultra-violence sur fond de sexualité morbide tient lieu de vibromasseur idéologique (Cf. les « bonnes feuilles » de « *Vague de sang* » publiées dans *Libé* du 27.10 ou certaines œuvres de Bazooka). Une certaine conception du professionnalisme journalistique fait pendant à cet élégant esthétisme du désespoir. Il ne s'agit plus de la reconnaissance inévitable des impératifs dits « techniques » dès lors qu'on veut produire quelque chose, ni de la lucidité salutaire quant à la fonction du journal. Mais certaines tendances apparues dans la manière de traiter l'« affaire Baader » procèdent d'une volonté d'extériorité, de « désengagement » par rapport à ce dont on rend compte et d'une chasse quelque peu dérisoire à une forme d'objectivité. Résultat : le titre tant contesté de « *RAF-RFA : la guerre des monstres* ».

Il n'y a là, contrairement à ce dont nous accusaient collectivement les occupants, pas de « trahison » et encore moins matière à procès. Mais le problème est peut-être plus grave : la marque d'une profonde lassitude, d'un découragement devant le manque de perspectives politiques qui tous nous saisit à la gorge à un moment ou un autre, de la mort lente en nous de la révolte. Ce sont les mêmes sentiments qui poussent certains à la fuite en avant suicidaire qu'est la guérilla urbaine, d'autres au suicide pur et simple... La différence, c'est que quand on travaille, comme les journalistes, dans l'idéologie, on peut plus facilement s'en tirer soit en se donnant le rôle de provocateur, soit en se donnant celui de « pur » commentateur — deus ex machina ou chœur d'une tragédie qui aurait pour titre : *A la recherche de la révolution perdue*. Mais les acteurs de la tragédie eux, sont dans le bain jusqu'au cou : ils se débattent dans le néant du métro - boulot - dodo - vieillissement - mort et

Que voulaient-ils ?

Ils venaient nous demander des comptes ! Ces comptes, ils les ont demandés durement, en nous accusant de les avoir trahis !

Alors c'est donc qu'ils avaient idéalisé ? Idéalisé quoi ? Nos convictions politiques ? Nos rapports vis-à-vis des lecteurs ?

Nous n'avons pas eu le temps d'y répondre, pressés que nous étions entre les invectives de toutes sortes, et les accusations portées à l'encontre du journal et à l'encontre des personnes qui font ce journal !

Le sentiment que je garde de cette aventure, et de l'après, est assez amer : l'occasion est perdue de remettre en cause toutes les contradictions qui se trouvent au sein même de *Libération*.

Car à *Libé*, c'est pas le pied ! Tout d'abord, il y a la rentabilité. Quel paradoxe pour un journal qui défend le « droit à la paresse » ! Ça ! C'est pour ceux qui nous ont dit qu'à *Libé*, nous avions la bonne planque et le cul au chaud !

Nous appeler Camarades, ça aussi c'est de la foutaise. A *Libé* comme ailleurs, la camaraderie se cultive entre gens de bonne compagnie et vous pouvez venir seul (e), vous vous trouverez aussi seul (e) dans six mois. Je veux dire que chacun reste dans l'univers qui est le sien : la rédaction, le montage, le clavier. Les groupes se sont déjà formés, et le

pourquoi tout ça ? Ils en crèvent à petit feu. Et ils comprennent beaucoup mieux que les journalistes de *Libé* qu'on puisse vouloir militer, se battre, et pour reprendre l'expression de Serge à propos de Baader et ses camarades « *vouloir changer la vie à en mourir* » — fut-ce même par la mort des autres et au risque de recréer ce qu'on combat.

C'est là, telle que je l'ai ressentie, ayant comme on dit le cul entre deux chaises (travaillant dans *Libé* et hors de *Libé*, journaliste et « militant »), la « *profonde divergence* » qui a surgi entre *Libé* et une partie de ses lecteurs. L'inquiétant, c'est que l'évolution objective comme on dit du journal, son succès même, son institutionnalisation dans une situation politique à peu près totalement bouchée ne peut que renforcer ces tendances.

Dans une certaine mesure, *Libé* est, dans le domaine de l'information et de la production idéologique une « zone libérée » (c'est pas retro, ça ? Note du rédacteur). Il ne faudrait pas qu'elle se transforme en Club Méditerranée pour retraités de la défunte société Gauchisme Inc. N'en déplaise (peut-être à certains, *Libé* a toujours pour moi une responsabilité politique à assumer : celle qu'Antoine appelait (*Libé* du 27.10) faute de mieux « *le refus d'un cauchemar trop parfait* » à trouver en nous et collectivement ; celle de donner à la rage de vivre qui anime des centaines de milliers de nôtres à travers toute l'Europe, les moyens de rechercher une expression révolutionnaire nouvelle.

Aujourd'hui est un beau jour pour se battre et pour vivre.

P. RUEL
(Journaliste)

(29, 30, 31 octobre 1977)

culte du « spécial-copinage » ici, c'est pas une phrase abstraite. Tout ce petit monde s'aime bien et les saluts et les bises sont très bien « distribués » !

Et voilà l'occupation est terminée, tout est rentré dans l'ordre : Sardou chante à la télé : *Je vais t'aimer comme tu n'as jamais été aimée*. Dommage que ce soit Sardou qui chante ça !

Les autres qui comme moi avons passé l'âge de cet univers duquel on est exclu sans pitié, comme ailleurs ! Il reste parfois quelques unes et quelques uns qui nous apportent une marque d'amitié, un sourire affectueux, un manque total de hargne, une profonde sincérité qui se traduit parfois par un regard et ce regard fait que vous existez en temps qu'individu sans âge ni style. Alors ces marques d'amitié, ces preuves, on les cultive comme un trésor, parce que, n'est-ce pas, c'est si rare à *Libé* ! Et pourtant à *Libé* on y reste parce que à *Libé* on fait partie d'une grande famille, comme toutes les familles du monde avec tout ce qu'il y a de mauvais jusqu'au bout. Et puis à *Libé* on peut tout dire, quelquefois mal, mais on peut le dire !

Germaine
(Claviste)

(29, 30, 31 octobre 1977)



Le point de vue des lecteurs

Une action de désespoir

Je tiens à exprimer, hurler mon soutien à « la clique à July ». L'occupation de *Libération* m'a consterné, écoeuré. Mais après le dégoût, c'est l'heure de la colère contre la khonnerie, les comportements fascisants d'une poignée de nervis incapables de réfléchir cinq minutes. Et après la rage, c'est justement à l'analyse qu'il faut procéder :

— *Libération* est, à mon avis, à l'extrême limite de ce qui est faisable dans le journalisme, vu le système actuel. Impossible d'être plus marginaux, moins « bourgeois » en restant dans le système (nous y sommes tous), avec un certain nombre de servitudes : faire un canard lisible, pas trop cher, sans être lié à une chapelle et sans le soutien de la pub. Si vous franchissiez le seuil que vous avez atteint, vous vous (nous) condamneriez au silence. En définitive, vous licencieriez la majorité de vos lecteurs, ce qui reste de pur, de moins pourri dans cette société.

— Le comportement des occupants de *Libé* est inquiétant parce qu'il tendrait à prouver qu'ils n'aiment que l'échec. La réussite, pour eux, serait-elle « bourgeoise » (encore des guillemets, oui : qu'est-ce qu'un bourgeois ?). Le succès — fragile — de *Libé* inquiète notre « nouvelle extrême-gauche ».

— Leur action, je l'explique comme ça. Ils sont frustrés par l'héroïsme de Baader. Comme ils auraient aimé lancer des actions comme celles de la R.A.F., détourner un avion par exemple. Mais pour ça, il faut avoir un courage et surtout une conviction qu'ils n'ont pas. Alors ils s'attaquent à *Libération*,

c'est leur compensation. C'est moins dangereux. Et puis, c'est élégant...

— Là, c'est souvent notre maladie. Le snobisme, *Libé*, c'est dépassé. Ce qui est « up to date », c'est de soutenir Baader sans réserves et d'occuper *Libé*, ce vieux machin... Tout ça, c'est très romantique, et très bourgeois (sans guillemets).

— Enfin, ces gusses ont une excuse. Les assassinats de Baader et de ses amis, c'est une défaite pour toute l'extrême-gauche qui provoque notre désespoir. Le désespoir ne donne pas envie de réfléchir, mais de tout saccager, de se détruire. Le chaos plutôt que le monde amputé de cet espoir, de cette

flamme que représentaient les « suicidés » de Stuttgart. L'occupation de *Libé*, c'est leur façon de se suicider. Les occupants de la rue de Lorraine buvaient aussi quelques gouttes amères qui restaient d'une bouteille de 68.

Voilà ce que je pense de tout ça. Je vous apporte encore mon soutien (moral uniquement, hélas) et je suis certain de ne pas être le seul.

B.W.

(29, 30, 31 octobre 1977)

Marginal aux idées « kitch »

C'est pas difficile, ils ont tout oublié : le Chili, le Vietnam, l'Indo, l'Algérie... tout quoi. Sauf Baader. Moi, j'suis divisé : les héros de la désespérance, c'est pas mon trip... C'est comme les kamikazes, les saints martyrs... Tous pareils. Seulement, je me sens pas pousser l'envie de faire chorus avec l'opinion avide de tous les sangs, surtout allemands en France. J'suis même pas écoeuré quand ils sont là pour envoyer leurs félicitations : « Bravo, mon cher Helmut, bravo vos flics, beau carnage, les miens pensent comme vous ». Non, je ne suis pas surpris, au fond. Je les imagine. Blottis comme des rates dans la chaleur nucléaire de leurs H.L.M. ou de leurs pavillons, leurs esprits ternes font quelques tours à vide. Ils délirent qu'ils existent, qu'ils sont organisés

pour défendre leurs pauvres vies. Moi, Baader et tous les autres, ils peuvent s'entretuer, qu'est-ce que je risque ? Une balle perdue ? Un chauffard, un flic qui se méprend, un accident, une O.D. ... Moi, mon trip, tu vois, c'est l'amour. J'suis le marginal aux idées kitches. Tu me vois passer mon dimanche à envahir *Libération*, avec des pancartes dans les yeux ? « T'es pas gentil, t'aurais pas dû nous cacher ça ». Moi, dimanche, je caressais mon chat. J'ai pas de chat ? Alors, c'était ton fils de huit ans. La gauche, la droite, c'est horizontal. Je vire sur la verticale, style fonction + infini. Je vais me castrer et devenir un ange avec des plumes, plein de plumes... J'irai tous les narguer quand je volerai plus haut et que les poules auront des dents.

Xavier

(29, 30, 31 octobre 1977)

Un échauffement érectoire

Alors, les grosses queues révolutionnaires dardaient la fin octobre sur les moquettes à aspiration télé-cryptiques ? Les révoltés sont si beaux avec leurs gueules tièdes, leurs cheveux dans le vent, leurs crimes sex-entêtes. Plus loin, dans le vent, aux points des rigolades, des filets à poissons pour prendre des patrons. Derrière le comptoir, c'est encore le vent qui vide les bouteilles. Les clients appareillent pour des demain-matins... La seule vraie question est de savoir ce que branlaient les héros dans les locaux de *Libération*. C'est si vrai que *Libé* est de la tendre pâte, que son papier brouillé parfois, fout en colère... Mais, chers ceux... (et j'en connais)... qui y étaient, *Libération* n'est rien... A peine un lien. Si *Libération* n'existait pas, sur quoi baverez-vous ? Oui, *Libé* a des faiblesses de pipi-caca. Mais *Libé* n'est qu'un journal.

Mes chers-ubins, depuis que Baader est

mort, nous jouons un jeu italien. Plein de terroristes. Plein de chefs. Tous criant... (tous à la baïonnette, moi à la camionnette).

Mes bons amours, avez-vous des armes ? Savez-vous vous en servir ? Connaissez-vous vraiment le prix d'un litron d'angoisse ? Savez-vous ce qu'est tenir quelqu'un dans le fil invisible d'une arme ? Etes-vous prêts à être torturés par les flics ? A crever dans l'inconnu, sur le bord d'un trottoir ? A vivre les plus impossibles situations dans la clandestinité ? A avoir peur ? A pleurer beaucoup ?

Car, mes chéris (es), les révolutionnaires ne sont pas des surhommes, c'est bête, hein ?

Pour détruire, il faut être aussi intelligent que ceux d'en face, et deux fois plus salaud. Il ne faut surtout pas rêver sur les éjaculations précoces de Baader. Que ces bougres se soient suicidés ou pas, quelle importance ? Lorsque le bout de la nuit est là, il ne s'agit pas d'invoquer les lumières du petit jour. A combat total, répression totale. A la guerre, il n'y a pas de cadeau. Lorsque l'on pratique ce genre d'exercices, l'on finit en taule ou sur le bord d'un trottoir du cuivre dans le corps... Que voulez-vous, mes biquets, c'est la

vie que de chercher sa mort... Mais vous, mes grands fauves, que cherchez-vous en cette occupation ? Un drapeau ? Des photos de cul ? Peut-être vouliez-vous seulement, l'espace de quelques heures, devenir journalistes...

Ignoreriez-vous que 97 % des bonnes gens sont contre vous ? Ignoreriez-vous que le combat est un orgasme suicidaire ? Ignoreriez-vous que votre occupation n'est, n'a été, qu'un échauffement érectoire ? Vous accusez *Libé* d'être tiède, c'est vrai, ce ne sont que des journalistes intellectuellement mignons... Que des journalistes... Mais vous, mes chéris (es), vous me semblez bien glacés (ées). De la glace bon ton qui rallume le soir les secrets du pastis.

Libération n'est qu'un lien, je trouve ça immense, il vous suffirait d'être dans la clandestinité pour vous en apercevoir...

Alors ! Tu viens chéri.

Tu viens chérie.

Tu viens, mes chéries...

DE...
(29, 30, 31 octobre 1977)

Gicquel-July-TF1-Libération

Qu'il est beau Gicquel-July défendant contre l'hydre totalitaire, la fragile et splendide liberté d'expression et accessoirement l'institution TF 1-Libération au prix d'une décision déchirante de non-parution et ne voyant plus pour s'exprimer que les colonnes de son confrère le quotidien *Rouge*, la célèbre feuille de chou des bureaucrates paléo-gauchistes de la L.C.R.

J'aimerais bien rigoler sur le dérisoire de la situation, mais franchement, je ne m'en sens ni le talent, ni le courage. Quand j'ai appris par les media que *Libé* avait été occupé, je me suis senti soulagé : je craignais que personne n'en eût plus le courage... Quels que soient les occupants (sauf fafs ou flics, bien entendu), je pense que leur acte ne peut qu'analyser la gêne de nombreux lecteurs.

Mais à la lecture de l'édito que vous avez fait paraître dans le torchon de Krivine, j'ai été stupéfait : c'est pour le coup qu'un punk cache un autonome (allusion aux débats de cet été sur le graphisme punk dans l'espace *Libé*). Cette vertueuse volonté de défendre le nécessaire pluralisme des opinions en n'écrivant pas sous la menace de la force frise délicieusement l'ambiguïté : sur le plan de la forme, il n'est pas sans rappeler ces bons présidents de tribunal qui renvoient leurs jugements à huitaine (et tout à fait accessoirement les inculpés en taule) pour ne pas juger en se départissant de leur sérénité souveraine sous la pression de la rue en cas de manif (ils préfèrent les pressions de la chancellerie et on les comprend...) Le refus de la violence qui, comme le sait quiconque participe un tant soit peu du système, vient toujours de l'Autre, refusant peu ou prou son pouvoir, ce refus de la violence vous honore, vous journalistes démocrates...

Sur le plan du fond, cette attitude d'intransigeant refus de publier sous la contrainte extérieure renvoie à une éthique du journalisme libre, qui a pour sûr des côtés positifs, mais qu'on aimerait voir mettre un peu en cause.

Je ne connais pas ces « groupes autonomes » (ces mutants ne poussent pas encore, à ma connaissance, sur la terre gasconne). C'est peut-être d'affreux dogmatiques de l'anarchisme et c'est sûr que je n'ai pas envie de voir *Libé* devenir la *Pravda* de la

mouvance libertaire, pas plus qu'aucun journal officiel, mais ils ne font que vous renvoyer la monnaie de votre pièce et que les professionnels de la politique libertaire aient eu un jour le monopole de l'expression en lieu et place des professionnels du journalisme qui, eux, occupent la parole tous les jours, ce n'aurait été qu'un juste retour de balancier et un décapant mental certain pour le lecteur, bien davantage que ces attitudes de victime offensée. Que le Kropotkine des banlieues nous donne sa théorie sur Baader et la RAF à la place des romantiques et littéraires divagations de July-Malraux (Cf. la lettre ironique de Lourau publiée vendredi), ne me paraît pas en soi être une intolérable atteinte à la liberté d'expression, telle que nous voudrions qu'elle devienne.

Le pluralisme des opinions et les faux débats bidons tels qu'ils émergent souvent dans *Libé* (alors que la mort de Baader et les événements récents nous touchent tous au quotidien dans notre rapport intime à la politique, à la morale, à la violence), occultent l'affective neutralisation de discours antagoniques, conflictuels dans leur stratégie ou complémentaires dans leur tactique (ou le contraire : c'est ça qui fait problème !), mais de toute façon neutralisés - on le voit dans l'exemple de l'institution *Le Monde*, au profit du pouvoir journalistique, vrai ou fictif, peu importe, mais pièce essentielle dans la division réelle ou imaginaire du travail des médias. Pas plus que d'un *France-Soir* de gauche, nous ne voulons d'un *Monde* de gauche : il y en a d'ailleurs un, *Le Matin*, et on peut le laisser au PS et à sa cohérence sectorielle avec l'idéologie du « socialisme autogestionnaire » qui n'est pas, je pense, celle des lecteurs de *Libé*.

Qu'on m'entende bien : je ne reproche pas à *Libé* de n'être pas représentatif de toutes les composantes d'un Mouvement (au sens italien) qu'on ne peut concevoir, par définition, que sur un mode statique. Je lui reproche de masquer les contradictions qui nous traversent sous le mol oreiller du discours humaniste dominant, où il ne reste plus trace des débats qui nous assaillent : banalités anti-marxistes et anti-militantes, refus des goulags pétris de générosité et références creuses à la lutte des dissidents soviétiques, jettent un élégant rideau de fumée parisianiste sur les problèmes cruciaux de nos pratiques quotidiennes (des réseaux alternatifs aux radios parallèles, en passant par les détournements d'ondes et les attentats au plastic), problèmes que nous n'arri-

vons pas à expliciter et qu'un tel discours contribue à embrumer en un magma, agréablement confus.

Que l'analyseur « groupe autonome » (quel qu'il soit et quel que soit son rapport à une prétendue vérité dogmatique) ait révélé la crise larvaire qui rongait *Libé*, est (comme disait jadis un vieux mandarin une bonne et non une mauvaise chose.) « *Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Libé* ». C'est la conception du canard comme media et comme institution qui est en cause à mon avis : pas moins ! Tant pour vous, professionnels de l'information, que pour nous, lecteurs plus ou moins professionnels... Car, media neutralisé-neutralisant, *Libé* risque de devenir un organe libéral, c'est-à-dire comme chacun sait, anti-démocratique, non pas tant comme au *Monde*, parce que le pluralisme ne prendra en compte que les émetteurs institutionnels (du RPR aux « groupes autonomes » bien sûr), mais parce que tout discours autre et subversif ou toute pratique alternative sera codée dans sa forme, réduite dans le scandale de son irruption et ce au nom d'un prétendu « droit à la différence » qui, — tel que vous l'interprétez — d'antitotalitaire dans son principe risque fort de devenir très oppressif dans ses applications. Témoin, votre attitude face aux « groupes autonomes » qui me semble symptomatique. C'étaient quelques notes éparses écrites au brouillon dans la rage et qui n'engagent évidemment que moi : je ne suis, Dieu merci, nullement représentatif. Mais j'aurais aimé que pas mal de questions soient posées depuis longtemps (même si l'humanité ne peut pas encore les résoudre, contrairement à l'euphorisme célèbre) et que vous n'opposiez pas le niet glacé d'une vertu outragée lorsque l'irruption des barbares (hier, *Marge* chez Guattari, aujourd'hui, les « autonomes » à *Libé*) vous / nous renvoient dans la gueule le miroir de votre / notre situation.

Bref, rédacteurs de *Libé*, encore un (petit) effort pour être (vraiment) révolutionnaires. A part ça, je vous envoie un peu de fric pour pallier en partie le manque à gagner de lundi, mais ne vous y trompez pas, ce n'est pas un soutien à votre attitude face aux « autonomes », c'est que j'ai besoin d'un *Libé* différent, tout simplement.

J.O. (un lecteur toulousain qui lit *Libé* tous les jours au même endroit, mais ni pour y lire toujours la même chose, ni pour y lire des discours de comparses faussement différents se donnant la réplique tout pétris d'humanisme bon teint).

AUTRES ALLEMAGNE



Pendant ce temps-là Kalkar

De Whyl à Kalkar en passant par Malville

Kalkar : un surgénérateur au plutonium et au sodium, 300MW, à peine plus grand que Marcoule. Les antinucléaires s'y sont donnés rendez-vous pour la marche du 24 septembre. Mais Kalkar n'est qu'un prélude, issu d'un premier accord européen entre les Pays Bas, la RFA et la Belgique. A quelque dix kilomètres de la frontière hollandaise, en Westphalie, le surgénérateur avait déjà été contesté au début de sa construction en 1974 et 10 000 Hollandais s'étaient déplacés. Pour le 24 septembre, on en attend au moins autant, sans compter les Belges, les Luxembourgeois, les Danois... Mais ce n'était encore que le stade des fiançailles.

Depuis, les « deux grands de l'Europe » : France et RFA, ont signé un traité de coopération totale sur les surgénérateurs, en juillet 77, aidés de l'Italie. Leur premier-né a été Super Phénix. Le second verra le jour en Allemagne, selon leurs plans, d'ici un an.

Il y a déjà eu une manifestation à Kalkar. C'était il y a trois ans. Le site venait d'être retenu pour y installer le Marcoule allemand, un mini-surgénérateur expérimental. A l'époque, il n'y avait pas encore de mouvement antinucléaire en Allemagne. Ce sont les antimilitaristes qui organisèrent cette tranquille marche de Pâques.

Le mouvement contre l'atome civil est vraiment né à Whyl en février 75 avec *Bürgerinitiativ* (comité de citoyens) de vigneron. Dans cette Allemagne du sud, assez rurale, la tradition fut vite à la non-violence quoique offensive. Mais l'année suivante, la région très urbanisée de Hambourg fut touchée par les projets des constructions des centrales de Brockdorf puis du Grohnde. Une fraction de la jeunesse, puis les groupes d'extrême-gauche (le Kommunistischer-Bund - K.B. notamment) donnèrent à cette opposition un caractère para-militaire qui détonnait complètement avec la résistance « très Larzac » des Badois. L'origine de classe était différente. La répression aussi qui s'était adaptée à une situation nouvelle et fort préoccupante : l'antinucléaire était devenu le cheval de bataille privilégié de tous les contestataires du pays, 8 000 puis 15 000 puis 30 000 manifestants à Brockdorf en l'espace d'un trimestre (d'octobre 76 à février 77). Le pouvoir employa la garde à cheval, les matraques chimiques, les camions à eau lacrymogène, les hélicoptères qui bombardèrent au gaz, de nuit.

La police allemande (contrairement à Malville) n'a pas rechigné au corps à corps. En face, telles des Zengakuren, plus personne ne vint sans son masque, son ciré, son masque à gaz et son dossard de reconnaissance, en contact constant avec le groupe de sa ville, lui-même relié par les talkies-walkies au comité de coordination central. Chaque comité de citoyen (ou *Bürgerinitiativ*) se réunit une fois par semaine. Il envoie, chaque mois, un délégué différent à l'assemblée nationale. Celle-ci choisit un comité de coordination pour les grandes actions : ainsi celui de Kalkar 77 est-il formé de quinze délégués de l'ensemble du pays.

A Brockdorf, le mouvement antinucléaire éclata rapidement en deux tendances : les non-violents du sud, les « violents » du nord. Elles y organisèrent des manifestations à thèmes différents : destruction du site contre occupation. A Grohnde, en mars 77, le courant non-violent ne se présenta même pas : la manifestation ne compta que 10 000 personnes. Les « gauchistes » sentant qu'ils se dévoilaient ainsi trop nettement à la répression et à l'hystérie anti-communiste et

anti-terroriste des médias, firent marche arrière. Une conférence nationale unitaire suivit. Elle proposa une semaine antinucléaire nationale pour septembre avec un objectif central, Kalkar, sur un mot d'ordre de compromis : avancer jusqu'au site sans tenter d'y pénétrer. La violence sera le fait des flics.

Kalkar est revenu au devant de la scène à la suite des événements de Malville et du pool franco-allemand qui vient de se constituer pour la construction des surgénérateurs. L'Allemagne, réorientant son programme, doit compter une dizaine de super-Phénix en 1990. Mais entre-temps, l'enceinte de béton du prototype est terminée et le lieu imprenable. La centrale n'est cependant pas bâtie. Le site est voisin de la Hollande qui mobilisera près de 10 000 marcheurs avec l'appui du parti social-démocrate. La région rurale de Kalkar compte des *Bürgerinitiativen* tout aussi modérés. Mais la Ruhr est proche, quadrillée policièrement depuis l'affaire Schleyer.

J.L.HURST
(23 sept. 1977)

60000 personnes marchent sur la forteresse nucléaire de Kalkar

Le plus vaste déploiement policier :
des dizaines de milliers de personnes
contrôlées. Une marée humaine conduite
par le service d'ordre des *Bürgerinitiativen*

Tout a commencé à Kalkar, dès le vendredi soir. Une semaine durant, la presse et la radio allemandes avaient annoncé que cette petite bourgade de la Westphalie, à quelques kilomètres de la Hollande, serait la proie d'un véritable chaos. Les media avaient déjà fait le partage : n'iraient à Kalkar que les terroristes et les mauvais citoyens. La veille de la manifestation, les autorités avaient annoncé la mise en place de contrôles policiers sans précédent : 7500 policiers aux alentours du site, 2000 à l'intérieur de la centrale et 4000 en réserve à Dusseldorf. C'était, de fait, le dispositif policier le plus extraordinaire, le plus efficace, plus ample qu'il ait jamais été donné de voir aux Français, aux Hollandais, et même aux Allemands. Depuis les

frontières, et dans toute l'Allemagne, a des centaines de kilomètres de Kalkar, fouilles, contrôles, filtrages et vérifications ont révélé l'image d'une police sur-mobilisée. Rien ne passait et toutes les routes qui menaient à Kalkar n'étaient que herses, chevaux de frise, chicanes... Chacun des manifestants arrivés samedi avait dû subir quatre, cinq, six ou huit contrôles. Epuisés, ils racontaient la longue route passée sous les projecteurs de la police.

LE CONTROLE AUX FRONTIERES

Aix-la-Chapelle, minuit.

Sous les lumières de la douane, tous les



Kalkar, septembre 77 : des fleurs et des barbelés. (Pol Gornek)

véhicules sont arrêtés, coffre ou capot ouverts. Une cinquantaine de policiers, des pistolets mitrailleurs, un contrôle sévère nous renvoient une image de l'Allemagne comme un cliché fidèle : un pays en guerre, un pays policier... Nous avons droit à la fouille réglementaire, on relève nos identités : nous pensons alors : « C'est pour Schleyer, ce n'est pas pour Kalkar ». La manifestation était officiellement autorisée.

Au moment où nous allons atteindre Duisburg, la route n'est plus qu'un barrage en uniformes verts. Il y a la *Kriminal polizei*, mais aussi la police spéciale affectée à la frontière est-allemande. Pistolets mitrailleurs et chicanes, le nombre même des policiers rend les gens dociles. Nouvelle fouille...

Sortis de Duisburg, nous n'en revenons pas, il y a un nouveau barrage. Tous les véhicules sont sur le bas-côté. Une fois de plus, les coffres sont ouverts, les bagages fouillés, les papiers contrôlés. La tente oubliée dans le coffre depuis les vacances intrigue pour la troisième fois.

Sept kilomètres avant Kalkar, sur la 57, la file des voitures et des cars, immobilisés, atteint huit kilomètres. Chevaux de frise et cars de police ne laissent pénétrer qu'au compte-gouttes. Une première, nous pouvons passer à pieds. Contrôle, fouille des sacs et corporelle deshabillée... Derrière le barrage, ils sont une centaine en tenue de campagne : casque, masque à gaz, mitraillettes, matraques ou revolvers. Une herse ferme le barrage sur l'avant. Mais lorsqu'il faut passer la voiture, la fouille tourne au délire, mains en l'air, la fouille corporelle recommence, il faut retirer ses bottes ou dévisser son stylo. Sont pris dans la voiture comme « armes de guerre » : une tente, une paire de bottes, le bidon d'huile, le bidon de Lockheed, une trousse à outils, un imperméable. A d'autres ils confisqueront jusqu'au foulard.

11 h 30, dans le train qui vient de Bonn. Un millier de personnes arrivent à Kalkar et l'atmosphère est extrêmement calme. Tout à coup, le train s'arrête en rase campagne et huit hélicoptères se posent et les unités parachutées encerclent le convoi, mitraillettes au poing. Chaque voyageur est fouillé par deux fois. Tout est confisqué, y compris les banderoles. Pour gagner Kalkar, les voyageurs devront faire cinq kilomètres à pied.

Les Hollandais n'arriveront que fort tard dans la soirée. A 15 heures, une cinquantaine de cars restaient bloqués à la frontière. La police, trouvant toutes sortes de prétextes, obligeait les chauffeurs à rester au volant : au-delà de huit heures, ils ne pouvaient plus conduire, puisque c'est illégal... Ou encore, on leur demandait de payer une taxe, mais la police refusait l'argent hollandais. Nombreux sont ceux qui n'arriveront qu'à 19 heures et nombreux aussi ceux qui ne pourront pas passer du tout...

Les cars de Paris essayeront de franchir trois fois la frontière. Refoulés une première fois à Aix-la-Chapelle, on pose sur leurs passeports « Zurück » (refoulé). Avec leurs cartes d'identité, ils font une nouvelle tentative plus au nord. A nouveau arrêtés, les manifestants exaspérés lancent quelques pierres. Les flics chargent à la matraque et les douaniers hollandais s'interposent pour éviter le massacre. Plus au nord, ils pourront traverser par la petite route qui mène à Goch. Mais ils seront obligés de faire 15 kilomètres à pied.

Kalkar, dans la journée, n'est que le récit de fouilles, de contrôles, de saisies et même d'arrestations. Quatre Perpignanais, on ne sait pourquoi, ont été emmenés menottes aux poings, essayant de crier leur identité. Un habitant de la région de Belfort est également arrêté. En tout, selon la presse allemande, il y aura eu 150 arrestations.

LA NUIT DU PIEGE POUR LES CONTESTATAIRES ALLEMANDS

Fribourg, vendredi 20 heures.

Les Allemands convergent vers Kalkar collectivement, se regroupent de villes en villes, de régions en régions, pour arriver en deux files compactes de cars et de voitures : l'Allemagne du sud par Cologne, celle du nord par Duisburg. Ils pensaient, par leur nombre, intimider la police. Ils simplifièrent en fait son travail...

Prenons Fribourg, par exemple. Les Bâlois nous rejoignent et nous intégrons les Strasbourgeois au passage. A Karlsruhe, nous devons retrouver les Bavarois. Les transmissions sont parfaites : dans chaque convoi, les talkies-walkies pour prévenir des barrages éventuels, avisant dans chaque file un relais téléphonique des *Bürgerinitiativen* antinucléaires. Celui de Karlsruhe annonce que les Bavarois ont été bloqués à la sortie de Nuremberg et obligés à faire demi-tour.

Francfort, minuit. Les cars s'alignent sur la place de la foire. Tout le monde est joyeux, mais les flics, dans leurs voitures, surveillent.

L'Allemagne antinucléaire du sud-ouest remonte lentement l'autoroute sur plusieurs kilomètres. Des travaux, une déviation, premier barrage. Policiers en tenue légère mais avec mitraillettes. Fouille des coffres. Ne peuvent continuer que ceux qui concèdent leur casque. Récépissé. Rendez-vous secondaire devant les « restaurants » successifs. Mais chaque fois la police est là, passe au peigne fin et note de plus en plus d'identités. Dans quelques heures, elle aura tout le monde sur ses ordinateurs.

Cologne, 6 heures. Un stade dans la banlieue. Les manifestants émergent de leur demi-sommeil, se retrouvent avec chaleur et commentent les vexations de la nuit. A 7

LA NEBULEUSE DES COMITES DE CITOYENS

Le comité de citoyens sont de nouveaux venus inattendus sur la scène politique ouest-allemande. Combien sont-ils ? 3 000, 50 000 ? Personne ne le sait au juste. « *Ce qui est sûr*, explique un responsable d'une des deux grandes fédérations de comités, *c'est que les nouvelles adhésions de comités sont presque quotidiennes* ». D'après certains sondages, près de deux millions d'Allemands de l'Ouest seraient membres d'un de ces comités. Soit un chiffre plus important que celui des adhésions aux partis politiques (1 880 000). Si les comités de citoyens ne sont pas une invention récente, en RFA, ils connaissent un succès accru depuis ces dernières années. Le développement de la contestation antinucléaire, sous la forme de comités locaux, en a fait un phénomène politique national. Les succès juridiques importants obtenus par certains d'entre eux, ont fait la preuve de leur efficacité. La décision d'arrêter la construction de la centrale de Whyl fut leur première victoire d'envergure, suivie de bien d'autres, aux quatre coins du pays.

Cette guérilla juridique qui est un terrain privilégié de leur action, est rendue possible tout à la fois, par le caractère juriste et par la nature fédérale de l'Etat allemand, l'envers positif en quelque sorte, de son autoritarisme pointilleux. Ces batailles ne sont pas toutes politiques, loin de là. Elles concernent bien souvent des affaires d'intérêt purement local. Dans la seule province du Schleswig-Holstein, sept projets de routes et de ponts ont ainsi été stoppés dans la dernière période, soit un volume de 200 millions de marks d'investissements. Il est

donc difficile de donner une image complète d'un phénomène aussi diversifié, où se côtoient des composantes de tout l'éventail politique, du droit à la résistance et à la désobéissance civile, jusqu'au corporatisme le plus traditionnel. Si 20 % des comités se revendiquent de l'écologie, les autres se partagent entre des activités variées : jardins d'enfants, problèmes de circulation ou problèmes scolaires, culture, jeunesse, logement...

Mais le développement spectaculaire des comités de citoyens est aussi un signe qui inquiète les partis politiques, un témoignage de leur coupure grandissante avec les réalités sociales vécues par la population. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'on trouve en leur sein, en assez grand nombre, des adhérents de base de la social-démocratie : pour l'aile gauche de la SPD, l'action à l'intérieur des comités de citoyens devrait être en effet un moyen de faire pression, du dehors, sur leur propre parti. La croissance des comités de citoyens en a également fait un centre d'attraction pour certains groupes politiques de l'extrême-gauche, notamment dans le domaine nucléaire. Le développement de ces comités, explique l'un des animateurs de la fédération nationale, Ulrich Maurach, est « *la conséquence de notre paysage politique, une réaction à des rapports démocratiques insatisfaisants, à un système parlementaire bureaucraté et informatisé, à un système administratif technocratique et sans imagination* ».

J.M.B.

neures, le stade est bouclé par une cinquantaine de policiers avec chiens : personne ne ressortira avant d'être fouillé. Rassemblement pour discuter de la tactique à adopter. Une minorité de militants politiques et d'autonomes veut revêtir les équipements individuels épargnés et foncer dans le tas. On apprend au même moment que les Berlinoïses ont été bloqués à la sortie de leur ville ainsi que 3000 Hambourgeois (qui manifesteront de dépit, chez eux, le lendemain). A Cologne, la majorité préfère donc accepter les conditions : tout le monde remonte dans les cars, un groupe de jeunes flics, très décontractés, en fait le tour et ramasse le dernier matériel défensif sous les grondements des occupants. Ils rempliront une camionnette. Près de deux heures pour sortir ensuite de ce piège.

Marientbaum, midi. Les fourches caudines avant Kalkar se resserrent davantage. Dans ce dernier village avant Kalkar, la police apparaît enfin sous son vrai visage : en tenue de guerre, glaciale, maniaque, brutale, sûre d'elle. Elle arrête et refoule les suspects ; plus le moindre bout d'acier ou bidon d'huile ne rentrera dans le dernier périmètre. Les manifestants, désarmés, fichés, humiliés, ont six heures de retard.

L'ATTENTE A KALKAR

A Kalkar, vers 11 heures. Des groupes de centaines de personnes sont rassemblés sur la place du marché. Les gens sont épuisés, désorientés, édifés par les fouilles et le déploiement policier. La plupart des manifestants attendus ne sont pas encore là. Il en arrivera jusqu'au soir, et c'est à ce moment-là seulement, qu'on pourra se rendre compte du succès. 60 000 personnes auront réussi à passer. Mais à midi, le moral est plutôt bas. A la sortie de Kalkar, les policiers bloquent toutes les routes et tous les chemins d'accès à la centrale : chevaux de frise de deux mètres de haut, auto-pompe à la gueule d'auto-

mitrailleuse, bacs de sable. Neuf hélicoptères tournent sans cesse au-dessus de la ville.

On parle de la mort d'un policier, tué d'un accident de circulation au cours d'un contrôle. Quelle atmosphère étrange dans cette petite ville propre de style néerlandais... Entre le meeting permanent sur la place du marché et la route de la centrale. Le jaune et le kaki dominant, cirés et parkas. Les manifestants sont tous très jeunes, moins de 25 ans sans doute : l'Allemagne est-elle à ce point coupée en deux ?

Dans la rue bloquée par les chevaux de frise, des manifestants discutent avec les policiers, eux aussi très jeunes. Ni fascisme au sens strict, ni haine viscérale : mais tout simplement la technocratie policière brutale : un ordre est un ordre. Certains manifestants ont ramassé des marguerites pour les déposer sur les chevaux de frise, mais le geste est dérisoire.

A 13 heures, on ne sait encore combien de manifestants sont bloqués. La direction de la manifestation, composée des représentants des Bürgerinitiativen (1), tient une conférence de presse : « *On ne peut prendre, disent-ils, aucune décision, la plupart des manifestants sont encore bloqués. Sur les 15 membres de la coordination, nous ne sommes que sept, les huit autres ne sont pas encore arrivés* ». Une autre conférence de presse est prévue pour 15 heures. Personne ne sait ce qui va se passer. Tout ce qu'on sait, tout ce dont on discute, c'est que les autorités fédérales ont jeté sur l'Allemagne le plus extraordinaire filet policier jamais vu en Europe. A 15 heures, la conférence de presse prévue à l'origine, se transforme en discussions des responsables des Bürgerinitiativen. Ils sont quelques centaines rassemblés dans la salle de cinéma de Kalkar, après une demi-heure de discussion, ils prennent la décision d'organiser la marche. Enfin, « *nous manifesterons le plus loin possible*, dit l'un

des dirigeants. *Nous nous sommes fixés un but : aller à la prairie de la ferme de Maas, près de la centrale. Nous devons essayer d'y aller, on ne peut plus reculer après ce qui s'est passé cette nuit. C'est une lourde responsabilité pour chacun d'entre nous que d'organiser et de diriger cette manifestation sans affrontement* ». Pendant ce temps, les policiers ont levé les barrages. Ils se sont sans doute regroupés du côté de la centrale à quatre kilomètres de là. Traquenard ? On pense à Malville...

LE DEPART DE LA MARCHÉ

Alors que chacun bat de la semelle, ou dort au soleil sur les bords de la route, le cortège se forme et s'ébranle lentement. Banderoles et drapeaux, immenses, se déploient. Et, sous la ronde infernale des hélicoptères, éclate le chant des antinucléaires allemands. On a peut-être beaucoup mythifié sur « l'organisation » ou la « discipline » des manifestants en RFA. Il n'empêche, le cortège marche comme un seul corps, avec beaucoup de tenue et une certaine gravité.

En tête, l'important service d'ordre des Bürgerinitiativen conduit une véritable marée humaine. On ne sait comment, beaucoup de gens ont réussi, malgré tout, à garder leur casque, leurs mouchoirs et leurs lunettes. L'hélicoptère de surveillance s'immobilise au-dessus de la manifestation et ironise dans le haut-parleur : « *C'est Dusseldorf qui a gagné le match de football* ». Les manifestants lui rendent la pareille en lançant : « *Samstag frei für Polizei* » (« *Le samedi libre pour la police* »)...

Puis la voix de l'hélicoptère reprend : « *Vous êtes en territoire interdit depuis un kilomètre* ». Le cortège sait désormais qu'il est dans l'illégalité. C'est alors que les 60 000 arrivent à la croisée des chemins. A gauche, l'itinéraire interdit qui mène droit sur la centrale, à droite la route autorisée qui la

contourne. L'hélicoptère s'immobilise à nouveau : première sommation, l'atmosphère est lourde et tendue. L'un des responsables va parlementer avec les forces de l'ordre qui ne sont plus qu'à dix minutes. De l'hélicoptère, la police reprend la parole : « Tournez à droite, ce n'est plus une sommation, c'est un ordre. Si vous allez à gauche, c'est un crime contre l'Etat ». Il commence à faire nuit et la manifestation hésite. La peur, peut-être, s'installe. Les quinze responsables discutent entre eux. Ils se placent en tête du cortège, les rangs se resserrent. Un temps d'arrêt. La manifestation s'engage sur la voie interdite. Les dés sont jetés.

L'ARRIVEE SUR LE SITE

L'ambiance est aussi électrique qu'il y a maintenant deux mois à quelques kilomètres de Faverge. Une petite route étroite, des barbelés de chaque côté. Le silence. Après 10 minutes de marche, au détour d'un virage, on voit enfin la centrale. Surplombant une colline, elle domine le paysage : une forteresse. En contre-bas, on aperçoit, pour la première fois depuis le départ de la manifestation, la police. Ils sont les milliers à protéger le site. On se rapproche des haies de policiers, la centrale est juste à gauche, un peu plus bas.

Pour aller dans le champ, il faut passer quasiment à toucher les boucliers de la police. Le moindre incident et c'est l'affrontement. Un responsable monte sur un container et demande aux manifestants de descendre à gauche dans le pré de Maas, en évitant tout incident. Les premiers manifestants passent, le champ de Maas, libre, est immense, c'est le début d'un extraordinaire défilé.

LA FIN

La nuit est complète. Le moment est surréel. La centrale illuminée se découpe dans le ciel comme une citadelle imprenable, flanquée de projecteurs, qui transpercent l'obscurité comme des rayons de mort. A sa base, le reflet de 2000 casques et de boucliers silencieux. Les hélicoptères tournent toujours, comme d'énormes mouches de science-



Kalkar, septembre 77 : un manifestant promène des chiffres de radioactivité (Adja)

fiction et nous éclairent aussi.

Les groupes convergent, s'interpellent, s'éloignent en farandoles. Les drapeaux dansent sous la lune. Les chants de plusieurs nationalités interfèrent, fusionnent un instant, se séparent. La chaleur des corps qui se serrent et des sentiments fait contrepoids au

froid qui gagne. Dans le *Seigneur des anneaux*, il y a cette scène où les peuples errants se cherchent et se rencontrent avec une joie spontanée dans les ténèbres qui ont gagné la terre.

Juxtaposition de deux mondes inconciliables : mais lequel est l'ancien, lequel le nouveau ? Il y a des pays où l'on peut croire naïvement que l'écologie l'emportera un jour sur le « techno-fascisme ». Mais ici, tout peut sembler jouer : la technologie et les flics sont partout. La marge de manœuvre accordée aujourd'hui fut très étroite. Dans le pré, s'est rassemblée une jeunesse en révolte contre cette fatalité...

Il n'y aura pas de bataille cette nuit, comme à Brockdorf ou à Malville. Le pouvoir a appris de ses derniers revers : les manifestants sont désarmés. Ils compensent par leur gaité... Mais n'est-elle pas un peu disproportionnée ? Il ne reste plus qu'à repartir. Peu à peu, les groupes se rassemblent vers le fond du pré, par villes, derrière leurs pancartes, en rangs disciplinés, tournant dédaigneusement le dos à la centrale, sortant à petits pas par une brèche dans la haie, dernier goulot d'étranglement de cette journée qui en vit bien d'autres.

Reportage réalisé par
Pierre BLANCHET
Claire BRIERE
Jean-Louis HURST

LA JUSTICE ALLEMANDE MAINTIEN L'ARRET DE LA CONSTRUCTION DE BROCKDORF

Pour la deuxième fois en deux ans, la juridiction d'un Land a décidé la suspension de la construction d'une de ses centrales, prouvant qu'un recours légal était toujours possible en RFA, ce qui n'est pas le cas en France...

Voici deux ans, c'était le tribunal de Fribourg (Bade-Wurtemberg) qui suspendait la construction de la centrale de Whyll, motivant essentiellement son arrêt par le problème non réglé du stockage des déchets radio-actifs. Hier, le tribunal de Luenebourg (Basse-Saxe) publiait l'arrêt qu'il avait en fait pris dès mercredi dernier, maintenant la suspension décidée en décembre dernier par un tribunal administratif du Land. Les juges ont posé comme conditions à la reprise des travaux, la désignation d'un endroit adéquat pour le stockage de ces déchets et la réalisation d'études géologiques sur la sûreté du site choisi.

La construction de cette centrale avait été ordonnée en 1973 par le gouvernement du Schleswig-Holstein, provoquant de nombreuses manifestations dont une très violente en novembre dernier.

(18 octobre 1977)

(1) Il s'agit d'un savant dosage entre les BBU (Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz, liés aux Jusos et Jodos jeunes socialistes et libérales représentant le sud et les moaérés), et les BUU (Bürgerinitiativen Umwelt unter Elbe), liés à l'extrême gauche, représentant le nord et les groupes les plus engagés).

(26 septembre 1977)

Contestataires

La porte étroite du socialisme anti-autoritaire

Les Jusos, Rudi Dutschke et les difficultés de la « nouvelle gauche »



Occupation de maison à Francfort. Des affiches contre la spéculation et cette banderole : « les barricades sont nécessaires car l'expulsion nous menace sans cesse » (Gamma)

Existe-t-il une gauche social-démocrate ailleurs que dans l'imagination des optimistes ? Au slogan des Jeunesses de la SPD — les Jusos — « Pas à pas, nous transformons la SPD en parti de gauche », répond une caricature montrant une assemblée de Jusos baillonnés auxquels leurs dirigeants lancent, à travers son baillon : « Camarades, patientez encore deux semaines, jusqu'aux élections ». La vieille ficelle de la « cohésion interne face à l'adversaire » semble toujours solide. Les Jusos ont été actifs dans l'organisation de comités contre les interdictions professionnelles, dans le travail de solidarité internationale avec les Chiliens, l'opposition socialiste tchécoslovaque ou est-allemande, eux et les jeunes Libéraux ont pris position contre les nouveaux paragraphes instaurant une censure rampante. Mais quels liens existent-ils entre des organisations de base ou de jeunesse et la centrale du parti à Bonn ?

A Bonn, où l'ordinateur du parti a enregistré, il y a quelques jours, son millionième membre, la direction semble tenir son monde bien en mains. Hambourg et Francfort, villes gouvernées par la coalition social-libérale, sont des paradis du profit et de la spéculation immobilière. Les banques, les multinationales, le « cartel nucléaire » collaborent à visage découvert avec les Sociaux-démocrates et la « Neue Heimat », une des plus grosses entreprises de construction d'Europe, appartient à la DGB, la centrale syndicale dominée par la SPD. Celle-ci s'est montrée aussi capable que les pires « réactionnaires » de détruire le tissu social urbain. Et de « faire kaputt » des villes entières. On est loin des discours de Brandt, dans les années soixante, sur la « qualité de la vie ».

LA PEUR

La peur de la population, rythmée par le tandem « terrorisme - contre-terrorisme » s'appuie toujours sur le levier du socialisme haïssable de l'autre Allemagne. L'hypothèque de la RDA pèse encore : beaucoup d'Allemands « de l'Ouest » sont des « déplacés », leurs racines sont « de l'autre côté » et le traumatisme reste vif. On entend toujours, comme il y a dix ans, « Mais, va donc vivre en face », lancé comme une giflette au vendeur de journaux de gauche. La réponse péremptoire des marxistes-léninistes, « La RDA et l'URSS ne sont pas socialistes, elles sont social-fascistes », ne peut que laisser l'interlocuteur de marbre.

PAS D'INTELLECTUELS « ORGANIQUES »

Et les révolutionnaires, la « nouvelle gauche », les « socialistes autonomes » ? Vu d'Allemagne, le moment historique qui va de la Sorbonne à Lip et au Larzac, les « fils

rouges » qui les lient, apparaissent comme exotiques. En France, ces « fils rouges » ont été tissés par des intellectuels, des prêtres, des militants catholiques, des praticiens et des praticiennes de la révolte. En Allemagne, les fils rouges ont été coupés à la hache trois fois en ce siècle, les tisserands massacrés ou exilés. L'absence de liens « organiques » entre « peuples » et intellectuels, on la vit physiquement en 1976. S'en dégage une impression de perpétuels préliminaires, d'ébauches de rencontres toujours recommencées. Le mouvement des femmes est aussi « vieux » qu'en France, mais celles qui veulent avorter vont encore en Hollande. Le mouvement gauchiste a un très haut niveau théorique, auprès duquel le gauchiste français est un analphabète. Ce mouvement produit, écrit, traduit, des quantités impressionnantes de livres intéressants, mais son activité journalistique est toujours artisanale, confidentielle.

« L'herbe » est venue, on y a goûté, on l'a trouvée bonne, mais on n'a pas desserré pour autant l'étreinte autour de la bouteille ou du verre d'alcool. Les quantités d'alcool ingurgitées par la « nouvelle gauche » allemande — et ses conséquences déprimantes — sont en apparence le seul trait qui la lie au « peuple ». Les communautés qui s'installent à la campagne sont encore classées par beaucoup de militants citadins dans la catégorie « fuite », « renoncement à la politique ». Ce qui ne les empêche pas de se jeter sur tout produit venant de ces communautés. Ici, le socialisme anti-autoritaire est bien encadré : du socialisme prussien au DKP et aux groupuscules marxistes-léninistes dans lesquels s'est figée une partie du mouvement étudiant, les autoritaires de gauche ne manquent pas.

LA VIOLENCE

Les « militaristes » qui ont cru qu'ils « débloquent » la société par une violence organisée exemplaire, ne semblent pas avoir fait autre chose que suivre cette tradition. Et ils ont peut-être oublié que la seule expérience de violence organisée vécue par les Allemands depuis cinquante ans a été celle de la violence oppressive et pas libératrice. Et la violence exercée secrètement pas un groupe dans lequel règne une hiérarchie très forte, des relations d'autorité dignes des pires familles, ne peut que faire peur.

Frappée, isolée, écrasée, la nouvelle gauche allemande semble avoir besoin de thérapie plus que de partis. Entendons-nous bien : la thérapie, ce sont des pratiques émancipatrices. Ces pratiques, il y a en par milliers, naturellement éparpillées. Ceux qu'on appelle les « spontanés » ont montré récemment à Francfort leur capacité à riposter efficacement à des campagnes de répression (affaires Gerhard Strecker et Gisela Inckel). Ce qui, à leurs yeux, est le plus important,



Rudi Dutschke

(Gamma)

AUTRES ALLEMAGNE

c'est qu'ils ont démontré qu'il existait cinq mille « gauchistes » solidaires les uns des autres malgré tout. Les « spontis », les « non-dogmatiques » montrent tous les jours leur volonté de percer, leur capacité de produire et d'organiser : cela va de l'imprimerie et de l'édition-librairie aux centres de jeunes, à la musique, à la recherche théorique ou historique.

Par ailleurs, et de plus en plus, le mouvement féministe et les mouvements de femmes se font entendre : à la Foire du Livre de Francfort, il n'y avait pas moins de six maisons d'édition féministes, et ne parlons pas de la quantité de livres de-sur-pour les femmes, publiés par des éditions bourgeois.

UN NOUVEAU PARTI ?

Ce bouillonnement, sauf celui des femmes et des défenseurs de l'environnement, débordait modérément sur la société. Mais il y en a que ça commence à énerver. En novembre 75, et en février de cette année, à Berlin et à Hanovre, quelques centaines de « socialistes » ont organisé des rencontres pour dégager « le deuxième débat sur l'organisation de la nouvelle gauche » à l'échelle fédérale. Malgré les rumeurs, seule une minorité d'anciens membres de la SPD était venue avec des propositions détaillées d'organisation d'un « nouveau parti socialiste ». La majorité des participants, exclusivement des intellectuels, disait vouloir rechercher ensemble une voie « nouvelle » qui ne soit ni celle des comités centraux auto-proclamés des partis M-L, ni la mouvance, apparemment inorganisée, des « spontanistes ».

RUDI DUTSCHKE

L'un des participants à ces rencontres pour une « nouvelle orientation de l'intelligenza socialiste », Rudi Dutschke dit : « Nous vivons aujourd'hui une deuxième restauration en RFA, qui ressemble beaucoup à celle réalisée sous Adenauer. L'éloge d'Adenauer par Walter Schell l'année dernière est significatif : Schell est même allé jusqu'à comparer l'amour d'Adenauer pour son jardin avec le rapport de Goethe à la nature... Mais cette restauration est à peine commencée. Si elle était déjà réalisée, les Jusos ne pourraient même plus, comme aujourd'hui, lutter contre les interdictions professionnelles. Nous ne voulions pas faire un parti mais avoir des discussions préliminaires. C'était un premier essai pour rassembler tous les camarades qui ne sont

pas entrés dans la SPD. 6 à 9% des « électeurs » ont une orientation anti-capitaliste mais ne voteront ni pour la SPD, ni pour le PC, ni pour ce qu'on appelle ici les groupes « K » (M-L). Tout cela peut être la base d'une nouvelle organisation.

Après la rencontre de Hanovre, j'ai été convoqué par un membre de « gauche » du praesidium de la SPD. Il m'a dit : « Est-ce que vous allez faire un parti socialiste ? Comme Social-démocrate de gauche, je n'ai rien contre, mais je dois vous prévenir que le centre et la droite du parti sont prêts à criminaliser immédiatement un tel groupe ». Ce genre de démarche a quelque chose de spécifique qui n'est pas le « nouveau fascisme » dont parle la RAF, qui, elle, a fétichisé l'illégalité, perdant par là le contact avec la réalité, et devenant, non pas sujet actif, mais objet du monde des classes dominantes. La SPD, les partis parlementaires, ont encore peur de nous. Ils savent que si nous retrouvons un niveau d'organisation nationale, si nous recréons un pôle socialiste, capable même de faire des propositions d'alliance secrète à la SPD et de combiner extra-parlementarisme et parlementarisme, c'est dangereux pour eux ».

L'EUROCOMMUNISME

Physiquement, la seule trace visible de l'attentat auquel Rudi Dutschke a échappé, il y a huit ans et demi, à Pâques 68, c'est une certaine raideur dans le dos et la perte de ses connaissances en langues étrangères. Mais Rudi a gardé toute la cordialité, la gentillesse, la capacité d'écouter et d'interviewer l'intervieweur, cette chaleur qui avait certainement contribué à le rendre populaire à l'époque « historique » du mouvement anti-autoritaire de masse. Bachmann, l'homme qui avait tiré sur lui, et dont Springer avait armé « la tête » s'est suicidé en prison il y a un an. Avait-il tiré les conclusions de la correspondance qui s'était engagée entre lui et son ancienne victime ? Mais Rudi n'aime pas le rôle de l'ancien martyr. Il continue sa longue recherche d'une forme allemande d'« euro-communisme » dont il écrit dans un poème qu'il « ne s'arrêtera ni à l'Elbe, ni à l'Oder ». Sa prise de conscience politique, elle a commencé en RDA, où vit encore toute sa famille, par un socialisme « chrétien ». Son origine marque toute sa réflexion. Car il connaît aussi l'« autre côté ». « Nous n'avons pas d'identité nationale, dit Dutschke. Il n'y a pas en RFA de dialectique entre question nationale et question sociale. La majorité des

prolos, qui viennent de l'Est, est très déçue et devient critique. Arthur Koestler dit à ce propos : « La dernière grande bataille aura lieu entre les anciens communistes de l'Etat et ceux qui en viennent et sont devenus néo-communistes ». Pour nous, la question centrale, c'est : socialisme démocratique contre socialisme despotique. Les fronts populaires d'Europe du sud sont une provocation insupportable pour les réactionnaires ouest-allemands. Malgré toutes les critiques que tu, et je, peux faire aux PC espagnol, italien, français, la pression sur la RFA de ces fronts populaires, ne peut rester sans effets. Le 3 octobre ? Une défaite ou une victoire de la SPD n'est pas mon problème, nous n'avons pas d'influence là-dessus ».

Il ne surévalue pas les chances du courant socialiste et semble envisager la possibilité d'un écrasement. « Depuis l'exclusion du SDS de la SPD en 1961, il n'y a pas eu de lien entre SPD et intellectuels. La Frankfurter Rundschau écrivait récemment que si le contact n'est pas rétabli, le risque est grand que se dressent à nouveau des forces intellectuelles de droite plus fortes que jamais ».

Y a-t-il des raisons d'espérer ? « J'ai rencontré des paysans de Whyll où 20 000 personnes ont empêché la construction d'une centrale nucléaire. J'ai retrouvé dans leur bouche des catégories des années soixante, à nous, comme « violence contre les choses et non-violence contre les gens ». Ils avaient l'air de craindre que si la CDU gagne, on leur tape dessus. Ils se demandent en ce moment s'ils vont occuper à nouveau le terrain ou attendre pour cela la décision formelle du tribunal. A Whyll, il n'y a pas de front socialiste mais de fortes individualités.

J'ai aussi participé à un débat à Freiburg sur mon livre avec 4000 personnes. On a débattu pendant quatre heures dans le calme, même si les esprits bouillaient. Quelques jours avant, Kohl avait ramassé à grande peine 3000 personnes dans la même ville. Notre réunion a eu droit à un entrefilet dans la page sportive du journal local... La gauche n'entre plus dans l'opinion, il n'y a plus de moments de vérité dans la presse : en mai, Régis Debray et moi avons été interviewés par la TV sur la RAF. Ils ont trouvé qu'il y avait trop de sympathie révolutionnaire dans ce que nous disions. Ils sont alors allés interviewer un « prof marxiste » pour modérer l'émission ».

Elle est étroite la porte du socialisme anti-autoritaire allemand.

Félix GERMAIN.

(1er octobre 1976)

Wanted : les visages des 16 « terroristes » placardés au bord d'une autoroute (Photo Gamma).



Un week-end à Francfort

Conviviale ou souterraine : une nouvelle gauche allemande éclatée mais bien vivante

Francfort (de notre envoyé spécial).

Depuis samedi, la grève de la faim des prisonniers politiques de la prison de Stuttgart-Stammheim s'est terminée. Le gouvernement du Bade-Wurtemberg a en effet accepté la revendication principale des grévistes : la fin de l'isolement auquel ils étaient jusque-là soumis. Désormais, les prisonniers de Stammheim pourront se retrouver par groupes de dix. D'autres détenus politiques vont donc être transférés à Stammheim. On ne sait pas encore si cette mesure va être étendue aux autres prisons. Beaucoup, ici, le pensent. C'est en effet sur la base de rapports médicaux, d'ailleurs établis depuis plusieurs mois, que les autorités ont pris cette décision absolument « nécessaire à la santé des détenus ». Les mêmes rapports médicaux avaient été faits à propos des autres prisons où la grève de la faim se déroulait. Pour les prisonniers, c'est une victoire, la première depuis longtemps. La presse allemande ne s'y est pas trompée, en accordant une place minime à la nouvelle.

Dimanche matin, ni les journaux, ni la radio n'avaient encore soufflé mot de la nouvelle. La veille au soir, celle-ci s'était pourtant répandue comme une traînée de poudre par le téléphone arabe qui relie les dizaines de communautés de la ville. Dans ce « contre-milieu » où se concentre l'essentiel de l'extrême-gauche, les mauvaises nouvelles sont plus fréquentes que les bonnes. Les interdictions professionnelles officielles ou camouflées, les procédures d'expulsions qui frappent les syndicalistes et les contestataires, la criminalisation des manifestations oppositionnelles mènent la vie dure, au sens propre du mot, à toute la gauche allemande. L'autoritarisme accru d'un appareil d'Etat qui est sans doute le plus sophistiqué de l'Europe de l'Ouest, prête main forte au conservatisme qui suinte de tous les pores de la société. Etre « gauchiste », ici, n'est pas facile. Chaque semaine, à Francfort, un journal comme *Informationdienst*, qui ressemble beaucoup à ce qu'était l'Agence de presse Libération, consacre plusieurs pages à des compte rendus de procès et aux démêlés juridiques des militants d'extrême-gauche ; en quelques années, l'accumulation des inculpations a donné une importance politique croissante à l'action des collectifs d'avocats.

Cette image d'une gauche isolée, réprimée, contrainte à l'immobilisme n'est pourtant pas juste. Derrière le pain quotidien des procès et de la répression, il y a une autre réalité de l'extrême-gauche, tantôt concentrée et conviviale, tantôt éclatée et souterraine. Ce week-end du 1er mai à Francfort en était la meilleure illustration.

LA NUIT DE WALPURGIS

Samedi soir, plus de deux mille femmes, trois mille peut-être, très jeunes pour la plupart, étaient réunies sur la Schweizerplatz. A l'occasion de la nuit de Walpurgis, les

scorières avaient décidé de reprendre la ville et d'occuper un espace qui leur est d'habitude interdit. Un cortège dense et bariolé, précédé de quelques femmes brandissant un balai s'est dirigé vers le quartier de la gare, là où se concentrent sex-shops, cabarets et Eros-centers. Devant, des flics. A pieds, en voitures, en camions. Derrière, des flics encore, suivis d'une arroseuse de la police. Des flics manifestement mal à l'aise face à cette manifestation à la fois gaie et agressive, avançant sous des flambeaux et qui renvoyait aux hommes passant sur le trottoir un « halo Süßer ! » (Hello, mignon !) ironique, ponctué de coups de sifflet stridents. Dans la nuit noire, le spectacle avait quelque chose de fantastique. Et si les hommes étaient dans leurs petits souliers, des femmes laissaient éclater leur joie en chantant ou en dansant. Sur les bords, quelques unes avançaient en bondissant, frappant sur des tambourins aux oreilles des mâles qui sursautaient de surprise. L'espace d'un instant, la peur avait changé de camp, s'évanouissant dans le rire des manifestantes.



(Photo DR)

Sur les trottoirs, les deux aboyeurs d'un sex-cabaret, époussetaient en gromelant leurs beaux costumes maculés par un sac de farine jeté par les femmes. A dire vrai, le petit groupe que nous formions ne fut pas non plus épargné par la farine : il y en avait pour tout le monde...

Pénétrant au cœur du quartier de la gare, sous les néons des boîtes de nuit, la manifestation réussit à donner un peu de gaieté à ce quartier sinistre. Les rues se remplissaient de grappes d'hommes sortis des porches. L'épaule dénudée, des danseuses venaient jeter un œil. Quelques prostituées renaclaient alors que d'autres, en petite tenue, sortaient d'un love-center pour applaudir au défilé. Quelques sacs de farine, la vitrine d'une boîte brisée, un moment d'effolement chez les policiers accompagnateurs, et le défilé repartait en serpentant.

A quelques kilomètres de là, dans la banlieue de Francfort, une auberge apparem-

ment comme les autres : rachetée par des gauchistes et gérée collectivement en coopérative depuis cinq mois. On lui a gardé son ancien nom : « Zum Elfer » (« Au pénalty »). Ce samedi soir, c'est la foule des grands jours. Malgré le nombre, apparemment tout le monde se connaît : en quelques mois, « Zum Elfer » est devenu un des rendez-vous de l'extrême-gauche. Jeunes ouvriers, étudiants viennent y boire des verres en écoutant de la musique. Dans l'ancienne salle de bal, une bonne centaine de personnes se marchent sur les pieds dans une atmosphère réchauffée et irrespirable. Ce qui apparaîtrait à Paris comme un « ghetto » gauchiste est ici un des ingrédients qui permettent la survie, personnelle et politique, de la majorité de l'extrême-gauche. « Zum Elfer » est un des maillons de cette chaîne de lieux alternatifs qui servent de point d'appui à des milliers de gens : centres de femmes, restaurants, maisons pour tous, centres socialistes, offrent à l'extrême-gauche allemande l'espace minimum que la société civile lui refuse et les occasions de rencontre où chacun peut se ressourcer et résister à la pression de l'environnement.

Ici, l'environnement se présente comme une sorte de mur de caoutchouc. La norme a force de loi et les idées du gauchisme n'ont pas bénéficié du fait de cette réaction de rejet, de la même socialisation qu'en France. Pour les Français qui arrivent ici, les panneaux publicitaires, par exemple, semblent vieux de quinze ans, destinés à un citoyen moyen conventionnel qui ne comprendrait que le bon vieux sens commun. Jusque dans ces petits détails, pas question de fausses notes. Les hebdomadaires féminins allemands parlent toujours le même langage, comme si le mouvement des femmes n'existait pas. On pourrait en déduire que ce pays tout entier est imperméable aux aspirations qui ont marqué ces dix dernières années. La conclusion, là aussi, est fautive. Un groupe de femmes vient de lancer sur le marché de la presse un nouveau magazine féministe, *Emma*. La première édition a été épuisée en quelques jours et *Emma* vend aujourd'hui près de 250.000 exemplaires. Peut-être comprend-on mieux ainsi la réalité contradictoire de cette extrême-gauche dépourvue d'expression politique, dispersée, contrainte de serrer les coudes, face aux réactions de rejet des institutions et aux conformismes ambiants.

KITASOULES ENFANTS CONTRE LA NORMALISATION

Dimanche matin, à Francfort, c'était le tour des enfants de manifester, alors qu'au même moment, se déroulait le défilé du 1er mai, parasité par les nombreux groupes marxistes-léninistes qui occupent encore une place importante dans l'extrême-gauche. Les enfants manifestaient pour les *kitas*, ces jardins d'enfants anti-autoritaires qui avaient pu se mettre en place il y a quelques années grâce aux velléités réformatrices qui animaient encore la municipalité social démocrate de la ville. Les *Kitas* sont aujourd'hui menacés. La social-démocratie, traversée par de nombreuses crises, a abandonné tout vernis réformateur. Et, aux dernières élections, les Chrétiens-démocrates leur ont repris ce bastion. La normalisation risque ainsi d'aller plus avant. Pendant tout l'après-midi du dimanche, quelques centaines de parents et d'enfants se sont ainsi retrouvés dans le parc de la ville pour une fête des gosses. Une rencontre de plus dans ce week-end exceptionnellement chargé et, en même temps, une manière de dire non à cette normalisation.

Jean-Marcel BOUGUERAU

(3 mai 1977)

Quatre portraits de « radicaux » allemands

La contestation prise en tenaille

60.000 à Kalkar. Sans le dispositif policier que l'on sait, ils auraient été 100.000. La plus grosse mobilisation anti-nucléaire qu'ait connue l'Allemagne où les précédentes furent pourtant impressionnantes.

Mais, ce jour-là, on était loin de l'écologie. La moitié des marcheurs, très jeunes, compacts, s'était déplacée pour la première fois. En toile de fond, l'affaire Schleyer, hystérique, obsessionnelle. Qui n'est pas avec Bonn ne peut être que « sympathisant » (de la RAF, la Fraction armée rouge).

Les anti-nucléaires traditionnels n'osèrent pas venir. La tradition, c'est Whyll, son *Bürgerinitiativ* de toutes couches sociales renforçant un noyau de « locaux ». Ce Larzac allemand, dans un des Lands les plus réactionnaires (le Bade-Wurtemberg créa les premiers commandos anti-terroristes) donna, en 1975, un immense espoir à tous ceux qui doutaient qu'un mouvement démocratique de masse puisse apparaître dans ce pays.

A Kalkar, l'Histoire avait refait marche arrière. « On nous asphyxie. Notre moindre réaction est maintenant criminalisable. Dans nos quartiers, nous sommes trop surveillés pour parler, mais fondus dans cette foule, c'est possible. Ici est venue la jeunesse allemande en révolte... »

La semaine suivante, passée chez des manifestants de Kalkar, j'entre dans la psychose. A Hambourg, Cologne ou Francfort, mêmes contrôles d'identité, mêmes perquisitions à la chaîne, mêmes menaces d'arrestations au dénouement de l'affaire.

Tout est suspendu dans le vide, on ne vit plus que « ça ». La guérilla urbaine évoluait, s'attirant une compréhension mitigée. Depuis la RAF de 1972 qui fit sauter l'ordinateur des B 52 de Heidelberg jusqu'aux *Revolutionäre Zellen* de 1976 qui aidèrent de leurs explosifs les luttes contre la spéculation foncière ou les transports chers, on reconnaissait un itinéraire différent, irritant, mais parallèle au sien. Les assassinats de la nouvelle RAF, cette année, dans la seule perspective de libérer les siens, la coupe de tous.

Mais comment se démarquer sans faire automatiquement le jeu de l'Institution ?

Si encore il ne fallait se garder de d'un seul côté ! La gauche (qui n'est ici qu'extraparlementaire) est prise en tenaille. Les différentes organisations de la guérilla la harcèlent, la culpabilisent, la menacent. Il y eut même des exécutions de déserteurs. Qui n'est pas avec moi est contre moi, même logique que le Pouvoir. Tout chavirer dans cette paranoïa généralisée. Critiquer, se taire, repartir en vacances, s'exiler ?

Trois manifestants de Kalkar et un qui n'a pu y aller : quatre représentants de la « gauche » allemande vue sous son angle le plus large, quatre témoignages, parfois dramatiques, qui reflètent l'incertitude et la division de militants coincés dans un étai

(répression / guérilla) contre lequel ils ont peu de prise.

J.L. HURST

(1 oct 1976).

Emma la KB

« Nous n'avons pas su créer l'alternative »

Un des quatre « K-Gruppen » (comme dit la presse) marxistes-léninistes, nés au lendemain des grandes grèves ouvrières sauvages de 1969. Homologue de notre OCT, c'est le moins sectaire, le seul qui continue à recruter, les plus engagés dans l'antinucléaire. La CDU n'en a pas demandé l'interdiction, après Kalkar, contrairement aux autres. Le K.B. l'explique par son « assise de masse ». Ses militants, pourtant, sont très jeunes. Disciplinés, hiérarchisés, sécurisés, ils dépendent d'un bureau politique qui siège à Hambourg où il est sérieusement implanté et qui envoie « en province » ses Missi-dominici. Le K.B. impressionna à Malville. Manfred Schulte, jeune ouvrier qui y perdit sa main, en faisait partie. L'organisation demeure un mois dans la région pour s'occuper des blessés et des inculpés allemands. Emma en était.

« L'anti-autoritarisme, c'est un moyen, pas une fin. Une transition dans l'histoire de chaque individu qui se coupe de son père, du mouvement pré-révolutionnaire qui sort de l'establishment. Mais, cultivé, ça mène au nombril, à l'isolement ou à la réussite sociale. On voit ce qu'a donné l'explosion de 1967.

Nous avons quitté ce bateau quand la classe ouvrière s'est remise à bouger. C'est d'elle que nous avions à apprendre. Le prolétariat allemand a eu un destin tragique. Hitler lui a enlevé sa mémoire, la social-démocratie l'a prostitué par la co-gestion. Mais la crise économique l'oblige à reprendre conscience de lui-même. Le tournant, c'est la naissance d'une opposition syndicale. Il y a chez le travailleur allemand un entêtement qui ne le fait plus reculer quand il a décidé quelque chose. C'est contagieux. A Wyhl, ils ont tenu et ils ont gagné : il n'y aura pas de centrale nucléaire.

La coupure avec le spontanéisme se fit aussi dans l'exigence théorique. Certains s'y sont enlisés, le pays a produit en deux siècles beaucoup de « socialistes de la chaire ». Notre retour à Marx vous affole au moment où vous tâtez de « nouvelle philosophie » (qui est d'ailleurs fort bien vendue par nos éditeurs bourgeois). Il en va de notre essence même : nous sommes des produits congelés, on nous avait débranchés de l'Histoire, c'est le pire des Goulag.

La RAF et née de cette exigence, dans un des groupes M.L. Mais, influencée par le Glucksman de 1972 (son article sur la « nouveau fascisme » dans les *Temps Modernes*) et par le *foco* de Regis Debray, elle s'est mise à considérer le prolétariat allemand comme une aristocratie ouvrière et a trouvé la vérité dans les luttes du Tiers-Monde. Ils sont comme ces pré-révolutionnaires russes, coupés d'un peuple qui était lui-même en hibernation. Mais le Tiers-Monde a fait long

feu et le peuple a ouvert un œil.

J'admire quand même cette rage passionnée qu'ils ont eu à combattre Babylone. Mais maintenant, ils se mordent la queue : répression-clandestinité -terrorisme -répression. Pire, ils ne font plus que de l'assistance sociale aux leurs. Mais il y en aura toujours plus en prison que dehors. Ils créent l'événement, mais à rebrousse-poil des gens. Ils contribuent à réveiller le fasciste qui sommeille en beaucoup d'Allemands. Le NPD n'a jamais été aussi arrogant, protégé officiellement par les flics.

Nous sommes responsables également de cette situation. Nous n'avons pas su créer d'alternative convaincante au désespoir de la jeunesse. Nous n'avons même rien pu contre la terreur de l'isolement carcéral, ni contre le scandale des procès. C'est donc nous aussi qui avons poussé la RAF au suicide : elle n'a plus confiance qu'en elle-même. La fascination de la clandestinité gagne même chez nous. Il y a un grand risque de régression ».

Wolfgang l'ex-RAF :

« Aujourd'hui le peuple nous précède »

Wolfgang, 29 ans, est sorti récemment de prison où il a connu plus de quatre années d'isolement intégral et deux longues grèves de la faim. Il fut arrêté à Hambourg, en 1972, lors d'une fusillade avec la police où son compagnon fut grièvement blessé. Soupçonné d'appartenir à la RAF, il ne cacha pas ses sympathies pour elle. Il l'avait connue à Berlin où il était ouvrier. A son procès, deux témoins à charge se rétractant, il n'y avait plus de preuves contre lui.

Un visage de Manson. Il parle d'une voix lente, étrangement inflexible. Malgré son désir, il n'est pas allé à Kalkar pour ne pas « mouiller » le mouvement.

« Que faire, en 1970, lorsque le camp de la contestation s'est divisé ? Que faire lorsqu'on est ouvrier et que les ouvriers n'ont plus d'imagination ? Que faire lorsque le peuple vietnamien se bat seul pour nous tous et que mon pays est devenu le premier gendarme des Etats-unis ?

J'étais entré au « Secour noir » avec les *H-Rebels* pour faire sauter la barrière entre prisonniers politiques et droits communs. Proches du Lumpen, nous étions repérés par les flics, fréquemment arrêtés, un pied déjà dans l'illégalité.

On y trouva la RAF. C'était une conscience morale au milieu de la désagrégation, avec une vision totalisante cohérente des problèmes stratégiques de l'heure : servir les peuples du monde en portant la guerre dans les métropoles impérialistes, servir notre propre peuple en contribuant à le réveiller et être son bras armé.

Les actions anti-us de Heidelberg et Francfort ont eu une importance historique. Mais si elle n'a pas de courroie de transmission avec les masses, la guérilla

urbaine tourne à vide, se transforme en appareil purement militaire. C'est ce qui est arrivé. J'ai eu tout le loisir d'y méditer en prison. La transmission, c'est la gauche. Elle devait expliquer, populariser notre action dans les masses. Elle ne l'a pas fait parce qu'elle est, en Allemagne, timorée, égocentrée et elle-même coupée des masses. De notre côté, le mépris que nous lui portions n'a rien facilité.

Etre réduits aujourd'hui à se battre pour nous auto-libérer dit assez notre impasse. La liberté individuelle, c'est fondamental, surtout quand la perspective de chaque prisonnier est d'être assassiné. Mais la politique, c'est beaucoup plus. Quand je pense à ce que l'on aurait pu faire avec Schleyer, ce patron des patrons ! Exiger, par exemple, une amélioration des conditions matérielles ou de travail pour les ouvriers. Ça, c'est être le bras armé du prolétariat ! Les RZ l'ont mieux compris, mais elles gardent le travers manipulateur de la RAF : les masses comme moyen de la guérilla au lieu de la guérilla comme moyen des masses.

La société allemande est bloquée par l'absence de démocratie et la pusillanimité de la gauche. La tentation « terroriste » persistera donc. Je pense qu'elle s'orientera vers des sabotages plus « sociaux » : contre les usines qui polluent, qui travaillent pour les régimes fascistes, contre les centrales nucléaires en construction. Ils seront compris par les masses. Ils compléteront leurs luttes au lieu de les précéder.

L'antinucléaire est un virage. Le peuple y a enfin pris ses responsabilités. Pendant des années, nous avons rêvé de l'éduquer, de l'organiser. Il l'a fait spontanément et ce sont

les groupes politiques qui lui courent maintenant après. C'est là que se forgera la nouvelle gauche.

Klaus Le Juso :

« Défendre le peu de démocratie qui était né »

Les « Jusos » (Jeunesses socialistes), gauche du SPD, son CERES. Brandt essaya de les utiliser pour récupérer la contestation étudiante de 1967. Récalcitrants, ils sont matés en 1973. Certains rompent, comme leurs aînés des SDS, et entrent au SB (Bureau socialiste). Proche du parti radical italien, c'est un « intellectuel collectif » regroupant de vieux syndicalistes ouvriers et les universitaires libéraux. Ses activités : les périodiques « Links » et « Express » et son congrès annuel, large colloque contre les répressions. Les « Jusos » restés au bercail s'engagent dans l'antinucléaire à travers le BBÜ (« Bürgerinitiativen » modérés) où ils s'allient aux « Judos » (du parti libéral), rival du BUU où prédominent les « K-Gruppen (m.l.) Klaus a encore un pied dans le parti.

« Il y en a qui parlent ici de « nouveau fascisme ». C'est absurde. Mais c'est plus qu'un Etat policier comme en France. C'est un Etat autoritaire réactif, n'en déplaise à Mitterrand. L'autoritarisme est la donnée fondamentale de l'histoire allemande. Nous n'avons jamais fait notre révolution bour-

geoise. Elle a été escamotée par Bismarck. La République de Weimar ne fut qu'une transition entre Spartakisme et Nazisme. Celui-ci n'a pas été renversé par le peuple, mais par les alliés : pas de rupture. Il n'y a donc pas chez nous de traditions démocratiques, de libre examen. S'ajoute, en 1949, la perte de notre identité nationale et de toute conscience de classe : l'Allemagne américaine contre l'Allemagne russe, serrons les rangs ! Sortant exsangues de la guerre, notre premier objectif fut économique. Aujourd'hui, nous sommes les Européens les plus riches. Le peuple y trouve sa fierté et une identité illusoire dans la consommation. Mais arrive cette poussée de chômage sans précédent. Son assurance vacille. D'où tentation, pour le gouvernement, des manières fortes traditionnelles.

Les gauchistes ont rompu avec l'économisme, mais avec l'autoritarisme, c'est moins évident : besoin inavoué de chefs, sens de l'organisation qui cache hiérarchie et esprit grégaire, « machisme » latent. Qu'est-ce que la RAF sinon la révolte d'un fils colérique contre un père irascible ? Nous, au milieu, nous tentons d'éviter les coups et ne pouvons placer un mot.

Les vieux profs du SB se démarquent, s'accusant de mollesse à l'égard du « je-m'en-foutisme » étudiant. Ils sont tombés dans le piège, mais il est difficile de garder la tête froide actuellement. Les projecteurs sont braqués sur une scène, celle des autoritaires, alors qu'il en existe une seconde, celle d'une démocratie dans les langes. Une révolution silencieuse avait commencé : les « Bürgerinitiativen ». Ces comités locaux et spontanés ne sont pas nés que contre le nucléaire, mais à propos d'autoroutes, de logements, de transports, de crèches... Pour nous, c'est un chant du coq.

Un sondage officiel sous-entend que 15 % des gens seraient favorables à un parti de contestation. Rudi Dutschke a lancé l'idée d'un parti écolo-socialiste. Je crois que c'est son heure. A condition que s'arrête l'escalade.

Ingrid la sponti :

« Plus possible de ne vivre qu'en marge »

Les « Sponti » (lire Spontex), un V.L.R. qui aurait grossi et duré. Les vrais descendants de la révolte anti-autoritaire de 1967, malgré une phase « d'établissement » en usine vers 1972. De Berlin à Francfort (Cohn-Bendit) ils vivent en communautés, regroupés dans de vieux quartiers jadis squattés (Kreutzberg, « ville libre » de Bockenheime...) avec une grosse infrastructure de société parallèle : cafés, cinémas, librairies, crèches, garages... mais aussi cabinets de groupe de médecins ou d'avocats. Quelque chose dont nous avons rêvé en France et qui s'y est à peine ébauché : individualisme contre tendance au groupe héréditaires ? La mouvance « sponti » est imprécise. On se reconnaît dans la scène : tout ce que nous avons créé ensemble. Le mouvement des femmes y est né. Ingrid en fait partie.

« Nous avons tenu dix ans, mais aujourd'hui, ça bascule. C'était un engagement personnel, une responsabilité de tous les instants. Nous étions les premiers à contester l'Autorité dans ce pays. Nous avons tourné le dos au système, mais sans le fuir, pour ne pas

« D'une manière ou d'une autre, ce sont des méthodes de camps de concentration ». Affiche d'un groupe marxiste-léniniste, le KBW



nous isoler et faire des petits. Nous avons pris le minimum (comme les maisons vides) et inventé le reste (comme nos jardins d'enfants). Mais le pouvoir a institutionnalisé les jardins d'enfants qu'il trouvait originaux et récupéré les maisons qu'il nous loue. Porte-à-faux. Nous reprenons confiance quand il nous réprime : tu vois l'ambiguïté !

Nous nous sommes battus contre nos propres chefs et avons rééduqué ceux qui sont restés avec nous. Nous nous sommes battus contre nos mecs et c'est loin d'être réglé : pour l'instant, 70 % d'entre nous vivent séparés, en communautés d'hommes ou de femmes. Nous sommes en crise. La tendance est à la dispersion. Le téléscopage avec la guérilla urbaine l'accentue.

Elle représente un vieux monde que nous n'aimons pas. Nous voulons une autre vie, libre ; ils sont fascinés par la clandestinité, l'héroïsme, la mort. Nous sommes des **Egaux**,

ils se croient les cadres d'une révolution qu'ils jouent aux masses assises devant leurs télévisions. Ils sont l'anti-gang du système, pas sa rupture. S'ils gagnaient, ce ne serait que par un coup d'Etat stalinien. On connaît la suite.

Mais nous venons de la même famille, nous nous connaissons bien, nous sommes les plus sensibles à leurs pressions. Je parle moins de la RAF, milieu fermé et aristo, que du « 2 juin » et des RZ. Ils ont menacé physiquement des camarades pris de doute ou des adversaires que nous ne combattons que par des moyens légaux. C'est très dur.

Pourtant, quand Ulrike est morte, c'est comme s'ils avaient assassiné une partie de nous-mêmes. Nous sommes descendus spontanément dans la rue. Il y a eu ce cocktail Molotov qui a grillé un flic et c'est là que ça a éclaté entre nous. Certains ont dit : « *Merde, à cet engrenage morbide* », et ils se sont installés à la campagne. D'autres : « *Ca*

suffit, le cul entre deux chaises » et ils ont tranché pour l'ombre.

Nous qui sommes restés, nous sommes comme en attente. Nous sentons bien qu'il faut sortir de notre ghetto, nous lier aux gens qui en prennent plein la gueule comme nous : les femmes, les taulards, les immigrés, les résistants à la pollution... Même les étudiants sont des clochards aujourd'hui : je ne peux pas entrer en fac (sélection), je ne peux pas m'y exprimer (parlements dissouts), je ne peux pas utiliser mon diplôme (chômage), je ne peux pas exercer mon métier (interdictions professionnelles). Mon ami était avocat, maintenant, il est chauffeur de taxi. Il n'y a pas de Parti à créer, il muselerait les initiatives. C'est le mouvement qui doit s'élargir, s'engrosser des mécontentements de ce peuple. Sinon, ce sera 1984 ».

(11 Oct. 1977)

ADRESSE A TOUTES LES FEMMES

Les mères, les filles, les femmes de ce pays demandent à être mises au ban de cette nation qui ne produit que du malheur. La gravité même de la situation interdit de mettre avec plus de force l'accent sur cette gravité. C'est pourquoi nous revendiquons le droit au rire.

Nous nous déclarons solennellement affranchies de cette société avec laquelle nous n'avons jamais rien eu de commun et qui nous a toujours maltraitées ! Nous déclarons, en outre, que nous ne sommes plus disposées à participer ou à assister à la danse macabre — sa seule vision de loin nous écœure. C'est pourquoi nous, femmes, devons donner forme à la résistance au malheur généralisé !

— 1 —

Oyez donc, nous proclamons cette grande vérité :

- On ne peut pas fusiller le pouvoir.
- On ne peut pas fusiller le contre-pouvoir.
- On ne peut fusiller que des êtres humains.

Comme il est entendu qu'il n'est pas très normal de fusiller des êtres humains, les tireurs des deux bords nient que ce qui a été fusillé ait eu qualité humaine. Telle est la logique de l'extermination réciproque. Telle est la logique précise du pouvoir. L'amoral de cette vérité est : monsieur et madame Tout le monde sont de plus en plus avides de prendre part au jeu, à la chasse.

Ainsi parle Zarah Zylinder : la vérité est en vérité bien laide et vilaine. Créons-nous donc une vérité meilleure.

— 2 —

Nous nous donnons le droit élémentaire de ne pas nous laisser sans cesse entraver, dans l'invention de ce bonheur, par meurtres et massacres, arrestations et emprisonnements, recherches et poursuites. Nous proposons que les belligérants envoient leurs princes se mesurer en duel pour régler leur compte entre eux. Et, qu'ainsi ils nous laissent enfin tranquilles ! Nous leur refusons de légitimer leurs luttes en alléant la défense d'un droit quelconque, d'une liberté, d'un honneur ou d'une terre, ou encore la protection d'un enfant, d'une femme.

— 3 —

Nous déclarons vouloir échapper à la normalité des fossoyeurs.

Nous sortons du rang ! Et nous entrons dans toute la folie.

Pour pouvoir vivre. Nous avons soif de vivre. Voilà pourquoi : byc-bye baby !

Nous revendiquons expressément le droit d'être illogiques, encore plus illogiques que nous ne l'avons jamais été !

— 4 —

Nous, femmes de tous âges, vivons depuis toujours en exil. C'est de nos mille et un exils que nous déclarons : le bonheur se trouve au delà de la raison mécanique et des sentiments superficiels.

— 5 —

Nous faisons confiance au chaos en nous pour inventer le bonheur. C'en est fini de l'ère du bien ordonné. Fini des appartements briqués, de l'auto-satisfaction proprette, des chemises d'homme amidonnées et des enfants anxieux.

— 6 —

Précisément parce que nous avons toujours été le grain de sable dans les rouages de la raison mécanique, on a beaucoup fait pour cultiver notre dénouement, pour réprimer notre colère, pour nous couler dans le moule de la raison. En dénonçant, ici et maintenant, ce contrat déséquilibré, nous reconnaissons les lieux de marchandage et de politique pour ce qu'ils ont toujours été : des lieux pour la débauche publique à laquelle on nous a trop longtemps livrées. C'est pourquoi nous décrétons que ces lieux constituent la poubelle de l'histoire sur laquelle nous irons déverser tout ce avec quoi on nous a martyrisées : les machines imbéciles qu'ils nous refilent depuis des décennies, l'idéologie de l'amour sacrificiel qu'ils nous fourguent depuis des siècles, et caetera, et caetera...

— 7 —

Et nous le disons publiquement : nous sommes en manque, nous sommes en quête, et rien ne saurait nous arrêter dans ce désir de vivre notre sauvagerie, notre quiétude, notre plaisir !

Femmes avec ou sans homme !
Femmes avec ou sans angoisse !

Ayez l'âme légère, devenez des évadées de la nation de la violence, des évadées du règne de la terreur. Dansez, dansez, sortez de la ronde !

Tract diffusé à Francfort par le centre des femmes.
Octobre 1977.

Notes sur les années 70

Dans l'histoire des années 70, Baader, Meinhof et les autres occupent une position cardinale. Ils furent en effet le miroir d'une génération qui avait hérité à la fois de la guerre du Vietnam, du soulèvement du Tiers-Monde et de la révolte étudiante, et qui était alors portée par cette idée, aussi simple que formidable, qu'être révolutionnaire c'est d'abord faire la révolution, c'est-à-dire, en dernière instance, agir. Tout le guévarisme se résumait dans l'audacieuse simplicité de cette maxime. L'action de guérilla modulée sous toutes ses formes, fut considérée comme le témoignage unique de l'authenticité révolutionnaire. La répression de la révolte étudiante dans les quatre coins du monde a fait le reste et provoqué une rupture totale avec une fraction d'hommes et de femmes qui prirent alors le parti de la rébellion ouverte. En Allemagne fédérale, les décrets sur les radicaux et les extrémistes ont eu pour effet de contraindre à la clandestinité des centaines de jeunes, devenus indésirables dans la fonction publique et le secteur privé. Choix politique mais aussi existentiel. Devenir un guérillero urbain, c'est alors une manière de vivre, de tenter une aventure, hors des normes de la société établie pour des gens qui veulent prendre part à l'écriture de l'histoire, d'une manière forcenée, au prix d'actions parfois grandiloquentes, mais toujours dangereuses. Le romantisme de l'histoire n'est pas encore mort.

Fin des années 60 et début des années 70, c'est le déclenchement dans la plupart des grandes villes du monde des foyers de guérilla urbaine. Alors la RAF n'est pas ce sigle solitaire et maléfique qu'il est devenu, elle cotoie Marighela au Brésil, les Tupamaros en Uruguay, l'ETA au Pays basque, les Weathermen à New York, la SLA à Los Angeles, le FLQ au Québec, les Brigades Rouges en Italie, la NRP en France et tant d'autres : elle fait partie de l'histoire. Baader, Meinhof et les autres sont des militants révolutionnaires respectés, même s'ils ne sont pas toujours très aimés. Mais rapidement, la plupart de ces groupes sont défaits, souvent de manière sanglante par les polices spéciales. Dans tous ces pays, des hommes et des femmes aujourd'hui encore purgent de lourdes peines de prison. La guérilla urbaine a été un échec, et elle est abandonnée. Sauf en Italie et surtout en Allemagne. La RAF, elle, continue, comme si de rien n'était, quasi somnambulique, monte des opérations de plus en plus complexes, se perfectionne, dans une solitude qui est devenue totale.

Archibald Rapoport, le héros du roman que vient de publier Pierre Goldman est de cette génération là, qui « refusant la paix civile, morose et molle » choisit, en quête d'identité, d'aller combattre aux côtés de guérilleros vénézuéliens. De retour en France, il commet des agressions à main armée, autant pour le gain que pour goûter le frôlement sensuel de la mort, avant de tuer délibérément des policiers et des magistrats « par pureté ». Car Archibald Rapoport est un prophète de la dérision. Pierre Goldman a le même âge qu'Andreas Baader. Désormais, il écrit des romans. Sa guérilla est terminée, celle de la RAF continue, pourtant sa trajectoire romanesque recèle vraisemblablement l'une des vérités de

Raspe, Baader et Ensslin. Prisonniers de leur propre stratégie, piégés par leur vie clandestine, puis de leurs prisons, les membres de la RAF n'ont pu concevoir d'autres valeurs que celle de la guerre révolutionnaire. Incapables d'entrevoir l'avenir autrement qu'à travers des coups de main, des enlèvements ou des meurtres politiques, ils ont aujourd'hui un peu l'allure de dinosaures perdus dans une autre ère. Le décalage est à lui seul terrifiant, et mesure le chemin de années 70. Ne supportant plus les valeurs de la société dominante allemande, étrangers à leurs pays, ils se cognent contre des murs meurtriers où se met en scène l'horreur du vieux monde. Jusqu'à en mourir.

Pour toute une génération politique en Europe occidentale qui a suivi d'autres chemins, Baader et ses copains ont été jusqu'au bout d'un *absolu* : la violence révolutionnaire, ses brasiers, sa terrible répression et ses morts. Mais l'Allemagne n'est ni l'Italie, ni l'Espagne, ni le Québec ni la France : ils n'ont pas eu la possibilité d'en revenir. Ils ont été, au contraire, encouragés à toujours faire monter les enchères. La complexité des opérations enclenchées avec l'enlèvement de Schleyer a conféré à la suite l'allure d'un baroud d'honneur, même si cela n'en avait pas la fonction.



Lorsque l'on écrira l'histoire de ces dix dernières années, on remarquera que tous les grands absolus de la pensée révolutionnaire, ont également été parcourus, expérimentés, jusque dans leur ultime conséquence ; le pouvoir, l'idéologie, l'utopie, le marginalisme, l'analyse même, enfin la violence. Tout se passe aujourd'hui comme si l'échec du défi de la RAF refermait pour les générations contemporaines de Baader et de Raspe, une période expérimentale, dont les échecs composent l'inestimable savoir. Et c'est ce qui explique sans doute le formidable écho que ces événements ont provoqué. C'est comme un livre qui se ferme : on peut de nouveau agir.

Automne-hiver 1977. Deux défaites, celle avant terme de l'Union de la gauche, et celle de la RAF. Leur télescopage en octobre a joué comme un amplificateur pour ce phénomène. L'Union de la gauche et la RAF, pourtant, n'ont rien en commun, sinon d'appartenir aux lendemains des révoltes étudiantes de 67-68 et d'avoir borné, tous deux, l'histoire de ces dernières années, d'un horizon à l'autre, du

goût du pouvoir à la guérilla armée. Si à aucun moment cela n'a constitué une alternative collective, il est certain que beaucoup ont vécu leurs défaites simultanées, comme une libération, amère certes, comme la fin d'une longue période malade.

CRIMINALISATION

Depuis environ deux ans, un nouveau mot, qui en français est un barbarisme, a fait son apparition : la *criminalisation*. Origine : le mouvement des « exclus » italiens qui, par ce terme, désigne la politique gouvernementale, qui consiste à s'attaquer à l'opposition nouvelle de la jeunesse, des femmes, des chômeurs, en la traitant comme une délinquance (ce qui d'ailleurs a eu comme en effet en Italie de politiser la délinquance). Le mot a également été utilisé en Allemagne pour désigner l'ensemble des attaques et des poursuites dont les avocats de la RAF étaient l'objet.

Ce mot traduit un double phénomène. L'apparition, d'une part, d'oppositions embryonnaires anti centralistes, souvent sauvages au niveau de la représentation, mais qui ont toutes en commun d'échapper délibérément au cadre institutionnel réservé à l'opposition parlementaire. En fait, aucune d'entre elles, n'a la prétention de prendre le pouvoir. Comme le pouvoir ne comprend pas ceux qui parlent une autre langue que la sienne, ceux-là ne peuvent être que des étrangers, des fous, des déviants, des malades mentaux. Ou, ce qui en est un peu la synthèse, des criminels en puissance.

A relire la presse et les commentaires, au lendemain des trois morts de Stammheim, on y découvre que Baader et ses amis étaient des complexes, des impulsifs, bref des malades, mais on chercherait en vain la moindre citation de la pensée qui les a poussé à subir ce martyr carcéral. De politique, point. Disparue : la RAF est brutalement dépolitisée. Avec Klaus Croissant devant la justice française, la boucle fut bouclée : l'avocat allemand n'avait pas à profiter des dispositions réglant l'asile politique, puisqu'il s'était fait le complice de crimes de droit commun. Ce n'est plus un politique, mais le complice d'un « violeur de petites filles ».

Second phénomène. Traitant cette nouvelle opposition comme une délinquance, l'Etat se plait à la reconnaître en son sein : et il est de fait que les oppositions embryonnaires tendent à avoir recours parfois à des formes de lutte et d'action empruntées, ou directement issues, des bandes de jeunes des grands ensembles.

Ce qui est au centre de la criminalité, petite ou grande, c'est une tentative de langage qui utilise la violence pour s'exprimer. Pas de dialogue avec la « victime », qui, par définition, est niée en tant que telle : volé, violé, blessé, ou tué. Cette parole est par essence oppressive. Si la séquestration des patrons est une tentative exemplaire pour obliger un homme à écouter, à répondre à d'autres hommes, il n'est pas niable qu'entre cette prise d'otage symbolique et collective, et la prise d'otage d'une caissière dans un hold-up raté par un jeune délinquant, il y ait un lien de parenté.



Le Che : « Créer deux, trois Vietnam »

Mieux, ce sera peut-être le même homme qui participera aux deux actions. Et plus l'Etat criminalisera les formes de contestation, plus ce va et vient sera constant, et plus la norme fixée par lui sera vécue comme totalement aléatoire.

La RAF s'est située d'emblée au cœur de ces glissements, en pratiquant le hold-up et le meurtre. D'abord des militaires US, des policiers en nombre et des magistrats pour terminer par l'exécution du pilote du Landshut, et en menaçant d'exécuter les otages du boeing. Très rapidement, la RAF a intégré l'acte de tuer dans sa démarche. Tuer, c'est affirmer qu'il n'y a plus de vie possible si Hans Martin Schleyer, par exemple, continue à vivre, que la vie ne sera plus une vie s'il en participe encore, que plus aucune expression collective n'est possible, et que toute cette construction de nouveaux rapports, aussi limitée soit-elle, est, à fortiori, devenue insensée. Bref, c'est le totalitarisme absolu, et vivre ce ne peut-être que travailler à la destruction de cette chappe de plomb.

L'impérieuse nécessité libératrice de ces meurtres étant loin d'être évidente, la RAF ne pouvait que déraiper dans la criminalité de sang, poussé et encouragé par l'ensemble des institutions ouest-allemandes. La presse à sensation, les décrets contre les radicaux, qui instaurent officiellement le système de la liste noire, la criminalisation des avocats vont dans le même sens : forcer des gens à la clandestinité et à la destruction. Après le premier meurtre, le piège se referme : l'arrestation signifiant la prison à vie devient impensable. Ce sera alors la fusillade éternelle.

L'attitude des grands mouvements sociaux, ces dernières années en France, est à cet égard significative. Dès qu'il y a eu mort d'homme, que ce soit à Montredon ou Aléria. Ces mouvements ont été comme tétanisés par l'usage de la mort, s'apercevant, brutalement qu'elle était plus destructrice en eux-mêmes qu'à l'égard de l'Etat. La mort avait démasqué le vide. Ce fut la douche froide. Il fallait repartir à zéro : fausse route. A propos de la détention de Schleyer, un Lip, à Besançon, évoquant son enlèvement, eut ce mot : « *Si on avait pris des otages, on ne serait pas dans l'usine aujourd'hui* ». Demeure ce qui libère l'existence des gens.

En passant de la violence démonstrative, symbolique, au meurtre, la RAF créait un espace à la criminalisation sur lequel l'Etat s'est précipité, réalisant, dans la haine de la RAF, le consensus populaire minimal sans lequel gouverner n'est plus possible. Sans haine du criminel, sans sécurité, l'Europe serait immédiatement ingouvernable. Dans une interview à Newsweek, le chancelier Schmidt déclarait fin novembre « la liberté sans la sécurité équivaldrait à l'anarchie, mais la sécurité sans la liberté serait la dictature ».

Impensable débat aujourd'hui entre le dissident soviétique et Andreas Baader, entre l'homme qui défend pour toute pensée, quelle qu'elle soit, le droit de penser en dissension avec la non pensée de l'Etat soviétique, et l'homme qui, pour révéler la violence cachée de la RFA, pratique une contre-violence symétrique, « *œil pour œil* ». Le dissident a un énorme avantage sur Baader, il a une connaissance malade de la minorité qui pense et agit pour le bonheur de la majorité, qui la prend en otage et l'instrumentalise. Il ne supporte pas le débat et quitte la pièce.

Otage pendant une vie, dans le moindre de ses actes, il ne supporte pas l'idée de la prise d'otage. Dialogue impossible.

Suicide collectif ou massacre ? La question ne cesse de se répercuter ici et là dans une interrogation que l'on imagine sans fin. Mais

s'agit-il vraiment de savoir ce qui s'est réellement passé, ou bien les faits ne sont-ils là que pour étayer des convictions ?

L'EFFET STAMMHEIM

Ces trois morts mystérieux de Stammheim travaillent l'imaginaire de chacun comme un révélateur des formes de pensées gauchistes qui s'y fixent comme autant de clichés : il y a ceux qui croient au massacre et ceux qui croieraient plutôt au suicide. Les premiers sont affirmatifs, les seconds sceptiques. Un jour, peut-être, l'histoire fera les comptes. Peu importe alors qui a raison, seules comptent les raisons de ces convictions.

Au premier rang des convaincus du massacre : les anti allemands de toujours. Depuis « à chacun son boche », jusqu'au nationalisme revanchard, une forte tradition veille en nous dès qu'il s'agit de l'Allemagne. Personne n'a oublié l'« anarchiste juif allemand » de mai 68. D'autres y voient la preuve évidente du fascisme allemand : or, c'est justement pour avoir théorisé l'Allemagne social-démocrate de Willy Brandt, comme forme d'un nouveau fascisme que la RAF s'est lancée dans une résistance armée, destinée à masquer à court terme son paravent libéral démocratique.

Enfin, un révolutionnaire ne se suicide pas. Il n'y a tout simplement pas droit. Héros au-delà de tous les héros contingents, il est par définition étranger à toute contradiction subjective. Héroïsme, courage, sacrifice et cœur d'acier, tel fut pendant des décennies, le portrait robot - au sens strict - du révolutionnaire professionnel made in Komintern, valeurs qui, toutes, renvoient à une conception militarisée du socialisme. Pour le gauchisme mythologique, prolétarien, avant-gardiste ou guerrier, cette hypothèse est en soi sacrilège. Trois jours avant les événements de Stammheim, *Libération* publiait pourtant une interview de Carmen Castillo, une des dirigeantes du MIR chilien, consacrée au suicide de son amie Beatrice Allende : « Ce n'est pas seulement elle qui s'est suicidée. Cela engage toutes les femmes qui survivent dans les limites de l'action et de la mort. Parce qu'une femme au milieu des hommes ne peut pas parler, parce que cette solitude des femmes, cette autodestruction quotidienne est aussi une forme de suicide. Le vrai politique doit contenir l'existence des gens ». Echo terrible qui

traverse les pensées révolutionnaires de Santiago de Paris et qui rôde autour de Stammheim.

Reste que, si la conviction du massacre s'est forgée, c'est tout simplement parce qu'elle est devenue plausible. C'est cette potentialité de l'Etat allemand, au moins dans ses marges, à commettre un tel acte qui fait peur : le massacre de Stammheim étant en quelque sorte une redondance tragique de l'assaut de Mogadiscio. Cette capacité de l'Etat allemand à agir en dehors de ses frontières et à tuer avec l'assentiment populaire effraie. L'Etat serait partout et partout triompherait. Et c'est cette peur qui, en dernière instance, emporte la conviction. Après la mort et les infirmités de Malville, l'effet Stammheim : le sentiment d'être totalement vulnérable vis-à-vis de l'Etat d'être demain à la merci, par exemple, d'une bavure policière. « C'est nous qu'ils assassinent » affirme une lettre de lecteur. Suicidez-moi a écrit une main anonyme dans un couloir de métro après la mort de Baader. Une nouvelle grande peur occupe l'occident : l'Etat.

Sérialité des individus, isolement progressif, précarité de l'emploi qui appelle à l'assistantat et à la sécurité tout azimut ; besoin de police, une police toujours plus dévorante qui finit par ne plus se suffire à elle-même et doit alors avoir recours aux citoyens-policiers qui finissent par se quadriller eux-mêmes. Il suffit d'observer le jeune délinquant pour comprendre l'ampleur de cette parano sociale : avant, pour voler une mobylette, il y avait les mains dans les poches, risquant une quinzaine de jours de prison. Aujourd'hui, il est fréquent qu'il y aille armé.

La RAF, comme les autonomes italiens, ont poussé cette parano secrète par la séparation croissante de l'Etat et de la société civile. Plus exactement ils l'ont politisée.

Deux paranos face à face se faisant une guerre à outrance au nom de deux Etats totalement inégaux : l'Etat allemand et cet embryon d'avant-garde politico militaire du prolétariat (cf interview de la RAF au Spiegel). Révolution totalitaire, à sa manière : il y a un totalitarisme d'extrême-gauche, avec ses abus de pouvoir qui font d'autant plus peur qu'ils viennent en partie de nous, qu'ils ont hérité d'une manière de faire de la politique, exclusivement centrée sur la prise du pouvoir. Par leurs actions, le dernier carré des absolutistes de la violence révolutionnaire, au

lieu de court-circuiter les grands flux de parano sociale qui assurent la domination de l'Etat allemand, travaillent au contraire à installer de nouveaux branchements. Et l'Etat de se multiplier et de se répandre dans la société civile, bousculant, rognant sur les droits qui protégeaient celle-ci.

Cette conviction du massacre recouvre en fait un non-dit, où se conforte tout à la fois un vieux gauchisme et son renouveau, sous la forme dite des autonomes, en référence mimée aux « autonomes » italiens. Les mêmes qui guerroyèrent à Malville, qui occupèrent *Libération*, avant de squatteriser, avec des cocktails molotov, la manifestation en faveur de Klaus Croissant. L'effet Stammheim vient rasséréner les gestionnaires de parano. Le totalitarisme gauchiste a encore de belles heures devant lui.

Fin mars dernier, à Rome, j'ai eu l'occasion d'interviewer des féministes romaines, qui lasses de pratiquer l'autoconscience dans leur quartier, de subir la violence entre femmes, de se coltiner les contradictions d'un mouvement en pleine recherche, en pleine gestation de valeurs, ont préféré tout abandonner pour militer avec les autonomes de la Via del Volce, ceux dont le P 38 est soi-disant le meilleur camarade. Pourtant le mouvement féministe romain est vraisemblablement le mouvement tout court, le plus imaginaire, le plus créateur d'Europe occidentale. Mais ces quelques féministes avaient trouvé dans la glorification du très phallique P 38, symbole de la guérilla urbaine de masse, une sorte d'apaisement à la difficulté d'être féministe.

Questions décisives. Si le débat violence-non violence dure sans progression notable depuis deux mille ans, il en va tout autrement de la réflexion sur la violence. « Nous devons inventer une nouvelle violence qui ne soit pas la violence sadique empruntée aux hommes » disait une féministe romaine, une violence qui ne détruise pas, qui n'anéantisse pas l'autre.

Au-delà, cette effervescence n'en signifie pas moins un certain retour au réel, le ras-le-bol de l'intellectualisme régnant et une nouvelle volonté d'agir, qui prend le dessus sur les tendances analytiques et suicidaires - par ailleurs contemporaines de la RAF - qui avaient dominé la longue marche dispersée de l'après 68.

Serge JULY

BIBLIOGRAPHIE

La bande à Baader (La violence révolutionnaire), textes de la RAF, introduction de Marousin (Champ libre 1972, épuisé).

A propos du procès Baader-Meinhof-Fraction armée rouge, à propos de la torture carcérale en RFA, participation de Klaus Croissant (Poche-Bourgeois, 1975).

Tupamaros à Berlin-Ouest, par Bommi Bauman. L'engagement dans la lutte armée d'un jeune prolétaire qui l'a abandonnée. (France sauvage, 1976)

La bande à Baader, par Julian Becker. Romanesque et romancé. Le titre original résume le tout : Hitler's children (Fayard, 1977)

Textes des prisonniers de la Fraction armée rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof (Maspéro, à paraître fin novembre 1977)

Bamboulé et autres textes d'Ulrike Meinhof. Un « scénario » censuré par la télé sur une révolte dans un foyer de filles en éducation surveillée, des articles de *Konkret* et d'autres textes théoriques. Bilingue. (Edition Des Femmes, parution fin novembre 1977).

Interdictions professionnelles en RFA. par Robert Boure (Maspéro, à paraître en janvier 1978).

Ecrits politiques par Rudi Dutschke. Une figure de proue de la contestation extra-parlementaire (Poche Bourgeois 1968).

Le grand bazar de Dany Cohn-Bendit (Belfond, 1975).

Communautés pour le socialisme, par Patrick Démerin. Sur le mouvement communautaire en RFA (Maspéro 1976).

Kommune 2. Une des premières communes militantes à Berlin (Champ libre. 1972).

L'Allemagne de notre temps, 1945-1970 par Alfred Grosser (Fayard 1970) et *L'Allemagne de Willy Brandt*, par Henri Ménéudier (Stock 1976) donnent un point de vue libéral classique sur le RFA.

Partisans N° 51 : Vingt ans d'Allemagne, avec notamment une étude sur la « restauration » en RFA (Maspéro janvier 1970).

Deux revues d'allure universitaire se consacrent à l'Allemagne (RFA et RDA) : *Allemagne aujourd'hui* (mensuel, 8, rue Faraday,

75017, Paris) et *Documents, revue des questions allemandes* (50, rue Laborde, 75008, Paris).

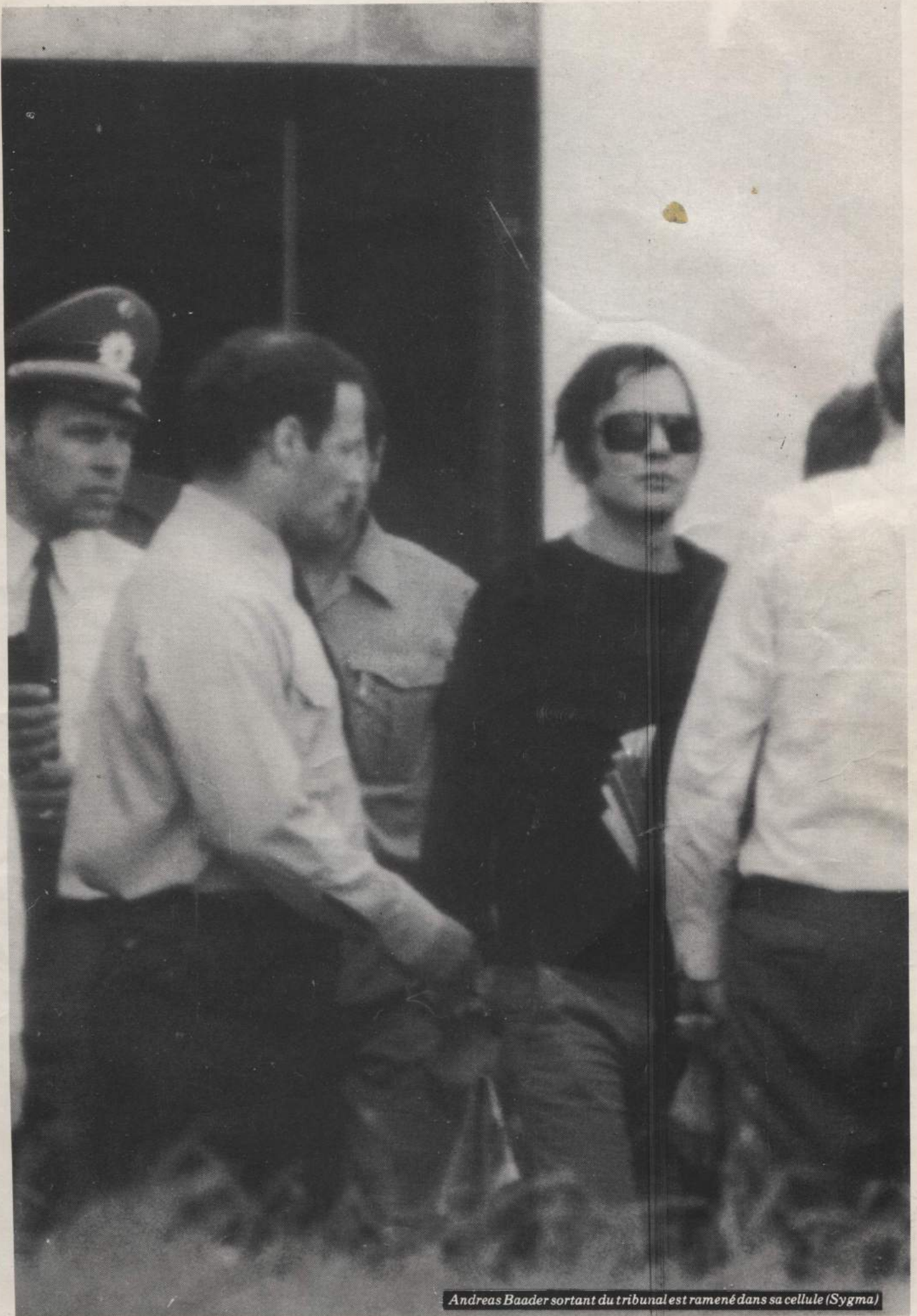
L'honneur perdu de Catharina Blum, et *Portrait de groupe avec femmes*, de Heinrich Böll. L'œuvre de Böll en général est le moyen le plus simple de faire connaissance avec le RFA. (Edition du Seuil).

Te voilà maintenant un ennemi de la constitution de Peter Schneider. Un jeune romancier à propos des Berufverbote. (Edition Gallimard).

En allemand, on peut lire, parmi d'autres : *Ulrike Meinhof*, par Peter Bruckner (Wagenbach, Francfort).

Die Gefahr geht von den Menschen aus, par Sebastian Cobler, un juriste qui étudie la législation de « sécurité d'Etat » depuis la fondation de la RFA (Rotbuch Verlag, Berlin).

Zur Sozialisation proletarischer Kinder, par Jan Karl Raspe qui y relate son expérience militante avec les jeunes délinquants citadins (Roter Stern, 1972).



Andreas Baader sortant du tribunal est ramené dans sa cellule (Sygma)

Directrice de publication : Zina
 Rouabah.
 Directeur : Serge July
 Supplément à Libération N°1180
 Imprimé à Roto Nation
 Couverture : Imprimerie de l'Île
 de France.
 Dépôt légal 4^e trimestre 1977.
 RFA ... 6 DM
 Suisse ... 7 FS
 Belgique ... 87 FB
 Luxembourg ... 85 FL

Libération

Tous les jours au même endroit



STUTTGART, W. Germany. A police car at Stuttgart Station after they tried to arrest Baader and Gudrun at the hospital. Police